



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Réunion du Parlement Benelux à Bruxelles

Des questions d'actualité au centre des débats

Le Parlement Benelux, dans le cadre de sa session 2004, a tenu des séances plénières au Sénat belge les 25 et 26 juin 2004. Y ont assisté du côté luxembourgeois MM. John Schummer, Vice-président, Nico Loes, Président de la délégation, Mme Nelly Stein et MM. Camille Gira et Jean-Pierre Koepp.

Des questions d'actualité furent discutées dès l'ouverture de cette partie de session en présence de M. Louis Michel, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'élargissement de l'Union européenne et l'adoption de sa Convention, la question irakienne et l'insécurité inquiétante dans ce pays ainsi que la situation préoccupante en Afrique centrale furent l'objet d'un exposé très fouillé de M. le Ministre Michel qui répondit ensuite aux questions des députés en rapport avec ces thèmes.

Après un débat sur les soins de santé transfrontaliers et un rapport oral intermédiaire sur la coopération au développement, l'Assemblée en vint à parler des langues minoritaires et de l'intégration.

Deux recommandations furent proposées pour adoption à l'Assemblée. L'une concernait l'éthique dans le sport chez les jeunes et appelait les gouvernements à garantir aux jeunes une accessibilité maximale aux pratiques sportives tout en soutenant les associations sportives afin d'assurer un encadrement de qualité des jeunes pratiquants et de consacrer une attention particulière à la transmission des valeurs sportives et sociales et à la protection des jeunes contre l'exploitation économique et l'épuisement physique précoce. L'autre était relative à la lutte contre le SIDA. Dans cette recommandation les parlementaires du Benelux incitaient les ministres de la santé des différents pays à présenter un rapport annuel sur leur politique en matière de prévention et de lutte contre le SIDA, à mettre en place des politiques coordonnées et concertées visant à optimiser la lutte contre le SIDA, ainsi qu'à soutenir les activités des Nations Unies et à renforcer la collaboration bilatérale avec les pays africains dans ce domaine.



(de gauche à droite) MM. Jean-Pierre Koepp, Nico Loes, Camille Gira, Claude Frieseisen, Pierre Dillenbourg et John Schummer.

Un rapport sur la participation du Parlement Benelux à la conférence «Labour Market policy and

Migration in the EU» fut suivi par l'intervention du président de l'Assemblée balte qui assistait

une fois de plus à la session à la tête d'une délégation de cette institution.

Remise de décorations

À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker a remis des distinctions honorifiques à des membres ainsi qu'à une employée de la Chambre des Députés.

Ont été décorés:

**Ordre de la
Couronne de Chêne**

Commandeur: Jean Asselborn,

Ben Fayot, Jos Scheuer, Lucien Weiler.

Officier: Lucien Clement, Fernand Greisen, Jean-Marie Halsdorf, Jean-Pierre Klein, Laurent Mosar, Ferny Nicklaus-Faber.

Ordre de mérite

Commandeur: Mars Di Bartolomeo, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Robert Mehlen, Lydia

Mutsch, Nelly Stein, Nicolas Strotz.

Officier: Simone Beissel, Jeannot Belling, Jean Colombera, Marie-Josée Frank, Gusti Graas, Aly Jaerling, Alexandre Kriepps, Claude Meisch, Maggy Nagel, Marco Schroell, Fred Sunnen, Claude Wiseler.

Médaille: Monique Krippel-Schammel, employée.



(Photo: Guy Wolff / Luxemburger Wort)

Ni brûlés, ni détruits!



La vie d'un bulletin de vote ne s'arrête pas au dépouillement des urnes!

Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, les milliers de bulletins par lesquels les électeurs luxembourgeois ont désigné leurs 60 représentants pour les cinq

ans à venir ne sont pas brûlés ni détruits ... mais préservés. C'est la Chambre des Députés qui s'occupe d'un archivage qui - certes - prend de l'espace, mais qui garantit une trace du vote du 13 juin 2004 jusqu'à ce qu'un nouveau Parlement soit élu.

NOUVELLES LOIS

3924 - Projet de révision

de l'article 24 de la Constitution

Le projet de révision 3924 vise à biffer purement et simplement, comme étant surannées, la phrase de l'article 24 de la Constitution relative au cautionnement des écrivains, éditeurs ou imprimeurs, ainsi que celle relative au droit de timbre des journaux et périodiques.

Est biffée également la disposition prévoyant que l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peut être poursuivi si l'auteur est connu, s'il est Luxembourgeois et domicilié dans le Grand-Duché.

Cette disposition, qui consacre le principe de la responsabilité en cascade en matière de presse, n'a en effet pas sa place dans la Constitution.

L'article 24 se réduira ainsi à ses dispositions essentielles, à savoir celle consacrant la liberté d'opinion et la liberté de la presse, et celle relative à l'interdiction de la censure.

L'article 24 de la Constitution se lira donc finalement comme suit:

«Art. 24. La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. - La censure ne pourra jamais être établie.»

Dépôt par M. Georges Margue, Député, le 19.04.1994

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

16.02.2000	Examen de la proposition de révision
15.03.2000	Confirmation du rapporteur
26.04.2001	Suite des travaux
17.04.2002	Décision sur la question de la suppression, à l'article 24 de la Constitution, de la disposition sur la règle de la responsabilité en cascade en matière de presse
14.01.2004	Réexamen de la proposition de révision
21.01.2004	Examen et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 27.01.2004

Second vote constitutionnel: 13.05.2004

4486 - Projet de loi

concernant l'aménagement communal et le développement urbain

L'aménagement communal et le développement urbain sont essentiellement régis par les dispositions de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes. Le projet de loi sous rubrique a l'ambition de réformer la

loi du 12 juin 1937, étant donné que les dispositions élaborées dans les années '30 ne répondent aujourd'hui guère à une politique d'urbanisme moderne. Le projet de loi doit donc s'adapter à l'évolution de l'urbanisme moderne, tenir compte de la notion de développement durable et permettre la mise en place de concepts intégrés en matière d'aménagement du territoire et du transport.

Les principales réformes de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des communes

- Harmonisation des documents de planification

Actuellement, la qualité de la présentation et du contenu d'un plan d'aménagement général ne correspond pas toujours à l'importance qui est la sienne en tant que document réglementaire fondamental pour l'occupation du sol au niveau communal. Le projet de loi propose un certain nombre de mesures destinées à remédier à cette situation.

Il exige que les autorités communales soumettent leur plan d'aménagement général au moins tous les six ans à un examen critique et décident, si une révision ou une adaptation dudit projet est nécessaire. D'autre part, le projet prévoit que l'élaboration d'un plan d'aménagement doit être précédée d'une étude approfondie sur la situation existante sous tous ses aspects et déterminant des options à envisager à court, à moyen et à long terme tout en analysant leur compatibilité avec les options prises en matière d'aménagement général du territoire.

Enfin, tout plan d'aménagement général qui sera engagé dans la procédure d'adoption à l'avenir sera accompagné d'un rapport de présentation.

- Une hiérarchie claire et logique entre les différents instruments de planification au niveau communal

Le projet de loi suit le Conseil d'État, qui a expliqué qu'un plan d'aménagement couvrant l'ensemble du territoire communal devrait représenter un document graphique sommaire indiquant l'utilisation des diverses zones du territoire communal.

Le Conseil d'État a encore préconisé que le contenu et l'échelle de ces plans pourraient faire l'objet de règlements grand-ducaux pour ne pas inutilement alourdir le texte du projet de loi.

L'hiérarchie des instruments de planification au niveau communal prévoit de prime abord que chaque commune est tenue d'avoir un plan d'aménagement général couvrant l'ensemble de son territoire. La mise en oeuvre du plan d'aménagement général se fait de la manière définie dans ses parties graphique et écrite. Pour certaines zones ou terrains, l'affectation à la construction requiert d'abord un plan d'aménagement particulier. Ce document de planification, qui est bien plus précis et plus détaillé que le plan d'aménagement général, est défini dans les grandes lignes par le projet de loi, un règlement grand-ducal pouvant en préciser le contenu.

- Des outils permettant une mise en oeuvre ciblée des plans d'aménagement

Le projet de loi sous rubrique propose la définition des zones de développement et des zones à restructurer. Il définit, par conséquent, les mesures nécessaires pour concrétiser sur le terrain la matérialisation d'une politique de développement durable.

- Allègement, harmonisation et précision des procédures

Le projet prévoit finalement de simplifier la procédure d'adoption des projets d'aménagement. Tout pro-

jet non contesté peut être soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur à l'expiration du délai de publication qui suit la décision du conseil communal. Plusieurs délais ont été introduits dans la procédure d'adoption des projets d'aménagement afin de garantir le traitement des dossiers dans des délais raisonnables. Dorénavant, les PAP sont directement transmis au Ministre de l'Intérieur pour vérification, sans passer par la commission d'aménagement.

De plus, les procédures de remembrement urbain et de rectification de limites de terrain ont été révisées en vue de leur simplification, leur harmonisation et leur précision.

Dépôt par M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le 10.11.1998

Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures (Président: M. Marco Schank):

30.09.1999	Désignation d'un rapporteur
13.09.2000	Premier échange de vues
15.01.2004	Présentation du projet de loi Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.01.2004	idem
29.01.2004	idem
05.02.2004	idem
12.02.2004	idem
17.02.2004	Examen des articles
10.03.2004	idem
11.03.2004	idem
25.03.2004	Examen du texte coordonné
30.03.2004	Entrevue avec des représentants de la Ligue luxembourgeoise du coin de terre et du foyer Entrevue avec l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-conseils
28.04.2004	Examen du 2 ^e avis complémentaire du Conseil d'État
06.05.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.05.2004

4816 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'autre part, signé à Luxembourg, le 6 mai 1999

4824 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté flamande et la Région flamande, signé à Bruxelles, le 15 décembre 2000

5288 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région de Bruxelles-Capitale, signé à Luxembourg, le 29 octobre 2001

5289 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté germanophone de Belgique, signé à Luxembourg, le 19 novembre 2002

Les projets de loi ont pour objet l'approbation de quatre accords de coopération entre le Luxembourg et la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, la Communauté flamande et la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale respectivement la Communauté germanophone de Belgique.

Ces accords s'expliquent par les réformes constitutionnelles belges de 1993 et de 2001, conférant davantage de compétences aux trois régions (Flandre, Wallonie avec les territoires germanophones et Bruxelles-Capitale) et aux trois communautés (flamande, française et germanophone) de la Belgique. Les régions gèrent des compétences en matière territoriale, telles que l'environnement, l'aménagement du territoire ou encore le logement, alors que les communautés détiennent des compétences concernant les individus, telles que l'emploi des langues, l'enseignement, la culture.

Les accords de coopération avec la Communauté française et le Gouvernement wallon respectivement la Communauté flamande et la Région flamande, privilégient notamment la coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, des sciences et des sports. L'accord de coopération avec la Région de Bruxelles-Capitale met prioritairement l'accent sur la coopération dans les domaines de l'économie et du commerce extérieur, de l'emploi, du transport, de la prévention de la criminalité urbaine et de la recherche scientifique.

A noter enfin qu'en date du 20 avril 2004, la Chambre des Députés a approuvé la modification de la convention UEBL.

Dépôt du projet de loi 4816 par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 22.06.2001

Dépôt du projet de loi 4824 par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 23.07.2001

Dépôt du projet de loi 5288 par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 27.01.2004

Dépôt du projet de loi 5289 par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 27.01.2004

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

26.02.2002	Désignation d'un rapporteur pour les projets de loi 4816 et 4824
30.01.2004	Désignation d'un rapporteur pour les projets de loi 5288 et 5289
03.05.2004	Examen du texte des projets de loi et des avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport pour l'ensemble des quatre projets de loi

Votes en séance publique: 11.05.2004

4910 - Projet de loi

sur la liberté d'expression dans les médias

Le projet de loi sur la liberté d'expression dans les médias a pour objet de mettre en oeuvre la réforme tant attendue de la loi du 20 juillet 1869 sur la presse et les divers moyens de publication.

Depuis des années, le milieu de la presse, éditeurs et journalistes confondus, réclament une révision de l'ancienne loi répressive et la mise en place d'un cadre juridique moderne et adapté aux contraintes de leurs métiers.

La nouvelle législation sur la liberté d'expression dans les médias vise à assurer le juste équilibre entre la liberté d'expression dans les médias et le respect des droits fondamentaux des citoyens. Elle

- fixe clairement les droits et devoirs des journalistes,

- prévoit la protection des sources journalistiques,

- définit les tâches du Conseil de Presse et

- règle le droit de réponse.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.02.2002

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Media et des Communications (Président: M. Laurent Mosar):

30.04.2002	Désignation d'un rapporteur
11.09.2002	Examen du projet de loi
19.06.2003	Échange de vues avec des représentants de l'Association luxembourgeoise des Journalistes (ALJ)
18.07.2003	Échange de vues avec des représentants du Conseil de Presse et de l'Association des Éditeurs

22.07.2003	Échange de vues avec des représentants de l'Union des Journalistes Luxembourg
18.09.2003	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.09.2003	idem
09.10.2003	idem
13.10.2003	idem
16.10.2003	idem
22.10.2003	Examen de la disposition concernant la responsabilité en cascade
03.11.2003	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.11.2003	idem
13.11.2003	idem
17.11.2003	idem
09.12.2003	Examen des propositions d'amendements et des points restés en suspens
09.02.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Discussion sur les propositions d'amendements concernant e.a. l'art. 24 ancien (art. 20 selon le texte amendé) Adoption d'une série d'amendements
12.02.2004	Explications fournies par le représentant du Ministère de l'Économie sur la compatibilité entre le projet de loi 4910 et la législation sur le commerce électronique
19.02.2004	Échange de vues sur les propositions d'amendements
27.04.2004	Échange de vues avec des membres du Conseil de Presse
30.04.2004	Lettre du groupe socialiste du 22.04.2004 Examen du 2 ^e avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport
12.05.2004	Examen du 3 ^e avis complémentaire du Conseil d'État
Vote en séance publique: 13.05.2004	

4946 - Projet de loi

relative aux effets légaux de certains partenariats

Le projet de loi 4946 fait suite à la déclaration gouvernementale du 12 août 1999. Le Gouvernement est parti du constat que la société d'aujourd'hui connaît une augmentation du nombre de couples non mariés, qu'il s'agisse de partenaires hétérosexuels ou homosexuels. L'État doit évidemment respecter ce choix. Or, comme l'absence de règles juridiques régissant cette communauté de vie crée des difficultés en pratique, le projet de loi a pour objet de combler ce vide juridique en fixant certaines règles de solidarité et de responsabilité entre partenaires non mariés (volet du droit civil), en leur accordant une protection sociale (volet du droit de la sécurité sociale) et en les faisant bénéficier de différents allègements fiscaux (volet du droit fiscal).

1) Quant au volet du droit civil

Au sens de la présente loi la notion de partenariat vise une communauté domestique de deux personnes, du sexe opposé ou du même sexe, vivant en couple et ayant fait une déclaration de partenariat devant l'officier de l'état civil de leur domicile commun ou de leur résidence commune. Ne sont ainsi pas visées les communautés domestiques de plus de deux personnes („Wohngemeinschaften“). Le Gouvernement ayant ainsi décidé de viser seulement les communautés de vie de deux personnes, le projet de loi prévoit des conditions de fond analogues à celles prévues pour le mariage: les partenaires doivent ainsi être capables de contracter, ils ne doivent pas être déjà liés par un mariage ou un autre partenariat, et ils ne doivent pas être parents ou alliés au degré prohibé.

A relever que si la conclusion d'une convention patrimoniale n'est pas exigée, elle est cependant possible. Une telle convention peut être conclue lors de la déclaration de partenariat ou après et peut être modifiée à tout moment, après cette déclaration. En l'absence d'une convention la déclaration de partenariat crée cependant des droits et devoirs entre les partenaires. Ainsi les partenaires sont tenus de s'apporter mutuellement une aide matérielle et de contribuer aux charges du ménage selon leurs possibilités respectives. Ils sont responsables solidairement vis-à-vis des tiers pour les dettes contractées pour les besoins du ménage et pour le logement commun. Aucun des deux partenaires ne peut disposer, sans le consentement de l'autre, des droits sur le logement commun. Les partenaires peuvent se gratifier l'un l'autre par voie de donation ou par voie testamentaire.

A noter encore que le partenariat prend fin ou bien par une déclaration personnelle soit commune soit unilatérale devant l'officier de l'état civil, ou bien par le mariage de l'un des partenaires, ou bien par le décès d'un partenaire.

2) Quant au volet du droit de la sécurité sociale

Par analogie avec les couples mariés dont l'un des époux n'exerce pas d'occupation rémunérée, mais qui, sur base de la théorie juridique des droits dérivés, bénéficie quand même d'une protection sociale (assurance-maladie, assurance-accident, assurance-pension), celui des partenaires déclarés qui n'exerce pas d'occupation rémunérée bénéficiera dorénavant de la même couverture sociale.

3) Quant au volet du droit fiscal

Le projet de loi prévoit que les partenaires déclarés bénéficieront des mêmes allègements fiscaux que ceux dont bénéficient les couples mariés, tant en matière de fiscalité indirecte (diminution des droits d'enregistrement pour donations mobilières ou immobilières entre partenaires et des droits de succession en cas de décès de l'un des partenaires) qu'en matière de fiscalité directe (introduction d'un abattement de revenu imposable

pour charges extraordinaires en raison de l'aide matérielle apportée par l'un des partenaires à l'autre).

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 06.05.2002	
Rapporteur: M. Claude Wiseler	
Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):	
25.09.2002	Désignation d'un rapporteur
05.02.2003	Examen du projet de loi
23.10.2003	Discussion de deux propositions d'amendement
03.12.2003	Examen et vote de différentes propositions d'amendement du rapporteur
04.02.2004	Examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.02.2004	Continuation de l'examen des articles
18.02.2004	Réexamen des questions restées en suspens
07.04.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28.04.2004	idem Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 12.05.2004	

4998 - Projet de loi

portant création d'une Administration de la gestion de l'eau

La création d'une administration centrale de gestion intégrée de l'eau fait l'objet de débats politiques depuis la fin des années '80. Ce n'est finalement donc qu'en 1999 que le Gouvernement, issu des élections législatives du 13 juin 1999, inscrivait dans le chapitre de son accord de coalition consacré au Ministère de l'Intérieur que:

«les différentes administrations et divisions de services qui, à l'heure actuelle, ont des compétences en matière de protection et de gestion de l'eau seront fusionnées dans une même entité afin de créer l'instrument nécessaire à une véritable gestion intégrée de l'eau, instrument qui relèvera de la compétence du Ministre de l'Intérieur».

Le projet de loi sous examen constitue la mise en œuvre de ce point important de l'accord de coalition.

La structure et les missions de la nouvelle Administration de la gestion de l'eau

Le projet de loi poursuit essentiellement les 6 buts suivants:

il crée une Administration de la gestion de l'eau (art. 1);

il fixe les attributions de la nouvelle administration (art. 2);

il crée à l'intérieur de l'administration différentes divisions (art. 3) qui gèrent chacune une portion des attributions confiées au nouveau service de sorte à englober toutes les facettes d'une gestion «globale» de l'eau (art. 4);

il crée le cadre du personnel de la nouvelle administration (art. 5);

il règle la situation de carrière des agents en place en évitant qu'ils ne subissent une détérioration de leur expectative de carrière (art. 24);

il entérine les nouvelles compétences de l'Administration de la gestion de l'eau en adaptant les textes de loi concernés aux prescriptions résultant de l'arrêté grand-ducal du 11 août 1999 portant constitution des ministères (art. 10 à 22).

L'avis du Conseil d'État

Dans son avis du 25 novembre 2003, la Haute Corporation soulève un certain nombre de questions fondamentales dépassant dans certains cas le cadre du projet de loi.

Le Conseil d'État s'attarde longuement sur la question du rattachement du nouveau service au Ministère de l'Intérieur. D'après la Haute Corporation, un certain nombre d'arguments plaident clairement en faveur d'un placement de l'administration sous la tutelle du Ministère de l'Environnement.

Deuxième critique du Conseil d'État à l'encontre du texte gouvernemental: au lieu de se limiter à créer une loi portant création d'une Administration de la gestion de l'eau et d'en fixer le cadre du personnel, le Gouvernement aurait dû profiter de l'occasion pour transposer la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (dite «directive cadre»).

Le Conseil d'État énumère ensuite un certain nombre de dispositions de la loi du 29 juillet 1993 que le projet de loi ne fait, à son avis, que modifier de façon incomplète. Il signale également différentes imperfections du projet.

En guise de conclusion, le Conseil d'État déclare ne pas pouvoir marquer son accord avec le projet de loi lui soumis.

Il recommande sous peine d'opposition formelle, de reprendre le projet sur le métier en tenant compte de la «directive cadre» 2000/60/CE qui doit de toute façon être transposée au plus tard au cours du premier semestre de l'année 2004.

La question de la compétence ministérielle

En ce qui concerne la compétence ministérielle, plusieurs membres de la Commission des Affaires Intérieures ont soutenu la remarque du Conseil d'État que la tutelle sur la nouvelle Administration de la gestion de l'eau devrait revenir au Ministre de l'Environnement et non pas au Ministre de l'Intérieur. Le Ministre de l'Intérieur a souligné à ce sujet que par gestion intégrée de l'eau il ne faut pas seulement comprendre la protection des ressources hydriques contre la pollution ou contre la dégradation de leur état écologique, mais aussi la gestion de l'eau en tant que ressource indispensable à un développement socio-économique durable.

Ceci étant, et en dépit de tous les arguments avancés par les différents intervenants en faveur, soit du Ministère de l'Intérieur, soit du Ministère de l'Environnement, la Commission des Affaires Intérieures estime que le débat sur la compétence ministérielle dans le domaine de la gestion de l'eau n'est pas à mener dans le contexte du projet de loi sous examen. Il convient de rappeler que le projet de loi prend bien soin de placer le nouveau service sous l'autorité du Ministre «qui a dans ses attributions la coordination de la politique générale de l'eau».

La transposition de la «directive cadre»

Plusieurs membres de la Commission des Affaires Intérieures se sont ralliés à l'avis du Conseil d'État qui préconise que la «directive cadre» soit transposée en droit national conjointement avec la création de

l'Administration de la gestion de l'eau. Le Ministre de l'Intérieur a expliqué que la mise en œuvre de la «directive cadre» ne sera pas très aisée vu que de nombreuses dispositions du très volumineux texte manquent de clarté et de précision, à tel point qu'elles pourraient donner lieu à des interprétations différentes d'un pays de l'Union européenne à l'autre. C'est pour cette raison que les pays membres ont décidé, ensemble avec la Commission européenne, d'élaborer des guides permettant une application commune bien comprise de la «directive cadre». Or, le dernier des quelque neuf documents guides n'a été approuvé que tout récemment, sous la présidence italienne, et ce n'est donc maintenant seulement que l'on dispose de tous les éléments pour permettre une transposition sans équivoque de la «directive cadre» en sa forme de 2000.

La Commission européenne a présenté en 2003 un papier stratégique sur la maîtrise des crues et inondations, aspect qui n'est pas (et ne sera probablement pas) repris dans la «directive cadre» pour des raisons de subsidiarité, mais dont les principes n'en auront pas moins avantage à être intégrés dans la législation nationale sur l'eau pour en consolider le caractère de l'approche globale.

Le Gouvernement aura donc eu raison en ne transposant pas la «directive cadre» en sa version originelle (bien que formelle) de 2000, mais d'attendre qu'il dispose de tous les éléments nécessaires à l'élaboration d'un projet de loi clair et cohérent.

La non transposition, à l'heure actuelle, en droit national de la «directive cadre» ne signifie cependant pas qu'il soit impossible de poursuivre déjà maintenant une gestion intégrée de l'eau et qu'une administration centrale des problèmes de l'eau soit encore injustifiée.

Au niveau politique la coordination est bien établie du fait que toutes les responsabilités sont réunies sous la seule tutelle du Ministre de l'Intérieur. Au niveau technique 95 agents des «services d'eau» des différentes administrations étatiques sont certes réunis, par détachement de leurs administrations d'origine, en une unité centrale, les «Services de la gestion de l'eau», qui ne dispose toutefois pas encore d'une base légale adéquate et ne peut donc pas encore travailler avec la sérénité voulue.

Conclusion

La Commission des Affaires Intérieures, à la suite d'un examen approfondi du dossier qui lui a été soumis, a décidé majoritairement de proposer à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la version introduite par le Gouvernement. Elle considère en effet que le projet dont elle a été saisie, met fin à un débat politique qui a débuté il y a presque vingt ans et se concrétise par la création unanimement revendiquée d'une entité administrative unique responsable de la gestion intégrée de l'eau au Grand-Duché de Luxembourg. Malgré les quelques rares imperfections du texte, celui-ci a mérité, au vu des avantages considérables qu'il introduit dans la législation relative à la gestion de l'eau dans notre pays, d'entrer en vigueur dans les meilleurs délais.

Dépôt par M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le 25.07.2002

Rapporteur:
M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires Intérieures (Président:
M. Marco Schank):

10.12.2002	Présentation du projet de loi (en présence des membres de la Commission de l'Environnement)
15.01.2004	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.01.2004	idem
29.01.2004	Examen et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel:
11.02.2004

Second vote constitutionnel:
13.05.2004

5039/5047 - Proposition de révision

des articles 63 et 65 de la Constitution

L'article 63 actuel de la Constitution prévoit que le vote sur l'ensemble des lois intervient toujours par appel nominal.

D'après la proposition de révision cette disposition - qui n'exclut pas le recours au vote électronique - est complétée par une disposition, reprise du Règlement de la Chambre, prévoyant que le vote par procuration est admis, mais que nul ne peut recevoir plus d'une procuration.

L'article 65 actuel de la Constitution prévoit le vote séparé obligatoire pour chaque article d'un projet de loi.

D'après la proposition de révision il ne sera dorénavant procédé au vote sur un ou plusieurs articles qu'à la demande de cinq députés au moins.

Le nouveau texte pour les articles 63 et 65 est d'ailleurs réuni en un seul article, l'article 65, l'article 63 étant dès lors à abroger.

L'article 65 dans sa nouvelle forme se lit comme suit:

„Art. 65. La Chambre vote sur l'ensemble de la loi. Ce vote intervient toujours par appel nominal.

A la demande de cinq députés au moins, le vote sur l'ensemble de la loi peut être précédé par un vote portant sur un ou plusieurs articles de la loi.

Le vote par procuration est admis. Nul ne peut toutefois recevoir plus d'une procuration.“

Dépôt de la proposition de révision 5039 par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 17.10.2002

Dépôt de la proposition de révision 5047 par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 13.11.2002

Rapporteur:
M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):	
29.01.2004	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État
04.02.2004	Adoption d'un projet de rapport sur les deux propositions de révision

Premier vote constitutionnel:
10.02.2004

Second vote constitutionnel:
12.05.2004

5092 - Projet de loi portant organisation des lycées et lycées techniques

Le projet de loi entend doter les lycées et les lycées techniques de structures qui les rendent capables de fonctionner en communauté scolaire fondée sur le partenariat et d'engager des actions pédagogiques qui leur permettent de répondre à des besoins et des situations spécifiques.

À ce jour, la législation scolaire se limite à réglementer l'organisation des enseignements et les questions concernant le personnel. L'organisation et le fonctionnement des lycées, considérés plutôt comme des segments de l'administration, ne sont par contre pas pris en compte.

Deux évolutions rendent nécessaire la reconnaissance du lycée comme une unité pouvant développer son organisation spécifique, pouvant se donner un profil et mettre en œuvre, de sa propre initiative, des actions qui lui sont propres.

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 25.01.2003

Rapporteuse:
Mme Agny Durdu

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Présidente: Mme Agny Durdu):

05.02.2003	Désignation d'un rapporteur
21.01.2004	Présentation du texte du projet de loi Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.02.2004	Continuation de l'examen
05.02.2004	idem
18.02.2004	Examen des propositions d'amendements
05.05.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.05.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.05.2004

5113 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil économique et social et portant modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi 5113 a pour objet d'adapter à l'environnement socio-économique actuel tant les missions du Conseil économique et social, en visant notamment le dialogue social national et l'accompagnement du dialogue social européen, que la composition du CES en ne distinguant plus que trois grands groupes, à savoir le patronat, le salariat et les représentants

du Gouvernement, et en visant un élargissement, le nombre total des membres du CES passant de 35 à 39 membres.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 01.04.2003

Rapporteur:
M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

25.03.2004	Discussion générale Présentation du projet de loi Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.05.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.05.2004

5126 - Projet de loi

portant approbation de l'amendement à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, signée à New York, le 7 mars 1966, adopté à la quatorzième Réunion des États parties à la Convention le 15 janvier 1992

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver un amendement à la Convention internationale des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

L'amendement vise à changer le mode de financement des dépenses des membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Si actuellement leurs dépenses sont prises en charge par les États parties, elles seront dorénavant à charge du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui est également chargé de fournir au Comité le personnel et les moyens nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions dans le cadre de la Convention.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 07.05.2003

Rapporteur:
M. Jean-Paul Rippinger

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

08.12.2003	Désignation d'un rapporteur
03.05.2004	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
11.05.2004

5159 - Projet de loi

relative à la coordination de la politique nationale de développement durable

Le Luxembourg s'est engagé, d'abord à Rio en 1992 lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, puis à Johannesburg en 2002 lors du Sommet mondial pour le développement durable, à mettre en œuvre une politique de développement durable sur le plan national et à participer aux efforts consentis au niveau international. Le Gouvernement luxembourgeois a approuvé, en 1999, le «Plan national pour un développement durable» et s'est donné une stratégie de développement durable s'appuyant sur trois objectifs:

- une économie performante et durable,

- la protection de l'environnement naturel et humain,

- l'équité socio-économique et la protection sociale.

Ces trois piliers doivent être traités sur un pied d'égalité afin de créer une synergie entre le développement socio-économique et la protection de l'environnement et de répondre aux besoins des générations actuelles, sans compromettre les besoins des générations futures. Le plus grand défi du développement durable sera d'intégrer les objectifs économiques, sociaux et environnementaux dans des structures institutionnelles capables d'instaurer une prise de décision politique intégrée et l'abolition des frontières existantes entre ces trois domaines d'actions politiques.

Le projet de loi 5159 permettra à ce processus de se mettre en place et de se développer, en créant le cadre dans lequel la politique de développement durable doit se concrétiser dans les prochaines années au Luxembourg. Les instruments pour la mise en œuvre de l'action gouvernementale sont:

- le Conseil supérieur pour le développement durable qui est l'organe de réflexion et de discussion en matière de développement durable. Le Conseil supérieur comprend des représentants de la société civile; il est présidé par le chef du Gouvernement assisté des ministres ayant dans leurs attributions l'Environnement et l'Aménagement du territoire;

- la Commission interdépartementale du développement durable, qui a comme mission principale de rédiger le plan national pour un développement durable. Une autre de ses missions consiste à établir un rapport concernant la mise en œuvre du développement durable dans les différentes politiques sectorielles. La Commission est constituée des représentants de tous les départements ministériels;

- le plan national pour un développement durable, établi tous les quatre ans, doit préciser les objectifs et les actions à prendre dans la perspective du développement durable. Il constitue un document politique dont le Gouvernement assume la responsabilité et qui doit le guider sur la voie du développement durable;

- le rapport national sur la mise en œuvre du développement durable, établi tous les deux ans, doit décrire, d'une manière scientifique et objective, la situation du Luxembourg en matière de développement durable;

- les indicateurs de développement durable qui font partie intégrante du rapport doivent servir d'outil de mesure quant aux progrès réalisés sur la voie du développement durable.

Dépôt par M. Eugène Berger, Secrétaire d'État (pour le Ministre de l'Environnement), le 20.05.2003

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Emile Calmes):

11.03.2004	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
05.05.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.05.2004	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.05.2004

5177 - Projet de loi

portant approbation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1999, faite à Londres, le 13 avril 1999 et des Annexes A et B

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1999, qui remplace celle de 1995.

Le préambule consacre la volonté des signataires de renforcer la capacité de la communauté internationale à répondre aux situations d'urgence alimentaire et à améliorer la sécurité alimentaire mondiale par l'assurance d'approvisionnements en aide alimentaire (notamment céréales, riz, tubercules comestibles, poudre de lait écrémé, sucre, etc.), quels que soient les prix alimentaires mondiaux et les fluctuations de l'offre.

Les signataires souhaitent améliorer l'efficacité et la qualité de l'aide alimentaire en tant qu'instrument à l'appui de la sécurité alimentaire dans les pays en développement, notamment pour réduire la pauvreté et la faim des groupes les plus vulnérables.

L'aide doit être compatible avec le développement agricole des bénéficiaires (notamment les pays les moins avancés et les autres pays à revenu faible), les parties s'engageant en effet à effectuer toutes leurs opérations d'aide alimentaire de manière à éviter un préjudice à la structure normale de production et du commerce international. La Convention encourage ainsi, en cas de contribution en espèces, les achats locaux et les transactions triangulaires, afin de promouvoir le développement agricole local et de renforcer les marchés régionaux et locaux.

A noter qu'au-delà de son importance politique et du message de solidarité qu'elle véhicule, la Convention constitue un instrument important de planification, de réglementation et de coordination.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 08.07.2003

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

14.07.2003	Désignation du rapporteur
03.05.2004	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
11.05.2004

5201 - Projet de loi

relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR) et portant modification de

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu

- la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune

- la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Les deux grandes formes de financement des sociétés sont le financement externe (crédits bancaires, émissions d'obligations, dettes commerciales, prêts inter-sociétés, ...) et les fonds propres (apports des actionnaires et mise en réserve de bénéfices). Si l'on exclut la mise en réserve de bénéfices, les fonds propres sont collectés par émissions d'actions. Ces fonds propres sont en majorité acquis par les entrepreneurs eux-mêmes ou par leur entourage. Entre ces émissions à caractère familial et les émissions en bourse se fait sentir le besoin d'un système intermédiaire. C'est ce rôle que s'efforce de remplir le «venture capital» en permettant de collecter des fonds pour des montants dépassant ceux des patrimoines privés afin de financer des entreprises qui ont un fort potentiel de croissance, mais qui n'ont pas une notoriété suffisante pour envisager immédiatement une introduction en bourse.

La place financière luxembourgeoise n'offre jusqu'à présent qu'imparfaitement aux desiderata des promoteurs de fonds de capital à risque. En effet, cette offre ne se limitait qu'à un type de fonds d'investissement.

Le secteur du capital à risque peut actuellement avoir recours à la législation sur les sociétés commerciales, le plus souvent sous forme de société en commandite par actions. Les sociétés actives en «private equity» ne sont alors pas soumises à l'agrément et à la surveillance d'une autorité de contrôle telle que la CSSF.

Le projet de loi 5201 crée le légal d'une société incitant des investisseurs privés à investir dans un capital à risque et impliquant:

- que les investisseurs peuvent bénéficier des avantages économiques liés à la dispersion des risques et à la gestion professionnelle des fonds rassemblés;

- que les investisseurs ne sont pas contraints à constituer eux-mêmes une société à cette fin et à assurer eux-mêmes la gestion de la société pour une période indéterminée;

- qu'ils peuvent récupérer après un certain temps leur investissement, produits inclus, de manière simple et organisée, sans pour autant devoir poursuivre une cotation boursière;

- que l'utilisation d'un tel fonds, nommé „SICAR”, leur assure un traitement fiscal intéressant.

Les défis des auteurs du projet lors de l'élaboration d'une législation

sur les SICAR furent précisément les suivants:

le véhicule d'investissement devait être plus flexible que le cadre des OPC;

il doit bénéficier d'une fiscalité attractive;

être soumis au contrôle de la CSSF;

pouvoir être coté en Bourse.

Ces défis, surtout les deux derniers, ont pour objectif de trancher avec ce qui existe déjà à l'étranger, par exemple les PRICAF en Belgique.

Le Conseil d'Etat „approuve l'initiative gouvernementale de créer un régime supplémentaire spécifique à l'intention des milieux actifs en „private equity” ou en „venture capital”.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 02.09.2003
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

19.04.2004 Désignation du rapporteur
Examen du projet de loi

03.05.2004 Examen de l'avis du Conseil d'État

07.05.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.05.2004

5213 - Projet de loi

ayant pour objet d'augmenter le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix et de modifier certaines dispositions:

- du Nouveau Code de procédure civile

- de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

- du Code d'instruction criminelle

- de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer

- de la loi modifiée du 21 avril 1908 concernant les vices rédhibitoires des animaux domestiques

- de la loi modifiée du 10 juin 1898 concernant les dégâts accidentels causés à la propriété superficielle par les travaux d'exploitation des mines, minières et carrières

- de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

Le projet de loi 5213 entend modifier certaines règles procédurales principalement en matière civile et commerciale. Il a plus particulièrement pour objet:

- de changer certaines règles de compétence en relevant le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix et en adaptant les règles de compétence territoriale des juridictions du travail;

- de refondre le système des délais de distance;

- de modifier les règles de recevabilité du pourvoi en cassation;

- de modifier l'article 183 du Nouveau Code de procédure civile relatif à la communication des causes au ministère public.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 23.09.2003

Rapporteur: M. M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

31.03.2004 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

07.04.2004 Présentation d'un projet de rapport

28.04.2004 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État sur les amendements parlementaires du 08.04.2004
Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.05.2004

5232 - Projet de loi

portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu et de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs

L'objet principal du projet de loi 5232 est de transposer la directive 2003/49/CE du Conseil du 3 juin 2003 concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'États membres différents.

Sous la présidence luxembourgeoise, le Conseil Ecofin s'est mis d'accord à Mondorf-les-Bains en septembre 1997 sur un code de conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises. Ce code de conduite porte sur trois réformes fiscales, à savoir la fiscalité des entreprises, la fiscalité des revenus de l'épargne et la problématique de la retenue à la source sur les paiements transfrontaliers d'intérêts et de redevances entre entreprises. Cette dernière fait l'objet de la directive 2003/49/CE du Conseil du 3 juin 2003.

Jusqu'à présent les impôts sur les intérêts et redevances versés à des sociétés implantées dans d'autres États membres peuvent engendrer des problèmes pour des sociétés exerçant des activités économiques transfrontalières. Ces problèmes peuvent consister en des procédures longues, des facilités de liquidité et parfois des doubles impositions, malgré l'existence de conventions de non-double imposition entre les États membres.

Le but de la directive 2003/49/CE est donc d'établir un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts effectués entre des sociétés associées d'États membres différents afin de remédier à la double imposition, mais non à favoriser la non-imposition. A cette fin, les revenus sont totalement exonérés de l'imposition dans le pays d'origine des versements et sont uniquement imposés dans le pays du bénéficiaire effectif de ces versements.

La directive était à transposer au plus tard le 1^{er} janvier 2004, ce qui explique l'urgence du projet de loi sous rubrique.

Par ailleurs, il faut signaler qu'au plus tard le 31 décembre 2006, la Commission est obligée de présenter un rapport sur les effets de l'application de la directive. Ce ré-

examen aura principalement pour objet le champ d'application.

La Commission européenne a déjà proposé au Conseil une nouvelle proposition de directive afin d'amender la directive sous rubrique dans le but d'élargir le champ d'application prévoyant la suppression des retenues à la source sur les paiements d'intérêt et redevances entre sociétés associées d'États membres différents, de manière à ce qu'elle s'applique à un plus large éventail de sociétés, comprenant la société européenne et la société coopérative européenne.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 06.11.2003

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

03.05.2004 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.05.2004 Examen et présentation d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.05.2004

5256 - Projet de loi

modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi sous examen a pour objet, d'une part, d'instaurer des mesures allégeant les procédures administratives relatives au contrôle technique, de renforcer la base légale pour la transposition des directives communautaires en matière de réception automobile et de transposer la directive modifiée 2000/30/CE du Parlement et du Conseil du 6 juin 2000 relative au contrôle technique routier des véhicules utilitaires circulant dans la Communauté. D'autre part, le projet de loi se propose d'agencer la répartition des compétences de l'État et des communes en matière de réglementation et de signalisation routières en vue de mieux aligner celles-ci sur les attributions et les responsabilités en matière de gestion routière, tout en veillant à alléger les procédures à respecter par les autorités locales en relation avec des réglementations routières ad hoc dont l'effet est limité dans le temps.

Par ailleurs, compte tenu des oppositions formelles du Conseil d'État en relation avec notamment la base légale défective pour l'organisation du contrôle technique et la formation post-permis introduite dans la législation routière lors d'amendements légaux antérieurs, il est donné suite aux observations de la Haute Corporation soucieuse de voir la législation routière en point conforme aux principes de notre loi fondamentale tels que interprétés dans la récente jurisprudence de la Cour constitutionnelle. Enfin, il est prévu d'introduire une base légale permettant le traitement des données relatives aux décisions judiciaires et des données médicales qui ont trait à la gestion du permis de conduire.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre des Transports, le 02.12.2003

Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

30.04.2004 Désignation d'un rapporteur
Examen du texte du projet de loi, de l'avis du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux

06.05.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.05.2004

5313 - Projet de loi

portant approbation de l'Amendement à l'article 1^{er} de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, adopté par le Conseil des gouverneurs par une résolution du 30 janvier 2004

Depuis l'année 2000, la Mongolie est membre de la BERD. Néanmoins, elle ne compte actuellement pas parmi les pays bénéficiaires. La BERD n'est autorisée à opérer que dans les pays d'Europe centrale et orientale dont la Mongolie ne fait pas partie.

Le 30 janvier 2004, le Conseil des Gouverneurs de la BERD sous la présidence du Premier Ministre luxembourgeois a adopté unanimement une résolution visant à compléter l'article 1^{er}, comme suit:

„L'objet de la Banque peut également être mis en œuvre en Mongolie sous les mêmes conditions. En conséquence, toute référence dans le présent Accord et dans ses annexes aux „pays d'Europe centrale et orientale”, à un ou plusieurs „pays bénéficiaires” ou aux „pays membres bénéficiaires” s'applique également à la Mongolie.”

Par cet amendement, qui doit être ratifié par chaque pays membre de la BERD, la BERD pourra dorénavant étendre ses activités décrites en haut aussi en Mongolie. Cet amendement entre en vigueur trois mois après la date de la communication formelle de la BERD que chaque pays a ratifié cet amendement conformément à sa législation.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 18.03.2004

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

03.05.2004 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.05.2004

Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de M. Fernand Kons, député honoraire
2. Communications
3. Ordre du jour
4. 5148 - Projet de loi portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes (suite)
(Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)
5. 4816 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'autre part, signé à Luxembourg, le 6 mai 1999
4824 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté flamande et la Région flamande, signé à Bruxelles, le 15 décembre 2000
5288 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région de Bruxelles-Capitale, signé à Luxembourg, le 29 octobre 2001
5289 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté germanophone de Belgique, signé à Luxembourg, le 19 novembre 2002
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte des projets de loi - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)
6. 5301 - Projet de loi portant approbation
- d'Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements
- d'Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers en matière maritime
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.
Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Hommage à la mémoire de M. Fernand Kons, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech hunn déi traureg Pflicht lech den Doud vun engem fréiere Kolleege, dem Fernand Kons vu Réimech, matzedeen. Hien ass de leschte Sonndeg am Alter vu 76 Joer verstuerwen.

De Fernand Kons ass 1957 an d'CSV agetrueeden. Seng politesch Carrière huet en 1964 ugefaangen, wéi en an d'Chamber gewielt ginn ass. 1972 huet e sai Mandat missen nidderleeën, well en zum Veterinärinspekter ernannt ginn ass. 1989 gouf en nach eng Kéier an d'Chamber gewielt, wou e bis 1994 bliwwen ass. Hie war President vun der Agrarkommissioun a Vizepresident vun der Bautekommissioun. Hie war och Member vun der Familljekommissioun, vun der Kontekommissioun a vun der Sport- a Jugendkommissioun. All déi Zäit, wou en hei am Parlament war, huet en u ville wichtege Debatten deelgeholl a seng Kompetenz, sai Fachwëssen a sai politesch Engagement an den Déngscht vun de Matbierger gestallt.

Op kommunalem Plang war de Verstuerwenen 20 Joer laang Buergermeeschter vu Réimech, wou e mat grousser Gefill a mat

vill Wäitsicht wichtege Projete fir seng Gemeng realiséiert huet. Duerch sai Beruff als Veterinär hat en deegleche Kontakt mat alle Schichte vun der Bevëlkerung, wat sain Asaz fir sozial Gerechtegkeet gestärkt huet. De Fernand Kons war och bekannt als engagéierter Politiker fir ëmwelt- a gesondheetspolitesch Aspekter. Senger Famill géllt eis oprichteg Bäileed, verbonne mat der Gewëssheet, datt mer dee Verstuerwenen a beschter Erënnung behale wäerten.

Ech géing lech elo biede mat mir eng Minut opzestoen an dem léiwem Verstuerwenen senger ze gedanken.

(Respect d'une minute de silence)

2. Communications

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Henri Grethen, Ministre de l'Économie, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 7 mai 2004, le projet de loi N° 5340 modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications.

3) En date du 28 avril 2004, des représentants du syndicat FNCTT-FEL-Landesverband ont remis la pétition N° 261 relative à la réintroduction du régime spécial dans la fonction publique.

En date du 6 mai 2004, des représentants du syndicat SEW/OGBL

7. 5126 - Projet de loi portant approbation de l'amendement à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, signée à New York, le 7 mars 1966, adopté à la quatorzième Réunion des États parties à la Convention le 15 janvier 1992

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. 5177 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1999, faite à Londres, le 13 avril 1999 et des Annexes A et B

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5268 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

10. 5315 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} mars 1973 autorisant le Gouvernement à accorder la garantie de l'État et une aide financière au profit de la « Société des Foires Internationales de Luxembourg », Société anonyme à Luxembourg

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale)

11. 5256 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale)

12. 5159 - Projet de loi relative à la coordination de la politique nationale de développement durable

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; Mme Erna Hennicot-Schoepges, MM. Michel Wolter, Henri Grethen, Charles Goerens et François Biltgen, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

ont remis la pétition N° 262 relative à l'obtention de contrats à durée indéterminée pour le personnel du service rééducatif ambulatoire.

4) L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a tenu la deuxième partie de sa session ordinaire de 2004 du 26 au 30 avril 2004. La délégation luxembourgeoise a été représentée temporairement par M. Marcel Glesener, Vice-Président, ainsi que par M. Norbert Hauptert et Mme Mady Delvaux-Stehres en tant que suppléants.

MM. Elmir Jahié et Frano Matusić ont été élus Vice-Présidents de l'Assemblée au titre respectivement de la Bosnie-Herzégovine et de la Croatie.

En outre la communication de M. Bernard Bot, Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et Président en exercice du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté le discours de:

- M. Ivo Sanader, Premier Ministre de Croatie,
- M. Nurtay Abikayev, Président du Sénat du Kazakhstan,
- M. Peter Balkenende, Premier Ministre des Pays-Bas et
- M. İlham Aliyev, Président de l'Azerbaïdjan.

Ont également figurées à l'ordre du jour trois discussions selon la procédure d'urgence à savoir l'une sur l'Arménie, l'autre sur la situation au Kosovo et la dernière sur Chypre.

Les principaux thèmes débattus à l'Assemblée ont été:

- le rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente,
- l'Observatoire/Agence européen(ne) des migrations,
- les budgets du Conseil de l'Europe pour l'exercice 2005,
- les dépenses de l'Assemblée parlementaire pour l'exercice 2005,
- la contestation des pouvoirs de la délégation parlementaire de Serbie-Monténégro,
- l'euthanasie,
- la situation des prisons et des maisons d'arrêt en Europe,
- l'élection de juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre des pays suivants: Belgique, Croatie, République tchèque, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Liechtenstein, Lituanie, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Russie, Suède et Royaume-Uni,
- les personnes disparues au Bélarus,
- la persécution de la presse dans la République du Bélarus,
- le renforcement des Nations Unies,
- le projet de Protocole no 14 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, portant modification du système de contrôle de la Convention,
- le respect des obligations et engagements de l'Albanie,
- le projet de Protocole additionnel à la Convention des droits de

l'homme et la biomédecine relatif à la recherche biomédicale et

- l'avenir de la sécurité sociale en Europe.

En ce qui concerne la présentation et la discussion du rapport sur l'euthanasie, Monsieur Marcel Glesener, en sa qualité de Président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille, a acquiescé au nom de sa commission la proposition du rapporteur à l'assemblée de voter le renvoi dudit rapport à sa commission, proposition d'ailleurs adoptée par l'assistance. Ainsi la commission reviendrait devant l'assemblée avec un rapport somme toute plus complet en tenant compte des interventions formulées à présent par les membres de l'Assemblée en cette séance, étant donné qu'un consensus n'a pu être trouvé auparavant au sein de la commission en raison du sujet particulièrement sensible.

Sont intervenus également

- M. Stéphane Valéri, Président du Conseil national de Monaco, à la suite du débat sur la demande d'adhésion de la Principauté de Monaco au Conseil de l'Europe,

- M. Harri Holkeri, Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Kosovo, dans le cadre de la discussion selon la procédure d'urgence sur la situation au Kosovo.

L'Assemblée a adopté une série de recommandations, d'avis et de résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

Den Här Jeannot Krecké freet d'Wuert zum Ordre du jour.

3. Ordre du jour

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mer d'Wuert gefrot zum Ordre du jour, well mer deen een oder anere Punkt, deen um Ordre du jour ass, net wëllen drop hunn a ganz allgemeng fanne mer, Här President, dass déi Aarbecht, déi mer amgaange sinn ze maachen, einfach keng anstänneg Aarbecht méi ass.

Mir sinn amgaangen alles iwwert de Knéi ze brierchen an e Rekord opzestellen, deen et hei an der Lëtzeburger Chamber nach ni ginn ass. Mä e Rekord iwwert deen ech, an dat géllt fir d'Majoritéitsparteien, net houfrech driwwer wier. Wa mer fäerdeg sinn, wäerte mer an deene leschten dräi Woche ronn 60 Gesetzer hei gestëmmt hunn, dorënner e ganze Koup grouss Gesetzer, déi eng Auswierkung hunn op d'Gesamtbévölkerung, op d'Zukunft vun eisem Land an ech mengen, et geet jo awer hei drëm, dass mer eng seriö legislativ Aarbecht maachen, dass mer probieren déi Gesetzer, déi mer stëmmen, och anstänneg virzebereeden an dass et net drëm geet hei de Bilan vun iergendenger Regierung oder iergendenger Majoritéit op déi do Aart a Weis opzebesseren.

Ech muss soen, d'DP, déi jo ganz villes gesot huet 1999 zu där Aart a Weis wéi deemools d'Gesetzer nach ofgestëmmt gi sinn, misst einfach Äsche sech op de Kapp streeën, well dat wat Dir hei maacht, ass duebel esou schlëmm, wéi dat wat jee gemaach ginn ass virdrun, Här Ripinger.

An dofir, mengen ech, Här President, dass d'Aart a Weis wéi mer hei virginn einfach net seriö ass. Mir hu méttlerweil an deene leschte Wochen aacht Projets de loi duerchgebaatscht an de Kommissiounen, esou dass mer, Här President, vun der éischter bis zur leschter Minutt, an dat huet heiansdo nëmmen eng Véirelstonn oder 20 Minutte gedauert, de Rapporteur désignéiert hunn, d'Presentatioun vum Gesetz ge-

maach hunn, den Avis vum Conseil d'État geholl hunn. D'Chambres professionnelles hu mer emol net gekuckt. Déi di mer leed, déi ginn nach dauernd Avisen eran, déi ginn emol iwwerhaapt net zur Kenntnis geholl. Déi Leit maachen am Moment eng Aarbecht, déi total iwwerflüssig ass. Ech muss soen, ech bedauern dat, well mir verkafe se wierklech fir domm.

Mir hunn dann och nach e Rapport virgeluecht vun engem Rapporteur, dee fënnf Minutte virdrun désignéiert ginn ass, an de Rapport, Här President, dat wësst Der, soll u sech d'Débat an der Kommissioun erëmginn. Wéi kann dann e Rapport Débat an der Kommissioun erëmginn, wann e fënnf Minutten duerno dohinner geluecht gëtt, wou e Rapporteur désignéiert ginn ass a wou e mat Sécherheet kee Wuert ka soen iwwer dat wat do diskutéiert ginn ass. Mir fannen dat am leschte Grad onseriö a mir froen eis och, de Conseil d'État, deen am Moment deeselwechten Tempo muss fueren, an et gesäit een u sengen Avisen, déi ginn ëmmer méi kleng, déi Leit kréien och mëttlerweil d'Flemm. Et ass op der ganzer Linn vun der Regierung bis bei d'Chamber eng miserabel legislativ Aarbecht.

Miserabel, dat gesäit een, Här President, och un e puer Feeler. Dat si kleng materiell Feeler heiansdo, wéi a Rapporten, wou kee Mënsch emol mierkt, wann Artikel ersat gëtt duerch Artist, wou kee Mënsch sech dru stéisst, dass op eemol carrément Erreurs matériels dra kommen an Dir wësst, Här President, mir votéieren des Woch déi Proposition de loi iwwer d'Loi électorale. Ech wëll lech an Erënerung ruffen, dat ass e Gesetz, dat hu mer grad esou iwwer de Knéi gebrach a wat hu mer misse maachen? Elo musse mer do nobesseren.

Ech muss soen, d'Partenariat hu mer och eng Kéier esou duerchgebaatscht op déiselwecht Aart a Weis. Beim Partenariat hu mer elo de leschte Freideg nach eng Kéier dräi Säiten Erreurs matériels missen eragi bei de Conseil d'État. Dat weist einfach, dass jiddereen iwwerfuert ass, kee Mënsch méi eppes Seriöses ka liesen.

Wann een dann nach bedenkt, Här President, dass een op eemol konfrontéiert gëtt domadder, dass d'Regierung fënnf, si hätt e Projet de loi déposiert de 4. Mee, dee se nach gären elo gestëmmt hätt, wou et drëm geet Leit anzestelle fir d'Présidence. Do kann ee jo nëmme staunen. Am Budget sinn déi Suen dofir jo scho virgesinn, a jidderee wouss, dass dozou e Gesetz misst gemaach ginn. Wéi ass et méiglech? Et sief da just, em den 1. Mee wäert decidéiert gi sinn, dass et eng Présidence gëtt an dass mir Leit dozou mussen astellen. Mir fannen dat am leschte Grad onseriö.

Ee lescht Beispill, Här President, an dofir hätt ech gären, dass de Fonds d'urbanisation de Kirchberg als Gesetz erfroge gëtt. Mir kënne mat deem wat am Gesetz ass absolut d'accord sinn. Mä mir hunn elo festgestallt dass e Gesetz nokomm ass, wat d'Participatioun vum Stat bei der Foire regelt, bei där nei gegrennter FIL, déi elo Lux Expo heescht, a mir stelle fest, dass do erëm eng Kéier de Fonds d'urbanisation de Kirchberg Participatiounen hëlt, während mer eis alleguerten eans waren, dass wann de Fong géng Participatiounen huelen, dass e sech d'Autorisation per Gesetz misst ginn. Mir missten also dat Gesetz em eng Woch verleeën, fir dee Saz do bäizefügen.

Ech stelle fest, mir wäerten dat Gesetz iwwer de Fonds d'urbanisation de Kirchberg hei duerchgebaatschen. Mir si mam gesamte Rescht d'accord, mä hei feelt einfach dee wichtige Passage an

esou kënnt ech weiderfueren a meng Kollege wäerten hiweisen op déi eenzel Punkten a Schwaachpunkten.

Här President, ech hätt also formal gären, dass mer de Fong erfosetzen. Ech hu kee Problem, dass mer deen d'nächst Woch stëmmen, mä dass mer deen Zousaz maachen, deen absolut noutwendig ass zu deem Moment.

M. le Président. - D'Wuert huet nach gefrot den Här François Bausch. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRENG). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech mengen de Jeannot Krecké huet et scho gesot, dat wat mer des Woch an och wahrscheinlech déi nächst Woch wäerte maachen, dat ass keng Glanzleeschtung vum Parlament. Dat geet sécherlech net an d'Geschicht an als eng gutt legislativ Aarbecht an ech sinn zimlech sécher, dass de Gros oder e gudden Deel vun deene Projeten, déi des Woch an déi nächst Woch wäerte gestëmmt ginn, relativ séier an der nächster Legislaturperiod mussen nogebessert ginn.

Ech wëll awer unhand vun dräi Beispiller opweise wéi mer am Moment virgaange sinn. De Jeannot Krecké huet elo virdrun de PACS ugeschnidden an hien huet higewisen op déi vill Ännerungen, déi an deene leschten zwou Wochen nach komm sinn an déi emol net uerdentlech diskutéiert gi sinn.

Här Krecké, et ass nach schlëmmer! Gëschter hunn d'Membere vun där zoustänneger Kommissioun e Bréif kritt, dat nach eppes vergiess gi war an do sinn Amendementer geschriwwen ginn an déi Amendementer sinn direkt un de Statsrot geschéckt ginn an et ass esouguer esou, dass d'Kommissioun emol net méi zesummekënnert fir de Rapport complémentaire kënnen unzehuelen. Dat heescht, dat gëtt iwwer Telefon gemaach.

Do gesitt Der wéi mer de Moment virginn. Dat heescht am Klortext, mir sinn op engem Niveau ukomm an deem Parlament, datt mer et emol net méi fir néideg fanne fir déi zoustänneg Kommissioun zesummenzeruffe bei esou wichtige Projete wéi dem PACS, obscho mer wëssen, datt mer net nënnen Erreurs matériels haten. Do sinn eng ganz Rei Saache vergiess ginn, déi am Zesammenhang sti mat der Fonction publique, déi hu missen nogereecht ginn, wou gëschter iwwer Bréif d'Membere vun der Kommissioun vum Greffe informéiert gi sinn, datt dat iwwer deen dote Wee géng lafen.

Fir eis ass dat e Beispill, wat absolut inacceptable ass, obscho jo elo dat do Gesetz relativ laang am Virfeld an de Kommissiounen schon diskutéiert ginn ass, mä et gesäit een einfach, och do ass et d'Resultat vum Drock, deen de Moment besteet, well déi eenzel Kommissiounen net nënnen ee Gesetz ze maachen hunn, wat wichtig ass, mä total iwwerfëllt si mat ganz ville Gesetze. Dofir komme Saache wéi déi dote vir an dat ass sécherlech keng gutt legislativ Aarbecht.

Ech muss och soen, dat huet och guer näischt domat ze dinn, ob een hei an der Majoritéit oder an der Opposition ass. Wéini hale mer da mol endlech op, an deem Parlament hei nënnen ze kucken no Majoritéit an no Opposition? Ech mengen, souwisou weess d'Majoritéit duerch de Fait, datt se d'Majoritéit vun de Stëmmen an deem Parlament hei huet, datt se déi Gesetze, déi se wëllt duerchsetzen, duerchgesat kritt. Mä ech mengen, et muss jo awer och am Intérêt sinn, onofhängeg vun der Meenung, déi een huet zu engem betreffende Gesetz, datt dat Gesetz weinstens vun engem juristesche Standpunkt zum Beispill éischters uerdentlech ass an datt, wann et grouss gesellschaftspoli-

tesch Kontroverse gëtt dobaussen, datt et da méiglech ass am Parlament weinstens uerdentlech driwwer ze diskutéieren.

En zweet Beispill ass dat vun der Foire. Den Här Krecké huet elo just gesot, hie géng verlaangen, datt d'Gesetz iwwer de Fonds de Kirchberg zrëckgezu géng ginn. Ech géng éischer souguer mengen, datt d'Gesetz iwwer d'Foire misst zrëckgezu ginn, weinst verschiddene Saachen, déi do drastinn. Ech schwätzen do och, well ech einfach Rapporteur war d'lescht Joer zum Rapport vun der Cour des Comptes vum Joer 2000 iwwer de Fonds de Kirchberg.

Do hu mer während zwee Méint driwwer gestriden an der Budgetkontrollkommissioun, datt et misst ophéieren, datt d'Établissement-publicen dauernd sech akafen ginn op Plazen, déi mam eigentlechen Objektiv, deen an hirem Gesetz steet, firwat se gegrënt gi sinn, näischt ze dinn hunn oder weineg ze dinn hunn, an datt een duerfir misst ophalen aus den Établissement-publicen souzoe Fourre-tout-Maschinen ze maachen, déi iwwerall an der Gesellschaft sech kënnen akafen, wou kee herno méi en Duerchbléck huet, wou se dann iwwerall tätég sinn.

Duerfir ass et fir mech eigentlech quasi net ze verstoen, datt dat dote Gesetz an där doter Form iwwerhaapt nach konnt an d'Chamber kommen. Ech froe mech, wien dat geschriwwen huet, well deejéinegen, deen et geschriwwen huet, dee muss et jo wëssen.

(Interruption)

Den Här Grethen seet, hien hätt et geschriwwen, mä dann ass en op alle Fall a sengem Ministère schlecht informéiert an och seng Leit, seng Mataarbechter hu sech schlecht informéiert, well soss hätten se missen erausfannen, datt de Wonsch vun der Chamber ausdrécklech ass, datt dat doten net méi gemaach gëtt.

Et geet hei och net drëm, driwwer ze diskutéieren, ob den Objektiv, datt de Stat soll déi Participatioun huelen, ob een dee richtig oder falsch fënn, mä et ass reng de Prinzip, wéi et gemaach gëtt, datt hei an deem Gesetz drageschriwwen gëtt, datt een Deel, datt déi Participatioun iwwer de Fonds de Kirchberg soll finanzéiert ginn.

An ech mengen, mir haten dat...

(Interruption)

Glif? Neen, dat ass net falsch. Dat steet am Gesetz dran. Et deet mer leed. Am Exposé des motifs, Här Grethen, steet et dran. Ech wëll lech drop hiweisen, et ass souwisou net fir d'éische Kéier. Mir haten dat an der Budgetkontrollkommissioun, wou mer mam Här Pesch driwwer gestriden hunn iwwer deen nämlechte Punkt. Do huet hien eis och schon drop higewisen, datt d'Chamber am Ufank vun den 90er Joren den nämlechten Exercice gemaach huet. Do stoung et och net am Gesetz. Mä et stoung am Exposé des motifs, datt d'Regierung iwwer dee Wee wëllt déi Participatioun maachen. An op alle Fall fanne mir dat e schlecht Beispill. Dat ass och e Gesetz, wat relativ spéit an der Chamber hei diskutéiert ginn ass an der Kommissioun. Ech fannen dat sécherlech keng gutt Aarbecht.

Da kënnt den Développement durable, Här President. Do ass et wierklech absolut aarmséleg. Do gëtt et eng Proposition de loi vum Här Gira a vum Här Garcia, déi gëtt emol hei an der Chamber guer net méi mat diskutéiert. Do war mol keng Bereetschaft do, fir dat zum Beispill gleichzäitig weinstens op den Ordre du jour ze huelen.

Mä dat ass awer net deen eenzege Punkt. Och dee Projet ass zimlech am Hauruckverfahren diskutéiert ginn. Et ass keng kloer Gégeniwwerstellung gemaach ginn téschent deem Dossier, wat eigentlech an deemem Projet steet, an deem villen, wat an der Proposition de loi vum Här Gira a vum Här Garcia drasteet.

Da kommen ech zum Artikel 11 vun der Konstitioun. Ech wëll net méi op dat Trauerspill agoen, wat mer mat hu missen erliwen an der Kommissioun, firwat mer do an deenen eenzelne Punkten net weiderkomm sinn. Mä och do hätt ech et besser fonnt, datt een zumindest sech nach eng Kéier d'Méi ginn hätt an dat Ganzt an d'Kommissioun zrëckgehol hätt, fir driwwer ze diskutéieren, an dat des Woch net op den Ordre du jour ze setzen.

Dat heescht, insgesamt gesi kann ee feststellen, datt déi Aart a Weis, wéi mer am Moment hei schaffen, vu vir bis hannen iwwer de Knéi gebrach ass, an datt ech och der fester Iwwerzeugung sinn, datt vun deene 60 Deputéierten, déi heibanne sinn, déi meescht, inklusiv d'Opposition wëll ech mat dobäizieleen, guer net d'Chance kréien, fir am Detail hei den Duerchbléck ze behalen, wat se hei diskutéieren an ofstëmmen.

Ech mengen, datt dat e Bild ofgëtt no bausen, wat wierklech net gutt ass an net am Intérêt vun der Institioun Parlament. Mir schwätze jo vill an oft iwwer d'Revaloriséierung vum Parlament.

Dat hei ass op alle Fall en extrem schlecht Beispill, Här President, an dofir géinge mir proposéieren, datt een zumindest eng Rei Projeten - an ech schwätzen do haauptsächlech vum Artikel 11 vun der Konstitioun, ech schwätze vum Gesetz iwwer den Développement durable, dem Foiresgesetz, och dat vum Fonds de Kirchberg - erëm erfrohe vum Ordre du jour an datt mer eis genügend Zäit huelen, fir iwwer déi ganz Saachen ze diskutéieren.

Déi nächst Woch gëtt wahrscheinlech nach schlëmmer. Ech soen lech schon direkt, mir wäerten déi nächst Woch och d'Wuert ergräifen zum Ordre du jour. Do sinn nach méi Projeten drop, déi a leschter Sekonn komm sinn, déi mer gären erfro hätten. Ech mengen, datt dat am Intérêt vum ganze Parlament wier, wa mer dat géinge maachen.

Här President, duerfir géinge mir och zum Ordre du jour hei verlaangen, datt déi dräi, véier Projeten erfroge ginn. Sollt dat net de Fall sinn, dann hätte mer gären e Vote hei iwwer den Ordre du jour. Da géinge mir selbstverständlech géint deen Ordre du jour stëmmen.

Ech wëll lech och direkt soen, zu deenen eenzelne Projeten, déi ech elo hei ugeschwat hunn, mir wäerten eis bedeelegen un der Diskussioun, mä mir wäerten se op en absolute Minimum reduzéieren an eis op eis Haaptkritike beschränken, well mer einfach net wëlle mat cautionnéieren esou eng schlecht legislativ Aarbecht wéi déi, déi hei gemaach gëtt.

M. le Président. - D'Wuert huet nach gefrot den Här Gibéryen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Dir Damen an Dir Hären, et kéint ee bal soe Panik op der Titanic, wann ee gesäit, wat hei lass ass.

Une voix. - Nach schlëmmer!

M. Gast Gibéryen (ADR). - Fir d'éischt hu mer quasi dräi Joer hei an deem Parlament iwwerhaapt keng Aarbecht kritt vun der Regierung. Wann et net d'Opposition gewiescht wär, déi sengerzäit Interpellatiounen ugefrot hätt, Heures d'actualité, dann hät-

te mer an deenen zwee, dräi éische Jore méi Chômage technique gehat, wéi datt mer heibannen hätte kënnen eppes leeschten.

Elo op eemol, wat mer méi op den 13. Juni zoukommen, gëtt déi Regierung da waakrech, allerdéngs vill ze vill spéit. Et mengt ee bei Verschiddener, déi géife wierklech an eng Paniksituation verfallen, datt einfach nach virun deem 13. Juni do eng Kuebelbootsch voll vu Projeten hei duerch d'Chamber misst gebaatscht ginn.

Oder, wann een esou dobausse lauschtert, da menge jo awer déi zwou Regierungsparteien, si géifen och nach nom 13. Juni weiderregéieren. Wann déi Iwwerzeugung esou grouss bei hinnen ass, da géif ech mengen, dann hätten déi Projeten och Zäit fir no dem 13. Juni kënnen hei debattéiert a gestëmmt ze ginn. Et huet een awer elo éischer de Verdacht, wéi wann eng Partie Leit an der Regierung wieren, déi net méi sécher wieren, fir nom 13. Juni nach do dran ze setzen, mä iergendwéi riets oder lénks erëm an der Regierungsbänk Plaz ze huelen an datt se ebe mengen, si missten nach deen een oder aneren Optritt als Minister hei am Parlament maachen an duerfir dann eben elo nach hei déi Projeten duerchbréngen.

Et ass sécherlech, wéi meng Virriedner och scho gesot hunn, keng seriö parlamentaresch Aarbecht, wat mer hei maachen. An dat, mengen ech, muss jiddereen agestoen, ob en an der Majoritéit oder an der Opposition ass. Wa mer Projeten an d'Kommissioun eranhuelen, wou mer an der Kommissioun de Rapport presentéieren, den Avis vum Conseil d'État duerchhuelen, de Rapporteur nennen, de Rapport presentéiert kréien, an de Rapport och nach unhuelen, wou dann drasteet, datt d'Kommissioun sech mam Avis vum Conseil d'État befaasst hätt, wou drasteet et wieren Diskussiounen gewiescht, alles dat steet schon am Rapport dran, ier iwwerhaapt eng Sitzung ass, da mengen ech beweist dat no bausen, datt déi parlamentaresch Aarbecht, déi mer hei maachen, net seriö ass.

An och d'Leit am Land dobaussen, déi stelle sech jo awer och vill Froen, wéi seriö datt d'Politik nach hir Aarbecht hëlt, wa mer hei elo an deene leschte 14 Deeg vu moies fréi iwwer Mëtteg bis owes, a wann et muss sinn an Nuecht eran tagen, wou mer alleguerte wëssen, datt kee vun ons heibannen, wann en éierlech ass, sech ka méi seriö preparéieren op déi Debatten, op déi Projeten. All Fraktioun, egal wéi kleng oder wéi grouss se ass, ass iwwerfuert, wa mir hei déi Aarbechte maachen.

Et gëtt iwwerflächlech politesch Aarbecht gemaach mat deem Resultat, datt wahrscheinlech eng Rei vun deene Projeten an e puer Méint oder an engem Joer erëm eng Kéier hei wäerte virkommen, fir dann eben erëm iwwerschaft ze ginn, fir alles dat, wat haut hei decidéiert gëtt, dann erëm ze rectificéieren. Kee Mënsch dobausse kritt eppes mat, an och d'Information vun deem, wat hei geschwat gëtt, wat jo awer wichtig ass, kann net méi an d'Land eragoen. Et ass och der Press onméiglech e seriö Rapport iwwer d'Chambresdebatten ze maachen, well mir hei 15 Projeten an engem Dag duerchhuelen, wou och nach Projeten derbäi sinn, wéi muer de Moien iwwer de PACS, déi eng gewëssen Envergure hunn an och Zäit an Usproch huelen, déi dann net méi kënnen seriö behandelt ginn.

Et ass also kloer a mir wëssen och alleguer, datt mir alleguer momentan owes um Tour sinn - net nëmmen de Statsminister, mä all Deputéierten ass dags an owes um Tour, wou mer op eis Wahlver-

sammlunge ginn. Ass dat e flott Bild, wat mer an d'Land erausginn, wann dann owes hei nach e steet ze schwätzen, an et ass kee Mënsch méi am Sall dobannen? Ech mengen, dat geet och un de Seriö vun dëser Institutioun a mir leeschten dofir dem Parlament an der Politik eng schlecht Aarbecht mat deem Stil, dee vun dëser Majoritéit hei gemaach ginn ass.

Dës Majoritéit hat fënnef Joer Zäit fir Projets de loi an d'Chamber eranzubringen. Si huet gepiddelt a gepiddelt an et ass näischt komm a fir elo ebe mussen hei eng Torschlusspanik virzedemonstréieren an ze mengen, si missten elo hei an deene leschte 14 Deeg Dag an Nuecht tagen, da géifen d'Leit dobaussen am Land d'Impressioun kréien, ma déi Regierung hei, dat ass awer eng gutt, kuckt emol wat déi schafft. Do iert Der lech. D'Leit am Land mierke genau, wéi ass d'Spréchwuert „am Abend wird der Faule fleißig“. Esou ass et och hei mat dëser Regierung. Fir d'éischt dräi, véier Joer näischt gemaach an dann zum Schluss an de leschte 14 Deeg de Koplabung wëlle schloen, fir hei iergendwéi eng Aktivitéit virzedemonstréieren, déi et an der Realitéit net gëtt.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ënnerstëtzen ech d'Propositione vu mengen zwee Virriedner, fir déi verschidde Projete vum Ordre du jour erfroze huelen, fir dann zumindest e bësse méi Zäit ze kréie fir iwwert déi aner Projete méi kënne seriö ze debatieren.

M. le Président.- D'Wuert huet gefrot den Här Lucien Weiler. Den Här Weiler huet d'Wuert an dann den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Gibéryen huet elo just hei geschwat vu Panik, déi bei der Majoritéit ausgebrach wier. Ech kann lech just soen, dat et de Contraire ass. Ech denken, datt d'Oppositoun, déi elo eng geballte Ladung u Kritik ubruecht huet un där parlamentarescher Aarbecht...

M. Jean Asselborn (LSAP).- Et ass nach net fäerdeg!

M. Lucien Weiler (CSV).- Kuckt emol, Här President, ech weess net firwat den Här Asselborn esou nervös ass. Ech hunn nach kee Wuert gesot, a schonn ënnerbrécht e mech.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Loosst den Här Weiler schwätzen. Déi aner sollen nolauschten!

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, d'sozialistesche Spëtzekandidat sinn allegueren hei de Mëtteg. Si sëtzen erëm an der éischter Rei hei an ech wier frou wa se mech géifen dat soe loosse wat ech zum Ordre du jour ze soen hunn.

(Interruption)

Ech wier frou, wa si an den Här Gibéryen mech dat géife soe loosse wat ech wëlles hunn an duerno kann nach jidderee vun de Spëtzekandidat vum hinnen hei untrieden a mech korrigéieren, wann e mengt ech hätt eppes gesot wat net rechtens gewiescht wier. Ech mengen d'Panik kënnt éischter, well d'Wahlversammlung schonn ugefaangen hunn.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Loosse mer op den Thema zréckkommen. Loosst den Här Weiler schwätzen. Dir kritt jo och d'Wuert.

Also déi aner lauschten elo no an den Här Weiler schwätzt.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, ech mengen, datt éischter Panik bei der Oppositoun

ausgebrach ass, aus enger Rei vu Grënn, well se éischters mierken, datt dobaussen an deenen éischte Wahlversammlungen, déi kommen, datt d'Leit ganz gutt wësse mat der Aarbecht vun dëser Majoritéit ëmzegoen. Mir spieren dat op jidde Fall. Ech weess net wéi d'Oppositoun dat gesäit.

Zweetens arrangéiert et se natierlech och net, dass dës Majoritéit dräi oder véier vun hire grouss Virhaben, déi se hat, zwar net éischter fäerdeg bruecht huet, mä elo um Enn vun der Legislatur fäerdeg bréngt. Et wier méi flott fir kënne ze soen, och dat hu se emol net fäerdeg bruecht. Mä mir hunn et fäerdeg bruecht a mir maachen et haut an déi nächst Woch fäerdeg.

An da wëll ech lech soen, Här President, dem Här Krecké säin Discours, deen en elo just hei gemaach huet, huet mech singulièrement erënnt d'eeselwechten Discours, deen d'Madame Polfer viru fënnef Joer hei an der Chamber gefouert huet. A wann ech mech net ganz ieren, dann ass et gutt méiglech, dass den Här Krecké a fënnef Joer nach eng Kéier deeselwechten Discours hei féiert, andeems datt e virwerft d'Majoritéit géif am leschte Moment Saache bäcléieren.

Et war esou, Här President, et ass esou an et wäert och an der nächster Legislaturperiod esou bleiwen, dass et selbstverständlech um Enn vun der Period ëmmer erëm eng Rei vu Projete gëtt, déi hir Zäit gebraucht hunn aus gudder Grënn heiansdo, an aus manner gudder Grënn och heiansdo, an déi dann zum Schluss drukommen.

(Interruptions diverses)

Neen, dat huet näischt domat ze dinn. Et huet eppes ze di mam Feeling a mat der Atmosphär, déi een esou spiert.

Seriö legislativ Aarbecht ass hei ugesprach ginn. Ech muss lech soen, wa mer de Projet vum PACS huelen, dee muer kënnt, oder ech huelen de Projet vum Pressegesetz, deen iwwermuer kënnt, wann een hei op d'Tribün kënnt a seet et wär keng seriö legislativ Aarbecht do gemaach ginn, da sinn dat zwee Projeten - deen iwwert d'Mediëgesetz, deen ënnter der Presidentschaft vum Här Mosar preparéiert ginn ass, an et ass deen iwwert de PACS -, déi zënter Joren an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert gi sinn, wou den Avis vum Conseil d'État, wat déi eenzel Projeten ubelaangt, awer net gëschter a virgëschter komm ass. Déi Avisé sinn awer schonn eng Zäit do an all Fraktioun...

(Interruptions diverses)

Här President, ech hunn den Här Bausch net eng Kéier ënnerbrach wéi en hei geschwat huet. Ech géif elo bidden drëm, dass e sech géif packen an d'Héiflechkeet hunn och aner Leit hei emol eng Kéier ausschwätzen ze loosse. Dat wier ganz agréabel. Voilà!

Also, wann hei gesot gëtt, déi grouss Projeten, dat sinn net déi fënnef, sechs Konventiounen, déi mer haut um Ordre du jour als éischt stoen hunn, déi d'Problemer ausmaachen, et si wärscheinlech awer, an den Här Gibéryen huet jo dovunners geschwat, déi grouss Projeten, déi d'Land an d'Leit dobausse bewegen.

Déi Projete sinn an deem Parlament hei an der zoustänneger Kommissioun d'ailleurs zesumme mat der Oppositoun fundamental an am Detail diskutéiert ginn. Frot emol den Här Mosar wéi vill Réuniounen mer an deene leschten zwee Joer haten iwwert d'Mediëgesetz. Et ass dach kee Gesetz wat méi substantiell a méi am Detail preparéiert ginn ass wéi dëst Gesetz. An elo heihinner kommen, mir dierften dee Projet duerno an der leschter Woch, och wann e bëssen Hektik heibannen ass, net iwwert d'Ronne kréien, also, Här President, dat akzeptéiere mir net!

Ech akzeptéiere gär, dass gesot gëtt, datt bei deem engen oder deem anere Projet Oublié sinn, datt materiell Feeler dra sinn, an de Projet iwwert d'Loi électorale ass e gutt Beispill, fir ze weisen, datt een effektiv muss am Detail oppassen, datt et zu kengen Oublié kënnt. Dat wat mer haut maachen, dat sinn dräi Redressementer. Déi hätt de Ministère kënne mierken. Déi hätt d'Majoritéit kënne mierken, mä déi hätt d'Oppositoun och kënne mierken, an dat Gesetz hu mer net...

(Interruptions diverses)

Här President, dat Gesetz hu mer hei net am Eilverfahren, esou wéi et hei duergestallt gëtt, duergezunn. Dat Gesetz ass ewell viru enger Rei vu Méint gestëmmt ginn. Du ware mer nach ënnter kengem Drock an awer si Feeler ënnerlaf. Här President, den Här Krecké soll sech packen. Ech hunn hien och net ënnerbrach.

(Interruption)

Ech hunn lech net ënnerbrach. Da lauschtert mer eng Kéier no. Ech gi gären zou, datt do materiell Feeler ënnerlaf sinn - net quant au fond, do si mer eis jo eens -, mä dat ass awer net ënnter dem Drock vun der Zäit wou déi Feeler entstanen sinn. Feeler sinn nach ëmmer geschitt a Feeler geschéien och an Zukunft.

A wann ech lech soen, Här President, fir e bëssen mat enger polemischer Note ofzeschleissen heibai, hei gëtt ons virgeworf d'Projeten a leschter Minut zu stëmmen. Ech erënnere mech an där leschter Koalitioun, wou mir jo mat de Sozialisten och derbäi waren, wéi mer de Projet iwwert d'Rockhal abruecht hunn, dee ganz zum Schluss komm ass, dee bäcléiert war an deen dës Regierung tel quel iwwerhaapt net konnt exekutéiere wéi en deemols abruecht ginn ass.

(Interruption)

Natierlech hu mir matgemaach, Här Mehlen. Dir waart nach ni an enger Koalitioun an ech mengen, et dauert nach ganz laang,...

(Interruptions diverses)

...bis dass Der dra kommt. Vu Sondagé kann ee jo hale wat ee wëllt, mä wann ee sech et awer ukuckt, on est passé pour la gloire. Also, Här President, déi Affär vun de Reprochen, ech verstinn d'Oppositoun, datt se hei wëllt e bëssen Zauber maachen.

(Interruptions diverses)

Dir maacht hei Kritik iwwer Projeten, déi zanter een, zwee Joer an de Kommissiounen am Detail analyséiert gi sinn, déi gekuckt gi sinn an déi zéie mir duerg, egal wat d'Oppositoun hei mécht an och wa mer elo eng Kéier musse méi laang oder owes e bësselche manner laang tagen, dat spillt keng Roll. Dat ass an der Tradition vun dësem Parlament esou geduecht. Et ass nämlech och am Ausland an all Parlament esou, wou zum Schluss eng Rei vu Saachen ëmmer erëm duerggezu ginn. Dat gehéiert derzou. Mir hunn hei seriö Aarbecht gemaach an déi seriö Aarbecht wëlle mer zur Ofstëmmung bréngen; an da gi mer an d'Wahlcampagne.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Ech verstinn einfach net, firwat datt den Här Weiler elo lauter Projeten ugeschwat huet, wou kee Mënsch gesot huet, dass se solle vum Ordre du jour erfroze holl ginn.

Ech hunn lech der dräi, véier opgeziet an och den Här Krecké. Sidd Der dann d'accord, datt déi erfroze holl ginn? Well déi si jo manifestement kaum an der Kommissioun diskutéiert ginn an an der nächster Woch wäerte mer een

hei diskutéieren, wou mer an enger Kommissioun de Rapporteur bestëmmt hunn, de Rapport ugeholl hunn, den Avis vum Conseil d'État duerggeholl hunn an nach Amendement gekuckt hunn. Also, et war alles a fënnef Minutten aus an un.

Sidd Der der Meenung, datt dat eng gutt legislativ Aarbecht ass oder sidd Der domat d'accord, datt ee wéinstens dee Projet soll verschiebe bis no de Wahlen? D'Liewen a Lëtzebuerg bleift jo net stoen duerg den 13. Juni. Do sidd Der mat mer d'accord. Da misst et jo nach méiglech sinn déi Projeten nom 13. Juni ze verabschieden.

M. Lucien Weiler (CSV).- Also Här President, ech wëll dem Här Bausch soen, wann een zum Beispill d'Gesetz, wat de Fonds de Kirchberg ugeet, wat mer de Mëtten um Ordre du jour hunn a wat den Här Krecké gefrot huet fir erfroze huelen...

(Interruption)

Une voix.- Et muss jo eppes änneren, fir net am Feeler ze sinn.

M. Lucien Weiler (CSV).- Lauschtert emol, den Ordre du jour vun der nächster Woch ass gradesou voll...

(Hilarité)

...wéi dee vun haut ass.

An ech gesinn net dat Gesetz...

(Interruption)

Ech komme jo derzou. An Zäit vun zwou Stonne wäert ech als Rapporteur dee Projet hei virleeren. Et ass dach awer kee Projet méi diskutéiert gi wéi deen doten, an et gëtt kee Projet an dësen Deeg hei an der Chamber, wou d'Regierung net all Propositionen, déi d'Parlament gemaach huet, an hire Projet erageholl huet. Et gëtt net eng. Ech froe mech nämlech, wou d'Usätz vun der Oppositoun wäerte sinn zu deem Projet, well dat, wat mir proposéiert hunn als Parlament, ass alles an deem Projet dran. De Rapport ass zënter aacht Deeg ugeholl. Mir hunn dat an deene leschte Méint en long et en large diskutéiert. Et gëtt keng Ursach fir de Projet vum Ordre du jour ze huelen.

Dann zu deem Projet, deen ugesprach ginn ass. D'Kommissioun ass do fir de Freiden de Mueren um néng Auer zesummegeeruff an do huele mer dee Projet un. Et geet em ee Projet, deen d'Regierung abruecht huet, an den Här Krecké muss mol nach eng Kéier am Detail lesen, fir ze gesinn, em wat datt et geet. Et geet net drëm, fir am Kader vun der Présidence nei Leit anzustellen. Et geet bei deem Projet drëm, dass mer d'Regierung autoriséieren, bei deene Leit, déi mer se autoriséiert hunn anzestellen fir d'Présidence, datt do d'Lëtzebuurger Nationalitéit net primordial ass, mä datt se och Ausländer kënne huelen, dat spuert eis nämlech ganz vill Geld, wa mer dat maachen. Or, de Projet kënne mer net den Hierscht stëmmen. Mir mussen deen elo stëmmen, well d'Regierung déi Leit wëllt engagéieren.

(Interruption)

Et geet hei drëm fir déi beschte Leit ze kréien aus aneren europäesche Länner an et geet drëm, fir ënnter dem Stréch Geld ze spueren.

An ech denken dach net, Här Krecké, datt Dir e politesche Problem domadder hutt, wa mer dat dote, wat eng Dispositioun, wat u sech een Artikel ass, wa mer deen emänneren a mir huelen dee Rapport de Freiden un a mir stëmmen en d'nächst Woch.

Deementspriedend, Här President, bleift et selbstverständlech bei deem Ordre du jour, dee mer proposéiert hunn.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mä Virgänger huet praktesch alles gesot, wat zu deem Virgank hei ze soen ass. Wann ech den Här Gibéryen huelen, da muss ech awer soen, hien huet maasslos iwwerdriwwen, andeem datt e sot, dass an dëser Legislaturperiod d'Oppositoun den Ordre du jour gemaach huet. Ech muss soen, wann dat de Fall wär, dann ass d'Oppositoun esou gutt, datt se soll an der Oppositioun bleiwen.

(Hilarité)

An op där aner Manier muss ech dem Här Krecké soen...

(Interruptions)

Neen, ech sinn nämlech just der Meenung, dass dat net stëmmt. An ech hunn elo d'Zuelen net, déi viru kuerzem de Secrétaire général an enger Pressekonferenz zesumme mam President genannt huet vun all deene Projet-de-loien, déi mer hei an dëser Legislaturperiod votéiert hunn, an zu gläicher Zäit esou vill Interpellatiounen, wéi mer hei haten, Proposition-de-loien, déi hei diskutéiert gi sinn. Esou een diskutéierfreedegt Parlament wéi dëst ass et nach net ginn.

Mir haten esou vill Orientéierungsdebatten, mir haten esou vill Débats de consultation, wéi nach kee Parlament virdrun. An dofir kann ech dee Reproche do absolut net gëlle loosse.

(Interruption)

Dat ass maasslos iwwerdriwwen an et ass einfach net seriö.

Vun där gréisster Oppositiouspartei, muss ech soen, fannen ech et och net seriö, well dat, wat se schliesslech nach hei opzeweisen hunn, datt ass dat Geplänkels iwwert d'Prozedur, an ech muss soen, de Fong kënnt do wierklech ze kuerz.

(Interruptions)

Jo. Wann ech natierlech Plakater hunn an do steet drop: „Mir paken et un“. Ech weess awer net wéi a mat wiem. Da wëll ech jo natierlech keen Débat de fond, dann ass et natierlech vill méi fein, wann ech mech iwwert d'Form ënnerhalen.

(Interruptions)

Dir Dammen an Dir Hären, kuckt lech emol den Ordre du jour vun der 56. Sëtzung den 20. Mee 1999 un. Dat war eng aner Majoritéit, an do war besonnesch déi gréisst Oppositioun vun haut dran. An da kuckt Dir déi vum 19. Mee an déi vum 18. Mee - déi Ordres du jour.

A wann ech dann nach kucken, aus wat fir enger Situatioun, dass d'Sozialiste komm sinn, mat hiren Dysfonctionnement an dem Ministère de la Santé, sou datt se wierklech den allerleschten Dag hu missen d'Finanzéierungsgesetz bréngen vun de Kliniken; wann ech kucken, wat am Transportministère geschitt ass, dass mir nach hu missen eng Commission spéciale asetze fir dat, wat an där Period do geschitt ass, an dass mer eidel Tirang fonnt hunn, dann ass et natierlech méi einfach keen Ordre du jour opzesetzen. Dat ass natierlech vill méi einfach, wéi elo nach ze schaffen!

(Interruptions)

Ech kann lech dat nëmme soen!

...wéi elo nach ze schaffen, an ech kann nëmme déi seriö Aarbecht...

(Interruption)

Ma, genau dat hu mer gemaach! Mir hunn der esou vill gemaach, Här President, dass den Här Gira därmoosse vill zur Geltung komm ass an och konnt schwätzen, wéi dat a kenger Legislaturperiod, och an där virdrun, de Fall war.

Ech sinn op jidde Fall stolz fir dës Majoritéit an houfrech fir dës Majoritéitspartei an och fir dës Regierung, wat déi an dëser Legislaturperiod geleescht huet.

A wann ech kucken, an da kommen ech nach eng Kéier drop zréck, den Débat sur l'état de la nation war 1999 de 4. an de 5. Mee, an de Premier huet säin Discours gehalen den 29. Abrëll. Or, ech muss awer soen, duerno hu si och an darselwechter Period eng ganz Rei vu Gesetzer geholl, notamment dat ganz schwieregt Gesetz iwwert d'Fusioun vu Polizei a Gendarmerie, wat regelrecht duerchgebaatscht ginn ass mat dem President an der Kommissioun, wou mer emol net méi alles, wat mer wollten, konnten duerchkréien, och an der Oppositoun!

(Interruptions)

D'Gesetz ass nach ëmmer do, mä et ass nach ëmmer net ganz exekutiert, well Der d'Päerd hannen opgezaamt hutt.

Är Fusioun wier réusséiert gewiescht, wann Dir déi noutwendeg Leit gehat hätt, wéi Dir ugefaangen hutt. Mir hu misse Leit astelle fir Aert Gesetz dann nach kënnen duerchzezéien. Esou ass et!

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Esou ass et! Dat ass de Problem, an ech muss soen, et ass natierlech ëmmer schlecht, wann een deem aneren de Spigel virun d'Aen hält, well et war do ganz aneschtens a vill méi schlëmm, wéi dat dës Legislaturperiod ass, wéi zum Beispill bei deem Gesetz iwwert d'Fusioun vu Polizei a Gendarmerie mat 14 Oppositions formelles gemaach ginn ass.

Den Här Bodry huet de Rekord an den Oppositions formelles, enfin säi Ministère, hien net perséionlech, mä säi Ministère, mat deem Gesetz iwwer d'Fusioun vu Polizei a Gendarmerie. Rekord-Champion an den Oppositions formelles vum Conseil d'Etat!

Da kënn ee schlecht heihinner soen, hei wäre mol Gesetzer, wou och de Conseil d'Etat dann und wann eng Opposition formelle gemaach huet. Gesetzer, déi mir dann awer begradegt hunn!

Ech muss awer och nach dat heite soen. Et sinn esou vill Gesetzer hei an dëser Legislaturperiod erakomm, an dat éiert dëst Parlament. Dofir verstinn ech lech alleguerten net, och net d'Oppositoun, well d'Oppositoun och do matgeholl huet. Et si vill Gesetzer, déi sinn aneschtens erausgaangen, wéi se erakomm sinn, ebe well mer se diskutéiert hunn, ebe well mer zesumme geschwat hunn. An déi, déi mer elo um Ordre du jour hunn...

(Interruptions)

..., do sinn där och derbäi.

Ech muss soen, fir déi Klenggekeete vun där Présidence do, eng Affär vu fënnf Minutten, déi Geschicht vum Développement durable, de President vun där Kommissioun huet mer elo grad gesot, hien hätt dem Här Gira proposéiert, fir Rapporteur vu senger eegener Proposition de loi ze ginn...

(Interruptions)

Ma jo, da kucke mer. Ech war net an där Kommissioun. De President vun där Kommissioun huet mer et gesot. Et ass och nach egal. Mir hunn lech dat proposéiert, wann Der gär den Dialog an d'Transparenz hätt.

(Interruption)

Maja, dofir kënn Dir eis dee Virwurf net maachen, iwwregens ass et och nëmme een Detail. Et ass och e bëssen déi Aart a Weis, wéi een Oppositoun mécht. Ech kann lech nëmme soen, dass...

(Interruptions diverses)

Oh, Här Asselborn! Ech verstinn natierlech...

(Interruptions et hilarité)

Neen, ech ka se net gesinn, ech héiere se vläicht.

Ech verstinn den Här Asselborn natierlech. Hie fiert léiwer mam rouden Bus duerch d'Landschaft wéi seriö Iddien iwwert de Chômage ze dévoppéieren. Well, do war et net ganz déck, muss ech soen, an deene leschten Emissiounen - och dann net, wann een de President vum OGB-L a senge Reien huet. Ech muss soen, dat ass zimlech schappech.

(Interruptions)

Da kënn een net heihinner eis Virwërf maachen, wa mir Gesetzer hei duerchbréngen, Gesetzer, déi fir de Bierger sinn an net hei fir d'Deputéiert.

Ech sinn der Meenung, Här President, dass dës Majoritéit eng gutt Aarbecht gemaach huet, dass mer eist Wuert ginn hu bis den 20. Mee virunzuegoen. Ech hätt och keng Schwierigkeete fir nach eng Woch drunzehänken, wann dat lech sollt arrangéieren.

(Interruptions)

Den Här Krecké huet gesot, ech wéilt iergendee Projet de loi do erof hunn. Mä ech proposéieren him zum Beispill d'Interpellatioun vum Här Bodry iwwert d'Politique de l'eau erfroze huelen. Dat kéinte mer och.

(Interruptions diverses)

Ma ja, ech mengen, da géife mer Zäit gewinnen.

(Interruptions diverses)

Ma neen. Ma mer sollen um Ordre du jour spueren, da kënn mer dat jo maachen. Dat war jo eng fei Saach. Also wann Dir schon eppes proposéiert, da proposéiert net nëmme bei der Majoritéit, mä och bei der Opposition, fir Zäit ze spueren.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Den Här Bodry huet d'Wuert.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, ech ka mech eigentlech nëmme wonneren, wéi déi Debatt hei gefouert gëtt. Hei gëtt gemaach vun de Fraktiounscheffe vun CSV an DP, wéi wann déi Situatioun, an där mer elo zënter enger Woch dra sinn an déi wäert elo nach zwou Woche weidergoen, wéi wann dat dat Normalst vun der Welt wär. D'Chamber ass momentan net méi amstand a wesentleche Projeten hir normal legislativ Aarbecht ze maachen.

Jiddfereen, dee Member ass vu Kommissiounen, weess wéi laang d'Sitzungen nach daueren - dat geet vun zwou Minutte bis eng Véierelstonn - an e weess mat wat fir engem Onseriö a wesentleche Projeten elo nach geschafft gëtt.

(Interruption)

An ech mengen, et soll een esou éierlech sinn, och an enger Virwahlzäit an och wann een an der Majoritéit ass, dat zouzeginn.

D'Demande vun eiser Säit aus ass selbsterständlech net, dass kee Projet méi soll gestëmmt ginn. Mir sinn net esou onverantwortlech, wéi d'Demokratesch Partei et war, iwwert de Mond vun hirem deemolege Fraktiounsspreecher, deen elo grad hei Lektionen ausgedeelet huet, dem Här Ripinger, dee viru fënnf Joer net midd ginn ass an allen Debatten, déi mer an deene leschte sechs Méint virun de Wahle gefouert hunn, ze soen, senger Meenung no, dierft kee wichtige Projet méi sechs Méint virun de Wahlen hei an der Chamber diskutéiert ginn; dat war Originaltoun Ripinger DP 1999.

(Interruption)

An den Här Ripinger ass wierlech gutt placéiert, fir hei anere Leit wëllen e Spigel virun d'Nues ze halen, e soll emol selwer an dee Spigel kucken a kucke wat fir ee Gesiicht en dann do gesäit.

(Interruption)

Hei gëtt dat verbrannt, wat nach viru fënnf Joer ugehimmelt ginn ass vun der Demokratescher Partei.

■ Une voix.- Ofstëmmen!

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Mir verlaangen net, dass sechs Méint virun de Wahlen - dat ass jo topesch - kee Gesetzesprojet méi soll gestëmmt ginn, mir verlaangen, dass qualitativ gutt Aarbecht nach hei kann an der Chamber gemaach ginn.

(Interruptions diverses)

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Eiser Meenung no ass dat an eenzelne Projeten net méi de Fall.

(Interruption)

An den Här Weiler, dee sech hei excitéiert, huet sech eigentlech verroden andeem en a senger Interventioun hei gesot huet, em wat dass et hei geet. Hien huet nämlech hei gesot, et géif drëm goen ze weisen, dass d'Majoritéit géif hir Gesetzer fäerdeg bréngen. Et geet also hei em d'Quantitéit. Et geet em d'Vielfalt vun de Gesetzer an et geet net méi em d'Qualitéit.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, op Grond vu wéi engem Artikel schwätzt den Här Bodry eigentlech hei?

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Iwwert d'Chamberreglement! All Fraktioun dierft fënnf Minutte Stellung bezéien.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Ma den Här Krecké huet vill méi wéi fënnf Minutte laang geschwat.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Neen, neen.

(Interruptions)

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Also hei ass egal wat erlaabt an der Zwëschenzäit.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Liest Aert Reglement.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Dir sollt nolauscheren an duerno stëmme mer dann of iwwert den Ordre du jour.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ganz richtig, Här President.

(Interruption)

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Ech wëll lech emol e puer konkret Beispiller gi vu gudder Aarbecht. An ech kommen elo net mam PACS an och net mam Mediégesetz, well ech weess, dass do während laange Joren dru geschafft ginn ass, och wann et zum Schluss e bësse schnell an deenen Texter gaangen ass - dat ass an der Rei -, mä et sinn aner Beispiller do, wou et net esou gaangen ass.

Ech huelen do de Projet de loi iwwert d'nohaltig Entwécklung. Deen ass an enger Sitzung virgestallt ginn, duerno huet d'Regierung laansch d'Chamber Amendementer erabuecht an dann ass nach an enger Sitzung an enger hallwer Stonn doriwwer diskutéiert ginn. Iwwert d'Antrag ass mat der Guillotine verfuert ginn an den Antrag vun der grénger Fraktioun...

(Interruption)

..., dass och iwwer hir Proposition de loi, déi inhaltlech vill méi wäit geet, wéi de Regierungstext, sollt diskutéiert ginn, dat ass refuséiert

gi vun der Majoritéit wéinst deem Zäitmangel. Or, ass awer dat déi normal legislativ Prozedur, wéi ee misst fueren.

An deem do Projet de loi, wou net vill drasteet, ass d'Regierung nach dohinner gaangen an huet, wat d'Kompositioun, wat d'Missioun vun dem Conseil supérieur vum Développement durable a vum interministerielle Grupp ugeet, och nach gesot: Mir schreien näischt méi an de Gesetzestext dran, et gëtt alles iwwer Règlement grand-ducal regléiert.

Wou leien dann d'Texter vun deem Règlement grand-ducal? Dat ass deen eenzeggen Inhalt vun deem Projet, deen nach bleift; an deen hu mer net. Et ass onseriö wéi bei deem praktesche Beispill hei verfuert gëtt, an dofir géif ech nach eng Kéier am Numm vu menger Fraktioun insistéieren, dass deen dote Projet erfroge gëtt an dass zeguttst déi dote Fro kann diskutéiert ginn, fir dass mer och qualitativ an deem doten Dossier virkommen.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Et ass e bësse wéi mat der Rockhal, dann hätte mer dat deemools och misse maachen.

■ M. le Président.- D'Chamber ass konfrontéiert mat engem Antrag...

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, wann ech gelift!

■ M. le Président.- Jo.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Mir hunn en Deputéierten - an am Reglement ass dat esou virgesinn, dass all Deputéierten dierft e Punkt zum Ordre du jour ervirbréngen - de Jempy Klein, deen elo gären e Punkt zum Ordre du jour virbréngen géif, Här President. Dat ass eist Reglement a jiddfereen huet dofir fënnf Minutten.

■ Mme Nelly Stein (CSV).- An den Owend ass kee méi do.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Mä, Här President, dat ass et awer.

■ M. le Président.- Wann et hei drëm geet d'Saach an d'Längt ze zéien, mir si schon Dräivéierelstonn hei amgaangen iwwert de Procédé ze schwätzen, anstatt ofzestëmme; dann hätte mer eng kloer Situatioun.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Den Här Klein huet d'Wuert gefrot.

(Interruptions)

■ M. le Président.- Den Här Klein kritt d'Wuert, mä ech sinn der Meenung, dass en et net zegutt huet.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dach, da liest d'Reglement!

■ M. le Président.- All Fraktioun huet fënnf Minutten Zäit an net all Deputéierten.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Ech si séier fäerdeg.

■ M. le Président.- D'Fraktiounen hu fënnf Minutten Zäit, awer net all Deputéierten.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Neen, Här President.

(Interruptions)

Jiddfereen, deen e Punkt zum Ordre du jour ze soen huet!

■ M. le Président.- Här Klein, schwätzt elo, an all déi aner solle roueg sinn.

■ M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här President, mir hu fir den nächsten Donneschden de Projet de loi 4486 iwwert den Amé-

nagement communal an den Développement urbain um Ordre du jour, dat ass e ganz wichteg Gesetz, besonnesch fir d'Gemengepolitiker. E Gesetz, wat a mengen Aen d'Handwierksgeschir ass fir de Buergermeeschter, de Conseil a fir d'Gemengeréit a wat méi eng grouss Bedeitung, méi eng grouss Wichtigkeet huet wéi dat organesch Gesetz vun 1988, wat méi fir d'Verwaltung bestëmmt ass.

Mir hunn deen neie Projet de loi do an der zoustänneger Kommissioun vun den Affaires intérieures behandelt an et ass a mengen Aen an deem Sënn iwwert de Knei gebrach ginn, dass déi haapt-sächlech Kräften, déi sech musse mat deem Gesetz do ofginn, net mat där leschter Versioun befaasst gi sinn. Mir hunn d'Gemengen net méi gefrot. De Syvicol huet sech selwer dermat befaasst an huet en Avis punktuell dozou ofginn an ass zur Konklusioun komm, dass een dat Gesetz hei net sollt stëmme, bis déi Abberzuel vu Règlements grand-ducaux bekannt sinn a bis de Syvicol säin Avis dozou ofginn huet. Mir hunn dat hei eraginn, an deem ass an der Kommissioun iwwerhaupt net Rechnung gedroe ginn.

(Interruption)

Här Halsdorf, Dir hutt dat ënnerschriwwen.

Deem ass iwwerhaupt hei net Rechnung gedroe ginn, wéi aneren Avisen och net. Wéi d'Stad Lëtzebuerg, eng wichteg Gemeng, déi mat deem Gesetz do konfrontéiert gouf, an déi en Avis ofginn huet, deen iwwerhaupt net zur Diskussioun komm ass; wéi anere Gemengen hiren Avis och net. Den Avis vum Mouvement écologique ass marginalement behandelt ginn. Den Avis vum OAI ass och marginalement behandelt ginn. Dem Impakt an deem Gesetz op d'Gemengefinanzen ass iwwerhaupt net Rechnung gedroe ginn, wat awer e ganze wichtige Faktor ass an et ass och net geschwat ginn iwwert den Impakt op de Fonctionnement vun de Gemengen, wat fir eng Brems, dass déi Texter hei kënnen ginn, wann et zur Ausféierung kënn.

Dat hei ass e wichteg Gesetz, och an der Emsetzung vum Programme directeur a vum IVL an dofir wier et immens wichtig, wann dat hei nei géing op de Leescht geholl ginn, doriwwer diskutéiert géif ginn an d'Gemenge gehéiert géife ginn, well dat si schlusslech déi, déi dat heiten emsetzen an dofir géing ech proposéieren an en Appel maachen u sämtlech Gemengepolitiker heibannen, datt déi deem sollen zoustëmme, fir dat hei vum Ordre du jour erfroze huelen, et nach eng Kéier am Fong ze diskutéieren an et dann am gegebene Moment hei an dem Plenum ze bréngen.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Also, Kollegen, mir stëmme elo doriwwer of. Mir si konfrontéiert mat engem Antrag vun den Häre Krecké, Bausch a Gibéryen, fir den Ordre du jour ze änneren an deem Sënn wéi si et selwer explizéiert hunn. Ech brauch dat, wat gesot ginn ass, net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Déi, déi mat deem Antrag d'accord si vum Ordre du jour, wéi e vun der Conférence des Présidents virgeschloe ginn ass, déi stëmme mat Jo an déi dergéint si stëmme mat Neen. Wann also mat Jo gestëmmt gëtt, dann ass deen Ordre du jour tel quel wéi e virläit ugehall oder am anere Fall, wa mat Nee gestëmmt gëtt, dann ass en ofgelehnt. Mir ginn also iwwer zum Vote.

Ass e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

De Vote fänkt un.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si ent-hale sech. Also déi derfir sinn, fir dass e soll geännert ginn.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Neen!

■ **M. le Président.** - Entschëllegt, fir dass en esou bleift.

Dee virleienden Ordre du jour ass uegoholl mat 33 Jo-Stëmmen a 24 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par Mme Simone Beissel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rip-pinger, Marco Schroell (par M. Xavier Bettel) et John Schummer.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. François Bausch).

Den Ordre du jour ass also esou uegoholl wéi e virgesi war.

Mir fänken dann elo direkt u mat eisem Ordre du jour, fir dass mer eppes geschaff kriéien. Mir fänken also fir d'éischt u mat der Lecture vun den Artikelen a mat der Ofstëmmung vum Projet de loi 5148 iwwert de Mëttelstand.

4. 5148 - Projet de loi portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes (suite)

D'Diskussioun ass an der Sitzung vum 6. Mee ofgeschloss ginn. Den Text steet am Document parlementaire 5148^e.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 18 si gelies an uegoholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen also elo of iwwert dee virleiende Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si ent-hale sech.

De Projet de loi ass eestëmme uegoholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jean-not Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Jeannot Belling), Claude Meisch (par Mme Simone Beissel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rip-pinger, Marco Schroell (par M. Niki Bettendorf) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Motioun, déi agereecht ginn ass. Et kennt jid-dereen den Text, well se scho verdeelt ginn ass. Mir kënnen also direkt driwwer ofstëmmen.

Motion 1

Ech menge mir kënnen dat par main levée maachen.

Vote

Wie fir déi Motioun ass, déi den Här Sauber abruucht huet, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech stelle fest, dass déi Motioun eestëmme uegoholl ass.

Da fuere mer weider mat eisem Ordre du jour a mir kommen zur Diskussioun vun de Projets de loi 4816, 4824, 5288 an 5289. Et handelt sech heibäi ëm Kooperatiounsofkommissie mat deene véier belsche Communautéiten. D'Riedezeit ass nom Modell 1 festgeluecht.

Et sinn agedroen déi Häre Loes a Fayot. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deene véier Projets de loi, den honorablen Här Emile Calmes.

5. 4816 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'autre part, signé à Luxembourg, le 6 mai 1999

4824 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté flamande et la Région flamande, signé à Bruxelles, le 15 décembre 2000

5288 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région de Bruxelles-Capitale, signé à Luxem-

bourg, le 29 octobre 2001

5289 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté germanophone de Belgique, signé à Luxembourg, le 19 novembre 2002

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

■ **M. Emile Calmes (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et hei mat véier Kooperatiounssaccorden ze dinn, mat deene verschiddene belsche Regiounen a Communautéiten. Belsch Regiounen, där et an der Zwëschenzeit dräi un der Zuel gëtt, nämlech déi flammänesch Regioun, déi wallounesch Regioun mam däitschsproochege Raum an da schlussendlech d'Regioun vu Bruxelles-Capitale. Et ginn dräi Communautéiten, déi flammänesch, déi franséisch an dann och déi däitschsproochege.

Déi verschidden Accordé sinn ënnerschriwwen ginn, dee mat der Wallonie 1999, dee mat de Flammänner 2000, dee mat Bruxelles-Capitale 2001 an dee mat der Communauté germanophone am Joer 2002. Dësen huet sech opgedrängt, well den Accord mat der Région wallonne nëmme fir d'Communauté française gëllt an net fir d'Communauté germanophone an dofir huet mat deser Communautéit en extraë mussen ënnerschriwwen ginn. Et ass och dat d'Ursaach, firwat datt et esou laang gedauert huet, datt mer dat hei an d'Chamber geholl hunn, ganz einfach well mer déi véier mateneen hei wollten eranhuelen. Déi Accorde ginn an der Suite vun der UEBL-Konventioun geholl a virun allem nach opgrond vun de belsche Verfassungsreformen aus de Joren 1993 an 2001. Si sinn u sech d'Folleg vun deenen neie federale Strukturen, déi an der Belsch geschäfe gi sinn.

1993 hunn déi federéiert Autoritéite méi Autonomie um Niveau vun de Regiounen an och um Niveau vun de Communautéiten zugestane kritt, fir am Kader vun hire Kompetenzen awer och dann déi international Kooperatioun ze regelen, ënnert déi d'Aushandelen an och d'Ofschléisse vun internationalen Traitéen an Accorden och fällt.

Am Joer 2001 hu se dann och nach eng méi grouss finanziell Autonomie zugestane kritt. Déi Accorden hei ëmfaassen all méiglech Domänen. Dat geet vu Kultur iwwer Educatioun, bis Sport, Aménagement du Territoire, Ëmwelt an esou weider. Si begräifen also praktesch all Domänen, déi och an der Kompetenz vun deene verschiddene Regiounen an dann och Communautéite sinn. Déi Kooperatioun kann och verschidde Formen unhuelen, Formé vun Echange, speziellen Accorden, direkt Kollaboratiounen, Promotiounen, Séminairen, virun allem och Partenariaten um Niveau vun den Entreprises an och um Niveau vun de lokalen Autoritéiten.

Déi Accorden hei si fir fënnf Joer ënnerschriwwen a lafen automatesch viru wa se net gekënnegt gi vun enger Säit. Si gi vun engem Comité mixte géréiert. Dat gëllt fir se alleguer, ausser fir Bruxelles-Capitale. Hei hat de Statsrot gesot, et wier besser et géif een e Comité interministériel mat där Aufgab chargéieren. Mat dem Accord ginn dann och déi Accords culturels mat deene ver-

schiddene Regiounen aus der Vergaangenheet ofgeschafft.

An deem Sënn géif ech lech bieden dese véier Gesetzer Ären Accord ze ginn, en Accord, deem ech am Numm vun eiser Fraktioun dann och matbréngen.

Merci.

■ **M. le Président.** - Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Nico Loes agedroen. Den Här Loes huet d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Nico Loes (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 20. Abrëll 2004 hu mir an der Chamber d'Konventioun iwwert d'Union économique belgo-luxembourgeoise adoptéiert, woumadder op en Neits eng enk Zesummenaarbecht a Verbondenheet mat eise belschen Nopere konsolidéiert gouf. Ech denken, datt ech op den Historique verzichte kann, well meng Fraktiounskolleegin, d'Madame Nelly Stein, dat schonn an hirem Interventioun iwwert d'UEBL verdäitlecht huet. Ech wëll dofir mech kuerz faassen an e puer Elementer aus deene véier Projete concertéieren.

Wéi mer wëssen ass d'Belsch e Federalstaat, dee sech aus Regiounen a Communautéiten zesummesetzt. De belsche Federalismus huet seng éischt Originen, kultureller a sozialer Natur, am 19. Jorhonnert op flämescher Säit an an de 60er Joren op der wallounescher Säit, eng Revendicatioun, déi éischter ekonomescher Natur awer war. Op territorialem Plang ass de Wiessel vun engem zentraliséierte belsche Stat zu engem Federalstaat duerch déi verschidde Sproochesetzer an duerch déi definitiv Grenz vun der Sproochegrenz 1962/63 agelaut ginn. D'Divisioun vum Pouvoir an d'Opdeelung vun de Kompetenzen ass dofir och mat der Verfassungsreform, an den Här Calmes huet et virdu gesot, vun 1970 uefange ginn. D'Reforme sinn an de Joren 1980, 1988, 1993 an 2001 weidergefouert ginn.

Sécherlech hat an de 70er an an den 80er Jore keen direkt virausgesinn, datt aus deem unitäre Stat eng kéier eng federal Struktur géng wuessen. Mat de Verfassungsreforme vun 1993 an 2001 gouf des Transformation gefestegt an dee belsche Législateur hat et net ëmmer einfach. Hien huet mat deene sukzessive Reforme versicht op Krisen am Zesummeliewe tëschent de Communautéiten an de Regiounen ze reagéieren.

D'Reform vun 1993 huet d'Autonomie vun den Entités fédérées um Niveau vun de Regiounen an de Communautéiten opginn, fir domadder och déi international Kompetenzen ze regelen.

Mat der Reform vun 2001 hunn d'Regiounen méi eng grouss finanziell Autonomie zugestane kritt an de Finanzement vun de Communautéite gouf och nei festgeluecht.

De Rapporteur Emile Calmes, deem ech merci soe fir säi gudden a prezise Rapport, huet déi wichtegst Elementer aus den Accordé mat der Région wallonne, mat der Communauté française, der Région flamande a mat der Région Bruxelles-Capitale a schlussendlech och mat deenen däitschsproochege Communautéite kommentéiert.

Ech wëllt just ervirhiewen, datt Lëtzebuerg mat der Communauté française a mat dem Gouvernement wallon, esou wéi mat der Région Bruxelles-Capitale eng enk Partnerschaft um Niveau vun der Landwirtschaft ustriift. Mir hate gesinn, wéi wichtig et ass an deem Beräich zesummenzeschaffen, wann et gëllt fir Krisen ze gérieren, wéi dat am Fall vun der Hëngerpescht, déi jo besonnesch de Benelux-Raum betraff hat, de Fall war.

Virun allem um Niveau vum Informatiounsaustausch mat eisen Nopere, denken ech, datt et wichteg ass, fir Instrumenter ze hunn, wéi beispillsweis d'Form vun internationalen Accorden, fir esou eng Zesummenaarbecht méiglech ze maachen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech d'Averständnis vu menger Fraktioun zu dese Kooperatiounssaccorde ginn a soen lech merci fir d'Opmierksamkeet.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, meng Fraktioun ass d'accord mat dese véier Projeten. Ech wollt just dat widerhuele wat ech scho bei der Konventioun mat der UEBL iwwert d'Union économique belgo-luxembourgeoise gesot hunn, et wär net schlecht, wann d'Regierung ons géif eng Partie Präzisioun ginn iwwert d'Manéier, wéi déi Kollaboratioun konkret ofleeft, well mir konstatiéieren, dass mer awer heiansdo Schwierigkeeten hunn am grenziwwergräifende Verkéier tëschent Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen an an der Belsch wunnen. Op där anerer Säit wësse mer, dass dat e Land ass, mat deem mir laang Relatiounen hunn.

Ech wär wierklech frou - ech hat dat deemools scho gefrot, leider huet d'Madame Minister deemools net dorobber geäntwert - an ech widerhuelen déi Fro, fir konkret gewuer ze ginn, op wat fir enge Punkten dann ons Kollaboratioun do sech mécht.

■ **M. le Président.** - D'Diskussioun ass ofgeschloss an d'Wuert huet elo d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

■ **Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.** - Här President, ech konstatiéieren hei e ganz breede Konsensus, fir dee Projet de loi hei ze ënnerstëtzen. Ech mengen, et ass och einfach eng Evidenz: Et dréit einfach eben där neier Organisatioun an der Belsch Rechnung. Ech kann lech versécheren, dass mer den Accord hei mat esou organiséiert an esou ausgehandelt hunn, wierklech fir d'Intérite vun eisem Land esou gutt wéi méiglech op enger breetméiglecher Fläch ze organiséieren.

Ech si gäre bereet op all Froen, déi den Här Fayot konkret ze stellen hätt, ze äntwerten. Ech mengen déi Accorden hei sinn e Kader, an dee Kader muss elo geféllt ginn, an dee Kader wäert an deenen nächste Méint a Joren ebe vun der Regierung geféllt ginn.

Ech géng mir natierlech eng Éier an eng Freed maachen an nächster Zukunft, wann ech d'Geleeënheet dozou kréich, lech an allem Detail ze soen, wéi déi Zesummenaarbecht sech hei géng organiséieren. D'Aarbechte vun där Kommissioun, déi och virgesinn ass, hunn nämlech nach net uefange. Mir wollten nämlech waarde bis dat alles ratifizéiert wier. Déi Aarbechte fänken also elo an deene kommende Wochen a Méint eréischt un. Wéi gesot, ech géng mir eng Freed doraus maachen, lech op all Froen, déi Dir ze stellen hätt, Ried an Äntwert ze stoen.

Ech wëllt just iwwert déi Iddi schwätzen, déi de Conseil d'État opgeworf huet, fir eng Cellule interministérielle ze grënnen, fir dann ze kucken, fir déi verschidde Kommissiounen, déi déi Accorden do solle begleeden, ze koordinéieren. D'Iddi u sech ass guer net schlecht, mä mir sollen awer net vergiessen, dass mir eng ganz kleng Administratioun sinn an dass et meeschtens genau déi nämlech Leit sinn, déi souwuel mat der flämescher wéi mat der

wallounescher Communautéit oder mat der Région Bruxelles verhandelen.

Dofir mengen ech, dass d'Iddi vun enger Cellule scho richtig ass, mä an der Ausféierung wäert d'Koordinatioun relativ einfach sinn, well et déi nämlecht Leit sinn, déi et maachen.

Domat, wéi gesot, kann ech nëmme voll d'Kollaboratioun vun der Regierung ubidden, an lech merci soe fir déi grouss Ennerstëtzung, déi ech hei am Parlament dofir fannen.

Merci.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Lecture vun den Articles uniques vun deene véier Gesetzer a mir musse selbstverständlech och véiermol eenzel doriwuer ofstëmme.

Fir d'éischt de Projet de loi 4816.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ueholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojekt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 4816 et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass eestëmmegeg ueholl mat 55 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Xavier Bettel) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colomera (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mir zum Projet de loi 4824.

Fir d'éischt d'Lecture vum Article unique.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ueholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojekt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 4824 et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass eestëmmegeg ueholl mat 56 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Agny Durdu), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Xavier Bettel) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Mars Di Bartolomeo), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colomera (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da géife mer zum Projet de loi 5288 iwwergoen.

Fir d'éischt d'Lecture vum Article unique.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ueholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojekt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5288 et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ueholl mat 56 Jo-Stëmme an 1 Abstentiuon.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Gleesener (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling (par M. Niki Bettendorf), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Agny Durdu), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Emile Calmes), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Xavier Bettel) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colomera (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mir zum Projet de loi 5289.

Fir d'éischt den Article unique.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ueholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojekt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5289 et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass eestëmmegeg ueholl mat 56 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Gleesener (par Mme Nelly Stein), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling (par M. Niki Bettendorf), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colomera (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mir elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5301 iwwer verschidden Ofkommessen tëschent der UEBL an Drëttlänner iwwert den Investitiounsschutz an op maritimem Gebitt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et sinn ageschriwwen déi Häre Loes a Weiler. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Emile Calmes.

6. 5301 - Projet de loi portant approbation

- d'Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection

reciproques des investissements

- d'Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers en matière maritime

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass ee Gesetz, wat relativ rezent ass. Et ass vum 13. Februar vun deem Joer. De Statsrot huet säin Avis den 20. Abrëll gemaach, a mir hunn och dee Rapport hei an der Sitzung vum 3. Mee festgehalten.

Dat Gesetz hei ass och à la suite vun deem Gesetz ze gesi vun der UEBL-Konventioun, déi mir elo den 20. Abrëll hei an der Chamber gestëmmt haten.

Wéi sech erausgestallt huet, am Kader vun de Verhandlungen en vue vun der neier UEBL-Konventioun, ass et, bedéngt duerch déi enk Zesummenaarbecht an dat grousst Vertrauen tëschent Lëtzebuerg an der Belsch, wat sech am Laf vun de Joren opgebaut huet, zu enger relativ fräier Interpretatioun komm, wat déi juristesche Praxis ugeet, wat d'Ratifikatioun vun Traitéeen an Accorden ugeet, déi am Numm vun deser UEBL geholl gi sinn.

Et ass nämlech do an der Vergaangenheet ëmmer gemengt ginn, dass wann d'Belsch dës Accordé ratifizéiert huet, dëst op Grond vum Artikel 31 vun der UEBL-Konventioun, dës Ratifikatioun och fir Lëtzebuerg géing gellen. Or, tatsächlech ass awer erausfonnt ginn, dass desen Artikel 31 nëmme d'Konklusioun vun den Accorden englobéiert huet, an u sech net d'Ratifikatioun. Dofir muss dës juristesche Onsicherheit aus der Vergaangenheet a sech aus dem Wee geraumt ginn.

Doriwwer eraus huet och d'Generalsekretariat vun der UNO, dat Dépositaire ass vun enger Partie vun desen Accorden hei, och gemengt Lëtzebuerg misst dës Accordé selwer ratifizéieren, doduerch bedéngt, well d'UEBL a sech keng juristesche Personnalitéit huet. Eng aner Ursach ass déi - an déi ass vum Statsrot ugefouert ginn -, dass den Artikel 37 vun der Verfassung virgesäit, dass all international Accordé vun der Chamber musse gestëmmt ginn an dann och am Mémorial musse publizéiert ginn.

Nun, em wat geet et hei bei desen Accorden? Et sinn op enger Säit 45 Accorden aus der Vergaangenheet an awer och nach 14 méi rezent Accorden, wou et dann em den Encouragement an d'Promotioun an awer em de géigesäitige Schutz vun Investissementer geet, mat deene Länner, mat deene mir dës Accorden hei ënnerschriwwen hunn, déi a sech alleng zum Zil hu fir desen Investissementer an deene Länner do méi Rechtssicherheit ze ginn an eis awer och gemeinsam Regeln ze ginn, fir déi Meenungsverschiddenheeten aus dem Wee ze raumen, déi enner Emstänn doduerch kéinten entstoën. Ech wëll hei och ennersträichen, dass déi 14 méi rezent Accorden och méi Wäert drop leeën, dass dës Accorden am Respekt vun der Émwelt emgesat ginn, respektiv och am Schutz vun deene Leit, déi schaffen.

Wat déi siwe maritim Accorden ugeet, sou haten déi an der Vergaangenheet net déi allgréisste Wichtigkeet fir Lëtzebuerg, mä zënter dass mer de Pavillon maritime hunn, hu se dann awer och fir Lëtzebuerg hir Wichtigkeet an droen da selbstverständlech och dozou bäi, dass mir mat anere Länner, wéi déi aus der EU, kënnen kooperéieren an och iwwert dese Wee dann eppes zu der Entwécklung vun eisem Commerce exté-

rieur kënnen bäidroen an och dese kënnen renforcéieren.

Ech mengen, dat Gesetz hei gëtt deene Betriber, déi an deene Länner investéieren, wou mir déi Accorden hei ënnerschriwwen hunn, méi Sécherheet an dréit dozou dann och eppes zu der Rechtssicherheit bei an awer am Allgemengen och zu der Entwécklung vum Commerce extérieur. An deem Sënn géif ech dann och bieden, Aren Accord deem Gesetz hei ze ginn, deen ech och am Numm vun eiser Fraktioun géif bréngen.

Ech soen lech merci fir d'No-laushteren.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Nico Loes agedroen. Den Här Loes huet d'Wuert.

Discussion générale

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Nico Loes agedroen. Den Här Loes huet d'Wuert.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass de Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- Jo, Här President, mat onsem Merci och dem Rapporteur fir säi Fläiss a seng Omnipresenz bei dese Projeten, wollt ech och den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.- Ech ka mech deene Mercien nëmme uschlëssen. Den Här Calmes huet zu deem Projet de loi all dat gesot, wat huet misse gesot ginn, an ech soen der Chamber merci, dass se deem Projet de loi hei hiren Accord wëllt ginn.

Merci.

M. le Président.- Mir kommen dann zur Lecture vun dem Article unique a stëmme dann of iwwert de Projet 5301.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ueholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5301.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ueholl mat 55 Jo-Stëmme an 1 Abstentiuon.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Gleesener (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M.

Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Jean Asselborn), Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Mars Di Bartolomeo), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Jacques-Yves Henckes), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

An da komme mir zur Diskussioun vum Projet de loi 5126, eng international Konventioun géint d'Russendiskriminierung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Hären Nico Loes a Ben Fayot. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Paul Rippinger.

7. 5126 - Projet de loi portant approbation de l'amendement à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, signée à New York, le 7 mars 1966, adopté à la quatorzième Réunion des États parties à la Convention le 15 janvier 1992

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

M. Jean-Paul Rippinger (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dämmen an Dir Hären, deen heite Gesetzesprojet huet als But en Amendement zu der internationaler Konventioun iwwert d'Eliminierung de toutes les formes de discrimination raciale ze approvieren, déi zu New York signéiert ginn ass, an zwar de 7. März 1966, an adoptéiert ginn ass bei der 14. Réunion vum all deene Staaten, déi do mat dra sinn, notamment de 15. Januar 1992. De Projet ass déposéiert ginn de 7. Mee 2003, de Conseil d'État krut e fir Avis de 14. Abrëll 2003 an den 21. Oktober huet de Conseil d'État säin Accord mat deemem Text ginn. D'Commission des Affaires étrangères huet mech dann designéiert als Rapporteur.

Et ass e ganz kleng Projekt de loi an et handelt sech ëm e ganz klengen Amendement, deen a sengem Artikel 8 vum der Konventioun Folgendes modifizéiert, an zwar an deem Sënn, dass de Generalsekretär vum der UNO elo chargéiert gëtt, dat Personal selwer ze engagieren an och deem Comité fir d'Eliminierung vum der Discrimination raciale déi noutwendeg finanziell Moyenen ze ginn, déi ee brauch fir kënnen sech vu senger Fonctiounen ze acquitéieren.

D'Membere vum deem Comité kréien och Emolumenter, déi prelevéiert ginn op de Ressourcë vum der UNO, an zwar an deene Konditiounen vum der Generalversammlung. Momentan ginn d'Dépense vum de Membere vum Comité en charge geholl vum de Staaten. A senger Réunion vum 3. Mee 2004 huet d'Kommissioun dee Rapport hei ugeholl an ech bieden d'Chamber en ze stëmmen.

Ech soen lech merci.

■ Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als Éischten huet den Här Nico Loes d'Wuert.

Discussion générale

M. Nico Loes (CSV).- Ech géif och bei deemem Projet dem honorabelen Här Rippinger merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport an ech bréngen och den Accord vum eiser Fraktioun.

M. le Président.- Als nächsten huet d'Wuert den Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Jo, meng Fraktioun ass och d'accord.

M. le Président.- D'Madame Minister ass och d'accord.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Natierlech, Här President. Dem Här Rippinger e Merci a merci dem Konsensus, dee mir hei an der Chamber fanen.

M. le Président.- Mir kommen dann zur Lecture vum Article unique a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5126.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass eestëmmege ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Gleisner (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Niki Bettendorf), MM. Jeannot Belling (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Emile Calmes), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Xavier Bettel) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Mars Di Bartolomeo), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Robert Mehlen), Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5177, eng Konventioun iwwert d'Ernährungshëllef. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Emile Calmes.

8. 5177 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1999, faite à Londres, le 13 avril 1999 et des Annexes A et B

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dämmen an Dir Hären, dat Gesetz hei ass den 8. Juli vum leschte Joer déposéiert ginn, de Statsrot huet och am Juli d'lescht Joer säin Avis ginn an den 3. Mee gouf de Rapport da mat deenen anere Gesetzzer, déi mir hei diskutieren, ugeholl.

Déi Konventioun hei iwwert d'Aide alimentaire vu London ersetzt d'Konventioun vum 1995, déi bei eis hei Agank fonnt huet an eis Legislatioun 1999. Déi Konventioun leeft bis den 30. Juni 2005 - op d'mannst ass se bis dohinner verlängert ginn - a si baséiert a sech op dem internationalen Accord sur le blé op de Weessaccord, deen a sech zréckgeet op d'Joer 1949, deen dann och 1995 ausgelaf ass an zënter 1995 heescht deen Accord sur le blé net méi Accord sur le blé, mä Accord sur les céréales.

Deen Accord hei begräift zwou Konventiounen, wéi gesot eng iwwert de Commerce mat de Céréales, fir deen d'Europäesch Unioun kompetent ass, an eng sur l'aide alimentaire an et ass déi, déi mir dann haut diskutieren.

Ëm wat geet et an deemem Accord hei? Mä op Grond vum deemem Accord am Artikel 1 hunn d'Parties signataires sech engagéiert an Noutsituatiounen oder Liwensmëttelkrisen hiert dozou bäzedroen, dass déi Objektiv, déi um Weltsommet vum der Alimentatioun festgesat goufen, erreicht ginn, déi zum Zil hunn, d'Liwensmëttelsécherheet vum deenen ze verbessern, déi ënner Ennerernährung leiden, iwwert den Approvisionnement an och egal wéi héich de Präis vum deem Weess do ass an och indépendamment vum der Offer, déi um Maart ass.

Et ass also an deem Sënn e wichtegt Planifikatiouns-, Réglementatiouns- a Koordinatiounsinstrument. D'Konventioun fixéiert awer och d'Engagementer souwuel fir d'Communautéit, wéi fir déi eenzel Länner, dat mécht se op Grond vum Tonnagen, respektiv op Grond vu Valeuren. Dat fixéiert natierlech och d'Modalitéiten, wéi dass dat zou sech geet. D'Contributioun vum der Europäescher Gemeinschaft an hire Länner beleeft sech op 1,320 Milliounen Tonnen „équivalent blé“ an 130 Milliounen Euro, wat alles in allem eng Zomm vu 422 Milliounen Euro ausmécht.

D'lëtzebuergesch Quote-part an deser Konventioun ass festgeluecht op 1.400 Tonnen „équivalent blé“, wat 177.800 Euro entsprécht, wann een eng Tonn mat 127 Euro rechent, sou wéi se elo gerechent ginn.

A Wierklechkeet geet d'Lëtzebuerg Hëllef awer wäit iwwert dat eraus zu deem mir eis do engagéiert hunn. Am Budget ass nämlech bei der Aide alimentaire e Kredit virgesi fir 2 Milliounen Euro. An dann hu mer nach mam Cap-Vert en zousätzlechen Accord, iwwert dee mer och dem Cap-Vert all Joer fir 2 Milliounen eng Aide alimentaire garantieren. Dat mécht alles an allem zesumme fir d'Joer 2003 4 Milliounen Euro, déi mir der Aide alimentaire bäisteieren.

Dat ass also 22,5-mol méi wéi dat wat mer u sech misste maachen. A wa mer dat dann esou gutt maachen, da géif ech lech och invitéieren, deemem Gesetz hei Aren Accord ze ginn, deen ech dann och am Numm vum eiser Fraktioun géif bréngen.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président.- Den éischten Diskussiounsrédner ass den Här Nico Loes.

Discussion générale

M. Nico Loes (CSV).- Jo, grad wéi bei deene Projete virdrun, géif ech och bei deemem Projet iwwert d'Aide alimentaire dem Kolleg Emile Calmes merci soe fir säi Rapport an och den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

M. le Président.- Den Här Ben Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech wollt selbstverständlech den Accord vum onser Fraktioun ze deser Konventioun bréngen, déi wichteg ass, well et ëmmer Krisen, Hungersnout dorëmmer an der Welt gëtt. Dofir brauche mer esou eng Konventioun. Et ass natierlech vill besser wa mer eigentlech déi Konventioun net bräichten, dat heescht, wann d'Länner selwer kéinten hir Ernährung assureieren.

Ech wollt trotzdem déi Geleeënheet hei erfaasse fir drop hinze weisen, dass mer jo an der Europäescher Unioun amgang sinn eng Evolutioun ze gesinn. Mir wëssen, dass am Welthandel Europa ëmmer e bëssen dénoncéiert gëtt, well et iwwer seng Exportatiounen vum Agrarmëttel subventionéiert, an dass vu villen ënnerentwëckelte Länner oder Entwëcklungslänner monéiert gëtt, dass déi Subventiounen sollen opgehuewe ginn, fir dass si selwer kënnen sech entwëckelen, och hir Agrikultur entwëckelen. A mir hunn déi lescht Deeg gehéiert, dass den Här Lamy an den Här Fischler eng Ouverture gemaach hunn, fir driwwer nozedenken, déi Subventiounen vum Agrarproduit lues a lues ofzebauen.

Ech fannen dat eng ganz wichteg Evolutioun. Et ass fir d'éischt wou vum der Europäescher Unioun, vum der Kommissioun esou eppes signaléiert gëtt. Ech weess och, dass et ganz grouss Oppositiounen gëtt vu verschiddene Länner, besonnesch déi Länner, déi ganz vill Subventiounen fir den Export vum hiren Agrarproduit kréien. Mä ech mengen, dat schéngt mir awer iwwert déi Konventioun hei eraus dee richtege Wee ze sinn, fir den Entwëcklungslänner, déi ënner vill Hungersnout leiden, déi wierklech an engem ganz grouss Misär sinn, eng Chance ze ginn, an Zukunft sech selwer ze ernähren an hir eegen Agrikultur ze entwëckelen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Ausseminister.

Ah, den Här Mehlen freet nach d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, um Uschloss un dat wat mä Virriedner gesot huet, wéll ech och vum eiser Fraktioun e puer grondsätzlech Wierder soen.

Et ass richtig, dass mer eis engersäits Mëttel musse ginn, oder se verbessern, wéi dat hei virgesinn ass, fir kënnen en cas d'urgence ze hëllefen. Et ass ganz kloer, wa Leit Honger leiden, da mussen se vun deenen, déi Nahrungsmëttel hunn, ënnert d'Ärm gegriff kréien, fir den État d'urgence ze iwwerwannen.

Selbstverständlech d'äerf, esou wéi et och virgesinn ass, mat esou Aktiounen net den normale Fonctionnement an d'normal Entwëcklung vum der Agrikultur an deene

Länner entravéiert ginn. Et ass dat wat den Här Fayot hei ugeschniddent huet. Et ass eng ganz komplizéiert an eng ganz komplex Matière, well just am Beräich vum der Production alimentaire ganz ënnerschiddlech Welten an de Mäert openee prallen.

Et ass net falsch, wa gesot gëtt, dass d'Europäer, d'Amerikaner, d'entwëckelt Welt mat Produiten, déi excédentaire sinn, déi se ze vill hunn, déi erforsubventionéiert ginn, der Agrikultur an deene Länner, déi en voie de développement sinn, e Schued maachen, well déi kleng bäuerlech Strukturen doduerch net méi kënnen mathalen.

Ëmgekéiert ass allerdéngs och gefuer. Et ass evident, dass an Industrielänner wéi bei eis, wou de Liwensstandard héich ass, wou d'Akomeserwaardunge vum de Bauere selbstverständlech sech un deem moossen, wat déi aner Secteuren an deene Länner verdéngen, dass een do mat engem Marché unique mat gläiche Präisser, wou keng Aidé matspillen, dass dat d'Quadrat vum Krees ass an dass dee Konflikt do net zielführend ka geléist ginn.

Dofir ass jo och elo decidéiert, am Kader vum der neier Agrarpolitik, déi deemnächst soll ëmgesat ginn, dass déi Hëlfele net méi produktgebundene sinn. Allerdéngs, wa mer éierlech sinn, da mussen mer agestoen, dass, och wann déi Hëlfele net méi produktgebundene sinn, et awer Aides à l'agriculture sinn, déi et erméigleche Produiten, déi excédentaire si bei eis, an déi Länner ze exportieren, an déi ënner Ëmstänn do méi Schued urichten, wéi dass Guddes domat gemaach gëtt.

Dofir kann esou eng Politik nëmmen dora bestoen, dass ee probéiert an den entwëckelte Länner d'Offer an d'Demande duerch eng Steuerung vum der Produktioun ierendwéi an d'Gläichgewicht ze kréien an dass net systematesch mat Excédent vum Nahrungsmëtelen an esou Länner Schued ugeriicht gëtt. Dat wollt ech zu där grondsätzlecher Problematik soen, mä selbstverständlech wäerte mir och dese Projet stëmmen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Merci, Här President. Ech si frou, an et ass, mengen ech, awer och evident, dass dee Projet hei op eng Unanimitéit hei an der Chamber kann zielen. Well et ass e ganz wichtige Projet, e ganz gravé Problem.

Iwwer 840 Milliounen Leit hunn d'lescht Joer u Malnutritioun an der Welt gelidden, an all Dag stierwe 24.000 Leit un Hunger op deser Welt. Ech mengen dat eleng weist d'Noutwendegkeet vum deenen Instrumenter, déi d'international Communautéit sech gëtt, fir deem Problem bäizekommen. Datt mir als Lëtzebuerg do e besonneschen Effort maachen, ech mengen dat ass heibanne jiddferengem bekannt. E gëtt och vu jiddferengem ënnerstëtzt. An dofir ass et fir ons ganz einfach eng Evidenz, dass mer deem Projet hei eisen Accord musse ginn.

Ech soen der Chamber merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vum Article unique.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo of iwwert dat virleidend Gesetz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthal sech.

De Projet de loi 5177 ass eestëm-meg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glese-ner (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jean-not Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par M. Xavier Bettel) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Mars Di Bartolomeo), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colomera (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5268 iwwert d'Schafung vun engem Fonds d'urbanisation vum Kierchberg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Krecké, Schummer, Mehlen a Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Weiler.

9. 5268 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorablen Här Gira huet mech gefrot, bei dësem Rapport mech net ze vill laang opzehalen, ob-schonns et e Projet ass, deen an deene leschte Méint zu villen Diskussiounen Ulass ginn huet. Et ass mir als Rapporteur leider net gestatt, fir an deem Kontext vum Rapport anzegoen op alles dat, wat sech ronderëm dëse Projet esou gedoen huet an deene leschte Méint.

Ech wëll soen, dass dëse Projet, an esou wéi en a senger definitiver Versioun virläit, u sech e Beispill ass vu Kollaboratioun och tëschent dem Parlament an der Regierung. D'Regierung huet hei a breeden Deeler d'Propositioone vum Parlament vun deenen eenzelne Kommissioun, déi sech mat dësem Projet ofginn hunn, uge-

holl. Et sinn zwou Kommissiounen: Et ass d'Budgetskontrollkommissioun an et ass d'Bautekommissioun, déi dëse Projet examinéiert hunn, gekuckt hunn, iwwerluecht hunn, och opgrond vu Propositionen an Iddie vun der Cour des Comptes.

En fin de compte kënn e Projet hei eraus, wou d'Regierung eng Rei vu Modifikatiounen erëmfënnt, déi si proposéiert huet, awer wou och eng ganz Partie Propositione vun de Chamberskommissiounen sech hei erëmfannen, an dat Ganzt och op Basis vun Iddien, déi d'Cour des Comptes développéiert huet.

De Fonds de Kirchberg, an Här President, dofir ass et e bëssen echt esou wéi Der dëse Projet ugekënnegt hutt, mä et ass dat jo och den offiziellen Titel „portant création d'un fonds d'urbanisation du plateau de Kirchberg“; domat mengt een, et géif ee gegrënnt ginn, mä et geet hei ëm d'Modifikatioun vun deem Gesetz iwwert d'Kreatioun vum Fond vum Kierchberg.

Ech wëll als Rapporteur déi puer wesentlechst Modifikatiounen, déi mer un dësem Gesetz vun 1961 virgeholl hunn, belichten. Dëst Gesetz vun 1961 ass zu engem Moment gemaach ginn, wou een de Volumen an d'Envergure vun deenen Aarbechten, déi sech um Kierchberg am Laf vun deene leschte Jorzéngte gedoen hunn, net konnt gesinn, och net konnt ofschätzen, och net wosst definitiv wéi e Volumen a wéi eng Envergure, datt dat Ganzt kréich.

Deementspreechend ass et kloer, dass sech am Laf vun der Zäit erausgestallt huet, datt verschidde vun den Dispositiounen net méi de jëtzege Gegebenheeten ugepasst wäeren, d'autant plus wou am Kader vun der Politik, déi mer déi leschte Jore gemaach hunn an notament am Beräich vun der Kreatioun vun Etablissements publics, déi sech jo multiplizéiert hunn, et noutwendeg ginn ass, dass mer eis géife Linne ginn, fir am Kader vun den Etablissements publics net ze vill disparat virzegoen, mä ze versiche lues a lues op eng Schinn ze kommen, wou mer déi eenzel Etablissements publics esou wäit wéi méiglech géifen an hire Grundstrukturen, an de Grondkonditiounen, de Grondelementer vun den Etablissements publics zesummeféieren.

An et ass net méi spéit wéi haut de Moien, wou den zoustännege Statssekretär eis an der Kommissioun déi Guidelinen, déi d'Regierung proposéiert an déi mer och wäerten hei am Parlament nach mussen diskutéieren, ob dat an dëser Legislatur oder an där nächster ass, virgeluecht huet.

Ech wëll soen, dass wat déi Modifikatiounen, déi hei virgeschloe gi sinn, ugeet, do si klengerer derbäi et sinn awer och gréisserer derbäi, déi hir Importenz hunn. Et geet éischens drëm wann de Fonds de Kirchberg Terrainé verkeeft, weiderverkeeft, respektiv och bei Echangen, bis elo war dat esou, dass nëmme d'Verwaltung konnt déi noutwendeg Akte maachen.

Déi gesinn ewell vir, dass esou Akten net nëmme kënnen duerch d'Verwaltung gemaach ginn, mä och duerch notariell Akten, virun allem well et sporadesch och zu Ventés aux enchères kënn, wou et zu Versteegunge kënn an deementspreechend souwisou en Notaire implizéiert ass an déi ganz Prozedur an een net gesäit, firwat datt, wann den Notaire eng Stee ofgehalen huet, den Akt da muss vun der Verwaltung gemaach ginn an net vun deemselwechten Notaire, deen déi ganz Prozedur gemaach huet, ka gemaach ginn. Dat ass en éischte Punkt, dee mer proposéieren.

En aneren ass e gréissere Punkt, wou och de stännege Fuerderung vum Parlament Rechnung ge-

droe gëtt. Dat ass wat de Conseil d'administration vum Fond ubelaangt. Dee gëtt opgestockt vu fënnf op siwe Leit. Dat schéngt an deenen Zäiten an opgrond vun deenen Elementer, déi ech virdrun développéiert hunn, normal ze sinn.

Am Text war bis elo dran, dass déi Membere vum Conseil, ob elo fënnf oder siwen an Zukunft, zu dem Deel vu Représentant vum Ministère de tutelle, an dat ass de Baute-ministère, sollte gestallt ginn. Mir als Kommissioun hu gemengt, dass een hei der Regierung soll fräi Hand loossen. Si soll vu sech aus hir Propositione maachen. D'Nominatioun gi vum Grand-Duc virgeholl. Wéi gesot, d'Regierung soll do fräi Hand hunn, woubäi et eis awer geschéngt huet, dass et normal ass, dass an esou engem Fond wéi deem vum Kierchberg mat senger Struktur, och mat senger Interaktioun, déi en huet mam Stat, et normal ass, dass awer ëmmer an esou engem Conseil d'administration e Vertrie-der vum Baute-ministère, vläicht och wéi dat an der Vergaangene-heet war, wou Finanzministère sollt dra sinn. Dat si Suggestiounen, déi mir un d'Regierung weidginn, obscho si opgrond vun deem Text, dee mir proposéiert hunn hei, fräi Hand behält.

Et bleift, dass mer mengen, ouni dass mer et an den Text dra gesat hunn, datt d'Stad Lëtzebuerg soll e Vertrie-der hei hunn. Dat schéngt mer evident. De Kierchberg ass och d'Stad Lëtzebuerg a wat do geschitt dat interesséiert ganz enk de Schafferot an och de Conseil vun der Hauptstadt, an dofir denke mer, dass et normal wär an et ass och dat eng Suggestioun vun eis un d'Regierung, fir e Représentant vun der Stad Lëtzebuerg heihinner ze delegéieren.

Déi Memberen hunn e Mandat vu fënnf Joer an eng vun de ganz groussen a wichtege Fuerderungen, déi ëmmer do waren, war, dass an deem Conseil d'administration keng Fonctionnaire méi sollt sinn, déi selwer de par leur fonction dozou beruff ware fir de Fond ze kontrolléieren. Dat war déi grouss Diskussioun, déi mer haten. Ech ginn net méi dorobber an. Dee Problem ass mat dësem Text geléist. Et kënnen net méi Member gi Leit, déi de Fond vum Kierchberg, par exemple iwwert de Wee vun engem Ministère, egal wéi een dat elo wär, kontrolléieren. Déi Leit sollen onofhängeg sinn, an net de Contrôleur och de Contrôlé sinn. Dat ass gekläert heimat, eng Fuerderung, déi mir ëmmer haten a wou mer frou sinn, datt se am Text dran ass.

De Règlement d'ordre intérieur vum Kierchberg, dat ass am Text festgehalen, dee muss geholl ginn. Iwwregens leien eis Model-ler vir, wéi dee soll ausgesinn.

Da wat d'Missioune vum Conseil d'administration ubelaangt, esou huet d'Regierung se formuléiert, méi breet ausgedäitscht, wéi dat an deem alen Text de Fall war. Dat schéngt mer och normal ze sinn opgrond vun der Evolutioun, déi um Kierchberg stattfonnt huet.

Mir als Kommissioun hunn eng Rei net esou séier quant au fond nach Elementer bäigesat, mä virun allem awer wat den Aménagement vun deene Missiounen ubelaangt, déi de Fond eleng ka maachen, respektiv déi, déi en ënnert der Tutelle vum Ministère muss maachen. Déi waren u sech hei virge-sinn, mä opgrond vun de Formulatiounen, déi gebraucht waren, hu mer do Aménagement virgeholl, notament zum Beispill wat d'Politique générale du fonds ubelaangt. Déi stong virdrun am Kader vun deene Missiounen, déi si eleng kënn maachen. Mir mengen awer d'Politique générale

vum Fond misst eppes sinn, dat nëmme kënn ënnert der Tutelle an ënnert der Approbatioun vum zoustännege Minister stattfannen.

De Concept global d'urbanisation wéi de Kierchberg sech soll entwéckelen, a wéi eng Richtung, datt en sech soll entwéckelen, denkt d'Kommissioun, dass dat nëmme kënn ënnert der Tutelle vum zoustännege Minister stattfannen.

Dann déi grouss Diskussiounen, déi mer haten - an d'Kollegen, déi an de Kommissiounen waren, wëssen dat - iwwert de Comité exécutif. Ënnert dem Conseil d'administration gouf et ewell e Comité exécutif, deen an den Ae vun der Regierung eng Base légale hat, an den Ae vun anere Leit, notament der Cour des Comptes, och verschiddene Gruppen heiban-nen, keng Base légale hat.

De Fait, datt ënnert dem Conseil d'administration e Comité exécutif soll sinn, dee sech mat der Gestion journalistéier offénnt, ech mengen, do si mer eis an der Kommissioun zum Schluss praktesch alle-guerten eens gewiescht: „Il faut en avoir un“, mä mir mussen em eng Base légale ginn a mir musse kloer definéieren, wien an deem Comité exécutif dran ass. Dat geschitt duerch dësen Text. De Comité exécutif kritt seng Base lé-gale an et sinn dräi Membere vun deene siwe Membere vum Conseil d'administration, déi do siégéieren an déi sech da kënnen entou-réiere mat all méiglechen Exper-ten, déi si noutwendeg fannen. An et geet hei haaptsächlech ëm d'Preparatioun vum Dossier fir de Conseil d'administration.

Dann déi grouss Fro, déi an dësem Text gekläert ass, déi een awer muss a la lumière vun deem wat dës oder déi nächst Regie-rung festhale wäert a puncto Éta-blisements publics, a puncto Klassement vu verschiddene Kate-gorië vun Etablissements pu-blics, a puncto vu Gesetz wat vläicht eng Kéier kënn oder wat och net kënn, sech kloer maache wéi de Statut vun deene Leit, déi an dësem Etablissement public, mä och an deenen aneren Éta-blisements publics schaffen, soll ausgesinn.

Ech denken, mir sollten an dësem Kader an an deem Stadium wou mer elo sinn, eis op där Pist weid-erbewegen, déi mer bis elo defi-niéiert hunn. Fonds Belval, Fonds vum Kierchberg, de Statut vum Droit privé fir d'Personal. Wéi gesot, wann dës oder déi nächst Regierung hir Positionen affinéiert huet a puncto Klassement vun Etablissements, muss een op déi Fro zrëckkommen, muss een déi am Hibleck vun deem, a wéi eng Richtung, datt ee sech da be-weet, klären.

An dësem Stadium, denken ech, wär et richtig fir hei ze soen, mir wëllen, datt dat Personal, wat an Zukunft engagéiert gëtt, ënnert dem Statut vum Droit privé enga-géiert gëtt, quitte datt déi Leit, déi elo do sinn - an dat sinn der ganz wéineg, ech mengen, wann ech de Chiffer richtig am Kapp hunn, sinn et sechs Statsaarbechter, déi am Statut de droit public sinn, mä et sinn der, déi an der Carrière vum Aarbechter sinn - selbst-verständlech hire Statut behalen. Déi aner sinn alleguerten am Sta-tut vum Droit privé. Déi bleiwen doranner. Déi, déi engagéiert ginn, kommen och an de Statut vum Droit privé, grad wéi dat am Fonds Belval ass.

Also si mer elo emol, wat deen do Problem ubelaangt am Fond vum Statut wéinstens bei deene lesch-ten Etablissements, déi mer ge-grënnt hunn, déiselwecht Schinn gefuer, sous réserve awer vun deem, wat ech virdrun gesot hu vun der Richtung, déi déi nächst Regierung an dëser Thematik aschloe wäert.

An dann de leschte Punkt, dee jo zu ganz ville Kontroversen Ulass

ginn hat, deen iwwert d'Gestion finan-cièere an de Contrôle vun der Cour des Comptes. Mir hu laang an hefteg driwwer diskutéiert. En fin de compte huet sech awer erausgestallt, dass mer eis ganz séier eens waren, an deem Sënn, wou mir als Parlament, d'Majoritéit zesumme mat der Opposition, der Meenung sinn, dass de Fond weider, sou wéi dat och an der Vergaangene-heet war, der Kontroll vun der Cour des Comptes soll ënnerleien, an datt, wat déi ganz Finanzgestioun ubelaangt - an déi zoustännege Baute-ministère, d'Madame Hennicot, huet eis ge-sot, dass an där Proposition de textes, sou wéi d'Regierung se ge-maach hat, datselwecht viséiert war, et selwecht gesi war - et ni d'Intentioun war déi Gestion finan-cièere aus dem Contrôle vun der Cour des Comptes erauszehuelen.

Bon, ech denken, ofgesi lo vun der Diskussioun, déi mer haten, ronderëm hei textuell Formulatiounen, bleift et, d'Regierung an d'Parlament sinn op darselwech-ter Schinn. Dee Fond soll a senger Gestioune vun der Cour des Comptes kontrolléiert ginn, sou wéi mer dat an der Vergaangene-heet haten.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren ...

(Interruption)

... déi puer wesentlech Neierun-gen, déi mer an dësem Gesetz proposéieren, woumat mer men-gen, dass mer de Fond vum Kierchberg verbesseren, fir deen et jo och Propositions de loi gouf fir en ofzeschaffen, mä ech men-gen, et ass awer keen de Moment sou begeeschtert fir en ofzescha-fen, well e seng Utilitéit huet a well et eng Struktur muss ginn, an de Stat dee Kierchberg do en tant que tel ganz schwéier géréiert kritt, denken ech, dass et schonn an der Rei ass, dass mer dee Fond de Realitéiten, wat déi prak-tesch Exekutioun ubelaangt, méi no bruecht hunn, an och der Praxis, wéi se vum Fond an deene leschte Joren ausgeübt ginn ass.

Deementspreechend recomman-déieren ech der Chamber am Numm vun der zoustännege Kommissioun, déi ënnert dem Strotzen Néckel deen hei Projet fi-naliséiert huet, woubäi ech awer net wëll d'Kommissioun vum Här Krecké vergiessen, notament déi vum Contrôle budgétaire, déi och hir Propositionen hei ge-maach huet an déi zu engem groussen Deel vun eis iwwerholl gi sinn, fir och him merci ze soe fir déi Kollaboratioun. D'Kommissioun proposéiert lech deen Text hei unzehuelen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als éischte Riedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen. Den Här Krecké huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Weiler huet bewi-sen an dësem Rapport, dass wann hie fein an objektiv ass, een en och ka luewe fir dat, wat en hei virbruecht huet, a wann e partei-politesch Geplänkels mécht wéi virdrun, da kann een natierlech net mat em d'accord sinn. Dofir mäi Luef an dee vu menger Fraktioun dofir, dass Dir gréissten-deels déi Remarquen, déi vun eiser Fraktioun op alle Fall vir-bruecht ginn um Niveau vun der Budgetskontrollkommissioun, d'accord waart ze iwwerhuelen.

Et dierf een awer net vergiessen bei deem ganze Luef, deen Dir elo hei notament un d'Regierung ge-maach hutt, dass deen Text, dee mer am Ufank virleien haten, awer notament bei der Kontroll vun der Cour e gréissere Problem duergestallt huet an dass et Deeg gedauert huet bis ee kloer gesinn huet, wou een do géing higoen.

Ech muss och soen, bei de Marchés publics gëtt een och d'Gefill net lass, dass een d'Impressioun hat, dass deen zoustännege Mann am Ministère och hei erëm probéiert huet de Fong erauszehuelen aus de Marché-publicen, dofir dat laangt Hin an Hier - do ass net vill driwwer Rieds gaangen.

Et muss een awer soen, dass mer laang hin- an hiergefuert sinn, dass kee richtig den Duerchbléck ee Moment hat, wat dann hei gemengt ass, mä wahrscheinlech woussst de President vum Fong ganz genau, wat en hei géng aschreiwen. Glécklecherweis huet d'Cour eis erëm eng Kéier drop opmierksam gemaach, wat hei erëm amgaange war ze geschéien.

Da muss ech e Wuert soen iwwert dee Comité exécutif. Eleng dat Geplänckel ronderëm dee Comité exécutif weist, mengen ech, dass mer eng Rei Regeln eis musse ginn am Fall, wou et keng Direktioun als solches gëtt, wéi dat elo beim Fong Belval ass, an ee wierklech e Comité exécutif wëllt dohinner setzen. Da soll ee sech e puer gemeinsam Regele ginn. Ech mengen, hei huet e Comité exécutif existéiert, wou Leit dra waren, déi awer net am Conseil d'administration als solches dra waren. Dat heescht am erwiderte Krees waren déi Leit iwwerhaapt net dran, an et ass befollegt ginn, mir hu jo gesot: E Comité exécutif soll an esou enger Situatioun trotzdeem d'Emanatioun si vun engem Conseil an net op eemol e Gremium à part. An dat eleng weist, dass mer eng ganz Rei Regele misste festsetze fir déi verschidde Kategorië vun Établissements publics, déi mer hunn.

Firwat, Här President, wäert eis Fraktioun hei eng Abstentioun wienelen an net dofir stëmmen? Dat ass, well kee bereet war, elo am allerleschte Moment trotzdeem eppes bäizefügen, wat zu grouse Kontroverse gefouert huet bei eis an der Kommissioun. Wat war et? D'Cour des Comptes huet monéiert, dass de Fonds d'urbanisation de Kirchberg Participatioune geholl huet, an zwar Participatioune un der Société immobilière vun der Foire. An dat ass e Gesetz, wou de Stat seng Participatioune an den 90er Joren eng Kéier definéiert huet, a schonn do war et hei an der Chamber net ofgefall, dass am Exposé des motifs stoung, de Fong hätt Participatioune, an a sengem Gesetz ass dat awer net virgesinn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

An deene Fäll, wou den Établissement public ka Participatioune huelen, steet et nämlech am Gesetz. Hei steet et net dran. Et kann een also net soen, wann et net drasteet, ass et erlaabt. Et ass emgedréint, wann et net drasteet, dann ass et eben net erlaabt. A mir hunn ähnlech Fäll gehat beim Fonds du Logement, wou mer elo gemierkt hunn, wat de Stat u sech vun Engagementer do hält. De Fonds du Logement huet och eng ganz Rei Participatioune geholl, unni dass en d'Autorisatioun hat hei vum Parlament, fir dat ze maachen, a wou en elo kräfteg Perté muss mat a Kaf huelen, kräfteg Perten, déi mir mussen als Parlament awer dann acceptéieren, woubäi mer d'Autorisatioun net ginn hunn, fir iwwerhaapt Participatioune ze huelen.

Do ginn d'Meenungen ausenaner. Déi eng hu gesot, de Fong soll keng Participatioun huelen, déi aner hu gesot de Fong soll der huelen. Da fannen ech - an dat ware jo d'Majoritéitsparteien, déi der Meenung waren, de Fong soll Participatioune huelen -, dann hätt een dat missen abauen. Ech muss agestoen, dass ech zu deem Zäitpunkt och net dru geduecht hunn an net konn wëssen, dass mer hannendrun - a mir wäerten iwwert dat Gesetz herno stëmmen - e Gesetz virgeluecht

kréien, wou mer erëm eng Kéier bewise kréien, dass de Fong tatsächlech Participatioune huet, a sief et nëmme a sengem Exposé des motifs. Do steet erëm eng Kéier dran, dass de Fong zu engem Drëttel Participatioune huet, während dat a sengem Gesetz u sech net erlaabt ass.

Madame Minister, ech hunn lech emmer gesot, eis Fraktioun wäert dat Gesetz do net blockéieren. „Mir hätte gären deen Zousaz.“; wann Dir där Meenung sidd - mir waren net där Meenung -, mä wann Dir als Minister där Meenung sidd, dann hätt Dir deen Zousaz sollen derbäi maachen an d'accord sinn deen Zousaz derbäi ze maachen. Ech sinn iwwerzeegt, an enger Navette mam Conseil d'État - de Moment geschéie vill schlimmer Saache wéi dat do - hätt een dat fir d'nächst Woch kënnen roueg um Ordre du jour hunn.

(Interruption)

Här Weiler, ech werfe jo kengem vir, en hätt et wëssentlech iwwersinn! Ech soe just, wéi mer et gesinn hunn, war nach Zäit fir et ze redresséieren. Dir wëllt et net maachen, dat ass de Grond, firwat dass mir hei eng Abstentioun musse maachen.

(Interruption)

Ma jo, mir wëllen net déi sinn, déi onnëtzlerweis e Projet ophalen, Här Weiler. Dir maacht einfach den Ennerscheid net tëschent Projeten, déi laang diskutéiert gi sinn, a Projeten, déi iwwert de Knéi gebrach ginn. Deen heiten ass laang diskutéiert ginn a wann do en fin de parcours festgestallt gëtt, dass e Problem ass, ma da soll eng Navette hin- an hiergoen. Mir fannen et net gutt, mä bon, do runner ass och d'Parlament schold, a mir mat.

Dofir si mer der Meenung, dass mer an deem Moment dat hätte solle maachen, dann hätte mer et d'nächst Woch en toute sérénité kënnen hei stëmmen. Dir sidd anerer Meenung, da musst Dir eben acceptéieren, dass mir net kënnen domat d'accord sinn.

Mir kënnen och net d'accord sinn iwwert déi Prozedur, déi jo awer och am Suivi vun deene ganzen Diskussiounen ass iwwert de Fonds vun Kierchbiereg. Well hei muss ee jo mol eng Kéier soen, Här President, mir schwätzen hei emmer iwwert de Fonds vun Kierchbiereg, mä de facto schwätze mer am Fong geholl iwwert de Fonctionnement vun eisen Établissements publics tout court. An et ass unhand vun engem Beispill, wou mer elo vläicht méi Ugrëffspunkten oder méi Kritikpunkten - Kommt mir nennen et esou! - fonnt hunn a wou mer och ofgelehnt hunn déi Noutwendegkeet fir eng Rei Richtlinie festzesetzen.

Mir sinn a bleiwen der Meenung, dass dat eng Loi-cadre soll sinn, déi genau wéi dat elo an engem Dokument vun der Regierung scheinbar - Scheinbar! - virgesinn ass, Kategorie schafft an eng Rei Regele schafft. Mä mir hätte gär, dass dat öffentlech diskutéiert gëtt, dass dat hei och dee Cadre légal kriitt, deen et verdéngt. Ech muss soen, ech war net an där Kommissioun de Moien, well deen zoustännege...

(Interruption)

Jo, jo, mä en huet mer bericht, dofir soen ech jo, den zoustännege Statssekretär ass an d'Kommissioun vun der Fonction publique an der Réforme administrative gaangen. Ech wier frou gewiescht, wann e fir d'éischt mol an déi Kommissioun komm wier, déi wierklech dee ganze Steen un d'Rulle bruecht huet. En huet dat net gemaach; dat mécht näischt.

(Interruption)

Reegt lech net direkt op! Dat mécht näischt!

(Interruption)

Mä et ass mer gemellt ginn, de Moien hätt hien iwwert dat geschwat an hätt refuséiert en Text dohinner ze leeën. Dat heescht deen Text, deen...

(Interruption)

Gliff?

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur*.- De Statssekretär huet de Moie gesot, hie wär bereet deen Text sofort der Kommissioun zur Verfügung ze stellen, mä deen Text muss finaliséiert ginn. Dat ass eng Affär vun Deeg, da kënnen mer deen Text kréien. Do ass kee Problem.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Mä ech froe mech: Wéi steet dann e Parlamentarier vis-à-vis vun deene Leit? De Moien hate mir eng Entrevue mat Leit, déi huele frisch fröhlich deen Text eraus. Dat ass e Grupp vu Leit, déi froe fir mat eis eng Entrevue ze hunn. Déi huele frisch fröhlich deen Text eraus, déi hunn näischt mat der Regierung ze dinn, ni de près ni de loin, an näischt mam Parlament ze dinn an déi huelen den Text eraus a stellen eis Froen.

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur*.- Wien?

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här Weiler, ech soen lech et herno, mä ech mengen et ass net hei op der Tribün, wou mer iwwer esou Leit solle schwätzen.

Et ass awer net normal, dass do Leit alleguete schonn déi Texter hunn, d'Parlamentarier kréien den Text presentéiert a kréien en net mat. Ech hu gefrot: Gitt mir deen Text! Do krut ech gesot: Neen. A mir kruten en net mat. Dunn hate mir eng Entrevue um zéng Auer, quasi deeselewichte Moment, an do huet een e virgeluecht an en huet Froen driwwer gestallt. Do hu mir gesot: Ma wat ass dat doten dann, wann elo en x-Beliebege ka kommen an deen huet den Text a mir hunn en net? Dat fannen ech einfach net normal, an ech muss soen...

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur*.- Här Krecké, ech muss awer soen, wann Dir elo hei der Regierung ennerstellt, si hätt deen Text do weiderginn un iergendwelch Leit, mir kënnen dat net vérféieren.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Jo, mä et stëmmt awer. Ech soen lech herno wat fir Leit en haten, leet Äre Kapp a Rou, ech soen lech et herno, mä dat gehéiert net hei op d'Tribün, Dir musst mir dat einfach elo gleewen, ech soen lech d'Nimm och herno.

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur*.- Oh jo!

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ma jo, Här Weiler, Dir kënnt et gleewen oder net. Dir gleeft u vill Saachen, déi Der net richtig kënnt beweisen.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Huet dee Grupp dann den Text kriitt oder huet e sech e beschaaft?

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ma dat ass dach egal, ech stelle just fest, dass ech als Parlamentarier deen Text net hunn.

(Interruptions)

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Neen, neen, dat ass nach laang net egal!

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Si haten den Text; Punkt faerdeg. An ech ka mir net virstellen, dass se sech e beschaaft hunn, well et gi jo awer keng Fuiten um Niveau vun der Regierungsadministra-

tioun, dat kann ech mir jo net virstellen.

Une voix.- Ah!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Vlächcht zum Rappel, wann Dir erlaabt, Här Krecké, fir dat ze ergänze wëll ech lech...

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Hutt Dir en och kritiit?

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Neen, neen. An der Budgetskontrollkommissioun virun drai Méint hat den Här Schaack sech verflappt, wéi e gesot huet,...

Une voix.- Oh!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- ...dass d'Kritäre schonn d'lescht Joer am Hierscht am Conseil de Gouvernement diskutéiert gi wäeren an dass se wahrscheinlech esou November/Dezember duerch de Conseil de Gouvernement gaange wäeren. De Punkt ass just deen...

(Interruption)

Jo dach, Här Rippinger, Dir kënnt dat roueg nokucke goen...

(Interruption)

Neen, si waren deemools schonn do an do hu mir och als Kommissiounsmembere gefrot: Firwat kréie mir déi Texter dann net eng Kéier gewisen?

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- ...net am Regierungrot.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Den Här Schaack huet dat selwer gesot; den Här Schaack ass jo awer nach am Regierungsrot dran - bis auf Weiteres.

(Interruption)

M. Jeannot Krecké (LSAP).- An, Här President, firwat dass aner Leit en hunn an d'Parlamentarier en net deen Dag kréien, wou si e virgestallt kréien, ass fir mech e Rätsel an dat bleift e Rätsel, an dat féiert zu folgendem Messverständnis, Här President.

Mir ass beispillsweis bericht ginn, dass do erëm eng Kéier drasteet, dass d'Cour des Comptes nëmme dann, wann et am Gesetz steet, soll eng Kontroll kënnen ausüben. Mir ass bericht ginn - méi kann ech jo net maachen, vu dass ech den Text gefrot hunn an ech krut en net -, dass erëm eng Kéier gesot ginn ass, an deem Text géif dat esou stoen, d'Cour des Comptes géng nëmme déi Kontrollen duerchzéien, déi am Gesetz virgesi waren.

Wann dat esou ass, ma da sidd Dir jo awer alleguerten an der Majoritéit Hampelmänner. Mir hunn dach awer en Accord politique ennerenaner gehat, wou mer gesot hunn, Här Weiler: Dat dote wëlle mir net.

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur*.- Also, Här President, ech acceptéieren net, dass den Här Krecké heihinner kënnt an eis op Grond vu Suppositiounen, déi hie mécht, als Hampelmänner tituliert.

(Hilarité)

Hie seet, wann dat sou wär, da wär déi...

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ma da sot mer ob et esou ass!

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur*.- Dat do ass e Stil, dat ass...

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Wie war dann de Moien dobäi?

Une voix.- Dir net!

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ma jo ebe grad dofir! Ech kann nëmme op dat goen, wat ech be-

richt krut. Hätt ech den Text, da géng ech lech et virlesen.

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur*.- Mä Dir kënnt awer net hei mat Suppositiounen kommen a soen, wann dat eventuell esou ass.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, ech loosse dat oprecht.

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur*.- Dat ass e Stil, Här Krecké, dee passt net bei lech.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech loosse dat oprecht. Ech fannen et net normal, wa mir en Accord politique ennerenaner hei hunn, fir deem doten endlech e Rigel virzeschiben an ze soen: D'Cour des Comptes huet de Contrôle ze maachen. An de Moie kënnt dann de Statssekretär am Numm vun der Regierung a seet anscheinend erëm eng Kéier de Contraire. Ech kann et net beweisen, ech hunn den Text net, mä meng Leit hu mir dat bericht.

(Interruptions)

M. Lucien Weiler (CSV), *rapporteur*.- Hien huet da zu kengem Moment gesot!

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Da muss ech soen, Här President, Dir wësst et ganz genau, ech hunn et schonn e puer Mol gesot, mir maachen hei am Moment eng Aarbecht, wou mer eis froen: Firwat maache mir eigentlech déi ganz Aarbecht? Mir schreiwen elo an all Établissement-public-Gesetz de falschen Text. Mir refuséieren awer dat ze änneren. Mir sinn eis eens, dass et de falschen Text ass, awer mir stëmmen elo hei monter emmer erëm Texter, wou dat Falscht drasteet, nämlech de Concours financier anstatt d'Gestion financière. Dat stëmme mir elo all Kéiers hei of an da wonnert Dir lech, dass mir rosen doriwwer ginn.

Dat ass keng Aart a Weis ze schaffen. An et ass jo net, dass mir dat dote geschicht entdeckt hunn, mä dat hu mir säit Méint gesot an da fannen ech, dass awer zumindest um Niveau vun der Regierung misst higaange ginn, fir eng seriö a propper Aart a Weis hei mat der Chamber ze fannen.

(Interruption)

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*.- Här Krecké, Dir waart awer 15 Joer laang mam deem Text vun den Établissements publics vum Fonds de Kirchberg d'accord an Dir sidd och gutt gefuert domadder.

(Hilarité)

Firwat hutt Dir en dann dunn net geännert?

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Madame Ministesch, dierf ech lech an Erënnerung ruffen, dass mer eng Budgetskontrollkommissioun agefuert hunn 1999 an dass déi eng Aarbecht gemaach huet, déi virdu kee Mënsch gemaach huet. Dass et eng Cour des Comptes ginn ass, Dir wësst dat ganz genau...

(Interruption)

Oh, ma wann ech gelift, Här Rippinger.

Dir wësst ganz genau, d'Chambre des Comptes: Wat huet déi gemaach, Här President? Déi ass higaangen an huet bei all Paiement misse jo oder nee soen, ob et legal ass. Dat ass alles, wat déi Chambre des Comptes gemaach huet. Mir hu se ersat duerch eng Cour des Comptes, eng Cour des Comptes, déi mëttlerweil e ganze Koup aner Kontrolle mécht, wéi dat déi Chambre des Comptes virdu gemaach huet. An déi Cour des Comptes seet: Alles dat, wat do virdu geschitt ass, ass net richtig, kommt mir änneren et, et

ass jo keen, deen opgehaange ginn ass dowéinst. A wann et elo falsch ass, da war et och virdu falsch, mä et huet keen et monéiert an déi Cour des Comptes hei huet gesot: Dat doten ass net richtig. An do ware mir eis alleguerten eens, fir dat esou ze maachen an da kann ech net verstoen, dass elo eng Regierung net gewéllt ass dee Wee ze goen.

M. le Président.- Här Krecké, sidd Dir d'accord, dass den Här Weiler lech eng Fro stellt?

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Den Här Weiler dierf bei mir ëmmer eng Fro stellen.

M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.- Här President, ech hunn den Här Krecké elo net verstanen, wéi e gesot huet: Mir stëmmen elo weiderhin hei monter Texter of, déi d'Terminologie vum Concours financier virgesinn. Ech froen den Här Krecké e soll mir soen, wéi e Gesetzestext mir elo nach ofstëmmen, deen de Concours financier virgesinn. An dësem Text ass de Concours financier eraus a mir hunn d'Gestion financière draosten. Wéi een Text kënnt dann nach, wou de Concours financier drasteet?

Une voix.- D'lescht Woch hu mer nach ee gestëmmt, wou et de Contraire wor!

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Mir haten d'lescht Woch nach een.

M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.- Jo, wéi een dann?

(Interruptions)

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Et war d'Rockhal. Voilà.

M. Ben Fayot (LSAP).- Mir hunn d'lescht Woch den Text vum Établissement public...

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Jo, do steet Concours financier dran.

M. Ben Fayot (LSAP).- ...a mir hu missen extra an de Rapport vun der Madame Stein e Saz drasetzen, fir dass et kloer ass, dass de Contrôle vun der Cour des Comptes sech iwwert dat Ganzt erstreckt an net nëmme reng iwwert de Concours financier, dat hu mir unanime an der Commission de la Culture d'lescht Woch an de Rapport dra gesat.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Voilà, dat war d'lescht Woch.

M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.- Waart Dir lech dann do eens, dass de Contrôle vun der Cour iwwert déi ganz Fourchette leeft?

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Jo, mir waren eis doriwwer eens, mä den Text ass awer leider esou, dass wa beispillsweis deen Établissement public dat refuséiert, da kann et net geschéien. Well laut dem Texte légal kann et net geschéien, Här Weiler. Et deet mir Lead.

M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.- Dat ass eng Interpretatioun, Här Krecké, Dir wësst dat, Dir hutt déi bei dësem Text ginn, Dir hutt se och deemools ginn, mä mat den Interpretatiounen ass et esou - an Dir hutt et virdu selwer gesot -, déi eng sinn där Meinung an déi aner sinn där Meinung.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Neen, neen, beim Concours financier ware mir alleguerten darselwechter Meinung, Här Weiler. Mir waren all darselwechter Meinung.

M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.- Dir hutt awer Recht, mir sollen eis elo zum Zil setzen, fir an den Texter all Kéiers déiselwecht Terminologie ze gebrauchen, nämlech déi vun der Gestion financière.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Jo, ech stelle fest, dass mer d'lescht Woch nach esou een ofgestëmmt hunn, kuerz virdu hu mir esou een ofgestëmmt. Ech soen einfach: Et ass net normal. Mir hunn och am Joer 2002/2003 e Gesetz hei gestëmmt, wou ech drop opmierksam gemaach hunn, dass dat net richtig wär, wou mir de Contrôle vun der Cour des Comptes bei der Kannergelds-keess erausgeholl hunn; de Contrôle récurrent hu mir erausgeholl!

Wat huet d'Cour des Comptes eis elo gesot? Ma se huet eis gesot: Beim Recouvrement do ass e Problem. A lauschtert emol gutt no, beim Recouvrement am Joer 2000, vu ronn 129 Milliounen aler Frang, déi dat Joer duerno op 169 souguer ugewuess sinn, do hu mir gesot: Jo, mä wéi ass dat? Dat kann dach net sinn, dass mer do esou vill Suen ausstoen hunn, dat sinn des paiements indus, déi d'Cour des Comptes do monéiert. Do hu mer gesot: Bon, kommt mir ginn eng Rei Regeln eraus, dass Der dat dann eventuell d'nächst Joer, wann Der Är Kontrolle maacht, kënnt kontrolléieren.

D'Antwort vun der Cour des Comptes war - an ech hunn deemools drop opmierksam gemaach -, dass, doduerch dass mir dat Gesetz esou gestëmmt hunn, wéi mir et gestëmmt hunn, dat de Problem wär: Duerch dat Gesetz, wat Dir gestëmmt hutt, kënne mir d'nächst Joer kee Contrôle récurrent maachen, mir kënnen héchstens e Rapport spécial maachen, mä mir kënne keen normale Contrôle maache goen, sou wéi mir dat elo all déi Jore konnte maachen. Doduerch dass d'Chamber dat erausgeholl huet - géint de Wëlle vu menger Fraktioun, soen ech lech hei nach eng Kéier - hu mer elo och erëm eng Kéier déi Situatioun, dass mir eppes virfanne wou mir soen: Dat do ass net richtig. An op där aner Säit gëtt dann d'Cour des Comptes empéchéiert, dat nozesichen; dat bleibt einfach en Nageschmaach.

Ech weess, dass déi Leit aus der Majoritéit an den Diskussiounen bereet waren deem opzehëlfen, mä dat bleibt awer e schlechten Nageschmaach, well mir dann awer net d'Konsequenz hunn an d'Texter déi Saachen esou anzeschreien, dass dat do ee fir allemol vum Dësch ass. Kommt mir ginn eis dach eens a mir stëmme keen Text méi esou. Mir hunn op alle Fall net méi Wëlles nach esou Saache matzestëmme, well mir maachen eis lächerlech. Mir sinn eis eens driwwer, dass dat net richtig ass a mir stëmme et. Firwat? Ma well eng Majoritéit elo onbedéngt nach eenzel Projekte wëllt duerchdrécken, och wa Feeler dra sinn. A wann ech virdu gesot hu Feeler oder Schwächen dra sinn, dann ass dat doten ee vun deene ville Beispiller, déi ech virdu net opgezielt hunn, mä wou ech kéint weiderfuere...

M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.- Här Krecké, da war d'Rockhal awer e schlecht Beispill,...

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Firwat dann?

M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.- ...well ech erënnere mech un 1999 mat der Rockhal; em Gottes Wëllen!

Une voix.- Dat war e ganz gudder Projet, Här Weiler.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Also, Här Weiler, Dir hutt eis den Défi gesat en Etablissement ze nennen. D'lescht Woch hutt Der e gestëmmt.

(Coups de cloche de la Présidence)

A wann de CITA komm wär, hätt Der genau datselwecht gestëmmt, dat soen ech lech. Et ass just, dass en net komm ass. En ass net komm wéinst deem dote Punkt, mä wéinst anere Punkten.

Duerfir, Här President, wa mer och mat gréisstendeels deem, wat den Här Weiler am Numm vun der Commission des Travaux publics - an, huelen ech un, och am Numm vun der Budgetkontrollkommission - virgedroen huet, kënnten d'accord sinn, kënne mer deem leschte Punkt, dee feelt, dee vun de Participatiounen, net eis Zoustëmmung bréngen a mir wäerten eis enthalen dobäi.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Krecké. Den nächste Riedner ass den Här Schummer. Dir hutt d'Wuert, Här Schummer.

M. John Schummer (DP).- Merci, Här President. Ech kommen net derlaanscht, am Kader vun dësem Gesetz déi excellent Proposition de loi vu mengem Parteifréind Henri Grethen, déi hien de 26. Februar 1997 hei an der Chamber déposiert hat, an déi d'Nummer 4283 huet, ze rappelléieren. Dës Proposition de loi hat zwee Artikelen, an ech erlabe mer lech se nach eng Kéier virzeliesen:

„Art. 1.- La loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg est abrogée.

Art. 2.- L'actif et le passif du fonds sont repris par l'État.“

Mä, Här Fayot, well een an engem Mariage genau d'selwecht wéi och an engem Koalition zu zwee muss sinn...

(Interruption)

...zu zwee muss sinn, ass dës Proposition de loi leider net am Koalitionsofkommes zrëckbehale ginn.

(Interruptions)

Mä ech ginn d'Hoffnung net op, an duerfir steet se jo och nach ëmmer prett, fir dass eng nächst Regierung eventuell kann drop zrëckgräifen.

Mä, Här President, dass beim Fong...

(Interruption)

Ech hu vum Här Grethen senger excellenter Proposition de loi geschwat! Okay?

(Interruptions)

Mä, Här President, dass beim Fong munches am Uerge louch beweist, dass mer dëst Gesetz elo hei diskutéieren an dem Fong awer eng aner Nues ginn. Ech bedauern aganks och, dass mer mat dësem Gesetz näischt kloer stoen hunn, an den Här Krecké huet dat jo zur Genüge gesot, wat d'Prise de participation vum Fong an anere Gesellschaften kloer regelt. Mä, wéi gesot, da muss mer dat iergendwann eng Kéier nohuelen an eng nächst Chamber muss sech dann doriwwer Gedanken maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Fonds d'urbanisation de Kirchberg war jo an der lescht relativ vill am Kräizfeier, an eis Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire huet jo och ganz kloer eng Partie Froen opgeworf bei Geleeenheet vum Rapport spécial, deen d'Cour des Comptes iwwert d'Joer 2000 etabliert huet.

Dës Kommissioun, d'Comexbu, huet dann och d'Regierung gefrot, an ech zitieren: „de légiférer en la matière“, wat jo heimat geschitt

ass, an dat, muss een awer agestoen, op eng rapid an zügel Aart a Weis. De Rapporteur Lucien Weiler, deem ech vun hei aus nach eng Kéier merci soe fir seng excellent Aarbecht, souwuel vu sengem schréfleche wéi och sengem mëndleche Rapport, huet dat jo och gesot: Et geet hei em den interne Fonctionnement vum Établissement public. Mir kommen also mat dësem Gesetz der Demande vun der Cour des Comptes och no.

Ech wëll elo net nach eng Kéier op dee ganzen Hickhack vum éischte Gesetz zrëckkommen, wat de Voleur Contrôle financier betrëfft. Et ass jo elo ganz kloer, an de Paragraph 5 vum Artikel 42 seet: „La gestion financière du fonds est soumise au contrôle de la Cour des Comptes.“

Zrëckbehale gouf och d'Recommandatioun vum mengem Fraktiounskolleeg Alexandre Krieps, dass an de Verwaltungsrot och soll e Member genannt ginn, wa méiglech aus der Stad Lëtzebuerg. D'Recommandatioun, soen ech.

Wéi gesot, iwwert d'Orientatioun an d'Aufgabe kann een nach ëmmer kontradiktorech diskutéieren an dës Diskussiounen wäerten och an Zukunft nach weidergoen. De Fong ass elo mat deenen néidege Moyenen ausstafféiert, personal an och administrativméisseg, an énnert all deene Begebenheete kann d'Demokratesch Partei oder d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei mat dësem Projet selbstverständlech d'accord sinn.

M. le Président.- Merci, Här Schummer. Den nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen. Dir hutt d'Wuert, Här Mehlen.

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dat mäi Virriedner hei drop higewisen huet, dat den Här Grethen scho mol proposéiert hat fir de Fonds de Kirchberg ofzeschaffen, da brauch ech et net ze maachen oder net weider drop anzegoen. Ech fanne et am Prinzip eigentlech och eng excellent Iddi fir dee Fong, sou wéi e geschafte gi war, deen eigentlech seng Missioun ofgeschloss huet, an et kënnt een eigentlech zu dësem Zäitpunkt zum normale Fonctionnement vum Stat a vu Gemeng a staatlech Administratiounen zrëckkommen.

Et gëtt ewell laang Kontroversen iwwert d'Missioun, iwwert d'Urbanisatioun vum Plateau Kierchberg, wéi wäit dat déi Urbanisatioun ze interpretéieren ass. Ass et tatsächlech nëmme d'Schafung vun den néidegen Infrastrukturen, fir dat dann de Plateau ka vu Promoteuren a vun der Gemeng développéiert ginn? Wann dat esou wär, an do hate mer jo och an der Comexbu Diskussiounen driwwer, dann däreft de Fong sech am Prinzip nëmme op déi Infrastrukturen beschränken.

Dat ass awer manifestement net de Fall, well en eng Partie Aarbechten duerchféiert, déi wäit doriwwer erausginn. Dat mol als generell Remarque, an ech hätt et begréisst wann dat bei dëser Geleeenheet méi genau definéiert gi wär.

Et ass op jidde Fall net falsch. Wann een an der Vergaangenheet ëmmer erëm huet misse feststellen, sou wéi dee Fong funktionnéiert huet, dat e sech als Stat am Stat entwéckelt huet, ëmmer méi der Kontroll vum Ministère an och vun der Gemeng entzunn huet an e bëssen en eegent Liwwen entwéckelt huet, wat vläicht net zulescht op d'Personalitéit vu sengem Direkter a sengen Ambitiounen zrëckzeféiere war.

Mir haten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, laang Diskussiounen iwwert déi Struktur, wéi dee Fong funktionnéiert huet, an iwwert déi gewëss Eegemächte, déi sech do am Laf vun der Zäit entwéckelt huet.

D'Gesetz huet e Comité directeur virgesinn. Do ware Leit, déi waren d'office dran opgrond vum hirer Funktioun: den Direkter vu Ponts et Chaussées, et war ee Vertrieder vum Finanzminister do, deen zwar net noutgedrongenerweis den Direkter vum Enregistrement huet misse sinn, an dësem Fall war en et awer, an da ware Leit do, déi aus verschiddene Verwaltungen oder Instanzen dohinner genannt gi sinn.

Ech wëll och gläich soen, dat mer frou sinn, dat an Zukunft ee Vertrieder vun der Gemeng och soll derbäi sinn.

Mä wou et ugefaangen huet aus dem Rudder ze lafen a ganz sécher och net méi conforme mam Gesetz war, dat war wéi op eng Kéier e Comité exécutif geschafte ginn ass. Elo kann een déi grouss Fro an d'Welt stellen: Ass alles verbueden wat net erlaabt ass? Oder ass alles erlaabt wat net verbueden ass? Jiddefalls war en am Gesetz net virgesinn.

Dat wär jo alles net esou schlëmm, wann dee Comité exécutif esou funktionnéiert hätt, wéi dat eis ëmmer an der Theorie presentéiert ginn ass. Mä mer wëssen haut, dat en net esou fonctionnéiert huet. Mir wëssen haut, an ech kommen herno nach drop, dat eenzel Membere vum Comité directeur sech driwwer beklot hunn, dat déi limitéiert Aufgab, déi dee Comité exécutif sollt gehat hunn, net esou limitéiert war, well si als Comité directeur, déi leschten Enns fir all wichteg Froen zoustänneg waren, nach laang net ëmmer mat alle wichtege Froe befaasst gi sinn. Dat ass och ganz sécher op d'Personalitéit an op d'Ambitioun vum deemolegen Direkter vum Fonds de Kirchberg zrëckzeféiere gewiescht.

Ech kommen net derlaanscht, zu engem ganz kriddleche Punkt vun den Aktiounen vum deem Fonds de Kirchberg do Stellung ze bezéien, well ech och selwer ganz vill Zäit dran investéiert hat fir erauszefannen, wéi dat dann do gehandhaabt ginn ass; an do geet et em d'Aart a Weis, wéi mat den Terrainé verfuere ginn ass.

Mir wëssen alleguer, dat énnert relativ fragwürdegen Emstänn oder Prétextes déi Propriétaire vum deene Lännereien do uewen expropriéiert gi sinn. Et ass meng perséinlech Iwwerzeugung, dat wann dat haut ze geschéien hätt, dat et vun eisem Verfassungsgericht géif verworf ginn, well d'Notioun vun der Utilité publique, sou wéi verschidde Saachen do uewe gelaf sinn, do manifestement net méi kann invoquéiert ginn an och viru kengem Gericht méi Bestand hätt. Mä déi Zäit war dat jo net. D'Leit sinn entschiedegt ginn. De Fong huet d'Terrainé kritt an e konnt mat den Terrainé schaffen.

Wann een dann awer gesäit, wéi déi Terrainspolitik do, déi Revente de terrains, wou am Gesetz steet, déi geschitt par voie d'adjudication publique an nëmme mat dem Accord spécial vun der Regierung, däreft de gré à gré gemaach ginn, da liesen ech doraus, dat de grouse Prinzip d'Adjudication publique ass, wéinstens da wann d'Terrainen à des fins commerciales verkaaft ginn. Elo kënnen aner Leit aner Meinung sinn, mä et ass op jidde Fall meng Interpretatioun vun deem wat d'Gesetz gesot huet.

Tatsaach ass, dass praktesch all Terrainen de gré à gré verkaaft si ginn. Dat wär jo elo och nach an der Rei - a mir hunn déi Diskussiounen an der Kommissioun gefouert -, wann dat Terrainé sinn, déi en öffentlechen Intérêt duerstellen, ob dat staatlech Gebaier sinn, eventuell kommunal Gebaier a virun allem Gebaier oder Infrastrukturen, déi fir d'Europäesch Communautéite virgesi sinn. Da kann een driwwer diskutéieren, zu wat fir enge Präisser, zu wat fir enge Konditiounen, well dat jo soi-disant am öffentlechen Intérêt läit.

Dat ass awer ganz sécher net méi wouer wann et ëm de Verkauf vun Terrainë geet, wou e kommerziellen Hannergrond ass, wou et einfach ëm Privataktivitéite geet, ëm Privatintéréten. Dat si Banken, dat si Geschäfte, dat kënnen Bürosgebäuer sinn, souguer fir Gewerkschaften, alles dat fällt ënnert de private Landhandel.

An da géng een erwaarden, dass, wann dat geschitt, wéi gesot, mir verrieden de Standpunkt, dass dat hätt missen iwwert d'Adjudication publique goen, well hei geet et ëm öffentlech Gelder. De Stat huet wéinstens emol d'Expropriation jo awer misse bezuelen, a wann een da schon Terrainen à des fins commerciales erausgëtt an et brauch een dat Geld fir d'Infrastrukturen um Kierchberg ze finanzéieren, da géng ech mengen, d'öffentlech Hand war an der Pflicht fir ze kucken, dann awer och en entsprecheende Präis erauszeschloen. Dat ass éischens net geschitt.

Wat geschitt ass - an dat konnte mer novollzéien, engersäits op Grond vun de Piécen, déi mer kritt hunn, déi mer gesinn hunn, anersäits op Grond vun Aussoe vu Membère vum Comité directeur - dat ass, dass den Här President vum Fonds de Kirchberg, célébrement bekannt am Land, déi Terrainshandelspolitik esou wéi säi private Betrib bedriwwen huet. Et gëtt praktesch keng Noten, et gëtt kee Compromis, et ass einfach verhandelt ginn, d'Membré vum Comité directeur wossten net wat do géng lafen, bis dass et fäerdeg war. Elo kann ee soen, jo, de Minister huet jo awer deen Acte de vente approuvéiert. Dat stëmmt. Wann een da kuckt, wéi en approuvéiert ginn ass vum Ministerrat, dann ass dat einfach esou pauschal gaangen, et stoung weder e Präis nach eng Konditioun nach soss iergendepes dran.

Sou, da komme mer op dat Wéinegt wat déi Präispolitik ubelaangt wat do schrëftlech virläit. Mir stousse fir d'alleréischte op eng definéiert Präispolitik am Kader vum Comité directeur, op eng Politique des prix arrêtés duerch de Comité directeur, de 4. Mee 1999. Do ass festgeluecht ginn, dass den Ar CMU1 1,5 Milliounen Frang géif kaschten, à des fins commerciales. Awer all déi Terrainen, déi en voie de négociation wäeren, woubäi keng Trace nozefannen ass, wat dann dee Moment en état de négociation war a wat net, déi géingen nach zum ale Präis, an zwar 1,2 Milliounen, verhandelt ginn. Dorausser kann ee jo da schléissen, dofir brauch een net vill Logik ze maachen, dass den ale Präis 1,2 Milliounen gewiescht war.

Tatsaach ass awer, dass op d'mannst zwou Firmen, wann ech se emol esou därff nennen, déi kommerziell a gewerkschaftlech Aktivitéite bedriwwen, déi Terrainen zum Präis vun enger Millioun kritt hunn. Dat heescht ganz kloer net zu deem Präis wéi en da vum Comité directeur soll arrêtéiert gewiescht sinn. Dat ass dat eent. Dat Zweet ass, dass d'Acteuren um Terrain engem soen, dass déi Terrainen zu deem Moment wou se verkaaft gi sinn op d'mannst dat Draifacht um fraie Maart wäert gewiescht wäeren. Wann dat soll zoutreffen - ech si keen Expert an der Matière, mä dat sinn awer Leit, déi sech am Geschäft auskennen -, da si se jo u privat Hänn verkaaft ginn, wäit ënnert dem Wäert.

An dat si Saachen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si bodenlos enttäuscht, dass d'Kommissioun refuséiert huet, d'Kontrollkommissioun vum Parlament huet eis als ADR refuséiert, fir d'Cour des Comptes domat ze beoptragen, fir deen Dossier do opzeschaffen a fir wierklech eis e Rapport circonstancié doriwwer ze maachen, wat dann do geschitt ass.

Ech wëll och nach e Wuert verléieren zu deem Argument wou ëmmer gesot gëtt, jo mä et gëtt awer Urbanisatioun bedriwwen, a mir wëllen d'Präisser - dat ass jo dat wat ëmmer an d'Welt gestallt gëtt - fir déi Terrainen, besonnesch wann et ëm de Wunnensbau geet, net an d'Luucht dreiwien.

Ech wéisst emol gären an ech géng emol gären novollzéien, wéi dat dann a verschiddene Fäll gehandhaabt ginn ass, wann e Promoteur, deen Häiser baut, en Appartementsimmeubel dohinner setzt, den Terrain méi bëleg kritt mam Argument, mir wëllen d'Präisser net an d'Luucht dreiwien, mam Terrainspräis dorobber en Appartementshaus baut, déi Appartementer verkeeft, ech wéisst emol gären, wien dann do kontrolléiert hätt, awéiwäit dass dann do nozevollzéie wär, dass deen Avantage, deen d'Promoteur kritt huet duerch de bëllegen Terrain, och definitiv um de Consummateur final, dat heescht deesjéinegen, deen d'Appartement kaaft huet, weidergereecht ginn ass. Och dat ass néierens ze gesinn an nozevollzéien.

Här President, ech hunn den Exkurs an déi ganz däreg Problematik do gemaach fir ze weisen, a wat fir engem Mooss, dass de Fond sech verselbststännegt hat a sech och nach wäit vun deem entfernt hat, wat de Législateur 1961 an d'Gesetz geschriwwen hat, well do war e Comité directeur vu fënnef Leit, déi Décisiounen hu missen huelen, all Décisiounen. Déi hätte missen an d'Bild gesat ginn, da wär et nach halleftweegs transparent an demokratesch erofgaangen. Dat war hei manifestement net de Fall. An déi Fuerderungen, déi ëmmer komm sinn, dass de President soll entweder d'Kaarten all op den Dësch leeën oder senger Wee goen, déi ware méi wéi berechtigt!

Mir wëllen hei als Oppositionspartei soen, dass mir et onverstandlech fannen, dass déi verschidde Ministeren deem Spaass do esou laang nogekuckt hunn a sech ëmmer erëm virun dee Beamten do gestallt hunn! Bei allem Verständnis dofir, dass e Minister sech viru seng Beamte stellt well e se brauch, wann et bis esou wäit ausufert, dann héiert all Spaass op an dann ass d'perséinlech Responsabilitéit vum Minister engagéiert. Dofir hu mir jo och virun enger Zäit hei verlaangt, dass d'Bauteministescht sollt d'Konsequenzen aus där Affär do zéien

Bon, entre-temps huet de Beamten...

(Interruption)

Oh, Madame Stein, reegt lech net op, entre-temps huet de Beamte jo d'Konsequenze gezunn, dann ass jo domadder d'Situatioun entschäerft.

Här President, mir sinn dann elo befaasst mat engem Projet, dee verschidde Saache soll änneren. Och mengersäits nach e Wuert zu där Aart a Weis wéi dat erofgaangen ass, notament iwwert dat wat d'Kontroll vun der Cour des Comptes ubelaangt. Mir wëssen, dass de fréiere President absolut der Meenung war, en huet dat och riicht eraus gesot an der Kommissioun, dass de Fond sech der Kontroll vun der Cour des Comptes net bräicht ze ennerwerfen. An esou war dee Projet de loi och ausgefall, ganz sécher! An de Beweis dofir ass deen, dass e sech net genéiert huet, um Radio an aller Öffentlechkeet d'Cour des Comptes als Zeien dofir ze zitieren, dass hien nëmmen dat gemaach hätt wat d'Cour des Comptes gewënscht hätt, wat d'Reaktioun vun der Cour des Comptes provoziert huet, well en dat Zitat an engem falschen Zusammenhang gebraucht hat.

Ech fannen dat ass ënner aller Klarinett! Do ass mat falsche Kaarte gespilt ginn, a Gott sei Dank huet d'Regierung - well ech

si fest iwwerzeegt, dass deen Här net fräiwëlleg gaangen ass - e bestëmmte Moment agesinn, dass en net méi tragbar wär an dass e misst goen.

Mir si frou, dass no deem ganzen Intermezzo, deen elo war, d'Kontroll vun der Cour des Comptes erëm eng Kéier installéiert ass, dass se sech voll op de Fonds de Kirchberg bezitt, soulaang wéi en dann nach wederbestet. Mir sinn awer mat där neier Struktur net ganz glécklech. An dat wäert och erklären, woufir dass mir dat Gesetz hei net stëmme wäerten. Mir sinn a bleiwen nämlech der Meenung, dass et besser wär, eng kloer an transparent Struktur an Hierarchie ze schafen. An déi hätt dra bestanen, dass een deen ale Comité directeur bestoe gelooss hätt, dass een dat Recht vun deenen zwee Direkteren - bon, deem enge säint op jidde Fall, mä deem anere säint och - hätt solle bestoe loossen, dass déi zwee Leit d'office - well et geet, wéinstens an deem enge Fall, ëm Bautepolitik an an deem aneren ëm Finanzpolitik - hätte sollen am Comité directeur bleiwen.

An dann hätt ee sollen eng Direktioun dohinner setzen, esou wéi et an all uerdentlech Entreprise am Privatsecteur funktionéiert. E Comité directeur an eng Direktioun, eng Direktioun, déi exekutiv ass, déi d'Dossiere preparéiert, déi ënnert dem Contrôle vum Comité directeur schafft.

Elo geet et erëm viru mat enger reduzierter Struktur, an et si Leit, déi bis elo dobäi waren, déi soen, domadder wär ënner Emstänn déi nächst Déroute schon erëm virprogramméiert. Et hänkt natierlech vun der Personalitéit vun deene Leit of, déi an deene Gremien do sinn. Wa se kollaborativ sinn, wa se gewëllt sinn transparent ze schaffen, da stellt sech vläicht kee Problem, mä esoubal wéi et eng Kéier net méi esou ass, da geet dat, wat mer elo erlieft hunn, erëm eng Kéier vu vir un.

Här President, ech wëll domadder mäin Discours ofschléissen. Et wär nach ganz villes heizou ze soen, mä ech mengen dat Wesentlech hätt ech gesot. Ech widerhuelen nach eng Kéier, dass mir mat där neier Struktur, esou wéi se elo geschafe gëtt, net d'accord sinn an dat mir eis dofir bei deem Projet wäerten enthalen.

Ech soen lech merci!

■ M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den nächste Riedner ass den Här François Bausch. Den Här Bausch huet d'Wuert.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kënnt natierlech elo zu deem Gesetz hei relativ laang schwätzen, well dat Gesetz huet jo eng laang Virgeschicht an ech kënnt natierlech och elo de ganzen Historique, firwat dat hei Gesetz iwwerhaapt huet misse gemaach ginn a wéi et derzou komm ass, nach eng Kéier opzielen. Dat wëll ech natierlech net maachen, well soss si mer nach laang hei amgaangen. Ech wëll awer vläicht just zwee Sätz soen zum Historique.

Wann ech den Text kucken, dee mer haut hei virleien hunn an heru wäerte stëmme, an dat vergläiche wat ech a mengem Rapport deemools geschriwwen hat an der Budgetskontrollkommissioun am Usaz, da muss ech feststellen, dass de Gros vun deene Kritiken, déi deemools a mengem Rapport stoungen, an deem Gesetz hei en Nidderschlag fonnt hunn an effektiv elo zur Emsetzung kommen.

Ech kommen net derlaanscht, fir zumindest awer an zwee Sätz

nach eng Kéier hinze weisen op dat wat den Här Weiler deemools gemaach huet, wéi mä Rapport an der Budgetskontrollkommissioun diskutéiert ginn ass, wéi e gemengt huet, e misst eng Pressekongferenz maachen, a wou e mat dem groobste Geschütz géint mech lassgefueert ass, quasi meng Demissioun verlaangt huet an der Kommissioun als Rapporteur. Et huet sech natierlech glécklecherweis duerno erëm alles berouegt an, Här Weiler, wann Der elo emol déi Texter niententee leet, esou gutt de Rapport an dat wat mer hei diskutieren, da musst Der awer dee Mea-culpa maachen, dass Der do iwwert d'Zil erausgeschoss hat mat Ärer Pressekongferenz, déi Der deemools gemaach hutt.

(Interruption)

Et sinn zwou Saachen, Här Weiler, a genau op déi zwou Saache wäert ech agoen a menger Ried. Ech gi jo selbstverständlech net op déi Saachen an, déi elo am Text drastinn.

(Interruptions diverses)

Dat éischt op dat ech wëll agoen, Här President, ass d'Fro vun der Participatioun vum Fonds de Kirchberg an anere Gesellschaften, wou mer jo laang Diskussiounen haten an der Kommissioun, wou d'Cour des Comptes gemengt huet an hirem Aktivitéitsbericht 2000 zum Fonds de Kirchberg, dass et eigentlech dem Objektiv vum Gesetz géng widderstrecken, dass wat de Fonds de Kirchberg géng maachen, fir sech elo ufänken akafen ze goen a Gesellschaften an enner anerem war do d'Foire-Gesellschaft viséiert.

Ech hunn déi Kritiken a mengem Rapport deemools iwwerholl, net well d'Cour dat och geschriwwen huet, a well ech wollt, wéi den Här Weiler dat wollt suggéieren, einfach ofschreiwe wat d'Cour geschriwwen huet, mä well ech jo selwer e Gespräch hat ier ech mä Rapport verfaasst hu mam deemolege President vum Fonds de Kirchberg iwwert déi heite Fro, a wou mer e bëssen d'Schudder de Réck erofgelaf sinn, wéi ech héieren hunn, wat him do alles virgeschwieft ass fir d'Zukunft vum Fonds de Kirchberg.

Ech krut deemools lakonesch geäntwert, mä wat dann do de Problem eigentlech wär. Hie kënnt sech och duerchweegs virstellen, dass de Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg sech och kënnt an Zukunft zum Beispill an engem Hotel akafen, deen um Kierchberg géng gebaut ginn, oder an aneren Infrastrukturen, déi do géinge gebaut ginn an hien huet doranner absolut kee Problem gesinn. Hien huet fonnt, dass dat duerchweegs géng dem Geescht, deen de Législateur gesinn hat, wéi en dee Fond geschafen huet, entsprechen.

An dat war och de Grond firwat ech geduecht hunn, et misst een am Rapport d'Noutbrens oder d'Handbrens emol fest zéien a soen, lauschter emol, elo schéisse mer awer locker total iwwert d'Zil eraus. An et muss een doriwwer eraus gesi vläicht insgesamt sech d'Fro ze stelle bei den Établissements publics, ob een net misst do e Rigel virschiben iwwert déi vill Participatiounen, well mir wëse jo, dass et net nëmme beim Fonds de Kirchberg de Fall war. Och beim Fonds du Logement hate mer heftig Diskussiounen iwwer eng Rei Participatiounen a Gesellschaften vum Fonds du Logement vum Stat an du koum déi ganz Diskussioun op.

Mir sinn ons zwar net eens ginn an der Kommissioun, mä zumindest op engem Punkt ware mer eis awer eens deemools. Dat war, dass wann een Établissement public da sollt sech akafen an iergendenger Sociéitéit, dass dat dann zumindest misst am entsprecheende Gesetz,

dat d'Établissements publics géreiert, festgeschriwwen ginn.

An et ass och dat de Grond, firwat dat mer déi Diskussioun haten haut zum Ordre du jour bei der Foire-Gesellschaft, well effektiv bei der Foire-Gesellschaft de Fonds de Kirchberg sech akaaft hat an do mat dran ass an dass mer der Meenung sinn, dass dat, wat mer elo hei maachen, erëm eng Kéier net gutt ass, dass mer haut e Gesetz stëmme wou mer eng Rei positiv Ännerunge virhuelen am Gesamtfonctionnement vum Fonds de Kirchberg, wou mer d'gesetzlech Basis verbessere par rapport zu deem wéi se virdu war, mer an deenen nächste Stonnen awer schon erëm eng Décisioun huelen iwwer en anert Gesetz wou mer eppes bëtonéiere wat mer am Gesetz des Kéier net geännert hunn, nämlech festzeschreiwen, dass zumindest de Fonds de Kirchberg d'Recht hätt an där enger oder anerer Gesellschaft eng Participatioun ze hunn.

Ech muss lech awer soen, ech bleiwe bei menger prinzipieller Haltung, dass de Fonds de Kirchberg net soll sech an all méiglech Firmen akafen an ech hätt am Fond léiwer gehat, de Stat hätt bei der Foire-Gesellschaft insgesamt d'Responsabilitéit iwwerholl als Stat an de Fond hätt sech ganz zréckgezunn.

Ech weess awer, dass mer elo an enger Zwéckmilche sinn, dass dat d'Gesetz iwwert d'Foire-Gesellschaft wichteg ass, an ech deelen do dem Jeannot Krecké seng Meenung. Et ass och net eise Wëllen elo dat d'Gesetz iwwert d'Foire-Gesellschaft hei ze blockieren, well mir hunn eigentlech kee Problem vum Prinzip hier mat deem Gesetz an dofir wëlle mer dat och stëmme, soit dass et mat engem schrecklech ongudden Gefill stëmme, mä mir wäerten eis och dofir bei deem Gesetz enthalen, well mer déi Fro net tranchéiert hunn.

Mä virun allem sinn ech der Meenung, an do ginn ech dem Jeannot Krecké Recht, wann en higewisen huet op dee Mëssstand, dass mer nach ëmmer keng Gesamtkritären hunn, allgemeng gültig Regeln hunn, déi eigentlech generell fir d'Établissements publics misse gëllteg sinn an dass sech hei erëm eng Kéier bestätegt, dass mer e Feeler gemaach hunn andeem mer zum Beispill déi Motioun ofgelehnt hunn, déi ech abruucht hat virun aacht Méint.

Wann ech mech gutt erënneren, war et am Ufank vun der Sessioun am Hierscht, wou mer verlaangt hunn, dass e Kadergesetz sollt geschafe ginn, wou eng Rei allgemeng Regele fir sämtlech Établissements publics sollte festgehale ginn. Déi hätten duerchweegs kënnen grouse Flexibilitätscharakter hunn, mä awer eng ganz Rei allgemeng Regeln hätt ee kënnen an engem Kadergesetz festhalen.

Et bestätegt sech hei erëm eng Kéier, dass dat e Feeler war an ech muss och soen, dass ech net frou driwwer sinn, dass mer elo um Enn vun der Legislaturperiode déi Kritären, déi anscheinend dann d'Regierung oder de Conseil de Gouvernement ausgeschafft huet, nach ëmmer net gewise kritt hunn, dass dat, wat mer awer eigentlech versprach kritt hate viru véier, fënnef Méint, net geschitt ass, nämlech dass den Här Schaack eng Kéier an d'Budgetskontrollkommissioun komm wär an eis déi presentéiert hätt.

Ech hunn drop higewise virdrun an enger Zwëschebemierkung, dass mer eng Kéier eng Diskussioun mat em haten an der Budgetskontrollkommissioun, dass en och do an engem gewëssenen Elan zouginn huet, dass déi Kritären eigentlech am Hierscht schon ausgeschafft gi wäeren von der Regierung an dass se esou gutt wéi finaliséiert wäeren. Wéi gesot, ech fannen et net gutt, dass mer déi bis elo nach net kennen.

Da kommen ech zu engem Punkt, deen natierlech och net an deemem Gesetz geregelt ginn ass, woubäi ech awer entre-temps der Meenung sinn duerch de Rapport, virun allem duerch de Rapport spécial 2001 vun der Cour des Comptes iwwert d'Établissements publics an am Spezifischen deen Deel, deen och erëm eng Kéier de Fonds de Kirchberg betrëfft, dee mer eigentlech 100%eg de Bewäis bréngt, datt dat wat mer an der Kommissioun diskutéiert hunn iwwert de Fait, ob de Fonds de Kirchberg énnert den Artikel 99 vun eiser Konstitutioun fällt oder net, wou d'Oppositioun der Meenung war dat misst de Fall sinn an d'Majoritéit der Meenung war entweder neen oder si war sech net sécher, an den Här Weiler ëmmer monter argumentéiert huet, et géing kee Frang vum Statsbudget direkt bei de Fong fléissen an dofir kënnert een och de Fong net gesinn énnert dem Aspekt vum Artikel 99 vun der Konstitutioun.

Ech sinn awer elo frou, datt am Rapport spécial 2001 net nëmme de klore Bewäis bruecht ginn ass vun der Cour, datt dat de Fall ass, datt Gelder vum Statsbudget engagéiert sinn direkt gesi pro Joer zu Gonschte vum Fong, mä och nach de Fong selwer am Contradictoire ass; a seng Äntwerten hunn dat bestätegt, souguer nach verdéift.

Vu wat schwätzen ech do? Ma jo, ech schwätze vun deem Punkt, bei deem mir iwwregens och elo erëm eng Kéier och hei e Problem hunn, well mir keng legal Basis hunn, fir dee spezifische Punkt fir de Fong, wou et drëms geet, dass de Fonds de Kirchberg eng Ligne de crédit, déi am Gesetz vum 26. August 1965 virgesinn ass, déi seet, dass de Fonds de Kirchberg seng Ligne de crédit ka bei enger Bank ufroen an der Héicht bis zu 4 Milliounen aler Lëtzeburger Frang - wuel verstanen...

(Interruption)

400 Milliounen, jo, jo, dat hat ech gesot.

(Interruption)

Pardon, dann hat ech mech verschwat. 400 Milliounen aler Lëtzeburger Frang.

Dass de Fonds de Kirchberg eng Ligne de crédit kann ufroen an der Héicht bis zu 400 Milliounen aler Frang an dass - ech liese vir - am Gesetz ganz kloer steet: „Ces opérations financières se font sous la garantie de l'État qui en assumera les charges d'amortissement et d'intérêts en ce qui concerne l'emprunt et les charges d'intérêts en ce qui concerne la totalité du crédit dont disposera le fonds auprès de la caisse d'épargne de l'État.“

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Dat heescht, hei hu mir de klore Beweis, dass direkt Suen aus dem Budget regelméisseg un de Fong ginn, an donc ass et fir mech och kloer, dass déi ganz Argumentatiounsschinn, déi vun dem fréiere President vum Fong an och vun der Majoritéit ëmmer diesbezüglich gefouert gëtt, fir ze soen, den Artikel 99 géllt net, dass déi zesummefält wéi e Kaartenhaus mat där heiter Argumentatioun.

An ech hoffen, dass mer dann elo, wa mer dat och des Kéier hei net geregelt hunn am Kader vun deemem Gesetz, dass mir an der nächster Legislaturperiod dat heiten erëm séier op den Dësch huelen a kucken do eng Léisung ze fannen.

An do kënnert deen zweete Punkt, dee mir och net hei iwwert dat Gesetz elo léisen, dat ass, dass de Fonds de Kirchberg higaangen ass an deene leschte Joren an déi Ligne de crédit sech erhéicht huet vu 400 op 600 Milliounen. Dat heescht, fir deen dote Punkt gëtt et souguer iwwerhaapt keng legal Basis, sou dass mir natierlech elo um Enn vun der Legislaturperiod

an enger zimlech komescher Situatioun sinn. Ech hunn elo proposéiert als Rapporteur och zu dem Fonds de Kirchberg fir 2001, dass mer sollen der Regierung recommandéieren, fir dass déi Ligne de crédit erëm ganz séier zrëckgeschrauft gëtt op 400 Milliounen, op dat, wat am Gesetz virgesinn ass, well ansonste mir dauernd, wéinst deenen 200 Milliounen aler Lëtzeburger Frang Supplément, déi do eventuell kënnen engagéiert sinn, an der kompletter Illegalitéit funktionéieren am Fonds de Kirchberg.

Ech hunn och verlaangt, dass - et geet zwar elo net méi duer an dëser Legislaturperiod - relativ séier eng Kéier den neie President vum Fonds soll an d'Budgetskontrollkommissioun kommen, fir eis emol ze soen, awéifern dass déi Ligne de crédit do beusprocht gëtt. Mir hunn du bestätegt kritt, schonn an der Sëtzung, vun der Vertrieeder vun der Cour, dass se permanent beusprocht gëtt, mä d'Cour kann eis natierlech och net soen, a wéi engem Ausmooss a wéi héich dat en permanence de Fall ass.

Also ech mengen, dat heiten alleng beweist, a wéi engem - op villfältiger Weis - Vide juridique mir zum Deel mam Fonds de Kirchberg an deene leschte Jore funktionéiert hunn. Wéi gesot, am Contradictoire vun der Äntwert vum Fong gëtt dat och net contestéiert, déi heite Saach. Et gëtt jo och guer net contestéiert, datt d'Gesetz nëmme 400 Milliounen zum Beispill virgesäit. Et gëtt awer natierlech och net proposéiert, wat een elo kéint maachen, fir aus dem Dilemma erauszekommen, fir dass mir hei eng legal Basis kréichen.

Do muss ech awer och soen, sinn ech e bëssen iwwerrascht, wann ech gesinn, mat wat fir enger Vitesse mir dat anert Gesetz op eemol do leien haten, a mat allen Tricker, déi do op eemol versicht gi sinn un den Dag ze leeë vum fréiere President vum Fong, fir sou gutt - menger Meenung no - de Conseil de Gouvernement wéi och d'Parlament ze täuschen, wéi séier dass Verschiddenes méiglech war. Well dat heite war jo gewosst am Hierscht, déi heite Geschicht, dee Rapport ass jo dunn, dee Contradictoire ass jo du gelaf!

Dat heescht, de fréiere President vum Fong wousst ganz genau, dass en heifir keng legal Basis hat, an en hätt dofir missen eigentlech och schonn dofir suergen, am Kader vun deemem Gesetz, dass en higaange wär an der Ministesch dat heiten an d'Gesetz drageschriwwen hätt, fir dass mer dat kéinten elo haut mat regulariséieren.

Ech mengen awer, dass eigentlech déi ganz Diskussioun ronderëm de Fonds de Kirchberg eppes Guddes u sech hat. Ech mengen, dass mer an deem leschten annerhallwe Joer jo extreme kontrovers engersäits iwwert d'Établissements publics diskutéiert hu wéi awer och iwwert dat neit Kontabilitéitsgesetz an och d'Prerogativen an d'Kontrollrechter an de Fonctionnement vun der Cour des Comptes. An ech mengen, dass dat ganz nätzlech war, dass déi Aarbecht vum Législateur gemaach ginn ass, vum Parlament gemaach ginn ass, och no baussen, fir och eigentlech gewëssermoossen drop hinzeweisen, wéi dat neit Kontabilitéitsgesetz, wat mir 1999 gestëmmt hunn an deemem Parlament, an och déi nei Cour, wéi déi zesumme kënnen spillen a funktionéieren, fir deementspreechend och - loosse mir soen - e bëssen e Beispill ze liwweren, fir de gesamte Fonctionnement vum Stat.

Wann ee feststellt och schonn, wann een de Rapport kuckt iwwert d'Établissements publics insgesamt vun 2001 vun der Cour, da muss ee soen, dass sech villes verbessert huet vun 2000 op 2001. An deem neie Rapport si vill

manner schaarf Kritiken dran 2001 wéi an deem vun 2000, dat heescht et gesäit ee jo awer, et spiert een awer eraus, dass do grouss Ustregunge gemaach ginn an alle Verwaltungen, an allen Administratiounen, fir sech un dat neit Kontabilitéitsgesetz eigentlech unzepassen.

Eigentlech fannen ech och, Här President, dass dee ganzen Exercice do, bei deem mir jo am Ufank och laang Sträit drun haten, fir - loosse mir soen - gewësse Spillregeln ze kréien an der Budgetskontrollkommissioun, respektiv fir eis eng gewëssen Ethik ze ginn am Funktionéieren, fir eigentlech déi Barrieren ze iwwerspringen, dass an där doter Kommissioun net ëmmer sou dat Spill Oppositioun a Majoritéit funktionéiert, dass dat awer zumindest ufänt sech anzependelen an eppes Guddes ass, wat am Intérêt ass vun eisen Institutiounen.

Deementspreechend mengen ech och, dass mir an deenen nächste Joren, an der nächster Legislaturperiod eigentlech anescht wäerten insgesamt un déi doten Dossieren eruegen.

Här President, mir géingen eigentlech gären dat Gesetz...

(Interruption)

Jo, Här Weiler, ech wëll elo net weider dodrop agoen. Ech mengen, et kann een et och esou gesinn, dass d'Majoritéit vläicht och aus verständleche Grënn am Ufank méi Schwierigkeiten hat natierlech fir domadder ëmzegoe wéi d'Oppositioun, dat läit jo op der Hand firwat, dat kann ech hir net verdenken. Mä op alle Fall, ech mengen, dass mir op deem richtige Wee si fir d'Zukunft.

Mir géingen eigentlech gären dat Gesetz hei haut stëmmen, Här President, well de Gros dovunner ënnerstëtze mer, wa mir net elo erëm déi Attrapp do dran hätten, déi ze dinn huet mat deem Foiresgesetz. Dat heescht, wa mir dee Problem hätte kënnen aus dem Wee raumen, wéi mir et och eigentlech proposéiert haten an der leschter Kommissiounssëtzung.

An der leschter Budgetskontrollkommissioun huet d'Oppositioun der Majoritéit d'Hand gereecht fir hei eng Léisung ze fannen. Mir hu gesot: Ma lauschtert emol, kommt mir kucken hei am Intérêt vun der Saach, vu dass mer, wat d'Foiresgesetz ubelaangt, eigentlech keng Meenungsverschiddenheiten hunn iwwert den Objektiv vun deem Gesetz, an et hei jo nëmme drëms geet, eng propper legislativ Aarbecht ze maachen. Da kommt, mir verschiben dach dee Projet ëm eng Woch, an dann ännere mir dat nach an deem Gesetz an da maache mir d'nächst Woch eng propper legislativ Aarbecht.

Ech wëll och dat als Ofschluss nach eng Kéier zitieren, fir deem ze widderspreechen, wat gesot ginn ass de Mëtteg hei beim Ordre du jour, dass et der Oppositioun hei nëmme drëms géing goen, fir Zodi ze schloen, well mir elo den 13. Juni esou ee komeschen Dag hunn, a se dat wëllt ausschleuchten aus elektorale Grënn.

Dat ass net de Fall! Et geet eis och drëm bei enger ganzer Rei Gesetzer, wéi zum Beispill bei deem heiten, wou eigentlech keng Divergenze bestinn, fir just dofir ze suergen, dass mir eng propper legislativ Aarbecht maachen. D'Majoritéit huet déi Hand net ugeholl. Leider, muss een dofir soen, maache mir da schlecht legislativ Aarbecht.

Ech soen lech merci, Här President.

M. le Président.- Als nächste Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Merci, Här President. Ech muss allerdingso soen, ech hu gréisser Problemer mat deem Gesetz hei an déi leien net onbedéngt do, wou elo déi meescht Riedner drop insistéiert hunn.

Dee Problem hei huet am Fong geholl eng symbolesch Bedeitung. Ech mengen, déi Bedeitung ass symbolesch engersäits fir de Stat, sou wéi e bis elo funktionéiert huet, an anerersäits och ass déi Diskussioun hei wichteg an där Fro, wéi de Stat an Zukunft soll funktionéieren. Ech mengen d'Regierungen hate scho viru 40 Jore den Avantage erausfonnt, deen dra besteet, bei groussen Immobilientransaktiounen a bei groussen Investitionsprojeten, besonnesch wann et sech och nach ëm esou Projeten handelt mat enger internationaler Dimension, fir da kënnen ouni Gesetzer laanscht d'Chamber ze diskutieren.

Dat war den Ursprung eigentlech vun deem Fuak hei, dem Fonds d'urbanisation vum Kierchberg, an dat ass och haut nach säin Zweck. An den Här Meyers huet dat an der Diskussioun, déi mir hei haten den 11. Dezember, och direkt zouginn!

Mir haten hei eng grouss Diskussioun iwwert den Artikel 99. Dat ass fir mech och nach ëmmer de Kärpunkt vun deem heite Gesetz. Dat wat net drasteet, dat Gesetz hei bréngt keng Ännerung, wat déi Diskussioun vum Artikel 99 vun der Verfassung ugeet, an dobäi hätt een awer zum Beispill ganz einfach all déi Problemer, déi juristeschem Problemer oder déi pseudojuristeschem Problemer, déi hei opgetaucht sinn an der Diskussioun am Dezember, kënnen ëmgoen, andeem ee gesot hätt, mir schreien an dat Gesetz hei dran, dass all Projet vun engem gewësse Montant u misst duerch d'Chamber goen.

Dat wär an der Souveränitéit vun der Chamber gewiescht, wär net contraire zu der Verfassung gewiescht, an ech bleiwen iwwregens der Meenung nach, wat och schonn hei gesot ginn ass am Dezember, dass d'Verfassung menger Meenung no och am Artikel 99 an och am Gesot vum der Verfassung virschreiwé géif, dass fir all gréissere Projet misst e Gesetz hei gemaach ginn.

Dat ass also déi Saach do. Ech wönnere mech, dass dee Projet elo hei an der Diskussioun keen esou e grouss Stellenwärt huet wéi deemools am Dezember.

Och nëmme iwwert den einfache Prinzip vun der Kontroll duerch d'Cour des Comptes huet jo misse laang gestridde ginn. Et ass elo am Gesetz dran, mä et huet awer mol fir d'éischt eng Kéier laang missen ëm dee Prinzip, einfach nëmme vun der parlamentarescher Kontroll iwwert d'Cour des Comptes, gestridde ginn. Ech mengen och des Weideren, dass am Gesetz d'Zusammensetzung vum Verwaltungsrot vun deem Etablissement public schlecht gelleist ass. Et gëtt gesot: E gëtt duerch e Règlement grand-ducal zesummegeesat. Mir wëssen heibannen net wéi dee Conseil d'administration vun deem Fuak an Zukunft wäert ausgesinn. Ech hunn esou d'Gefill, wéi wann net nëmme de herno Statsbeamten dra wieren.

De Conseil d'État huet iwwregens gesot: Et misst souguer net onbedéngt Vertrieeder vum Ministère des Travaux publics dra sinn. Et geet also wäit iwwer e Comité interministériel eraus, wat et bis elo war. Dat heescht aus deene schlechten Erfahrung vum deene leschte Jore gëtt am Fong geholl eng Wend hei ëm 180 Grad vollzunn an ech hunn d'Impressioun,

wéi wann och hei ganz dättelech sollen esou Vertrieeder vun der Privatindustrie an dee Conseil d'administration erakommen, esou wéi dat och bei der Uni Lëtzebuerg de Fall war. An da wäerte sech zum Beispill Aktionären, déi elo de Moment an der FIL dra sinn, an esou virun, dann och do dran erëmfanen.

Et ass also dann an engem gewësse Sënn eng Participation croisée: Participatiounen vum Stat oder vum Fuak an deene Gesellschaften, Vertrieeder vun deene Gesellschaften am Fuak. Ech weess net, ob et esou ass. Vlächicht kann d'Madame Minister eis dat soen. Mä ech kéint mer et gutt virstellen an da maache mer de Contraire vun där Proposition de loi Grethen, déi den Här Schummer hei virdrun erwähnt huet, an déi jo virgesinn huet, dass de Fuak zrëck bei de Stat geet.

Ech mengen, dass do dann net nëmme keng Kontroll vum Parlament iwwer Gesetzer ass, mä dass dann och nach en Afloss vu bause kënnert, deen net méi vill mam Intérêt public oder mam Service public ze dinn huet. An et ass jo net fir näischt, dass d'Cour des Comptes an hirem Avis vum 1. März geschriwwen huet: „Le concept de deniers publics a connu en droit positif un déclin parallèle à celui de service public.“ An an déiselwecht Richtung geet, menger Meenung no, och déi Tatsaach hin, dass d'Personal, wat soll nei agestallt ginn an deem Fuak, de Privatstatut generell soll kréien.

Ech hunn am Rapport vun 2000 vun der Cour des Comptes gelies, dass nëmme sechs Aarbechter a Beamte vun insgesamt 15 am Statsdëngscht regulariséiert gi sinn. An d'Cour hat deemools gesot: Och déi aner alleguerten missen elo Statsbeamte ginn; an dat schéngt awer net esou ze sinn. Wat also och géif heeschen, dass en Deel vum Personal, dat elo scho jorelaang do schafft, net géif de Statut public an Zukunft kréien a mir hätten da verschidde Kategorie Personal. De Contraire vun deem, wat d'Etud vu Maastricht gesot huet, wat géif zum gudden Fonctionnement vun enger Administration gehéieren, nämlech dass ee Personal vun engem selwechte Statut hätt, wäert dann och antrieden.

De Statsrot hat gefuerdert, et soll ee keng Pisten zoumaachen an där Richtung, bis dass net eng Décisioun géif virleien, wat fir e Statut d'Personal am Etablissement public soll hunn. Dat ass offensichtlech hei net geschitt. Mä et ass definitiv gesot ginn: Déi kréien alleguerten de Statut public, ob se elo schonn do schaffen oder an Zukunft nach agestallt ginn. Dee Schlamassel, wat de Statut ugeet vun de Leit, déi bei engem Etablissement public schaffen, geet also weider, an den Trend geet offensichtlech a Richtung Privatstatut.

Menger Meenung no ass d'Fonction publique ee vun deene grouse geheimen Enjeuen hei vun dese Wahlen. Et gëtt net dovunner geschwat, mä elo schonn ass den Accord salarial mat der CGFP, dee virgesinn huet, dass all déi Leit de Statut public kréien, net méi wéi eng Fatz Pabeier wäert, well hei ginn andauernd Gesetzer gestëmmt wou just de Contraire drasteet. Viru fënnef Joer huet et nach geheescht, pacta sunt servanda, d'Regierung hätt eppes ënnerschriwwen mat der CGFP wat net agehale ginn ass. Déi deemoleg Regierung ass doriwwer gestolpert, et ass eng nei Regierung komm an hei geschitt, menger Meenung no, genau datselwecht, ouni dass dat dobaussen anscheinend fir grouss Opmierksamkeit suert.

Ech weess net, firwat dat esou ass. Ech hunn d'Wahlprogrammer vun deenen eenzelne Parteien nogekuckt an ech hu fonnt, dass

keng Partei däitlech doranner seet, dass dat Personal an dem Établissement public soll an Zukunft generell de Statut public kréien; wéi awer zum Beispill d'Etüd vu Maastricht dat geschriwwen huet. Vlächicht läit d'Erklärung doranner, dass et esou roueg ass am Land, mä da muss ech awer soen, da kënn awer nach munches op déi Leit an Zukunft zou, déi do schaffen; och an anere vill méi groussen Administratiounen, wéi bei der Post oder bei der Spuerkeess zum Beispill.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Discussion générale ass elo ofgeschloss an d'Wuert huet elo d'Madame Minister vun den öffentliche Bauten, d'Madame Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei eng Debatt ugefaangen, déi eigentlech unhand vun engem Beispill, dem Fonds Kierchberg, déi ganz Diskussioun tëschent deem wat ee Stat kann a soll an tëschent deem wat eng Regierung d'äerf an e Parlament muss, wëllt statuieren. Déi Debatt geet vill méi wäit an déi wëllt hei um Fonds de Kirchberg en Exempel statuieren. Dofir, mengen ech, ass et ganz schwéier op all déi Diskussiounen anzugeen, déi hei opgeworf gi sinn, well et wier esou viles ze soen, datt een eigentlech misst zu enger Reform vum ganze Statsweise kommen.

Firwat hu mer en Établissement public geschaf? Fir eis méi Flexibilität ze ginn. Firwat wëlle mer eis méi Flexibilität ginn? Well beim Stat alles starr organiséiert ass, sou datt ee munchmol a verschiddene Fäll déi néideg Flexibilität net huet. Wa mer dat net méi wëllen, wa mer nëmme wëllen administréieren, da si mer net méi kreativ a wa mer de Succès vun eisem Land kucken, dann ass et ebe just well mer als Stat kreativ waren, well mer méi séier ware wéi déi aner a well mer vill Saache konnten ugoen, ebe well mer Flexibilität hatten, well mer eis interesséiert hunn un deem wat an der Wirtschaft an dobaussen an der Welt geschitt ass a well mer dann och d'Instrumenter hate fir ze reagieren.

De Législateur vun 1961 war e wäitsichtige Législateur, wa mer eis haut an déi Zäit zrëckversetzen an eng Situatioun wou nach Leit hir Terrainen hierginn. Si sinn expropriéiert ginn, si waren och net all frou, verschiddener waren awer frou, fir d'Suen ze kréien, well deemools hunn nach Propriétaire vun Terrain Sue gebraucht, wat haut ganz dacks net méi de Fall ass. De Stat huet deemools gesinn, datt en net kënn als Immobilienhändler bei esou engem groussen Areal oprieden. E wusst awer, datt e misst baue fir déi europäesch Institutiounen an dofir ass d'Wiel getraff ginn, fir en Établissement public ze schafen.

Dir Hären alleguerten, déi der haut hei opgetratt sidd, déi Häre Ministere Köhnen, Hamilius, Schlechter, hunn alleguerte fënnf Joer laang mat deemem Instrument regéiert. A keen huet eppes dobäi fonnt. Den Här Goebbels huet et zéng Joer laang gemaach a keen huet eppes dobäi fonnt. Ausser dem Här Grethen, deen de Fong carrément wollt ofschaffen, wou ech mech da géng froen, ob mer haut um Kierchberg esou wäit wiere wéi op der Place de l'Étoile.

Elo hu mer eng Diskussioun gehat, déi jo an der Öffentlechkeet net kann novollzu ginn, well kee gesäit jo déi subtil Differenzen. A wa mer hei vum Artikel 99 schwätzen, wa mer soen, alles misst iwwert den Artikel 99 goen, da muss mer de Leit dobausse soen, datt dat géif heeschen, datt wann de Fong en Terrain verkeeft

un e private Propriétaire, deen iwwer e Montant vu 7,5 Milliounen Euro ass, da misst ee fir d'éischt an d'Chamber kommen an d'Autorisatioun vun der Chamber froen, fir dee Verkauf d'äerfen ze tätegen. All verstännege Mënsch an deem Land weess, datt an esou engem Fall dach kee verstännege Privatmënsch sech op en Handel aléisst.

Just an deem dote Secteur, wou et schwéier ass ze verhandelen an ze handelen an eens ze gi mat den Terrainen, do huet natierlech de Fong als Établissement public seng Roll gespillt. A wann haut vill Leit soen, dat, wat um Kierchberg do géif stoen, wier gutt an dat wier gutt geroden a wa mer Kompliment gemaach kréien, och vun de Leit, déi do wunnen, déi soen et ass awer nawell schéi ginn, dann ass dat och de Mérite vum Établissement public, vu sengem viregte President an och vu sengem jëtzege President.

An de viregte President huet net an Alleinherrschaft géréiert, well hien huet jo alles misse ratifizéiert kréien, hien huet alles misse genehmet kréie vun der Regierung an en huet alles misse genehmet kréie vun der Stad Lëtzebuerg. D'Stad Lëtzebuerg war zu all Moment an de Plan d'urbanisation mat agebonnen, huet all nei Orientatioun matgestëmmt, huet déi nei Emännerung, fir de Wunnquartier méi ze vermésche mat deenen anere Quartieren, matgestëmmt, huet déi Stroosse matgestëmmt, huet déi Brécken, déi ofgerappt gi sinn, matgestëmmt. Ergo kënnen mer hei net soen, datt et Abus de pouvoir gewiescht wier, sou wéi dat munchmol an d'Welt gesat gëtt.

A wann d'Oppositioun elo hei an der Chamber d'Fro opwerft, mir hunn nach net all Problemer geléist, da wëll ech soen, et soll een och den Nofolger nach Aarbecht loossen, an eng nächst Regierung kann och nach eng Kéier hei mat deem Gesetz virun d'Chamber kommen a si kann dat änneren.

Ech wëll awer virun allem op verschidde Virwërf agoen, déi hei vum Här Mehlen gemaach si ginn, notament wat déi Terrainspräisser ugeet. Ech wëll och dat mol an d'richteg Liicht stellen. Den Här Mehlen huet gesot, eréischt 1999 si Präisser fixéiert ginn am Fong. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mehlen ass scho ganz laang an der Chamber, vu '84 un.

(Interruption)

Vun '89 un, entschëllegt.

Vun '89 bis '99 huet den Här Mehlen insgesamt véiermol zum Fong Kierchberg geschwat. Hien hätt also während senger 10-jähriger parlamentarescher Aarbecht Zäit genuch gehat, fir sech fir de Fonds de Kirchberg ze interesséieren a fir deemools d'Fro opzerwerfen: Firwat gëtt dann do net no Regele verkaaft, déi fixéiert gi sinn?

Den Här Mehlen huet dat eréischt '99 gemaach. Ech wëll dozou d'Explikatioun ginn, datt de Fong eng Kéier an d'Stee gaangen ass. Et ass net esou, datt de Fong ni an d'Stee gaangen ass. A wéi en eng Kéier op enger Stee Terrainspräisser op 5 Milliounen den Ar hat, do huet awer och d'Regierung sech d'Fro gestallt, ob mer dee Wee solle weider goen. Dat war net zu menger Zäit. Dat war énnert mengem Virgänger. An all Regierung hunn ëmmer diskutéiert iwwert dee System vun dem Verkauf, vun den Terrainspräisser.

Wann elo eng Regel festgehale ginn ass, dann ass dat leschten Enns och well un dee Präis, dee jo dann en ofgemaachte Präis ass an dee mat engem Client verhandelt gëtt, Konditioun geknëppt sinn. An, Dir Dammen an Dir Hären, mengt Dir dann, mir hätte bei deene Banken, déi do uewe gebaut sinn, déi gréissten Architekter kritt, wann dat net eng Konditioun gewiescht wier vum Verkauf?

Mengt Dir dann net, do hätt de Fong iwwert de Wee vum Verkauf, vun enger Verhandlung Drock op dee gemaach, deen et kaaft huet, an e gesot huet, datt en net egal wat d'äerf bauen? Mengt Der da mir hätte verschidde Konschwierker douewe kritt, déi vu Private finanzéiert gi sinn, wann dat net do mat dra verhandelt gi wier?

(Interruption)

An deenen dote Beräicher, mengen ech, ass ëmmer d'öffentlech Hand par rapport zum private Lotisseur am Hannertreffen, well d'öffentlech Hand ëmmer eng Partie Contrainten huet. De Fong huet nun eemol déi dote Praxis gehat, nodeem en anerer exploréiert huet, an de Fong huet elo an enger neier Décisioun en anere Wee bescharrt fir de Wunnengsbau, wou en zum Beispill eng Ausschreibung mécht am Virfeld, fir dann Drock op déi, déi matmaachen, ze maachen, andeems de Präis vum Verkauf herno en Deel vun der Verhandlung ass. Andeems gesot gëtt: Dee kritt de Projet, deen eis déi beschten Infrastruktur dohinner stellt zum bëllegste Präis an deen och herno beim Verkaufspräis vun den Apparmenter dee Bëllegsten ass.

Dat ass also eng aner Form, eng aner Manéier fir déi delikat Saach vun dem Terrainsverkauf unzegoen.

Mir hunn an dëser Modifikatioun vum Fongsgesetz dat gemaach wat d'Cour des Comptes eis gefrot huet. Et gëtt elo hei bemängelt, datt déi Saach vun der Participatioun net geregelt wier. Dir Dammen an Dir Hären, jiddferen, all Minister, huet hei lerschaften. Dat doten ass eng lerschaft. Ech hu se kritt. Et huet virdu kee se a Fro gestallt.

(Interruption)

An dofir ass et schappech, datt Der elo dann dowéinst d'Gesetz net matstëmmt.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Also: Ass dat schappech?

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Ech fannen déi doten Affär...

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Madame Minister, mir ware fein. Wann Der gären hätt, dass mer eng Polemik féieren, kënnen mer se maachen.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Jo neen, Polemik ass genuch gewiescht an där heiter Fro. Ech soen lech nach just, Här Krecké, oder, Här President, ech soen nach dem Här Krecké, datt mer jo bei der Rockhal déi dote Bemierkungen net gemaach kruten, wat de Contrôle vun der Cour des Comptes ugeet, datt also hei zweeërlee Mooss a Gewiichter gemaach gëtt, datt de Fong op eemol anescht gehandelt gëtt bei der...

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Et steet souguer am Rapport.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Är Spriecherin bei der Rockhal huet kee Wuert zum Contrôle vun der Cour des Comptes gesot, datt dat net richtig formuléiert wier. Dat ass hei vun lech matgestëmmt ginn.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Dat steet dach am Rapport! Dat ass dach net méiglech, Här President.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Ech wëll der Chamber hei net de Virwurf maachen, dass se hir Aarbecht net gutt ge-

maach huet, well si huet hir Aarbecht gutt gemaach. Mä ech wëll mir awer och de Virwurf net gefale loossen, Här Krecké.

(Interruption)

Ech wëll mir hei net de Virwurf gefale loossen, datt ech hei einfach liichtschaatz iwwer Saachen ewech ginn, déi zanter 40 Joer gutt waren an déi elo op eemol an de leschte fënnf Joer zu engem Problem gi sinn.

M. le Président. - Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Entschëllegt, Madame Minister. Ech wollt awer drop hiweisen, an d'Madame Stein ass jo och Presidentin vun der Kulturkommissioun a si war och Rapportrice iwwert dee Projet vum Centre de musiques amplifiées, a mir hu ganz kloer drop higewisen, dass déi Formulatioun, déi jo vum Statsrot ëmmer proposéiert ginn ass, net deem Stand géif entsprechen, dee mer an der Kommissioun hate wat de Contrôle vun der Gestion financière och vun dem Centre vum Établissement public de musiques amplifiées géif entsprechen.

A mir hunn dofir, well mer d'Gesetz net wollten ophalen, a well d'Majoritéit drop gehalten huet, dass dat Gesetz sollt séier kommen, an de Rapport selwer vun der Madame Stein e Saz, e Passage agesat wou mer gesot hunn, dass dat net deem géif entspreche wat mer ofgemaach hatten énnert alle Parteien, wat de Contrôle vun der Cour des Comptes ugeet an dass mer dat wëllten an Zukunft änneren.

Dat huet dës Chamber an der Kulturkommissioun mat der Rapportrice Madame Stein gemaach. Et kann een also net soen, dass dës Chamber hir Aarbecht net an där Hinsicht gemaach huet.

Une voix. - Et ass eng Frecheheet dat doten.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Ech hunn net gesot, datt Dir Är Aarbecht net gemaach hätt.

(Interruption)

Neen, neen!

Ech hu gesot, Här Krecké, Dir hätt beim Artikel vun der Rockhal eng aner Haltung agehalen. Et ass nach wie vor dann esou, datt een d'Fro ka stellen: Ass et net d'Gesetz vun der Cour des Comptes, wat emgeännert muss ginn?

(Interruption)

Well leschten Enns hu mer jo nach aner Établissements publics, déi énnert deem doten Text elo läfen. A wann Der...

(Coups de cloche de la Présidence)

...hei elo op déi dote Bemierkungen hin dann awer net d'accord sidd mat deenen Ofännerungen, dann ass dat ze bedauern. Ech huelen dat dann zur Kenntnis.

Ech wëll awer nach zu deem, wat den Här Bausch hei virbruecht huet, eppes soen. Ech mengen den Här Bausch huet d'Fro vun der Ligne de crédit opgeworf. Et ka jo kee sech virstellen, wéi an der Praxis de Fong funktionéiert. E private Promoteur, dee seng Stroosse baut an dee weess wou e seng Terrainë verkeeft, deen huet jo d'Méiglechkeet, datt en eng Finanzplanung mécht. Och deen huet wahrscheinlech eng Ligne de crédit iergendwou.

(Interruption)

Ma ja. An déi Ligne de crédit vum Fong, déi ass mam Gesetz vun 1965 dra gesat ginn, an déi Ligne de crédit ass zrëckbezuelt ginn. Déi besteet jo net méi. Also brauch de Stat keng Zënsen ze bezuelen op enger Schold, déi net méi do ass. Wann d'Schold gedeckt ass, dann ass jo kee Besoin méi do.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Et wieren Zënsen ugefall. Wann een d'Ligne de crédit beusprocht, dann entfale jo Zënsen, Madame Minister. Si ass elo op null, mä si war awer net ëmmer op null.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Si war net ëmmer op null, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit, mä si ass awer duerno gedeckt ginn. Si war jo och duerch d'Gesetz ofgeséichert. Si war jo och dem Fong zur Verfügung gestallt ginn. Wéi wëllt Der dann, datt eng Urbanisatioun nach viru funktionéiert, wann Der keng Ligne de crédit hutt? Et ass eng Ligne de crédit

fir déi, déi nokucken. Et geet drëm, eng kloer Gestiou vum de Statsfinanzen ze kréien. Do muss jiddferee sech fügen! Ech hu mech gefügt!

■ **Une voix.** - Mä da sot näischt esou, wann Der...

■ **Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics.** - Ech hu probéiert all Saachen esou ze maache wéi d'Kontrollkommissioun dat wollt, an dann deet et mer wéi wann ech ëmmer den Ennertoun nach héiere wéi wann do eppes net richtig gelaf wier.

■ **Une voix.** - Vu wem dann? Vu wem dann?

(Brouhaha général)

■ **Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics.** - Ech nennen hei keng Nimm. Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt et wichteg ass, datt mer soen ...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

... wann eng Cour des Comptes intervenéiert bei eppes, dann ass dat eng administrativ Praxis an dann huet een ze kucke wéi dat geet an dann huet dat net wéi eng Sensatioun schonn dobausse bekannt gemaach ze ginn. Där Fall hate mer!

Wann e Contrôle financier Saache refuséiert an e Minister muss e „passer outre“ maachen, fir datt d'Leit hir Sue kréien, dann ass dat net, datt de Minister eppes falsch gemaach huet, mä dann huet e verschidde, deen deen drënner geschiedegt gi wier, wann en dat eventuell net gemaach hätt, ze schützen, an alles dat gétt ëmmer duergestallt wéi wann dat Onregelméissegkeete wieren. Mir sollen eis gutt an Uecht huelen! Eise Stat funktionéiert nach propper. An dofir solle mer dat och respektéieren.

Merci, Här President.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

■ **M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Här President, ech muss lech éierlech soen, wann een hei op d'Tribün kënnt, och als Member vun der Regierung, an et fënnt een, datt verschidde Leit Saache gesot hunn, déi ee bleséiert hunn, da soll ee Ross und Reiter nennen an net allgemeng bleiwen an hei maache wéi wann all Member heibanne mat perséinlechen Attacken operéiert hätt, oder wat weess ech.

Ech hunn hei eng Ried gehalen, déi war sachlech. Ech hu souguer Beispiller geliwwert wou mer versicht hunn als Opposition hei mat der Majoritéit Léisungen ze fanne fir Problemer, déi eigentlech menger Meenung no um Niveau vun der Regierung, vum zoustännige Minister éischer hätte misse geleist ginn, wéi datt d'Chamber déi Aarbecht huet misse maachen. Dat heescht, datt mer eng konstruktiv Approche haten.

An ech muss lech soen, Här President, wat awer elo wierklech fir mech dem Faass de Buedem ausgeschloen huet, dat ass wann all déi Leit, déi sech hei d'Méi gi fir bei den Établissements publics generell dofir ze suergen, datt mer do transparent Strukturen kréien, hei duergestallt gi wéi wa se un näischt anescht interesséiert wäire wéi de Stat ze blockéieren, de Stat onflexibel ze maachen, all Établissement-publicen ofzeschaffen an ech weess net wat nach alles. Dat ass net de Fall!

Weder den Här Krecké nach ech selwer hu jeemoos an iergendenger Commissioun verlaangt, d'Établissement-publicé missten ofgeschafft ginn. Dat Eenzegt, wat mer ëmmer gesot hunn, dat ass,

datt et sech bei den Établissements-publicen ëm Institutionen handelt, déi fir de Stat selbstverständlech flexibel schaffen, mä déi mat Milliarden öffentleche Gelder ëmginn, an dat Eenzegt, wat mir gären hätten, dat ass, datt mer do Transparenz an duerchsichteg Strukturen hunn an e gewëssene Contrôle besteet. Näischt anescht wéi dat hu mir bis elo verlaangt.

An, Madame Ministesch, wann et eng Rei Gesetzer gétt, déi nun emol esou si wéi se sinn, da muss ech lech soen, dann ass et net esou, datt dës Chamber déi geschafene huet. Wa mer en Artikel 99 hunn, deen esou ausgeluecht ass wéi en ausgeluecht ass vun der Verfassung, a mir wëssen, datt verschidde Établissements publics géint deen Artikel 99 verstoussen, dann ass et net fir hei eropzekommen an deenen ze ënnerstellen, déi dorobber hiweisen, si wëllte per force fir alles bis an de leschten Detail den Artikel 99 uwenden an dofir de Stat blockéieren, mä dann ass et well déi Leit gären hätten, datt mer emol eng Kéier - an dat war de Wunsch an der Commissioun, zumindest vun der Opposition - am Kader vun deem Gesetz hei diskutéiert hätten iwwert d'Applikatioun vum Artikel 99 an datt mer zum Beispill versicht hätten en ze preziséieren oder eis Méiglechkeeten ze ginn, ouni en natierlech ofzeschaffen, fir datt mer besser Exekutiounsprozedure kréien am Kontext mam Artikel 99.

An ech wëll lech soen, wat mech wierklech elo rose gemaach huet, dat ass, datt Der heihinner kommt a maacht wéi wann d'Budgets-Kontrollkommissioun net um Ufank vun der Legislaturperiod lech eng Propos gemaach hätt wéi een hätt kënnen hei weiderkommen. Dir sidd ganz am Ufank vun der Legislaturperiod eng Kéier mat Ärem Administrateur général an d'Kommissioun komm. Dir hutt eis eng Rei Proposé gemaach a wat fir eng Richtung, datt Der kéint denken an Zukunft am Kader vu Bauprojekten ze goen, an Dir hutt eis Modeller presentéiert wéi et an Däitschland an a Frankräich funktionéiert, an Dir hutt gesot ob et dann net méiglech wär zu Lëtzebuerg den Artikel 99, zumindest wat d'Exekutioun ubelaangt, esou auszeleeën, datt een ähnlech Modeller kënnt uwenden.

Do hu sämtlech Membere vun der Commissioun, och déi vun der Opposition, gesot, si géinge sech esou enger Diskussioun net verschléissen, mä et wär awer schlussendlech net um Parlament fir der Regierung hir Aarbecht ze maachen, an d'Regierung sollt da selwer mat konkrete Proposé kommen, wéi een do um legislative Plang Ännerunge kéint virbréngen. Da wär d'Parlament sécherlech dee Leschten, deen net bereet wär - och d'Opposition - fir dofir ze suergen, datt mer hei Prezisiounen kriteen.

Et kann awer net sinn, datt Der fënnef Joer laang kee Millimeter weiderkomm sidd an Ärem Ministère an deem dote Beräich an datt Der eis hei virwerft, wa mir drop hiweisen, datt d'Gesetzgebung nun emol esou ass wéi se ass, an eis de Reproche maacht wéi wa mir déi wäeren, déi de Stat wëllte blockéieren! Madame Minister, dat ass net de Fall! Dir hutt deelweis Är Hausaufgaben net gemaach - dat muss ech lech ganz kloer soen - an deem dote Beräich, an dowéinst si mer op deem dote Punkt kee Millimeter weiderkomm.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - An ech wëll lech soen, wann Der hei behaupt, mir wäeren déi Eenzegt, déi géinge behaupten, dass bei den Établissements publics alles wonnerbar géng funktionéieren, a mir géinge quasi op d'Beamte schaissen, da wëll ech lech soen, datt ee vun de wichtegste Wahlpräifsteng vun

der Hauptgewerkschaft vun der authentischer Fonction publique nämlech ass dofir ze suergen, datt an Zukunft d'Établissement-publicen eng legal Basis kréien, e Kader kréien, datt och d'Beamten nach wësse wou se dru sinn.

Och d'CGFP verlaangt dat zimlech haart op der Tribün - sougutt am Novotel op hirer Conférence des comités huet se et verlaangt an och an hire Wahlpräifsteng steet et dran. Dofir wann ech gelift kommt dach net heihinner a maacht wéi wann d'Opposition déi Eenzegt wäeren, déi géinge verlaangen, datt mer bei den Établissements-publicé misste légiféréieren an e kloert Kadergesetz schaffen! Souguer déi meescht, déi an der Fonction publique täteg sinn, verlaangen et selwer. Mä wann ech gelift da maacht Neel mat Käpp, mä maacht net der Opposition hei Reprochen!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Den Här Krecké freet och Parole après ministre.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Ech wëll mech de Wiederer vum Här Bausch uschléissen. Ech muss der Madame Ministesch soen, dass ech et enttäuschend fannen, wat Dir haut vu Prestatioun ginn hutt. Mir hunn lech eng fair Mataarbecht ugebueden, déi ganzen Zäit an där Commissioun, an Dir kënnt lech iwwert déi Commissioun an iwwer eis aner iwwerhaapt net bekloen! Dass Dir elo heihinner kommt an d'Saachen esou verdréint wéi Dir dat do gemaach hutt, ass fir mech inacceptable. Dat mécht mech traureg.

Et kann een anscheinend vun der Opposition vis-à-vis vun engem Regierungsmitglied keng propper Zesummenaarbecht ubidden. Mir hu se ugebueden! Mir hu se fënnef Joer laang duerchgezunn! Mir hunn lech néierens opgehale a mir hunn lech och net un de Pranger gehaangen, mä wat Dir hei gemaach hutt, déi Verdréiung vun den Tatsaachen, déi ass ganz schlëmm, an Dir gitt hei dem Land nach just e Bild of wat lamentabel ass! Et deet mer Leed.

■ **M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.** - Här President!

■ **M. le Président.** - Den Här Lucien Weiler!

■ **Une voix.** - Dat do geet awer net méi!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

■ **M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur.** - Här President, ech wollt just eppes dozou soe wat den Här Krecké elo just gesot huet vum Verdréien hei.

Esou ass et net! D'Madame Minister huet eng Ried hei gehalen, wou se eng Rei vu Punkten, déi an hiren Ae Problemer duerstellen, opgeléicht a presentéiert huet. Op där anerer Säit huet se, wat dësse Projet ubelaangt, expressis verbis d'Aarbecht vun deenen zwou Kommissiounen vun dëser Chamber ervirgestrach an déi Aarbecht gelueft, an et ass e Fait, datt se déi Propositionen vum Parlament alleguerten ugeholl huet, net bei enger hate mer Diskussiounen driwwer, dann dierf een awer elo net heihinner kommen an eppes anescht behaupten. Hei gétt wierklech d'Welt op de Kapp gestallt.

Déi Problemer, déi d'Madame Minister ugeschnidden huet, si Problemer, déi sech stellen an déi sech an hiren Aen akut stellen a wou ee muss drop goen an déi sinn net vun all Riedner heibannen ugeschwat ginn. Et ass hiert

Recht an hirer Aufgab fir Problemer unzeschneiden, déi sech stellen an op där anerer Säit ass déi Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass an deem Projet, zur Halschent vun der Regierung gemaach ginn. Déi aner Halschent si Propositionen vun deenen zwou Kommissiounen, vun Ärer Commissioun a vun der Commissioun vum Här Strotz an deementspriedend solle mer elo net gemeinsam déi Aarbecht hei, déi iwwregens am Fong vun alle Leit heibannen acceptéiert an ennerstrach ginn ass, schlecht maachen, andeems datt mer um Enn vun der Diskussioun hei elo a Polemike verfallen, déi net ubruecht si par rapport zu deem wat den Enjeu ass.

(Interruptions diverses)

■ **M. le Président.** - D'Diskussion ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert dat virleidend Gesetz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 34 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a 25 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Paul-Henri Meyers), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helmingier (par M. John Schummer), Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Emile Calmes), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Xavier Bettel) et John Schummer.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Marc Zanussi), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5315 iwwert d'Gesellschaft vun der Foire. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Agedroe si schonn déi Häre Clement, Krecké, Greisen a Bausch.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här John Schummer. Här Schummer, et ass un lech.

10. 5315 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er mars 1973 autorisant le Gouvernement à accorder la garantie de l'État et une aide financière au profit de la „Société des Foires Internationales de Luxembourg“, Société anonyme à Luxembourg

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

■ **M. John Schummer (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5315 ännert d'Gesetz vum 1. März 1973, dat d'Regierung autoriséiert oder autoriséiert huet der Société anonyme „Société des Foires Internationales de Luxembourg“ eng Statsgarantie esou wéi eng Finanzhëllef ze ginn.

De Projet vun deem mer haut schwätze gouf den 19. März 2004 déposéiert. De Conseil d'État gouf den 8. März saiséiert an huet säin Avis den 20. Abrëll eraginn. D'Chambre des Employés privés huet hiren Avis den 25. März eraginn an de gemeinsamen Avis vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers ass vum 1. Abrëll. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an d'Chambre de Travail hunn hiren Avis den 9. Abrëll ofginn.

D'Chamberkommissioun vun der Économie, Énergie, Transport an der Post huet an hirer Sitzung vum 27. Abrëll mech zum Rapporteur genannt an och de Projet an déi verschidde Avisen examinéiert an de Rapport, deen Der virleien hutt, gouf de 6. Mee ugeholl.

An dësem Projet geet et drëm de Stat ze autoriséieren déi zwou Gesellschaften, à savoir d'Société des Foires Internationales de Luxembourg, ofgekierzt d'FIL, an d'Société immobilière du Parc des Expositions de Luxembourg, ofgekierzt SIPEL, bei der Restrukturatioun finanziell ze ënnerstëtzen. Dës Restrukturatiounsprojet huet zwee Voleten.

Deen éischte Volet ass eng nei Strategie commerciale, dat heescht, den Développement vun der Aktivitéit „foires et salons spécialisés“, esou wéi d'Activitéité fir de grouse Public. An deem zweete Volet ass eng Verstärkung vun de finanzielle Mëttelen, fir déi zwou Gesellschaften duerch eng Augmentation de capital vun der FIL an duerch den Apurement vun hiren accumuléierte Scholde vis-à-vis vun der SIPEL, esou wéi de Remboursement anticipé vun engem Deel Bankscholde vun der SIPEL, an zwar déi duerch den externen Deelfinanzement vun hirem Immobiliebesetz.

D'Regierung, fir hir Participation en capital vun der SIPEL ze verstärken a fir mam Fonds d'urbanisation de Kirchberg deen eenzigen Aktionär ze ginn, keeft also éischens de Privataktionären aus der SIPEL, esou wéi zweetens der Spuerkeess an der Stad Lëtzebuerg hir Aktien op. De Montant vu 4.179.354 Euro couvriert den Akafswäert vun deenen Aktien, déi bis elo vun dem Grupp AR-BED-Arcelor, der Spuerkeess, der Dexia-BIL, der BGL, der KBL, der ING-Crédit Européen, der FIL an der Stad Lëtzebuerg gehale goufen. Esou gétt de Staf majoritaire mat 66,41% an de Fonds de Kirchberg gétt minoritaire mat 33,59%. Dës Transaktioun augmentéiert dem Stat seng Participatioun am Kapital vu 7.188.692 Euro op 11.368.046 Euro.

Et ass proposéiert, dass de Produit de vente an d'Kapital vun der FIL investéiert gëtt. Déi réciproque Engagementer tëschent Stat, FIL a SIPEL ginn duerch eng Konvention festgehalten. Ausserdeem gëtt eng Servitude zu Gonschte vum Stat an den Text ageschriwwen fir Infrastrukturen, wéi Eisebunn-schloss oder Stroossen-schloss, déi wäerten entstoen am Kader vum Raccordement vum Plateau Kierchbiérg un den Transport public.

D'SIPEL wäert och de Loyer fir d'FIL reduzéieren. Esou kann ausserdeem d'SIPEL seng Bankschulde substanzial ofbauen. De Maximum vu staatlecher Intervention ass op 5,8 Milliounen Euro limitéiert a ka mat Budgeté vum Joren 2005 bis 2008 étaléiert ginn. Esou Hëllef ginn och am Ausland vu staatlecher Säit un déi jeeweileg Foiren accordéiert.

Ze soe bleift nach, dass d'„corporate identity“ geännert huet an dass de Sigle FIL elo duerch LUXEXPO ersat ginn ass. D'Modifikatioun vun de Statuten ass awer erëschit fir de 14. Juli 2004, deen Datum wou d'Generalversammlung vun där Gesellschaft ass.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat fir dese Projet, deen ech lech bieden ze stëmmen zum Wuel vun eiser Ekonomie, well mir brauchen e fir eis Lëtzebuurger Foire. Ech géing dann och heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei bréngen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Den Här Clement huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eist Land huet u sech eng relativ laang Foire-Traditioun. Et war em 1340, wou de Jang de Blannen déi éischt Foire organiséiert huet. Kenne mer allegueren: D'Schueberfouer. 1922 gouf du vun de Geschäftsleit eng Gesellschaft mam Numm Foire commerciale officielle du Luxembourg gegrënnt, de Virleefer vun där heiteger Foire Internationale de Luxembourg. An Zelter an a Stroosse selwer um Lampertsbiérg hu 642 Betriber hir Wueren duerno presentéiert. Dat éischt Gebai gouf 1935 um Lampertsbiérg gebaut. Dëst Gebai war awer du séier vill ze vill kleng a war och u sech wéineg funktionell.

Eng wichteg Décisioun gouf dunn 1974 getraff, nämlech de Bau vun den Ausstellungshalen um Kierchbiérg. 1976 war geprägt vun enger weiderer wichtiger Entschcheidung. Déi multisektoriell Foire gouf an zwee gespléckt, d'Fréijouersfoire an d'Hierschfoire. Dat huet der Foire erméiglecht hir Ausstellungskapazität praktesch ze verduebelen.

Och koumen ëmmer méi speziell Foiren op. Haut kenne mer där eng ganz Rëtsch. Ech nennen hei nëmmen e puer Stéck: d'Foire de l'étudiant, d'Vakanzefoire, d'Businessfoire oder d'Ökofoire.

Et gouf awer och festgestallt, dass dem Grand-Duché e Kongresszentrum feelt. Dofir goufen uganks den 90er Joren d'Foireshalen ëmgebaut a besonnesch gouf op der Ost-Entrée e schéine Kongresszentrum gebaut.

Déi heiteg LUXEXPO ass duerch impressionnant Zuele charakteriséiert. Eng Gesamtflech vun 105.000 m², siwen iwwerdeckten Hale mat enger Ausstellungsfläche vun 33.000 m², e Parking vun 2.500 Plazen, en Openair-Terrain vun 10.000 m², wou dann och nach kann zousätzlech ausgestellt ginn an déi nei Konferenzzäim, déi ech schonn ugeschwat hunn.

Dat sinn, Dir Dammen an Dir Hären, u sech d'Ausstellungshalen um Kierchbiérg. Eng Infrastruktur, déi sech fir ganz verschidde Manifestatiounen notze léisst, eng Infrastruktur fir de Besoin vum de Lëtzebuurger Ekonomie entgéintzekommen. D'LUXEXPO mécht awer net alles selwer. Si huet dofir Concessionnaires, deene bestëmmten Aarbechten iwwerdroe goufen.

Här President, wann d'Regierung haut hei an d'Chamber kënnt fir d'Erlaabnis ze kréien hire Beitrag zur finanzieller Sanéierung vun de Foiresgesellschaften genehmegt ze kréien, da virun allem well d'Regierung dovun iwwerzeegt ass, dass d'Foire, oder d'LUXEXPO, wéi se sech elo nennt, vun engem ganz groussen Intérêt fir d'Lëtzebuurger Land ass.

Fir dës Fro awer ze beäntweren, wëll ech nach eng Kéier an d'Gesicht kucken. 1970, wéi den Débat ugelaft ass, ob déi nei Ausstellungshalen um Kierchbiérg gebaut gi sollen, waren net all Leit derfir. De Statsrot hat zum Beispill a sengem Avis geschriwwen: „Au sentiment du Conseil d'État des charges aussi lourdes et susceptibles de majorations imprévisibles sont excessives pour une réalisation dont l'utilité économique est limitée et l'urgence largement contestable. Mais quelles que soient les décisions qui s'imposent un jour au choix, on ne saurait que très difficilement opter pour celles qui imposent à la collectivité des charges disproportionnées avec l'intérêt économique en jeu.“

Déi Verantwortlech vun der Foire internationale hunn do awer am Laf vun de Jore bewisen, dass dat net onbedéngt de Fall ass. Si hunn de Standuert Lëtzebuerg bekannt gemaach am Groussraum SaarLorLux fir eng ganz Rei vun Organisatiounen vun Ausstellungen. Ech mengen esou Ausstellungen, besonnesch déi zwou Haaptausstellungen vum Fréijouer a vum Hiersch, spigelen och e bëssechen d'Konsumgewunnechte vu Lëtzebuerg erëm an erlaben et eise Betriber do am Verglach mat anere Betriber hir Wueren unzëbiden, och fir ze kucken, wou se sech um Marché situéieren, fir bei engem méi groussen Choix kënnen hir Aarbechtmethoden ze verbesseren. Si kënnen Investissementer virhuelen an hunn eng grouss Palett vun Offerten, déi se dann och op esou enger Foire gewise kréien.

Wéi wichteg d'Foire ginn ass, weist och, dass Statsverwaltungen, Ministären, Établissements publics an och eenzel Gemenge mëttlerweil Stänn do hunn, fir esou u de grand public erunzekommen. Dat heescht, och de Stat an d'öffentlech Hand hunn et verstanen, dass et en excellenté Moyen derfir ass, fir de Leit am Land méi no ze kommen.

Här President, et kann ee sech awer elo an Zäite vum Internet d'Fro stellen, ob et iwwerhaupt nach zäitgeméis ass fir an Infrastrukture wéi d'Foire ze investéieren. Ass et net fir eenzel Konsumenten oder Produzenten méi einfach iwwer eng virtuell Foire ze surfen, an dat net nëmmen zu engem bestëmmten Zäitpunkt, wou grad Foire ass, mä dat kann een u sech d'ganz Joer duerch maachen? Mir als CSV-Fraktioun gënn dat just als e gudden an och wichteg Complément zu esou enger Foire, stinn awer weiderhin zum Konzept vun der net virtueller Foire. D'Internet kann dat alles net ersetzen. D'Ambiance vun der Foire an de perséinleche Kontakt zum Client kann een net domadder ersetzen.

Här President, am Ufank war ech op d'Vergaangenheet vum Foireswesen hei zu Lëtzebuerg agaan. Ech si mer sécher, dass 2004 e weidert wichteg Joer fir d'Foiresgesellschaft duerstelle wäert. Fir d'éischt huet se da wéi

scho gesot en neien Numm kritt, aus der Ofkierzung FIL gëtt LUXEXPO, wat och vläicht méi däitlech a besser ze vermaarten ass am Kontext vun den Ausstellungen.

Och soll mat deem heiteg Projet de loi décidéiert ginn déi Gesellschaften, déi un eiser Foire drunhänken, finanziell ze sanéieren. Dat huet sech lues a lues ofgezechent. De Statsrot war 1990 scho ganz retizent an huet deemools och scho ganz staark Zweifel ugemellt, wat dee finanziellen Aspekt ubelaangt. De Statsrot huet déi Zäit nämlech geschriwwen: „Le Conseil d'État ne s'attend pas à voir les nouvelles sociétés atteindre un équilibre financier à brève échéance, l'organisation de foires commerciales risquant d'être une opération peu rentable en elle-même.“

Vläicht, well deemools scho bekannt war oder erkannt ginn ass, dass et schwéier fir d'Immobiliegesellschaft wier, fir schwaarz Zuelen ze schreiwen, gouf deemools schonn eng steierpolitesch Klausel an d'Gesetz ageschriwwen. D'Immobiliegesellschaft gouf nämlech vun alle Steiere befreit ausser der Kierperschaftssteuer op de verdeelte Benefisser.

Mat deemem Projet de loi gëtt d'Regierung elo autoriséiert d'Parten un der Immobiliegesellschaft SIPEL vun de privaten Aktionären Arcelor, Dexia-BIL, BGL, KBL an ING, sou wéi vun de Foires internationales de Luxembourg an och déi vun der Spuerkeess an der Stad Lëtzebuerg ze kafen. D'duerch gëtt de Lëtzebuurger Stat mat - wéi de Rapporteur scho gesot huet - 66,41% majoritaires Aktionär. Et ass och eng Dépense vu bal 4,2 Milliounen Euro.

Nieft dem Stat gëtt et an der Immobiliegesellschaft nach en Aktionär, nämlech e Minoritéitsaktionär, de Fonds de Kirchberg. De Fonds de Kirchberg huet ufanks vun den 90er Jore keng Sue vum Stat kritt fir sech bei deser Immobiliegesellschaft anzekafen. Am Contraire, dat Geld, wat e selwer erwirtschaft huet, huet en op eng, op d'mannst fir déi Zäit - géif ech soen -, vernünfteg Aart a Weis an d'Immobiliegesellschaft vun der Foiresgesellschaft reinvestéiert. Domadder ass de Fonds de Kirchberg senger Aufgab zum allgemengen Aménagement vun dem Plateau nokomm. Dat war och 1990 beim Vote iwwert dat lescht FIL-Gesetz net ëmstridden.

Haut awer hu mir aner Erkenntnisser an zum Deel och eng aner Meinung. An der Comexbu ware mer der Meinung, dass de Fuak fir esou eng Participation financière iwwert d'Gesetz misst autoriséiert ginn. Dat hätt ee kënnen maache mat engem Saz - an et ass d'éinescht schonn ugeklongen - beim Gesetz iwwert de Fonds de Kirchberg. Et hätt een dat kënnen maachen. Dat ass awer net geschitt.

Dofir solle mer, Här President, an der nächster Legislaturperiod trotzdeem déi Etablissementer festleeën, wou mer dann och mengen, dass iwwerhaupt eng Participation financière an iergendengem Mooss erwünscht wier, an da muss dat och an déi jeeweileg Gesetz ageschriwwen ginn.

Mat deemem Projet de loi kritt de Stat dernieft eng Servitude zu senger Gonschte guttgeschriwwen, fir déi néideg Terrainen ze hunn, fir d'Foireshalen adequat un déi nei Zuchlinn Gare-Findel-Kierchbiérg-Dummeldeng unzeschleissen. De Stat bezillt dofir awer och d'Bankschulde vun der Immobiliegesellschaft an der Héicht vu maximal 5,8 Milliounen Euro. Doduerch ass et der Immobiliegesellschaft méiglech de Loyer, deen d'Foiresgesellschaft un d'Immobiliegesellschaft bezuele muss, drastesch

erofzesetzen. Elei raus kritt d'Foiresgesellschaft besser Konditiounen a Loyerschargen, déi elo mat deene vun anere Foiresgesellschaften aus dem Ausland ze vergläiche sinn.

Op déi weider Detailler vun der Finanztransaktioun ginn ech elo net méi weider an. Dat huet de Rapporteur, den Här John Schummer, deem ech vun deser Plaz aus villmools merci soe fir säi mëndlechen an och schrëftleche Rapport, scho gemaach.

Déi nei Strategie vun der Foiresgesellschaft besteet u sech doranner, fir déi grouss Foiren, wéi d'Hiersch- an d'Fréijouersfoire bäizebehalen, awer nach méi speziell Foire fir bestëmmte Branchen ze organiséieren.

Här President, d'CSV-Fraktioun kann dese Projet de loi zur finanzieller Sanéierung vun eiser Foiresgesellschaft nëmme begrëssen. Nëmme esou ass d'Iwwerliewe vun enger Konkurrenzfaeger LUXEXPO geséichert oder hoffentlech geséichert ginn. Mat deemem Gesetz droe mir och zur Konkurrenzfaegerkeet vu Lëtzebuerg bäi a setzen domadder an dese méi schwierigen Zäite sécherlech e ganz wichteg Signal fir eis Ekonomie hei zu Lëtzebuerg. Dofir, Här President, huet d'CSV-Fraktioun och kee Problem dëst Gesetz ze stëmmen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen. Den Här Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, iwwert déi Infrastruktur an hir Noutwendegkeet, mengen ech, brauche mer net laang Wieder ze verléieren. No deem, wat de Rapporteur gesot huet, ass de wirtschaftlechen Interesse fir eis evident. Ech muss soen, dass déi Strategie, déi elo gewielt ginn ass vun der Foiresgesellschaft, eng ass, déi net elo direkt mam Parlament beschwat ginn ass. Et ass och vläicht net säi Rôle fir dat ze maachen, mä et wier vläicht a rouege Gewässer, wa mer just net viru Wahle stinn, noutwendeg, dass een eng Kéier vläicht dat Ganz nach eng Kéier hannerfreet an och eppes aneres hannerfreet.

Ech weess nämlech net, wat de leschte Stand ass, Här Minister, iwwert d'Noutwendegkeet fir gegebenfalls d'Foiresinfrastruktur mol eng Kéier op eng aner Plaz ze setzen. Dat ass eng Diskussioun oder eng Rumeur, déi ëmmer erëm opkënn a wou een nawell gär zumindest Är Position an Är Vuen zu deemem Zäitpunkt géing héieren.

Dat Eenzegt, wat een huet, Här President, dat ass e bëssen d'Erstaunen, dass mer awer hei e staarke Redressement musse virhuelen, fir eng Situatioun, déi sech degradéiert huet. D'Fro ass, déi jiddferee sech gestallt huet, op alle Fall mir: Wéi sou huet dat esou laang gedauert bis mer evident strukturell Mängel, déi an deem Ganze waren, - an ouni dass ech iergendengem e Virwurf wëll maachen - behuuewen hunn an dass mer et dozou komme gelooss hunn?

Mir hoffe just, dass déi Leit, déi elo déi Foiresgesellschaft do féieren, wëssen, dass se hei e staarken Zouschoss kritt hu vu Steiergelder an dass se muss wëssen, wéi se mat deene Steiergelder ëmginn an dass och warscheinlech gegebenfalls muer eng Chamber sech d'Recht hält, fir iwwert d'Cour des Comptes vläicht mol eng Kéier nokontrolléieren ze loossen, wéi den Émgank mat deene Gelder war. Well esou eppes, wéi eis bericht ginn ass oder wéi an de Schlagzeilen - net déi heiteg Führung, mä déi Führung virun - mat Momenter vun der Press héichgeholl ginn ass,

ouni dass ee richteg Explikatiounen awer dofir konnt kréien, mengen ech, dierft net nach eng Kéier virkommen.

Dofir, déi Foiresgesellschaft muss wëssen, déi Steiergelder do, déi bewëllege mir hir, mä si muss wëssen, dass et Steiergelder sinn an dass se deementspriedend mat hinnen ëmzegoen huet. Fir de Rescht wënsche mir där Infrastruktur an där Gesellschaft, déi dat Ganz géieriert, e Succès, well et ass och e Succès an deem Moment fir eis Ekonomie.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Fernand Greisen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet iwwert dee mer hei schwätzen, fir d'Sanéierung vun der Foiresgesellschaft, ass hei schon am Detail virgestallt ginn, esou dass ech net méi brauch dorobber anzegeen. Mir wësse jo, dass mat deemem Projet déi zwou Gesellschaften ëmstrukturéiert ginn: déi éischt, déi d'Ausstellungen organiséiert an d'Hale verwalt, an déi zweet ass d'Immobiliegesellschaft.

Elo erhéicht de Stat säin Undeel un der Immobiliegesellschaft duerch de Kaf vun den Undeeler vun den heiteger Privataktionären, dat ass grosso modo d'ARBED, grouss Banken an d'Gemeng Lëtzebuerg. Domat sinn da ronn zwee Drëttel an den Hänn vum Stat an een Drëttel an den Hänn vum Fong Kierchbiérg. Dat Ganz geschitt zum Präis vu ronn 4,2 Milliounen Euro. Dës Sue sollen an d'Kapital vun der Ausstellungsgesellschaft zréck investéiert gi fir se ze sanéieren; eng Konvention soll dat nach fir d'éischt festhalen.

Weider ass virgesinn, dass de Loyer, deen d'Ausstellungsgesellschaft un d'Immobiliegesellschaft bezuelt, méi kleng festgesat gëtt an dass Scholden ausgeglach ginn. Et geet also riicht eraus gesot dorëm, dass de Stat Scholde vu schlechter Gestiou a Feelverhale vun der viregter Verwaltung iwwerhëlt.

Eng Fro stellt sech do, an déi hunn ech och an der zoustänneger Kommissioun gestallt: Ass dann elo garantéiert, dass déiselwech Verwaltung, wuel mat enger neier Direktioun, elo keng nei Lächer méi mécht? Och op meng Fro hin, wéi gesot an der Kommissioun, hunn ech dorop keng Äntwert kritt. Kee konnt mer versécheren, dass d'Gestioun elo besser kontrolléiert gëtt an dass kee finanziell Lach méi méiglech ass. Et läit och kee Geschäftsplang vir, - op alle Fall hunn ech dat gesot kritt - obscho vun neier kommerzieller Ausrichtung geschwat gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, des Tatsaach dréit net dozou bäi, dass Mësstrauen, dat d'Leit an d'Regierung hunn, e bëssen ofzeschaffen. Mir hu keng Detailler kritt iwwert d'Zukunft vun der Ausstellungsgesellschaft. Mir hu keng Garantie kritt, dass et mat desen Ännerungen an neie Steiersuen elo duergeet eng Infrastruktur ze géieren, déi mer brauche fir eis Wirtschaft a fir eist Land.

Den ADR ass der Iwwerzeegung, dass mer esou eng Infrastruktur an esou eng Organisatioun, fir Ausstellungen ze organiséieren, brauchen. Den ADR ass och averstanen, dass de Stat dëst am Intérêt vun eiser Wirtschaft finanziell ënnerstëtzt. Aus deene Grënn wäert den ADR des Hëllef elo hei och matstëmmen, trotz de virgenannte Bedenken.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen.

M. François Bausch (DÉI GRENG). - Här President, fir déi vill

Zäit, déi mer schonn hannendra sinn, opzehuelen, wëll ech et kuerz maachen. Ech mengen, ech wëll mech deem uschlëssen, wat de Jeannot Krecké gesot huet, an eigentlech dofir net méi alles widerhuelen an einfach soen, datt mir hei den Accord bréngt vum eiser Fraktioun fir dee Projet.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Wirtschaftsminister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie.* - Här President, am Numm vun der Regierung wollt ech allen Intervenante merci soe fir hir Stellungnahmen zu deem Projet, dee jo eigentlech en einfache Projet ass, mä dee komplex ausgesäit.

Hei geet et net primär ëm d'finanziell Gesënnung vun der Foiresgesellschaft, mä ëm d'Immobiliegesellschaft, déi déi Immobilien un d'Foiresgesellschaft verlouert. Sou kann een och net der Regierung e Virwurf maachen iwwer Gestionsproblemer, déi bei der Foiresgesellschaft bestanen hätten.

Däerf ech just rappeléieren, dass deemools 1990, wéi dee Modell operéiert ginn ass vum enger Société immobilière an enger Société d'exploitation, e Businessplang ausgeschafft gi war, dee virgesinn huet, dass Compte tenu vun der Mise vun den Aktionären, dee Loyer, deem à charge vun der Foiresgesellschaft gefrot ginn ass, tragbar wier, an dee war och während enger Rei Joren tragbar, mä duerno haten d'Rahmbedingungen vun der Exploitation vun enger Foire geännert an dee Loyer war net méi tragbar, et hu sech Perten accumuliert an d'Foiresgesellschaft huet sech Joer fir Joer missen d'Fro stellen, ob se hir Aktivitéite géif weiderféieren oder net.

Am leschte Joer kumt et dann zu nach enger méi tragescher Situation an deem Mooss, wou d'Foiresgesellschaft - net méi d'Exploitationsgesellschaft - net méi Liquiditéit genuch hat fir de Loyer un d'Immobiliegesellschaft ze bezuelen an domadder d'Immobiliegesellschaft net an der Lag war hir Engagementer vis-à-vis vun de Banken ze honoréieren.

Mir hunn duerno, well mer iwwert déi Situation informéiert gi sinn, gekuckt wat fir ee Modell ee kënt en place setzen, unni awer de Stat ze vill ze engagéieren. An de Modell, dee mer gewielt hunn, ass eben deen, dee mer haut der Chamber vorschloen. Dat ass e Modell wou mir de Privataktionären, plus deenen anere méi oder weiniger staatlechen Aktionären en dehors vum Fonds de Kirchberg, hir Aktien ofkafen, déi sech awer gläichzäiteg engagéieren, fir déi Suen ze gebrauche plus nach eng zousätzlech Moyenen, déi se an eng Augmentation de capital vun der Exploitationsgesellschaft stiechen, fir déi Gesellschaft ze renflouéieren.

Wann dat dann no Ofschloss vun all deenen Operatiounen geschitt ass, kann och d'Exploitationsgesellschaft hir Scholde vis-à-vis vun der SIPEL honoréieren an d'Immobiliegesellschaft kann hir Prête rembourséieren. Dat ass de Volet financier vun deem Projet.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Firwat ass net dru geduecht ginn, fir eventuell vläicht eng Bank derbäi ze behalen, oder de Stat ganz eleng, mä fir de Fong erauszehuelen. Dir sot selwer, dass Institutiounen, déi trotzdeem dem Stat no stinn, rausginn. Firwat ass déi Operatioun net mam Fonds d'urbanisation de Kirchberg gemaach ginn, wou een awer net richteg gesäit, firwat deen eng Participatioun an esou enger Gesellschaft soll hunn?

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie.* - Här President, et hätt een effektiv och nach kënnen higoen an et hätt een an der SIPEL

och de Fonds de Kirchberg erauskaf, dat wier da beim Stat eigentlech eng Operatioun gewiesch, wou een aus der lénkscher Täschen an déi riets Täschen Sue gestach hätt, well dat ass jo awer bal Speck a Schwéngefleesch, wien do operéiert. Et wier eigentlech drop erauskomm, dass een dem Fonds de Kirchberg, iwwer budgetär Méttel, zousätzlech Liquiditéiten zur Verfügung gestallt hätt.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Mir hunn et bei anere gemaach.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie.* - Jo, mä dat hei ass e Choix - an ech gi gären zou, Här President -, fir deen ech mat verantwortlech sinn.

Ech war net der Meenung, dass een och nach misst e puer Milliounen Euro an de Fonds de Kirchberg zousätzlech stiechen. Ech ka mer awer virstellen, an näischt empéchéiert eng nächst Regierung, wann zum Beispill de Fonds de Kirchberg fir Infrastrukturaarbechten, déi e muss realiséieren, statt e Prêt opzehuelen, dass d'Regierung seet: Statt e Prêt ze cautionnéieren, kafe mer lech elo zousätzlech déi Aktien aus dem Fong eraus. Et kann ee sech da souguer virstellen, dass d'Gesellschaft SIPEL opgeléist gëtt an dass dat dann e Gebai ass, wéi de Stat vill Gebaier huet, dat dann der Foiresgesellschaft verlouert oder zur Verfügung gestallt gëtt.

Dee Loyer, dee mir elo kréien, ass e Loyer, dee supportabel ass fir d'Exploitationsgesellschaft no deem Businessplang, dee si sech selwer ginn huet. Deen entsprécht deem, wat déi Verantwortlech vun der Exploitationsgesellschaft mengen, wat an hire finanzielle Méiglechkeete wier, an dofir wollt ech op eng Fro vum Här Krecké zrëckkommen.

D'Foiresgesellschaft, also d'LUX-EXPO huet selbstverständlech eng Strategie, déi och vum Conseil d'administration ofgeesent ass an, obschonn de Stat do näischt ze soen huet, mä wann d'Chamber déi Verantwortlech vun der LUXEXPO invitéiert fir an eng Kommissioun ze komme fir do d'Strategie, déi se wellen an der Zukunft féieren, ze exposéieren, dann ass do - huelen ech un - kee Problem vu Säite vun der Verantwortleche vun der Foiresgesellschaft. Sollt e Problem sinn, géif ech mat hëllefen, se drun ze erënnere, dass se awer och vis-à-vis vun der Chamber eng Rei, wéi soll ech soen, op d'mannst moralesch Verpflichtungen hätten.

Wat den Emplacement ugeet, sou sinn do ganz vill Propositionen gemaach ginn. Et goufe Leit, déi gemengt hunn, et kéint een d'Foire op d'Frichen an de Süde vum Land transplantéieren. Et goufe Leit, déi der Meenung waren, et kéint ee se iergendwou am Émfeld vum Flughafen usiedelen, fir dann deen Terrain do um Kierchberg fräi ze maache fir aner Immobilieprojeten. Et sinn der souguer esou wäit gaangen, dass se sech vum Consultant Etude maache gelooss hunn, wat dann déi Emphytéose, dee Bail emphytéotique, wat deen iwwert déi Lafzäit, wou en nach gültig ass, wat dee wäert wär, fir ze kucken ob een dann net kéint dorauer dann déi Méttel huelen, fir eng nei Foire ze bauen.

Ech muss lech soen: Eng Foire, esou wéi se elo funktionéiert, wéi se an Zukunft nach méi soll funktionéieren, ass och ofhängeg vun enger Rei vun Infrastrukturen. Dat eent ass eng Transportinfrastruktur. Do wou d'Foire läit muss den öffentliche Transport optimal kënnen organiséiert ginn. An do derniewent brauch een awer och eng Infrastructure hôtelière, fir déi Leit, fir déi Expositanten an esou weider ënnerdaach ze bréngen.

Et kann een also déi Foire net egal wuer setzen. Dofir hunn ech gemengt, dass en Emplacement am Süde vum Land op de Frichen géif

ausscheiden. Deen um Flughafen huet mer och net adequat geschéngt, well mer do schonn e bëssen enk sinn, an 10 Hektar fir eng Foire oder esou kritt een do net lassgeschloen.

Vläicht kann een eng Kéier an der Zukunft, wann déi Foire iergendwann eng Kéier muss modifizéiert ginn, well mer do de Raccord maache vum Ferroviaire an där Géigend - et ass jo e Bestanddeel vun deem Projet -, dass een da vläicht kann driwwer nodenken, deemno wéi de Süde vun der Stad Lëtzebuerg sech entwéckelt an deemno och wéi do öffentliche Transport kann organiséiert ginn, wat elo nach net méiglech ass, mä wéi dee kéint organiséiert ginn, dass een eng Localisation do géif virgesinn. Mä ech mengen awer, déi Infrastrukturen, déi elo do sinn, leie gutt do an et ass am Moment keen Handlungsbedarf fir dat ze änneren, och wann eenzel Esthete mengen, dass baulech déi Foire net onbedéngt ideal ass, am Verglach zu all deenen architektonische Bijouen, déi zum Deel um Kierchberg stinn.

Här President, ech wollt dat op déi puer Froe geäntwert hunn. Déi lescht Fro vum Här Krecké war déi: Firwat ass et zu där finanzieller Situation komm? Et ass dozou komm, well dee Businessplang, deen an den 90er Joren opgestallt ginn ass, net geklappt huet. Dobäi koumen och nach eng Rei Gestionsproblemer, déi jo an der Tëschenzäit eng Léisung fonnt hunn.

Den Här Greisen, Här President, huet gefrot: Gëtt et eng Garantie fir d'Zukunft? Ech hu Vertrauen, Här President, an déi aktuell Responsabel, an de Management vum LUXEXPO. Ech sinn der Meenung, dass dee Businessplang, dee se virgeloucht huet, eng zolidd Basis ass fir d'Zukunft. Eng Garantie awer, Här President, kann een a kengem Geschäft, a besonnesch net am Ausstellungsgeschäft ginn.

Ech soen der Chamber, Här President, awer merci fir déi breet Zoustëmmung zu deem Projet, dee weinstens à moyen terme d'Zukunft vun der LUXEXPO ofséichert.

Merci.

M. le Président. - D'Diskussion ass elo ofgeschloss. D'Lecture an de Vote vum Projet de loi sinn an der Sitzung vu mar, den 12. Mee.

Mir kommen dann elo zur Diskussion vum Projet de loi 5256 iwwert d'Verkëiersregelung op den öffentliche Weeër. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn agedroen: déi Hären Hauptert, Zanussi a Greisen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Gusty Graas.

11. 5256 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports

M. Gusty Graas (DP), rapporteur. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, bei deem heite Gesetzesprojet geet et drëm, fir verschidden Ännerungen un der Réglementatioun vum Verkëier op allen öffentliche Stroosse virzehuelen. An der Regierungserklärung vum 12. August 1999 war zrëckbehale ginn, datt d'Regierung géing versiche fir déi administrativ Constraints, wat déi technesch Kontrollen ubelaangt, vun

alle Gefierer op eise Stroossen ze erlichteren.

Dee Projet dréit deem elo Rechnung. An zwar gesäit e vir, datt fir Autoen, Voitures commerciales, Véhicules utilitaires a Motorieder no enger éischter Immatriculation den traditionellen technesch Contrôle u sech duerch en einfache Contrôle elo ersat gëtt. Dat gëtt méiglech duerch d'Existenz vun engem sou genannte Certificat de conformité, eng Zort vu Garantie. E Certificat, deen de Constructeur bei all Gefier, dat op de gemeinsame Maart erauskënn, dann och muss bäileen.

Beim Changement vum Propriétaire vun engem Auto brauch een dann, wéi gesot, och net duerch de Contrôle, virausgesat allerdéngs, datt de Kontrollcertificat nach ëmmer gültig ass. Allerdéngs muss an deem Fall dann den neie Propriétaire op eng Spezialkontroll verzichten, ier d'Occasioun géif réimmatriculéiert ginn.

An da muss een och nach an deem Text soen, datt déi historesch Autoen, déi virun dem 1. Januar 1950, net an d'Kontroll brauchen. D'Lëtzebuurger Oldtimerfédératioun huet sech iwwregens och zefridde mat deser Entscheidung gewisen.

An da wëll ech awer och nach hei ënnersträichen, datt déi Kontrolle selbstverständlech och musse vu vereedegten Agente virgeholl ginn.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, en anere wichtege Punkt vun deem Gesetz ass u sech d'Verstärkung vun der gesetzlecher Basis fir kënnen EU-Direktiven ëmzesetzen, wat d'Réception vun Autoen ubelaangt. Des Direktive ginn an d'nationaalt Recht iwwert de Wee vu groussherzogleche Reglementer transposéiert.

An da wëll ech och hei ënnersträichen, datt den technesch Contrôle fir Trakteren agefouert gëtt, déi méi séier wéi 40 km an der Stonn fuere kënnen. Wéi bei den Autoen mussen dann elo och déi Trakteren all dräi an halleft Joer an d'Kontroll an duerno all Joer. Datselwecht géllt och fir déi Trakteren, déi zwar net mat 40 fuere kënnen, mä déi awer eng oder méi landwirtschaftlech Remorquen nozieren, an dann awer och méi wéi mat 25 wëlle fuere. Dat kléngt elo e bëssle komplizéiert, mä wann een dat nach eng Kéier duerchliest, dann ass dat awer lücht ze verstoen. An där Hypothees muss jiddefalls awer och nëmme de Trakter an d'Kontroll, an net d'Remorque. Ech wëll dann och drop hiweisen, datt déi fir d'éischte Kéier no dräi an engem hallwe Joer erëm eng Kéier mussen an d'Kontroll goen, an duerno all zwee Joer.

D'Chambre d'Agriculture ënnersträicht - menger Meenung no och zu Recht - an deem Kontext, datt déi Kontrolle solle wa méiglech tëschent November a Februar stattfannen, fir datt se bei der Exploitation net géingen ze vill handicapéiert ginn. Dofir soll een och fir déi Remarquen e gewëssend Verständnis opbréngen.

Da gëtt och d'Stroossekontroll fir déi sou genannte Véhicules utilitaires, déi an der Europäescher Union zirkuléieren, agefouert. Des Kontrolle gi vun agréierten technesch Kontrollorganer zesumme mat de Leit vun der Douane virgeholl. An dat erlaabt eben och Lëtzebuerg fir auslännesch Schwéiertransporter unzehalen, fir kënnen eng technesch Kontroll ze maachen. Gegebenfalls kann dann och de Camion octroyéiert kréien op déi nächst Kontrollstation ze fuere, fir datt eng komplett Ennerschung gemaach gëtt. Oder e kann awer och verbuede kréien, fir nach weiderzefuere. D'Leit vun der Douane däerfen d'Camionen unhalen an deementspreechend dann och d'Transportdokumenter kontrol-

léieren, während d'Kontrollagenten d'Gefierer op hir technesch Conformitéit ënnersichen.

An deem Kontext erlaben ech mer als Rapporteur awer trotzdeem d'Fro ze stellen, ob een net kéint d'Kompetenze vun den Douanieren an Zukunft ausweiden, andeems datt se d'Méiglechkeet krite fir och en Avertissement taxé auszustellen, wann eng Infractioun géint d'Transportlégiolation, wat den technesch Equipement an d'Bordpabeieren ubelaangt, virläit.

Här President, den drëtten Volet vun deem Gesetz betrëfft dann d'Kompetenzen tëschent dem Stat an de Gemengen. Hei ass besonnesch vläicht wichteg, datt d'Gemengeresponsabel dat fréizäiteg matgedeele kréien, well d'Gemenge bleiwen natierlech zoustänneg wat d'Réglementatioun op de Vicinalweeër an de Statsstroossen ugeet, souwäit dat natierlech innerhalb vun den Agglomératiounen ass. Ausserhalb vun den Dierfer an de Stied bleift natierlech de Stat dann awer kompetent. D'Réglementatioun geschitt iwwer e groussherzogleche Règlement, sauf wann d'Bestëmmungen net méi wéi dräi Méint Dauer hunn. An deem Fall geet e gemeinsam Règlement duer, vum Transportminister a vum Bauteminister.

Zefridde wäerten d'Gemengen awer virun allem sinn, wa se Règlements temporaires huelen oder, wéi och gesot gëtt, Règlements d'urgence, wou den Effet net méi wéi 72 Stonnen huet, datt dat net muss nodréiglech erëm vum Conseil communal approvéiert ginn.

E leschte Punkt betrëfft dann den Dateschutz, e ganz wichteg Element och vun deem Projet de loi, an zwar geet et doréms, fir eng Base légale ze schafen, wat déi gerichtlich Décisioun an déi medezinesch Informatioun a Relatioun mam Führerschäin ubelaangt, an d'Société nationale du contrôle technique ass jo duerch d'Gesetz vum 30. Juli 2002 mat engem Deel vun der administrativer Gestiou vun de Führerschäin beoptraagt ginn, an och mat der Gestiou vun der Immatriculation vun den Autoen. D'SNCT kann ee wéi gesot als e Sous-traitant vum Transportministère ugesinn, wat dann eben och d'Notze vun deene perséinlechen Donnéee betrëfft.

De Conseil d'État hat a sengem éischten Avis vum 30. Mäerz 2004 zwou Oppositionen formelles an eng Rei Undrohungen op Opposition-formell virgeloucht, deenen d'Regierung allerdéngs an hirem adaptierten Text du Rechnung gedroen huet. Et ass virun allem awer och ëm den Artikel 4 gaangen, wat den Agrément vun de sou genannten Ateliers de transformation ubelaangt. De Statsrot war u sech net domat d'accord, dass d'Modalitéite wat den Agrément ubelaangt géingen iwwert de Wee vu groussherzogleche Reglementer kënnen fixéiert ginn. Dofir ass elo am Gesetz spezifizéiert ënnert wéi enge Konditiounen een deesen Agrément kréie kann.

Ech wëll elo net ze vill an den Detail goen, dat kann ee jo am Gesetz noliessen, mä ënner anerem soll gesot ginn, dass een zum Beispill e System vun enger Assurance-qualité muss virweisen iwwert d'Qualifikatioun vum sengem Personal, dann natierlech och wat d'Impartialitéit am Kader vun de Kontrollaktivitéiten ubelaangt oder den Archivage. Zousätzlech muss een dann awer mindestens dräi Kontrollzentren hunn, an zwar mussen déi an esou engem Rayon leien, dass d'Convocatioun fir d'Clients - fir dat emol esou ze soen - net méi wéi 30 km däerf sinn.

Och d'Kritäre fir d'Formatioun sinn no der Opposition formelle vum Statsrot elo am Gesetz festgehalten an och preziséiert ginn. Ech

wëll do vläicht ënnersträchen, dass een ënner anerem, wann een e Centre de formation wëllt bedriewen, muss mindestens dräi Übungspisten hunn. Voilà, ech géing soen dat sinn elo déi wichtegst Elementer aus dësem Gesetz, wat ech lech géing bidden ze stëmmen, an ech bréngen och gläichzäitig den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen lech merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Norbert Hauptert agedroen. Den Här Hauptert huet d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Norbert Hauptert (CSV).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, nodeem dass de Kollege Gusty Graas elo dee Projet hei am Detail virgedroen huet, wou ech en iwwregens wëll fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport félicitéieren, erlaabt mer, dass ech zwou Bemerkungen zu dësem Projet maachen. Eng Bemerkung, déi déi administrativ Vereinfachung ubelaangt, déi dee Projet mat sech bréngt, an eng aner Bemerkung, déi d'Veergrößerung vun der Sécherheet mat sech bréngt, déi eben duerch dëse Projet garantéiert ass.

Wat déi administrativ Vereinfachung ubelaangt: Et gëtt jo ëmmer gesot d'Regierung géing net vill maache wat déi administrativ Vereinfachung ubelaangt. Ech mengen hei ass e Beispill vun engem Projet, dee wierklech a verschiddene Punkten déi administrativ Belaaschtung, déi op den Administratiounen, awer och mengen ech op den Entrepreneuren an op de Gemenge läit, erfersetzt. Ech ginn net méi am Detail dorop an, mä ech zielen se nach just op.

Éischtens, de Contrôle technique bei enger Neumeldung - de Gusty Graas ass am Detail dorobber agaangen, ech brauch dat also net ze widerhuelen.

Zweetens, am Fall vun engem Wiessel vum Propriétaire vun engem Auto, dat heescht wann een eng Occasion verkeeft, wéi een esou gutt am Jargon seet, an dee Certificat de contrôle war nach net ofgelaf, da brauch een, wann de Keefer domat d'accord ass, net méi duerch d'Kontrollstatioun ze goen.

Drëtt Vereinfachung: Déi historesch Autoen, dat heescht d'Oldtimer, déi virum 1. Januar 1950 an d'Zirkulatioun gesat goufen, kréien d'Dispens vum Contrôle.

Véiertens, wat d'Reglement vun den Zirkulatiounen ubelaangt, an de Gusty Graas ass dorobber agaangen, éischtens, wann d'Gemengen e Règlement d'urgence huelen, wat eng Gültigkeit huet vu manner wéi 72 Stonnen, brauche se dat also net méi vun dem Gemengerot accordéiert ze kréien an och net méi dem Minister virzeleeën, fir dass den et confirméiert. An de Minister selwer brauch bei Reglementer, déi eng Dauer hu vu manner wéi dräi Méint, och net méi iwwer e Règlement grand-ducal ze goen, mä iwwer e Règlement ministériel, dee vun deenen zwee zoustänneg Ministere geholl gëtt.

An eng lescht Vereinfachung ass déi, wou de Rapporteur och drop agaangen ass, dass de Service de contrôle technique am Fong geholl Zougang huet zu den Informatiounen wat d'Décisionen vun de Gerichter ubelaangt bei der Gestiou vun de Führerschäiner, dat heescht si brauchen net méi selwer erëm eng Kéier all déi Démarchen ze maachen, fir déi Informatiounen ze kréien.

Wat d'Sécherheet ubelaangt, mengen ech, kann een och dräi wichteg Neierunge vun dësem Projet ervirhiewen: Éischtens déi, dass Trakteren, déi méi séier op

der Strooss kënnen fuere wéi 40 km/h, an der Zukunft et regelmeiséig an de Contrôle technique musse goen. Datselwecht gëllt fir Trakteren, déi tëschent 25 a 40 km/h nëmme fueren, mä déi eng Remorque zéien - de Rapporteur ass och dorobber agaangen -, déi mussen awer och an Zukunft an de Contrôle technique goen. Déi drëtt betrëfft eben déi technesch Kontrollen, déi onerwaart op der Strooss kënnen organiséiert ginn, vun der Douane zesumme mat de Beamte vun der Kontrollstatioun, dass do och méi eng grouss Sécherheet vun de Gefierer op der Strooss verlaangt gëtt.

An eng véiert ass déi, dass d'Taxien an d'Ambulanzen an d'Poids-lourden, déi méi wéi 30 Joer hunn, bis elo war et esou, dass, wa se méi wéi 30 Joer an der Zirkulatioun waren, se duerno net méi hu brauchen an d'Kontrollstatioun ze goen. Deen Délai ass vun 30 op 35 eropgesat ginn, well ebe festgestallt ginn ass, dass där Gefierer ëmmer méi an der Zirkulatioun sinn. Voilà, dat sinn zwou Bemerkunge wéi gesot zu der administrativer Vereinfachung an zu der méi grousser Sécherheet, déi dee Projet hei mat sech bréngt.

Ech géing lech merci soe fir d'Nolauschteren a bréngen den Accord vun eiser Fraktioun.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Marc Zanussi agedroen. Den Här Zanussi huet d'Wuert.

■ **M. Marc Zanussi (LSAP).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, dee Projet, dee mer haut den Owend hei diskutéieren, ass och ee vun deene Projeten, deen um Ursprung läit vun där Diskussioun, déi mer haut de Mëtteg iwwer d'Prozedur an d'Aarbecht an der Chamber vun deene leschte Wochen hunn, an ech wëllt och hei ganz kloer nach eng Kéier dat zum Ausdrock bréngen, wat ech an der Kommissioun scho gesot hunn, nämlech dass och hei dee Projet ouni Diskussioun duerch d'Chamberkommissioun gaangen ass. Mir hunn an enger Sëtzung de Rapporteur gestëmmt, mir hunn den Exame vum Projet de loi gemaach, mir hunn den Exame vum Conseil d'État gemaach, mir hunn den Exame vun den Amendementer vun der Regierung gemaach.

Eng Diskussioun war net méiglech a war och net erwünscht, an ech denken, dass dat dote wierklech net déi Aart a Weis ass wéi een un d'Diskussioun vun esou Projete soll eruegen, well een am Noen, wann een dann alleguerten d'Documents parlementaires nach eng Kéier noliest, feststellt, dass an deem engen oder an deem aneren Artikel bei engem Projet wéi deem heiten, deen eigentlech jo elo presentéiert a kommentéiert ginn ass als ee méi technesch Problem, awer och, fir eis op jidde Fall, an ech kommen dorobber nach zréck, op d'mannst ee fundamentale politesche Problem dran ass, deen eis et net erlaabt, dat Gesetz hei kënnen ze stëmmen.

D'Presentatioun ass gemaach ginn, ech brauch dorobber net méi am Detail anzegoen. An deem Gesetz hei ginn eng Rei vu Vereinfachunge gemaach am Beräich vun der Immatriculatioun. Interessant ass och, dass eng Kompetenzerweiderung vun der Douane an deem Gesetz hei niddergeschriwwen gëtt. D'Erliichterung fir Verkéiersreglementer an der Gemeng sinn zitéiert ginn, d'Festleeën an d'Opdeele vun de Kompetenzen am Beräich vun der Signalisation tëschent dem Stat an de Gemenge sinn opgefouert ginn. Iwwer d'Reglement grand-ducal sinn europäesch Direktiven emgesat ginn. Alles dat ass schéin a gutt.

Ech wollt awer zu deem méi technesch Deel och nach dem Transportminister déi eng oder déi

aner Fro stellen, well deen Text jo zum Beispill am Beräich vun der Organisatioun vun der Parksituatioun, wann ech den Text richteg interpretéieren, de Gemengen an Zukunft d'Fräiheet léisst, eenzelne Kategorië vu Leit op Grond vun hirer Condition physique respektiv op Grond vun hirer Missioun op dem öffentliche Terrain Parkplazen ze reservéieren. Dat ass een Novum, wann ech dat esou verstanen hu wéi den Text et seet. Ech wär fro wann ech dat kéint vum Minister confirméiert kréien, well domadder d'Gemengen op eng Rei vu Bedierfnisser a Froen, déi sech an hirer Stad stellen, kënnen reagieren.

Eng zweet Fro, wou aus dem Text och net kloer ervirgeet a wou ech vläicht wollt déi eng oder déi aner Prezisioun hunn, ass déi iwwer d'Suen, déi de Gemengen zoufléissen aus den Avertissement-taxeën, déi erhuewe ginn doduercher wann d'Parksituatioun net geregelt ass a wa Leit hir Taxen net bezuelt hunn. Do steet dran, dass 75% vun deene Suen un d'Adress vun de Gemenge ginn, an et steet dran, dass e Règlement grand-ducal nach gestëmmt gëtt, fir festzeleeën wéi déi dote Verdeelung da gemaach gëtt.

Een Element, wat och am Gesetz steet an nach net hei ugeschwat ginn ass, ass dat vun de Fourrièren. Mir wëssen alleguerten, dass et op d'mannst zu dësem Zäitpunkt schwierig ass, wann eng Gemeng Autoen huet, déi immobiliséiert sinn, an d'Police soll se an d'Fourrière setzen, kréie mer permanent vun der Police gesot, dass et net méiglech ass, vu dass d'Fourrièren alleguerten iwwerfëllt sinn a keng Plaz doranner ass. Am Gesetz gëtt elo festgeluecht, dass eigentlech e Véhicule, nodeem en 72 Stonnen immobiliséiert ass, muss an eng Fourrière gestallt ginn.

Or wollt ech froen, ob d'Situatioun an de Fourrière sech dann an der Zwëschenzäit verbessert huet, fir deem doten Element Rechnung ze droen, wëssend dass an engem vun deenen Artikel ganz kloer steet, dass wann et en Empêchement dû à une circonstance majeure ass, dat net brauch respektéiert ze ginn. Dat ass déi drëtt Fro.

Déi véiert Fro ass, wéi vill Gefierer dass hei zu Lëtzebuerg zirkuléieren ouni Certificat vu Sandweiler? Dat ass eppes wat jo mat Verkéierssécherheet ze dinn huet. Ech hat am Joer 2002 eng Question parlementaire gestallt, wou ech effektiv als Antwort krut, dass et hei zu Lëtzebuerg 2,5% gëtt vu Bussen, 5,4% vu Camionen a 6,4% vu Remorquen, déi hei zu Lëtzebuerg fuere an lafen, ouni dass se e Certificat vu Sandweiler hunn. Huet de Minister Informatiounen doruwwer, ob déi Situatioun sech geännert huet, am beschte Fall gebessert huet?

Dat sinn e puer Froen zu deem technesch Deel vun deem Gesetz, an dann eng Bemerkung zu deem eiser Aschätzung no wierklech héich politesche Beräich, an zwar ass dat deen, wou et ëm d'Ausdehnung vun de Pouvoire vun der Société nationale du contrôle technique geet.

De Rapporteur huet kuerz drop higewisen, dass effektiv hei elo soll eng Base légale geschafte ginn, fir zousätzlech Aarbechten an där Société nationale kënnen ze maachen. Ech erënneren drun, an et steet och am Rapport vum Gesetz, dass effektiv am Juli 2002 jo schon eng Rei vu Kompetenzen aus dem Transportministère ausgelagert gi sinn an d'Société nationale de contrôle technique. Mir hunn deemools als Fraktioun hei op der Chambertribün géint déi Privatisierung protestéiert, well

dat war et an dat ass et haut an engem zousätzleche Mooss.

Mir hunn deemools gesot, dass déi Kompetenzen am Beräich vum Transportministère solle bleiwen. Deemools ass op eng Etüd vun Arthur Andersen higewise ginn, déi offensichtlich festgestallt huet, dass et am Beräich vum Transportministère an deem heiten Deel en Defizit u Personal gëtt. Mir hunn deemools dofir plädéiert, fir dat Personal anzustellen, an déi Aarbechten och am Ministère ze beloussen, well mer net konnten d'Argument deelen, dass de Ministère oder de Stat an deem heite Fall manner kompetitiv soll si wéi eng Privatgesellschaft. Dofir hu mir och dat Gesetz vum Joer 2002 net gestëmmt.

Hei gëtt dann elo an deem Gesetz eng Base légale geschafte, fir dass d'Société nationale de contrôle technique och kann Donnéeën verschaffen, déi mat der Privatsphär vun de Leit ze dinn hunn, wou et ëm medezinesch Informatiounen geet, wou et och ëm Informatiounen geet, déi vun de Gerichter kommen, also eng héich sensibel Matière, wou et absolut noutwendig ass, dass héchst Confidentialitéit garantéiert gëtt.

Ech bedauern, an dat hunn ech aganks gesot, dass dat doten eigentlech iwwerhaupt net thematiséiert ginn ass. Et gëtt esou en passant gesot, et ginn zwou Zeilen an engem Text geschriwwen, a rupp ass erëm een Deel privatiséiert, wat eiser Aschätzung no an dësem Kontext net gutt ass.

Et kann ee soen, d'Oppositioun hätt jo och kënnen den Text éischer liesen an an der Kommissioun drop opmierksam maachen, mä opgrond vun där Aarbechtsorganisatioun, déi am Moment am Parlament hei herrscht, ass dat schwéier méiglech, d'autant plus och nach d'Ordres du jour an Zäite vun de Sëtzunge permanent changéieren, ass dat relativ schwierig.

Ech bedauern eigentlech, dass mat enger relativer Liichtegkeet iwwer deen heiten Artikel ewechgaange gëtt, well et eiser Aschätzung no wéi gesot eng ganz sensibel Matière ass, an ech erënnere mech och un d'Diskussiounen, déi iwwer d'Dateschutzgesetz gefouert gi sinn, wou alleguerten déi Leit, déi an deem Prozess implizéiert waren, vill doruwwer geschwat hunn an eng gewësse Sensibilitéit haten, wann et ëm d'Transfert vum deenen doten Informatiounen giong.

Hei gëtt mat zwou Zeilen dat doten ewechgewëscht, an et gëtt eiser Aschätzung no och net 100%eg dem Dateschutzgesetz Rechnung gedroen. Well wann ech kucke wat am Dateschutzgesetz steet, da geet do Rieds vun enger Commission nationale pour la protection des données, an am Artikel 32 soll dann och déi Commission nationale pour la protection des données ëm en Avis gefrot ginn, all Kéiers bei engem Gesetz wou et ëm den Dateschutz an ëm den Transfert vun Donnéeën geet. Ech denken, dass dat besonnesch an dësem Fall wichteg gewiescht wier, wou et ëm esou héich confidential Donnéeën Rieds geet. Deen Avis ass menger Aschätzung no net gefrot ginn, deen Avis läit och net vir.

Elo kann een awer ënner Ëmstänn soen, am Gesetz steet net, wéini dass deen Avis da soll geholl ginn, mä ech mengen awer, fir eng anstänneg parlamentaresch Aarbecht ze maachen, wär et eigentlech eng absolut Noutwendegkeet gewiescht, wann deen Avis do virum dem Vote vum Gesetz virgeleeën hätt, fir sech och kënnen dorobber ze berufen.

Mir mengen also, dass dat heite keng gutt parlamentaresch Aarbecht ass an dass och eigentlech de Geescht vum Gesetz iwwer den Dateschutz heimadder liicht vergewaltigt ginn ass, fir keen anert Wuert ze gebrauchen.

Da steet natierlech am Gesetz, dass déi Beamten, net déi Beamten, well et si jo keng, si schaffen an enger privater Gesellschaft, an enger Société anonyme, veredegt sinn, an domadder vläicht de Virstellungen an dem Confidentialitéitsgrad vun der Regierung Rechnung droen an dierginn. Ech stelle mer awer d'Fro, wat fir eng Valeur, dass déi Veredegung huet, wa Leit an enger Société anonyme schaffen.

Mir soen op jidde Fall, dass esou wéi dat heite geschitt ass, et net korrekt ass, a mir géingen dann och en Amendement presentéieren, wou mer d'Regierung oder d'Majoritéit hei am Parlament invitéieren deen doten Deel aus dem Artikel 4 vum Gesetz erauszehuelen, well et eiser Aschätzung no politesch net richteg ass an och net diskutéiert ginn ass, an deen Avis net virläit. Ech géif deen Amendement hei ofginn.

Amendement 1

L'article 4 est modifié comme suit:

Le paragraphe 4 de l'article 4bis nouveau est supprimé.

(s.) Marc Zanussi, Alex Bodry, Mady Delvaux-Stehres, Ben Fayot, Jeannot Krecké.

Ënnert der Viraussetzung, dass deem doten Amendement Rechnung gedroe gëtt, géinge mer dat Gesetz stëmmen. Sollt dat net de Fall sinn, wäerte mer géint dat heite Gesetz stëmmen.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

■ **M. le Président.** - De leschten Diskussionsriedner zu deem Projet ass den Här Fernand Greisen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

■ **M. Fernand Greisen (ADR).** - Här President, ech wëll all deene merci soen, déi um Projet matgeschafft hunn. De Projet ass virgestallt ginn. Mat de Bestëmmunge kann den ADR averstane sinn. Bedauerlech ass, an dat ass schonn hei gesot ginn, et feele Reglementer, Ännerungen, déi vun der Associatioun vun den historesch Autoen virgeschloe gi sinn. Deenen ass net Rechnung gedroe ginn. Et ass de Bewäis vu schlechter parlamentarescher Aarbecht.

Ech ginn den Accord vum ADR ënnert der Reserv, wat virdu gesot ginn ass, an der Hoffnung, dass keng Problemer iwwersi gi sinn.

Merci.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Transportminister Henri Grethen. Mir hunn uschlëssend nach e leschte Projet, dee virgesinn ass, dee vertage mer op muer. Dat ass dee vun den Naturalisatiounen.

Mä uschlëssend un dëse Projet steet nach e kleng Projekt um Ordre du jour. D'Wuert huet den Här Minister.

■ **M. Henri Grethen, Ministre des Transports.** - Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt dem Här Rapporteur, dem honorabelen Här Gusty Graas, merci soe fir säi schrëftlechen an och fir säi mëndleche Rapport. Och merci un den Här Hauptert fir d'Zoustëmmung vu senger Fraktioun zu dësem Projet.

Den Här Greisen, Här President, huet bedauert, dass eng Rei Règlements grand-ducaux géife feelen. Et ass eng legislativ Praxis, dass den Detail et engem Règlement grand-ducal iwwerléisst, et awer jee nodeem wéi urgent, wéi séier d'Sache solle goen, net ëmmer an der Lag ass, fir deem Wonsch, deen itérativement op der Chambertribün artikuléiert gëtt, fir sämtlech Règlements grand-ducaux am Virus heihinner ze bréngen, wat net muss de Fall sinn, well e Règlement grand-ducal ass jo der Exekutiv virbe-

halen, brauch en Avis vum Conseil d'État, sauf urgence, mä ech kann awer der Chamber versprechen, dass ech gäre bereet sinn, wann dat gewünscht gëtt, deen een oder deen anere Règlement grand-ducal méi genau ze kucken, fir dann hei mat der Chamber ze diskutieren.

Den Här Zanussi huet en Amendement abruucht, Här President, deen ech nach net gesinn hunn, esou dass ech mech herno zu deem wëll äusseren. En huet awer eng Rei Froe gestallt.

Effektiv ass et esou, dass an dem Gesetz och eng Dispositioun ass, déi d'Konditioun vum Parking résidentiel ofännert, a fir ënner anerem och der Emsetzung vun deenen Dispositiounen, wéi se elo vun der Stad Lëtzebuerg envisagéiert sinn, och eng legal Basis ze ginn. Dat heescht zum Beispill eenzelne Kategoriën vum Utilisateuren, ob dat elo Doktere sinn, ob dat Handwerksbetrieber sinn, déi mussen an eng Stad schaffe kommen, déi Méiglechkeet ze ginn, an et gëtt jo och elo ëmmer méi Gemengen, déi de Parking résidentiel aféieren am Intérêt vun hire Bierger, a fir och deenen entgéintzekommen, déi dann an déi Gemenge misste schaffe kommen. Et ass also effektiv dat d'Basis fir esou eng Réglemmentatioun.

Mir hunn dann - an dat ass en net strikt juristeschen, mä et ass e juristesche Problem, jee nodeem, wat fir e Charakter een deenen Taxé gëtt - op Wonsch vun de Gemengen deenen Taxen de Charakter vun engem Impôt communal ginn, wat fir d'Gemengen eng Rei Virdeeler huet bei der Perceptioun vun där Taxe, well et da ganz sécher ass, dass d'Taxe fir d'Gemeng ass. Et ass hei also eng ganz gemengefrëndlech Dispositioun, an ech huelen och un, dass dat jo net kann op Widerstand stousse bei enger Fraktioun, déi esou vill Gemengepäpp an hire Reien zielt an déi mengt, d'Regierung géif net genuch maache fir d'Gemengen. Hei sinn op alle Fall Dispositiounen, déi ganz am Sënn vun de Gemenge sinn.

Déi drëtt Fro vum Här Zanussi, Här President, war dann déi vun der Fourrière. Effektiv besteet do e Problem, wat d'Fourrière ugeet. Ech hunn an der leschter Woch dem Innenminister an och dem Justizminister geschriwwen, fir hinnen ze proposéieren, ob een net kënnt - wéi soll ech soen - eng national Fourrière op enger privater Basis envisagéieren. Ech kéint mer virstellen, dass d'SNCT, wann déi Departementer bereet wiere mat an déi Richtung ze goen, dass d'SNCT kënnt do eng Aufgabe iwwerhuelen, fir entweder an der Enceinte oder an der Géigend vun deene Centren, déi se elo schonn exploitéieren, fir do Fourriären opzerrichten, fir dass d'Gemengen net méi mat deene Problemer ze dinn hunn an dass mer gläichzäitig d'Aarbecht vun der Police kéinten erliichteren.

Här President, dann ass eng véiert Fro gestallt ginn: Wéi oft feelt esou e Certificat de contrôle? Mir stellen effektiv fest, leider hunn ech elo net déi genau Zuelen, mä den Här Zanussi hat mer eng Keier eng Question parlementaire gestallt, do hu mer versicht op Basis vun deenen Angaben, déi mer iwwer Contraventionen an esou erakrieten, do eng Opstellung ze ginn, och op Basis vun de Statistiken, déi mer féieren. Well et besteet jo eng Base de données, déi eis seet, ob e Gefier dem Contrôle technique presentéiert ginn ass oder net, woubäi mir net ëmmer wëssen, ob dat Gefier verkaaft ginn ass. Mir missten et eigentlech wëssen, mä ganz oft deelen d'Propriétaires dat net mat, mä d'Prozentsatz, déi deemools matgedelt gi waren, déi dierften awer nach ëmmer sensiblement déiselwech sinn.

Här President, dann zur Proposition vum Amendement, fir am Artikel 4 de Paragraph 4 ze sträichen. Do kann ech beim beschte Wëlle main Accord net ginn, well dat géif jo bedeuten, dass mer duerno an engem zimlech lofleere Raum, net emol an engem zimlech, mä an engem ganz lofleere Raum géifen operéieren. Dir verstitt, dann hätte mer d'Base légal fir eise Contrôle technique praktesch émasculéiert. Dofir deet et mer Leed, mä deen Amendement do muss ech d'Chamber invitéieren erëm zrëckzeweisen.

Merci.

M. le Président. - D'Diskussion ass elo ofgeschloss. D'Lecture vum Projet de loi 5159 iwwert déi nohalteg Entwécklung, vum 12. Mee.

Mir kommen dann zum leschte Projet fir haut. Dat ass d'Diskussion vum Projet de loi 5159 iwwert déi nohalteg Entwécklung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen déi Häre Schank, Bodry, Graas, Mehlen a Gira. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Emile Calmes.

12. 5159 - Projet de loi relative à la coordination de la politique nationale de développement durable

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Emile Calmes (DP), rapporteur. - Här President, Dir Damen an Dir Hären, mat deem Gesetz hei geet et ëm d'Koordinatioun vun enger nationaler Nohaltegkeetspolitik, ee Gesetz, wat am Fréijoer vum leschte Joer déposéiert ginn ass, wou awer de Statsrot leider säin Avis eréischt am Fréijoer vun deem Joer hei déposéiert huet, ofginn huet, an dobäi, mengen ech, eng Opposition formelle mat ofgeliiwert hutt, wat da bedéngt huet, dass dat Gesetz hei huet missen op enger Partie Punkten ofgeännert ginn.

A sech berout dat Gesetz hei op enger Motioun, déi mer am Juli 2002 hei majoritär geholl haten am Kader vun enger Orientéierungsdebatte iwwert déi nohalteg Entwécklung hei zu Lëtzebuerg, eng Debatte, déi opgrond vun engem Rapport gefouert ginn ass, dee mer mat der Umweltkommission festgehalten haten an deen u sech selwer och erëm berout huet op dem éischten nationalen Nohaltegkeetsplang, dee vun der leschter Regierung ënnert dem Umweltminister Bodry kuerz virun dem Schluss vun där Legislaturperiod déposéiert gouf, an deen u sech och a grouse Linnen acceptéiert ginn ass, mat deenen Ofstrécher, déi mer dann ebe kennen.

An deem nationalen Nohaltegkeetsplang 1990 waren och schonn eng Partie Organer virgesinn; ënner anerem e Comité national pour le développement durable. Dat ass u sech dat Gremium, wat mer och mat deem Gesetz, oder ee vun den Organer, wat mer och mat deem Gesetz hei schafen. Bei eis an deem Gesetz hei heescht e Conseil supérieur pour le développement durable. An deem nationalen Nohaltegkeetsplang vun 1999 war och eng „task force“ ministériel virgesinn, dat entsprécht u sech där Commission interdépartementale du développement durable, déi mat deem Gesetz hei an d'Liewe geruff gëtt.

An deem nationalen Nohaltegkeetsplang vun 1999 waren dann och nach zwee aner Instrumenter virgesinn. Eent vun deenen Instrumenter war den nationalen Nohaltegkeetsplang, vun deem deen éischte jo dann 1999 déposéiert ginn ass. Et war och virgesinn eng

Evaluatioun ze maache vun der nationaler Nohaltegkeetspolitik, dat opgrond vun Indicateuren - och dat fënnt een an deem Gesetz hei erëm - opgrond vun engem Rapport, deen all zwee Joer gemaach gëtt, wat d'Emsetzung vun der nationaler Nohaltegkeetspolitik ugeet, deen dann och opgrond vun deenen Indicateure gemaach gëtt.

Et ass keen Neiland, wat mer hei betrieden, dat alles ass also scho gesi ginn. D'Nohaltegkeet u sech oder d'Nohaltegkeetsiddi geet zrëck op 1987, wéi se am Brundtland-Rapport sengerzäit definéiert ginn ass an deem Sënn, dass eng nohalteg Entwécklung eng Entwécklung u sech ass, mat där déi Generatiounen vun haut hire Besoinen nokommen an engem Ausmooss oder esou, dass déi Generatiounen, déi no eis kommen, déi zukünftige Generatiounen, och hire Besoinen kënnen nogoen an dass eis Generatiounen vun haut dat u sech net a Fro stellen.

Et ass och déi Iddi, déi op der Konferenz vu Rio u sech maassgebend war, a wou dann en fin de compte an enger Deklaratioun vu Rio iwwer Emwelt an Entwécklung festgehale ginn ass vun alle Länner, dass och all Länner sech engagéiert hunn esou eng Politik ze maachen. Virun allem soll an Zukunft an der nationaler Politik d'Emwelt méi respektéiert ginn, an an deene Länner ee méi groussen Engagement soll stattfanne beim Asaz géint d'Aarmut

Ech wëll elo weider net op d'Nohaltegkeet selwer agoen. An deenen zéng Minutte wier dat jo och onméiglech. Ech verweisen dofir op mäi Rapport vu virun zwee Joer. Ech verweisen och op déi Debatte, déi mer sengerzäit do hatten. Ech wëll lech awer kuerz skizzéieren, ëm wat et an deem Gesetz hei geet.

Et ass och net méi an net manner, wéi dat mat deem Gesetz hei ee Kader soll geschafe gi fir eis national Nohaltegkeetspolitik, ee Kader, deen u sech zwee Organer virgesäit an och zwee Instrumenter, mat deene mer hei schaffen. Wéi gesot, als Organer: de Conseil supérieur pour le développement durable an eng Commission interdépartementale du développement durable, an zwee Instrumenter: de Plan national pour un développement durable an dann och de Rapport national sur la mise en oeuvre du développement durable, deen opgrond vun Indicateure festgehale gëtt.

Mir hunn ee Conseil supérieur pour le développement durable. Wat fir Missiounen huet deen? Ma, virun allem gëtt an deem Gremium mol iwwer Nohaltegkeet diskutéiert. Dat Gremium kann dann och Recherchen an Etude proposéieren, déi mat Nohaltegkeet ze dinn hunn. Et ka selbstverständlech och mat anere Gremien Austausch halen. Et soll och versichen - an dat ass, mengen ech, an enger éischer Phas eng vu sengen Haaptmissiounen - eng breetméiglechste Participatioun vun der Gesellschaft mat erunzeéien, sief dat vum eenzelne Bierger, sief dat awer och vun all offentlecher a privater Organisatioun. Et ass, mengen ech, ee vun deene wichtigste Punkten en vue vun enger Sensibiliséierung vun eise Matbierger, wou, mengen ech, ganz vill Leit nach net wëssen, wourëm et bei der Nohaltegkeet geet.

Da selbstverständlech soll et Avisen ausschaffen iwwert déi national Nohaltegkeetspolitik. Dat heescht dee Conseil supérieur pour le développement durable ka souwuel der Regierung Propositionen maachen en vue vun enger nationaler Nohaltegkeetspolitik, e kann awer och Avisen ofliwwere wann d'Regierung dat freet, a wann d'Regie-

rung dat freet, da muss en dat och innerhalb vun dräi Méint maachen. Dese Conseil kann dann och selbstverständlech jiddferee konsultéieren, deen e wëllt, ob et Verwaltunge sinn oder ob et offiziell Organer sinn. Mä dat beschränkt sech u sech och net op déi zwee. Dese Conseil supérieur muss dann och all Joer e Rapport ofginn, souwuel der Regierung wéi och der Chamber, fir ze wësse wat en an deem Joer dann och geschafft huet.

Den Artikel 5 gesäit da vir, dass d'Zesummesetzung, d'Organisation an och de Fonctionnement vun deem Conseil supérieur iwwer e Règlement grand-ducal fixéiert ginn. Et muss ee soen, an dat gëtt eis da virgeworf, dat ass jo schonn de Mëtteg hei gemaach ginn, dass kee weess wéi dat Gremium do zesummegefaasst ass. Et muss een allerdeings soen, dass de Conseil d'État hei d'Proposition gemaach huet, dass een de Wee soll aschloen, dee mer och fir aner Gremien aschloen, an deem Sënn, dass een de Fonctionnement, d'Zesummesetzung an d'Organisation opgrond vun engem Règlement grand-ducal mécht.

Et muss een dann awer éierlechkeetshalber soen, dass am urspréngleche Gesetz virgesi war wien do soll dra sinn. Ënner anem soll dee Conseil supérieur presidéiert gi vum Statsminister, deen assistéiert gëtt vun engem Verrieder vum Ministère vum Aménagement du Territoire a vun deem vum Environnement. Dat huet domat ze dinn, dass mengen ech, de Statsminister sengerzäit beim Débat iwwert d'Lag vun der Natioun jo annoncéiert hat, dass de Conseil supérieur vum Aménagement du Territoire an deem hei soll opgoen. Et sinn och dräi Gemengeverrieder virgesinn. Et sinn dräi Verrieder aus den ONGen aus dem Umweltberäich virgesinn, awer och aus der Kooperatioun. Et si sechs Verrieder aus de Chambres professionnelles virgesinn, dräi Gewerkschaftsverrieder, dräi Patronatsverrieder, zwee Wëssenschaftler, ee vum Konsumenteschutz, ee vun der Ethikkommission an ee vun all Ministère.

Déi Leit ginn op véier Joer genannt, an et besteet och e Sekretariat wat deem Conseil supérieur zur Hand geet. Dat Sekretariat ka sech dann och Leit uleeën, déi spezialiséiert sinn, dat kann awer och statutareshch Personal ënner anerem sinn. An et ass och virgesinn, dass dee Conseil supérieur hei matschwätzt wien u sech agestallt gëtt. Et ass och am Artikel virgesinn, dass eng Dotatioun am Budget virgesinn ass, fir dann deem Conseil supérieur déi néideg Moyenen zur Verfügung ze stellen.

Dat zweet Organ, wéi gesot, ass de Conseil interdépartemental vum Développement durable. Och hei ginn d'Organisatioun, de Fonctionnement an d'Zesummesetzung iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht. Déi Leit hei ginn och fir véier Joer genannt. Am Prinzip ass aus all Ministère een dora virgesinn. D'Missiounen sinn déi fir den Avant-projet vun engem Plan national de développement durable auszuschaffen a wéi gesot d'Mise en oeuvre vum Plang selwer hëllefen ze favoriséieren an och ze promovéieren, selbstverständlech och de Suivi dovun ze maachen an dann och all zwee Joer ze rapportéieren iwwert dat wat u sech emgesat ginn ass.

Et kann natierlech och dese Comité de Régierungsrot saiséiere mat Projeten, Aktiounen an anere Mesurë fir d'Mise en oeuvre vun där Politik hei ëmzesetzen. E muss dann och bis den 31. Mäerz vum folgende Joer een Aktivitéitsbericht der Chamber hei virleeën. Voilà, dat fir déi zwee Organer.

Op där anerer Säit da wéi gesot d'Instrumenter, an dat ass den nationalen Nohaltegkeetsplang, deen all véier Joer opgestallt gëtt, dat natierlech opgrond vun deem Rapport, dee vun deem Comité do gemaach gëtt. An deem nationalen Nohaltegkeetsplang sollen dann déi prioritär Aktiounen festgehale ginn, déi d'Nohaltegkeet solle guidéieren. Et soll een awer och doranner d'Schlüsselsecteur fanne mat deenen Objektiv, déi mer eis wëlle ginn, esou wéi dat schonn an deem Plang, deen do ass, dran ass. Selbstverständlech sollen och d'Moyenen an d'Mesuren drageschriwwen si fir des Objektiv ze verfolge. Et muss een dann och draschreiwe wat d'Konsequenze sinn, souwuel déi wirtschaftlech, déi finanziell, déi sozial wéi awer och déi ökologesch.

Deen Avant-projet geet dann, wann e vun deem Comité do ausgeschafft ass, un d'Regierung. D'Regierung approvéiert dese provisoresche Plang dann a gëtt en hirersäits virun un d'Chamber an un de Conseil supérieur, déi dann en Avis dozou ausschaffen. Déi hu véier Méint Zäit fir dat ze maachen. Wann dese Plang dann zrëck ass, huet de Comité zwee Méint fir en definitiv fest ze gestalten. Duerno wäert d'Regierung en dann approvéiere mat der Motivatioun, firwat dat se déi eng oder déi aner Remarquen aus der Chamber oder aus dem Conseil supérieur net respektéiert huet.

Dese Plang gëtt dann am Mémoirel publizéiert a kann iwwer e Règlement ganz oder zum Deel obligatoresch gestalt ginn. Wéi gesot iwwert deenen nationalen Nohaltegkeetsplang gëtt dann all zwee Joer rapportéiert, wou dann evaluéiert gëtt, eng Analys gemaach gëtt, wou eng Beschreibung gemaach gëtt, eng Evaluatioun vun der Situatioun gemaach gëtt, wéi dat d'Nohaltegkeet sech hei développéiert huet, dëst opgrond vun Indicateuren, wéi d'Regierung se jo schonn am Kader vun deenen Diskussiounen, déi mer haten, virgestallt huet. Indicateuren, déi dann och opgrond vun engem Règlement festgehale ginn, wellech dat sinn a wéi dat se solle fonctionnéieren, ganz einfach well och de Statsrot dat an deem Sënn esou wollt.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, dat sinn déi wesentlech Elementer vun deem Gesetz hei. Ech mengen, dass mer awer mat deem Gesetz et trotzdeem oder op d'mannst och wäerte fäerdeg bréngen, dass den Débat an d'Diskussion ëm d'nohalteg Entwécklung net wäerten zu Enn goen, mä mat deem Gesetz hei wäerte mer se institutionaliséieren an deem Sënn, dass se, mengen ech, awer fir d'Zukunft eng Debatte garantéiert, dass déi Nohaltegkeetsdebatte wäert permanent sinn, dass se och wäert breet gefouert ginn dobussen a selbstverständlech och hei an der Chamber. Ech ka mech erënneren, dass mer relativ laang iwwert deenen Zukunftsdësch hei diskutéiert hunn, dëst op Grund, mengen ech, vun där Immigrationsdebatte, déi mer haten.

Perséinlech sinn ech der Iwwerzeugung, dass d'Nohaltegkeet de Stoff wäert liwwere fir d'politesch Debatte vun der Zukunft, an ech géif mengen, dass och an Zukunft d'Politik net wäert derlaanscht kommen, hir Politik nohalteg ze gestalten, an anere Fall mer, mengen ech, eis eegen Zukunft géifen a Fro stellen. Et muss ee sech och bewusst sinn, dass d'Nohaltegkeet, a wann een d'Leit dobousse freet wat d'Nohaltegkeet ass, e Begrëff ass, deen am politesche Liewen dach awer relativ nei ass. Ech mengen och, dass mer nach eng Partie Iwwerzeugungskraaft brauche fir net nëmmen eis hei selwer ze iwwerzeegen. Ech mengen, dass et der eng Partie an der Umweltkommission scho sinn, déi dovun iwwerzeegt sinn an och doriwwer eraus, mä ech mengen

leider, datt et se net alleguere sinn, an datt eis Matbierger net alleguer dovun iwwerzeegt sinn an och net d'Nécessitéit vun enger nohalteger Politik bis elo wäerten erkannt hunn.

Un eis läit et an Zukunft den Débat ze féieren a waarm ze halen an deem Sënn, datt mer dann och an der Ëmsetzung besser virukommen. A wann d'Gesetz nëmmen dofir gutt ass, da géif ech lech invitéieren, et an deem Sënn hei ze stëmmen.

Ech soen lech merci fir d'Nolautschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Als éischten Diskussionsrieder ass den Här Marco Schank agedroen. Den Här Schank huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'éischt dem Kolleg Emile Calmes merci soe fir säin excellenten nohaltege Rapport. Et gétt wahrscheinlech kee Begrëff, deen an de leschte Joren esou dacks iwwerstrapazéiert gouf, zitéiert gouf, instrumentaliséiert gouf an och emol méissbraucht gouf.

(Interruption)

Oh, do hutt Der Onrecht, Här Bodry. De 4. Juli 2002, erënnert Der lech drun, hate mer op dëser Plaz ee ganz groussen Débat iwwert de Sujet vun der Nohaltegkeet, an ech wollt soen, datt dës Projet de loi dann och eng vun de Konklusiounen vun deem Débat ass, dee mer deemools gefouert hunn.

Ech wollt ganz kuerz un d'raie grousse Ziler erënnere vun der Nohaltegkeetsstrategie. Fir d'éischt emol heescht dat eng équilibréiert Balance hunn tëschent de Bedierfnisser vun där heiteger Generatioun an de Liewensperspektive vun enger zukünftiger Generatioun. Zweetens, alles dat, wat een ënnert dem Begrëff vun enger gudder Liewensqualität ka begräifen: eng intakt Ëmwelt, eng breet kulturell Offer, Aarbechtsplazen, eng gutt Schoul an esou weider. An dann dréitens gehéiert och zu esou enger Strategie sozial a gesellschaftlech Solidaritéit, dat heescht d'Bekämpfung vun der Aarmut an eben och d'Solidaritéit mat den Entwécklungslänner.

Dës Ziler, dës Objektivierungen an alle Politiques sectorielles hiren Nidderschlag fannen. An der Transportpolitik, an der Landesplanungspolitik, awer och an der Kooperatioun, wéi ech gesot hunn, muss nohaltege Entwécklung am Fong ee Leitkonzept si fir déi zukünftige Entwécklung. Mir brauchen also net fir d'lescht an der Politik och Politikerinnen a Politiker bei de Ministären, an de Verwaltungen, wou e Mentalitéitswandel dohi geet, datt zukünftig an deene verschiddene Politikfelder zesammenhängend vernetzt ebe geduecht gétt a Sujeten och esou traitéiert ginn. Ech sinn der Meenung, datt dëst Gesetz, wat mer haut diskutéieren, wat mer mar wäerte stëmmen, e weidere wichtige Mosaiksteen ass an deem Prozess vun der nohalteger Entwécklung.

De Räichtum vun eisem Land, oder vun engem Land tout court, léisst sech definitiv net méi op déi wirtschaftlech Performancen an och net op d'Consumatioun reduzéieren. Et geet hei em vill méi. Et geet em Froestellungen, Investitiounen, déi laangfristeg mussen ausgeriicht ginn, zum Beispill Educatioun, zum Beispill Fuerchung, awer och eise Gesondheetssystem a virun allem d'Erhalte vun den Ökosystemer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat mer brauchen, dat ass am Fong eng global Strategie fir d'Entwécklung vun eisem Land ze steieren. Eng Strategie, déi als roude Fue dem eben eng nohaltege

Politik huet an deenen eenzelne Beräicher, déi mer no an no an de Joren, déi kommen, wëllen ëmsetzen. An duerfir brauch d'nohaltege Entwécklung - ech hunn dat och deemools gesot, ech resüméieren dat ganz kuerz - an deem Débat ee Fahrplang, well mer eis musse gewëssen Deadlines ginn, déi eis et erlaben d'Politik, déi mer ageschloen hunn, och à moyen terme ze bewäerten. Dat setzt natierlech am Ufank viraus, datt mer mat Hëllef vun de Strukturen, respektiv de Gremien, déi an deem neie Gesetz verankert ginn, den Ist-Zoustand kucken an analyséieren.

Zweetens sinn och d'Indicateure wichteg, e wesentlech Element vun där Strategie. Si sinn am Fong en elementare Bestanddeel fir d'Ëmsetzung an d'Weiderentwécklung vun esou enger Nohaltegkeetsstrategie. D'Indicateure mussen och als Orientéierungswärter eben d'Richtung uweisen, wou een an den nächste Jorzéngten hi wëllt.

Dréitens, mir brauchen effikass a vernetzte Strukturen an Instrumenter. Am Débat vum 4. Juli 2002 ass eben och Rieds gaangen, de Rapporteur huet et gesot, vun enger „task force“, vun enger Commission interdépartementale, déi sech zesummesetzt aus Vertrieder vu verschiddene Ministären, déi Aktionspläng ausschaffen, andeems se eng horizontal an, wéi scho gesot, eng plurisektorieel Approche am A behalen.

A senger Deklaratioun zur Lag vun der Natioun, de 7. Mee datselwecht Joer, 2002, huet de Premier d'Kreatioun vun engem Conseil supérieur du développement durable proposéiert a meng Fraktioun huet och deemools gesot, datt dat sennvoll wier. Ëmsou méi, datt ass awer wichteg, datt een d'Viraussetzung schafft fir dës Institutioun mat deenen néidege Missiounen an och Ziler, a selbstverständlech och mat deem néidege Personal a Suen ze equipéieren. Dës ganz Strategie an dës vernetzten Approche passt dann och an den IVL. Den IVL, wou d'Vernetzung vu Wunnen, Schaffen, Mobilitéit, Wuesstem, Natur a Landschaft zu Lëtzebuerg fir déi nächst Joren a Jorzéngte gekuckt gétt.

Här President, op dëser Plaz wollt ech dann och nach kuerz eppes zum Rôle, well et wichteg ass, vun de Gemenge soen, an och iwwert d'Potenzialer, déi um lokale Plang leien. Dir erënnert lech drun, datt an der Aktioun 21 vun de Vereenten Natiounen d'Roll vun de lokalen, vun de kommunale Communautéite ganz staark ervirgestrach gétt.

(Interruption)

Mir mussen un d'Weiderentwécklung denken, Här Gira.

Effektiv sinn d'Gemengen an och d'Gemengesyndikater no bei de Biergerinnen a Bierger an hunn domat eng wichteg Virreiderfunktions a kënne pionéierhaft wirken. Als Beispill: d'Klimabündnis-Gemengen, wat munches seet iwwert d'Méiglechkeeten, dem Bierger och d'Versteesdemech vun enger Nohaltegkeetsstrategie méi no ze bréngen.

An duerfir solle mer och driwwer nodenken, fir d'Beméiunge vun de Gemengen op déi eng oder op déi aner Manéier ze ënnerstëtzen. An do wëllt ech eng Kéier och op den Débat „Kompetenz Stat-Gemengen“ hiweisen, op déi Konklusiounen, op déi ech awer elo net aginn, mä et mierkt ee wéi all déi Saachen enk zesammenhänken.

Ech hunn och schonn an der Vergaangenheet méi dacks op dëser Plaz gesot, datt d'nohaltege Entwécklung nëmmen dann eng Chance wäert kréie fir ëmgesat ze ginn, wann een déi noutwendeg Strukturen huet, an déi sinn et ebe bis haut net ginn. Och de Mouvement écologique begréisst a sengem Avis d'Tatsaach, datt am Kontext „Strukturen“ elo ee Projet

de loi virläit, och wann de Mouvement inhaltlech net mat allem d'accord ass. Mä et ass ënner anerem...

(Interruptions)

Liest den Avis. En ass méi positiv, wéi de Mouvement elo argumentéiert.

Et ass ënner anerem wichteg, datt mer elo e Gesetz kréien, wou de Begrëff vun der Nohaltegkeet gesetzlech verankert gétt. Och wann een natierlech kann doriwwer streiden, ob de Begrëff engem wäit genuch geet, respektiv och iwwert d'Inhalter kann een diskutéieren. Wéi gesot, ganz dacks gétt viles an näischt an deemem Begrëff vun der Nohaltegkeet verpaakt, e Begrëff, deen dehnbar ass an dee selbstverständlech och emol iwwerdehnt gétt. A genee duerfir ass et wichteg, datt de Begrëff e feste Fong kritt, en inhaltliche Fong, zum Beispill d'Indicateuren, awer och e strukturelle Fong, mat deene verschiddene Gremien an Instrumenter.

De Gesetzesprojet 5159 schwätzt vun dräi Piliere, déi d'Objektivier fir d'Ëmsetzung vun der nohalteger Entwécklung droen: d'ekonomesch Entwécklung, d'sozial Entwécklung an den Ëmweltschutz. Et ass sécher sennvoll e Conseil ze schafen, dee sech mat den Aspekter vun der nohalteger Entwécklung befaasst, an ech mengen, datt mer eis do alleguerten eens sinn, och mat engem Mouvement.

Et ass kloer, datt mer net nëmmen déi noutwenneg Gremien am Kontext Nohaltegkeet musse schafen, mä datt och d'Konzept an der Praxis muss berücksichtegt ginn. Wat elo dee Conseil supérieur pour le développement durable ubelaangt, huet en ënner anerem eng Partie Initiativrechtler fir zum Beispill Recherchen, Etüden ze proposéieren oder och eng méiglechst breet Participatioun vu verschiddenen Organismen, öffentlecher a privater an eben och der Zivilgesellschaft. A wat elo d'Zesummesetzung vun deemem Gremium ugeet, besteet d'Méiglechkeet, datt niest de responsable Regierungsmemberen eben och Vertriederinnen a Vertrieder vun ONGen, de Rapporteur huet et gesot, vu Gemengen, dann awer och vu Berufschamberen, vu Gewerkschafte mat abezu ginn.

Da wat d'Kreatioun vun enger Commission interdépartementale ubelaangt, fënnst och dat jiddere gitt, och d'ONGen. Fir mech ass dat Gremium do ganz wichteg, well nëmmen esou kann d'Konzept vun der nohalteger Entwécklung progressiv och Agank an déi sektoriell Politik fannen. Hei deelen ech éischer net d'Angscht vum Mouvement écologique, dës Kommissioun géif d'Kärfunktione vum Ëmweltministère beschneiden, well wesentlech Aspekter vu senger Politik géifen an dës Kommissioun verlagert ginn.

Da wëll ech selbstverständlech och nach eppes zum Plan national pour un développement durable soen. D'Etabléiere vun esou engem Plang ass wuel déi zentralst Fro vun dem Projet de loi a vum Prinzip hier ass och do jiddereen sech eens. D'Meenunge ginn awer ausereneen, wat zum Beispill d'Verbindlechkeet vun deem Plang ubelaangt. Hei sinn ech perséinlech och der Meenung, datt nom Verabschiede vun deemem Projet de loi eng nächste Regierung muss an deem Zesammenhang d'äitlech Faarf bekenne, fir datt de Plang an Zukunft déi Valeur kritt, déi se brauch. Ech fäerten, datt soss weineg Ëmsetzung géif geschéien.

Zum Plang bleift nach ze soen, an ech widderhuele mech, datt et definitiv richteg a wichteg ass, datt

d'Indicateure sozial, ekonomesch an ekologesch expressiv verbis hei Agank fannen. De Rapport national fir d'Mise en oeuvre du développement durable huet och eng wesentlech Funktioun. Mä och hei ass et wichteg, datt festgehale gétt, wie wéi eng Responsabilitéit fir wéi eng Moosnamen huet, well soss och den Nohaltegkeetsplang nëmmen Absichtserklärung bleift.

Ech deelen awer iwwerhaupt net d'Meenung vum Statsrot, dee mengt, d'Regierung hätt datselwecht Resultat iwwer aner Weeër a Moyenen erreche kënnen, amplaz eben an deem Fall hei ee speziell Gesetz ze maachen. D'nohaltege Entwécklung kritt nëmmen dann eng Chance, wann een déi noutwendeg Strukturen huet a wa se per Gesetz festgeschriwwen ginn.

Här President, mir stëmmen net haut mä muer e ganz, a mengen Aen, wichteg Gesetz. Dëst Gesetz ass ee wesentleche Schrack fir d'Strategie vun der nohalteger Entwécklung lues mä sécher mat Liewen ze erfüllen.

Zum Schluss wollt ech dann awer och den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet bréngen.

Ech soen lech merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn d'Éier hei den Désaccord vu menger Fraktioun eranzebréngen, wat deen heite Gesetzesprojet ugeet. Ech menge bei all Gesetz, wat een hei an der Chamber stëmmt, soll ee sech eng Fro stellen: Brauche mer e Gesetz an enger gewësser Matière? Brauche mer e Gesetz fir Prozedure festzeleeën iwwert d'Ausschaffung vum Plan national du développement durable? Brauche mer e Gesetz fir Organismen consultatifs festzeschreiwene?

Mir mengen, dass dat Gesetz hei zum groussen Deel iwwerflësseg ass an dass een datselwecht Resultat vill méi schnell hätt kënnen errechen, wann d'Regierung opgrond vum Plan national du développement durable, deen am Text zënter 1999 virläit, einfach Décisiounen geholl hätt an déi eenzel Gremien agesat hätt a sech selwer Prozedure ginn hätt, wéi een dee Rapport an deem nächste Plang géif ausschaffen. Da wäeren net fënneg Joer verstrach, ouni dass mer elo um Enn vun dëser Legislaturperiod iergendee vun deene Gremië stoen hunn. Weder de Conseil supérieur nach de Comité interministériel, kee vun deene Gremië steet.

Mir waren eis eens zënter 1999, et ass bestätegt ginn 2002 am Juli wou de Plang definitiv hei festgehale ginn ass, dass mer déi Gremien do bräichten. Abee, mir hunn déi Gremien nach ëmmer net stoen a mir wäerten se och an e puer Wochen net stoen hunn. Dat heescht, dës Regierung setzt se mat Sécherheet net méi an, well déi Gremien iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht ginn an d'Chamber huet weder d'Missiounen nach d'Propositionen virleien.

D'Regierung huet dat gemaach wat se oft mécht wa se enger Schwierigkeet begéint. Da versicht se net dee Problem ze léisen, mä si versicht en opzeschubben an ze ëmgoen. Dat ass hei de Fall gewiescht. De Conseil d'État huet am Detail d'Kompositioun, d'Missiounen vun deenen zwee Gremië kritiséiert, déi hei geschafte ginn, an anstatt op déi Froen, déi de Conseil d'État opgeworf huet, eng Äntwert ze ginn, seet d'Regierung: Déi dote Problemer léise mer net méi hei am Text vum Gesetz, mä mir maachen dat iw-

wer Règlement grand-ducal. Dat ass d'Approche, déi d'Regierung hei hat fir laanscht de Problem ze kommen.

Dat heescht, mir wëssen haut net wéi d'Kompositioun an déi genau Missioun vun deenen eenzelne Gremien sinn, vum Conseil supérieur an och vum Comité interministériel. Well effektiv ass d'Fro, wéi sech déi dree Gremië kënnen bewegen am Zesammenhang mat aneren Organismen, déi ähnlech Kompetenzen hu wéi de Conseil supérieur vum Aménagement du Territoire zum Beispill, wou jo och eng grousse Konfusioun op der Regierungssait war.

Am Mee 2002 geet de Premier heihin an am Numm vun der ganzer Regierung deklaréiert en: Mir wëllen elo e Conseil supérieur vum Développement durable schafen. Do fusionéiere mer de bestehende Conseil supérieur vun der Landesplanung mat dran, an doduerjer ass et och net nëmmen den Ëmweltminister, dee mat eng führend Roll huet an deem Ganzen, mä och de Landesplanungsminister.

Dee Projet do ass vun der Regierung entre-temps fale gelooss ginn. Mir wëssen net firwat. Mir wëssen och net firwat, dass iwwerhaupt jee d'Regierung de Projet hat fir dat anescht ze maachen. Wat awer iwwer bliwwen ass, dat ass eng Vizepresidentenschaft am urspréngleche Projet vum Landesplanungsminister. Wou ech mech froe wat dat hei soll, wann d'Regierung eng Optioun huet fir déi zwee Conseils supérieurs nieftenee fonctionnéieren ze loossen. Et ass also eng grousse Konfusioun an der Regierung an där doter Fro, an déi Fro si bis haut net gekläert ginn, weder an der Kommissiounssitzung nach bis elo hei an der Chamber.

(Interruption)

Et ass also an eisen Aen zu engem groussen Deel en Alibi-Projet, deen hei vun der Regierung proposéiert gétt, fir einfach ze vertuschen, dass de politesche Wëlle vun der ganzer Regierung während der Legislaturperiod gefeelt huet, fir an der nohalteger Entwécklung iwwert d'Editioun vu Broschüren eraus wierklech sech Moyenen ze ginn, fir eng Nohaltegkeetspolitik duerchzuführen.

An do hunn, muss ech soen, déi Gréng e gudder Virschlag gemaach. Déi Proposition de loi Garcia fanne mir als Partei ganz gutt, dofir hu mer och net eng Gélgepropos gemaach, well do mengen ech dat proposéiert ass wat mer brauchen. Dat Instrument besteet net aus iergendwelleche Conseils supérieurs, mä dat ass e wëssenschaftlech Institut hei zu Lëtzebuerg wat déi ganz Zukunftsplanung - an do fällt d'Nohaltegkeet drënner, mengen ech, datt ass de Sammelbegrëff vun deem Ganzen - soll wëssenschaftlech begleeten an hëllef steieren an ëmmer erëm och mathëllef soll e Monitoring ze maachen, wéi wäit dass mer da stinn an der praktescher Ëmsetzung vun eiser Nohaltegkeetsstrategie respektiv deenen aneren Zukunftsplanungen, déi mer duerchféieren.

Anstatt dass dës Regierung dohinner geet an an all méiglechen Demanden, an all méigleche Ministären, an all méiglechen Domänen Observatoire schafft, bal fir dës ze kucken, bal fir dat ze kucken, wär et noutwendeg, dass mer wierklech eng zentral Stell hätten, eng onofhängeg, wëssenschaftlech ausgerichte Stell hätten, wou géif wierklech déi Zukunftsplanung do matgeholf gi steieren. Dat brauche mer, an d'Regierung gétt sech hei erëm eng Kéier net d'Moyene fir dat ze maachen.

Dës Projet ass also an eisen Aen eng weider verpasste Chance fir Neel mat Käpp ze maachen an iwwer Prozeduren an Délaien eraus, wou keng Sanktioun drasteet,

wann dann déi Délaïen net respektéiert ginn, wou net an engem Punkt hei normativ agéiert gëtt. An dat bleift awer an eisen Aen den Objet vun all Projet de loi. Et geet drëm fir juristeschen Normen ze setzen. Et geet hei net drëm fir Programmer festzuleeën, fir Prozedure festzuleeën, et geet hei drëm fir Normen ze setzen.

D'Regierung weess jo hoergenau, dass de Fait vum Rapport national, d'Iddi vum Plan national, dass mer souwisou international Verpflichtungen hu fir dat ze maachen. Dee Plan national, deen ausgeschafft ginn ass 1999, dee fousst op enger internationaler Verpflichtung, déi Lëtzebuerg huet. Déi Rapports nationaux, déi mussen fir déi international Konference gemaach ginn, déi fousse schonn op international verbindlechen Engagements, déi Lëtzebuerg geholl huet. Dat hei bréngt kee Plus par rapport zu deenen Engagements a politesche Verpflichtungen, déi Lëtzebuerg schonn huet. Dofir ass dat hei an eisen Aen, wann net méi Inhalt an deem heiten Text drastécht, eigentlech e Gesetzestext, deen onnëtz ass an deen eigentlech dat erëmgëtt wat déi Bilansdeklaratioun vum Premier ganz gutt erëmginn huet.

De Premier huet hei virun e puer Wochen an der Chamber de Bilan gezunn iwwert déi lescht Legislaturperiode. Hien huet geschwat iwwer Wirtschaft. Hien huet geschwat iwwert d'Finanzen. Hien huet geschwat iwwer Soziales. Net ee Wuert iwwer Ökologie! Net ee Wuert iwwer Ëmweltschutz! Net ee Wuert iwwer Nohaltegkeet! An erënnert lech drun: Virun drai Joer, wat huet en hei e Freedefeier lassgelooss! D'Nohaltegkeet war an all drëtze Saz vu senger Ried ze fannen. Duerno war et eriwuer, du war sâi Réservoir erschöpft, et ass nâischt méi komm an de ganze Begrëff ass an de Vergiess geroden an der Regierungspolitik. Dese Projet kann deen dote Bilan och net erëm eng Kéier guttmaachen.

Ech wëll de Conseil d'État zitieren, deen, mengen ech, awer eng richtig, eng objektiv Aschätzung gemaach huet vun deem heiten Text, an et ass net d'Opposition, déi d'Majoritéit vum Conseil d'État duerstellt, wéi e gesot huet, ech zitieren: „Le Conseil d'État se met à douter sérieusement de l'opportunité et surtout de la nécessité du projet de loi sous avis qui lui apparaît ainsi un peu trop fastueux pour instituer deux commissions consultatives qui risquent par ailleurs de faire double emploi avec d'autres organes consultatifs dont notamment le Comité interministériel de l'aménagement du territoire et le Conseil supérieur de l'aménagement du territoire et pour prévoir l'établissement d'un plan national pour le développement durable, dont il omet d'arrêter le caractère (impératif ou seulement déclaratif), et, enfin, un système d'indicateurs de développement durable qu'il n'énumère et ne qualifie pas.“

Méi spëit seet de Conseil d'État: „Le Conseil d'État conclut que le ministre compétent, voire le Gouvernement, auraient pu atteindre le même résultat en l'espèce en usant d'autres voies et moyens sans recourir à une loi spéciale.“ Ech mengen, méi kloer kann et net sinn, a mir ënnerschreien deen dote Constat, deen de Conseil d'État hei gemaach huet. Dat hei ass u sech en onnëtz Projet mat deem Inhalt hei.

Mir hu probéiert an der Kommission och inhaltlech virunzekommen, am Sënn vun där Motioun, déi eis Fraktioun am Juli 2002 hei bei den Debatten zum Débat d'orientation zum Développement durable erabruucht huet a wou mer gesot hunn: D'accord zu engem Projet de loi, mä awer e muss en normative Charakter hunn. E muss inhaltlech e Plus duerstellen. E muss eis weiderbréngen an net nëmme Prozedure festleeeën. E

muss eis weiderbréngen inhaltlech.

Dofir hu mer proposéiert an engem Text fir de Principe de précaution mat anzuschreien an deen heite Projet de loi. Et wär wichtig, wann hei zu Lëtzebuerg géif verbindlech dee Principe de précaution emol an engem Gesetzestext festgehale ginn an och fir de Verursacherprinzip allgemeng als Richtlinn, als grouse Prinzip vum der Nohaltegkeetspolitik verankert ze kréien an engem Gesetzestext, fir dass d'Leit sech kënnen op deen Text do berufen an dass d'Leit och kënnen dofir suergen, dass an der Praxis d'Regierung, d'Gemengen an aner, déi Décisiounen huelen, dat da kënnen duerchsetzen.

Mer hätten eis och gewënscht, dass een op gewiescht wär fir eng weider Diskussioun a gesot hätt: Bon, mir hunn dee Conseil supérieur vum Aménagement du Territoire do setzen a mir hunn de Conseil supérieur vum Développement durable do setzen. Verschidde Sparte vun der Société civile si mat dran. D'Regierung setzt mat dran. Mir hunn awer dernieft och nach de Wirtschafts- a Sozialrot. Ass et dann net eng logesch Konsequenz, an eenzel Avisen, déi weisen dat op, mä mir hunn net dierfen doriwuer diskutieren. Et huet jo missen nach zu deem Vote kommen, viru siwe Leit hei an der Chamber, wat jo och deen Interesse un deem Ganze weist.

Firwat war een net bereet fir déi Diskussioun do ze féieren? Firwat solle mer niewendrun e Wirtschafts- a Sozialrot nach hunn, deen iwwer Soziales a Wirtschaftlechens riet, während den drëtten Piller, d'Nohaltegkeet, erëm an engem anere Gremium soll diskutiert ginn? Vu Regierungssäit setze souwisou ëmmer déiselwecht Beamte mat dran, déi all déi Diskussiounen do féieren. Et ass mir ee Rätsel wéi déi Aarbecht eigentlech, déi elo nach zousätzlech kënn, soll vun deeneselwechte Leit nach kënnen uerdentlech gemaach ginn. Dat läit awer praktesch op der Hand, dass mer déi doten Diskussioun hätte misse féieren, fir wierklech hei Neel mat Käpp ze maachen a fir dofir ze suergen, dass mer hei Strukturen opbauen, déi d'Strooss halen an déi et eis erméiglechen, och gutt Aarbecht an deenen nächste Méint a Wochen ze maachen.

D'Apotheos och vun deem Ganzen: Et gesäit ee wéiwäit des Koalitioun, zumindest bei engem vun hirem Deel, d'Nohaltegkeet aschätzt, wéi virun enger Woch iwwerraschenderweis d'CSV-Fraktioun eis an der zoustänneger Verfassungskommission matgedeelt huet, dass elo d'Reform vum Artikel 11 eriwuer wär an dass si dogéint wäeren, fir d'Nohalteg Entwécklung an d'Verfassung anzuschreien.

(Interruption)

Dat ass, mengen ech, d'Kiisch um Kuch, dat weist wat fir ee Stellwäert, dass des Koalitioun deem Ganze vun der nohalteger Entwécklung hei gëtt.

Den Här Schank kann hei esou schéi Wieder hale wéi e wëllt, et ass seng Partei, déi dat dote virbruecht huet an déi net am Stand war dofir ze suergen, dass mir dee Minimum fäerdeg bréngen, wou e Konsens bestanen huet zënter 1999, fir d'Nohalteg Entwécklung och als Zil, als Statszil an eise Verfassungstext eranzeschreien. Esou onverbindlech wéi méiglech, dann ass alles an der Rei, soubal et e bësse méi prezis gëtt, soubal gefaart gëtt, dass ee sech kéint op déi Prinzipie beruffe fir gewësse Rechter duerchzusetzen, dann ass de Courage fort an da wëllt kee méi eppes vun deene gudden Iddien do wëssen. Dat ass de Stellwäert, deen des CSV-DP-Koalitioun deem Ganzen do bäimisst.

Et sinn nach eng ganz Rétsch vu weidere Mängel an deem heiten Text dran, menger Usicht no eng ze vill zentralistesche Approche wéi een un d'Nohalteg Entwécklung erugeet. Et ass symptomatesch, dass d'Gemengen net Erwähnung fannen an deem Ganzen, dass d'Agenda 21, wou eng Ëmwelt- an Nohaltegkeetspolitik vun ennen erop sollt kommen, sech guer net an deem heiten Text erëmpigelt. Dat alles gëtt uewe vun der Regierung, vun zentralisteschen Organer festgeluecht, wou dach d'lokal Handele sollt eigentlech gefördert ginn.

D'Finanzierungsfro bleift op, d'Moyenen, déi déi eenzel Gremie sollen hunn, ginn net ugeschwat an deem heiten Text, mä et hânt awer vun deene Moyenen of, wann ee wëllt wierklech iergendwéi et eppes aus deem heite Gesetzestext nach iwwerhaapt kënnen erauszéien.

Da mengen ech och, dass relativ onrealistesche Délaïen drastinn, déi op déi nächst Regierung duerkommen. Dat ass vläicht deser Regierung zimlech egal, wat nom 13. Juni passéiert. Ech maache mer awer e bësse Gedanken doriwuer. Hei sinn Délaïen dran, wann net do elo praktesch fäerdeg Texter leien - an ech huelen un, dass de Statssekretär eis wäert soen, dass déi Texter sech praktesch am Entworf fäerdeg sinn - iwwert de Rapport, mä awer och schonn iwwert de zweete Plang fir nohalteg Entwécklung, da kann déi nächst Regierung et net packen, déi Délaïen ze respektieren, déi des Chamber sech stellt hir ze imposieren, well dat bedéngt elo schonn e ganz héije Grad vu Preparatioun fir dat dote kënnen ze maachen.

Eng grouss Suerg hunn ech nach weider mat där ganzer Diskussioun ronderëm den IVL, déi mer hunn, dat ass den Degré de précision et d'avancement vun deenen eenzelne Planungsinstrumenter. Mir hunn op där enger Säit een Domän, Verkéier-Siedlung, deen onheemlech pousséiert ass an der Detailplanung, a mir hunn all de Rescht vun der nohalteger Entwécklung, deen hannendrunhippt.

A besonnesch dee ganzen Ëmweltspekt ass am Detail net op deemselwechten Niveau! Dat mécht d'Diskussioun schrecklech schwéier, dat mécht se souguer riskant fir den Ëmweltdossier wa mir et net fäerdeg bréngen, och iwwert dee Plang vun der nohalteger Entwécklung do deeselwechten Niveau de précision eranzekréien, fir dass ee mat gläiche Waffe ka praktesch un déi Debatten do erugeen.

Et bleift de Problem vun de ministeriellen Zoustännegkeeten, et bleift och de Problem vun der Konsultatioun vum Bierger. Do steet ee Wuert dran, d'Konsultatioun. Wéi déi Konsultatioun vum Bierger soll geschéien, dat steet net dran. Et bleift virun allem awer och dee grouse Virwurf vun der Onverbindlechkeet vun deem nationale Plang fir nohalteg Entwécklung. Wat steet dran?

D'Regierung huet sech do iwwerworf praktesch fir an hirer Imaginatioun en Text ze fannen, dee gutt klängt, mä nâischt soll aussoen, an huet schlussendlech sech géeneegt op en Text, dass den nationale Plang, ech zitieren: „guide l'orientation politique du Gouvernement“. Wat heescht dat? Ech géif vläicht och soen „orienter l'orientation politique“. Dat gëtt jo guer kee Sënn!

Wat mir gefrot haten an der zoustänneger Kommission, an ech hat gemengt, do wär Eeneigung gewiescht, dat war ze soen, komm mir iwwerhuelen deesel-

wechten Text, deen am Gesetz vun 1999 iwwert d'Landesplanung steet, wou méi eng verbindlech Ausso ass, wou et kloer ass, dass d'Regierung an d'Gemenge bei hiren Décisiounen sech mussen un d'Orientierung vun dem Programme directeur vun der Landesplanung halen.

Dat ass net garantéiert mat deem heite Fall. Hei gëtt ofgewacht, ofgeschwächt par rapport zum Text vun 1999. A virun allem och huet d'Regierung sech jo hei immens vill Méi ginn ze kopéieren vum belschen Text vun 1997. Mä déi fein Observateuren hu gemierkt, dass se, do wou se ofgeschriwwen huet, an der Rei ass, mä a ganz ville Punkten eng Ofschwächung vum belschen Text gemaach huet.

Ech hätt léiwergéier gehat, si hätt integral de belschen Text iwwerholl, well deen a ville Punkte bei der Definitioun, bei der Missioun an herno och bei der Verbindlechkeet vum nationale Plang, beim Inhalt vum Plang a vun de Rapporte méi wäit geet wéi dat de Regierungstext mécht, an ech hätt léiwergéier gehat, hei wär franchement geknäipt ginn, da wär en fait e besseren Text erauskommen, deen eis net vill méi wäit bruecht hätt...

(Interruptions diverses)

Oh, Dir musst nach gutt schwätzen! Jo, Dir sidd gutt placéiert fir aner Leit do Lektiounen ze ginn. Mä ech hätt mer gewënscht hei wär dat propper gemaach ginn, hei wär dofir gesuergt ginn, dass mer wierklech Neel mat Käpp maachen an och an deem Ganzen do virukommen.

Et bleift also - ech kommen zum Schluss -, dass eis Appréciation net ka positiv sinn, well mer hei eigentlech eng eidel Hüls stëmmen, well mer hei eigentlech d'Chance verpasse fir virunzekommen an deem Ganzen.

Une voix.- Haalt elo op!

M. Alex Bodry (LSAP).- Hei geet et drëm, wéi den Här Weiler dat de Moie gesot huet, nach ze soen, mir hu méiglechst vill Texter gestëmmt a mir hunn eppes fir d'Nohaltegkeet gemaach, well mir hunn den Text iwwert d'Nohaltegkeet gestëmmt. Mä et ass nâischt dran, et ass nâischt dra wat d'Regierung net souwisou misst maachen op Grund vun deenen internationale Verpflichtungen. Et si keng Sanktiounen dran, wann d'Regierung et net mécht. Et ass kee normative Text. Et ass eigentlech de Contraire vun engem Gesetzestext.

Mir sollte wierklech bei aller Kritik, déi mer souwisou astiechen als Parlament an als Regierung, wou jiddere sech beklot, dass mer zu alle Froe mengen, mir misste Gesetzestexter maachen, mir misste reglementieren, dat wierklech beschränken op déi, wou et wierklech néideg ass, wou mer virukommen domadder. Mir kommen net virun an där heiter Diskussioun, op deem dote Punkt, dofir wäerte mir deen heiten Text och net stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas ageroen. Den Här Graas huet d'Wuert

M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 17 Joer nom Brundlandt-Bericht an zwielef Joer nom Sommet vu Rio iwwert d'Ëmwelt ass ouni Zweifel d'Nohaltegkeet entrezweeps awer e wichtegt Objektiv ginn, mä et huet een allerdéngs heiansdo d'Gefill, an dat muss een esou kloer soen, wéi wa mer an der Ëmsetzung trotzdem net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mä och international gekuckt dach eng Rei Problemer hätten, wéi wa mer net ëmmer esou richtig vun der Plaz kéimen.

U sech ass Nohaltegkeet jo nâischt aneschters wéi eng sënnvoll Kultivierung vun der Natur, an doranner ass jo u sech och eis eege Kultur enthalen, well am Endeffekt hânt jo och dat Soziaalt an dat Wirtschaftlecht ouni Zweifel dovunner of, wéi mir u sech mat deem natierlechen Ëmfeld ëmginn. Wichtig ass awer, dass de Message ëmmer méi verbreet gëtt, dass den Développement durable gutt ass fir jiddereen an dass en nëmme kann d'Liewensqualität u sech och steigern. An dass et zum Deel natierlech schlecht ëm eise Planéit steet, dat gëtt ee leider all Dag duerch wëssenschaftlech Beleeër respektiv duerch Presseartikele gewuer, an duerch déi zouhuelend Ëmweltbelastungen entstinn ëmmer nei Naturkatastrophen an och Liewensmittelkrisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss een awer hei ënnersträchen, an ech kann dofir deem net esou ganz zoustëmme wat mäi Virriedner ëmmer erëm hei duerchblécke gelooss huet, dass jo awer d'Nohaltegkeet am politesche Sproochgebrauch hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren ëmmer méi en Thema ginn ass...

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Awer just am Sproochgebrauch!

M. Gusty Graas (DP).- ...an dat ass jo awer schonn en enorme Fortschritt. Wa mer viru Joren diskutiert hunn, da war Développement durable eppes total Abstraktes, mä haut ass et awer schonn e Reflex a villen Iwwerleeunge ginn, an ech géing soen...

(Interruptions diverses)

Ech kommen nach op méi konkret Explikatiounen.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst de Riedner schwätzen.

M. Gusty Graas (DP).- Spéitstens no dem Débat d'orientation aus dem Juli 2002 jiddedfalls konnt een awer feststellen, dass den Développement durable sech ëmmer méi och an déi eenzel aner Politike mat integréiert huet. An dowéinst ass och de politesche Wëllen dokumentéiert ginn, fir wéi gesot awer der Nohaltegkeet vill méi eng grouss Bedeitung zoukommen ze loosse.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis zu deem Gesetzeprojet drop higewisen, dass e Manko u Koordinatioun teschent deenen eenzelne Ministère géif bestoen. Dat ass u sech net ganz falsch, mä et ass awer och nâischt Neits. Dat war fréier nach vill méi schlëmm, mä grad dowéinst gëtt jo awer och d'est Gesetz elo geschafen, fir dass eng besser Koordinatioun kann um Niveau vun deenen eenzelne Ministère an Departementer entstoen. Well eent vun den Haaptobjektiver vun deem Gesetz ass eben d'Schafe vun dem Conseil supérieur pour le développement durable, also enger Zort ronnen Dësch kann ee soen, wou Reflexiounen och iwwert d'Zukunft gefouert solle ginn.

Eenzel Leit wollte jo mol an der Zäit aus deem Gremium méi e Mammutorgan maachen. Mir sinn awer eischer der Meenung, dass et richtig ass, dass een elo op dese Wee gaangen ass. Dat schléisst jo selbstverständlech net den Dialog mat der Société civile aus, ganz au contraire, et ass jo awer virgesinn, dass d'Société civile hei flächendeckend mat an déi ganz Debatten integréiert gëtt. A mir hu jo awer och déi lescht Joer gewisen, dass de Wëllen do ass vun der politescher Majoritéit fir deen Dialog ze fleegen.

Ech wëll drop hiweisen, dass d'Ëmweltkommission eng ganz

Rei vun Organisatiounen komme gelooss huet, dass d'Spezialkommission Immigratioun eng ganz Rëtsch vun ONGen, vun aneren Associatiounen, déi sech mat där Problematik ofginn, komme gelooss huet, an op Basis vun deenen Diskussiounen awer och wicteg Synthèsé konnt maachen, wicteg Erkenntnisser konnt zréckbehalen, op déi jo awer dann och d'Politik fir d'Zukunft kann opgebaut ginn.

Wicteg ass natierlech allerdéngs och d'Zesummesetzung vun deem Gremium. Ech mengen, dass och hei de richtige Wee gewielt ginn ass. An et dierf een och net de politeschen Impakt ënnerschätze vun esou engem Conseil supérieur. Mir hu jo awer eng Rei vu Conseil-supérieurs, déi awer gutt a wicteg Aarbecht leeschten an deenen hir Iwwerleeungen awer och an d'politesch Aktiounen afléissen. Et gétt do eng ganz Rei, déi flott an interessant Avisé verfaassen, déi dann awer herno un politesche Plang ouni Zweifel eng gewësse Resonanz hunn.

Doniewent hu mir jo wéi gesot och nach déi Commission interdépartementale du développement durable geschafen. An dat erlaabt u sech och nach méi geziilt déi wicteg Koordinéierung tëschent deenen eenzelne Ministären an och Departementer weiderzedriewen. Well hei sträife mir wierklech ee vun den Haaptproblemer - an dat ass ganz kloer, wann ee wëllt en Développement durable zu engem Haaptobjektiv erklären an der Politik, an dat wëllt dës Regierung an dat huet se och ënner Beweis gestallt, da muss dat koordinéiert ginn, dann dierf dat net isoléiert gesi ginn, mä da muss dat ëmfaassend a sämtlech Politiken Afloss fannen. Well leider muss ee jo och munchmol feststellen - fréier nach méi oft wéi haut -, mä dass och e gewëssene kontradiktorese Geescht souguer besteet innerhalb vu verschiddene Ministären, wat natierlech net gutt ass fir d'Entwécklung.

Ech sinn iwwerzeugt, dass och duerch d'Schafe vun dëser neier Kommissioun déi Problematik wäert an Zukunft manner grouss ginn. Iwwert de Plan national pour un développement durable, dee jo elo all véier Joer muss opgestallt ginn, sollen dann och elo déi Objektivier ëmgesat ginn. Ech sinn och der Meenung, dass et richtig ass, dass dës Plang soll bewäert ginn. E soll awer wa méiglech vu Leit bewäert ginn, déi eng Distanz zu deem Ganzen hunn, déi also onparteiessch kënnen un déi Aarbecht erugeen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chambre de Commerce huet dann an hirem Avis och nach ugereegt, et soll en Instrument geschafe ginn, wat déi fräiwëlleg Accordé mat den Entrepreneuren nach soll favoriséieren, dat ass näischt Neies, dat ass schon ënner der viregter Regierung an d'Liewe geruff ginn. U sech ass dat och richtig, mä mir mussen och do realistesch sinn. Mir wëssen - an dat géllt souwuel fir Entrepreneuren wéi fir Privatleit -, dass ee sech éischer animéiert fillt, eppes ze ënnerhuelen, wann ee weess, dass een dowéinst och e gewësse finanziellen Avantage huet.

Da si mir natierlech och ganz séier bei der Diskussioun ëm déi ökologesche Fiskaliteit. Ech mengen, dat ass e wictegt Element vun der Nohaltegkeet. Ech maache keen Hehl draus!

(Interruption)

Ech maache keen Hehl draus!

(Interruption)

Da musst Dir un éischer Linn vläicht emol och déi Leit froen, déi zoustänneg si fir d'Finanzen.

(Interruption)

Dir wësst awer op där anerer Säit, dass dat e ganz komplexen Dossier ass. Ech wëll och nach eng Kéier hei ënnersträichen, dass

d'Demokratesch Partei nach wie vor zu dem Prinzip vun enger ökologescher Fiskaliteit steet. Mir sinn der Meenung, dass dat aktuell Steiersystem - an ech beruffe mech hei och op eise Wahlprogramm - soll wéi gesot duerch eng ökologesche Komponent erweidert ginn. Steieren op dem Verbrauch vun den natierleche Ressourcen mussen allerdéngs och indexneutral gehale ginn.

Well op där anerer Säit muss een awer och ënnersträichen, dass d'Afëierung vun enger Ökotax oder Ökosteier, wéi ee se dann och ëmmer soll nennen, awer och net dierf zu enger allgemenger Erhéijung vun der Steierlaascht féieren. Dat dierf net de Sënn an den Zweck vun enger Ökotax sinn. Se muss e Lenkungsinstrument duerstellen, se muss also dozou bäidroen, dass beim Konsument respektiv och beim Producteur, deen eng gewëssen nuisance fir d'Ëmwelt mécht, deementspreechend en anert Verhalten entsteet.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass mer d'Konzept vum Ökobonus selbstverständlech als och eppes Positives wëllen duerstellen.

E wictegt Element am Plang sinn natierlech och d'Indicateuren. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen; de Rapporteur ass schon drop agaangen. Mä si ginn a sech d'Méiglechkeet fir konkret ze moossen, wéi eis Initiativen iwwerhaapt gräifen, well et geet jo net nëmmen duer, dass een eng Rei vu legislativen Décisiounen hélt. Et muss ee jo awer och am Laf vun der Zäit kënnen konkret novollzéien, wat dat dann u sech awer och elo bruecht huet.

An der ganzer Diskussioun ass natierlech awer och dee juristeschen Aspekt net ze ënnerschätzen, besonnesch wat den Inhalt, d'Bewäertung vum Terme Développement durable ubelaangt. De Conseil d'État deet sech jo och ëmmer relativ schwéier domadden, wat een och kann novollzéien.

Allerdéngs muss een dat och hei ënnersträichen, d'Nohaltegkeet mécht nëmme Sënn, wa se sech zu enger internationaler Doktrin entwéckelt. Et huet net vill Sënn, wa mir op eisem klengen Territoire hei eng nohalteg Politik an d'Weeër leeën, wann net um europäesche Plang, voire - kann ee bal soen - um planetaresche Plang deesewechte Geescht sech entwéckelt. Leider muss een do feststellen, an de Protokoll vu Kyoto beweist dat am beschten, dass virun allem grouss Natiounen, an Amerika muss a soll hei genannt ginn, do en aneren Esprit hunn, wat ee muss bedauern, wat ee wierklech muss bedauern. Et kann een nëmmen hoffen, dass och do eng Kéier en Emdenke wäert kommen.

Här President, d'Fro ass natierlech: Wat huet eist Land dann elo konkret um Niveau vun der Nohaltegkeet an deene leschte Jore scho gemaach? Et gétt jo gären esou pauschal hei vu lénks a vu riets behaupt, wéi wann dës Regierung um Niveau vum Environnement näischt opzeweisen hätt, mä wann ech elo déi Lëscht exhaustive géif virbréngen, da géng et nach vill méi spéit gi wéi et elo schon ass.

(Interruption)

Dat maachen ech ganz gären; ganz gäre ginn ech lech e puer Beispiller. Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, dass duerch d'Initiativ vun eise Leit, vun dem Goerens Charles an dem Eugène Berger am Ëmweltministère, d'Promotioun vun den erneierbaren Energien, en Essor kann huet, ...

(Interruption)

... deen eis wierklech selwer positiv iwwerrascht huet.

(Interruption)

An net méi spéit wéi d'viregt Woch huet d'Chambre des Métiers awer och kloer gesot, dass duerch déi Initiativen 20 nei Betriber geschafe goufe mat iwwer 300 neien Aarbechtsplazen. Dat heescht och den ekonomesche Volet ass do.

Jiddefalls, et ass ganz kloer bewisen, dass hei déi richtig Politik an d'Weeër geleet ginn ass, mat engem kloer Resultat och.

Zweetens, um Niveau vum öffentlichen Transport. Muss ech dann hei nach eng Kéier widderhuelen, dass mir eng Enveloppe gestëmmt hunn?

(Interruption)

800 Meter Schinn si geluecht ginn.

(Interruption)

Hei fröt emol déi fréier Regierungsmemberen, wéi vill Meter Schinn hir Kolleegen, wou se 15 Joer Zäit haten...

(Interruption)

15 Joer haten hir Kolleegen Zäit, fir en Zentimeter Schinn ze leeën, da fröt emol, wéi vill dass si der geluecht hunn. Fröt en emol!

An da, mengen ech, soll een awer hei ënnersträichen, dass grad ënner dëser Regierung enorm Efforté gemaach goufen, wat den öffentlichen Transport ubelaangt, ouni elo wéi gesot erëm eng Kéier am Detail alleguerten déi positiv Initiativen hei opzelëschen.

Drëtens hu mir en neit Naturschutzgesetz hei gestëmmt, Här Bodyr! Dir hätt jo awer och Zäit gehat an Ärer Legislaturperiod dat ëmzesetzen!

(Interruption)

Jo, dach, mir si ganz wäit komm, well Dir wësst selwer, dass et guer net esou evident war. Mir hunn haut e performant Naturschutzgesetz ouni Zweifel, wat eis och erlaabt, an Zukunft nach vill méi e konkreten Naturschutz um Terrain duerchzusetzen.

(Interruption)

Véiertens, d'Entwécklungshëllef, déi och e wesentlech Element ass vun enger Nohaltegkeetspolitik, wäert nächst Joer 1% vum PIB kréien.

Da wëll ech och drun erënneren: Fënneftens, mir hunn en Hëllefprogramm hei gestëmmt fir Betriber, déi Investissementer am Intéret vum Ëmweltschutz maachen. Sechstens, et ass en nationalen Offallwirtschaftsplan opgestallt ginn. Siwentens, et sinn eng Rei vun Initiativen um Naturschutz geschafe ginn, ënner anerem zum Beispill am Mamerdall, ënner anerem d'Ausweise vun Naturbëscher.

Elo kann ee mir virwerfen, dat si punktuell Initiativen, mä vill Punktuell gétt e Ganzt.

(Interruption)

Neen, dat ass net eng Dréps op e waarme Steen, mä dat ass e wictegen Ufank, wou aner Leit Jore virun d'Méiglechkeet haten dat och ze maachen, awer se net realiséiert hunn.

Um Niveau vum Kläranlagebau kennt Dir lech jo virstellen, dass meng Euphorie manner grouss ass, mä zumindest hu mir awer och do dräi wicteg Projeten entre-temps gestëmmt.

Da wëll ech drop hiweisen, dass mer net méi spéit wéi iwwermuer wäerten hei op dëser Plaz och e Gesetz stëmme, wou ebe grad den Esprit vum Développement durable och zum Virschäi kennt, wann et nämlech ëm den Aménagement communal wäert goen.

Dës Opzielung ass mat Sécherheet net komplett, déi kéint een nach weiderféieren, mä et soll awer elo keen heihinner kommen

a behaupten, wéi wann elo fënnf Joer praktesch een ontäteg bliwewär an deem Beräich. Just au contraire, et ass ganz villes geschitt. Virun allem ass och villes fir d'Zukunft um legislative Plang hei decidéiert ginn, wou wahrscheinlech aner Leit eng Kéier fréier oder spéider wäerte sech dann d'Friichte vum Bam erfuehlen.

(Interruptions diverses)

Mä dat soll awer net de Problem sinn. Haaptsaach, et ass eppes am Intéret vun dësem Land awer och geschafft ginn.

Allerdéngs dat Wictegst ass, d'Nohaltegkeet kann och nëmme gräifen, wa se um Terrain konkret ëmgesat gétt. An dozou brauch een natierlech och Acteuren, an déi wictegst Acteure si fir eis als Demokratesch Partei ganz kloer d'Gemengen.

Une voix. - Wien huet deenen dat ewechgeholl? D'Suen hutt Der deenen ewechgeholl!

M. Gusty Graas (DP). - D'Gemenge mussen hei mat integréiert ginn, dès le départ, dat ass evident. Ech mengen, dat wëssen déi zoustänneg Leit.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Den Artikel 12, jo.

M. Alex Bodry (LSAP). - Da liest den Artikel 12 vir, wann ech gelift!

M. Gusty Graas (DP). - Den Här Berger wäert lech déi néideg Erklärungen herno ginn.

M. Alex Bodry (LSAP). - Liest dee vir, wann ech gelift!

Une voix. - Lauschtert dem Här Bodyr no!

Une autre voix. - Kënnst Der dee wann ech gelift virlesen?

M. le Président. - Elo loosst den Här Graas seng Ried halen!

(Interruptions diverses)

M. Gusty Graas (DP). - Ech mengen et ass evident, dass d'Nohaltegkeet an Zukunft nach méi verstärkt muss iwwerhaapt am allgemengen Débat politisteschen. Dozou ass et awer och wicteg, dass een eng ganz geziilt Offentlechkeetsaarbecht mécht, well wann een d'Statistike kuckt, an ech referéiere mech hei zum Beispill op Däitschland, wou nogewiese ka ginn, dass nëmme 15% vun de Leit eppes mam Terme Nachhaltigkeit ufänke kënnen. Ech hoffen, dass et der hei zu Lëtzebuerg e puer weider sinn, woen allerdéngs ze behaupten, dass den Taux net wäert vill méi héich sinn. De Beweis, dass et awer wicteg ass, dass mer dat nach ëmmer méi thematiséieren.

(Interruptions diverses)

Op jidde Fall kann ech nëmmen ofschléissend hei behaupten, dass dat heiten, contrairement zu deem wat den Här Bodyr gesot huet, keen onnétze Projet ass. Et ass e ganz nützvolle Projet. Et ass kee perfekt, mä et ass emol e wictegt Dokument, et ass emol e Basisdokument geschafe ginn, dass mer dem Développement durable awer och elo zumindest eng legislativ Haftung ginn, wat jo awer och fir...

Une voix. - Wou steet dat dann?

M. Gusty Graas (DP). - Ma Dir wäert dat jo awer sécher besser wësse wéi ech.

M. Alex Bodry (LSAP). - Neen, ech si Jurist, ech verstinn et net. Sot Dir mir als Netjurist, wat de Plus ass.

M. Emile Calmes (DP), rapporteur. - Här Bodyr, wéi kennt Dir da permanent behaupten, dat net genuch am Gesetz dran ass,

wann Der keent braucht. Dir widerspreecht lech jo déi ganzen Zäit!

M. le Président. - Här Graas, fuert weiter! Loosst lech net stéieren!

M. Gusty Graas (DP). - Jiddefalls ofschléissend nach eng Kéier, wéi gesot, ech kann nëmmen hei d'Regierung félicitéieren, dass se de Courage nach hat, esou en Text auszeschaffen, well losse mer eis dach kengen Illusiounen higinn: Mir wëssen, dass déi ganz Thematik hei immens kontradiktorech dobaussen diskutéiert gétt. Mir wëssen, dass et eng Rei vu Stréimunge gétt, déi keng Sensibilitéit hu fir déi Problematik, an et ass eng wicteg Sensibilitéit. An dann ass et ëmsou méi méritoire, wann ee sech trotzdem doriwuer ewechsetzt an en éische wictegen Ufank mécht.

(Interruption)

Dach, et ass schon e ganz wictegen Ufank dran. Wéi gesot nach eng Kéier, ech wäert an deem Sënn selbstverständlech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun bréngen, net ouni awer och nach mengem Fraktiounskolleeg Emile Calmes merci ze soe fir seng verschidde Berichter.

Plusieurs voix. - Ah!

M. Gusty Graas (DP). - Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsrieder ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR). - Ech wollt nach eppes soen.

M. le Président. - Ah, et ass gutt. Den Här Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR). - Merci, Här President. Ech wollt just den Här Mehlen entschëllegen, deen zu deem Projet hei wollt schwätzen. Mir hunn an eiser Fraktioun dat Ganzt diskutéiert an ech kann lech hei d'Meenung vum ADR matdeelen. Dir verstitt sécherlech no den Ausféierung vum dem sozialistesche Spriecher, dass mir mat deem Projet hei net kënnen averstane sinn, an den ADR wäert sech beim Vote enthalen.

M. le Président. - D'Wuert huet dann elo den Här Camille Gira.

M. Camille Gira (DÉI GRENG). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat hei geschitt ass net nohalteg, a wat hei geschitt ass och net demokratesch. Et ass net nohalteg, well dat Gesetz, wat hei presentéiert gétt, net ausgeräift ass, net ausdiskutiert ass, net duerchduecht ass, an et wäert d'Nohaltegkeet zu Lëtzebuerg kee Schratt, jo kee Millimeter weiderbréngen an eisen Aen. Ech ka mer och, well et schon esou spéit ass, spueren, nach eng Kéier dat alles ze widderhuelen, ech deelen zu engem ganz groussen Deel d'Analys vum Alex Bodry a brauch dofir déi Saachen net nach eng Kéier ze widderhuelen

Et ass awer och net demokratesch wat hei geschitt, an et ass eben duebel schlëmm am Kontext vun engem Gesetz, wou et ëm d'nohalteg Entwécklung geet. Ech hunn dat Gefill, dass bei ville Leit, déi responsabel sinn iwwer Nohaltegkeet ze decidéieren an ze diskutéieren, nach net ukomm ass, dass ee vun de wesentleche Punkte vun der Nohaltegkeet déi véiert Zeil ass, wann ech dat esou dierf soen.

Et gétt ëmmer vill geschwat vun Ökologie, vun Ekonomie a vu Sozialem, mä wat awer och zur Nohaltegkeet fir mech gehéiert, dat ass anescht Politik maachen, net

nëmmen eng aner Politik maachen, mä anescht Politik maachen, nämlech mat de Leit, mat de Gemengen, mat der Société civile. A wann ee grad bei engem Projet wéi deem heiten esou ondemokratesch virgeet wéi dës Majoritéit, da léisst dat net vill Guddes ahne fir d'Versteesdemech vun dem Développement durable.

Dir wésst op wat ech eraus wëll. De Kolleeg Garcia an ech hunn am Oktober 2002, also méi wéi siwe Méint virun dem Gesetz vun der Regierung, eng Proposition de loi déposiert, wou mer eis vill Aarbecht domat gemaach hunn, wou mer och intern an eiser Partei ganz vill driwwer diskutéiert hunn a wou ech mengen awer kënnen ze behaupten, dass dat, wat mer do virgeluecht hunn, kohärent ass. Ech ka mer virstellen, dass net jiddferen d'accord ass mat deem wat an där Proposition de loi steet, mä ech mengen awer, de Minimum war gewiescht, dass ee sech Zäit geholl an d'Méi gemaach hätt fir driwwer ze diskutéieren.

Dat seet iwwregens och de Conseil d'État, dee gesot huet, et war derwäert fir eis Iddien aus eiser Proposition de loi an den Débat vun deem anere Gesetz afléissen ze loossen. An dat war, mengen ech, dat mannt gewiescht, dass et haut um Ordre du jour gewiescht war, mä emol deen Anstand hat dës Majoritéit net. Et ass weder Rechnung gedroe gi vun eisen Iddien beim Débat, dat hunn ech nach deelweis verstan, well et war jo keng Zäit méi fir iergend-eppes seriö ze diskutéieren. Wann een um hallwer néng eng Réunion mécht, déi um néng muss eriwwer sinn, fir iwwer Développement durable ze diskutéieren, da kann een net nach iwwer eng Proposition de loi vun der Opposition schwätzen. Mä dass emol net, wann emol net...

(Interruption)

Dat ass net richtig, Här Calmes, neen. Här Calmes, ech wëll nach eng Kéier betounen, Dir hutt elo éinescht schonn hei falsch Saache behaupt. Ech hunn déi zwee Rapporten, déi zwee Rapporté vun deenen zwou Umweltkommissionen sinn hei. Do geet kee Wuert driwwer Rieds, dass eis Proposition de loi iwwerhaupt diskutéiert ginn ass.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Här President, neen, ech loosse mer dat doten net soen! Ech hunn déi zwee Rapporté vun deenen zwou Sitzungen hei. Deen een ass ganz kuerz, esou kuerz wéi d'Sitzung, dat waren dréi Sekonnen, dunn ass iwwer de Rapport ofgestëmmt ginn an domat hat et sech. An deem anere Rapport steet a kengem Moment, dass iwwerhaupt iwwer eis Proposition diskutéiert ginn ass. Et steet just do, dass ech formell mech geiergert hunn, dass...

M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- Mir hunn an engem perséinleche Gespräch gefrot, ob Dir géift wëlle Rapporteur genannt ginn. Dir hutt lech net dofir interesséiert.

(Interruptions diverses)

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här Calmes, neen, dat dote war nodeem d'Sitzung ofgebrach war.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Une voix.- Ech sinn Zeien!

M. le Président.- Lauschtert elo dem Riedner no an da kënt Der herno nach d'Wuert froen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, ech menge wat zielt vun enger Sitzung ass den offizielle Rapport, an deem offizielle Rapport geet keng Rieds vun eiser Proposition de loi. Effektiv huet den Här Calmes, wéi

d'Sitzung eriwwer war, tèschent Tür und Angel zu mir gesot: Hei, wat féiers du eng op hei! Wann s du gäre Rapporteur gëss, da so mer et, da maache mer dat muer nach. Ech si jo awer net verreckt...

M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- Här Gira, et ware sechs Mann dobannen, a wann Der drop insistéiert hätt, da wiert Der selbstverständlech Rapporteur genannt ginn. Esou war et.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- A wéini hätte mer dann driwwer diskutéiert, Här Calmes? Wéini hätte mer dann déi Proposition de loi diskutéiert?

M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- Mir hate keng Zäit fir driwwer ze diskutéieren.

(Interruptions diverses)

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Neen, ech mengen net. Zwou Minutten hätte mer nach fonnt. Ech mengen, ech maache jo awer keng Diskussioun mat, eng Alibidiskussioun. Et war den normalsten Anstand gewiescht, dass eis Proposition de loi mat um Ordre du jour gestanen hätt wéi déi aner komm ass.

M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- D'Proposition de loi war schonn do ier mer deen Débat d'orientation hei gemaach hunn. Si konnt also hei matdiskutéiert ginn.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, ech bleiwe bei menger Meinung. Et ass kloer, dass wa scho keng Zäit méi bleibt, fir iwwer de Projet de loi vun der Regierung ze diskutéieren, da fällt et natierlech enger Majoritéit schwéier, och nach Zäit ze fannen, fir iwwer d'Iddi vun der Opposition ze diskutéieren.

Ech fannen dat insgesamt ganz grave, ech fannen et awer besonnesch grave an deem Kontext, zemoos wou et awer derwäert gewiescht war, sech mat eisen Iddien ausereen ze setzen, well am Géigesaz zu deem, wat hei presentéiert ginn ass, wëll ech hei behaupten, dass eis Proposition de loi absolut kohärent ass, dass et e Ganzt ass. An een, dee sech d'Méi mécht wierklech déi zwou Proposen ze liesen, dee kann awer als onafhängege Beobachter zur Konklusioun kommen, dass eis Proposition de loi wierklech méi Substanz huet, dass se méi konkret ass, dass se méi kloer Strukturen mécht.

Ech wäert dann och, well zu där inhaltsloser Proposition vun der Regierung eigentlech alles gesot ass, mir e puer Minutten Zäit huelen, fir d'Point-forté vun eiser Proposition de loi virzustellen, dass wéinstens e puer Spure vun där Aarbecht, déi ee sech hei gemaach huet, bleiwen.

De Combel fannen ech dann nach wann de Mëtten de Fraktiounschef vun der CSV heihi kënt a seet, dat wat mir de Mëtte gemaach hätten, dat wier Zauber. Ech fannen dat eng Frechheet, muss ech soen, vum Här Weiler vis-à-vis vun Deputéierten, déi sech d'Méi gemaach hunn, Här President, eng seriö Proposition de loi auszeschaffen, déi kohärent ass, wou viles drasteet, wou vill gutt Iddien dra sinn. A wann een dann insistéiert a mir gäre gehat hätten, dass béides zesummen diskutéiert gëtt, an dann de Fraktiounschef vun der gréisster Partei seet, dat wier Zauber, well d'Wahle geschwénn do wären, da fannen ech dat de Geck gemaach mat der Opposition. Dat ass de Geck gemaach mat der parlamentarescher Aarbecht.

Da gëtt sech beklot iwwer d'Bild, wat eis Chamber dobaussen ofgëtt, an da sinn Deputéierten, déi seriö Texter hei erabréngen, an da gi se mol net derwäert fonnt fir hei op den Ordre du jour gesat

ze ginn. Dat war nämlech deeselwechten Här Weiler zesumme mam Här Rippinger, déi derfir gesuergt hunn, dass meng an dem Här Garcia seng Proposition de loi haut net matdiskutéiert ginn ass. Op déi 20 Minutten wier et wierklech och net ugaangen. Dat hätte mer och nach gepackt. Déi aacht Leit, déi hei sinn, wieren och nach eng hallef Stonn méi laang bliwen. Duerfir, Här President, ech wëll dat dann nohuelen. Ech wëll mech wierklech net laang ophale mat deem anere Gesetz.

Dëst Gesetz ass, wéi d'ganz Politik am Beräich Développement durable vun deser Regierung, inodore, incolore, insipide. Et ass schwaarzen Dampf a bloen Donscht. De Beweis ass komm d'lescht Woch, elo wou et gëllt Faarf ze bekennen, wéi den Här Bodry gesot huet, den Artikel 11 ass d'Baach ofgaangen. Et sinn aner Iddien, déi opkomm sinn, d'Baach ofgaangen. An dofir, mengen ech, wannert dat een eigentlech net an et wäert sécherlech net dëst Alibigesetz sinn, déi Datz am Développement durable, wat dës Regierung wäert an e positivent Resultat verbannen.

Une voix.- Très bien.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- D'Point-forté vun eiser Proposition de loi si folgend: Ech mengen eise Gesetzworschlag huet de Virdeel, dass en e kloeren, institutionellen a prozedurale Kader geschaaft hätt, an deem den Développement durable kéint diskutéiert ginn. Dat gesäit ee ganz gutt aus deem Diagramm, dee mer och bei déi Proposition de loi gesat hunn, wou ganz kloer den Ennerscheid mat deem erausgeet, wat elo am Projet de loi vun der Regierung ass.

Ee wichtege Punkt wier deen, dass mer endlech den Développement durable op wëssenschaftlech Basé géinge setzen an dass mer opgrond vun objektiven Zuelen en demokratesche Prozess géingen uféieren, fir de Plan national pour le développement durable anzeféieren.

Et kann ee viles vum IVL halen, mä en huet zumindest de Mérite, dass en eng Rei objektiv Zuelen endlech op den Dësch geluecht huet. An ech menge wann dobaussen elo iwwer den IVL diskutéiert gëtt, dann enner anerem well mol endlech Zuelen op den Dësch komm sinn, déi vu kengem méi, mengen ech, a Fro gestallt ginn, wou ganz interessant Saachen erauskommen, wéi dass e „modal split“ esou vill méi héich ass soubal eng Gare an der Géigend ass; wou op eemol erauskennt, dass am héijen Norde pro dausend Awunner vill méi Aarbechtsplaze si wéi am Süden. Dat dréit derzou bäi, dass ee kann eng objektiv Diskussioun féieren. A fir dass dat och beim Développement durable ass, hu mir ganz bewosst en Institut national du développement durable geschafen, fir déi ganz Diskussioun aus Regierungshänn erauszehuelen.

Ech sinn der Meinung, wa mer net méi Neutralitéit an den Débat iwwer den Développement durable erabréngen, da wäert et ëmmer erëm dat Spillche ginn tèschent Majoritéit an Opposition, an déi eng sinn net fro iwwer schlecht Zuelen, an déi aner erfreeë sech deelweis iwwer schlecht Zuelen, well se enger Regierung déi kënnen ëm d'Oueren haen. Dat Spillche wäert dann esou weidergoen.

Duerfir hätte mir d'Basis vun der Debatt aus Regierungshänn erausgeholl an en Établissement public, zumindest wou mengen ech éischter eng Objektivitéit gi wier, an doniewent hätte mer

wierklech e Conseil supérieur du développement durable gesat, wou d'Regierung net dra vertruede gewiescht wier, mä wou d'Société civile hätt kënnen hir Meinung zum Plan national, hir Meinung zu den Indicateure soen. Si hätte sech kënnen beruffen op en Observatoire indépendant, an ech hunn dat schonn an der Debatt iwwer den IVL gemaach, wa mer net e „Statec bis“ kréien, deen eis regelméisseg all déi Zuelen aus dem Développement durable, aus dem Umweltberäich, aus dem Verkäiersberäich an esou weider gradesou liwwert an eis gradesou opmierksam mécht wéi de Statec am Wirtschaftsberäich, da wäerte mer net weiderkomme mat där ganzer Diskussioun.

A mir sinn dunn och ganz bewosst, wéi den Alex Bodry et schonn hei uklänge gelooss huet, esou wäit gaang fir de Conseil économique et social net ofzeschaffen, mä ze reforméieren, well mer eben der Meinung sinn, dass een am Ufank vum 21. Jorhonnert, wou et ëm d'Nohaltegkeet geet, net méi kann esou e wichtegt Gremium hunn, wat eben nënnen, wéi säin Numm et seet, iwwer Ekonomie an iwwer Soziale diskutéiert. Do gehéiert endlech déi ekologesch Basis derbäi an dat hätt ee kënnen maachen an dat hu mer och proposéiert hei ze maachen.

An da virun allem si mir der Meinung, dass ee vill méi intensiv d'Populatioun an d'Gemeenge misst an déi ganz Prozeduren, mä och an déi ganz Thematik mat abannen. Ech perséinlech sinn der Meinung, dass wa mer net ufänke konkret Beispiller um Terrain vun nohalteger Entwécklung ëmzesetzen, zesumme mat de Gemengen, zesumme mat de Veräiner, Pilotprojete weisen, da wäert et bei...

(Interruptions)

Also, Här Berger, mir hunn net brauchen op en Umweltministère ze waarden, ier mer am Réidener Kanton eng Rei Iddie gemaach hunn.

(Interruption)

Här President, mir sinn dankbar fir déi Subsiden, déi et deelweis gëtt.

(Interruption)

Ech muss lech awer zu gläicher Zäit soen, Här President, an dat weist d'Inkohärenz an dat weist, dass ebe grad an deser Legislaturperiod nach guer nâischt geschitt ass am Secteur, fir méi interdisziplinär ze schaffen.

Här Berger, mir gi vun lech ganz substanzuell ennerstëtzt, zum Beispill am Beräich alternativ Energie, a wa mer déiselwecht Projeten an de Ministère de l'Intérieur schécken, da kréie mer just Steng an d'Weg gehäit. Dir wésst dat schonn zënter Méint, zënter Joren. Dir hutt et och net fäerdeg bruecht eng Kéier freides um Regierungsdësch Kloerheet ze schaffen driwwer, ob dann elo Gemengen e kloeren Optrag hunn am Beräich alternativ Energie. Sou muss nach all Gemeng sech erëmpleen. Äre Kolleeg Calmes ass buede gaang viru Geriicht. Aner Gemengen hunn no méintelangem Waarden nach ëmmer keng Äntwert, ob se d'ärfen alternativ Energie selwer bedriewen an esou weider an esou fort.

M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- Eis zwou Wandmillen dréinen awer, och wann ech buede gaang sinn.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Mä gutt. Dir wésst ganz genee, dass ech Recht hunn. Et ass keng kohärent Politik an deem Beräich.

Schlussendlech mengen ech hu mer ganz kloer och de Statsminister responsabel gemaach fir den Développement durable. Mir sti bestëmmt net am Verdacht, dass mir déi sinn, déi permanent en-

gem Umweltminister wëllten d'Kompetenzen ewechhuelen. Mä wann ee gar hätt, dass eng Kéier den Développement durable dat Gewicht kritt wat em gehéiert, da muss een och weisen, dass dat eng horizontal Responsabilitéit ass, an da muss zumindest déi politesch Verantwortung beim Regierungschef leien, och wann an der Praxis sécherlech en Umweltministère eng ganz Rei Aufgaben ze erfëllen huet.

Här President, ech kéint nach laang hei iwwer eis Proposition de loi schwätzen, all déi Defiziter an der Regierungspolitik an deene leschte Joren opweisen. Den Här Graas huet hei probéiert eng Rei positiv Aktiounen ze weisen. Ech kéint eng Abberzuel vun Initiativen a Saachen hei vun der Regierung weisen, déi awer total an eng anger Richtung ginn, vun enger Tankstell op der Saarstrooss iwwer nach eng Rei aner Initiativen, déi nun awer wierklech guer nâischt mat Développement durable ze dinn huet. Am Géigendeel, wou mer ongedeckte Schecken ausstelle fir déi nächst Generatioun.

Den Allocationsplang an d'Manéier, wéi mer hei mat Kyoto ëmging, dat ass alles mä net nohalteg. Do hypothekéiere mer haut net nënnen eng, mä souguer zwou Generatiounen. Dat si ganz gutt Beispiller, wou mer wäit ewech si vun enger konkreter Ëmsetzung vum Développement durable, an an deem Sënn wäert dese Projet de loi sécherlech eis net weiderbréngen an duerfir ass et ganz kloer, dass mir als Gréng en net wäerte stëmmen.

Ech soen lech merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Statssekretär Eugène Berger.

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt fir d'éischt och nach dem Här Rapporteur merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Ech menge mir kennen och den Emile Calmes als Expert an där Matière. Dofir verwonnert eis dat net, dass en esou e gudd schrëftlechen a mëndlechen Rapport gemaach huet.

Ech wëllt vläicht direkt am Ufank awer och kuerz agoen op déi Prozedur, déi hei vu verschiddene Säite kritiséiert ginn ass, dass dee Projet net demokratesch behandelt gi wier, respektiv datt e bâcléiert gi wier. Ech wëll drun erënnere, datt de Sujet „développement durable“ e konstante Sujet war vun deser Regierung an deene leschte Joren. Mir hunn hei an der Chamber en Débat d'orientation organiséiert gehat, wou ausgiebig driwwer diskutéiert ginn ass, wou Hearingen organiséiert gi sinn. Mir hunn deemools och eng Motioun gehat hei an der Chamber, déi ebe justem d'Regierung opgefuerdert huet, fir dese Projet de loi auszeschaffen, an och Diskussiounen an de Chamberskommissionen, méi spezifesch, sinn awer och gefouert ginn.

Ech ka mech erënnere, wéi den éischten Avis vum Statsrot komm ass, hate mer awer eng länger Diskussioun an der Umweltkommission, déi och ganz konstruktiv war, wou zum Beispill och...

(Interruption)

Et kann een och 20 Chamberskommissionen organiséiere fir do 20-mol datselwech ze soen. Ech mengen dat war eng intensiv a konstruktiv Réunion, wou mer och enner anerem Suggestiounen zum Beispill vum Här Bodry opgegraff hunn, fir de Statut vum Plang méi ze prezisiéieren wat mer dann och scho gemaach hunn. Nëmme fir ze soen, datt awer do eng ganz Rei Debatte gefouert gi sinn, datt dee Projet awer bis an déi lescht Konsequenz duerchdiskutéiert

ginn ass, sief dat dann den Avis vum Statsrot an no den Amendementer.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Dee war emol net disponibel fir d'Deputéierte wéi mer an d'Sitzung komm si moies! Deen ass do ausgedeele ginn.

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Här Gira, well do keng nei Elementer méi dra waren. Well mer...

(Interruptions diverses)

Här President, ech weess net wien elo d'Wuert huet.

M. le Président.- Här Gira, Dir hutt Är Ried gehalen. Loosst elo den Här Statssekretär och schwätzen!

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Här President, ech wollt just preziséieren, datt also dee Projet intensiv an der Chamberskommissioun diskutéiert ginn ass, an datt also net kann hei gesot ginn, do wier net demokratesch verfuert ginn. Ech wëll och nach eng kéier erënnere un dee ganzen Débat d'orientation.

Den Ausgangspunkt vun deem Gesetz ass eben déi Motioun, déi mer deemools haten an der Chamber, an et ass esou, datt, wann een déi Debatten noliest vun 2002, ee feststelle kann, datt op ville Bänken eben deemools just gesot ginn ass, datt d'Nohaltegkeet e Prozess ass. An et hätt een also en éischte Schrëtt mat deem Débat gemaach an et hätt een dee Prozess misse weiderféieren, et hätt een dee misse praktesch institutionaliséieren.

Wat do virun allem wichtig ass an deem Prozess, oder et ass eng Prémisse, datt ee muss kucken, dat Zesummespill vun deene villen Acteuren aus deene verschidene Secteuren: Ökologie, Ökonomie, deem soziale Secteur, an den Equilibre ze kréien. Dat sinn net nëmme insgesamt d'Acteuren, mä besonnesch och dann um politeschen Niveau, wou dann eben déi eenzel Acteuren aus deenen eenzelne Secteuren musse kucken, hir Intérète méi ze harmoniséieren. Et ass also d'Noutwendegkeet, dese Prozess ze strukturéieren, an duerfir och eben déi Motioun deemools vun der Regierung. Duerfir läit haut och dee Projet de loi vir.

Ech wëllt hei och direkt eng Präzisioun maachen, fir datt keng Konfusioun opkënn wéi dat duerchgeklongen ass beim Här Bodry. Hei an deemem Text geet et net drëm fir fäerdeg Rezepten oder Normen, Gebrauchsuweisungen, Ziler fir déi eenzel Deelpolitike festzeschreien. Et ass net an deem Gesetz wou et dorëms geet fir ze soen, esou vill Prozent muss mer Naturbësch an Émwelt realiséieren, esou vill Prozent Biolandwirtschaft an der Agrikultur zum Beispill, esou vill Prozent „modal split“ am Transport. Dat ass net de Sënn vun deemem Text.

Dat ass éischter eppes wat soll am Nohaltegkeetsplang, op deen ech herno nach wäert agoen, zur Sprooch kommen. Hei geet et also vill méi dorëms, en Denkprozess ze organiséieren fir ze kucken a festzeleeën: Wie soll an Zukunft bei deemem Denkprozess impléiert ginn a wéi kënnen déi Reflexiounen iwwert d'Zukunft vum Land gefouert ginn? Wou kënnen se gefouert ginn? An et geet och net nëmme drëm fir e puer gutt gemengte Prinzipie festzeschreien, wéi dat vläicht den Här Bodry wollt. Mä domadder huet een och net vill Konkretes dann errecht.

Nohaltegkeet ass net nëmme eppes fir Politiker an Émweltexperten. D'Leit aus der gesamter Gesellschaft, eis Société civile, Leit aus ekonomeschen, aus soziale Beräicher sinn och concer-

néiert, an och hir Stëmm soll an des Diskussioun erabruecht ginn. D'Zil ass et also hei enner anerem och mat deemem Gesetz, fir kënnen e groussen, demokrateschen, gesellschaftlechen a partizipativen Débat eben an engem Conseil supérieur vum Développement durable ze féieren, wou een da ka sech Gedanke maachen iwwert d'Erausforderungen, déi sech Lëtzebuerg stellt, a wéi een do ka Solutiounen fannen. Dat ass d'Grondiddi vum Conseil supérieur vun der Nohaltegkeet, deen een och kéint als Zukunftsdësch bezeichnen an deen och d'Kärstéck vun deemem Text ass.

Ech wollt dat awer nach eng kéier rappéléieren. Ech ginn elo net méi weider op déi Aufgaben an. Et ass scho gesot gi vum Rapporteur, wat déi Aufgabe vun deemem Conseil supérieur sinn. Enner anerem och Avisen ze maachen, selwer Initiativen ze huelen, och wëssenschaftlech Etüde kënnen se maachen. Dat ass jo och wichtig, datt déi Diskussiounen, déi gefouert gi sollen, op engem feste Fong gefouert ginn, op Kritären, Donnéeën, Analysen opgebaut ginn, wou eng gewësse Wëssenschaftlechkeet à la base ass. Indicateure sinn dobäi zum Beispill adequat Instrumenter fir méi Wëssenschaftlechkeet eranzekréien, fir virun allem och e Monitoring ze maache fir ze kucken: Wéi ass d'Evolutioun an de leschte Méint, Jore gewiescht? Fir kënnen dann op Grond vun objektiven Zuelen dorop opzebauen.

Duerfir wëll ech och net dat Argument gëlle loosse, Här Gira, datt bis haut nach net op objektiven Zuelen tabléiert ginn ass. Den Émweltminister huet d'lescht Joer eng ganz Serie vun Indicateuren vun der Nohaltegkeet erausginn, wou ee konnt schéi kucken, wéi déi Evolutioun ass, a wou een da kann awer schonn déi eng oder aner Konklusioun zéien. An deenen Indicateure sinn all d'Pillieren, all déi eenzel Secteuren vertrueden an déi Indicateuren orientéiere sech och un de Propositionen, déi an der Europäescher Unioun gemaach ginn, déi vun der Kommissioun proposéiert ginn.

D'Schwieregkeet wäert herno natierlech déi sinn, fir esou Indicateuren auszewäerte respektiv ze kombinéieren. Do kéint ee sech elo ganz vill Kombinatiounen virstellen, wou een net ëmmer direkt kann eng Konklusioun zéien. Wat géif dat zum Beispill heeschen, wat ass d'Résultante wa mer géife gesinn, de Chômage geet an d'Luucht, wa mer géife gesinn, d'qualifizéiert Schoulofgang ginn an d'Luucht a mir hu méi Naturschutzgebieder? Wat ass do d'Résultante, wat ass do d'Konklusioun? Et ass also net ëmmer esou einfach och mat deenen Donnéeën vun den Indicateuren fir doräuser ze soen, ënnert dem Stréch ass méi oder manner Nohaltegkeet.

De Statsrot huet och a sengem Avis Schwierigkeete gehat mat deenen Indicateuren. Hien huet eng Opposition formelle duerfir erabruecht. Ech hunn e bëssen d'Impressioun, datt awer do eng gewësse Konfusioun ass bei där héijer Korporatioun, déi dovunner ausgeet, datt d'Indicateuren am Fong geholl eng contraignant Norm wieren, fir zum Beispill Betreiber oder fir staatlech Stellen, an duerfir huet de Statsrot gesot, mir missten dat an engem Reglement genau definéieren wat fir eng Indicateuren, datt dat wieren. Mir hate kee Problem fir dat an den Text mat eranzeschreien. Mä nach eng kéier, ech géif soen d'Indicateure sinn éischter en Instrument, dat en historesche Bléck erlaabt, dat e Reflet ass vun der Evolutioun, also eng Illustratioun vum Historique.

Bon, wann een also op där enger Säit debattéiert, en Zukunftsdësch huet, no dem Analyséieren an dem Ausschaffe vu Virschléi, ass en anere groussen Défi dann an där ganzer Strategie vun der No-

haltegkeet deen, fir déi Iddien, déi do formuléiert ginn, och déi Iddien aus dem Nohaltegkeetsplang, praktesch an d'Aktioun vun der Politik ëmzesetzen. An duerfir brauch een eben och Strukturen, an duerfir ass eben och dat Gesetz hei geschriwwen gi fir déi Strukturen awer kënnen ze hunn. Duerfir gesäit d'Gesetz enner anerem eng interministeriell Kommissioun vir, fir datt eben all Departementer dra vertruede sinn an och hir Responsabilitéit mussen huelen.

Well déi Kommissioun, déi sollt zum engen en Nohaltegkeetsplang mat konkreten, zum Deel chiffréierten Ziler opstellen. Hei wëll ech awer och erënnere, datt, wann esou eng Kommissioun dat opstellt, de Regierungrot a leschter Konsequenz oder a leschter Instanz gemeinschaftlech responsabel ass fir déi politesch Zoustännegkeet fir d'Nohaltegkeet. Déi Iddi vun deene Grénge, datt de Premier do d'Koordinatioun soll spillen, ass interessant. Mir sinn der Meenung, datt dat en dernière conséquence ëmmer muss de gesamte Regierungrot sinn, well jiddferen do concer néiert ass, a well dat och einfach d'Struktur ass vun enger Lëtzeburger Regierung, wou am Fong de Premier nëmme inter pares ass a jiddferen seng Kompetenzen awer och huet.

Bon, anerersäits soll des Kommissioun och e regelméissege Rapport opstellen iwwert d'Emsetzung vun den Ziler aus dem Nohaltegkeetsplang an de respektiven Departementer.

Wat ass den Atout vun esou enger Kommissioun an hire Missiounen? Ech gesi besonnesch zwee Atouten. Éischters bedéngt et, datt eng gewësse Sensibilisatioun a Prise de conscience an deenen eenzelne sektorielle Ministären, an deenen eenzelnen zoustännege Stelle muss geschéien. Et muss e Suivi gemaach ginn, et muss e Bilan gemaach ginn. Zweetens erméiglecht dat dann och eng besser Koordinatioun vun deenen eenzelne sektorielle Politiken um techneschen, prakteschen Niveau. D'Fonctionnaire kommen zesummen, kënnen ofstëmmen ob déi Measure, dat Reglement, dee Projet de loi, dee se ausschaffen, eventuell net konform ass mat aneren Iddien aus aneren Departementer.

Här Bodry, déi Aarbechten - Dir hutt gesot d'Délaié wieren do relativ schwéier - sinn amgaangen. Mir hunn e Beamte respektiv eng Beamtin agestellt, spezifesch fir déi Aufgab. Déi Aarbechte sinn amgaangen, dee Rapport ass also ennerwee, a mir maachen net esou wéi vläicht déi viregt Regierung, mir iwwerloossen net onfäerdeg Aarbecht enger nächster Regierung, egal wéi déi ausgesäit.

(Interruption)

Bon, e lescht Wuert zum Nohaltegkeetsplang. Den Nohaltegkeetsplang ass dat Dokument wou déi eenzel konkret Propositionen fir déi verschidde sektoriell Politike stinn, mat zum Deel ganz präzisen a chiffréierten Ziler. An et ass dese Plang, deen dann och eng gewëssen Aart, soe mer emol „road map“ fir Nohaltegkeet duerstellt an deen dat wichtegst Orientéierungsdokument an der Matière fir d'Regierung da wäert sinn.

(Interruption)

Bon, sécher och ouni e Gesetz besteet esou e Plang de Moment. Ech wëll do erënnere, datt esou en Dokument awer eréischt um Enn vun der leschter Legislaturperiode opgestallt ginn ass. Am Abrëll 1999 ass dat presentéiert ginn, ouni iergendeng öffentlech Diskussioun, dat wëll ech och rappe-

léieren, an datt am Fong geholl déi nei Regierung...

M. Alex Bodry (LSAP).- Dat ass dach guer net wouer!

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Déi nei Regierung huet hei an der Chamber déi öffentlech Diskussioun iwwert dee Rapport, iwwert dee Plang lancéiert.

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry (LSAP).- Dir kënnt jo bei der Wourecht bleiwen!

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Här Bodry, war dee Plang virduen hei an der Chamber diskutéiert ginn? Ech ginn dovun aus...

(Brouhaha général)

M. Alex Bodry (LSAP).- Ma et ass dach net d'Chamber! D'Deputéierten, déi hei sëtzen, Här Berger! Dann hunn ech awer léiwer, mir hunn Table-ronden, wou d'Force-viven dräsetzen, wéi déi aacht Leit, déi hei...

(Brouhaha général)

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Dir wësst ganz genau, datt mer elo em des Zäit eng Rei...

M. Emile Calmes (DP), rapporteur.- Et war vill méi schlëmm, e war iwwerhaupt net diskutéiert ginn!

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Ma jo, ebe just! Et ass iwwerhaupt net diskutéiert ginn, och net hei an der Chamber - well dat déi éischt Émanatioun vum Vollek ass. Bon. Mä egal.

(Interruptions diverses)

Dee Plang, déi viregt Regierung huet néng Joer gebraucht fir e Plang 1999 ze presentéieren.

M. Alex Bodry (LSAP).- Fënnef Joer fir esou en eidele Pabeier!

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Neen, neen, dat hei ass keen eidele Pabeier.

(Interruption)

Op alle Fall fir zréckzekommen op dee Plang, dee Plang ass a guer kenger Form bis elo verbindlech: Hie war et net fir des Regierung, net fir déi viregt Regierung, wéi en et och net fir eng zukünfteg Regierung wier, wann net dee Plang ee Statut géif kréien eben iwwert dest Gesetz. Et ass eréischt duerch dest Gesetz wat desen Nohaltegkeetsplang...

M. Alex Bodry (LSAP).- Et ass dach keng Verbindlechkeet dran!

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Dach, e kritt e Statut an all zukünfteg Regierung muss sech domadder ausenaner setzen, kann dat net ignoréieren, well dee Plang hei an engem Gesetzestext ageschriwwen ass.

M. Alex Bodry (LSAP).- Wellege Statut ass dat dann?!

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Ech mengen, och d'Sozialiste missten dat ...

(Interruptions diverses)

... agesinn, wann ee gären e Statut hätt fir dee Plang. Fir datt net eng nächst Regierung ka soen, mir kennen dee Plang net méi, deen interesséiert eis net méi, mir wëllen eis net méi mat esou engem beschäftegen, dofir brauche mer eng gesetzlech Basis.

M. Alex Bodry (LSAP).- Mä et ass dach net international verbindlech fir esou e Plang ze erstellen! Dat wësst Dir dach och!

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Et gétt keen internationalt Reglement, wou dat drasteet.

M. Alex Bodry (LSAP).- Mir si verpflichtet Rapporten ze maachen un international Konferenzen.

M. le Président.- Här Berger, fuert weider! Loosst lech net erausforderen. Den Här Bodry hätt gär, dass Der de Fue dem sollt verléieren.

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Här President, ech hunn Zäit, ech verléiere weder de Fue dem nach ...

(Brouhaha général)

Här President, nach eng kéier: Mir hunn dest Gesetz hei geschriwwen, well mer eben och enner anerem deem Plang wëllen e Statut ginn, datt en an Zukunft net méi kann a Fro gestallt ginn.

Ech kommen dann och eben zum Schluss, Här President. Ech hale fest, datt mer no dem Débat d'orientation iwwert d'Nohaltegkeet als Regierung dem Opruff vun dem Parlament nokomm sinn an e Gesetz presentéiert hunn, dat endlech Strukturen an Instrumenter fir d'Koordinatioun vun der nationaler Nohaltegkeetspolitik festleest.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Alles geflunkert!

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement.- Här President, domat leeë mer also elo definitiv d'Basis an de Grondstee fir an Zukunft konsequent a konkret am Sënn vum Développement durable an am Intérêt vun der Liewensqualitéit hei zu Lëtzebuerg kënnen strukturéiert Politik ze maachen.

Merci.

Une voix.- Et ass e schappchen Ofschloss.

M. le Président.- Dir Damen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Lecture vun den Artikelen an de Vote vun dem Projet, dee geschitt an enge vun deenen zwou Sitzunge vu muer.

Déi nächst Sitzung ass muer de Moien a fänt un um néng Auer an déi vu muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.44 heures)



Chambre
des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

um Réseau vun der
Eltrona / Siemens
(imagin)
um Kanal S40 /
455.25 Mhz

um Réseau
vun der Coditel
um Kanal S 29

Ordre du jour

1. 4946 - Projet de loi relative aux effets légaux de certains partenariats
4162 - Proposition de loi sur la réforme du mariage
4110 - Proposition de loi sur l'union libre
(Rapport de la Commission juridique - Présentation des propositions de loi - Discussion générale - Lecture du texte du projet et des propositions de loi - Votes et dispense du second vote constitutionnel)
2. 5315 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} mars 1973 autorisant le Gouvernement à accorder la garantie de l'État et une aide financière au profit de la «Société des Foires Internationales de Luxembourg», Société anonyme à Luxembourg (suite)
(Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
3. 5256 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (suite)
(Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
4. 5159 - Projet de loi relative à la coordination de la politique nationale de développement durable
(Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
5. Dépôt d'une motion relative à la politique d'embauche du groupe Arcelor
6. 5313 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à l'article 1^{er} de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, adopté par le Conseil des gouverneurs par une résolution du 30 janvier 2004
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. 5201 - Projet de loi relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR) et portant modification de
 - la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu
 - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune
 - la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal
 - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
 - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*
8. 4754 - Proposition de loi portant
 1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;
 2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution
(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Lecture du texte de la proposition de loi - Premier vote constitutionnel)
9. 5047/5039 - Proposition de révision des articles 63 et 65 de la Constitution - Second vote constitutionnel
(Discussion générale - Lecture du texte de la proposition de révision de la Constitution - Second vote constitutionnel)
10. 5213 - Projet de loi ayant pour objet d'augmenter le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix et de modifier certaines dispositions:
 - du Nouveau Code de procédure civile;
 - de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation;
 - du Code d'instruction criminelle;
 - de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer;
 - de la loi modifiée du 21 avril 1908 concernant les vices rédhibitoires des animaux domestiques;
 - de la loi modifiée du 10 juin 1898 concernant les dégâts accidentels causés à la propriété superficielle par les travaux d'exploitation des mines, minières et carrières;

- de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

11. 5232 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu et de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; MM. Michel Wolter et Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen, Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.04 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4946 zesumme mat de Propositions de loi 4162 vun der Madame Renée Wagener a 4110 vun der Madame Lydie Err iwwert d'Partnerschaften. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeloucht. Et si schonn ageschriwwen: den Här Mosar, d'Madame Err, déi Här Bettel an Henckes, d'Madame Wagener an d'Madame Arendt. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi 4946, den honorablen Här Claude Wiseler.

1. 4946 - Projet de loi relative aux effets légaux de certains partenariats

4162 - Proposition de loi sur la réforme du mariage

4110 - Proposition de loi sur l'union libre

Rapport de la Commission juridique

■ M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi all gesellschaftspolitesch Fro huet och dësar Text eng ganz Rei Passiounen ausgeléist, eng ganz Rei Diskussiounen ausgeléist. An dëst nach méi eng ganz Rei aner Froen, well et u sech e Projet ass, deen am Zentrum vun eisem Zesummeliewen am grouse Ganze steet, wou sech d'Fro stellt wat fir eng Form vun Zesummeliewe mir, eis Famillje kënnen hunn a wéi de Stat haaptsächlech - an dat ass d'Fro - domadder émgheet a wéi en déi Formë vun Zesummeliewe gesetzlech encadréiert.

Dës Diskussioun, déi mer haut de Moie féieren, ass net nëmmen eng Diskussioun, déi zu Lëtzebuerg stattfënnt. Et ass och eng Diskussioun, déi an all den europäesche Länner ronderëm eis scho stattfënnt huet. Et ass eng Diskussioun och mat ganz villen Aspekter. Op där enger Säit ass et eng Diskussioun ëm déi Koppelen, déi sech net wëlle bestueden, op där anerer Säit ass et eng Diskussioun iwwer homosexuell Koppelen, déi mat esou engem Projet wéi deem hei eng juristesche Unerkennung kënnen fannen.

Et ass eng Diskussioun, déi sech och an den europäesche Kontext aschreift, wou ee muss kucke wéi an anere Léislatiounen esou Partneriater geregelt sinn, ob där enger Säit, an op där anerer Säit och, wéi mir hei zu Lëtzebuerg mat Lé-

gislatiounen, déi am Ausland bestinn, émginn, wéi mer déi regelen, wéi mer se considérieren a wéi mer hei, wéi gesot, mat esou Partneriater, déi am Ausland gemaach sinn, émginn.

Et ass och eng Diskussioun, déi schonn a verschiddene Formen zu engem Deel hei an der Chamber war, well mer eng Rei Propositione-loien hu vun der Madame Wagener, vun der Madame Err, déi och duerno mat wäerten diskutéiert ginn an déi déi Frostellung zu engem Deel vun enger anerer Säit uginn an aner Léisunge virschloen.

Fir eis ass d'Fro, wéi Leit hiert Zesummeliewe gestalten, prioritär och emol eng Fro vun der privater Sphär. Bis elo ass am Code civil just de Mariage virgesinn. Am Mariage ginn duerch d'Gesetz d'Rechter an d'Flichte vun deem engen a vun deem anere Partner kloer an dätlech festgeschriwwen. Am Code civil an an anere Gesetze gi Schutzmoosname virgesi fir déi Partner, déi déi manner staark, déi déi schwach an enger Koppel sinn, an den Artikel 212 vum Code civil - an all déi, déi an de Gemeengen täteg sinn an déi Hochzäiten an de Gemeenge maachen, liesen dee jo och méi wéi eng Kéier vir - seet, dat déi Leit, déi sech matee bestueden, Trei, Hëllef a Bäistand, fidélité, secours et assistance, een deem anere schëlleg sinn.

Et ass also eng Relatioun, déi Solidaritéit a Responsabilitéit festschreift, wat zwou Saache sinn, déi zwar einfach gesot sinn, mä déi an enger Welt wou mer haut liewen, eng Welt voller Egoismus, voller Individualismus, awer keng esou Evidenz sinn. Also eng Relatioun, wou Solidaritéit a Responsabilitéit an de Vierdergrond gestallt sinn an domat eng Relatioun wou an eiser Gesellschaft den éischte Verantwortungstissu opgebaut gëtt. De Mariage ass eng fest Verbindung. D'Opléisen an d'Scheidung sinn zwar an deene leschte Jorzéngte manner schwéier wéi dat nach virun 30, 40 Joer de Fall war, mä et ass awer nach haut ganz sécherlech eng contraignant Prozedur.

Mir stellen haut awer fest, an ouni wëllen Zuelen ze nennen - well ech mengen et ass elo net d'Plaz fir hei op Prozenter anzugeen -, dat vill jonk Leit haut ouni Bestiednis zesummeliewen. Mir stelle fest, dat d'Zuel vun de Scheedungen héich ass. Mir stellen och fest, dat d'Zuel vun deenen Elteren, déi eleng erzéien, konstant an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen ass. Mir stellen och fest, dat ganz vill vun homosexuelle Koppelen haut froe fir eng Unerkennung ze kréien an déi Unerkennung wëllen och an engem juristesche Kader festgeloucht kréien.

Firwat ass dat esou? Firwat dat vill jonk Leit ouni Mariage haut zesummeliewe maach vill Grënn hunn, déi och ganz variabel sinn. Déi eng, well se wëlle länger Fräiheet hunn, déi aner, well se wëllen e Versuch maachen, e gemeinsaamt Zesummeliewen an enger éischer

Etapp ouni Bestiednis ze hunn a fir duerno an e Bestiednis eranzegoen wa se méi sécher sinn an hirer Zesummeliewegkeet, vun dem Fait, dat se d'Zesummeliewen an iwwert d'Méint, iwwert d'Jore ronn kréien. Déi aner, well se Angscht virun engem Engagement hu fir d'Liewen oder zumindest fir eng länger Zäit, déi aner, well se wëllen, wann et drop ukënn, eng schwéier Scheedungsprozedur évitéieren.

Wat och ëmmer d'Grënn sinn, op jidde Fall war et esou, dat 1999 an deene verschiddene Wahlprogrammer an duerno och an der Regierungserklärung kloer zum Ausdruck komm ass, dat soll e juristesche Kader geschaaft gi fir déi Leit, déi net wëllen an de Mariage goen, an och fir homosexuell Koppelen e juristesche Kader ze schaffen.

An do si mer, wéi gesot, vun zwou reellen Demandé vu baussen ausgaangen. Op där enger Säit déi vun den heterosexuelle Koppelen, déi e Mariage refuséieren, wou awer duerch de Fait, dat se net an de Mariage eraginn, sech eng Rei praktesch Froe vun hirem Zesummeliewen an eiser Gesetzgebung, esou wéi se haut nach ass, gestallt hunn, eng Rei Problemer sech opgedrängt hunn, eng Rei Problemer no Léisunge gesicht hunn an och eng Rei vu soziale Rechter a Flichten net do waren, notament wat Problemer gestallt huet fir déi, loosse mer soe méi Schwach oder déi manner Staark an enger Koppel, déi heiansdo bei der Trennung da Schwierigkeiten ausgesat waren, well dann awer och guer keng Ofsecherung do war. An zweetens vun homosexuelle Koppelen, déi wéi gesot keng Unerkennung an der Rumm vun hirem Zesummeliewen haten.

Den Text, dee gemaach gouf, hat dann och dräi Hauptobjektiver. Deen éischten Objektiv am Kader vum Droit civil fir eng Rei Minimalregele vun der Solidaritéit a vun der Responsabilitéit anzeféieren, fir d'Rechter an d'Flichten haaptsächlech en matière patrimoniale festzesetzen. Deen zweeten Objektiv war fir deene Leit, déi net selwer sozial ofgesécherert waren, minimal Sozialrechter ze ginn an eng Rei Aspekter vun der Sécurité sociale ganz kloer ofzesécheren. Deen drëtten Hauptobjektiv war eng Rei vu fiskale Rechter ze ginn, éischters wat d'lerfschaftsrechter ugeet an zweetens och wat d'Akomessteieren ugeet.

Dës Text schreift sech noutgedrongenerweis, eviderenterweis an en internationale Kontext an. Ech wëll e wéineg drobber agoen. Éischters well selbstverständlech dee Projet de loi hei sech vun aneren Texter, déi mer an eisen Nopeschlänner kennen, deelweis inspiréiert a well och de Fait, wéi dës Text sech an déi europäesche Gesetzgebung aschreift, net neutral ass fir de Fait wéi mer duerno mat den europäesche Gesetzgebungen émginn a respektiv wéi och aner Länner mat eisem Partneriat wäerten émgoen.

Wann ee ronderëm sech kuckt, dann huet an deene leschte Jore sech ganz vill beweegt, an et kann ee grosso modo déi Léislatiounen, déi mer am Ausland hunn, an dräi grouss Typen andeelen. Den éischten Typ, dat sinn déi Länner, déi aner Formë vun der Union, aner Formë wéi de Mariage festgeloucht hunn, fir dann engersäits heterosexuell an andersäits homosexuell Koppelen. Deen zweete groussen Typ vu Léislatioun ass deen, deen e juristesche Statut à part fir homosexuell Koppelen mécht, an den drëtten Typ vu Léislatioun sinn déi Länner, déi eng Ouverture vum Mariage fir homosexuell Koppelen maachen, mat oder ouni Adoptioun. Dat hënt da vun deenen eenzelne Länner of. Dat ass schematesch an elo ouni vill Detailer gesot a wat fir eng grouss Richtungen d'Ausland gaangen ass.

Vläicht fir e wéineg méi am Detail ze soen, 1989 huet zum Beispill Dänemark ugefaangen andeem se eng Union civile fir homosexuell Koppelen gemaach hunn, wou ähnlech Rechter wéi am Mariage gi sinn, ausser d'Adoptioun. Ähnlech Type vu Législatioun sinn an deene Joren duerno haaptsächlech an den nordesche Länner entstanden, 1993 an Norwegen, 1994 a Schweden, 1996 an Island/Grönland an 1999 a Finnland.

Däitschland huet spéider e Partenariat enregistré, en enregistrierte Partenariat just fir homosexuell Koppelen a seng Gesetzgebung ageschriwwen. Dobäi ass geregelt d'Hëllef an d'Ennerstëtzung, de Secours alimentaire, och d'Méiglechkeet vun der Wiel vun engem gemeinsamen Numm an den Droit oder d'Recht fir d'Autorité parentale vun de Kanner ze iwwerhuelen, wann de Partner aner Kanner mat an d'Koppel erabruucht huet. Et ass also hei en enregistrierte Partenariat, keng Homo-Ehe, wéi et ganz oft an der Press fälschlecherweis betitelt gëtt.

A Frankräich hu mer 1999 e PACS krit, e Pacte civil de solidarité, dat souwuel fir heterosexuell wéi fir homosexuell Koppelen, wou haaptsächlech déi verschidden Aspekter notament vum Steuerrecht geregelt ginn an do ähnlech Dispositione wéi am Mariage agefouert ginn.

An dann d'Belsch an Holland, dat si Länner, déi u sech zwee Type vu Législatiounen hunn. An Holland zum Beispill ass niewent dem enregistrierte Partenariat da spéider d'Ouverture vum Mariage gemaach ginn an an der Belsch, wou mer och 1998 en Text fir d'legal Cohabitation hatten, an dat souwuel fir homo- an heterosexuell Koppelen, déi eng minimal Protektioun ofgeséiert huet, ass vu Juni 2003 un och d'Ouverture vum Mariage civil gemaach gi fir homosexuell Koppelen, déi op e Pied d'égalité, also gläichgestallt gi si mat deenen heterosexuelle Koppelen. Mat der Ausnahm, dat d'Adoptioun net erlaabt ginn ass, also mat der Ausnahm vun all deenen Effekter, déi un d'Filiatioun gebonne waren.

Dat Ganzt huet och an der Belsch bei eisem Noper ganz vill juristeschen Polemik, haaptsächlech mam belsche Conseil d'État, sengerzäit ausgeléist, deen et u sech fir inkohärent fonnt huet, dat op där enger Säit e Mariage mat alle Rechter an op där anerer Säit e Mariage mat engem Deel vun der Rechter net, dat heescht mat de Filiationsrechter net, e Semi-mariage, wéi de Conseil d'État belge et déi Zäit genannt huet, geschäfe gi sollt, an en huet och doran zu engem Deel eng Diskriminatioun gesinn, oder zumindest huet e keng Diskriminatioun gesi fir de Mariage heterosexuelle Koppelen ze reservéieren, well en dovunner ausgeet, dat dee Fait, déi Situatioun anescht ass.

Et ass an déi europäesch Diskussioun wou mer elo eis Situatioun aschreiw. Déi éischt Décisioun, déi hei geholl huet misse ginn, dat ass a wat fir eng Richtung mer mat dësem Text ginn. An d'Zil war ganz kloer an ass och esou vun der Regierung ugi ginn, fir d'Protektioun vun all deene Koppelen ze maachen, oder eng Protektioun an déi Koppelen anzuschreiw, déi net bestuet waren, an dat souwuel fir homosexuell wéi fir heterosexuell Koppelen. E Wee also wéi am Frankräich oder an der Belsch, oder an der Belsch zumindest déi éischt Etapp, '98 gemaach ginn ass.

Dat hätt den Avantage all déi praktesch Problemer vun Aldeeglechen ze léisen, déi sech am praktesche Liewe stellen, an et hätt och den Avantage fir eng juristeschen Unerkennung fir homosexuell Koppelen ze sinn.

Et muss awer kloer sinn, dat d'Fro sech gestallt huet, wéi een dat soll maachen, fir u sech déi Rechter un all déi Koppelen, déi zesummelie-

wen, ze ginn, ob se elo deklaréiert sinn oder net. An do hunn eng Rei Problemer sech gestallt an déi Diskussioun ass esou ausgaangen, dat net konnt en Text gemaach gi fir all déi Koppelen, déi zesummeliewen, mä dat huet missen eng Deklaratioun agefouert ginn, eng Déclaration de partenariat, aus zwee Argumenter.

Well et ganz schwéier gewiescht wär, 1. jiddferengem, deen einfach zesumme wunnt, eng Liaison vum Partenariat opzedrängen, och wann dee se net géing wellen, an 2. wann ee Sozialrechter gëtt, an hei gi ganz vill Sozialrechter ginn, dann ass et ëmmer wesentlech, dat een iergendzwoch an iergendengem Moment definéiert, wéini déi Relatioun, déi eben e Recht zu enger Rei soziale Rechter opmécht, ass an dat ee ganz genau definéiert de Moment wou déi Rechter ufänken, fir se duerno och kenne korrekt ze considéieren a korrekt an d'Realitéit emsetzen.

Dat sinn dann och déi Haaptargumenter gewiescht, firwat an dësem Text eng Deklaratioun, also en offiziellen Akt fir de Partenariat ageschriwwen ginn ass.

Dann hate mer och eng Diskussioun iwwert de Fait, ob ee soll dee Partenariat esou wéi de Mariage an de Code civil aschreiw. Et ass awer kloer festgehale ginn, dat et hei géing drëm goen, eng Rei praktesch Problemer do ze léise wou se wieren, dat heescht an deene Législatiounen wou se sech exactement och géinge stellen, an dat d'Komplexitéit vum Code civil dat géing ganz schwéier maachen. D'ailleurs muss ee soen, wann een elo deen Text kuckt, gesäit een, dat hei eng ganz Rei vu Législatiounen hu missen emgéännert ginn. An och wann een et an de Code civil ageschriwwen hätt, sou wéi d'ailleurs de Conseil d'État et proposéiert huet, hätt een niewendrun nach missen eng ganz Rei aner Législatiounen emänneren. An et war e groussen Avantage fir all déi Mesuren, déi de Partenariat betreffen, hei gemeinsam an engem Text vum Partenariat ze hunn, deen dann all d'Effets légaux, all déi legal Konsequenze vun deem Partenariat gemeinsam regelt.

D'Fro, déi de Conseil d'État opgeworf huet, firwat net eng Diskussioun gefouert gi fir de Mariage opzemaachen, respektiv firwat een net géing op dee Wee goen. Do, muss ech soen, huet de Conseil d'État am Ufank vu sengem éischten Avis eng ganz Rei interessant Gedanken entwéckelt. Mä no ville Säite vun Développement doriwier kennt en zu engem Deel op eng ähnlech Konkusioun wéi de belsche Conseil d'État, an ech liesen lech déi Konkusioun vir, well se mir essentiel an der Argumentatioun schéngt.

D'Konkusioun ass: „il ne saura être fait abstraction de la problématique liée à la filiation (au sens large) au regard notamment de l'article 3.1 de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et approuvée par la loi du 20 décembre 1993 qui prévoit expressément que „dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale“.“

A genau dat ass jo och an eisen Aen an dësem Kontext déi essentiel Fro, déi sech gestallt huet, a mir hate schonn eng ähnlech Diskussioun den 21. Abrëll, dat heescht virun e puer Wochen, wéi mer iwwert d'Proposition de loi vun der Madame Wagener hei op dëser Plaz diskutéiert hunn, déi proposéiert huet, eis Législatioun iwwert d'Adoptioun emzänneren. A fir just an e puer Wieder dorobber anzegoen a fir u sech déiselwech Argumentatioun hei ze widerhuel-

len, wéi ech dat schonn den 21. Abrëll gemaach hunn, ass et esou, dat effektiv déi Argumentatioun vun der Convention internationale des droits de l'enfant hei priméiert huet, déi u sech den Intérêt supérieur de l'enfant daitlech ennersträicht, wat och an der Cour européenne des droits de l'homme an den Interpretatiounen, déi se a verschiddenen Arrêt ginn huet, notament an der Affär „Fretté géint Frankräich“, wou se kloer seet, dat: „L'adoption est de donner une famille à un enfant et non un enfant à une famille. Les droits de l'enfant limitent le droit à l'enfant.“

Ech kënn och nach eng Rei Citatiounen weiderféieren. Wéi gesot, ech hunn dat schonn den 21. Abrëll gemaach, mä dat ass och déi Gedankféierung, déi eis hei dorobber gefouert huet, fir u sech dësem Text eng Primautéit ze gi virun all deenen anere Gedanken iwwert d'Ouverture vum Mariage, well d'Ouverture vum Mariage ëmmer an deem Fall och deen Deel vun den Adoptiounen mat bënhalt hätt.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur.- Här President, dierf ech eng Fro stellen?

■ M. le Président.- Jo.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur.- Ech wollt dem Här Wiseler d'Fro stellen, well en den Arrêt Fretté ugeschwat huet, ob en da mengt, dass den Intérêt supérieur vum Kand dee wär, dat et muss heterosexuell Elteren hunn. Gëtt et do wierklech een Ennerscheid fir den Här Wiseler, ob d'Elteren homosexuell sinn oder heterosexuell?

■ M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur.- Also, ech mengen, ech liesen lech hei elo och nach, well mer scho vun deem Arrêt schwätzen, dat wat u sech d'Cour européenne des droits de l'homme an deem Fall seet. Citatioun: „...la différence de traitement résulte, en l'état actuel des connaissances, des incertitudes pesant sur le développement d'un enfant élevé par une personne homosexuelle et privé de la double référence maternelle et paternelle.“

Et gëtt hei festgehalten, dat weder d'Spezialisten, nach eis demokratesch Gesellschaft op déi Fro, déi Dir elo stellt, eng definitiv Äntwert ginn hunn, an ouni definitiv Äntwert soe mer den Droit de l'enfant ass primär, dofir wëlle mer elo déi Diskussioun vun hei net ofschléissen. Dat ass d'Äntwert, déi ech wollt op Är Fro ginn.

Ech well awer dann, andeems ech weiderfuere, och nach op déi wichtegst Froen agoen, déi mer eis an der Kommissioun a laangen Diskussiounen, muss ech soen, gestallt hunn an deem ganze Kontext, a vläicht déi eng an déi aner Argumenter belichten, obwuel ech weess, dat verschidde Leit wahrscheinlech hir Argumenter duerno selwer wäerten développieren, mä ech probéieren - ech huelen un, Madame Err, dat Der dat selwer maacht - nach eng Kéier als Rapporteur, dee fidèlement wëllt dat hei reproduzéieren, kuerz déi Argumenter zréckzehuelen.

Dat éischt, dat ass d'Definitioun vum Partenariat, wou deen éischten Text „communauté domestique“ a „relations stables et continues“ virgesinn hat. Dat ass herno emchangéiert ginn a „communauté de vie“, well et jo net nëmmen eng Communautéit ass, déi als Finalitéit huet zesummen ze wunnen. An d'„relations stables et continues“ sinn erausgeholl gi mat der Argumentatioun, dat et am Moment vun der Deklaratioun ganz schwéier wär ze definéieren, wat dann elo stable wär a wat continu wär, well jo am Fong déi Relatiou-

nen eréischt géingen dee Moment ufänken.

Eng aner Diskussioun hate mer iwwert d'„vie en couple“, ob dat eng Nécessitéit ass fir an de Partenariat eranzegoen, wou och deen een oder anere Member gesot huet, dat haut d'Koppelen net méi onbedéngt zesumme wunnen. Do huet d'Kommissioun awer kloer an daitlech gemengt, dat d'Zesummenwunnen ee vun den Haaptelementer vum Partenariat sollt sinn. Well d'Partenariat sech ganz oft charakteriséiert vu Leit, déi mateneen hiert Liewe verbréngen, déi matenee wunnen. D'Kommissioun huet also deen Aspekt bäibehalen.

Aner Konditiounen fir d'Partenariat, sou wéi se am Text sinn, sinn, dat déi Leit, déi an e Partenariat eraginn, vertragsberechtigt sinn, 18 Joer hunn, kee Mariage hunn, kee anert Partenariat hunn, dat se och net Famill matenee sinn. An déi lescht Konditioun war och eng Diskussioun iwwert de Fait, ob d'Fratrië kënnen an ee Partenariat eragoen, mä do, och well hei Rechter a Flichten am Sozialrecht definéiert ginn a well och téschent Familljemeberer aner Rechter a Flichten am Sozialrecht definéiert ginn, ass sech hei limitéiert ginn op déi, déi net Famill matenee sinn.

Dann huet d'Kommissioun eng lescht Konditioun agefouert, déi am Ufankstext net stoung, an dat ass déi Konditioun, dat déi Leit, déi an ee Partenariat eraginn, legal um Territoire vu Lëtzebuerg misste residéieren, ganz einfach, well et an den Ae vun der Kommissioun wichtig wär, dat ee géing déi Problemer évitéieren, déi sech oft beim Mariage stellen, wa mer vu Mariage-blancé schwätzen, fir net hei e „Partenariat blanc“ ze kréien a mir dësen Text net als en anere Wee fir d'Legalisierung vun der Immigration solle maachen. Dofir ass eng véiert Konditioun ageschriwwen ginn, no villem Hin an Hier mam Conseil d'État a verschidde Versiounen, déi da gesot huet, dat wéi gesot déi Leit misste legal um Territoire vu Lëtzebuerg wunnen, wa se ee Partenariat aginn.

De Conseil d'État huet gemengt, dat wär implizit am Text. D'Kommissioun huet awer gesot, si géing et gär ganz prezis dra schreiw, ganz einfach well d'Applikatioun vun deem Text jo duerno Gemeng fir Gemeng gemaach gëtt, a fir ze évitéieren, dat do verschidden Interpretatiounen vum Text sinn, an dofir ass eng véiert Konditioun an aller Kloeerheit an dësem Text eragi ginn.

Da war och eng wichteg Fro, wou de Partenariat géing gemaach ginn. De Regierungstext hat am Ufank virgesinn, dat dat de Greffe vun der Justice de paix sollt sinn. An do hate mer eng laang Diskussioun, notament mat de Leit vu Rosa Lëtzebuerg, déi eis gesot hunn, dat d'Gericht an den Uert, fir um Gericht eng Deklaratioun ze maachen, ëmmer en Hannergeschmaach hätt, dee fir Leit, déi am Fong nach ni eppes mam Gericht ze dinn hatten an déi u sech d'Gericht ëmmer considéieren als eppes mat engem pejorativem Hannergrond, wou een higeet, wann een e Problem huet oder wann een eppes falsch gemaach huet, dat dat net dee richtegen Uert wär fir just esou eng Deklaratioun ze maachen, déi eng positiv Deklaratioun an hirem Liewen ass; an op där anerer Säit, well och net vill Greffen hei am Land sinn an d'Leit och net ëmmer wëssen, wou déi sech befannen.

Dofir ass do eng Proposition gemaach ginn, fir dat vum Greffe vum Tribunal eriwuerzehuelen op d'Gemengen, bei den Officier d'état civil vun der Gemeng, wou och déi normal Akte vun Liewe gemaach ginn, wéi zum Beispill den Dépôt vum Acte de naissance oder vum Acte de décès. Dat huet dann net déi virgeschriwwen Feierlechkeet wéi dat beim Mariage am Code civil virgesinn ass, well och vill Leit

dat net onbedéngt wellen, mä en administrativen Akt op enger Plaz, wou awer all déi Akte gemaach ginn, déi d'Normalitéit vum Liewen ugin, dat heescht beim Officier d'état civil vun deenen eenzelne Gemengen. Wann ech dat europäesch kucken, da gesinn ech, dass dat a Frankräich beim Greffe ass, während et an der Belsch zum Beispill beim Officier d'état civil ass.

Deen Text hei, dee soll och haaptsächlech einfach sinn an e soll och deene Partneren, déi wëlen an ee Partenariat goen, dat esou einfach wéi méiglech maachen. Dofir ass einfach virgesi ginn, dat fir e Partenariat ze maachen, eng einfach Deklaratioun vum Officier d'état civil géing duergoen, a wann een déi Deklaratioun mécht, da kann een direkt bénéficiéieren vun all deene Rechter a Flichten, déi am Régime primaire vum Partenariat festgeschriwwen sinn. Et kann een, wann ee wëllt, awer zousätzlech eng Konventioun maachen, wéi et am Patrimonialrecht festgeschriwwen ass.

Mir hatten eng Diskussioun an der Kommissioun mat der Madame Err, déi proposéiert huet, dat ee sollt beim Partenariat ëmmer en Inventaire maachen. Wéi gesot, d'Madame Err erkläert lech hir Iddi sécherlech besser wéi ech virdrun, mä fir lech ze erklären, firwat mer déi net ugeholl hunn, muss ech awer a kuerze Wieder erklären, wat hir Proposition war - wann Dir erlaabt, Madame Err.

■ Mme Lydie Err (LSAP), auteur.- Selbstverständlech.

■ M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur.- Merci.

Et wär u sech fir bei all Partenariat en Inventaire ze maachen, well et logesch ass, wann een en Inventaire mécht, dat, wann duerno Problemer kommen, och dann d'Auserneegoe vill méi einfach gëtt. Si huet Erfahrungen als Affekot an als Médiateur, déi dat sécherlech kenne beschtens illustréieren.

Mä d'Iddi vun der Kommissioun ass awer hei gewiescht, fir dat Instrument vum Partenariat esou einfach wéi méiglech ze gestalten, fir kee vun Partenariat ofzehalen, deen eent wëllt maachen, well eng Rei administrativ Prozeduren da virdu sinn, wéi zum Beispill d'Opstelle vum Inventaire, wéi zum Beispill d'Mathëllef vun engem Affekot, deen engem déi Konventioun dann zesummestellt. D'Einfachheet vum Instrument sollt de grouesse Prinzip sinn. Dofir huet d'Kommissioun vun där doter Iddi, déi ee ka verstoen, trotzdem ofgesinn.

Déiselwech Einfachheet ass, fir aus dem Partenariat erauszekommen. Do geet et duer, dat eng Person oder zwou Persoune bei den Officier d'état civil geet/ginn, fir de Partenariat opzeléisen. De Partenariat ass selbstverständlech jo och opgeléist, wann ee vun deenen zwee Partner stierft, oder wann en ee Mariage mécht. Och do hat d'Kommissioun en Amendement gemaach, deen doranner bestanen huet, dat de Partenariat misst virun engem Mariage opgeléist sinn, well mer ganz einfach komesch fonnt hunn, dat ee Partner einfach géing gewuer ginn, dat säin anere Partner sech bestuet hätt an dat domat säi Partenariat opgeléist wär. Do hu mer gesot, ma wann een e Mariage mécht, da muss en en Zertifikat bréngen, dat en net schonn e Partenariat huet, well dat eis einfach de bon sens geschéngt huet an am Respekt vun deenen zwee Partner normal geschéngt huet.

De Conseil d'État huet awer gesot, dat domat géing eng nei Konditioun fir de Mariage geschäfe ginn, eng Condition préalable fir de Mariage, deen e fundamentaalt Recht ass, an huet op dës Proposition vun der Kommissioun eng Opposition formelle gemaach. Mir hunn also op déi Proposition als Kommis-

sioun verzicht, obwuel se eis richteg geschéngt hätt, mä aus juristesche Grënn net gaangen ass.

Ech maachen et elo ganz kuerz fir de Rescht. Wat sinn d'Effekter vum Partenariat? Mä eng ganz Rei patrimonial Effekter, wou e primäre Regime agefouert gëtt, deen d'Aide matérielle definéiert, deen exceptionnellement Alimentar erméiglecht - déi ware fir eis wichteg, och doriwier hate mer eng Diskussioun an der Kommissioun -, deen Alimentar erméiglecht dann, wa schwierig Situatiounen optauchen, dann, wann ee vun de Partner net d'Méiglechkeet huet fir an enger kuerzer Zäit iwwert d'Ronnen ze kommen, muss deen aneren nach opkommen - mä wéi gesot an exceptionnellé Fall a wann eng Décision de justice do ass.

Et ass selbstverständlech och an deemem Text e Schutz vun dem Logement, wou u sech Décisionen iwwert de Logement, och wann ee Partner e Kontrakt ënnerschriwwen huet, gemeinsam musse geholl ginn, wou och deen anere Partner geschützt gëtt, wa se gemeinsam am Logement sinn.

Da gëtt am Kader vun der Sécurité sociale de Code des assurances sociales esou adaptéiert, datt de Partenariat u sech gläichgestallt ass mam Mariage, wat d'Rechter a wat d'Flichten ueegt. Dat ass sécherlech ganz wäit gaangen. Dat ass méi wäit gaange wéi an eisen Nopeschlänner. Eng ganz Rei fiskal Moosname sinn do, wou am lerschaftsrecht och d'Part fir d'Partner déiselwecht ass wéi déi Rechter, déi déi Bestueten hunn. Den Ënnerscheid ass just, datt d'Partnerschaft muss dräi Joer lafen, fir Abusen ze vermeiden, ier ee ka vun den lerschaftsrechter bénéficiéieren.

Da sinn och eng Rei Avantagen am Steuerrecht agefouert ginn, wou e System vun Abatementer proposéiert gëtt, wann ee vun de Partner deem aneren à charge ass, 9.780 Euro pro Joer plus 1.020 Euro pro Kand. Ech ginn elo net an d'Detailer. Do muss ech soen, datt Frankräich an d'Belsch méi wäit ginn. A Frankräich ass eng gemeinsam Versteigerung, an der Belsch ass eng Assimilatioun un de Mariage. An Däitschland ass et awer esou, datt dee Volet am Text net traitéiert gëtt.

D'Regierung hat een Amendement gemaach, deen iwwert den Abatement extraprofessionnel gaangen ass, deen och sollt am Kader vum Partenariat agefouert ginn. Och do huet de Conseil d'État eng Opposition formelle gemaach, well e gesot huet, an domat hat e Recht, datt keng gemeinsam Impositioun an deemem Fall war an datt den Abatement extraprofessionnel awer sech géing charakteriséieren, datt en nëmme géing ofgezu ginn, wann eng gemeinsam Impositioun gemaach gëtt. En hat juristesche Recht. Eis deet et Leed, datt mer deen Amendement extraprofessionnel, deen d'Regierung proposéiert hat, net konnten duerchsetzen. Mir hunn awer aus deene juristesche Grënn dorobber misse verzichten.

Wesentlech an deemem Text ass also haaptsächlech déi sozial Ofsecherung, déi déi zwee Partner ee par rapport zu deem anere kréien, déi finanziell Hëllef iwwert d'Steiere fir déi, déi net schaffen a keng Ressource selwer hunn.

D'Konklusioun - well meng Zäit hei ofgelaf ass -, dat ass: Dësen Text ass dat, wat am Koalitiounsprogramm virgesinn ass, ass dat, wat d'Majoritéit wollt maache fir Koppelen, déi sech net wëlle bestueden, fir homosexuell Koppelen, fir hinnen ee juristesche Kader ze ginn, fir hinnen eng juristesche Unerkennung ze ginn, fir Rechter a Flichte kloer ofzestiechen, fir eng Solidar-gemeinschaft ze definéieren a fir deene Leit d'Méiglechkeet ze ginn am Kader vum Partenariat ee fir deen anere Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Berichterstatterin vun der Proposition de loi 4110, déi honorabel Madame Lydie Err.

Mme Lydie Err (LSAP), auteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi mäi Virriedner op deser Tribün scho gesot huet, gëtt et och zu Lëtzebuerg ëmmer méi Leit, déi zesummeliewen ouni bestuet ze sinn, déi eng, well se net wëllen, an déi aner, well se net kënnen.

„De Stat muss en individuelle Choix vu senger Bierger respektéieren, en dierf déi Leit, déi e getraff hunn, net müttwëlleg diskriminéieren, en dierf se net gesellschaftlech dénigréieren, doduerch dass en se an engem eidele rechts- a flichtefraie de facto Raum beléisst.“ Ech iwwerloossen lech, fir erauszefanne wien ech hei zitéiert hunn, mä ech si sécher, dass Der bal alleguerten den Originaltoun an de Stil vun eise Premier eremerkannt hutt. Eise Premier, deen deemools am Fréijoer 2001 nach net op Tour war, mä op Héichtouren hei op der Tribün ugetrueden ass, fir gesellschaftspolitesch Ermwälgungen hei unzekënnegen; wéi se eigentlech vun der CSV och deemools, an där Zort vu Froen, hei net erwaart goufen.

Déi gesellschaftlech Reformen - huet de Premierminister och deemools gesot - géife vun der Regierung an nächster Zukunft ugekënnegt ginn a besonnesch de Justizminister géif derfir suergen, deene Gesellschaftsreformen en neien Driff ze ginn.

Dir an ech, mir sinn eis bewosst, dass d'Resultat vun deem neien Driff, de Wëllen a gesellschaftspolitesche Froe weiderzekommen iwwerdriwwen war an en erënnert mech un en anert Gebitt, dat vun der Bildungsreform op där bloer Säit: op jidde Fall wann een d'Verspriechen engersäits mat de Realisatiounen anerersäits huet.

Ech wëll just präziséieren, dass ech als Spriecher vun de Sozialisten de Justizminister hei uschwätzen als Spriecher vun der Regierung an net a senger Persoun. An ech halen och drop ze soen, dass dat de Fall war anlässlich den Debatten zur Lag vun der Natioun, wou ech herno d'Impressioun hat falsch verstane ginn ze sinn.

De Statsrot seet a sengem Avis vun 2000 zu deenen zwou Propositions de loi: „Parlant de droits de la personne et de la famille, un espace infini d'interrogations se pose.“ An e schwätzt vun der europäescher Mënscherechtskonventioun vun där ech hei wëll zwee Artikelen zitieren an zwar den Artikel 12, dee seet: „L'homme et la femme ont le droit de se marier et de fonder une famille selon les lois nationales respectives sur l'exercice de ce droit“ an den Artikel 8 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun schwätzt vum „Secret de la vie privée“ a bornéiert sech net nëmme op d'Famill am Sënn vun der traditioneller Famill, sou wéi d'Jurisprudenz vu Stroosbuerg an engem Arrêt vun 1979 komm ass, sou datt de Statsrot, deen am Joer 2000 zu de Propositione leider um Fong zu kenger Konklusioun komm ass, trotzdem folgende Saz seet, dee fir mech awer och ganz wichteg ass: „Le législateur national reste libre d'ouvrir ou non le mariage aux couples homosexuels, en s'y refusant, il ne violerait pas la Convention européenne des Droits de l'homme.“ Ob e sech da géif der Incriminatioun vun enger Diskriminatioun aussoen oder net, seet en net, mä en droit jiddefalls schéngt dat mir ganz kloer.

De Statsrot huet och 2000 nach weider gesot: „L'oeuvre de réforme devrait être conduite en vue de la conclusion d'un débat aussi large que possible sans moralisme et en

toute sérénité, car le débat n'est pas politique, le débat est juridique.“ Dixit, de Statsrot am Joer 2000. A mat deenen Aussoen oder där Konklusioun, well zu méi détailléierte Konklusiounen ass et do net komm, sinn ech op jidde Fall d'accord.

Ech fanne leider, dass déi Debatt, déi mer haut hei féieren, net esou breit ugeluecht war wéi et néideg gewiescht wär. Well zu kengem Moment ass de Versuch gemaach ginn d'Familljerecht a sengem Gesamtkonzept ze iwwerdenken, ugefaange bei de Konditiounen fir de Mariage, bei de Rechter a Flichten iwwert de Régime primaire, iwwert d'Convention matrimoniale, iwwert den Numm vun de Kanner, d'Konditiounen vun der Trennung a vun der Scheedung an iwwer Adoptioun a Kannerrecht.

Dat Ganzt hätt ee missen an ee Kader setze fir eng Optique d'ensemble ze kréien. Wat mer hei an deemem Exercice gemaach hunn entsprécht op jidde Fall net där Suggestioun, déi de Statsrot am Joer 2000 gemaach huet. Et ass kloer wann een d'Familljerecht am Ganzen iwwerduecht hätt, hätt een et natierlech am Prinzip vun der Gläichheet misse maachen, dat heescht vun der Gläichbehandlung net nëmme tëschent Männer a Fraen, mä och vun hetero- an homosexuelle Koppelen; och da wa mer et nach ëmmer net fäerdeg bruecht hunn d'est elementaart Mënscherecht an eis Verfassung anzuschreiwen an dat no praktesch jorzéngtelaanger Aarbecht.

En passant, dann hei zu deem Thema e grouse Merci der DP fir hir konsequent Haltung an deser Fro an och hir kompetent Erklärung zu deser Haltung, déi am leschte Moment geännert huet.

Une voix.- Mengt Dir dat eescht, Madame Err?

M. Xavier Bettel (DP).- Also, déi ass nach ëmmer méi kloer wéi Är während 15 Joer, Madame Err.

Une voix.- Wëllt Der merci soen?

(Interruptions)

Mme Lydie Err (LSAP), auteur.- Selbstverständlech.

M. Xavier Bettel (DP).- Dat war awer nach ëmmer besser, wéi dat, wat Dir während 15 Joer hei gemaach hutt. Kee Komma ass iwwert dee Sujet hei diskutéiert ginn.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bettel, Dir sidd jo och zum Sujet ageschriwwen. Dir kënnt duerno soe wat Der ze soen hutt.

Mme Lydie Err (LSAP), auteur.- Ech wollt am Fong och domadder beweisen, datt Kompetenz a Konsequenz net ee Monopol vum ADR hei sinn - Här Bettel, dat zu Ärer Berouegung.

Weiderhi wollt ech och nach soen - an do adresséieren ech mech, Här President, méi speziell un den Här Mosar -, dass d'Bestuede vun homosexuelle Koppelen net eng Fro vun dem Trend ass a wann d'CSV op aneren Tribüne op eng iwwerhiefléich Aart a Weis behaupt huet, si wär net fir d'Opmaache vum Mariage fir homosexuell Koppelen, well si net géif all Trend matmaachen, sou wëll ech dat hei kontestéieren an, wann Dir wëllt, Här President, dem Här Mosar soen, dass - au contraire - déi heiten Debatt mir ganz kloer just eng Saach vun dem Trend schéngt ze sinn, deen d'CSV à propos matmécht, an dobäi minimal Virschléi mécht, well et och an desen Zäite fir eng konservativ Partei an engem Europa wou bal all Land eng Législatioun huet, net in-

definiment tragbar ass ze maachen, wéi wann et déi Problematik do net géing ginn.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme Lydie Err (LSAP), auteur.- De Projet, deen haut virläit, läit dofir fir mech absolut am Trend vun der Zäit oder vill méi et misst ee soen, e louch eigentlech am Trend vun der Zäit, allerdéngs sinn dat elo zéng Joer hannendrun an eigentlech misst den Trend am Fong am Moment méi wäit kënnen goen, wéi dat hei um Pabeier vum Regierungsprojet steet.

Ech wëll drop hiweisen, datt de Moment an der EU vu 15 Länner, Lëtzebuerg mat zwee anere Länner eleng ass, wat nach net eng Législatioun um Gebitt vum Partenariat huet a wann net all meng Erwaardungen täuschen, da wäert et och an zéng Joer esou sinn, dass Lëtzebuerg, Irland a Polen déi eenzeg wäerte sinn, déi och op der Fro vum Mariage nach net légiféiert hunn; et sief dann et géing e Regierungswiessel ustoen.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme Lydie Err (LSAP), auteur.- Wat de Regierungswiessel ubelaangt - a Gott weess jo trotz de Sondagen, wéi deen ausgeet -, wollt ech hei awer dervunner profitéieren, fir en Opruff un all d'Parteien ze maachen, déi heibanne setzen an déi sech beruff fillen an déi Koalitioun eranzegoen, fir opzepasst, dass dee Koalitiounsprogramm, deen dann do ausgeschafft gëtt, nëmme Saache begräift, déi déi Regierung, déi untrëtt, wëllt maachen, ouni vun deene Saachen ze schwätzen, déi se net soll maachen.

Mir hunn een eenzege Präzedenzfall an deser Legislatur gehat, wou am Koalitiounsprogramm ganz kloer drastoung, dass a Saache Stierfhëllef näischt géif erfollegen. A mengen Aen ass dat onhaltbar, well d'Regierung wëllt do op jidde Fall vermeintlech dem Parlament d'Hänn bannen an dofir wëll ech vun hei aus en Opruff maachen, fir vläicht scho geplangte Virstellungen zur Fro vun homosexuelle Mariage fréizäiteg ze erkennen an als dat ze entlarven, wat se da wierklech sinn, wa se an d'Tentatioun géif kommen; dat heescht eng onugemiessen Amëschung vun der Kierch an d'Politik engersäits, mä anerersäits et en Emprisonnement vun der Latituden vun der Chamber par rapport vun der Regierung.

Ech erënnere a Saache Stierfhëllef drun, dass d'Chamber do mat enger Stëmm ze mann, bal de Programm vun der Regierung op deem Punkt gekippt hätt an dass am Fong dat dat Eenzeg war, wat déi Liberal hei invoquéiert hunn, fir ze erklären, dass se net kënnen méi wäit goe wéi dat am Koalitiounsprogramm géing stoen.

Ganz kuerz zu menger Proposition selwer, well si ass vun 1995 a si ass a mengen eegenen Aen entre-temps largement dépasséiert. Si war u sech e ganz bescheidenen Antrag zu enger Diskussioun, déi dee Moment nach net zu Lëtzebuerg gefouert ginn ass. Si hat absolut keng finanziell Inzidenzen an trotzdem hunn e puer Deeg nom Dépôt vun deser Proposition am „Wort“ Artikelen gestanen, déi beispillsweis intuitiv léiert waren: „Eine unheilvolle Initiative.“

1995, Dir Dammen an Dir Hären, wou ech am Fong mat där Proposition Konklusioun presentéiert hu vun engem Aarbechtsgrupp vu Juristen aus der sozialistescher Partei, dee sech zwee Joer laang mat der Problematik an allen Detailer ausernee gesat huet, déi d'Liewe vu Koppelen, déi net bestuet sinn, stellt, besonnesch dann och wann déi Unioun sech opléist. Ech wëll och hei en passant deene Kolleegegen aus deem Aarbechtsgrupp e grouse Merci soen a vläicht och erklären, well mir eis deemools -

dat heescht 1992, 1993, 1994 - intern net genau, net unanime eens waren, wat genau missten d'Konsequenze vun engem Partenariat sinn, hunn ech mech och an engem éischte Stadium drop limitéiert, am Fong nëmme de perséinleche Statut vun der net bestuetener Koppel ze mentionnéieren, sief et eng homosexuell oder eng heterosexuell. Et war eis wichteg...

M. le Président.- Jo, Här Bettel.

M. Xavier Bettel (DP).- Ech wollt just der Madame Err eng Fro stellen. Si sot, si hätt '95 eng Proposition de loi déposéiert. Si war jo awer, wann ech mech nach gutt erënnere kann, bis '99 an der Regierung. Firwat huet si sech net duerchgesat kritt, a si war jo selwer an der Regierung? Wat war dann den Impakt vun der Madame Err an hirer Partei oder op jidde Fall vun hirer Partei an där Regierung, fir dass tëschent '95 an '99 näischt iwwert de Sujet dann debattéiert ginn ass?

Mme Lydie Err (LSAP), auteur.- Dat ass eng relativ einfach Fro, Här Bettel, an zwar hate mer keen Avis vum Statsrot, an Dir wësst jo, dass ouni Statsrotsavis an deemem Haus hei näischt leeft. Ofgesinn dovunner, et ass d'Prozedur, ech mengen dat steet an iergendengem Buch wat mer hei an eisen Tiräng leien hunn.

(Interruptions)

Iwwert de Statsrot sech ewechsetze kann en à la rigueur, wann de politesche Wëllen do ass. Mä wat een op kee Fall ka maachen an a kenger Hypothees, dat ass hei e Projet diskutéieren a stëmmen loosse, zu deem de Statsrot keen Avis ginn huet. Déi Prozedur misst...

(Interruption)

Net méi.

(Interruptions)

Deemools jiddefalls net.

M. le Président.- Ënnerbriecht d'Madame Err net dauernd. Loosst se schwätzen. Dir sidd allegeren a gedroen an Dir hutt d'Méiglechkeet herno an Är Meenung ze soen. Wann een dauernd ënnerbrach gëtt, da komme mer net vum Fleck an dann ass et net gentil vis-à-vis vum Riedner. Et brauch keen eppes ze soe wa mol een eng Fro stellt, mä fir een ze ënnerbriechen mat iergendwéi Bemierkungen, ech mengen dat soll een net maachen. Mir sollen hei eis Aarbecht seriö maachen, fir dass mer eise Programm erleedegt kréien. An, wéi gesot, jiddfere kënnt hei zu Wuert.

Madame Err, fuert weider, an déi aner sollen nolauschteren.

Mme Lydie Err (LSAP), auteur.- Ech mengen och, dass een haut muss soe mat engem Recul vu bal zéng Joer, dass dat, wat deemools meng Iddi war, haut largement och a menger eegener Meenung dépasséiert ass, well ech deemools der Meenung war, well ech et net als Avantage emfonnt hunn de Mariage opzemaachen, wier dat en Argument wat gutt genuch wier, sech mat engem Partenariat oder mat enger Union libre ze begnügen. Ech hu mech op deem Punkt op jidde Fall zentherier vun der Initiativ vun der Madame Wagener largement iwwerzeege gelooss. Iwwregens leien déi zwou Propositionen an enger gemeinsamer Logik, déi dorops higeeet fir éischens d'Gläichstellung zwëscht homo- an heterosexuelle Koppelen hierzustellen engersäits, mä awer och anerersäits all Diskriminatiounen an all Konfusiounen zwëscht deenen zwee verschiddene Statuten opzehiewen.

Meng Proposition de loi huet am Fong drop berout, dass ech als Afekotin festgestallt hunn, dass bei Koppelen, déi zesumme gelieft

hunn, meeschtens een deen Domm war wann et eriwuer war, well ee sech virdru rensignéiert hat an deen aneren net, an dräimol därft Der roden ob dat normalerweis de Mann oder d'Frau war, well dat ware jiddefalls déi praktesch Fäll, déi mir bekannt waren. Jiddefalls ass et esou, dass d'Gesetz bis dato näischt gesot huet iwwert d'Zesummeliewe vun enger onbestueter Koppel an dass d'Jurisprudenz kee Wee fonnt huet, obscho mer hir der puer proposéiert hunn, fir d'Carencé vun deem Vide juridique do ze paréieren.

Et ass also kloer gewiescht, an och dat war ee vun den Uspréich vu menger Proposition, dass ee Gesetz noutwendeg ass. Engersäits fir deenen onbestuete Koppelen e Statut ze ginn a fir anerersäits awer och ze soen, dass dat eng prinzipiell Revendication wier, déi mat kenger Zort vu finanzielle Revendicationen oder mat kengem Coût verbonne wier. Ech denken duerfir, dass et eigentlech hätt misse ganz einfach sinn, déi Proposition de loi do virunzedriewen. Deem war, wéi Der alleguerten heibanne wéssst, net esou.

Zum Contenu selwer vu menger Proposition de loi e puer Wieder. Si gesäit grosso modo vir eng Déclaration d'union libre, déi beim Préposé vum Bureau de la population sollt gemaach ginn. Deeselwechten Artikel seet och d'Konditionen, déi ee muss erfüllen, fir kënnen déi Union libre ze deklaréieren. Dat heescht, et muss ee capabel, majeur sinn, célibataire, veuf, divorcé an och keng Union libre mat engem anere Partneriat hunn. Et hätt ee missen en Acte de naissance matbréngen, en Inventaire d'huissier obligatoresch, an ech wéll op deem Punkt vläicht preziséieren, firwat dat eng Obligation war a menger Proposition de loi.

Mir hunn haut net nëmme beim Partneriat, mä och beim Bestiednis, bei der Deelung, souguer bei Leit, déi eng Konvention hunn, déi den Notaire geschriwwen huet, ganz oft e Beweisproblem, wann do steet beispillsweis eng Gütergemeinschaft fir dat wat d'Koppel uschaaft während dem Bestiednis. Well wann net gläichzäitig derbäi steet, wat déi Koppel hat wéi d'Bestiednis ugaangen ass, dann ass et normalerweis esou, dass een ex post net méi ka beweisen, wat weem gehéiert huet am Ufank, esou dass praktesch dann alles an d'Indivisioun fällt, wann net een deem anere gentillerweis zougesteet, dass dat eent oder dat anert deem anere perséinlech gehéiert huet.

Et wier wichteg gewiescht, dass mer deen Inventaire obligatoire menger Meinung no och am Projet vun der Regierung iwwerholl hätten, an d'Argumentation vun eise Rapporteur, deen elo grad hei op der Tribün stoung, ass natierlech erstaunlech, wann e seet, meng Argumentation hätt hinnen agelicht, mä si hätten trotzdem aus juristesche Grënn déi Proposition do net kënnen unhuelen.

Ech hunn och nach probéiert an et ass am Fong interessant, vum prozedurale Standpunkt hier, meng Proposition vun Inventaire dohigehend ze amendéieren, dass et net méi den Dierwiechtechakt wär, deen obligatoresch wär, dat hätt ee missen ofginn, mä eventuell en Inventaire, deen ee selwer geschriwwen huet an iwwert d'Existenz vun deem den Dierwiechter am Fong hätt just kënnen eng Deklaratioun maachen. Eng Deklaratioun, déi den Avantage gehat hätt, dass deen Inventaire do net méi hätt kënnen contestéiert ginn, weder zu sengem Contenu, nach zum Datum wou e gemaach gi wär.

Och en Enregistrement, dee gratis gewiescht wier vun engem Inventaire sous seing privé war net méiglech an den Text eranzeckéieren. An déi eenzeg Argumentation, déi mir dozou afält, dat ass, dass et net ka sinn, dass an deem

Fall vun engem Partneriat d'Leit, wat déi materiell Opdeelung vun hirem gemeinsamen Hausstand ubelaangt, besser dru wiere wéi am Mariage, well eng aner Erklärung gétt et wierklech net.

Wat d'Enn vun der Union libre ubelaangt, esou gétt et do Ähnlechkeete mat der Proposition, déi d'Regierung hei virleet, an zwar géing et goen iwwer eng Déclaration conjointe oder eng Déclaration unilatérale, wou an där zweeter Hypothees den Effet eréischt géif ugoen ee Mount nodeem dee Partner, deen net selwer d'Initiativ vun der Trennung geholl huet, déi liddi signifiéiert huet.

D'Idee de base war jiddefalls, an dat wéll ech hei ofschléissend zu deeser Proposition de loi soen, fir näischt ze schafen am Kader vun der Union libre oder am Partneriat, wat kënnert verwieselt gi mat den Dispositionen am Mariage. Dat heescht, et war ganz kloer gewollt, dass dat Partneriat oder déi Union keng Incidence sollt hunn op den Numm, keng Incidence sollt hunn op d'Communauté des biens de régime primaire wéi beim Bestiednis an a priori och keng Incidence sollt hunn op d'Sécurité sociale oder op d'Imposition.

Ech war der Meinung op jidde Fall, an ech sinn dat och haut nach, dass et logesch wier am Kader vun engem Partneriat wierklech op d'Individualisation vun de Rechter a vun de Flichten ze setzen, besonnesch da wann ee weess, dass enger Etüd vun 2000 no nëmme 8% vun deene Koppelen, déi zesumme liewen an net bestuet sinn, net zu zwee schaffe ginn. Dass et also esou gesinn e bësselchen iwwerflësseg ass, fir an engem Gesetz vun 30 Säiten 27 Säiten iwwer Sécurité sociale a Steuerbestimmungen dran ze hunn an nëmme dräi Säiten oder 10 Artikelen iwwert d'Statuten.

Ech mengen, dass et kloer ass, dass d'Basis vu menger Proposition de loi an aller Hinsicht eng aner ass wéi d'Basis oder de Fondement vun der Proposition vun der Regierung, op déi ech dann herno zesumme mat mengem Kommentar iwwert der Madame Wagener hir Proposition de loi wäert zrëckkommen, fir lech ze erkläre wéi eis Haltung dann ass zu deenen dräi Texter, déi mer hei zur Ofstimmung virleien hunn.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Auteur vun der Proposition de loi 4162, déi honorabel Madame Renée Wagener.

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur.** - Merci, Här President. Ech wéllt fir d'éischt e puer Wuert zur Prozedur lass ginn. Mir haten an der Commission juridique zu deem Thema ganz vill Diskussionen a Kontroversen, mä op e puer prozedurale Punkte ware mer eis am Fong eens, an dat war, dass mer géifen d'Proposition de loi fir d'Ouverture vun Mariage virhuelen, well déi Diskussion an och dee Vote am Fong géifen déi zwee aner Texter préjudiciéieren, dat een eigentlech schlecht kéint iwwert de Partneriat diskutéieren, wann een net fir d'éischt seng Position kloer gemaach hätt iwwert de Mariage.

Dat huet de Kommissionspräsident esou gesinn, dat huet d'Kommission och esou gesinn an dat huet de Justizminister och esou gesinn. D'Fraktionspresidenten vun CSV an DP an hirer Weisheet hunn dat awer anescht gesinn, an dofir hu se dat einfach emgepocht. Ech huelen Akt vun där Zort Émgank mam niddere Parlamentsvollek.

Ech kéim dann awer elo zur Proposition de loi, wou ech ee schréffleche Rapport virgeluecht hunn, deen ech versicht hat esou sachlech wéi méiglech ze halen, mä deen awer net d'Gnod vun der Commission juridique fonnt huet, déi dergéint gestëmmt huet. An

deem Sënn fillen ech mech elo fräi, fir an dee Rapport och méi politesch Considérationen afléissen ze loosse.

Här President, wéi ech 1996 meng Proposition de loi déposéiert hunn, war d'gesellschaftlech Realitéit zu Lëtzebuerg vläicht nach e bëssen eng aner wéi haut. D'Madame Err huet schonn drop higewisen, dat se en Editorial zegutt hat am „Lëtzebuerger Wort“. Mir ass et zimlech ähnlech gaangen. Ech krut e geharneschte Leitartikel vum Här Zeches am „Lëtzebuerger Wort“ als Äntwert, an deem meng Proposition als „hinnrissig, Verbohrtheit, unreif, oberflächlich“ an esou virun qualifizéiert ginn ass.

An eent vun den Zitater wéll ech lech awer net virenthalen: „Homosexualitéit ist nun einmal nicht die Norm in der Natur und ist damit stricto sensu nicht normal. Sie ist zwar nicht unnatürlich, da sie nun einmal in der Natur vorkommt...“ - dat war ëmmerhi schonn eng Erkenntnis - „...“, sie ist aber sehr wohl eine Abart der Natur.“

Här President, haut si mer e bësse méi wäit, och wann et ëmmer nach Ennertéin vun Homophobie an der Diskussion ronderëm d'Homobestiednis ze héiere gétt. Ech wäert beim Partneriat och nach dorop zrëckkommen. Trotzdeem stoungen déi Gréng deemools net eleng do mat hirer Initiativ, déi huet sech ageschriwwen an ee breede Gesellschaftsbewegung, deen zënter de 70er Joren an Europa an och an den USA am Fong sech entwéckelt huet.

A mengem schréffleche Rapport hunn ech versicht, e bëssen déi Entwécklung ze beschreiwen an hunn do och festgestallt, dass et am Fong zwee parallell Weeër gi sinn, déi een net ka lassgéléist vunenander gesinn; engersäits dee vun der Emanzipationsbewegung vun den homosexuelle Leit, déi revendiquéiert hunn, fir mat den heterosexuelle gläichgestallt ze ginn, souwuel gesellschaftlech wéi och rechtlech - dozou huet dann och den Accès zum Mariage gehéiert -; an anerersäits déi vun deene Koppelen, hetero- oder homosexueller, déi d'Institution vum Mariage a Fro gestallt hunn an no Alternativen am Zesummeliewen an an der Partnerschaft gesicht hunn.

Meng Proposition war deemools duerfir och ganz kloer als Ajout oder Complément zu där vun der Madame Err iwwert d'Union libre gemengt. Et ass eis éischters dréms gaangen, fir dee Choix tëschent Mariage an Union libre fir jiddefree méiglech ze maachen an anerersäits awer och duerch des Forderung d'Gläichstellung an d'Unerkennung vun den homosexuelle Koppelen ze revendiquéieren.

Mir hunn awer och betount, an dat ass haut och nach richtig, dat et eigentlech an der Praxis vill méi einfach wier, fir de Mariage opzemaachen, wéi fir e PACS anzeféieren. Ech mengen deen Text, dee mer herno nach wäerten diskutéieren, ass e gudder Beweis fir déi Komplexheet, déi an deem Beräich herrscht.

Leider huet sech d'Regierung deemools deem Pragmatismus net ugeschloss a wollt also net op dee Wee goen. Mir hunn och gesot deemools, dass eis Proposition net sollt verstane ginn als Forderung vum Mariage a vun de Privilegien, déi sech dorausser erginn, mä dass mir déi Privilegie wéllten ofbauen a fir Individualiséierung géifen anrieden, fir eng individuell Unerkennung an Ofsécherung vun alle Persounen, onofhängeg vun hire Relationen oder Liewensformen, ob dat elo am Steuerberäich, an der Sécurité sociale oder am Pensionsrecht ass.

Just ganz kuerz e puer Remarques zu dem Inhalt vun där Proposition de loi. Ech hat déi och schonn am schréffleche Rapport gemaach. Éischters hunn ech d'Fro opgeworf vun der Unerkennung vun den ausländesche Mariagen. Dir wéssst, dat et méttlerweil schonn zwee Länner an Europa gétt, Holland an d'Belsch, wou déi méiglech sinn. Laut Circulaire vum Här Wolter vun 2001 sinn déi awer hei zu Lëtzebuerg contraire à l'ordre public a ginn net unerkannt. Do misst onbedéngt eng Reform kommen.

Zweetens, d'Fro vun der Noutwendegkeet fir den aktuellen Text vum Code civil hei zu Lëtzebuerg ze änneren. Dir wéssst, dass mer eng ähnlech Situation hu wéi a Frankräich. Mir hunn e Code civil, deen am Fong a priori net ausschléisst, dass homosexuell Persounen, Koppele sech bestueden. Den Text ass guer net explizit a géif dat eigentlech duerchaus méiglech maachen.

Do vläicht och eng Klamer. Dir hutt vläicht matkritt, dass zënter e puer Wochen a Frankräich eng hefteg Diskussion leeft an dass e grénge Buergermeeschter gesot huet, hie géif Ufank Juni eng homosexuell Koppel bestueden. Et hu sech aner sozialistesche Buergermeeschteren, mengen ech, a kommunistesche Buergermeeschteren ugeschloss. Dat ass e ganz interessante Mouvement, wou ech mer am Fong géif wënschen, dass dee vläicht zu Lëtzebuerg och géif stattfannen, fir där ganzer Diskussion do e bësse méi - wéi soll ech soen - déi e bësse méi ze konkretiséieren an d'Regierung och vläicht e bësse méi an Zuchzwang ze bréngen.

Dréttens hunn ech d'Feststellung gemaach, dass de Code civil awer och ouni déi heite Proposition de loi onbedéngt misst geännert ginn. Dat huet elo näischt direkt mam Thema ze dinn. Mä et besteet ëmmer nach eng Diskriminéierung tësche Fraen a Männer, wat de Mindestalter ugeet, wéini ee sech där bestueden.

A véiertens hunn ech déi selbstkritesch Fro opgeworf, ob déi Formulatioun, déi ech deemools gewielt hat - ech hunn nämlech vun „de même sexe ou de sexe opposé“ geschwat -, ob déi esou treffend wier an ob se all Eventualitéite géif ofdecken, déi sech kënnen am Fall vun engem Mariage stellen. Et ass jo esou, dass bisexuell an transsexuell Leit och hir Rechter revendiquéieren an dat stellt am Fong d'Konzept vun der Dualitéit vun de Geschlechter ëmmer méi a Fro. Vlächst sollt een dann duerfir och méi eng allgemeng Formulierung sichen, déi net méi vun dem Sexe opposé oder même sexe géif schwätzen, mä déi eben all méiglech Forme vu sexueller Identitéit géif beinhalten.

Dir Dammen an Dir Hären, déi grouss Parteien hu bis elo net vill Ustrengung gemaach, fir sech mat der geltender Diskriminéierung vun homosexuelle Koppelen ausereneen ze setzen. Ech zielen lech näischt Neits, wann ech feststellen, dass homosexuell Leit an eiser Gesellschaft jorhonnertelaang diskriminéiert goufen. Wéi fréier de Frae wéinst hirem Geschlecht, ginn hinnen op Grund vun hirer sexueller Identitéit eng Rei vu Rechter verpaart, a wéi bei de Fraen ass och bei den Homosexuellen eng Emanzipationsbewegung entstanden, déi sech géint des Diskriminationen a fir eng Gläichstellung mat alle Membere vun der Gesellschaft asetzt.

Wat fir d'Fraen déi politesch an ekonomesch Rechter waren als Symbol fir Onofhängegkeet a Selbstbestëmtheet, déi hinne laang Zäit virenthale goufen, dat war fir d'Homosexuellebewegung d'Ofschafe vun der Kriminaliséierung vun der Homosexualitéit an eise Gesetzter, an dat ass haut den Zougank zum Mariage, d'Symbol vun der Unerkennung vun hirer sexueller Identitéit.

Ech wéllt do d'„Libération“ vum 26. Abrëll zitéieren, wou ee Partner vun enger homosexueller Koppel seet: „Le plus important, c'est le droit à l'indifférence, le droit d'être en couple au quotidien et de ne pas être rejugé.“

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur.** - Här President, Homosexualitéit bleift en Tabu. Dat weist net nëmme d'Tatsaach, dass d'Regierung, obwuel se dat 1996 ugekënnegt hat, ni eng Prise de position zu där heite Proposition de loi geliwwert huet, mä och d'Diskretion, mat där se an hirem eegene Projet de loi iwwert de Partneriat mat där Fro emgeet. Ech wäert herno nach op dee Punkt zrëckkommen. An dat huet schlussendlech och virun e puer Wochen d'Stellungnahm vun der CSV op meng Proposition de loi iwwert den Accès zur Adoption gewisen.

Soulaang, Här President, wéi Homoen net ze vill Tammtamm maachen, ass ee jo nach bereet, hinnen e puer Grimmelen ze ginn an Toleranz ze weisen, mä wann et ums Eingemachte geet, ëm déi sakrosankt Institution vum Mariage, ech zitéieren als „Keimzell vun der Famill“, wéi dat an de kathouleschen Texter jo ëmmer heescht, dann ass d'Reformpartei CSV net méi dobäi.

Dobäi ass et falsch ze behaupten, wéi dat vun CSV-Säit ëmmer erëm geschitt, dass den zivile Mariage esou en Usproch géif verfolge, well soss missten et jo Konditiounen vu Kannerkréien am Code civil ginn, soss missten déi jo doran ageschriwwen ginn. Et gétt awer keen esou en Artikel, dee seet, dat e Mariage doduerch géif ongültig ginn, well keng Kanner do sinn.

■ **Une voix.** - Da wären der vill ongültig.

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur.** - Et gétt och ëmmer méi absurd, deen Dualismus Mann-Fra an der Elterenschaft wéllen héich ze halen - an dat ass da vlächst eng Äntwert op dem Här Wiseler seng Ausféierungen zum Arrêt Fretté, dee jo och ganz controverséiert war, wou et keng Eenegkeet an der Richterschaft zu deem Uerteel ginn ass a wou et och Avis minoritaires gi sinn -, wann ee weess, dat deen Dualismus guer net déi eenzeg Realitéit ass an där d'Kanner grouss ginn; an dat ass keen neie Phenomeen.

Et gétt ee jorhonnertalen Erzéiungsmodell an deem d'Pappen haaptsächlech eng Roll als Ernährer zougestane kruten an d'Mamm d'Erzéiungsarbecht octroyéiert krut. Et si Kanner a Kricher groussgezu ginn, déi hir Pappé kaum gesinn hunn. Et si Kanner vun hire Grousselteren oder anere Membere vun der Famill groussgezu ginn. Et si Kanner an Internater oder vubezuelten Erzéier gezillt ginn. Et ginn ëmmer méi Kanner vu gescheeten a getrennten Elteren, déi hir Pappen all 14 Deeg gesinn. Et gi Familien, wou sech ee vun den Elteren iergendwann als schwul oder lesbisch out oder wou e säi Liewe laang seng Homosexualitéit verstoppt. An et gi Patchworkfamilljen, wou haut schonn zwee Männer oder méi heefeg zwou Frae mat Kanner an engem Haushalt liewen, wou dat eent Kand dann eben d'Kand vun där enger Fra oder deem enge Mann ass.

Dat alles just fir lech ze weisen, dat d'Realitäten eigentlech ganz anerer sinn an dass déi Schwierigkeet, déi d'CSV huet, fir do op dee Wee matzuegoen, eigentlech net nozevollzéien ass a sech nëmme kann aus ideologesche Grënn erklären.

Mä och déi aner zwou etabléiert Parteien hunn nach e puer Hausaufgaben ze maachen. D'LSAP huet als Regierungspartei bis 1999 net vill Dampf gemaach, fir d'Saach vum Mariage virunzebréngen...

M. Xavier Bettel (DP). - Très bien.

Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG), *auteur.* - ...an d'Madame Mutsch huet souguer nach 1996 gemengt, dass hir Partei d'registréiert Partnerschaft géif vis-à-vis vun der Ouverture vum Mariage virzéien. An d'DP huet als jétzeg Regierungspartei - do kënnst Der och „très bien“ soen, Här Bettel - ausser Lippebekenntnisse nach näischt hei gebueden.

Ech hu mer awer d'Wahlprogramm ugekuckt, vu datt ee jo ëmmer muss an d'Zukunft kucken: D'LSAP seet jo zum Homobestiednis an och zur Adoptioun an d'DP trëtt ëmmerhi fir d'Ouverture vum Mariage an; zur Adoptioun steet am DP-Wahlprogramm näischt, mä ëmmerhin. Et freet ee sech, wéi et wäert an där neier Legislativperiode goen. Wéi vill datt ee sech fir déi nei Aussoen - well si sinn tatsächlech nei, an deenen ale Wahlprogrammmer war dat nach net esou kloer - an där Matière ka kafen? Well dat waren zwou Parteien, déi elo als Regierungspartei konnte weisen, wéi eescht et e mat deem Thema gemengt war. Op alle Fall ass et jo dann elo e bëssen anescht, et si kloer Aussoen do an d'Fro stellt sech, ob dat da fir déi zwou Parteien en Essenzial war an enger neier Koalitioun mat der CSV nom 13. Juni.

Une voix. - Très bien.

Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG), *auteur.* - An ech mengen och, dass dat d'Gretchefro eigentlech ass, déi een hei onbedéngt misst klären.

Just nach ee Wuert zum Statsrot, Här President, deen am Joer 2000 en éischter kriteschen Toun zu der Madame Err a menger Proposition de loi ugeschloen huet. Bei der Madame Err hirer Proposition huet e fonnt, dat géif net wäit genuch goen a meng ass hinnen ze vill wäit gaangen. Interessant ass dann awer, datt e sech a sengem Avis vom Januar vun dësem Joer zum Partenariat e gudder Krack méi fortschrëttlech gëtt. Vlächicht huet et domat ze dinn, datt mëttlerweile aner Leit an deem Gremium sinn, au point, dass e mengt, den Débat iwwert d'Ouverture vum Mariage fir d'Homokoppele misst hien elo, also de Conseil d'État, initiéieren. Ech hunn dat schonn e bësse staark fonnt...

Une voix. - ...falsch Bescheidenheet.

Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG), *auteur.* - Dat ass effektiv keng falsch Bescheidenheet.

..., nodeems e selwer d'Geleeënheet verpasst huet, fir zur Proposition de loi vu 1996 méi e seriösen Avis ze maachen an domat vlächicht och de Kader, an deem sech de Projet de loi vun der Regierung iwwert de Partenariat aschreift, schonn am Virfeld e bëssen aneschters ze setzen.

Et sief, deen Débat zitt domat ëmmer méi breet Kreesser a wéi an anere Länner ass d'Entwécklung a Richtung Ouverture vum Mariage net opzehalen; och wann et zu Lëtzebuerg alt nees zéng Joer méi laang dauert, wéi an eisen Nopeschlänner. Ech soen lech merci an ech wäert herno nach op de Partenariat an op der Madame Err hir Proposition agoen.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut, esou wéi de Koalitionsaccord dat virgesäit an esou wéi de Statsminister et virun e puer Joer am État de la nation ugekënnegt huet, iwwert de

Gesetzesprojet zu der agedroener Liewenspartnerschaft. Mir schafen domadd e gesetzleche Kader fir Liewenspartnerschaften, déi keng Bestiednisse sinn. Dausende vu Stéit uechert d'Land, déi oui Mariage fonctionnéieren, kréien elo e Kader offréiert an deem se hiert Zesummeliewe kënnen strukturéieren.

D'Gesellschaft huet sech am Verlaf vun der Zäit gewandelt an de Mënschen hir Gewunnechten och. Wann nach virun 30 Joer en Zesummeliewen ausserhalb vun engem Bestiednis eppes Aussergewöhnlech war, wourop dacks mam Fanger gewise gouf, dann ass dat haut völeg normal. Déi allermeeschte Koppele wunnen eng Zäit zesummen, ier se sech bestueden. Vill Studente wunnen während hirer Studienzäit zesummen. Och homosexuell Koppele ginn haut méi a méi dee Wee vum sichtbar gemeinsame Liewen an darselwechter Wunneng. Doriwwer eraus ginn haut zu Lëtzebuerg - an et ass schonn an enger Rei vu Riede vu menge Virriednerinnen a mengem Virriedner ugeklongen - am eenzelne Joer bal 60% vun der Zuel vun deenen an deem Joer ofgeschlossene Mariagen erëm gescheet.

Mir stinn domat an der europäescher Scheedungshitparad mëttlerweile ganz uewen um Treppchen; an der Europäescher Unioun gëtt et just a Finnland méi Scheedunge wéi bei eis. Scheedunge bedeuten ëmmer vill Leid a Misère, wa se net am géigesäitegen Accord iwwert d'Bühn ginn, besonnesch fir déi méi schwach Partner an natierlech ganz besonnesch fir Kanner.

Dësen Entwécklungen a soziale Realitéite muss d'Politik Rechnung droen. Dat huet näischt mat Veréierung vun de Sitten an onzoulänglecher Moral ze doen an et kann ee sech politesch an enger demokratescher Gesellschaft net amësche wéi d'Leit wëlle mateenen an zesumme liewen. Dat steet der Politik, dat steet dem Stat net zou. Et ass awer hir Aufgab dee gesetzleche Kader ze schafen, fir datt och déi méi modern Forme vum Zesummeliewen a geregelte Bunne kënnen verlafen a fir datt d'Liewenspartner, déi dat wellen, aus hirem Zesummeliewen och kënnen Rechter a Flichten ofleeden. Et geet och net drëms politesch all Zort vu sozialen Erscheinungen ze sanktionéieren. Mir huldegen net prinzipiell a permanent dem Zäitgeescht, mä mir wëlle grouss strukturell Bewegungen an der Gesellschaft net léns leie loossen.

Ech wëll et gläich am Ufank soen, well et nämlech esou ass, a well eng Partie Kollege vun der Opposition nees wäerte behaupten, et wier net esou. Dat Gesetz, wat mer deemnächst also wäerte stëmmen, ass a Saache Rechter a Flichte vun enger agedroener Liewenspartnerschaft eent vun deene fortschrëttlechen op eisem Kontinent.

(Interruption)

Deen ass och net ëmmer Mooss vun alle Saachen, mä an dësem Fall schonn; ausserhalb vun Europa gëtt et iwwregens kaum e Gesetz, wat d'Liewenspartnerschaft regelt. Mir si vir bái an Europa an domat och an der Welt. Ennert de Partnerschaftsgesetzter ass eist dat, wat déi vollstännegste Regeln etabléiert an déi wäitestgoend Rechter vergëtt. Mat deem Text, iwwert dee mir haut hei diskutéieren, brauche mer eis néierens ze verstopen. Grad dat schéngt och eis Opposition ze chagrinéieren, där den Text op eemol ze wäit geet.

(Interruption)

E fortschrëttlechen Text mat engem kohärente Regelwierk vu Rechter a Flichten, dat geet der Opposition ze wäit. Dat ass also méi wéi en erstaunleche Virgank, wann ee weess, datt dese Projet sécherlech Modellcharakter, net nëmmen an Europa, mä iwwer Europa ewech wäert hunn. Natierlech ass et en Text iwwer Partnerschaften an net

iwwert de Mariage; dee bleift a senger ziviler Erscheinungsform esou bestoen, wéi mer en haut kennen. E gëtt net, wéi mer d'Gewunnecht hunn ze soen, opgemaach - dozou elo gläich nach méi.

De Rapporteur Claude Wiseler huet den Detail vum Text duergeluecht. Ech wëll him och am Numm vu menger Fraktioun fir dëst excellent Stéck Aarbecht félicitéieren a merci soen. A well de Rapporteur sech esou exhaustive mat der Substanz vum Projet befasst huet, wëll ech d'Geleeënheet nutzen, fir e puer méi grondsätzlech Iwwerleeungen dozou ze maachen. Virun allem där, déi domat ze dinn hunn, woufir de Projet esou ausgesäit wéi en elo ausgesäit an net aneschters. Ech wëll dann awer och a mäi Merci aschleissen, déi zwou Autricë vun deene Propositions de loi, déi Dammen Err a Wagener, och wann ech um Fong, a meng Fraktioun natierlech och, net mat deene Propositions de loi averstane sinn.

De Projet, iwwert dee mer elo schwätzen, ass eigentlech en orthodoxe Projet zu agedroener Partnerschaften; dat heescht, deen en Zesummeliewe vu Koppele regelt an och nëmme vu Koppelen. Déi Leit, déi hiert gemeinsaamt Liewen am Kader vun esou enger Partnerschaft wëlle liewen, dierfen net virun Besigle vum Partenariat Famill matenee sinn. Dat ass e Choix, dee gemaach ginn ass; et hätt och keen anere kënnen gemaach ginn, deen zum Beispill d'Fraternen an de Champ d'application vum Text ageschloss hätt. Ech fannen awer, a meng Fraktioun mat mir, datt dee Choix, dee getraff ginn ass, dee richtegen ass.

Liewenspartnerschaften, déi mat där Panoplie vu finanziellen, sozialen a steierleche Rechter a Flichten ausgestatt ginn, déi de Gesetzesprojet virgesäit, setzen a mengen Ae viraus, datt déi zwee Leit, déi esou eng Partnerschaft aginn, sech op Grond vu Gefiller a Verantwortungsbewosstsäin ee fir deen aneren engagéieren; an zwar, et ass net evident dat ze beschreien, sou datt dës Gefiller, d'Vertrauen, dëst Verantwortungsbewosstsäin tëschent hinnen, nei gewuess ass an net op Grond vu familiäre Banden ëmmer do war. D'Gesetz wäert sech op Partner applizéieren, déi d'Liewen zesummebruecht huet, net op déi, déi souwisou Famill matenee sinn.

Dësen Text mécht keen Ennerscheid tëschent Partner vun ennerschiddlechem oder deemselwechte Geschlecht. En applizéiert sech gläichermoossen op heterosexuell an homosexuell Koppelen. Et ass awer keen Text fir Homosexueller. Esou eng Duerstellung vun den Ziler vum Gesetz ass falsch, well se nëmmen een Deel vun der Realitéit erëmgëtt. Tatsaach ass, dass et dausende vu Koppelen uechert d'Land gëtt, déi aus deem engen oder deem anere Grond onbestuet wëllen zesummeliewen. Déi eng, well se sech net kënnen bestueden, déi aner, well se sech net wëlle bestueden, erëm anerer, well se no engem éischte Mariage, deen an d'Bréch goung, déi schlecht Erfahrung duerch en anere Mariage net wëlle widderhuelen.

Et gëtt bal gradso vill verschidde Situatiounen a Grënn, woufir Leit sech net wëlle bestueden, wéi et onbestuete Koppele gëtt. Hinnen all wollt d'Regierung mat dësem Projet eng Alternativ zum Mariage offréieren, eng aner Manéier, eng manner contraignant och, fir organiséiert zesummenzeliewen.

Bei dësem Projet goung et also vun Ufank un ëm all Fäll, an deene Koppelen zwar zesumme wunnen, awer net bestuet sinn. Selbstverständlech gehéieren och déi homosexuell Koppelen dozou. Hin-

ne gëtt de virleierende Projet, esou wéi d'Regierung an d'Kommissioun en amendéiert hunn, elo fir d'éischt d'Méiglechkeet, hiert Zesummeliewen an e gesetzleche Kader ze stellen. Natierlech kann och haut scho jiddfereen eng Konventioun ofschléisse virum Notaire, mat där e säin Zesummeliewe mat engem anere Mënsch organiséiert. Mä dës Konventioun ass inhaltlech komplett fräi, et gëtt keng Mindestbestëmmungen dofir a keng inhaltlech Virgaben duerch iergendeen Gesetz.

Mam Vote vun dësem Projet gëtt dat anescht. Och d'Partenariat berout op enger Konventioun, déi d'Partner ënnertenee schléissen. Mä et ginn elo beim Partenariat Basisregelen agefouert, déi ëmmer gëllen: am Sozialrecht, am Steuerrecht, am Ierfrecht, am Besuchsrecht bei Krankheet, fir just emol déi Allerwichtigst ervirzesträichen. De Wee iwwert d'Konventioun an also och iwwert d'Deklaratioun vum Partenariat ass och ee Choix.

Et hätt ee kënnen, sou wéi de Regierungstext dat a sengem allereischten Entwécklungsstadium virgesinn hat, och souzesoen en „partenariat de fait“ schafen, wou et dann duergaange wär, wann ee bewise kritt hätt, wann dat gemeinsaamt Liewe schif gaange wär, wou de schwache Partner de Beweis vum gemeinsame Liewe während enger bestëmmter Zäit hätt kënnen untrieden, fir seng Rechter, déi aus där Partnerschaft resultéiert hätten, geltend ze maachen. Déi Iddi ass awer verworf ginn, zu Recht, wéi ech mengen, well de Stat net kann einfach imposéieren, dass d'Leit op eng bestëmmte Manéier zesummegelieft sollen hunn, wann déi dat net esou gesinn.

D'Partenariat gëtt also deklaréiert, beim Zivilstandesbeamten, deen déi Deklaratioun mat der Konventioun vun der Partnerschaft unhëlt. Domat ass d'Partenariat, wéi d'Gesetz et virgesäit, also eng fräiwëlleg, eng voluntaristesche Démarche vun deenen, déi wëlle vun de gesetzleche Bestëmmungen, déi mer deemnächst wäerte stëmmen, profitéieren.

Eng Démarche awer och, déi net zum Mariage féiert. Gradsou wéineg wéi se fir Leit géeeegent ass, déi an engem rengen, onverbindleche Concubinage wëlle liewen. De Concubinage bleift fräi, well dat ass d'Wiese vun dëser Form vun Zesummeliewen, dass se ebe keng besonnesch Regelen huet ausser deenen, déi d'Partner sech selwer fräiwëlleg wëllen operleeën. Och de Mariage ass vun dësem Text net betroff, hie gëtt a kenger Form a Fro gestallt oder verännert.

D'Partnerschaft wéi den Text se gesäit ass déi vun zwee Mënschen, déi e Wee wëllen zesumme goen. Zwar kann eng Partnerschaft och nees opgeléist ginn, de Stat ka jo keen zwéngen, bis un d'Enn vu sengem Liewe bei engem aneren ze bleiwen, mä am Fong ass se op Dauer ugeluecht. An erausklammen ass, fir emol eng franséisch Expressioun ze benotzen, keng Sinécure. Dat soll et och net sinn.

Eng sozial Institutioun wéi d'Partenariat eng gëtt, déi mat ëmfaassende juristeschen Effekter ausgerüst ass, soll stabil sinn. Dat bedeit, dass een net einfach eng Kéier kann doheem erausgoen an dann net méi an der Partnerschaft sinn. Dofir beinhalt se och Schutzbestëmmunge géintiwirer deem Partner, deen net decidéiert huet, dem Zesummeliewen en Enn ze setzen. D'Rechter an d'Flichten, déi duerch dat neit Gesetz geschaaft ginn, sollen d'Zesummeliewe méi einfach maachen. Si sollen awer och als permanent Erënnung dëngen, dass een, wann een esou e Partenariat ageet, Verantwortung wëllt iwwerhuelen an zu deem Engagement muss stoen.

Dowéinst sinn déi sozialrechtlech Dispositiounen am Text och esou ausgeluecht, dass dee Partner, dee sech an där méi schwacher Positioun befënt, besonnesche

Schutz soll erfueren. Dozou gehéiere virun allem déi alimentaire Obligatiounen, déi am Partenariat virgesi sinn, an de Schutz vun der gemeinsamer Wunneng. Mir wëlle sécherstellen, dass dee méi schwache Partner net oui Wunneng an oui Mëttele kann op d'Strooss gesat ginn, wann deen anere Partner wëllt senger Wee goen.

Fir d'CSV ass dës sozial Komponent besonnesch wichteg. Wien e Partenariat ageet, iwwerhëlt och eng gewësse Verantwortung fir säi Partner. Et kann net sinn, dass een an engem Partenariat nëmme Rechter a keng Flichte kritt. Mat der CSV gëtt et kee Partenariat à la carte.

Zum Inhalt vum Gesetz selwer soen ech net vill weider, well dat hei de Claude Wiseler ausféierlech a kompetent gemaach huet. Ech wëll mech also mat deem befaassen, wat den Text net regelt oder zouléist, a mat deem, wat d'Partenariat net ass.

Här President, d'Partenariat nom neie Gesetz ass kee Mariage „bis“ oder e Bestiednis zweeter Klass. Et ass iwwerhaupt kee Bestiednis, och kee Mariage „light“ oder een „à la carte“. Einzelner hätten et léier gesinn, wa mer eng grouss Ouverture vum Mariage gemaach hätten amplaz dee Projet hei. Oder wa mer niewent deem Projet hei och nach de Mariage opgemaach hätte fir homosexuell Koppelen. Dat hu mer net gemaach, well mer et net wollte maachen, well et och vill méi schwéier ass, dee Wee ze goen.

Ech hunn et virdu scho gesot, dass d'Partenariatsgesetz sech un all Koppelen adresséiert, déi sech net kënnen oder net wëlle bestueden. Schrecklech vill vun deene betraffene Koppele wëllen dat nämlech ganz einfach net, an dowéinst geet et drëms, fir eng rechtlech Institutioun ze schafen, déi an hirem Émfank an an hirem Contraignant net esou wäit geet wéi de Mariage, déi also kee Mariage ass. An da stellt sech d'Fro natierlech vun der Zouloosung zum Mariage, esou wéi mer e kennen, vun den homosexuelle Koppelen.

An ech wëll hei nach eng Kéier kloer d'Positioun vun der CSV resüméieren: Mir wëlle kee Mariage zweeter Klass. Mir wëllen och net, wéi déi belsch Kollegen dee Wee begaangen hunn, e Mariage oui d'Recht fir Adoptioun opzemaachen. Mir mengen, dass dat e falsche Wee ass. Fir d'CSV gëtt et also nëmmen e Mariage mat alle Rechter a Flichten. Am Moment schléisse mir awer eng Zouloosung zum Mariage aus, mir wëllen dat awer net prinzipiell op all Éiwegkeet ausschléissen.

Plusieurs voix. - Ah!

M. Laurent Mosar (CSV). - Mir sinn awer der Meenung an der Iwwerzeugung, dass et haut nach net de Moment ass, fir dee Schrott ze goen.

(Interruptions diverses)

Lauschtert no, Här Huss!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Dobäi geet et eis manner ëm déi betraffe Koppele selwer wéi et eis ëm d'Kanner geet an deenen hiert Opwuessen an d'Emstänn vun hirem familiäre Liewen. Well wie Mariage seet, seet och Kanner. An e seet Adoptioun. D'Kanner an hiert Wuelbefanne sinn an eiser Opfaassung do awer onbedéngt an den Zentrum vun den Iwwerleeungen a politesche Bestriewungen ze rëcken.

Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG), *auteur.* - Wier dat dann net méi de Fall?

M. Laurent Mosar (CSV). - Mir sinn der Meenung, dass een de Mariage, Madame Wagener, net ka lassgetrennt vun der Filiatioun be-

truchten. Natierlech ginn et vill Mariagen ouni Kanner, alt erëm eng kéier aus verschiddene Grënn. Mä et ass an et bleift dach esou, dass, wou e Mariage ass, d'Kannerkréien am Regelfall als Optioun oder eben als Wonsch ageplangt ass.

Nu kënnen eben homosexuell a lesbesch Koppelen keng Kanner kréien, aus deene biologesche Grënn, déi eis jo all bekannt sinn. A well se keng kënnen selwer kréien, wéilt vill esou Leit Kanner adoptéieren. Genee do menge mir awer, datt dat, op d'mannst zu deem Zäitpunkt, net geet.

Ech maache mer iwwregens guer näischt vir. Ech weess, an d'Kolleginnen an d'Kollegen an der Fraktioun wëssen et och, datt et ganz vill Leit an deem Land gëtt, wou Kanner mat homosexuelle Partner zesummeliewen. An deene meeschte Fäll sinn dat Fraen, déi bestuet waren, Kanner aus engem Mariage hunn, an duerno mat hirer Frëndin zesumme wunnen. Datt et dat gëtt, wësse mer. Datt et awer soll ideal si fir d'Kanner, bezweifele mir.

D'Kanner hunn, der Kannerrechtskonventioun entsprechend, e Recht drop, hir Elteren ze kennen a si hunn e Recht op e Papp an op eng Mamm. Genee dëst Recht, dat op eng Mamm an op e Papp, kann awer am Fall vun enger Adoptioun - enger Adoptioun plénière, fir et prezis ze soen - ...

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur. - Dat ass och bei Heterokoppelen de Fall. Do kennen se hir Elteren och net.

M. Laurent Mosar (CSV). - ...duerch eng homosexuell Koppel net respektéiert ginn. A mir mengen, datt dat den Haaptgrond ass, fir esou Adoptiounen a méi groussem Detail ze bedenken, an domat verbonnen och de Mariage nach net fir homosexuell Koppelen opzemaachen.

Sécher ass et esou, datt jidder eenzelne Mënsch kann eng Adoption simple maachen. Dat gëllt also selbstverständlech och am Fall vun homosexuelle Koppelen, wou e Partner am Fong ëmmer kann duerch Adoption simple e Kand adoptéieren. Mä et ass jo och esou, datt den Ennerscheid tëschent deenen zwou Zorte vun Adoptiounen net kleng ass. Bei där enger, där einfacher, bleift dem Kand eng substanzuell Relatioun mat senger biologescher Famill erhalen. Bei där anerer, der Adoption plénière, ginn all Relatiounen gekappt.

An där Situatioun ass d'Kand also vollkomm vu senger biologeschen Elteren ofgeschnidden an et kéint sech an enger Situatioun erëmfannen, wou zwee Pappen oder zwou Mammae sech géifen ëm et këmmen. Mir soen net, datt dat noutgedronge misst schlecht sinn, ganz am Géigendeel. Mir mengen awer och, datt déi Zort vu Situatioun vum Prinzip hier net déi ass, an där ee Kand soll opwuessen.

Dat do sinn déi Froen, déi mer vläicht zu engem spéideren Zäitpunkt anescht kënnen beäntweren wéi haut. Mä op jidde Fall muss mer se am Detail präfeen an déi konkret Situatiounen, déi sech kënnen presentéieren, mussen analyséiert ginn. Am Intérêt vun de Kanner, well ëm si geet et.

Wat do u psychesche Risiko besteet, kënnen mer haut net mat Prezisioun aschätzen. A mir wëssen all, datt d'Kanner an engem gewëssenen Alter kënnen schrecklech grausam sinn, och dat wat et fir e Kand géif bedeuten, wann et wéinst sengen zwee Pappen oder sengen zwou Mammen am Schoulhaff vun de Kolleginnen an de Kollege géif gehänselt ginn, muss ee sech virun Aen halen. Ech hunn haut nach e Bréif un d'Redaktioun am „Lëtzeburger Wort“ gelies, deem eigentlech op eng ganz schéin, déif Manéier beschreift, wéi schwéier, datt dës Situatioun fir

Kanner ass. An dee Bréif ass net redigéiert vun enger Persoun, déi menger Partei censéiert ass nozestoen.

Schlussendlech kann et duerch sinn, datt d'internationaalt Recht esou evoluéiert, datt en absolut Recht geschaf gëtt, opgrond vun deem d'Kanner mussen souwuel e Papp wéi eng Mamm als Elteren, biologescher oder faktescher, hunn. Mä Fraktiounskolleeg Claude Wiseler ass schonn op déi international Jurisprudenz agaan, an ech mengen déi muss een och an Zukunft weider an den A behalen. Wann dat nämlech esou wier, dann hätt dat selbstverständlech op eis Iwwerleeungen eng wichteg Inzidenz. An esou engem Fall géif d'Adoptioun, op jidde Fall d'Adoption plénière, duerch gläichgeschlechtlech Koppelen um Niveau vun internationale Recht onméiglech gemaach. D'Entwécklung an deem Beräich sollte mer also an alle Fäll mol genee suivéieren.

Aus all dese Grënn kann dofir och d'CSV-Fraktioun net déi Proposition de loi vun der Madame Wagener stëmmen. Här President, bien entendu wäert natierlech d'CSV-Fraktioun mat grousser Begeeschtung de Projet de loi iwwert de Parténariat herno hei stëmmen.

Ech wollt och dës Appréciatiounen zu eenzelnen Aspekter vun virleiede Projet maachen, fir en an dat richtegt Liicht an a säi ganz Liicht ze réckelen. Et ass e Partnerschaftsprojekt, deen de Mariage als solches net beréiert, en degradéierte Mariage dowéinst och net. D'Zielpublikum vun deem engen Instrument ass net datselwech wéi dat vun deem aneren. De Mariage loosse mir aus deene genantene Grënn och esou wéi en ass, eng Institutioun, zu där e Mann an eng Fra eleng Accès hunn.

Déi Leit, déi hir Liewenspartnerschaft wëllen androen a formaliséieren loossen, egal ob dat Leit sinn, déi sech net kënnen oder där, déi sech net wëlle bestueden, kënnen dat an Zukunft maachen. An déi Partnerschaft, déi mer gesetzlech regelen, ass eng ëmfassend, an Europa eenzegaarteg vollständeg Partnerschaft, an där et ëm Gefiller, Verantwortung a Suerg ëm de Partner geet. E Rechtsinstrument, dat der Realitéit an eiser Gesellschaft Rechnung dréit, op eng adequat Manéier en Arsenal vu Rechter a Flichten tëschent Mënsche schafft, déi hire Liewenswee wëllen zesumme goen.

Esou, wéi de Projet elo ausgesäit, ass e gutt an e geet och wäit genuch. Fir all politesch Démarche iwwert den Inhalt vun deem Projet eraus, stinn nach vill ongeklaerte Froen am Raum, déi mer wëlle gekläert hunn, ier mer iwwerhaupt iwwer eppes anescht nodenke wéi dee Projet, dee mer elo wäerten zu engem Gesetz maachen. Fir eppes anescht ass d'Zäit nach net komm.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass elo d'Madame Lydie Err agedroen. D'Madame Err huet d'Wuert.

Mme Lydie Err (LSAP), auteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt Stellung huelen zu der Madame Wagener hirer Proposition de loi an och do derbäi profitéieren, fir d'Positioun vun der sozialistescher Partei par rapport zum Adoptiounsversuch, dee sech jo och an deem Kader stellt, ze soen. Ech war op der Riednerlésch deemools virgesinn an hu missen a leschter Minutt fortgoen, sou dass keen anere virbereet war fir heizou ze schwätzen. Ech huelen dat dann elo haut no.

D'Fro vum Mariage vun Homosexuellen, bei där geet et menger Meinung no net drëms ze wëssen, ob oder ob en net existéiere soll, well dass en existéiert, dat wësse mer. Mä et geet drëms, ganz ge-

nau ze wëssen, wat en implizéiert. Et geet och net drëms d'Theorie op de Proufstee vun der Tatsaach ze setzen.

(Interruptions)

Et ass net wichtig. Ech maache mer souwiesou keng Illusiounen drëm, se hei ze bekéieren.

(Interruption)

Mä ech hunn donidden awer nogelauschtert. Ech hu mech jo net beklot.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Ech hu kee Problem dermat, dass en net am Sall ass, an och net mam Minister.

(Interruptions diverses)

M. le Président. - Also, ech menge mir sollen ophalen hei fir iergendwellech Commentairen een iwwert deen aneren ze maachen, a besonnesch iwwert déi, déi net hei sinn. Dat mécht een net. Dofir géif ech elo bieden nozelauschteren an d'Madame Err huet elo d'Wuert. Madame Err, fänkt un.

(Interruptions)

Mme Lydie Err (LSAP), auteur. - Bon, ech fuere weider.

Et geet also beim Mariage vun Homosexuellen drëm, d'Theorie op de Proufstee vun der Tatsaach ze setzen, an net fir d'Tatsaachen an de Kader vun enger Theorie eranzequetschen. An ech mengen, dass dohier déi grouss Differenzen an de Positiounen hei virkommen.

D'Sozialiste sti jiddefalls, an dat steet jo entre-temps och schwaarz op wäiss do, zum Mariage vu gläichgeschlechtliche Koppelen, mat deeneselwechte Rechter a Flichten. Firwat a wisou?

Éischtens emol ganz kloer aus juristesche Grënn vun der Gläichstellung vun alle Bierger a Biergerinne virum Gesetz. Duerfir geet et an den Aen eis net duer, fir d'Diskriminatioun zwëschent net bestuete Koppelen a bestuete Koppelen opzehiewen an duerch eng aner Diskriminatioun zwëschent homo- an heterosexuelle Koppelen anzeféieren, oder et kéint ee bal soen anezebetonéieren, wann een den Här Mosar hei héieren huet. Mä et muss ee sech virun allem d'Fro stellen, wat de Mariage vun homosexuelle Koppelen an der Praxis bedeit. Wann een dat wéilt maachen, misst ee fir d'éischt emol kucken, wat iwwerhaupt de Mariage haut nach ass.

Et ass hei grouss vun Institutioun geschwat gi vu mengem Virriedner, net nëmme beim Mariage, mä och beim Parténariat an dat léisst een natierlech ganz erstaunt. Well, wann ee kuckt, wéi d'Evolutioun vum Phenomeen - fir et elo emol ganz neutral ze ëmschreien - ass, dann ass et ganz kloer haut sécherlech net méi déi feierlech gesellschaftlech praktesch imposéiert Zeremonie, déi ganz oft aus materiellen Ursache begrënt war.

A mengen Aen ass de Mariage haut eppes wéi eng feierlech Liebeserklärung, déi leider oft net liewenslänglech dauert, an doriwwer eraus e Vertrag iwwert déi materiell Konditiounen vum Bestiednis, deen haaptsächlech wichteg ass am Fall vun der Opléisung, an dass dat oft ass, dat hu mir jo elo grad héieren: 60% vun de Mariage ginn zu Lëtzebuerg gescheet.

Dat war och vläicht eng vun deenen Ursachen, firwat meng Initiativ 1995 net op de Mariage gezielt huet, well menger Erfahrung als Afekoti no et net onbedéngt en Avantage gewiescht wär, fir en opzemaachen. Ech sinn awer mat der Madame Wagener d'accord, dass meng perséinlech Meinung an deem Kontext sécher irrelevant

ass, mä dass et drëm geet, dass all Mënsch déiselwecht Méiglechkeeten huet wéi déi aner par rapport zum Mariage, also d'Recht huet selwer ze decidéieren fir sech, ob e sech bestuede wëllt oder ob e sech net bestuede wëllt.

Wa mir vum Mariage schwätzen, da läit dat an der Loft, wat hei elo schonn a relativ - a mengen Aen oder a mengen Queren - penibelen Téin ugeklongen ass, an zwar d'Adoptiounsrecht vun homosexuelle Koppelen, déi matenee bestuet sinn oder net. Déi lescht Trouvaille vun der CSV an deem Beräich ass jo déi gewiescht, dass se géint d'Opmaache vum Mariage fir homosexuell Koppelen wären, well wa se géifen opmaachen, da kéinten se net mat der Adoptioun d'accord sinn, an da wären se net konsequent, well dat jo eng Diskriminatioun wär. Ob d'Diskriminatioun elo um Niveau vun der Adoptioun kënt oder um Niveau vum Mariage, ass natierlech e qualitativ Sprong, iwwert deem seng Motivatioun ee sech muss eens maachen, déi jidde Fall alles anescht wéi kloer ass.

An deemselwechten Zesummenhang wollt ech awer och nach soen, dass et eng zweet Ursach gëtt, firwat mir fir d'Opmaache vum Mariage sinn, an zwar eng soziologescher Natur.

Éischtens - an dat ass schonn hei ugeklongen - kommen ëmmer méi Kanner ausserhalb vum Mariage op d'Welt, oder ginn ausserhalb vum Mariage op jidde Fall erzunn, engersäits well d'Koppelen net alleguete Kanner wëllen, an anersäits well et och Koppelen gëtt, déi keng kënnen kréien - a leider ass dat déi Zort Diskriminatioun, géint déi mir duerch d'Gesetz net kënnen virgoen.

Well och bestuete Koppelen keng Kanner kréien oder well se keng wëllen, ass et ganz kloer, dass an deene leschten Zäiten de Mariage sech dissociéiert huet vum Kannerkréien oder Kannererzéien. Et ass och kloer, dass en drëtte Facteur matspillt, an zwar deen, dass d'wëssenschaftlech Entwécklung et méiglech mécht, nei Eltereschafte - fir et elo emol sou ze soen - sech virzustellen, déi viru kuerzem et nach net ginn ass, sief dat duerch künstlech Befruchtung oder Kannererzéiung vun homosexuelle Mammen a Pappen oder/ an Elteren.

Et ass also och net ze vergiessen, dass am Kader vun all Adoptioun eng Enquête sociale virausgeet, wat beim Kannerkréie beispillsweis net de Fall ass bei heterosexuelle Koppelen. Dofir gëtt déi Argumentatioun, déi den Här Mosar hei uklänge gelooss huet, sécherlech nëmme dat hier, wat een dra wëllt gesinn.

Et ass kloer, och fir eis, dass d'Haaptmotivatioun net nëmme beim Bestiednis, mä och bei der Adoptioun a bei der Erzéiung vun de Kanner ëmmer den Interesse vum Kand ass an dass d'Kannerrechtskonventioun muss respektéiert ginn. Et ass natierlech dat eng Saach vun Appréciatioun, ob ee feststellt, ob eng Adoptioun vu Kanner a sengem Intérêt ass oder net, mä dofir hu mir jo Experten, déi sech doriwwer kënnen ausschwätzen.

Et bleift, dass zum Beispill déi Proposition, déi d'Madame Wagener gemaach huet iwwert d'Adoptioun, d'Adoption plénière vun engem eenzelne Mënsch zu Lëtzebuerg net op ass, well dat wär du moins d'Méiglechkeet gewiescht, dass ee Partner kéint alleng e Kand adoptéieren, an da mat deem aneren zesummeliewen. Et géif natierlech bleiwen, dass dann de Liewenspartner vun deem, deen adoptéiert huet, praktesch kee Recht hätt op dat Kand, wat en eventuell mat erziit. Do gëtt et a Frankräich eng ähnlech Situatioun, an do gëtt et am Fong Méiglechkeeten, fir e Kand dono ze adoptéieren, wann e Kand vun engem Partner vun enger Koppel, déi zesummeliewen,

adoptéiert ginn ass am Virfeld. Dat ass natierlech eng Aberratioun. Et wär u sech vill méi logesch, wann ee géif déi Saachen hei ganz normal ugoen, a kucke vu Fall zu Fall, ob et oder ob et net am Intérêt vun de Kanner wär.

Eppes ass op jidde Fall ganz kloer, an dat soen net ech, mä en Avis vun enger Psychoanalytistin, déi heescht Handman Marie-Elisabeth, an déi seet Folgendes: „L'union entre homosexuels ne se heurte qu'à des tabous culturels et non pas biologiques. L'heure est venue de les faire sauter. Pour en arriver là, il faut surtout faire tomber les barrières homophobes, s'y opposer revient à l'absurdité qu'il y aurait à s'opposer aujourd'hui à la contraception.“

Et kann een do dobäifügen, dass och Sozialwëssenschaftler eppes festgestallt hunn, och wann et ëmmer Differenze gëtt iwwert d'Opportunitéit oder net vun der Adoptioun bei homosexuelle Koppelen, dass et ganz vill Famillje gëtt, wou d'Kanner schrecklech leiden, dass et trotzdeem och an deene Familljen nach ëmmer vun de Kanner als manner schlëmm erfondt gëtt, iwwerhaapt eng Famill ze hu wéi guer keng. A wee wëllt sech haut schonn als Riichter etabléieren, fir ze kucken, ob eng Familljen oder net de Besoin vum de Kanner gerecht gëtt? Ech mengen, dat ass eng Fro, där jiddfer sech a senger Gewësse muss stellen a probéieren muss dorobber eng objektiv Äntwert ze ginn.

Ech kommen dann am Kloertext zu der Konklusioun. Madame Wagener, Dir hutt et verstanen, d'Sozialliste si mat dem Contenu an der Ausrichtung vun Ärer Proposition de loi d'accord, an doriwwer eraus am Fong och iwwer Är Proposition zur Adoptioun, wou mir keng Stellung geholl haten, a mir wäerte selbstverständlech Är Proposition stëmmen.

Zum Text vun der Regierung, mengen ech, wär et normal, dass een de Rapporteur félicitéiert fir dee Rapport, deen e gemaach huet, och wann ee mam Inhalt net onbedéngt d'accord ass. Et war sécherlech net einfach an aus menger Siicht eraus gesinn och net normal, dass den Här Wiseler aus enger anerer Kommissioun huet missen asprangen, well anscheinend soss keen an der Commission juridique bereit gewiescht wär, als Jurist dee Projet do unzegoen. Säi Mérite gëtt doduerjer, mengen ech kënnen ze soen, nach méi grouss, well en huet sech daper mat deem Text do erëmgeschloen.

Zum Contenu ass natierlech eis Appréciatioun eng aner wéi zur Form vun deem Rapport, deem ech iwwregens am Fong ee klengen Nodeel reprochéieren, an zwar deen, dass e praktesch op alle Punkten ëmmer d'Dispositione vun dem Projet de loi vergläicht mat, soit dem belsche Projet, soit dem franséische Projet, soit dem däitsche Projet, während dee Vergleich a kenger Hilsicht ubreucht ass, well an der Belsch beispillsweis et net nëmme d'Parténariat gëtt, mä doniewent de Mariage op ass, an dass et da logesch ass, dass am Parténariat manner drasteet wéi hei, mä et ass awer natierlech och esou, dass méi drasteet beim Mariage, dee mir jo hei net solle kréien.

Datselwech ass de Fall a Frankräich, wou ganz oft eng Referenz op de PACS gemaach gëtt, mä och dee Vergleich ass a mengen Aen net gültig, well et a Frankräich nievent dem PACS och nach de Concubinage gëtt, an dass ee muss am Fong gesinn, dass ee Méiglechkeeten huet, déi d'Gesetz hei net opmécht, well hei am Fong alles vu virera feststeet, wat da méiglech soll sinn oder wat och net.

Ech mengen, dass de Projet hei eng ganz wichteg Bedeitung huet, och wann en net d'Begeeschtung hei op de Bänken haut aus-

léist - aus zwou Ursachen: Well eng Demokratie, déi sech respektéiert, d'Flicht huet, net nëmme d'Gläichheet vu senger Bierger a Biergerinnen ze deklaréieren, mä d'Gläichheet an der Praxis ëmsetzen.

Et ass also e wichtege Projet an zwar net nëmme gesellschaftspolitesch gesinn, mä och aus philosopheschen, reliésen, sentimentalen a juristeschen Ursachen eraus. Et ass schonn hei gesot ginn, oder och net, ech erënnere mech net méi genee, dass et zënter 1989 an Dänemark eppes wéi de Partenariat hei gëtt, 1993 an Norwegen, 1994 a Schweden an 1999 an Däitschland. An all deene Länner war et contrairement zu eisem Projet hei nëmme fir homosexuell Koppelen geduecht.

An ech kann der Tentatioun elo hei net widderstoën, den Här Paul-Henri Meyers ze zitieren aus enger Sëtzung vum 5. Februar 2003, dee Folgendes gesot huet: „Si on prévoyait le partenariat seulement pour homosexuels, ceci poserait un problème de conformité avec le principe de l'égalité devant la loi“. Dass den Här Meyers an där Hinsicht Problemer hat, dat éiert en natierlech. Ech wunnere mech, dass en déiselwecht Problemer net huet, wann et ëm d'Opmaache vum Mariage geet, mä hie kritt sécherlech nach d'Geleeënheet, wann e wëllt, sech dozou ze erklären.

An darselwechter Sëtzung huet de Minister Frieden, stellvertretend fir d'Regierung, nach ëmmer gesot, op jidde Fall ganz kloer gemaach, dass d'Regierung net drun denkt weider ze goen, a kengesfalls de Mariage fir Homosexueller wëllt opmaachen. Dat ass natierlech och, denken ech, fir den Här Paul-Henri Meyers eng Diskriminatioun, et ass just eng op engem méi héijen Niveau, a vläicht deet se dofir nach méi wéi.

Et ass op jidde Fall kloer, dass och ouni Text am Ausland d'Saache bougéieren an och zu Lëtzebuerg bougéiere kéinten. Sou sinn - an d'Madame Wagener huet et am Kader vun der Virstellung vun hirer Proposition ugeschwat - Ustrennungen, fir dass homosexuell Koppelen mat deem aktuellen Text Gemenge sichen, déi si bestueden och ouni präzisen Text, well de Code civil - a mir hunn deeselwechten - an de Konditiounen fir de Mariage net expressis verbis seet, dass een de sexe opposé misst sinn. Et ass awer am ganze Konzept kloer, dass sécherlech dee gemengt ass. Mä och ouni Text kéint ee sech also virstellen, dass Développement méiglech sinn.

Datselwecht ass iwwregens an Amerika de Fall, wou jo, wéi Dir wësst, d'Cour supérieure vu Kalifornien de Buergermeeschter vu San Francisco huet missen opfuere, d'Mariage vun homosexuelle Koppelen ze stoppen, nodeems der 8.000 scho zebléiert gi sinn, well anscheinend d'Interpretatioun vum amerikanesche Gesetz op der Märei vu San Francisco net konform wier an dass dofir och do vum President vun de Staaten e constitutionellen Amendement era gaangen ass, dee soll verbidden, dass et e Mariage fir homosexuell Koppelen gëtt. Mat deem Amendement gëtt ausgangs 2006 gerechent, mä bis dohinner gëtt et nach aner Staaten an Amerika, déi déi Praxis aus Kalifornien virusetzen, sou dass och dat nach sécherlech fir Opreegung wäert suergen.

1998 ass och an Holland, 2000 an der Belsch, de Mariage vun Homosexuellen opgaangen an d'lescht Woch hu mir an der Zeitung gelies, dass den neie Premier aus Spuenien, den Zapatero, och deklaréiert huet, dass en den homosexuelle Mariage wëllt opmaachen, mat allem wat dozou gehéiert.

Mir hunn also hei net nëmme am Kader vum Benelux - mir kucke jo bei europäesche Froen ëmmer gären op d'Benelux-Positiounen, mä ëmmer wann et ëm gesellschafts-

politesch Froen geet, da wëlle mir natierlech vu gemeinsamer Benelux-Positiounen nëischt wëssen -, mä och am Süde vun Europa Evolutiounen, deene sech och Lëtzebuerg op Zäit net entzieë wäert kënnen, mä wéi ëmmer wäerte mir a gesellschaftspolitesche Froen waarden, fir déi Lescht ze sinn: dat ass hei am Fong jo schonn eng Gewunnecht.

Zum Projet selwer ass et elo schwéier, dat erauszesechen, wat am Fong nach net gesot ginn ass. Ech probéieren dat, andeem ech net den Text wëll explizéieren, mä d'Differenze vum Partenariat mam Mariage, fir duerno d'Inkohärenzen opzeweisen an domadder am Fong d'Haltung par rapport zum Vote vun der sozialistescher Fraktioun ze erklären.

Ech wollt also mat den Objektiv vum Gesetz ufänken, wéi se am Rapport stinn, an do steet am Fong zum Projet selwer dran, wär d'Prentioun net en neie Statut, geschweige dann eng Institutioun ze kreéieren, mä e puer Dispositiounen am Code civil, Dispositiounen an der Sécurité sociale an am Droit fiscal ze änneren, sou dass e Gesetzestext vun 30 Säite knapps dräi Säiten iwwert d'Leit begräift an de Rescht iwwer Steierfroen a Sécurité sociale.

Firwat soen ech dat? Net well dat relevant ass, mä well et symbolesch staark ass. Dat beweist, dass hei soll probéiert ginn d'Kand mam Buedwaasser auszuschëdden, fir dass méiglechst wéineg iwwert dat Rieds geet, wat am Fong d'Essence vum Projet ausmaache soll an dass d'Leit sech kënnen mat Detailler vum Sécurité-sociale-Gesetz erëmklappen, déi esou schwierig sinn, besonnesch dann, wann Artikelen nëmme geännert sinn, déi ausser dem Kontext eraus am Gesetz isoléiert drastinn.

Op jidde Fall ass, menger Meinung no, déi Incitatioun oder déi gemeinsam Veranlagung bei der Sécurité sociale net grad geduecht fir d'Fraen ze incitéieren net weider schaffen ze goen. Ech mengen net, dass de Fraen en général an och net de Männer en particulier domadden en Déngscht geleescht gëtt, well een oder deen aneren an eng Ofhängegkeet eran incitéieren, ouni dass eng Garantie do ass, fir dass déi Versuergung an der Zäit kann undauern, ass sécherlech eng ganz kuerzsiichteg Politik.

Ech wëll da probéieren déi Differenzen tëschent dem Partenariat an dem Mariage hei opzezielen, fir duerno op déi Inkohärenze schwätzen ze kommen.

Éischtens, ass bei de Konditiounen praktesch alles d'selwecht, just dass implizit am Text beim Partenariat hei steet, dass een de sexe opposé oder och net kéint sinn, wat beim Mariage net drasteet, awer am Fong kënnert eragelies ginn.

Zweetens, bei den Obligatiounen vum Partenariat gëtt et zwar eng Obligation de solidarité, surtout matérielle, mä keng Obligation de fidélité.

Drëtens - an dat ass e Punkt, dee mech wierklech stéiert - gëtt beim Partenariat hei am Projet eng Residence légale zu Lëtzebuerg gefrot fir deejéinegen net europäeschen auslännesche Matbierger, dee wëllt e Partenariat mat engem Lëtzebuenger agoen. Dat ass engersäits absurd, well beim Mariage wou sech de Problem stellt, et net esou ass, an dass an alle Froen, déi hei sollten nei gekläert ginn, am Fong misst gekuckt ginn, no besserem leschte Wëssen ze agéieren. Dat ass hei net geschitt, an dat war och net gewollt. Et gëtt also net nëmme gefaart, dass Mariages blancs gemaach ginn, fir zu Lëtzebuerg regulariséiert Pabeieren ze kreéieren, mä et gëtt och évitéiert fir d'Partenariat, fir eng Regularisatioun kënnen ze benotzen.

Wat awer relativ infam ass, dat ass, dass sech dat erëm hei an den Text erageschlach huet, wat op dem

Statsrot seng Initiativ beim Partenariat en général erauskomm ass, an zwar déi Relation stable et durable. Dobäi muss ee sech an der Praxis froen, wéi et méiglech ass, als net Europäer, beispillsweis als Chines, fir nëmme een ze nennen, nozeweisen, dass ee mat engem Lëtzebuenger eng durabel an eng stabel Relatioun huet, wann ee keng Pabeieren zu Lëtzebuerg huet an och keng anerer konnt kreéieren, wéi beispillsweis en Touristevisa. Wann et also net als Primat geduecht ass, fir alles wat net aus Europa wëllt op Lëtzebuerg e Partenariat maache kommen, da wär e Minimum gewiescht, fir hei d'Konditiounen esou ze halen, fir net wierklech existéierende Relatiounen hei e Rigel virzeschieben.

Déi véiert Differenz ass, dass déi Notaireskonventioun, déi am Kader vum Partenariat ka gemaach ginn, all Moment ka modifiéiert ginn, während se am Kader vum Mariage nëmme ka modifiéiert ginn, wa se jeeweils zwee Joer al ass. Et ass och interessant hei ze wëssen, dass wann een déi Konventioun ännert, dass een da muss dem Officier de l'état civil Bescheid soen, well ee soss riskéiert - an dat muss ee soen -, dass déi Konventioun deenen Drëtten net opposabel ass, an da géing se am Fong net ganz vill notzen.

Déi fënneft Differenz ass, dass eng Solidarité, eng Aide matérielle, besteet, net nëmme während dem Partenariat, mä theoretesch jiddefalls och duerno, obschonn déi Solidaritéit, géint déi mir eis och formell ausschwätzen, nëmme maximum ee Joer no dem Ophiewe vum Partenariat kann undauern an esou nëmme eng Illusioun vun enger materieller Versuergung duerstellt, wann dann ee sollt dorobber spekuléiert hunn, fir hei an e Partenariat eranzegoen.

Dann, déi sechst Differenz: Am Droit successoral do ass a priori wann een den Text liest, alles am Botter, an et denkt een, dass déi Lëtzebuenger Gesetzgebung hei terribel generéis wär. Wann een awer méi genee kuckt, da gesäit een, dass deem net onbedéngt esou ass, well engersäits drasteet, dass zwar Partner sech kënnen Donatiounen oder Legs maachen, dat heescht en Testament oder Schenkungen iwwer en Testament, mä dass se net Héritier vun hirem Partner sinn, an dass also alles, wou se net kënnen beweisen, dass et hinne perséinlech gehéiert - an dat ass ëmmer de Fall, wann ee keen Inventaire huet - censéiert ass an d'Indivisioun ze falen a mat betruucht gëtt wéi eng Libéralitéit, wann et Kanner gëtt, déi hir Réserve héréditaire umellen.

Dat heescht, dass ee beispillsweis zu Liefzäiten net keng engem eppes verschenken, ouni dass dat ka mat a Kont geholl ginn, fir ze kucken, ob d'Reserv vun de Kanner schlussendlech net touchéiert ginn ass.

Déi siwent Differenz - an dat ass mengen ech e ganz positive Punkt -, dat ass, dass d'Séparatioun am Kader vum Partenariat vill méi eng einfach Prozedur huet wéi am Mariage. An ech wëll hei nach eng kéier den Här Paul-Henri Meyers aus darselwechter Kommissiounssëtzung zitieren, dee sech da gefrot huet, an ech schléisste mech dann där Froestellung un, firwat, wann et hei esou einfach ass eng Séparatioun ze kreéieren, datselwecht net am Kader vun engem Bestiednis méiglech kënnert sinn, besonnesch am Kader vum Consentement mutuel, wou d'Leit sech jo theoretesch iwwer alles eens sinn, a wou et eigentlech och misst duergoen, wann een déi Konventioun bei den Officier de l'état civil géif droen.

Et ass eng gutt Fro, mengen ech, an ech mengen och, dass et scho

Länner gëtt, déi eng Äntwert dorobber fonnt hunn, esou Holland beispillsweis, dat net nëmme d'Méiglechkeet duerch d'Gesetz opgemaach huet fir en homosexuelle Mariage a fir eng Partnerschaft, mä dat virgesinn huet, dass ee ka wiessele vun der Partnerschaft an de Mariage an ëmgedréint. Dat heescht, dass Leit, déi bestuet sinn an déi sech wëlle scheeden, d'Méiglechkeet kreéieren éischer den Divorce ëmzewandelen an e Partenariat, an dann domadder d'Prozedur vun der Trennung kënnen op déi vereinfacht Aart a Weis maachen. Ech fannen, dass dat eng ganz gescheit Lösung ass, an och zu Lëtzebuerg hätt een du moins kënnen fir déi heterosexuell Koppelen déi Méiglechkeet opmaachen, fir deene Leit, déi sech eens sinn iwwert d'Modalitéite vun hirer Trennung, dee penible Prozess vun enger Scheedung ze erspueren.

Déi lescht Differenz op déi ech nach wollt hiweisen, dat ass den Officier de l'état civil, deen an enger Gemeng de Buergermeeschter ass. Normalerweis bei engem Mariage kann de Buergermeeschter seng Funktiounen als Officier de l'état civil weider delegéieren un d'Memberen aus sengem Schäffen- a Gemengerot. Hei kann en dat net, e kann nëmme un e Fonctionnaire vun der Gemeng déi Delegatioun ginn, an dat Ganzt soll natierlech dorobber eraus wirken, dass méiglech kee solennell Charakter un esou eng Zeremonie kënnert ugebonne ginn.

D'Praxis wäert weise wéi een dat doten trotzdem kann hikeréieren, wann een dat wëllt, an ech mengen, dass ee ka soen, ëmmer do wou e Wëllen ass, gëtt et warscheinlech och e Wee fir déi Zeremonie dann och an deem Kader kënnen ze organisieren.

Ech mengen, dass et wierklech wichteg ass op e puer Inkohärenze vun deem Text hei hinzewiesen. Den Text behaupt menger Meinung no zu Onrecht ëmmer nach kee Mariage „bis“ ze sinn, während alles wat ech lech bis elo opgezielt hunn, a wat mer héieren hunn, op déi Konkusioun eraus kënnert.

Éischtens steet kee Wuert dran iwwert déi Manéier wéi d'Partenariaten, déi am Ausland ofgeschloss gi sinn, zu Lëtzebuerg géifen unerkannt ginn. An ech erënnere drun, dass de Justizminister an enger Sëtzung erkläert huet, senger Meinung no misste mir eng international Konventioun kreéieren, fir iwwert déi Froe kënnen ze äntwerten, a fir mat der Madame Polfer hire Wierder ze schwätzen, géing ech soen, dat kann dach net senn, wa mir hei e Partenariat maachen, wou et ganz kloer ass, dass alles wat an déi Richtung geet net méi contraire zum Ordre public zu Lëtzebuerg ka sinn, ass et am Fong a mengen Aen nëmme eng Saach vun Unerkennung a vun Interpretatioun fir dat unzuerkennen, an ech hoffen och, dass de Minister eis zu där Ausso, déi 2002 geschitt ass an enger Kommissiounssëtzung, kann dat eent oder dat anert erklärend Wuert soen.

Ech mengen och, dass et ganz kloer ass, dass de Régime matrimonial oder de Régime primaire, deen agefouert ginn ass duerch Gesetz, genau deeselwechten ass wéi am Kader vum Mariage, mat genau deeneselwechten Nodeeler, während mir hei, nodeem mer wësse wou d'Nodeeler sinn, hätte kënnen iwwert den Inventaire dee Régime verbesseren, mä och dat hätt net kënnen sinn. Eng zweet Inkohärenz also.

Drëtens ass et kloer, dass de Fait, dass keen Inventaire zougelooft ginn ass, beweist, dass kee Wëllen do war fir d'Deele vun engem Hausstand beim Enn vun engem Partenariat ze vereinfache par rapport zu deem wat am Kader vum Mariage besteet. Ech fannen och, dat ass eng relativ inacceptabel Konkusioun.

Wat d'Steieren ubelaangt ass d'Situatioun d'selwecht wéi beim Mariage, oder praktesch wéi beim Régime matrimonial. Dat Eenzege wou ee ka soen, dass eng Verbesserung do ass par rapport zum Mariage ass d'Séparatioun an och déi ass nach net opgemaach gi fir heterosexuell Koppelen, déi bestuet waren an déi sech hätte kënnen op méi en einfache Wee iwwert d'Transformatioun vum Mariage an d'Partenariat trennen. Och dat war net méiglech.

Similituden also op där enger Säit, ze vill fir ze behaupten et wier kee Mariage, Inkohärenzen op där anerer Säit, esou dass et ganz kloer ass, dass d'sozialistesche Fraktioun déi zwou Propositions de loi stëmmt, déi hei virleien, an aus deenen Ursachen, déi ech elo probéiert hunn ze erklären, kengesfalls bereet ass de Partenariat mat ze stëmmen, mä sech dobäi wëllt enthalten.

Eng lescht Ursach dozou wollt ech awer nach soen. Déi hat ech elo bal vergiess. Dat ass, dass ee vun deene grouse Feeler vum Text a mengen Aen doranner besteet, dass näischt an deem Text virgesinn ass fir d'Trennung vu Koppelen, déi keng Deklaratioun gemaach hunn. An dat wäerte muer mat deem Gesetz nach ëmmer déi meescht sinn.

An ech wollt fir d'Inkohärenz nach just eng kéier de Premierminister zitieren am Fréijoer 2001, wou en iwwert déi Projekte vun der Regierung, iwwert dee grouse Ruck a Saache Gesellschaftsfroe geschwat huet. En huet an engem Saz gesot, onofhängeg dovun, ob d'Partner hire Wëlle fir d'Zesummeliewe schréfflech dokumentéieren oder net, muss dat neit Rechtsinstrument, dat muss geschafte ginn, eng Rei vu wichtege Froen vum Zesummeliewe klären. Och do kann een nëmme bedauern, dass dat wat ugekënnegt ginn ass sech net am Text erëmfinnt an eng Ursach méi duerstellt, fir dass mir eis bei deem Projet wäerten enthalten.

M. le Président. - Den Här Minister Frieden freet d'Wuert.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, fir déi puer Leit, déi des Debatt heibanne suivéieren, wollt ech just zwou Präzisiounen ginn, opgrond vun deem wat d'Madame Err gesot huet, fir dat Ganzt e bëssen ze coloréieren an ze kompletéieren.

Se huet am Kontext vum Mariage vun deenen Homosexuellen eng a mengen Ae juristesche falsch Ausso gemaach. Si huet gesot, och wann eist Gesetz dat net virgesäit, dass de Mariage tëschent Mann a Fra ass, wollt ech just hei den Artikel 75 vun eisem Code civil, rappeléieren, dee ganz kloer seet, dass wann d'Leit bestuet ginn, duerno den Officier de l'état civil muss eng Deklaratioun entgéinhuelen, déi seet, dass déi zwee Leit sech huelen als Mann a Fra. „L'officier de l'état civil recevra chaque partie l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme“. Ech wollt just hei soen, contrairement zu deem wat ëmmer erëm gesot gëtt, an eisem Code civil stéing dat net, dat steet am Code civil.

Dat zweet wat ech der Madame Err wollt soen, just fir och d'Debatt ze beräicheren, dat ass, wat déi franséisch Justizministerin Elisabeth Guigou, déi der sozialistescher Partei ugehéiert, gesot huet an der Debatt iwwert d'Partenariatsgesetz a Frankräich, ech zitieren wat si an der Assemblée nationale gesot huet: „Le PACS est radicalement différent du mariage, parce qu'il n'est pas question, ni aujourd'hui, ni demain, que deux personnes de même sexe puissent se marier. Quant à l'adoption par deux hommes“, Madame Err, elo kënnert de Saz, ech wollt just dat kompletéieren, Dir hutt gesot et ass just zu Lëtzebuerg, a just esou konservativ Leit wéi zu Lëtzebuerg an der

Regierung sinn, déi hei Bedenken hunn, do wollt ech just soen, wat d'Madame Gigou vun der sozialistescher franséischer Partei du gesot huet iwwert d'Adoption par deux hommes et par deux femmes, dat war den 9. Oktober 1998 an der franséischer Assemblée générale, an d'Madame Guigou ass och haut an deene rezenten Debatten, déi se hat, och doriwwer mam aktuelle franséische Justizminister sech eens, wou déi Debatt a Frankräich och erëm gefouert gëtt, se huet gesot: „Je le dis avec la plus grande fermeté: un enfant a besoin pour sa structuration d'avoir face à lui un modèle de l'altérité sexuelle, un référent homme et un référent femme“. Ech wollt dat just hei an d'Debatt ginn.

Jidderee kann eng aner Meinung hunn, dat ass ganz kloer, mä et soll een hei net maachen, wéi wann dat eng Meinung wär, déi just déi eng Partei hätt, contrairement zu enger aner. Et ass eng ganz schwierig Fro, an et soll een all Elementer, och déi Debatten, déi se am Ausland féieren, a Considération zéien. Ech wollt virdrun, Här President, d'Madame Err net ennerbriechen, dofir hunn ech dat op dëser Plaz gemaach. Op aner Observatiounen ginn ech selbstverständlech a menger Interventioun herno an.

Merci.

■ M. le Président.- D'Madame Err freet nach d'Wuert.

■ Mme Lydie Err (LSAP), *autheur*.- Ech wollt just op déi Aussoe vum Minister äntwerten, dass et sécherlech der Madame Guigou hiert Recht ass 1998 oder 1999 dat dote gesot ze hunn, mä wann de Minister haut de Moien de Radio gelauscht huet, dann huet en héieren, dass déi franséisch Sozialiste sech gëschter Owend net nëmmen ausgeschwat hu fir d'Opmaache vum Mariage homosexuel, mä och fir déi global Diskussioun iwwert d'Adoptioun ausgoend vun homosexuelle Koppelen, woumadder ech nach ëmmer net wëll der Madame Guigou d'Recht ofstreiden, och haut nach datselwecht ze denken, wéi dat wat se virdu geduecht huet.

Ech wollt dann awer och schlussendlech soen, dass et a mengen Ae kloer ass, dass all Dossier evolueiert, an dass eng global Diskussioun sécherlech ubruecht ass, och wann et kloer ass, dass verschidde Meinungen op deem dote wéi op allen aneren Dossiere selbstverständlech méiglech sinn.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Wann ech richtig héieren hunn, Madame Err, dann huet déi franséisch sozialistescher Partei gesot: Mir wëllen doriwwer diskutieren. Ech mengen, déi Diskussioun féiert d'Lëtzebuurger Parlament a féieren d'Lëtzebuurger Parteien och. Et ass also net esou wéi wann all déi aner Parteien, y compris déi, déi Der elo grad zitieren hutt, dat decidieren hätten. Just datt jidderee weess, wat gëschter Owend apparemment do a Frankräich diskutiert ginn ass.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Här Henckes, Dir hutt elo d'Wuert.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Neen, den Här Henckes sinn ech net!

(Hilarité)

■ M. le Président.- Ah, entschëllegt, Här Bettel! Oh, et ass keng gross Differenz, mengt Der net?

(Hilarité)

■ M. Xavier Bettel (DP).- Här President, ech fannen dat net fein!

(Interruptions diverses et hilarité)

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Als President vun der Frak-

tioun vun der Demokratescher Partei protestieren ech heftegst géint dat wat Der elo gesot hutt.

■ Plusieurs voix.- Oh!

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Am Spaass!

(Interruptions)

■ M. le Président.- Ech hunn dat net gemengt. Ech hu méi gemengt wat déi Diskussioun ueegt, déi mir elo hei bevirsteet.

(Interruptions diverses et hilarité)

■ M. Xavier Bettel (DP).- Oh, Här President, ech sinn awer guer net darselwechter Meinung!

(Coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Also da fänkt elo un, Här Bettel.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Här President, ech sinn awer guer net darselwechter Meinung wéi déi vum ADR an ech wäert dat och développieren. Här President, dowéinst huelt mer et net iwwel, mä mech als Här Henckes ze bezeichnen huet mech e bësse markeiert.

(Interruptions diverses)

Här President, erlaabt, dass ech den éischten Artikel zitieren vun der Déclaration universelle des Droits de l'Homme vum 10. Dezember 1948, dee seet: „Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.“ 2004 kann ee behaupten, dass mer haut mat deem heite Gesetz op jidde Fall méi no zu deem Artikel kommen, andeem mer enger gewëssener Kategorie vu Leit Rechter ginn, déi et bis haut net gi sinn. Den Här Juncker huet gesot, verschidde Leit wëllten net bestuet ginn a verschidde Leit kéinten net bestuet ginn. A verschidde Leit géife keng Rechter unerkannt kréien an hirer Partnerschaft, well se sech net wëllten bestueden, an déi aner kéinte keng kréien.

Deen heite Projet de loi ass eng wichteg Etapp op jidde Fall, déi an déi richtig Richtung gemaach gëtt. Ech weess et hätt ee kenne méi wäit goen, et hätt ee kenne soen, d'Hochzäit soll opgemaach ginn. D'Demokratescher Partei hat och op hirer Journée parlementaire virun zwee Joer gesot, dass d'Ouverture vun der Hochzäit fir homosexuell Koppelen eppes wär, woumat mir averstane wäeren.

■ Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG), *autheur*.- An dunn?

■ M. Xavier Bettel (DP).- Déi belsch Regierung huet en Text gemaach an deem se seet, d'Ouverture vum Mariage, jo, mä Adoptioun vu Kanner, neen. Begrënnung zéro, keng Begrënnung dobäi. Ech sinn der Meinung, Här President, wann een hei de Mariage opmécht, da soll een en net hallef opmaachen, well dann ass et eng Diskriminatioun vis-à-vis vun homosexuelle Koppelen, déi bestuet ginn. Entweder et mécht een alles oder et mécht een näischt. A wann een d'Hochzäit opmécht, da soll een och d'Adoptioun vu Kanner erlaben. Mä bei der Adoptioun vu Kanner fannen ech si mir haut bei eis hei am Land wierklech net a courant an eis net bewosst wéi d'Evaluatioun kenne sinn a wéi dat Ganzt sech kann entwéckelen.

■ Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG), *autheur*.- Firwat schwätzt Der net vum hollännesche Projet?

■ M. Xavier Bettel (DP).- Ech schwätzen elo vum belsche Projet, Madame Wagener, an deem hollännesche Projet, dee kennen ech net, wat do alles drasteet, mä do dierf ee just Kanner aus Holland adoptieren.

(Brouhaha général)

■ M. le Président.- Ech mengen, et soll een den Här Henckes seng Meinung virdro loosse! Madame Wagener, Dir sidd och nach agedroen. Dir kritt och nach d'Geleechenheet.

■ Une voix.- Nach eng Kéier!

(Hilarité)

■ M. Xavier Bettel (DP).- Et ass den Här Bettel! Ech sinn net den Här Henckes!

(Hilarité)

■ M. le Président.- Et ass awer schlëmm!

■ M. Xavier Bettel (DP).- Ech nennen lech och net Här Buergermeeschter, also!

■ Une voix.- Den Här Bettel schwätzt dann elo!

(Hilarité)

■ M. Xavier Bettel (DP).- Jo, d'Hollänner hu gesot, et dierf ee Kanner adoptieren, mä d'Hollänner dierfen nëmmen hollännesch Kanner adoptieren. Firwat mécht een dat da mat där Limitatioun, wann ee bei den heterosexuelle Koppelen dat net mécht? Entweder et gëtt een net déiselwecht Rechter oder et gëtt een net déiselwecht Rechter, awer et mécht ee keng esou Zwitterprojeten, wou een dat eent an dat anert esou erauspickt. Entweder mir maachen d'Hochzäit op mat der Adoptioun oder mir maachen se net op.

Ech si fir d'Ouverture vum Mariage, an ech hätt awer dann an deem Fall och gären d'Adoptioun, mä da muss een awer ganz genau kucken, an haut ass et verfréit, fir de Mariage opzemaachen, wann een net weess wéi d'Evolution vum Kand ass, an ech fanne perséinlech, dass een etappeweis soll virgoen, an ech fannen, dass déi heiten Etapp scho wichteg ass, obwuel - an ech kommen herno nach drop zréck - aner Punkten hätte roueg kenne méi wäit goen, déi perséinlech a mengen Aen net wäit genuch ginn.

Op jidde Fall sinn ech ganz zefriden, dass mer schon op dës Positioun komm sinn, well wéi ech am Februar 2001 mam honorabelen Här Meisch eng Question parlementaire gestallt hat iwwert d'Reconnaissance justement, also d'Unerkennung vun den Hochzäiten a vun de Partenariaten aus dem Ausland, hat ech gesot kritt: „On peut admettre qu'en état actuel de notre législation, la validité d'un mariage célébré entre personnes du même sexe sur base de la nouvelle législation votée par le parlement néerlandais, telle qu'elle devrait entrer en vigueur à partir du 1^{er} avril 2001, voire même sur base d'une autre législation étrangère, ne serait pas reconnue au Luxembourg, car un tel mariage serait considéré comme contraire à notre ordre public.“

Dat war d'Äntwert, a wéi ech d'Äntwert kritt hunn, du war ech paff. Wat ass den Ordre public? Bon, een deen net Jurist ass, deen huet geduecht, dat ass géint d'Moral! Dat ass net de Prinzip. Den Ordre public ass eppes Juristesches, wou een dann d'Gesetz kuckt aus engem Land an da kuckt ob dat kompatibel ass mat den allgemenge Bestëmmungen.

Haut awer hu mer eng Etapp, well ech sinn iwwerzeegt, an ech wär frou wann den Här Frieden mer duerno nach kéint drop äntwerten, ech sinn iwwerzeegt, well et war jo och geäntwert ginn op eng Question parlementaire vun enger aner Deputéierten heibannen, dass de PACS zum Beispill a Frankräich hei jo net géif unerkannt ginn. Mä dat heescht, elo mat deem heite Projet kann ee jo net soen, dass e PACS

contraire zu eiser Législatioun ass, an dat heescht indirekt de facto, dass haut mat deem heite Projet de franséische PACS oder déi aner Partenariaten um zivile Plang hei zu Lëtzebuerg wäerten och unerkannt sinn an hir Effete mat sech droe wäerten.

An elo nach ganz kuerz e kleng Punkt. Et ass virdro geschwat ginn, mir wäeren net Précurseur, et wäeren nach zwee Länner, déi et net hunn. Ech muss lech et soen, Madame Err, et sinn aner Länner, déi et an deene leschten zwee Joer gestëmmt hunn, an eise Projet de loi ass net nei! Mir hunn iwwer annerhalleft Joer op den Avis vum Conseil d'État gewaart! D'Leit hunn ëmmer gefrot: Wéini kënnt et dann endlech, wéini kënnt et dann endlech? Mä de Conseil d'État huet keen Avis ginn. Den Avis vum Conseil d'État war certes ganz komplett a si haten och ganz gutt Aarbecht gemaach, mä ils se sont fait attendre. A mir hunn et awer elo ganz spët kritt. Et huet ee sech nach bal d'Fro gestallt: Mä kréie mer et nach iwwerhaupt dës Legislaturperiod gestëmmt?

(Interruption)

Madame Wagener, den Avis vum Conseil d'État huet een awer missen hunn. Ech mengen d'Madame Err huet et selwer virdro gesot, 1995 hätt si eng Proposition de loi gemaach a si wär bis haut jo net diskutiert gewiescht. Wie muss ech nach erënneren? An et deet mer Leed, Madame Err, Dir sidd mir sécher ganz sympathesch an Dir hutt lech ëmmer ganz vill fir de Sujet engagéiert, mä wann Är Partei haut seet, dass deen heite Projet esou wichteg wär, wann Dir 1995 eng Proposition de loi gemaach hutt an et ass kee Pippcheswuert iwwert de Sujet an dëser Koalitioun mat lech an der CSV driwwer diskutiert ginn, awer kee Pippcheswuert!

Dir sidd selwer an d'Regierung komm, dann ass et méi schwéier, mä kee Wuert ass driwwer diskutiert ginn! Kee Wuert! An op eng Kéier gëtt gesot, deen heiten Text ass net gutt a mir enthalen eis. Et deet mer wierklech Leed. Wann een eng Partei ass, déi seet, et wëllt een an déi richtig Richtung goen, mä et géif net wäit genuch goen, dann enthält ee sech.

(Interruption)

Well esou hätt een haut nach guer näischt, Madame Err, haut hätt ee guer näischt wann Dir nach an der Regierung wäert mat der CSV, well dat ass d'Resultat vu 15 Joer CSV-LSAP-Regierung, a mat der DP no fénnef Joer hu mer haut op d'mannst en Text.

■ Une voix.- Dir gitt zur Saach.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Jo, déi muss een awer oft ënnert d'Nues geriwwer kréien, a ganz oft, an et soll een de Leit d'Wourechte soen...

(Interruptions diverses)

...an et soll een elo emol d'Wourecht nach eng Kéier de Bierger soen. Dir interpretiert ëmmer Är Saache wéi et lech gefällt, ech hunn lech datselwecht jo och scho beim Chômage gesot, mä et soll een de Leit och dat richtig soen esou wéi et ass an net ëmmer esou wéi Dir et gären hätt!

■ Une voix.- Très bien!

■ M. Xavier Bettel (DP).- Här President, wann Der elo erlaabt, géif ech iwwert de Projet de loi ze diskutieren kommen, fir d'éischt iwwert d'Deklaratioun vum Partenariat.

Selbstverständlech freeë mir eis als Demokratescher Partei, dass d'Deklaratioun vum Partenariat op der Gemeng ass an net um Gericht. Um Gericht gi Problemer geléist, do geet ee sech scheeden, do ass een ze séier gefuer, do hat een ze vill Promill, et huet een eppes falsch gemaach, et huet een e kommerzielle Problem, et huet ee

Problemer mam Noper, mä et geet een awer net, wann zwou Persoune gären eng Deklaratioun maachen, dass se eppes wëllen zesumme bauen, zesummen opstellen, einfach en commun liewen, um Gericht an de Gank waarden, wou d'Poliziste sinn - also bestëmmt näischt géint d'Polizisten, mä et ass awer net déi Plaz, wou een offiziell...

■ Mme Lydie Err (LSAP), *autheur*.- Dat ass kale Kaffi!

■ M. Xavier Bettel (DP).- Jo, Madame Err, et war awer am Ufank kee kale Kaffi, an et ass bestëmmt net mat Ärer Interventioun, dass et duerchgaangen ass. Et ass dës Majoritéit an nach eng Kéier net d'LSAP, déi dat doten duerchkritt huet.

(Interruption)

Also wierklech, wann ee 15 Joer näischt gesot huet, Madame Err, dann hätt ech an Ärer Plaz op d'mannst de Minimum Respekt haut keng Commentairen a keng Kritiken iwwert deen dote Projet ze maachen.

Ech sinn op jidde Fall ganz frou, dass dat elo op der Gemeng ass an net um Gericht. Ech war e bëssen enttäuscht, ech hat nämlech fir e bëssen Onrou gesuergt an der Commission juridique, well ech nämlech de Prinzip hat, dass, wann et an der Gemeng ass, de Buergermeeschter steet jo am Text oder sän Officier d'état civil kéint jo d'Célébratioun maachen - et ass virdro gesot ginn, et soll keng Célébratioun sinn -, mä dann eben den Enregistrement vum Partenariat maachen. Ech hätt et méi flott fonnt, wann een an den Text geschriwwen hätt, de Buergermeeschter, e Schaffen oder e Conseiller, da wier een allgemeng fräi gewiescht.

Et ass virdro gesot, et ass keng Zeremonie, mä wann deen een et gäre mat méi Zeremonie, wéi ech d'lescht Kéier gesot hu mat Trallala gemaach hätt, wann een et eben ouni Zeremonie hätt wëlle maachen, dann hätt en et eben ouni Zeremonie gemaach.

■ Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG), *autheur*.- Dir sidd awer schnell emgefall an der Kommissioun.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Ech net, Madame Wagener.

■ Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG), *autheur*.- Oh dach!

■ M. Xavier Bettel (DP).- Kuckt de Rapport, ech net. Ech bleiwe menger Meinung trei.

Ech hu fonnt, dass een dat hätt kennen esou maachen. Ech hunn awer keng Majoritéit an der Kommissioun gehat, Madame Wagener. Ech hu mer awer d'Fräiheet ginn...

(Interruption)

Oh, Här Strotz, Dir sidd jo net méi laang Buergermeeschter. Da muss Är Successeur et jo maachen.

■ Une voix.- Dat wësst Dir dach net.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Ma ech hat geduecht, hie géif sech zréckzéien?

(Interruptions)

Loosst op jidde Fall, Här Strotz, wann an Ärer Gemeng Leit gären de Partenariat aginn...

(Interruption)

Gesitt Der, esou eng Positioun fannen ech net gutt. Ze soen: „Gott sei Dank.“

Wann Dir an enger Gemeng e Conseiller oder e Schaffen hutt, deen et gär gemaach hätt, da sidd Dir als Buergermeeschter certes um Hiewel. Dir hätt gesot: „Ech ginn dee Pouvoir kengem aneren.“ Et ass datselwecht zu Esch gewiescht mam fréiere Buergermeeschter. Dee wollt d'Hochzäiten alleguerte maachen. En huet se net

delegéiert, dat ass jo nach eng aner Saach. Mä hei, wann Dir eng Koppel hutt bei lech an der Gemeng, déi gär e Partenariat maache wëllt, an déi soss keng aner Méiglechkeet hu fir dee Partenariat ze feieren oder esou loossen ze maachen, an déi froen, well se een an der Gemeng oder een am Schäfferot kennen: „Hei, kanns De eis dat e bësse méi flott maachen“, wéi do einfach an de Büro ze goen, an de Gank waarden ze goen an dat ze ënnerschreien, da soll een déi Méiglechkeet awer loossen, Här Strotz. An et soll een net direkt vu virera soen: „Niet, bei mir an der Gemeng net.“

E bësse Versteesdemech an e bëssen Ouverture d'esprit wier awer hei gefrot.

(Interruption)

Selbstverständlech, Här Strotz. Ech soen lech och meng Meenung. Ech akzeptéieren Är Meenung, mä ech deelen lech awer och meng Meenung mat.

(Interruptions)

Sou wéi den Här Wiseler et scho gesot huet, an den Här Mosar och drop insistéiert huet, ass deen heiten Text och wichteg, well et selbstverständlech Rechter gëtt, mä awer och Flichten. Et ass net nëmmen d'Korinthen, déi ee kann aus der Bröche picken, andeems ee seet et hätt ee gär méi Rechter, mä et sinn och Flichten. Dat heescht, wann een e Partenariat ageet, muss een och fir deen anere Partner do sinn, also net nëmmen an deene gudden Zäiten, mä wann et och méi schlecht geet, muss ee bereet si fir ze hëllefen.

Elo komme mer nach zu de Successionsrechter an zu deenen anere steierméisseg Texter. Bei den Donatioune fällt den Taux vu 14,4% op 4,8%, bei de Successiounen vu 15% op 5%, mat engem Abatement vun 38.000 Euro, a beim Droit de mutation par décès fällt e vu 15% op 5%. Ech fannen dat ganz richtig. Et ass jo net normal, wann een zu zwee eppes kaf huet, eppes obgebaut huet, dass een duerno nach, wann deen ee vun de Partner stierft, nach besteiert gëtt, wéi wann et e ganz Frieme wier, ob dat elo du point de vue Successiounen ass oder bei den Donatiounen.

Déi Tauxé si selbstverständlech elo erfogésat ginn, wat och déi richtig Richtung war. Déi dräi Joer sinn do fir eben ze évitieren, dass Abusën do sinn. Ech war net begeeschtert vun där Iddi vun dräi Joer. Ech fannen et hätt ee kënnen direkt soen, wann een et ënnerschriwwen huet, mä et ass awer elo zréckbehale ginn, justement fir Abusën ze évitieren, mä mat der Possibilitéit et retroaktiv ze maachen. Dat heescht, wann ech bewiese kann, dass ech an enger Relatioun si mat engem méi wéi dräi Joer, dann zielt dat direkt vun deem Dag u wou ech dat Partenariat ënnerschreien, an ech mengen dat wor schonn e Wee an déi richtig Richtung.

Wat mer e bësse méi Leed gedoen huet, dat ass dat wat steierméisseg iwwert den Impôt direct ass. Do war jo den Avis négatif vum Conseil d'État, soss wier jo eng Méiglechkeet do gewiescht fir e Steuerabatement fir déi zwou Personnen, déi e Partenariat aginn, do gewiescht, an elo ass dat nach just en Abatement extraprofessionnel, wann ee vun deenen zwee Partner elo net schafft.

Ech fannen et schued, dass am Joer 2004 nach just d'Méiglechkeet besteet fir den Abatement extraprofessionnel ze kréien, wann ee vun deenen zwee Partner net schafft geet. Ech hat déi aner Proposition vill besser fonnt. Ech sinn iwwerzeegt op jidde Fall, wann d'Demokratesch Partei an där nächster Regierung ass an an déi heite Richtung mat hirem Koalitionspartner schaffe kann, dass op jidde Fall op deem dote Punkt Verbesserung gemaach ginn, fir awer och iergendeng Vergéngschte-

gung vun der Situatioun bei de Steieren ze hunn.

Op jidde Fall, Här President, ech insistéiere wierklech nach eng Kéier: Deen heiten Text ass eng Schrëtt an déi richtig Richtung. Mir sinn elo bestëmmt net Précurseur. Am Rapport steet, d'Belsch wieren déi éischt, déi de Mariage opgemaach haten. Ech sinn, a bei eis an der Fraktioun och eng grouss Majoritéit, derfir, fir dass de Mariage soll opgemaach ginn. Mä nach eng Kéier, et kann een net einfach esou soen: Jo, mä mir sinn awer géint dat a géint dat a géint dat, wann ee wëllt eng Egalitéit tëschent de Koppele schafen.

Dir wäert jo net mengen, dass et einfach ass fir een, deen homosexuell ass, fir dat elo ze soen, an en plus offiziell, a fir dann nach op d'Gemeng ze goen a seng Koppel unzëerkennen. Et ass jo méi schwéier hei zu Lëtzebuerg an engem klengen Land, wat zimlech konservativ ass, wou een net gären iwwer esou Sujeten diskutéiert, ze akzeptéieren, an dann nach mat der Famill et unzëerkennen a wa méiglech dann nach der Famill ze soen: „Hei, ech ginn elo e Partenariat ënnerschreien.“ Fir verschidde Leit ass dat da scho ganz schwéier.

Ech si frou wann deesen Text hei eng grouss Majoritéit fënnt. Ech sinn enttäuscht iwwert d'Positioun vun der sozialistescher Partei, déi sech elo enthält an net dese Projet stëmmt. Den ADR, do verstinn ech guer näischt méi. Am Ufank war den ADR fir d'Hochzäit, du géint d'Hochzäit, du fir d'Partenariat, du géint d'Partenariat. Fir dem ADR seng Positioun ze kennen, déi fënnt een net méi erëm.

■ **Une voix.**- Eis Positioun war vun Ufank u kloer.

■ **M. Xavier Bettel (DP).**- Wéi eng dann?

(Interruptions)

■ **M. le Président.**- Dir héiert se dach elo eréischt.

■ **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir sidd fir de Mariage?

■ **Une autre voix.**- Neen.

■ **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir sidd géint de Mariage. Dir sidd géint d'Adoptioun. Dir sidd fir elo an oder, mä dofir hutt Der jo aner Saache vill léiwer, wann een de Feierkrop vu leschem Freideg liest.

(Hilarité)

Mä op jidde Fall, Här President, ech verstinn et net. Den ADR ass einfach géint alles, a wann der hire leschte Programm liest...

(Interruptions)

Ech schwätzen elo net heifir. Ech hunn lech et selwer gesot. Fir mech ass d'Adoptioun am Moment...

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Sot net mir wiere géint alles. Mir si fir d'Kand!

■ **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech hu just an Ärem Programm festgestallt, dass all Punkt, dee fir ass...

(Interruption)

Dir sidd dann Expert. Huet den Dokter Colomera eng Expertise gemaach an dee kann lech soe wéi et geet.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Stellt d'Kand an de Mëttelpunkt, da kommt Der op aner Gedanken.

■ **M. Xavier Bettel (DP).**- Här Gibéryen, ech hunn lech gesot, ech géif waarde bis mer ganz genau wéisste wéi d'Evolution vum Kand war a wéi dat kéint goen.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Op wat waart Der dann do gären?

■ **M. Xavier Bettel (DP).**- Ma dass een dat ka kucken an dofir...

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wou kuckt Der dat gär?

■ **M. Xavier Bettel (DP).**- Ma dat kann een analyséiere loossen. Et muss een d'Regierung froen dat ze maachen.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dofir brauche mir keng Analysen ze maachen. Mir wësse wat fir d'Kand gutt ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.**- Här Bettel, kommt zum Schluss. Den Här Henckes steet an de Startlächer.

■ **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech hunn nach vill Zäit, Här President. Wann ech Loscht hunn nach eng hallef Stonn ze schwätzen, da schwätzen ech nach eng hallef Stonn.

(Brouhaha général)

Mä ech sinn an zwou Minutte fäerdeg.

Mä op jidde Fall, den ADR, ech hu just hire Programm gelies. Wa se fir eppes sinn, da gëtt dat net ënnerstrach. Wa se géint eppes sinn, da gëtt dat déck ënnerstrach a fett geschriwwen.

Här President, nach eng Kéier, ech soen der Regierung merci, dass mer an déi dote Richtung gaange sinn. Wéi gesot, et hätt ee kënnen, mä et ass net eis Schold. De Conseil d'État huet eis verschidde Strécher duerch d'Rechnung gemaach. Op jidde Fall hat ech déi lescht Méint nach e bëssen Angscht, mir géifen den Text guer net méi ze stëmme kréien ënner deser Legislaturperiod.

Op jidde Fall kann ech just nach eng Kéier soen: 15 Joer kee Pippcheswuert iwwert d'Partenariat an där viregter Regierung a fénnef Joer mat der DP an der Regierung, hu mer haut en Text, deen an déi richtig Richtung geet.

Ech soen lech merci a selbstverständlech wäert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen heiten Text och stëmmen.

■ **M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Ech soen lech merci, Här President.

An de leschte Jore gouf seelen esou vill an de Medien, mä och an de Parteien an am ganze Land kontrovers diskutéiert iwwert d'Bestiednis an iwwert déi aner, déi alternativ Forme vun Zesummeliewe vu Mann a Fra, vun zwee Männer oder zwou Fraen, iwwert d'homosexuell oder d'homosexuell Koppelen.

Erstaunlech ass dobäi, dass déi Koppelen, wou Mann a Fra zesummeliewen, ouni bestuet ze sinn, sech asetzen, fir dat hir Gemeinschaft, hir Communautéit enger méi grousser Sécherheet ënnerworft gëtt, mä awer net wëllen an de Mariage kommen, während déi homosexuell, déi gläichgeschlechtlech Koppele sech am Géigesaz dofir asetze fir d'Bestiednis, fir de Mariage, an des Institutioun als den nec plus ultra ugesinn. Déi éischt wëlle kee Bestiednis, déi aner wëllen au contraire just d'Bestiednis.

De virleiende Gesetzesprojet iwwert déi legal Bestëmmunge vu verschidde Partenariater reit sech an déi Diskussioun an. Erstaunlech ass, dass e wéi eng Dréps där anerer dem Mariage, dem Bestiednis gläicht. Et huet een d'Gefill, dass d'Regierung an d'Majoritéitsparteien, d'DP an nach méi d'CSV de Mariage fir homosexuell Koppele wëllen opmaachen, awer

net de politesche Courage hunn dese Schrëtt duerchezéien, andeem se soen, dass déi homosexuell Koppele sech och dierfe bestueden. Dat gëtt dann net gemaach an da gëtt hei just den Numm geännert, mä u sech si mer awer hei konfrontéiert mat engem Mariage „bis“.

Et ass och ganz kloer, dass mir net déi Eenzeg sinn, déi Bedenken hunn, déi soen, dass et hei an déi Richtung geet. Ech wëll nëmmen en Extrait aus engem Leitartikel vum 8. Mee aus dem „Lëtzeburger Wort“ zitieren: „Der Druck bestimmter Lobbys und die weichen Knie bestimmter Politiker wollten es nun anders und so wird, sollte das Gesetz denn so gestimmt werden, in Zukunft kein symbolhafter Unterschied noch bestehen zwischen einer normalen und einer gleichgeschlechtlichen Heirat.“

Et ass och am Bistum selwer, wou den Erzbischof an enger Stellungnahme vum 16. März 2004 Folgendes festhält: „Es ist jedoch genauestens darauf zu achten, dass die Bündelung dieser Maßnahmen zu einem Gesamtpaket nicht dennoch ungewollt zu einer neuen Rechtsinstitution führt. In diesem Zusammenhang ist der Vorschlag der zuständigen Kommission der Abgeordnetenversammlung, die Partnerschaftserklärung von der Kanzlei des Friedensgerichtes auf das Zivilstandsamt der Gemeinde zu verlagern, nicht unbedenklich. Denn durch die Symbolwirkung, die von der Identität des Ortes ausgeht, und durch die nicht auszuschließende zeremonielle Ausschmückung des Verwaltungsaktes entsteht leicht eine Schiefelage, die auf die Dauer zu einer Angleichung an die Heirat führen könnte.“

Et ass ganz kloer, dass et hei op dee Wee geet an et gesäit een, dass munch Schwieeregkeeten och waren innerhalb vun der CSV, dass do kontrovers schéngt diskutéiert ginn ze sinn an dat een op jiddfer Fall muss feststellen, dass munchem CSV-Deputéierten et net geheier war, fir op dese Wee ze goen an de virleiende Projet offen ze verteidegen.

Dat beweist d'Tatsach, dass keen CSV-Deputéierten aus der Commission juridique Loscht hat, fir fir de virleiende Projet Rapporteur ze ginn. Entweder hate se keng Zäit, oder et war net dran, mä et muss ee just feststellen, dass e Rapporteur huet misse gesicht ginn, deen net Member vun der Commission juridique ass an deen do huet misse déi schwéier Aufgab hei iwwerhuelen, an en huet dat och ganz gutt gemaach. Hien huet de Problem gutt ausenaner gesat, mä awer natierlech ëmmer drop insistéiert, dass dat heite jo nëmmen näischt mam Mariage ze dinn hätt.

Mä et muss een awer verstoen, dass dat e relativ schwéiert Ennerfaangen ass, fir hei ze soen, dass dat hei kee Mariage „bis“ ass, well et ass jo evident, dass d'CSV dese Punkt net an hirem CSV-Wahlprogramm 1999 hat. Et ass och kloer, dass et fir eng CSV speziell, déi den „C“ an hirem Numm huet, wann dat nach iergendeppes an hirem Numm wëllt soen, dann därfer se sech natierlech net mam Bestiednis vun Homosexuellen d'accord erklären, obwuel dat anscheinend elo fir d'CSV-Jugend net méi en Zeechen ass, dass dat och nach ugeet an dass och hei virdrun den Här Laurent Mosar och eng Ouverture gemaach huet, fir héchstwahrscheinlech no de Wahlen dee Wee do ze goen.

■ **Une voix.**- Et steet awer net am Wahlprogramm.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Et steet nach net am Wahlprogramm, mä vun deenen Aussoe muss een awer Akt huelen, dass se hei gemaach gi sinn, dass eng gewëssen Ouverture vu Säite vun der CSV an deem Sënn gemaach gëtt.

Et muss een och ënnerscheede zum fransésche PACS, well ganz richtig huet de Rapporteur gesot: Dee virleiende Projet iwwert d'Liewensgemeinschaften, iwwert d'Partenariater ass eng Oeuvre unique, déi vill méi wäit geet wéi de PACS. Ech wäert herno agoen op déi Ennerscheeder tëschent dem lëtzebuergeschen an dem franséschen Text.

Well den Här Rapporteur a sengem mëndlechen a schrëftleche Rapport op all Aspekter vum Problem agaangen ass, wëll ech mech op e puer kuerz wesentlech Punkte beschränken an déi politesch Oppositioun an d'Diskussioun, déi mir als ADR mat deemem Projet hunn, ausenaner setzen.

Éischtens, den ADR wëllt d'Famill stäerken, well mir d'Kand schützen wëllen. An enger Zäit, wou déi zwou Institutiounen: Bestiednis a Famill, ni gekannte Belaschtungen an Zerräissprouwen ausgesat sinn, muss alles gemaach ginn, fir d'Urzell vun onser Gesellschaft, nämlech d'Famill, ze stäerken an ze festegen a virun allem, fir fir d'Kanner, déi ons Zukunft sinn, en optimaalt Umfeld ze schafen an hinnen déi bescht Chancen ze ginn, fir sech perséinlech ze entwéckelen.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Als ADR stelle mir mat Recht d'Kand an den Zentrum vun onsen Iwwerleeungen, souwuel fir déi bestuete Leit, wéi fir d'Alleinerzéier oder fir déi, déi zesumme liewen. All Signal dat dorobber higeet, d'Institutioun Famill opzeweichen, ass dofir e falscht Signal, an dat obwuel et fir verschidde Leit schéngt méi modern ze sinn, wann et an déi Richtung geet.

D'Bestiednis ass eng Institutioun, déi iwwer laang Jore juristesche ausgeräift ass, an dat bis an de klengsten Detail. D'Jurisprudenz vun eise Gerichter huet deser Institutioun déi noutwendeg Upassung bruecht, esou dass haut d'Bestiednis déi beschte Garantie ass fir de Schutz vun Kand, mä och vun deene Bestuetenen.

De Gesetzesprojet, dee mir haut diskutieren ass e bis-Modell vum Bestiednis, ass eng vereinfacht Fassung vun Mariage, e Mariage light, wéi en och kéint genannt ginn a wéi en och an der Press ganz oft als solchen zitéiert gëtt. Dese Projet huet zum Zil e Bestiednis, e Partenariat ze schafen, dat sech nëmmen op déi materiell Wäerter a Virdeeler vun enger bestueter Koppel beschränkt.

Et gëtt e puer Beispiller do vun deene Similituden, déi och gewollt si vun DP an CSV. Beispill: Et gëtt festgehalten, dass déi Célébratioun vum Partenariat gemaach gëtt vum Officier de l'état civil. Et ass ganz kloer, dass een dat kann delegéieren. Mä wie seet dann, dass de Buergermeeschter net dat doten am Mariagesall mécht, dass en herno eng Usprooch hält an dass en och de Schampes offréiert. Alles dat ass méiglech, well et steet dran, dass e kann delegéieren, e muss awer net delegéieren. E ka maache wéi e wëllt.

Dat ass dat, wat hei am Gesetzesprojet steet an et ass déi Ouverture, vun där mer soen, dass op jiddfer Fall no baussen - an dat wäerte mer a munche Gemenge gesinn - de Partenariat hei wäert engem zweete Bestiednis och no bause gläichkommen.

Da gesäit een un aneren Texter, dass mer d'selwecht festgehalten hunn iwwert déi Flichte vu Mann a Fra oder hei genauer gesot vun deenen homosexuelle Partner: „La contribution aux charges du partenariat est faite par les deux partenaires à proportion de leurs facultés respectives.“ Artikel 7. Wann een de korrespondenten Artikel vum Code civil kuckt, da steet do dran: „Si le contrat de mariage ne règle pas la contribution des époux aux charges du mariage...“ - an da kéint deeselwechte Wortlaut -

...ils y contribuent à proportion de leurs facultés respectives."

Et gesäit een, dass d'Wuert Konventioun gebraucht gëtt, déi ka gemaach ginn tëschent deenen zwee homosexuelle Partner, dass esou eng Konventioun kann ausgeschafft ginn a beim Buergermeeschter an der Märei déposiert ginn. Datselwecht ass och beim Mariage, bei deem och e Contrat de mariage - et gëtt just en anert Wuert gebraucht - ka gemaach ginn a virum Mariage soll déposiert ginn.

Da gesäit een nach ähnlech Similituden. Ech zitieren se, well et ass ëmmer gutt, wann een d'Vergläicher een niewent deem anere mécht: „Les partenaires ne peuvent l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels est assuré le logement commun ni des meubles meublants dont il est garni. Celui des deux qui n'a pas donné son consentement à l'acte peut en demander l'annulation.“ An déi Annulatioun kann innerhalb vu sechs Méint gemaach ginn. Am Artikel 215 vum Code civil ass just den Délai vun engem Joer virgesinn.

Där Beispiller do gëtt et nach méi. Och wat d'Obligatiounen, déi sech erginn aus dem ganze Gesetzesprojekt, aus dem Mariage selwer, do steet bis elo nach ëmmer am Mariagenakt, wat och virgelies gëtt, dass déi bestuete Leit een deem aneren Trei, Hëllef a Bistand schëlleg sinn. Mä d'Regierung huet ee Gesetzesprojekt deposiert iwwer d'Reform vum Divorce, wou gesot gëtt, dass an Zukunft net méi iwwer eng Faute soll diskutiert ginn. A wa keng Sanktioun zu verschidde Flichten ass, dann ass et grad, wéi wann déi Flichten net méi géinge bestoen, well se net méi sanktionéiert ginn; an dat huet och den Order vun den Affekoten an hirem Avis bemängelt.

Esou dass een déi Ressemblancen hei tëschent dem Mariage offiziell als Institutioun an der Liewensgemeinschaft Partneriat ëmmer méi no beienaner bruecht huet op Basis vun dem Gesetzesprojekt, dee mer hei virleien hunn a vun deenen, déi nach an der Diskussioun an der Chamber sinn.

Et ass dat, wat ee muss bedauern a wou net ganz kloer dobausse gesot gëtt, a wat fir eng Richtung et hei geet. Alleguerten déi aner Dispositiounen, déi mer virleien hunn, iwwer d'Wittfraen oder d'Iwwerliewensrenten, iwwer den RMG, iwwer d'Allocation familiale, iwwer d'lerfschaftsrechter, sinn alleguerten hoergenee d'selwecht gläichgestallt tëschent der bestuete Koppel an deenen, déi gepacst sinn, also déi e Partneriat ofschléissen.

Dat eenzegt, wou et eng Differenz bei dem PACS gëtt, dat ass um steierleche Gebitt, do ass et virgesinn, dass et eng separat Besteuerung vu Mann a Fra gëtt. An dat ass jo e richtegen Attrait fir munch Leit, fir justement dowéinst e PACS anzegoen a sech net méi ze bestueden, well se domadder vun deene steierlechen Avantagé profitieren an et ass dowéinst wou och dës Regierung ënnert der CSV higeet an och nach Propaganda mécht fir en alternative Mariage, wou se just de Mariage, dee se sollt verteidegen, ënnergrueft.

Dat ass d'Realitéit an et muss een och soen, dass d'Aart a Weis wéi de Mariage, also de PACS - d'Verwiesslung ass esou grouss, d'Similitudé sinn esou grouss, dass ech déi zwee Wiederder elo kënnt bal all Kéiers gläichbedeiten - kann opgeléist ginn, der Divorceprozedur vun der Regierung ëmmer méi no kënnt. Et geet iwwer den Divorce par Consentement mutuel oder d'Déclaration conjointe, et ass hoergenee d'selwecht, et si just aner Wiederder.

Da gëtt et eppes, dat wäert héchstwahrscheinlech am Kader vun ökonomesche Geescht vun der CSV komm sinn, dass ass, dass een

och kann d'Liewensgemeinschaft PACS duerch eng Déclaration unilatérale, déi där anerer Partei zougestallt gëtt, opléisen; dat kenne mer aus dem Koran an dat heescht Répudiatioun. Et ass ganz evident, dass dat eng Prozedur ass, wou mir mengen, dass d'CSV vläicht am ökonomesche Geescht...

■ Une voix.- Ökumenesche!

(Interruptions)

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- ..., pardon, am ökumenesche Geescht op déi Iddi komm ass, mä et ass esou, an dat muss mer och hei festhalen, dass een och muss wëssen, dass wann een op dee Wee geet, dann ass natierlech och d'Méiglechkeet - an dat wäert mat Sécherheet och geschéien -, dass déi Persoun, déi esou entlooss gëtt, déi dat duerch en Dierwechter oder duerch e recommandéierte Bréif matgedeelt kritt, jo natierlech wäert géint dee Partner op Basis vum Artikel 1382 vum Code civil „dommages et intérêts“ froen; si wäert et op jidde Fall probieren.

An et ass gradesou wat och ons blitt wann déi Divorceprozedur vun dem Här Justizminister wäert duerchgezu ginn, esou wéi hie se proposiert huet. Dat soen net nëmme mir als ADR, mä dat seet och de Conseil de l'Ordre an deem Kontext, et ass ganz evident, dass mer nei Weeër hei ginn.

Da stellt sech och nach e Problem iwwer déi Aart a Weis, wéi mer mat der Sécurité sociale hei ëmginn. Et ass an der Logik vun deem wat hei gesot ginn ass, dass elo de Partner dem bestuete Mann oder der bestuete Fra gläichgestallt gëtt. Mä wat kascht et, Här Minister?

Hei sinn, wann een d'avisé vun der zoustänneger Caisse nationale des allocations familiales liest, d'Abusé virprogramméiert. Déi international Verflechtungen iwwer verschidde Konventiounen, déi mer hunn, déi iwwer d'Similituden, iwwer déi europäesch Obligatiounen bestinn, riskeieren no den Aussoen, déi mer hei virleien hunn, zu ganz désagrèabe finanzielle Schwierigkeeten ze féieren. Ech froen d'Regierung: Huet se d'Auswirkung berechent respektiv evaluéiert, wat dat dote fir d'Pensiounsregimer, fir d'Krankekeesen, fir den RMG, fir alleguerten déi aner Bestëmmungen, déi hei virgesinn sinn, kascht?

■ M. Jean Asselborn (LSAP).- Ma wa se bestuet wieren, da wier et jo d'nämlech.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat hei sinn déi international.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Hei si mer an deenen internationalen Denger dran an d'Méiglechkeete fir Abusën, déi sinn do. Ech brauch hei just nëmme den Avis vun der Caisse nationale des prestations familiales virzeliesen: „Le comité ne peut pas, dans le présent avis, analyser toutes les implications en la matière tant au niveau national qu'au niveau international. Le présent projet augmentera à coup sûr les risques d'abus déjà fort importants au niveau de la législation existante, alors que de nouveaux droits sont liés à la condition de communauté domestique et que l'expérience prouve que dans de nombreux cas, la dissolution de la communauté n'est pas signalée pour ne pas perdre le bénéfice des droits y rattachés.“

Et gëtt ganz schweier fir dat Ganz hei ze maachen a mir riskeieren hei, doduerjer dass et net eng Institutioun ass, déi bekannt ass oder eng Situation de fait vun de Concupinè beispillsweis oder vun den Alleinerzëieren, wou mer d'Problemer zum gréissten Deel maitriséiert hunn, doduerjer dass een do eppes Neies schaaft, an eng total Inconnue mat eran ze goen. An déi ass net berechent ginn, déi ass net gekuckt ginn an et gesäit een dat dorunner, dass nach virum e puer Deeg Amendementer vun der Regierung

zu dësem Gesetzesprojekt komm sinn iwwer justement déi sozial Implikatiounen.

An da gëtt och aus deemselwechten Avis ervirgestrach, dass „via le groupe familial, cette disposition crée pour ainsi dire une fratrie virtuelle entre les enfants non communs des deux partenaires.“ Doduerjer dass also zwou Familljen oder zwou Partner mat Kanner sech zesummendinn, ginn d'Avantagé wat d'Familljenzoulagen ugeet a wat soss Subsiden oder Hëllefeng ugin, natierlech verduebelt. Et gëtt also e ganz staarken Effet d'entraînement um Niveau vun de Familljenzoulage vun aneren Avantagen, well déi finanziell Avantagen hei zesummegesat ginn; an do wäerten d'Leit hir Berechnunge maachen. Och dat schéngt eng relativ Inconnue ze sinn an d'Caisse nationale des allocations familiales hat verschidde Amendementer proposiert, leider ass deem net Rechnung gedroe ginn, sou wéi si et hei proposiert huet an nach konnten se net alleguerten déi aner Problemer zielen.

Mir als ADR sinn der Meinung, dass mer awer munches fir déi Leit muss maachen, déi an deene Situatiounen si wéi mer se elo kennen, dat heescht déi, déi zesummeliewen. Mä dobäi wäert dës Projet de loi déi Problemer net léisen, well mer awer nach wëssen, dass ganz vill Leit net wäerten e PACS maachen. Mir sinn dofir der Meinung, dass ee muss verschidde Reformen duerchzéien, dat ass zum Beispill, dass ee kann Inventairen iwwer déi Gidder maachen, déi jiddferengem gehéieren, esou wéi dat an der Proposition vun der Madame Err virgesinn ass.

Mir hunn als ADR an onsem Wahlprogramm, mä och schonn zënter Joren dofir plädéiert, fir eng individuell Besteuerung duerchzuführen, dat garantéiert op jidde Fall an onsen Aen, dass de Stat, vis-à-vis vun där Aart a Weis, wéi d'Leit wëllen zesummeliewen, neutral ass. An dat ass dat, wat wichtig ass, dass d'Leit sech sollen decidieren, wéi se wëllen an dass se net duerch steierlech oder aner Mesuren an déi eng oder déi aner Richtung gezu ginn. Si sollen hir Responsabilitéiten huelen, souguer wa mir d'Bestiednis favorisieren.

Datselwecht gëllt um Niveau vun der lerschaftsbesteuerung. Elo wäert een nees Differenz maachen tëschent op där enger Säit deene bestuete Koppelen an de gepacsten oder de Partneriatsliewensgemeinschaften an deenen, déi net op dee Wee do ginn. Och dat ass ongerecht, well mir mengen, dass mir hei lues erëm als Législateur ons amëschen an déi Choixen, déi d'Leit wëlle maachen. Mir solle kucken, dass mer jidder een an deem enge wéi an deem anere Fall gläichberechtigt behandelen. Datselwecht ass bien entendu och, dass bei de Sozialversécherungen...

(Interruptions diverses)

...déi Abusën, déi ech virdrun hei genannt hunn, riskeieren ze kommen an dofir wäerte mer vun der nächster Regierung op jiddfer Fall verlaangen, dass mer periodesch Opklärung kréien iwwer déi Auswirkungen, déi et do gëtt.

Den 3. Punkt, dee mer wëlle festhalen, ass, dass den ADR géint d'Adoptioun vu Kanner duerch gläichgeschlechtlich Koppelen ass. Mir wëllen net ofstreiden, dass och homosexuell Partner Kanner ugemessen erzéie kënnen, mä mir mengen net, dass et am Intérêt vun Kand ass, wann et bekannt gëtt, dass e Kand zwou Pappen huet, respektiv zwou Mammen huet.

An ech erlabe mer och an déi Debat haut e klengen Artikel, e Lieserbréif aus dem „Lëtzeburger

Wort“ virzeliese vun engem bekannten Affekt, wou ech just nëmme wëll en Extrait virlesen, well et ass wichtig: „Que ressentira le petit abandonné par ses parents naturels, adopté par un couple d'homosexuels ou de lesbiennes, quand au tout début de l'âge de la raison il constatera l'absence respectivement d'un père ou d'une mère, pourtant si présents dans le monde de ses copains? Ceux-ci durent-ils être enfants de couples désunis? Quelle amertume s'emparera de son jeune et innocent cœur quand les camarades de classe, qu'on sait brutaux et violents - cet âge est sans pitié -, s'empareront du détail pour le narquer?“ An dat ass effektiv dass wat geféierlech ass a woufir mir ons ganz kloer als ADR géint d'Adoptioun vu Kanner duerch gläichgeschlechtlich Koppelen ausschwatzen.

Deen anere Punkt, dee mer mussen léisen, an deem mat dësem Gesetz net geléist gëtt, ass de Problem vum Mietrecht a vum Wunnenschutz vun deene Leit, déi zesumme wunnen. Hei ginn nëmme méi déi protégéiert, déi bestuet sinn an déi gepacst sinn. An déi aner? Dës Regierung léist d'Problemer mat dësem Gesetz nëmme vun engem klengen Deel. D'Besuchsrecht am Spidol fir déi Leit, déi zesummeliewen, gëtt och net geregelt an dësem Gesetz. Mir mengen, dass do och eng Regelung hätt misse kommen an dat kann iwwer eng separat Gesetzgebung absolut gemaach ginn.

Et ass och wichtig, dass wa mer op de Wee gi vun deem PACS hei, wann eng Majoritéit sech sollt dofir ausschwatzen, da gëtt et bluttnoutwenneg, fir d'Autorité parentale ze reforméieren. An ech si frou, dass den Här Mosar an ech zwou Gesetzesprojete fest deposiert hunn, fir kënnen justement déi Reform duerchzehuelen, well déi imposiert sech ëmmer méi, speziell da wann et drëm geet fir dës Gesetzgebung och nach anzeféieren, wou den Duerchenaner bei de Kanner nach méi grouss wäert ginn.

Dat wat ech och wëll festhalen hei ass d'Importanz vun der Gesetzgebung, déi mer hunn. Wéi vill Leit kënnen dovunner profitieren oder net? D'Zuel vun de reng homosexuelle Koppelen wäert héchstwahrscheinlech relativ niddreg sinn, well esou vill hu mer der awer net am Land, déi op dee Wee wëlle goen, an et kann ee sech do nëmme op déi Zuele basieren, déi et am Frankräich oder an aneren europäesche Länner gëtt. Do gesäit een, dass den Attrait fir d'Bestiednis, respektiv fir de PACS vun den homosexuelle Koppelen ganz niddreg ass. Par contre ass et ganz kloer, dass a Frankräich notamment d'Fonctionnaires an aner Leit, déi sollen en Déplacement hunn, ganz frou sinn, dass et de PACS gëtt. Well deen Abléck wou ee soll vun Nice oder soss aus dem Süden iergendwou an den Norde versat ginn, da mécht ee séier e PACS, dann ass déi Affär emol ausgesat.

A wat d'Kanner hors mariage hei zu Lëtzebuerg ugeet...

(Interruptions)

Ech schwätzen elo, Här Bettel, wann Der herno nach wëllt d'Wuert huelen.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Well ech Är Positioun kennen.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Här Gibéryen, wann ech gelift.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Ech wëll drop hiweisen, dass mer 1995 op 5.412 Gebueren 711 Kanner haten, dass heescht 13,1%, déi hors mariage gebuer goufen. Am Joer 2002 hu mer bal eng ähnlech Zuel vu Gebueren, 5.345. Do sinn 1.239 Kanner, dass heescht 23,2%, déi hors mariage gebuer sinn. Dat ass e Plus vun 10%.

Och op Basis vun den Donnéeën, déi de Statec ons ginn huet, ass et esou, dass mer 2.000 Mariagen am Joer 2002 haten, an dovunner waren 1.000 Divorcen, dovunner 45% Kanner. Et sinn ongeféier ronn 1.000 Kanner vun deenen Divorcen an engem Joer betraff. Et ass also wichtig, dass een hei déi eenzel Situatiounen kennt, wat theoretisch méiglech ass, mä ech maachen eng Wett, dass dës Gesetzgebung, déi e Mariage „bis“ duerstellt, op jiddfer Fall bei deenen heterosexuelle Koppelen op net vill Léift wäert stoussen. Et ass eng Gesetzgebung, déi an onsen Aen net de Bedürfnis vum Land a vun de Leit entsprécht. Si geet an déi falsch Richtung, si ass net duerchduecht, si ass net seriö an dofir wäert och den ADR géint dës Gesetz stëmmen.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Här Henckes, Dir waart jo awer fir de Mariage an der Kommission.

■ M. le Président.- Merci, Här Henckes. Als nächst Riednerin ass elo déi honorabel Madame Renée Wagener ageschriwwen. Madame Wagener, Dir hutt d'Wuert an Här Bettel, wann ech gelift, sidd elo roueg. D'Madame Wagener schwätzt elo.

■ Une voix.- Een, dee vill schwätzt, seet vill Dommheeten.

■ M. le Président.- Madame Wagener, Dir hutt d'Wuert.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRENG), auteur.- Här President, merci fir d'Wuert. Ech wollt eigentlech fir d'éischt nach eng Kéier Parole après ministre froen, well den Här Frieden virdrun d'Problematik vum Code civil opgeworf huet. Ech hat dat haut de Moien och schonn ugeschnidden.

Hien huet do en Artikel vum Code civil zitëiert, dee géif soen, dass dat net méiglech wär. Ech kann lech just e Kapitel vum Code civil zitieren, wat heescht „des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage“ an an deem ganze Kapitel geet ganz vill Rieds iwwer Altersgrenzen an et geet och Rieds driwwer, dass Brudder a Schwéster sech net dierfe bestueden, a Monni an Neveu an etc., mä et geet kee Wuert driwwer Rieds, dass Leit vum selwechte Geschlecht sech net dierfe bestueden, esou dass et menger Meinung no ëmmer nach opportun wär d'Saach ze klären, ob eise Code civil dat net souwisou scho géif méiglech maachen oder net.

■ M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Et muss een de ganze Code civil liesen. Et kann een net een Artikel liesen, deen een attachéiert.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRENG), auteur.- Dir hutt och just nëmme en Artikel gelies, Här Frieden, an ech hunn dee gelies iwwer d'Konditiounen. Dat schéngt mer awer éischer deen ze sinn, deen heibäi passt.

■ M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Mä Dir kënnt awer net einfach Abstraktioun vun deem anere maachen. Ech hunn deen Artikel net erfondt.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRENG), auteur.- Ech hunn lech just kompletéiert, Här Frieden!

■ M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- En Droit ass d'Situatioun kloer, mä et kann een den Droit änneren.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRENG), auteur.- Här President, dass gesot, géing ech da kuerz op der Madame Err hir Proposition de loi agoen an dann op de Partneriatsprojekt, esou wéi ech dat och eigentlech vun Ufank u wëlls hat a wou ech och mengen, dass et der logescher Suite entsprécht.

Wat dat Inhaltlecht betrëfft, esou si mer eis eens, dass d'Proposition

de loi Err vun 1995 sécherlech déi eng oder aner Ajoute géif verdéngen, mä mat menger eegener zesummen iwwert d'Ouverture vum Mariage fir Homosexueller zesummegegessen, eigentlech eng ganz gutt Léisung wär. Mä mir hätten dann e gläichberechtigten Accès zum Mariage an domat eng Gläichstellung an Unerkennung vun der homosexueller Koppel a mir hätten eng light Versioun vu Regelung an Ofsécherung vun der Union libre, wat fir all déi, déi sech net wëlle bestueden, völeg a genuch wär.

Wat eis och besser gefält un der Proposition de loi vun der Madame Err par rapport zum Partenariat vun der Regierung, dat ass, dass d'office en Inventaire des biens gemaach gëtt bei enger Déclaration de partenariat, wat beim Regierungsprojet net de Fall ass.

Politesch gesi kann ee sech am Nachhinein allerdéngs d'Fro stellen, an déi Fro ass hei och scho gestallt ginn, firwat d'Madame Err net deemools och schon d'Ouverture vum Mariage proposéiert huet a firwat do huet missen eng Initiativ vun enger eenzelner Deputéierter geholl ginn, wou dach d'LSAP deemools an der Regierung war. An et kann ee sech och froen, firwat dass déi Proposition de loi...

(Interruptions diverses)

Dach, ech stelle mer déi intensiv. Här President, et kann ee sech och froen, firwat dass déi Proposition de loi an där CSV-LSAP-Regierung deemools esou wéineg Sukkurs hat.

Här President, ech kéim dann zum Partenariat. An deem extrem kuerzen Exposé des motifs vum Gesetzesprojet iwwert d'Partenariat kënt de Begrëff Choix oder choisir sechsmol vir, de Begrëff homosexuell Koppel dogéint just eng eenzeg Kéier. An enger Ausféierung driwwer, dass et Leit gëtt, déi de Choix maachen zesummenzeliwien ouni bestuet ze sinn, gëtt dann och gesot, ech zitieren: „Certains personnes choisissent le concubinage puisqu'elles ne peuvent se marier. C'est le cas des couples homosexuels.“ Dat ass alles wat zu deem Thema an demsem Projet de loi ze fannen ass.

Hei gëtt am Fong scho camoufléiert, dass dat net wierklech e Choix mä eng Noutléisung ass. An et geet dann och am Text esou viru wéi wann déi Ausgrenzung, déi hei nach eng Kéier geschitt, guer keen Thema wär. Et gëtt pauschal gesot, dass déi Leit, déi am Concubinage liwien, dat maache well se refuséiere sech ze bestueden an dass et dofir zum Beispill och net ubruecht wär, dass se sech géifen op der Gemeng pacsen,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...mä dass se dat da kéinte viru Gericht maachen, an allgemeng wär et net ubruecht, hinne Rechter ze verschafen, déi deene vum Bestiednis no kommen. De Point de vue ass also ganz kloer ëmmer dee vun der Heterokoppel.

Dat ass net esou innocent wéi een et kennt mengen. An och an den Ausféierung vum Här Frieden iwwert de Partenariat an der Öffentlichkeet war d'Problematik vun den homosexuellen Koppelen eigentlech ëmmer en Niewenaspekt. Geregelt gi sollt duerch diesen Text fir d'alleréischde de Concubinage vun den Heterokoppelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass bedauerlech, net nëmme well dat neit Gesetz sech elo u Prämissen orientéiert, déi net déi sinn, déi deenen homosexuelle Koppelen am wichtegste sinn, wou si dach awer déi wäerte sinn, déi de PACS vläicht herno am meeschte wäerten nutzen, well hinne soss guer näischt anescht iwwreg bleift, mä och well d'Regierung hei eng Geleeeënheet verpasst huet fir eng Wiedergutmachung vis-à-vis vun där Bevölkerungsgrupp unzestriewen, och par rapport zu där Diskri-

minéierung, déi ech virun a menger éischer Interventioun méi laang beschriwwen hunn, déi elo schon iwwer Jorhonnerten an eiser Gesellschaft undauert.

An et ass hei wou d'Regierung wierklech un Amnesie leit, déi dann eben och am Exposé des motifs zum Ausdruck kënt. Et gëtt eng Responsabilitéit vum Stat fir d'Diskriminatioun vun den Homosexuellen. Déi gesellschaftlech Diskriminierung huet sech jo och ganz kloer um Niveau vu Gesetz nidergeschloen. D'Bestiednis ass eng vun deene leschte gesetzliche Bastionen, déi des Diskriminierung oprechterhält, mä et ass eng vun deene ganz substanzialen. An all Regierung, Här President, all Regierung, déi dat akzeptéiert, och déi heiten, mécht sech matschëlleg un där Diskriminierung.

Dat ass ëmsou méi flagrant wéi dass et zënter dem 19. Juli 1997 e Gesetz gëtt géint d'Diskriminierung, wat, ech zitieren, „toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison“ - an da ginn der eng ganz Rei opgezielt - „de leur orientation sexuelle“ - Zitaten de - mat enger Prisongsstroof bis zwee Joer oder mat enger Geldbous bis eng Millioun al Frang bestrooft. An d'Charte des Droits fondamentaux vun der Union vun 2000 läit op därselewer Linn, an ech kënt nach eng ganz Rei vun anere Konventionen zitieren, déi dee Prinzip festhalen, dass Diskriminierung muss bekämpft a bestrooft ginn.

De Rapport vun der Justizkommission ass an Hisiicht Erklärungsbedürfnis awer och net vill besser. E beschreift zwar, dass et d'Revendication vun der Ouverture vum Mariage gëtt, mä en hält net Position dozou, firwat dass dat zu Lëtzebuerg net geschitt. E stellt sech och net den Aussoe vum Statsrot, deen esou en Débat ganz kloer gefuerdert huet, an ech hunn an der Kommission zwee- oder dräimol insistéiert, dass mer déi Diskussion dach sollte féieren. Dat ass net de Fall gewiescht.

Dës Diskretioun vu Regierung a Majoritéit kënt net vun ongeféier. D'DP ass hin- an hiergerappt tëschent hire Wahlversprechen an dem Koalitionswang, an d'CSV ass hin- an hiergerappt tëschent dem Drock sech als modern Partei duerzestellen a gläichzäiteg hir Lienen zur kathoulescher Kierch net ze iwwerstrapazéieren. An den Eeerdanz, deen den Här Mosar hei virdu gemaach huet, huet dat jo och ganz daitlech gemaach.

■ Une voix.- Très bien.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur.- Dat bréngt mech dozou, zum Afloss vun der Kierch op dese Projet an iwwerhaupt iwwert des Fro ze schwätzen.

Här President, ech hu mat Intérêt, mä och mat enger gewässer Perplexitéit d'Stellungnahm vum Erzbischof zum Thema Unerkennung vun Homopartnerschafte gelies. Et ass schon erstaunlech wéi sech d'kathoulesch Kierch och haut ëmmer nach a Gesellschaftsdebaten améscht a versicht se ze beaflossen. Wat aner Kierche sech wuel géifen hidden ze maachen, och wa se zur Saach vläicht net méi fortschrëttlech Positionen hunn.

Erstaunlech ass awer och wéi aus dem Prinzip, dass de kierchleche Mariage fir d'kathoulesch Kierch e Sakrament duerstellt, ëmmer erëm d'Konklusioun gezu gëtt, dass een dat Konzept misst eent zu eent op den zivile Mariage iwwerdreien. Och an där Stellungnahm vum Erzbischof gëtt erëm betount, dass de Sënn vun Bestiednis d'Kannerkréie wier, obwuel dach awer och zu Lëtzebuerg d'Kontrzeptioun am Mariage zënter Jorzéngte gesetzlech erlaabt ass. Aus dëser Virstellung leet d'Kierch dann net nëmme of, dass d'Privilegié vum Bestiednis legitiméiert

wieren, mä dass se och just fir Heteroe kéinte gëllen.

Et ass iwwregens net nëmme den Erzbischof, deen dat esou gesäit, well genau gesinn transposéiert en am Fong heimadde eng vatikanesch Direktiv, déi am Juni 2003 erauskomm ass ënner dem Titel „Verlautbarungen des Apostolischen Stuhls“. Déi ass ënnerzeechent vum Kardinal Ratzinger an approuvéiert vum Poopst, an ech wëll lech dorauer eng Rei vun Zitater net virethalen.

■ Une voix.- Dir musst no lauschteren alleguerten!

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur.- Och an där Verlautbarung gëtt gesot, ech zitieren: „Die Ehe ist heilig, während die homosexuellen Beziehungen gegen das natürliche Sittengesetz verstoßen.“ An et gëtt widderholl, dass no der Léier vun der Kierch homosexuell Praktiken zu deene Sënn gehéieren, déi schwéier géint d'Keuschheit verstoussen.

Interessant ass an dëser Verlautbarung awer dann och, dass d'kathoulesch Politiker derzou opgeruff ginn, géint d'Unerkennung vun homosexuelle Liewenspartnerschafte Asproch ze erhiewen. Och am Parlament. Nach en Zitat, Här President: „Wird der gesetzgebenden Versammlung zum ersten Mal“ - dat ass haut zu Lëtzebuerg - „ein Gesetzentwurf zu Gunsten der rechtlichen Anerkennung homosexueller Lebensgemeinschaften vorgelegt, hat der katholische Parlamentarier die sittliche Pflicht, klar und öffentlich seinen Widerspruch zu äußern und gegen den Gesetzentwurf zu votieren. Die eigene Stimme einem für das Gemeinwohl der Gesellschaft so schädlichen Gesetzestext zu geben, ist eine schwerwiegend unsittliche Haltung.“

A wuel gemierkt, Här President, et geet hei net nëmme ëm d'Ouverture vum Mariage, et geet ëm all d'Forméi vun Unerkennung vun homosexuelle Liewensgemeinschaften. Mir si gespaant, wéi vill oprecht Katholike besonnesch aus der CSV deen dekadente Projet aus der Fieder vun engem CSV-Minister wäerten hei oflehen! An och d'CSV-Jungmänner an -fraen - dat ass virdu scho gesot ginn -, déi viru knapps zwee Méint sech offe fir d'Homobestiednis ausgeschwat hunn, ënner hinnen den Här Patrick Santer, missten eigentlech elo exkommunizéiert ginn.

(Interruption)

Ech hunn och ganz interessant fonnt wat den Här Mosar virun ugedeit huet, dat war nämlech net méi déi rigide Haltung wéi mer se bis elo ëmmer kann hunn, mä wéi en eigentlech an Aussicht gestallt huet, dass iergendwann deemnächst, wann all déi aner Länner dat och hunn, et vläicht och mat der CSV kënt méiglech sinn, eng Ouverture vum Mariage ze maachen.

■ M. Laurent Mosar (CSV).- Mir hunn lech iwwerrascht, Madame Wagener.

(Interruptions diverses)

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur.- Absolut, Här Mosar. Ech wëll jiddefalls hei scho kloerstellen, dass eise Vote par rapport zu demsem Projet aner Ursaache wäert hu wéi d'„guidelines“ vun der kathoulescher Kierch.

Leider ass dat do eng Approche, déi net nëmme zu Lëtzebuerg existéiert, mä déi et och an europäesche Gefilde gëtt, an et gëtt dann ëmmer erëm, wann et ëm de Mariage geet, iwwert den Intérêt vum Kand geschwat - dat hu mer jo haut de Moien och schon e puermol gehéiert - an iwwert den Dua-

lismus, dee wichteg wär, also dass e Kand muss e Papp an eng Mamm hunn.

Och den europäesche Gerichtshaff verschanzt sech ëmmer erëm hannert dem Épanouissement de l'enfant, deen duerch d'Erzierung vun homosexuellen Elteren - an dat huet en am Arrêt Fretté och nach eng Kéier gemaach - grouse Risiken - ass gesot ginn - ausgesat wär. Interessant dobai ass, dass den Här Fretté jo eng Einzelperson ass, deen an deem Sënn emol net dee Modell duerstellt wéi en sech normalerweis geduecht gëtt, mä datt et awer a Frankräich duerchaus méiglech ass als eenzel Person dem Gesetz no ze adoptéieren. E krut also déi Verweigerung vum franséische Stat just derwéinst, well en oppen zouginn huet, datt en homosexuell ass, an doropshin hunn dann all déi Theorien hei misse beméit ginn.

Wat do derhannert stécht si gewësse Konzepter, wou ee sech och muss Froen driwwer stellen, ob se haut nach gültig sinn. D'Iddi vun der Mamm a vum Papp, déi noutwendeg wäeren, fir datt e Kand eng normal a gutt Entfaltung géif hikeréien a senger Kanner- a Jugendzäit, berout natierlech och op freudianeschem Gedankgutt, wat scho relativ laang an der Gesellschaft geescht, mä awer trotzdem eng Erscheinung vum 20. Jorhonnert ass. An dee soi-disant Oedipuskomplex, deen ass och ëmmer erëm beméit ginn an anere Situationen a bei aneren Emanzipationsbewegungen. Et ass och deene Leit an de 60er Jore virgehale ginn, déi d'Autoritéit vum Papp an der Famill a Fro gestallt hunn, datt se dee fragil Gläichgewicht vu Mann a Fra géifen a Fro stellen, wa se fir d'Gläichheit vu Mann a Fra géife plädéieren. Dat wor ongeféier eng ähnlech Argumentatioun.

Jiddefalls, den Intérêt supérieur de l'enfant, wéi en och an der Konvention vun de Kannerrechter steet, doraus leet sech fir eis net automatesch draus of, dass et muss bei den Eltere sech ëm heterosexuell Elteren handelen an d'Situation de fait ass eigentlech och eng ganz aner. Ech ginn lech d'Beispill vu Frankräich, wou et laut der Association des parents et futurs parents gays et lesbiens ongeféier 100.000 Foyeré gëtt a Frankräich, déi haut an enger Situation vun Homoparentalité liwien an 11% vun de lesbesche Fraen a 7% vun de schwule Männer wieren Elteren a Frankräich. Fir Lëtzebuerg hu mer natierlech bis elo keng Zuelen. Dat misst jo dann, wann dee PACS eng Rei vu Joren do ass, vläicht och e bëssen anescht ginn.

Op alle Fall seet des Associatioun och, déi et jo muss wëssen, datt de Problem fir d'Kanner éischer deen ass vum Entourage. An do hunn ech elo ganz interessant fonnt, dass fir d'éischt den Här Mosar an dunn och nach den Här Henckes op dee Lieserbréif do agaange sinn, wou dann d'Lous vum Kand beklot gëtt, dat well et homosexuell Elteren huet, da vun der Gesellschaft diskriminéiert a gehänselt gëtt. Déi Associatioun, déi franséisch, déi seet dat zwar och. Si seet awer, dass, an ech zitieren: „Toutefois les études menées concluent globalement que les enfants issus du couple homosexuel ne connaissent pas plus de troubles psychologiques ou psychiatriques et beaucoup moins de maltraitance que d'autres enfants.“

An dat fannen ech e ganz interessanten Aspekt, deen ee vläicht emol misst hei uklänge loosse.

Op alle Fall, wann ee sech an déi Situation eraversetzt vun deene Kanner, déi, well se homosexuell Elteren hunn, am Schoulhaff gehänselt ginn, jo da muss een awer vläicht d'Saach och mol e bësse méi global a méi historesch kucken. Mir haten där Kanner och scho vun aneren Elteren, déi zum Beispill aner Reliounen haten, déi sinn och gehänselt ginn. Mir haten

och Kanner vun aneren Hautfaarwen. Dat wäert hoffentlech haut manner de Fall sinn. Mä ech sinn do och net ze vill optimistes, datt d'Entwécklung scho ganz wäit sinn. Mir haten zu menger Kannerzäit Kanner, déi net an de Reliounsunterrecht gaange sinn; wat sinn déi gehänselt ginn. An da muss ee sech vläicht éischer d'Fro stellen, wéi et ëm d'Erzierung vun deene Kanner vun heterosexuellen Eltere steet, wann déi esou Saache maachen. Da misst ee sech vläicht méi Gedanken driwwer maachen, wéi et mat der Erzierung zur Toleranz an eiser Gesellschaft ass.

■ Une voix.- Très bien.

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur.- Här President, ech ginn dann zu eenzelne Punkte vum Partenerschaftsgesetz an ech fänken do bei der Gemeng un. Ech hat scho gesot, dass den Uert vun der Deklaratioun am Ufank am Projet de loi dee vum Tribunal wor an dass en dunn an d'Gemeng verluecht ginn ass. Ech hat iwwregens och scho virun engem Joer virausgesot, dass dat déi Zockerboun géif ginn, déi d'Regierung géif verdeelen, fir dann och haaptsächlech an der CSV hiren eegene Jugendorganisationen e bëssen nozekommen.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Dir sidd d'Madame Soleil vun der grénger Fraktioun.

(Hilarité)

■ Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur.- Merci, Här Bodry.

(Interruptions et hilarité)

Ech denken elo net weider driwwer no, ob et e Kompliment wor oder net, mä ech fannen, et kléngt exzellent.

Mat der Tatsaach, datt d'Deklaratioun vum Partenariat elo an der Gemeng stattfënt, ass awer nach net alles am Rengen, nach laang net. D'Majoritéit vun der Kommission huet sech dru gi fir déi Saach awer nach an deem Sënn ofzschwächen, dass de professionellen Officier d'état civil d'Haaptroll dobai spillt an net d'Leit aus dem Gemengerot, déi awer bei enger Hochzäit de Buergermeeschter kënnen verrieden. An dat hu se esou schlaug gemaach, datt déi meescht Membere vun der Kommission et bis zum leschten Abléck mol guer net richtig gemierkt hunn. Wann ee sech dann d'Texter awer uliest vum Code civil, da gëtt et ganz kloer, dass de Mariage schon esou geregelt ass, dass do de Schaffen oder de Gemengerot kënnen de Buergermeeschter verrieden. Mä dass deen heite Partenariat net an den Artikel 69, mä an den Artikel 70 stoe kënt, wou et am Fong drëms geet, wéi eng Aarbechten de Beamte kann amplaz vum Buergermeeschter maachen.

Ech hunn elo gesot, d'Majoritéit huet sech dru ginn. Wann ech d'Majoritéit soen, da misst ech vläicht erwähnen, dass ee Member vun der DP, den Här Bettel, dee sech virun och scho geout huet, wéinstens eng hallef Stonn laang hei ausgeschert wor, mä en huet awer dunn erëm brav kleng bäginn. En huet sech mengen ech fir d'éischt dergéint ausgeschwat a sech dunn enthalen, wann ech mech gutt erënneren. Op alle Fall hu mer de Vote awer misse widderhuelen, fir datt erëm alles tëschent der DP an der CSV géif an d'Rengt kommen, an dobai ass et dunn och bliwwen. Ech hunn net festgestallt, dass den Här Bettel sech dunn doropshin vun deem Projet distanzéiert hätt.

Am Klortext jiddefalls kéint dat also bedeiten, wat ech elo schon aus dem Gesetz erausinterpretéiert hunn, dass de Partenariat net an der Salle des mariages wäert zelebriéiert ginn, mä just am Büro vum État civil notéiert gëtt, esou wéi eng Gebuert oder e Stierffall. Ech ken-

nen den État civil vun der Stad Lëtzebuerg, deen ass am Keller. Et ass net schrecklech do, mä et ass och bestëmmt kee Kader, wou sech haaptsächlech och déi homosexuell Koppel kéinte virstellen, e schéinen a feierleche Moment ze verbréngen. Do geet ee bei ee Pult an et seet ee wat ee gär hätt an da gëtt dat akteiert, an dann ass et fäerdeg.

M. Xavier Bettel (DP). - Da muss Der Buergermeeschtesch ginn.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur. - Här President, den Här Bettel mengt och sollt Buergermeeschtesch ginn. Dat ass net onbedéngt meng Perspektiv fir d'Zukunft. Mä ech mengen awer, datt et nach genuch gréng Buergermeeschteren a Buergermeeschterinne wäert ginn, déi sech wäerten dru ginn, fir dat do ten anescht unzegoen, respektiv fir...

(Interruption)

...déi Gesetzer hei an eng besser Richtung ze veränneren, well op d'DP kënne si jo do net zielen.

M. Xavier Bettel (DP). - Dat ass net wouer.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur. - De Rapport vun der Commission juridique geet iwwerengens mat kengem Wuert drop an, dass dat nu wierklech net dat wor, wat sech vu Säite vun der Homosexuellebewegung gewünscht gi wor.

Ee Wuert zum Wunnsätz, ganz kuerz. Och hei ass weder de Projet de loi, nach d'Chamberskommission der Saach op de Fong gaangen. Eng vun de Konditiounen vum Partenariat ass jo elo déi, datt ee muss zesumme wunnen. Dat ass awer bei onbestuete Koppel guer net esou selbstverständlech wéi bei bestueteenen, a souguer bei deenen ass et net onbedéngt ëmmer de Fall. Op alle Fall, Leit, déi an enger Union libre sinn, sinn nach net notwennegerweis an enger Cohabitioun. All dës Leit ginn awer elo hei ausgeschloss, mam Argument, soss kéinten ze vill Abusé gemaach ginn.

Op där anerer Säit kann ee sech awer froen, firwat si net och solle kënnen als unerkannte Partner a gewisse Situatiounen oprieden. Ech denken zum Beispill wann et ëm Testamenter geet oder och nëmme ëm e Besuchsrecht an enger Klinik.

Dann d'Problematik vun den auslännesche Partner. Et ass ganz vill Gedeessesen an der Commission juridique gemaach gi ronderëm déi sou genannte Partenariats blancs, déi mer dann elo hei géife kréien. Den Här Fayot hat intensiv nogefrot, firwat mer dann net emol géife Statistiken duergeluecht kréien iwwer d'Problematik vun dem Mariage blanc, wéi schlémm dat dee Phenomeen dann elo tatsächlech zu Lëtzebuerg wier, fir sech mol kënnen an objektivi Bild och vun där Saach ze maachen. Mir waarden ëmmer nach op déi Statistiken. Et hätt eis sécherlech gehollef de Phenomeen besser ze cernéieren. Leider ass dat net geschitt.

Am Ufank hat d'Kommission och gemengt, do nach missten en Amendement anzebauen, dass Leit aus Drëttlänner missten drai Joer waarden, iert dat se sech dierfte mat engem Lëtzebuurger oder EU-Member pacsen, mä dat huet de Statsrot Gott sei Dank net durchgelooss.

Leider gëtt et awer nach ëmmer eng Differenz - d'Madame Err huet se och scho virdru beschriwwen -, dass Leit, déi sech wëlle bestueden, keng Autorisation de séjour brauchen, mä se duerch d'Bestiednis kréien, während et bei de Leit, déi sech pacsen, genau emgedréint ass. Dat stellt awer eng ganz Rei vu Froen. Wéi soll dat goen, wann déi Leit, déi aus Drëttlänner kommen a soss kee Lien mat Lët-

zebuerg hu wéi hir Relatioun, wéi sollen se da beweisen, datt se eng Relatioun hunn? Et gouf gesot, dass au cas par cas géif hei gepréift ginn ob eng Relatioun sech als partenariatswürdeg géif erweisen. Wéi, dat konnt awer keen eis am Detail soen.

Wat geschitt, wann esou eng Relatioun ausenaner brécht? Verléieren déi Leit dann hir Openthaltsgenehmigung? Wat geschitt, wa se hir Openthaltsenehmigung verléieren? Geet hire Partenariat da flecten? Alles dat ass am Moment nach héchst onkloer.

De Statsrot mécht och drop opmierksam, dass déi Differenz, déi hei gemaach gëtt téschent Bestiednis a Partenariat eng Violatioun vun der Mënscherechtskonvention kéint sinn, eng Diskriminierung op Grond vun der sexueller Orientierung.

Interessant an deem Kontext ass vläicht awer och nach ze soen, dass am September 2003 eng Direktiv iwwer de Regroupement familial an Europa gestëmmt ginn ass. An déi seet leider net ganz vill. Se seet eigentlech just, dass den Droit de séjourner dans le pays d'accueil just gi wär à la condition d'être engagé dans un statut reconnaissant des droits équivalents à ceux du mariage. Dat ass alles, wat een do kann erëmfannen, sou datt och déi Direktiv net wäert hëlfen, fir déi Situatioun méi kloer ze maachen.

Dann e leschte wichtege Beräich vun deem Partenariat. Dat sinn d'Droits dérivés respektiv all déi Punkten, déi maachen, datt een hei tatsächlech vun engem Mariage „bis“ ka schwätzen. De schréfleche Bericht vun der Kommission seet dann och op enger gewässer Plaz, datt dee Projet hei a ville Beräicher méi - ech zitieren - „protecteur“ wier wéi aner Modeller an anere Länner. An effektiv ass jo hei eng Aide matérielle mutuelle virginn, bei Steuerrecht a Sécurité sociale do gëtt et Droits dérivés an et sinn och an Ausnahmefäll Alimenter virginn.

Dat bréngt mech op den Thema vun de reelle Besoinen, déi déi Leit hunn, déi wëilten oder dann ebe mussen - well se keng aner Méiglechkeet hunn - e Partenariat agoen, an zu de statistesche Grundlage fir dëst Gesetz. Wéi de Projet an der Kommission presentéiert gouf, hunn ech e puermol nogefrot, ob dann eigentlech eng Etüd gemaach gi wier iwwer dës reell Besoinen. Do krut ech ëmmer ganz auswäichend Äntwerten.

Et schéngt also esou ze sinn, dass d'Regierung dee Projet hei gemaach huet ouni iwwerhaupt genau ze wëssen, wéi d'Besoinen an der Bevëlkerung wieren, wéi vill Leit iwwerhaupt un engem PACS oder Partenariat interesséiert wieren, ob et méi Homosexueller, ob et méi Heterosexueller wieren. Alles dat wësse mer net an huet d'Regierung och net interesséiert, well se einfach mol, wëll ech behaupten, aus ideologesche Grënn gemengt huet, et wier am Geescht vun der Zäit fir dee Projet hei ze presentéieren.

Déi reell Bedierfnisser schéngen eis jiddefalls anerer ze si wéi d'Regierung mengt. D'Zuele vum CEPS sinn zwar leider scho vun 1999, mä si sinn awer ganz spriechend. Vun deene Leit, déi als Koppel zesummeliewen, sinn net bestuete Koppelen am stärkeste bei deene Jonken ënner 30 Joer vertrauden. Do maachen se ëmmerhi bal 40% aus, an am Duerchschnëtt bei alle Koppelen maachen déi onbestuete Koppelen 9% aus.

Déi Jonk sinn awer och an deene meeschte Fäll déi, wou déi zwee Partner schaffe ginn. Vun deenen net bestuete Koppelen ënner 35 Joer sinn déi allermescht bi-aktiv, also ginn allen zwee schaffen. Souguer wann ee keen Altersënnerschied mécht, wann een all déi Koppel kuckt, wou déi zwee Partner Célibataire sinn, nach ni ge-

scheet goufen, da sinn 88% vun de Koppel bi-aktiv. Dat heescht, si froen net no Ofsecherung, well si hu se scho laang. D'Regierung firt awer mat dësem Gesetz lëschteng viru fir Droits dérivés ze schafen. Dat ass absolut an der Géigerichtung vun deem, wat se och schonn e puermol selwer gesot huet, datt se wëllt méi a Richtung vun Individualisierung goen, an ëmmerhin - de Comité du Travail féminin weist drop hin - gëtt et och e Groupe de travail vun der Tripartite, dee sech sollt ëm d'Thematik vun der Individualisierung këmmen.

Et gëtt dann, Här President, eng ganz Rei Saachen, déi an deem Text feelen. Ech zielen se just stéchwuertméisseg op. Vun der Adoptioun gëtt net geschwat. Vum Besuchsrecht an der Klinik gëtt net geschwat.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Do kënnt ee mer zwar elo äntweren, et geet duer, wann ee sai Paibeier vun der Deklaratioun mat an d'Klinik hëlt an da wäerten déi scho fannen, datt dat duergeet. Mä gesetzlech ass dat eigentlech jo elo guer net festgehalen. Ech froe mech, ob dat eng sënnvoll Saach ass, ob een do net méi hätt missen der Saach op de Fong goen.

(Interruption)

Wann ee bestuet ass, huet een alt de Benefiss vum Vertrauen. Wann een als homosexuell Koppel zum Beispill an enger Klinik ass, da kann ech mer virstellen, deemno mat weem een ze dinn huet, dass dat guer net esou evident wäert sinn.

(Interruption)

M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur. - ...an dat misst u sech an dëser Konsequenz duergoen, fir déi normal Relatiounen, wéi Dir se do hutt, ze regelen.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur. - Här President, den Här Wiseler seet elo, d'Partenariat géif e juristesche Kader schafen. Mä Dir hutt an der Praxis mat Leit ze dinn an enger Klinik, déi keng Affekote sinn an déi vläicht guer net wëssen, datt et esou Gesetzer gëtt, an an deem Moment mengen ech wier d'Situatioun net esou evident.

Ech hätt mer kënne virstellen, datt ee fir deen heite Fall esou wéi och fir anerer - et gëtt jo aner Situatiounen, wou et wichtege ass, datt ee ka soen, dass ee Partner ass - och do ee kloren Artikel an d'Gesetz gesat hätt, a wéi enge Fäll, datt een als Partner och unerkannt gëtt.

M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur. - Also, ech mengen den Text hei fënn geschwé seng Plaz an der Realitéit, an da léisen sech déi praktesche Problemer do am Kader vun deemem Text. Dovunner sinn ech op jidde Fall iwwerzeegt.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur. - Dat wäerte mer da gesinn. Ech wäert dann net méi hei sinn, fir lech déi Fro nach eng Keier ze stellen, mä aner Leit wäerten dat dann a menger Plaz maachen.

(Hilarité)

Här President, e weidere Fall ass dee vum Mietrecht, wou zwar Saache virginn sinn, mä eigentlech net den Transfert vum Contrat de bail am Fall, wou e Partner fortgeet oder stierft. D'Optioun fir d'Nationalitéit, do gëtt et keng Gläichsetzung vum Partenariat mam Mariage. Den Empêchement am politesche Beräich, datt ass ee Beräich, wou mer guer net driwwer geschwat hunn, do geet et eigentlech ëm d'Flichte vun de Partner oder Nodeeler, déi se vläicht kéinte

kréien. Dir wësst, datt bestuete Koppelen zum Beispill net dierfen zesummen am Gemengerot sinn oder an der Chamber. Et dierf och kee Lien ginn téschent de Kandidaten an de Membere vun dem Bureau de vote. Esou Saachen hu mer hei net virginn.

Mir kruten och virun drai Deeg nach eng Rei vun Amendementer nogeschéckt am Beräich vun der Fonctioun publique, déi ech selwer net méi gekuckt hunn, well einfach keng Zäit méi war, wou ech just wëll drop hiweisen, wéi d'Prozedur ofgelaf ass. Ech hunn nach ni a mengen zéng Joer hei am Parlament materiel, datt een e Rapport gestëmmt huet, dass d'Kommission fäerdeg war mat hirer Aarbecht, an och net méi zesumme komm ass, an dass dann Amendementer laanscht d'Kommission un de Statsrot geschéckt ginn, déi kee gesinn huet, wou keen driwwer diskutéiert huet a wou dann nach wa méiglech hannendrun e Rapport complémentaire kënnt, deen och kee gesinn huet.

Also, dat schléit wierklech dem Faass de Buedem aus. Dat ass quasi schonn eng illegal Prozedur, déi do duerchgezu ginn ass. Vun esou Praktike kann ech mech nëmme distanzéieren.

M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur. - Et waren eng Rei Rectificatiounen vun Erreurs matérielles, déi hei...

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur. - Erreurs matérielles, déi ëmmerhin drai Säiten uitgemaach hunn, Här Wiseler!

M. Claude Wiseler (CSV), rapporteur. - Mä déi hunn drai Säiten uitgemaach, well verschidden Zitater op en Text referéiert ginn, deen an Zwëschenzäit geännert ginn ass, an et sinn déi richteg Rectificatiounen dragesat ginn. Dat ass also einfach gewiescht, fir déi richteg Texter ze zitieren an d'Rectificatioun vun deene materiellen Erreuren.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur. - Den Här Wiseler seet lo, datt wieren Erreurs matérielles gewiescht. Ech konnt dat net vérifiéieren, ech konnt an der Kommission net mat him doriwwer...

(Interruption)

Wann dat iren deen neie Stil ass, wéi et hei soll virgoen, da kann ech nëmme soen: Abee merci!

Här President, d'CSV an d'DP hu sech virun de leschte Wahlen an och an dëser Legislaturperiode gestriden, wien déi gréisste Reformpartei wier. Theme wéi duebel Nationalitéit, Euthanasie, Scheedung a schlussendlech och de Partenariat sinn ëmmer erëm do virbruecht ginn an et ass gesot ginn, dass dat alles nach géif duerchgezu ginn. De Partenariat ass schlussendlech deen eenzege Punkt, deen hei wierklech presentéiert ginn ass.

E kënnt spéit, nodeems dass eng hallef Dosen aner europäesch Länner et Lëtzebuerg scho virgemaach hunn, a längst amgaange sinn, deen nächste Schrëtt an Ugrëff ze huelen, an e kënnt nodeems schonn 1995 an 1996 zwoe Propositions de loi heibanne virgeluecht gi waren, zu där iwwerengens ni vun der Regierung eng Prise de position komm ass, mä wou d'Regierung et virgezunn huet einfach do derlaanscht hiren eegene Projet ze maachen.

Déi Reform geet un de reelle Bedierfnisser vun de Leit laanscht. Ech sinn iwwerzeegt, datt et wäit manner déi heterosexuell Koppel wäerte sinn, déi vun deem neie Gesetz wäerte Gebrauch maachen, well dese Partenariat hinnen ze vill wäit geet, mä déi Homosexuell, déi vun der Regierung guer net viséiert waren, mä déi awer faute de mieux e Partenariat wäerten agoen.

Dat ass fir eis den Haaptgrond, Här President, firwat mir mat deemem Projet de loi net kënnen averstane

sinn. Déi Reform mécht fir d'Heterokoppelen zwar d'Dier op a schaaft de Choix téschent Mariage a Partenariat, mä net fir d'Homokoppelen. Domat zementéiert se de facto d'Ausgrenzung vu Schwulen a Lesben, déi scho vill ze vill laang undauert.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. D'Wuert huet den Här Urbany.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn an deem Land scho grousse Reformen am Zivilrecht an der Vergaangenheet duerchgefouert ginn, mä ech mengen awer net, dass dat hei eng grousse Reform vum Zivilrecht ass, stricto sensu ass et eigentlech iwwerhaupt keng Reform vum Zivilrecht.

Mir hunn an de 70er Joren eng Periode gehat, wou ganz vill iwwer d'Zivilrecht diskutéiert ginn ass. An engem regelrechte Kraaftakt ass deemools am Code civil aus der ënnergeuerdeter Roll vun der Fra déi vun enger gläichberechtigter Partnerin gemaach ginn. Déi Reformen, zum Beispill déi iwwer d'Régimes matrimoniaux, sinn deemools vun héichkarätegen Auteuren, Universitätsprofessoren aus dem Ausland, déi op d'Familienrecht spezialiséiert waren, virgeholl ginn an duerno si se enger laangwiereger parlamentarescher an ausserparlamentarescher Diskussion ënnerworfen ginn.

Ech stelle just fest, dass deen heite Projet virun zwee Joer vu Beamte vum Ministère aus dem fransésche Pacte civil de solidarité an aus deem belsche PACS regelrecht zesummegeschriwwen ginn ass an duerno ass dat Ganzt dann an e puer Sitzungen an der juristescher Kommission, wou anscheinend wéi ech héiere kee sech bereet fonnt hat, fir déi Charge ze iwwerhuelen, an ee vu bausen, deen net Jurist ass, huet mussen erakomme fir hei Rapporteur ze spillen, iwwer d'Bühn gezu ginn an ech mengen d'Resultat gesäit een och haut, wa mer hei driwwer diskutéieren.

Ech mengen an der Virbereedungsphas vun deemem Projet hei hätt misse vill méi Berodung geschéien. Et hätt sech zum Beispill vill méi missen iwwer d'Erfahrungen, déi am Ausland an eisen Nopeschlänner mat ähnleche Systemer gemaach gi sinn, berode ginn. Et hätten onofhängeg Avisé missen erageholl ginn. Et hätt och zum Beispill - bei anere Projekte geschitt dat jo och - op den Avis vun de Justizautoritéiten zréckgegraff ginn. Ech froe mech: Firwat ass dat hei net geschitt, ëmsou méi, well jo grad a Frankräich déi hybrid, zwiespältig Natur vun deem PACS vill diskutéiert ginn ass an dee System, dee mer hei aféieren, deem vum PACS a Frankräich vill ähnelt?

Et ass gesot ginn, et soll net e Mariage „bis“ sinn. Et geet awer iwwer d'Regelung vun engem einfache Concubinage, deen et a Frankräich jo awer gëtt, wäit eraus. Et gëtt gesot, et ass en einfache Kontrakt zwësche Privatleit, mä gläichzäiteg geschitt hei awer eng onverkennbar Institutionalisation a wesentlechen Aspekter, ähnlech wéi bei engem Bestiednis.

Mä ech stellen awer fest, de fransésche Législateur huet de PACS awer op d'mannst an de Code civil gesat. Hien huet en ënnert dem Kapitel „Rechter vun de Persounen“ geregelt. De belsche Législateur huet en och an de Code civil gesat, hien huet en zwar an engem anere Kapitel geregelt, do wou iwwer d'Besetzrechter Rieds geet.

Dat hei ass e Gesetz wat anscheinend en Eegeliwwen huet, onofhängeg vum Code civil an ech fannen dat prinzipiell bedenklech. Doniewent ginn nach eng ganz Partie vu

Bestimmungen an der Sécurité sociale an am Steuerrecht geännert. An der Sécurité sociale gëtt jo dëst Partenariat mat de Rechter vun de bestuete Leit gläichgestallt. Hei ginn anscheinend déi grondleeënd Schwierigkeeten net opgeworf, déi opgeworf gi wann et ëm d'Gläichstellung vum Mariage homosexuel mat dem Mariage geet. An der Sécurité sociale ginn d'Partner, déi esou e PACS aginn, an allen Hinsichte gläichgestallt mat bestuete Leit. Si kréien a Zukunft och eng Iwwerliewensrent wann de Partner stierft a si sinn an der Krankekeess vun hirem Partner.

Allerdéngs huet dat och seng Niewesäiten, déi net esou erfreesch sinn. Et kann och zu enger Verstärkung vun Ofhängegkeete bäidroen. Et ginn ëmmerhin nei Droits dérivés geschafen; wat jo och vum Comité du Travail féminin a sengem Avis zu deem hei Gesetz kritiséiert ginn ass. Allerdéngs, wann een d'Situatioun an der Sécurité sociale kuckt, muss ee soen, et gi jo schonn op eng negativ Aart a Weis esou Bestimmungen, wou gekuckt gëtt, ob eng Communauté de vie virläit. Zum Beispill wat d'Bedingung fir den RMG ze kréien ugeet, wou jo scho laang d'Revenue vun alle Membere vun enger Communauté a Betracht gezu sinn, ob et sech elo ëm e Concubinage handelt oder ëm aner Forme vum Zesummeliewen, ouni égard op d'Geschlecht vun deene Bedeelegten vun esou enger Communautéit.

Ech hunn nach ni héieren, dass d'CSV dat soll kritiséiert hunn. Am Géigendeel, d'CSV huet et grad do agefouert, well do ass et jo och drëm gaangen, fir eventuell Prestatiounen op esou Bestimmungen hin ze reduzéieren. Ech hunn och nach ni d'Kierch kritiséiert héieren eppes iwwert déi Bestimmungen an der Sécurité sociale soen, déi et scho laang gëtt. Hei gëtt also am Fong geholl eng Gerechtheit hirgestallt: Wou op där enger Säit schonn no enger Communautéit gekuckt ginn ass, wann et ëm d'Reduzierung oder d'Beschneiden eventuell vu Rechter geet, muss elo och op där anerer Säit gekuckt ginn, wann et ëm d'Accordiere vu Rechter geet, dass och do d'Communauté de vie zielt.

D'Partenariat gëtt och an Zukunft bei deene verschiddene Prestatiounen vun de Familljekeese berücksichtig an och bei de Steiere kréien d'Partner, déi esou e Vertrag aginn, an Zukunft gewesenen Avantagen, souwuel bei den direkte wéi bei den indirekte Steieren och wann et net zu enger gemeinsamer Besteuerung kënn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz hei ass sécher eng versichtene Antwort op eng gesellschaftlech Demande, déi jo, wéi mer wëssen, prioritär vun homosexuelle Koppelen ausget. Mä et gëtt awer och hei festgestallt, dass et eng onzefriddestellend Antwort ass, well jo grad vun deene Leit aus dack eng Gläichstellung mam Bestiednis verlaangt gëtt an zwar aus verständleche Gläichheitsargumenter eraus, déi ech och an där Form akzeptéieren.

Déi Gläichstellung gëtt awer hei carrément weiderhi refuséiert a mat hir refuséiert gëtt och déi geregelt zivilrechtlech Situatioun vun de Koppelen an engem Mariage wéi se am Code civil elo geléist ass an et muss ee wëssen, dass hei am Fong geholl näischt un den Zivilrechter vun deene Leit, déi an esou engem PACS sinn, geännert gëtt. Den État civil vun deene Leit bleift nach ëmmer deeselwechten. Et gëtt näischt um État civil geännert. Um Ordre de succession gëtt och näischt geännert. Et entstë keng eeg successoral Rechter vum Conjoint oder vum Partenaire survivant, an dat, wat en iwwer en Testament oder eng Donatioun kritt, bleift och réduciibel op déi héréditaire Reserv vun de Kanner hin.

Et ginn och hei keng Rechter op en Zesummeliewe geschafen, wéi se awer beim Mariage besti wann e Partner zum Beispill aus engem Drëttland kënn a keng Autorisation de séjour huet. Et ass virdrun d'Beispill genannt gi vun enger Visite an enger Klinik, wou gesot gëtt: Och bestuete Leit hunn de Moment kee verbréiftent Recht, fir hire Partner an enger Klinik ze besichen. Mä éischtens mol ass dat jo awer d'allgemeng Praxis an zweetens gëtt et och do en Devoir de secours et d'assistance beim Mariage, dee vill méi wäit geet, wéi dee rengen Droit d'assistance matérielle, deen an deem heite Gesetz virgesinn ass. An ech kéint mer virstellen, dass et och an där Hinsicht trotzdeem an Zukunft Schwierigkeeten an der Praxis wäert ginn, déi hei an deem Gesetz net geregelt ginn.

Ech fannen, dass dëst Gesetz awer éischer de Concubinage, d'Zesummeliewe vu Leit, regelt. De Concubinage gëtt awer dacks vu ville Leit, déi e praktizéieren - natierlech virun allem vun esou, déi och d'Recht hätte sech ze bestueden -, ugesinn als eng radikal Alternativ zum Bestiednis. Déi wëllen déi Formen, déi Ritualer an déi Symbolik vum Bestiednis net, duerfir liewe se an enger Liewensgemeinschaft zesummen a loosse sech net op der Gemeng bestueden. An ech fannen, dass dese Projet hei mat all sengen Ambiguitéiten, mat deene Schrëtt, déi en awer a Richtung vun engem Mariage „bis“ mécht, do awer vläicht fir verschidde Leit ze wäit wäert goen.

Dat ass och hei virdrun esou vun der Madame Wagener gesot ginn, an ech mengen och, dass se Recht domadder huet. Leit, déi einfach nëmme wëllen zesummeliewen a sech net bestueden, déi wëllen och net, dass e Richter sech amëscht an d'Enn vun hirem Zesummeliewen, oder dass zum Beispill a gewësse Fäll Alimenter solle vun engem Geriicht verhaange ginn. An ech mengen och dofir net, dass grad vun esou Koppelen verstärkt op esou eng Form vun Zesummeliewen zréckgegraff wäert ginn. Ech mengen och dofir net, dass et zu Abusé vun esou engem Cadre légal wäert kommen.

Wat also feststellen ass, dat ass, dass dat hei Gesetz Situatiounen a Bestriewunge regelt, oder regele soll, déi am Fong geholl ganz grondverschidde sinn, an dass et keng richtigeg Regelung fënnt weder fir déi eng Zort vu Leit, déi éischer un engem klassische Concubinage interesséiert wieren, nach fir déi Leit, déi un engem Mariage homosexuel interesséiert wieren.

Wat elo déi verschiddenen Texter ugeet, déi hei virleien, wëll ech soen, dass ech d'Proposition de loi vun der Madame Err stëmme wäert. Si huet den Avantage, dass se eng Regelung fir d'Konkubinatsvirgesäit, an och dobäi bleift, an net d'Ambitioun huet eng Ouverture zu engem Mariage ze maachen.

Ech wäert och d'Proposition de loi vun der Madame Wagener stëmmen, well se den Avantage huet e bëssen op eng provokatoresch Manier ze weise wéi einfach et wier, an dee bestehenden Text vum Code civil - wou nëmme e puer Wieder geännert ginn - d'Méiglechkeet vum Mariage homosexuel anzeféieren, mat alle Konsequenzen fir déi Leit, déi dat hätt, well alles am Code civil hänkt jo mateneen zesummen.

Ech mengen och, dass d'Madame Wagener mat hirer Proposition de loi op eng wuessend Zoustëmmung an der Gesellschaft stéisst, déi vläicht op d'Erkenntnis zréckzeféieren ass, dass d'Essence vum Mariage déi géigesäitig Zouneigung vun zwee Mënschen ass, onofhängeg vun hirem Geschlecht, onofhängeg vun eventuelle Filiationsfroen, déi muss gekläert ginn, menger Meenung no net onbedéngt als eng Annex vum Ma-

riage, mä eventuell als eng Institution niewent dem Mariage, déi zoutreff op all déi Leit, déi an enger bestëmmter selwechter Situatioun sinn. An datselwecht, mengen ech, misst och komme wat d'materiell Ofseicherung ugeet, wat déi Froe vu Communautéit, vun Individualioun, vu Copropriétéit eventuell, oder vun deene verschiddene Régimes matrimoniaux ugeet, déi och misst wäitgehend onofhängeg si vun der Institution selwer vum Mariage, an all deenen opstoen, déi en Interesse drun hätten, fir an déi Richtung ze goen.

Déi Proposition de loi vun der Madame Wagener huet den Avantage, dass se vill Saachen a Bewegung setzt an dass se net d'Institution u sech vum Mariage zementéiert op all éiweg Zäiten, mä dass se eng Partie Froen opwerft, och wat d'Selbstverständnis vum Mariage u sech ugeet. An ech mengen, dass dofir och d'Zäit komm ass an Zukunft fir nozedenken iwwer méi wäitgehend Reforme vum Droit de la famille.

Et kënn ouni Zweifel den Drock och vu baussen, fir déi Institutionen, déi et an anere Länner gëtt, unzeerkennen, Problemer vum Droit international privé. Mir kënnen eis net deene Saachen entzéien. Dat forcéiert eis och dat weider an der Diskussioun ze halen, an och de Problem vun der Individualiséierung vun de Rechter an der Sécurité sociale, e wichtege Problem, dee muss diskutéiert ginn, ouni awer Rechter vu Leit, déi entstanen sinn, ze léseieren.

Ech stëmmen also, fir ze resüméieren, déi zwou Propositions de loi esou wéi se hei virleien, an ech wäert mech enthalen bei dem Projet de loi, well ech fannen, dass et en hallefhäerzege Versuch ass, deen net deem Wandel, deen an der Gesellschaft amgaangen ass sech ze maachen, Rechnung dréit.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als lescht Diskussionsriednerin ass d'Madame Nancy Arendt agedroen. D'Madame Arendt huet d'Wuert.

Mme Nancy Arendt (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur, dem Claude Wiseler, villmools merci soe fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport, dee bestëmmt net einfach war.

Dese Projet huet mech vun Ufank un interesséiert an huet mech och op engem méi mënschleche Plang beréiert, well ech et einfach wichteg fannen, dass mir léieren ze akzeptéieren, dass et an eiser Gesellschaft verschidde Meenunge gëtt an net nëmme eng, déi eenzeg a richtig ass. An dofir wëllt ech ganz kuerz op d'Philosophie vum virleien Text agoen.

Mäi Fraktiounskolleeg, de Laurent Mosar, huet dat schonn am Detail gemaach, an ech wëllt mech och 100%eg senger Meenung a senger Wieder uschleissen.

Als ee vun deene jéngste Memberen aus der Chamber läit mir dëst Gesetz ganz besonnesch um Häerz. Wat huet d'Tatsaach méi jonk ze sinn domat ze dinn, dass mir dese Projet esou wichteg ass? Ech mengen soen ze kënnen, ouni mech ze ieren an ouni hoffentlech engem méi no ze trieden, dass dat soziaalt Émfeld vun enger Métt-drëssegjähreger oft e bëssen aneschtens ausgesäit, wéi dat vu mengen Elteren oder menges Grouselteren zum Beispill.

A menger Klass kennen ech vill Leit, bekannte Frënn, Familljememberen, déi eng ganz aner Approche zum Bestiednis an zum Zesummeliewen hunn, wéi déi vu méi eelere Generatiounen, fir déi nëmme just d'Bestiednis a Fro komm

ass. Et ginn awer niewent dem Bestiednis nach aner Forme vum Zesummeliewen, wat vläicht an den Ae vun deene méi eelere Generatiounen keng gängeg Aart vum Zesummeliewen duerstellt, ass fir meng Generatioun eng Selbstverständlechkeet. Et ass Zäit ginn, dee juristeschen a soziale Kader un dës Selbstverständlechkeet unzepassen.

Eis Gesellschaft huet sech an deene leschte Joren a Jorzéngten a Saache Liewens- a Beziungsforme geännert, an dese virleiende Projet dréit deser Entwécklung Rechnung. Och wann d'Bestiednis weiderhin eng besonnesch Stellung an eiser Gesellschaft huet, an nach vill Leit, och bei deene Jonken an och fir mech perséinlech, déi ideal Grondlag vun der Famill ass, ginn et ëmmer méi Leit, déi hiert Familljeliewen op eng aner Basis wéi d'Bestiednis organiséieren wëllen.

Ech fannen all d'Liewensgemeinschaften, och déi, déi sech ausserhalb vum Bestiednis bewegen, hunn Usproch op Unerkennung a Schutz, an dat egal ob et sech ëm hetero- oder homosexuell Forme vum Zesummeliewen handelt. Och si si frou mateneen, och si hunn e Recht op eng kontraktesch Verankerung wa se dat wënschen.

Andeems dëst Gesetz e juristesche Kader fir all Liewensgemeinschaften ausserhalb vum Bestiednis schafft, wou prezis Rechter, mä och d'Flichte vun de Partner festgehal ginn, erlaabt de Projet och den Homosexuellen eng offiziell Relatioun geltend ze maachen. An dat ass a mengen Aen e wichtege Aspekt vum Gesetzesentwurf, och wann et den Auteurs vum Projet an éischer Linn drëm gaangen ass de juristesche Vakuum ze fëllen an deem sech vill Koppelen befannen, onofhängeg vun hire sexuellen Orientéierungen. Dese Projet spigelt de gesellschaftleche Wandel a puncto Unerkennung an Akzeptanz vu gläichgeschlechtliche Koppelen erëm, e Wandel, deen ech perséinlech ganz besonnesch begrëissen.

Eis Gesellschaft huet sech an deene leschte Jorzéngten esou entwéckelt, dass sech ëmmer méi Leit zu hirer Homosexualitéit bekannt hunn. Gläichgeschlechtliche wëllen och ëmmer méi offen an éierlech vis-à-vis vu sech selwer sinn, an dat och ausliewe kënnen, genau wéi dat bei heterosexuelle Koppelen de Fall ass, an zwar ënner der Form vun enger Liewensgemeinschaft, déi net nëmme toleréiert, mä och virun allem akzeptéiert soll ginn.

Ech si sécher, dass dese Projet, dee mer haut an der Chamber wäerte stëmmen, d'Toleranz an d'Akzeptanz vun anere Konzepter vum Zesummeliewe wäert festegen, an zur Unerkennung vun alle Liewensformen als selbstverständlech, lues awer sécher, an eiser Gesellschaft bäidroe wäert.

An deem Zesummenhank sinn ech houfrech, dass dese Projet d'Ennerschrëft vun der CSV dréit, d'CSV, déi jo ëmmer esou duergestallt gëtt, wéi wa se an de gesellschaftleche Froen erzkonservativ wier...

(Interruption)

...- mä d'DP ass net erzkonservativ, dat sinn éischer mir - a viru 50 Joer verstengert stoe bliwwer. Ech si frou, dass de Premier a senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun am Joer 2001 dese Projet als ee vun deene wichtegste gesellschaftleche Projeten ugekënnegt huet. Dowéinst géif ech et och gutt fannen, wann dese Projet, deen net ganz onëmstridde war an och net ass, trotz de verschiddenen Divergenzen, mat enger grousser Majoritéit géif gestëmmt ginn.

D'Fro, déi mir am Kader vun deem Vote beäntwert sollen, ass net déi fir ze wëssen ob de Projet op verschiddene Punkten ze wäit oder net wäit genuch geet. D'Fro, déi sech a mengen Ae stelle muss, ass

déi fir ze wëssen, ob de Projet d'Situatioun vun de Leit, déi vum virleien Text betraff sinn, wäert verbesseren oder net. An do ass d'Antwort eendeiteg jo.

Ech hunn net wëlles an den Detail vum Projet anzegoen. Ech hunn dat schonn am Ufank gesot. Dat hunn anerer, virun allem de Rapporteur, viru mir gemaach. Mä et ass kloer, wann ee sech den Text ukuckt, dass en iwwert d'Unerkennung vun de Liewensformen ausserhalb vum Bestiednis eraus de konzernéierte Leit a virun allem ville Männer a Fraen, déi zesummeliewen ouni bestuet ze sinn, bestëmmte Rechter sécherstellt, ouni déi si am Alldag diskriminéiert wäeren. Mir hunn e gudden Text virun eis, deen d'Lag vun den Zesummeliewenden op ville Punkte verbessert, an dofir fannen ech och, dass mir desen Text stëmme sollen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si kee Frënd vu groussen a laange Rieden, insbesondere net dann, wann zënter Stonnen hei plus ou moins mat deeneselwechten Argumenter zu deser Problematik diskutéiert gëtt. Ech géing dofir ganz kuerz am Numm vun der Regierung nach eng Kéier wëlle soen, dass mir der Meenung sinn, dass dat hei e wichtege Dag ass fir ganz vill Koppelen hei am Land, homosexuell an heterosexuell Koppelen, déi zesummeliewen ouni zesumme bestuet ze sinn an duerfir - an dat ass eise Souci an dat muss eise Souci sinn - ze évitéieren, dass déi an engem totalé Vide juridique liewen, esou wéi dat haut de Fall ass.

Déi gréng Deputéiert, d'Madame Wagener, huet sech opgereegt doruwwer, dass an deem Gesetzesentwurf, op 37 Säite mengen ech huet se gesot, iwwert d'Problemer vun der sozialer Sécherheet géing an deem Kontext geschwat ginn.

Mme Lydie Err (LSAP), auteur. - Dat war ech!

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Dat war d'Madame Err, Här President, déi dat da selwer hei seet. Ech si stolz dorobber, well et ass an der Iddi vun der Regierung gewiescht, dass mer grad déi Situatiounen, wou et haut an der Praxis ganz vill Problemer gëtt, wann zwee Leit zesumme wunnen ouni ënnert dee juristesche Kader vum Bestiednis ze falen, a se dann an enger schwieriger Situatioun sinn, dass et e rechtsleere Raum gëtt, an dass dann de Stat op déi eng oder déi aner Fassong muss ad hoc asprangen, fir déi Situatioun op eng mënschlech Aart a Weis ze regelen.

Duerfir ass et d'Flicht, déi morallesch an déi politesch Flicht vum Stat, vun alle Politiker, gläich welcher Gesënnung se sinn, fir an deene Situatiounen iwwert de gesetzgeberesche Wee anzegräifen. Et ass duerfir wou mer hei Regele maachen am Zivilrecht, Regele maachen am Recht vun der sozialer Sécherheet a Regelen am Recht vun der Fiskaliteit, déi net datselwecht si wéi de Mariage, well mir sinn hei net an där Situatioun, mä déi Mindestregele vu Responsabilitéit a vu Solidaritéit asetzen tschent zwee Leit, déi zesummeliewen ouni mateneen bestuet ze sinn.

Dat ass d'Zilsetzung vun deem Gesetz, an duerfir ass et e grousst a wichteg Gesetz wat d'Situatioun vu ville Leit hei am Land verbessert, an duerfir ass et wierklech e Gesetz, wat och jidderee muss kënnen stëmmen. Duerfir fannen ech et interessant wann hei gemengt gëtt oder sech erstaunt gëtt,

dass och grad chrëschtlech Politiker géingen esou en Text stëmmen, oder si dierften en iwwerhaupt net stëmmen, well d'Madame Wagener mengt, si kënn an där dote Problematik Zitatiounen ervirbréngen, déi déi eng oder déi aner moralesch Schwierigkeete géifen...

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur.- Dat sinn net ech, dat ass de Poopst, deen dat seet.

Une voix.- Jo!

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Ech wëll der Madame Wagener soen, dass ech mengen, dass all Politiker, dee sech em seng Matmënsche bekëmmert, an dat ass d'Zil vun der Politik an dat ass d'Zil vun dëser Regierung, dee bréngt esou e Projet ervir, well e sech em d'Leit bekëmmert. E bekëmmert sech em d'Leit, déi net ënnert déi Regele falen, déi am Gesetz iwwert de Mariage virgesi sinn, e bekëmmert sech em déi Leit, déi an eiser Gesellschaft aus fräie Stécker, an enger fräier, pluralistescher Gesellschaft kënnen d'Leit esou zesumme wunne wéi si et fir richtig fannen, an da stellt sech d'Fro fir d'Politik: Bekëmmert ee sech dorëms oder bekëmmert ee sech net dorëms? D'Regierung ass der Meenung, contrairement zu aneren, dass ee sech em déi Situatioun muss bekëmmern.

Dat ënnerscheet eis och vun deem, wat hei d'Veitrieder vum ADR gesot hunn, déi déi Froen einfach wëlle lénks leie loossen. Hei ass en Text, deen eng kloer, propper...

Une voix.- Mir hu kloer Propositione gemaach, Här Minister, wat mer wëllen änneren.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Dat hei ass en Text, deen déi Situatioun verbessert, an duerfir hoffen ech op eng breet Zoustëmmung an dësem Parlament. Dëst Gesetz huet näischt ze doe mat der Fro vum Mariage vun den Homosexuellen. Déi Fro muss a kann een an enger pluralistescher Gesellschaft diskutéieren, mä souguer wann d'Regierung op dee Wee gaange wär, wat se net...

(Interruptions diverses)

Bon, haut de Moien zënter néng Auer an an de Kommissiounssitzungen hu mer x-mol doriwwer diskutéiert.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst den Här Minister schwätzen!

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.- Här President, ech wär frou wann ech kënn mä Gedanken och op deem Punkt fäerdeg maachen, well ech hunn och d'Madame Wagener natierlech schwätze gelooss.

Och wann een dee Mariage agefouert hätt, da bleift d'Regierung der Meenung, dass een dëse Gesetzesprojet brauch, well dëse Gesetzesprojet regelt jo d'Situatioun vun deene Leit, déi net matenee bestuet sinn an déi och an esou enger Situatioun net onbedéngt wëlle bestuet sinn. Also soen ech, dëse Gesetzestext ass an den Ae vun der Regierung extrem noutwendig, virun allem fir de Volet vun der sozialer Sécherheet, vun der Fiskaliteit a fir gewësse Beräicher vum Zivilrecht méi kloer ze regele wéi dat haut de Fall ass.

Déi aner Fro, an dorobber ginn ech elo net méi am Detail an, well ech dat virun an Zwëscheninterventione gemaach hunn, muss een an eisen Ae selbstverständlech virun allem am Kontext vum Intérêt vun de Kanner gesinn. An ech bieden drëm, dass, wann een esou eng Diskussioun op eng tolerant Aart a Weis féiert, d'Kand am Viergrond steet. D'Fro vun Intérêt vum Kand, d'Fro vun der Adoptioun, d'Fro vun den internationa-

len Adoptiounen, déi och largelement determinéiert ginn am Ursprongland vun deene Kanner, kann een net hei duerch e Fiederstréch maachen.

Ech deelen och net d'Meenung vun deene Gréngen, déi sech hei ganz kloer fir en Adoptiounsrecht vun homosexuelle Koppelen ausgeschwat hunn, well ech mengen et gëtt kee Recht op d'Adoptioun. D'Adoptioun muss ëmmer gesi gi virun allem aus der Perspektiv vun de Kanner. Doriwwer muss een eng Debatt féieren, doriwwer kann een eng Debatt féieren. An enger pluralistescher Demokratie muss ee kënnen iwwer alles diskutéieren. Mä dat huet näischt mat dësem Projet de loi ze doen. Duerfir mengen ech, dass jiddferen, dee sech bekëmmert em déi Leit, déi zesumme wunnen ouni bestuet ze sinn, soll massiv dësen Text stëmmen. Mir wäerten dorunner moossen, wie sech em d'Leit hei am Land bekëmmert a wem verschidde Situatiounen egal sinn.

(Interruptions diverses)

Duerfir bieden ech em d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz an ech soen all deene merci, déi hei op eng konstruktiv Aart a Weis an dëser Debatt an och an deene Kommissiounssitzungen - dat waren der ganz vill, et ware ganz vill Kommissiounssitzungen - deelgeholl hunn, virun allem och dem Rapporteur, dem Här Wiseler, deen hei duerch deen Text a villen Aarbechtssitzunge sech doduerch gewandert huet.

Ech mengen och, an domadder géing ech ofschléissen, Här President, dass zu all dësen Debatten, deene gesellschaftspoliteschen Debatten, ee muss e largen Débat féieren. Dat hu mir bei dësem Text gemaach, an et soll een eis wann ech gelift net reprochéieren, dass deen Text kuert virum Enn vun der Legislaturperiode kënn. Déi Gréng hunn eis hei attackéiert, deen een Dag soen se déi Texter kéimen ze spéit an der Legislaturperiode, se komme spéit well och laang doriwwer diskutéiert ginn ass. Anerer kommen net, déi awer um Instanzeweise sinn, wéi d'Reform vum Scheedungsrecht oder dee vum Numm vum Kand, well mer wëllen den Débat féieren.

Mir hätten déi och nach, wa se zum Deel aviséiert gewiescht wiere vum Statsrot, kënnen duerchbréngen. Ech mengen, dass dat Debatte sinn, déi ee muss féieren, onofhängeg vu Wahlen, an duerfir ass et och Zäit fir déi Debatten am Hierscht virunzeféieren. Mir hunn d'Jalonen dozou gesat, dës Regierung huet d'Texte op den Instanzeweise bruecht, an déi Debatte mussen am Hierscht virugefouert ginn, och op anere gesellschaftspolitesche Felder, déi mir an dëser Legislaturperiode wesentlech vu Regierungssäit virubruucht hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ah, d'Madame Wagener freet Parole après ministre.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG), auteur.- Jo, Här President, Parole après ministre. Ech wollt dem Här Frieden soen, en huet elo gesot mir hätte vum engem Recht op Adoptioun geschwat. Wann en eis Proposition de loi gelies hätt, hätt e gesinn, dass mer eis duerchaus bewosst sinn, dass et kee Recht gëtt, mä en Accès, dee geregelt ass. An domadder kënn mir och ganz gut liewen. Mir hunn ni gesot, et misst e Recht ginn, an natierlech ass fir jiddferen heibannen, och fir déi Gréng, den Intérêt vum Kand deen, deen zielt.

Mä den Intérêt vum Kand, wann deen esou definéiert gëtt, dass d'office homosexuell Leit, ob se elo zu zwee oder eleng sinn, ausgeschloss ginn, dann ass dat menger Meenung no do de Punkt, wou et falsch leeft, da gëtt eng Diskrimina-

tioun gemaach, da gëtt net méi fräi gekuckt, ob een apte a capabel ass fir Erziehungsarbecht ze maachen, mä da gëtt just nach gekuckt, wéi engem seng sexuell Orientéierung ass, an et ass genau dee Punkt, dee mir wëllen ofschaffen, a wou mir wëllen an eng nei Richtung goen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4946 a stëmmen doriwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 31 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi 4946.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 4946 et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi 4946 ass ugeholl mat 33 Jo-, 7 Nee-Stëmmen an 20 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Marco Schroell), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer.

Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: M. Jean Spautz;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Lydie Err), Jean-Pierre Klein (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch (par M. Georges Wohlfart), MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener; M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 4162.

Lecture du texte de la proposition de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 6 si gelies an ofgeleht.

Mir stëmmen elo of iwwert d'Proposition de loi vun der Madame Renée Wagener.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 4162

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Proposition de loi 4162 vun der Madame Renée Wagener ass verworfen mat 40 Nee- géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Jeannot Krecké), Jean-Pierre Klein (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par Mme Lydie Err), Mme Lydia Mutsch (par M. Jean Asselborn), MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Georges Wohlfart);

M. Jacques-Yves Henckes;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par Mme Simone Beissel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Marco Schroell), Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mer kommen dann zur Proposition de loi 4110 vun der Madame Lydie Err.

Lecture du texte de la proposition de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 5 si gelies an ofgeleht.

Mir stëmmen elo of iwwert d'Proposition de loi 4110 vun der Madame Lydie Err.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 4110

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Proposition de loi 4110 ass verworfen mat 35 Nee- géint 24 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Jeannot Krecké), Jean-Pierre Klein (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par Mme Lydie Err), Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Georges Wohlfart);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM.

Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Marco Schroell), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Colombara et Aly Jaerling.

Mir maachen elo d'Proposition de loi 5315. Mir maachen elo d'Proposition de loi 5315, wou mer gëscht d'Discussion générale ofgeschloss hunn. Wéi gesot, et bleiwen nach d'Proposition de loi 5315.

Dat betrëfft fir d'eischt de Projet de loi 5315.

2. 5315 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} mars 1973 autorisant le Gouvernement à accorder la garantie de l'État et une aide financière au profit de la „Société des Foires Internationales de Luxembourg“, Société anonyme à Luxembourg (suite)

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen I an II si gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also of iwwert de Projet de loi 5315.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Gusty Graas), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Jean Asselborn), Jean-Pierre Klein (par Mme Lydie Err), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Georges Wohlfart), Mme Lydia Mutsch (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 5256 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (suite)

Mer kommen elo zum Projet de loi 5256, dat ass deen iwwert d'Circulation op de Voies publiques. D'zou hu mer een Amendement vum Kollege Zanussi. Dee schléit vir - Dir hut den Amendement virleien -, dass de Paragraph 4 vum Artikel 4 géif suppriméiert ginn.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ueg-holl.

Den Artikel 4 ass gelies.

Elo kënn den Amendement beim Artikel 4 vum Här Zanussi, wou e virschléit den Absatz 4 vum Artikel 4 ze sträichen.

Ass e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

D'Ofstëmme fänkt dann un iwwert den Amendement vum Här Zanussi.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Den Amendement ass verworf mat 39 Neen- an 19 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Jean Asselborn), Jean-Pierre Klein (par Mme Lydie Err), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener; M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Marco Schroell), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Also ass den Artikel 4 esou ueg-holl wéi e virgeschloe gi war. An da fue-mer weider mat der Lecture.

D'Artikelen 5 bis 7 si gelies an ueg-holl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme elo of iwwert de gesamte Projet de loi 5256.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ueg-holl mat 41 Jo-, 14 Nee-Stëmmen a 5 Absten-tiouen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny

Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Marco Schroell), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par Mme Simone Beissel), Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Jean Asselborn), Jean-Pierre Klein (par Mme Lydie Err), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Georges Wohlfart);

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

An da komme mer zum Projet de loi 5159 iwwert d'nohalteg Entwécklung.

4. 5159 - Projet de loi relative à la coordination de la politique nationale de développement durable

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 16 si gelies an ueg-holl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir maachen dann elo de Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder ent-hale sech.

De Projet de loi ass ueg-holl mat 35 Jo- a 25 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par Mme Simone Beissel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jean-Pierre Klein (par Mme Lydie Err), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer (par M.

Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Georges Wohlfart);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Kollegen, ier mer weiderfuere mam Ordre du jour huet den Här Jaerling d'Wuert gefrot fir den Dépôt vum enger Motioun. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

(Interruptions diverses)

5. Dépôt d'une motion relative à la politique d'embauche du groupe Arcelor

M. Aly Jaerling (ADR).- Här President, wéi ech festgestallt hunn, dass mer an den nächsten Deeg keen esou ee chargéerte Programm hunn, hunn ech mer dann hei d'Fräiheet geholl, fir nach eng Motioun ze deponéieren, déi d'Regierung soll opfuere, bei Arcelor ze intervenéieren, dass déi Aarbechtsplazen, déi d'nächst Joer op der neier Mëtteleisestross geschafe ginn, ausschliesslech solle fir Leit aus eise Lëtzebuenger Stolwierker reservéiert bleiwen, oder fir Leit, déi um Lëtzebuenger Aarbechtsmaart zur Verfügung sinn.

Motioun

D'Volleksvertrieder kummer

- stellt fest, datt op ARBED-Belval ab dem Joer 2005 eng nei Mëtteleisestross a Betrib geet, op där em déi 220 nei Aarbechtsplaze geschafe solle ginn;

- stellt fest, datt zum gläichen Zäitpunkt d'Mëtteleiseproduktioun beim STUL zu Longwy zouge-maach gëtt an datt déi 331 Salariéé vun do sollen op den Arcelor-Wierker zu Lëtzebuerg iwwerholl ginn;

- stellt fest, datt am Schnëtt hei am Land pro Joer iwwer 300 Beschäftegter aus der Stolindustrie an der CDR (Cellule de reclassement) beschäftigt ginn, déi zum Deel vum Lëtzebuenger Stat finanzéiert gëtt an datt d'CDR ab 2007 soll op 600 Beschäftegter uweessen;

- stellt fest, datt um Lëtzebuenger Aarbechtsmaart em déi 12.000 Leit op der Sich no enger Schaff sinn;

- kann net dermat averstane sinn, datt déi Aarbechtsplazen, déi op der neier Mëtteleisestross op ARBED-Belval geschafe ginn, mat Leit besat ginn, déi net op de Lëtzebuenger Arcelor-Wierker respektiv an der CDR beschäftigt sinn, respektiv vu Leit, déi net um Lëtzebuenger Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn;

fuerdert d'Regierung op

bei der Direktioun vun Arcelor an-zewierken, datt déi nei Aarbechtsplazen, déi op der neier Mëtteleisestross op ARBED-Belval geschafe ginn, ausschliesslech vu Salariéé besat ginn, déi op de Lëtzebuenger Arcelor-Wierker oder an der CDR respektiv um Lëtzebuenger Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn,

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp.

Ech wär frou, wann iwwert dës Motioun dës Woch nach géif of-gestëmmt ginn.

M. Jean-Paul Ripinger (DP).- Gitt de Sozialisten déi, déi hunn Übung mam Steckel!

M. le Président.- Mir fuere dann elo weider mat eise Ordre du jour a kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 5313, een Of-kommes iwwert d'Banque européenne pour la reconstruction et le développement. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn agedroen: déi Häre Krecké a Graas. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Clement.

Une voix.- Här President, et ass den Här Bodry, deen intervenéiert.

6. 5313 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à l'article 1^{er} de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, adopté par le Conseil des gouverneurs par une résolution du 30 janvier 2004

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi kommunistesch Regimer an Osteuropa sinn zesummegebrach. Hir Ekono-mien hu sech méi oder manner séier vun enger Planwirtschaft an eng Maartwirtschaft ëmgewandelt. Déi europäesch Statscheffen haten dofir um Europasommet vu Stroosbuerg am Dezember 1989 decidéiert eng Bank ze grënnen, fir dese Prozess ze ënnerstëtzen.

Dës Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ofgekierzt BERD an am Volleksmond och oft Europabank genannt, gouf offiziell 1991 gegrënnt. Lëtzebuerg zielt zu de Grënnungs-membere an huet eng Kapitalpart gezechent vu 40 Milliounen Euro. D'Aufgab vun der BERD ass et den Opbau vun enger effizienter Maartwirtschaft ze ënnerstëtzen. Si setzt sech fir bedeutend Investitiounen an an zielt nach haut zu de wichtegsten Investoren an Zentral- an Osteuropa. Si mécht dat op e puer Weeër: Si mobiliséiert direkt auslännesch Investoren. Si proposéiert den internationale Banken a Betriber Projeten, déi finanzéiert solle ginn.

Des Weideren ënnerstëtzt si awer net nëmme Privatbetriber, mä och Statsbetriber. Dat kann op den eischte Bléck e bësschen iwwerraschen, mä mat hirer Interventioun wëll d'BERD d'Privatiséierung alee-den an d'Restrukturatioun vun de Statsbetriber och förderen.

D'BERD huet e puer besonnesch Charakterzich, déi et wäert ass ze ernimmen. Eischtens ass et eng international Finanzinstitutioun, wou eis amerikanesch Frënn keng Majoritéit zum Blockéiere vun den Dé-cisiounen hunn.

Zweetens leeft d'Kapital net op US-Dollaren, mä op Euroen.

Drëttens vergëtt d'BERD net nëmme Präten, mä si ass des Weideren och autoriséiert selwer Participatiounen um Kapital vun deenen eenzelne Betriber kënnen ze huelen.

Véiertens, zu de Membere vun der Osteuropabank zielen net nëmme Nationalstaten, mä och d'Europäesch Unioun an d'Europäesch Investitiounsbank.

Fënneftens - an heirop wëll ech e bësse méi laang agoen -, déi Länner, déi an de Genoss vun der Interventioun vun der BERD komme wëllen, mussen gewësse Kritäre respektéieren. Dat sinn an der Haaptsaach de Respekt vun den demokratesche Prinzipien an och de Respekt vun der Ëmwelt.

Da gesinn d'Statute vun der BERD vir, datt d'Länner vun Zentral- an Osteuropa ënner den Fuchtel vu Moskau hate stoe misse. Duerch dës Definitioun ass awer d'Mongolei ausgeschloss. Op d'Proposition vun eise Statsminister Jean-Claude Juncker huet dofir dat iewescht Entscheidungsorgan vun der Osteuropabank, de Gouverneursrot, ënner senger Présidence decidéiert, den Artikel 1 vun de Statute vun der BERD ëmzeënneren.

Konkret gëtt hei ee Saz bäigesat, deen explizit d'Mongolei als Land ernennt, dat vun den Interventiounen vun der BERD profitéiere kann. Dës Décioun vum Gouverneursrot muss vu jiddfer Memberstat elo och ratifizéiert ginn. De Lëtzebuenger Statsminister huet dofir den 18. Mäerz vun dësem Joer de virleien-de Projet de loi heibannen dépo-séiert.

De Statsrot huet den 20. Abrëll de Projet aviséiert; en ass u sech mam Projet d'accord, huet awer e puer Remarquen zum Gesetzestext an zur Iwwerschrëft formuléiert. D'Finanzkommissioun huet sech an hirer Sitzung vum 3. Mee dës Proposition vum Statsrot ralliéiert. D'Commission des Finances et du Budget huet an där selwechter Sitzung mech als Rapporteur bestëmmt an och de Rapport bei enger Enthaltung ueg-holl.

Här President, konkret ass d'Mongolei mam virleien-de Projet an de Genoss vun de Finanzmëttelen a vun der Ënnerstëtzung duerch d'BERD komm. Si ass schonn zënter 2000 awer och Member vun dëser Bank. Am Abléck gëtt d'Mongolei vun engem Fonds de coopération technique pour la Mongolie ënnerstëtzt, dee virun dräi Joer vun Holland, Japan a Lëtzebuerg gegrënnt gouf. An der Tëschenzäit huet sech och den Taiwan dësem Fond ugeschloss.

Am Résumé, Här President, ass et een u sech gudder Projet an dofir fällt et mer och net schwéier d'Chamber ze bidden dese Projet ze stëmme. Selbstverständlech ginn ech dann och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dësse Projet.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner huet elo den Här Bodry d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen ech ka mech kuerzfaassen. Et geet hei ëm eng kleng Ofännerung vun engem Artikel wat d'BERD betrëfft. Et ass elo esou, dass zënter dem Joer 2000 d'Mongolei Member ass vun der BERD, mä d'Mongolei war bis elo net bei deene Länner, déi och vun de Prestatiounen vun där Bank kënnen benefisiéieren. Dat soll elo anescht sinn an dofir wäert eis Fraktioun och deen heite Projet stëmme.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Graas huet elo d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur Lucien Clement merci soe fir seng verschidde Berichter a selbstverständlech bréngen ech och den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique a stëmme driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ueg-holl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5313.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmmegeg uegholl mat 54 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Marco Schroell), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par Mme Simone Beissel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel et M. Marco Schroell;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jean Asselborn), MM. Ben Fayot (par M. Jeannot Krecké), Jean-Pierre Klein (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Georges Wohlfart), Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry) et Georges Wohlfart;

MM. Jean Colombara, Gast Gibryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Renée Wagoner), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagoner.

Gëtt d'Chamber Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

An da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5201 iwwert d'SICAR. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn age droen: déi Häre Krecké a Graas. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Patrick Santer.

7. 5201 - Projet de loi relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR) et portant modification de

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu

- la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune

- la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Patrick Santer (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Gesetzesprojet 5201 wäert d'Finanzplaz en adequat Instrument kréien, dat et erlabt wäert verstärkt am Secteur vum Risiko-

kapital aktiv ze ginn. Mam Risiko-kapital kënnen nei gegrennte Gesellschaften oder Gesellschaften, déi sech weiderentwéckele wëllen, un déi néideg Liquiditéit komme fir Entwécklungspotenzial richteg ausnotzen ze kënnen. Den Investisseur am Risikokapital erhofft sech vum deene Gesellschaften, déi dacks an zukunftssträchtege Branchen fungéieren, op Dauer en héije Rendement. Dofir hält den Investisseur och de Risiko a Kaf, dat déi Gesellschaft net déi Resultater bréngt, déi e sech erhofft hat. De Risiko, dee mat esou Operatiounen verbonnen ass - dofir och den Numm Risikokapital - ass also d'Géigepartie vum de méi héijen Dividenden, déi den Investisseur gedenkt à terme erauszekréien. Wann awer de Risiko bei där Gesellschaft vum Ufank u besteet an iwwert déi ganz Dauer vum Investissement weiderlief, schiele sech déi positiv Resultater nëmme mëttel- oder souguer laangfristeg, zum Beispill a Form vum Dividenden oder Plusvaluen, eraus. Datt de Risiko heiansdo d'Iwwerhand behält an den Investisseur näischt aus der Operatioun verdéngt, huet d'Implosioun vum de sëllege Gesellschaften vum der „new economy“ virun zwee Joer bewisen. Op där anerer Säit ass Risikokapital fir nei gegrennte Gesellschaften munchmol déi eenzeg Méiglechkeet, fir u genügend Fongen ze kommen, fir hir Aktivitéit kënnen ze starten oder, wa se scho bestinn, fir sech weiderentwéckelen ze kënnen. Risiken déi bestinn, déi weineg Liquiditéiten, déi des Kleng- a Mëttelbetriber hunn, an déi inexistent Garantien, déi des Gesellschaften oder hir Aktionäre kënnen virbréngen, sinn dräi vu ville Grënn, fir datt klassesch Bankkreditter net an d'A gefaasst kënnen ginn.

Här President, och virun deemem Projet sinn Operatiounen vu Risikokapital zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Esou Operatiounen hu klassesch Gesellschaftsforme benotzt, eng S.à r.l. oder meeschtens eng Société en commandite par actions oder esouguer en OPC spécialisé no der Circulaire vum IML 91/75. Dës Strukture waren awer net ëmmer de Spezifitéit vum Capital à risque ugepasst, et goufen entweder flexibel Strukturen, déi awer kenger Kontroll ënnerworfen waren, oder Strukturen, déi zwar ënnert der Autoritéit vum der CSSF stoungen, mä net flexibel genuch waren.

Mat de SICARen, Sociétés d'investissement en capital à risque, entsteet zu Lëtzebuerg een Instrument wat de Charakteristike vum Risikokapital ugepasst ass. De Projet de loi soll dozou dengen zu Lëtzebuerg ee flexibel Instrument ze schafen, wat den Aktivitéit vum Risikokapital ugepasst ass, an esou eis Finanzplaz, méi staark wéi bis elo, an deem Secteur ze positionéieren. Well d'Aktivitéitsspart vum Risikokapital, déi och um europäeschen Niveau gefördert gëtt, trotz dem schwieerege wirtschaftlechen Umfeld, sech an de leschte Jore staark entwéckelt huet, ka sech eis Finanzplaz net erlaben - iwwerhaapt net oder nëmme esouguer marginal -, fir net present ze sinn a ka sech och net erlaben, fir des Aktivitéiten deene mat eis konkurréierende Finanzzentren an der Europäescher Unioun ze iwwerlousen.

D'Europäesch Unioun huet bei deser Finanzéierungsméiglechkeet, déi besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber zegutt kënn an den Entrepreneursgeeschicht verstärkt zum Droo komme léisst, nach e grouse Réckstand par rapport zu de Vereenegte Staten. Wann an de Vereenegte Staten 0,2% vum Bruttoinlandsprodukt an de Risikokapital investéiert gëtt - dat woren 2002 31,3 Milliarden Dollar -, da sinn an deemselwechte Joer nëmme lichts iwwer zéng Milliarden Euro an der Europäescher Unioun a Projete mat Risikokapital investéiert ginn; dee Réckstand hu mer nozehuelen a grad hei ka sech Lëtzebuerg ideal positionéieren.

Här President, ech wëll lech an e puer Wierder d'SICARen virstellen. D'Ofkierzung SICAR oder Société d'investissement en capital à risque, steet net fir eng nei Gesellschaftsform. Eng SICAR kann eng Aktiegesellschaft, eng Commandite simple, eng Société à responsabilité limitée, eng Commandite par actions oder eng kooperativ Gesellschaft, déi ënnert der Form vum enger Aktiegesellschaft gegrennt ass, sinn. Hir Aktivitéit ass Investissementen a Risikokapital ze maachen.

De Statsrot huet a sengem Avis bemängelt, datt d'Definitioun vu Placements en capital à risque, dat heescht - an ech zitieren d'Definitioun vum Projet de loi: „Les accords de fonds directs ou indirects à des entités en vue de leur lancement, de leur développement ou de leur introduction en bourse“, ze restriktiv ausgefallt wier an net all Finanzéierungsméiglechkeete géif abannen. Dat hu mer an der Kommissioun net esou gesinn an des Definitioun, menge mer, ass genügend flexibel fir all d'Méiglechkeeten ze erméiglechen, déi haut an an der Zukunft am Marché bestinn a wäerten ugebuedt ginn, fir Zwecker vum Risikokapital ze finanzéieren.

D'Kapital vum enger SICAR ka fix oder variabel sinn, ausser bei SICARen, déi d'Form vum enger Commandite simple uegholl hunn, wou d'Kapital muss fix sinn. Eng SICAR muss e Mindestkapital vum enger Millioun Euro opweisen; dat Mindestkapital ka per Règlement grand-ducal op zwou Milliounen Euro erhéicht ginn. D'Kapital vum enger SICAR muss bannent engem Joer vum Agrément vum der CSSF erreecht ginn a bei all Aktie muss bei der Grënnung op d'mannst 5% ausbezuelt sinn, bei normale Gesellschaften ass eng Libératioun vum engem Véirel noutwendeg.

Nëmme sou genannten Investisseurs avertis kënnen an d'SICARen investéieren, dat heescht Leit, déi vum enger Bank oder vum engem anere professionnelle Secteur financier beschäinlegt kréien, dat se déi genügend Erfahrung a Risikokapitalgeschäfte hunn. Weinst der spekulativer Natur vum esou Investissementen an de Risiken, déi domadder verbonne sinn, soll een net zouloossen, datt jiddferen a Risikokapitalgeschäfte mat eraklëmmt. Well se souwisou eng illimitéiert Responsabilitéit hunn, sinn d'Commanditéen vum enger Commanditegesellschaft souwisou als Investisseurs avertis anzestufen.

D'SICARen mussen vum der CSSF agréiert ginn a stinn ënnert der Kontroll vum darselwechter. Mä anescht wéi bei den OPCen brauch de Promoteur oder de Gestionnaire vum enger SICAR, wann et esou Promoteuren oder Gestionnaire ginn, net agréiert ze ginn. Wann de Gestionnaire am Ausland kann etabléiert sinn, mussen d'Activa vum der SICAR vum engem zu Lëtzebuerg uséitzegen Dépositaire ënner Garde stoen.

Den Terme Garde hat hei zu Konfusioun beim Statsrot gefouert. Gemengt ass hei net déi physisch Garde, mä wéi dat bei den OPCen ass - an ech verweisen hei op d'Circulaire 91/75 vum IML, déi ech schonn zitéiert hunn -, d'Kontroll vum der Lokalisatioun a vum dem Inhalt vum den Aktiva vum enger SICAR. D'SICAR brauch keng Joreskonten, weder consolidéiert nach net consolidéiert, virzeleeën; e Prospekt an e Rapport annuel, déi vum engem Réviseur kontrolléiert ginn, sinn noutwendeg.

Um steierleche Plang sinn d'SICARen engem favorable Regime ënnerworfen: keng Taxe d'abonnement; keng TVA op der Commission de gestion; en Droit fixe vum 1.250 Euro a keen Droit proportionnel op der Grënnung an op Kapital-

erhéijung vum enger SICAR: d'Plusvaluen, déi vum engem Nonrésident realiséiert ginn, ginn net zu Lëtzebuerg besteiert; keng Retenue à la source op Dividenden an esou weider.

Här President, de Marché vum Capital à risque huet sech an deene leschte Joren als eng vum deene wichtegste Finanzéierungsquelle fir Kleng- a Mëttelbetriber duerchgesat. Dese Projet de loi bitt der Finanzplaz en adequaten a flexible juristesche Kader fir sech op deem Gebitt och weltwäit duerchzusetzen. Dese Projet de loi gehéiert zu der Rétsch vu Gesetzer, déi mer an de leschte fënnf Joer hei an der Chamber gestëmmt hunn, mat deene mer konsequent d'Diversifikatioun vum der Finanzplaz ënnerstëtzt hunn an esou d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg an deem Secteur ausgebaut hunn. Ech erënnere hei un d'Gesetz iwwert d'OPCen, d'Fiducie oder d'Unerkennung vum Trust, d'Titrisatioun, den Transfert de propriété à titre de garantie an esou weider. Elo kann een nëmme allen Acteuren vum der Finanzplaz soen, de Ball läit bei lech, a mir hoffen, datt se dest Gesetz ungewende wëssen, dat heescht déi Flexibilitéit bäizebehalen, wéi dat zum Beispill bei den OPCen de Fall wor, fir dass Lëtzebuerg um Gebitt vum Risikokapital ee Pool d'excellence an Europa an an der Welt gëtt.

Dese Projet de loi beinhalt awer eng weider Innovatioun. Den Däiwel läit dacks am Detail an esou vergësst een och, datt mat deemem Projet de loi déi lëtzebuergesch OPCen oder verschiddener vum hinne méi attraktiv gemaach ginn.

Am Projet de loi gëtt eng bestëmmte Kategorie vum OPCe vum der Taxe d'abonnement befreit. Dat sinn OPCen, déi dozou benotzt gi fir Pensiounsfong vum engem internationale Grupp, an déi a verschiddene Länner bestinn, vum engem lëtzebuergeschen OPC aus ze géieren. Op Englesch heescht dat: „pension pooling vehicle“. Natierlech sinn esou OPCen, déi d'Gestioun vum enger gewëssener Zuel vu Pensiounsfongen aus engem Grupp iwwerhuelen, och elo scho méiglech, mä well déi OPCen der Taxe d'abonnement ënnerlouchen huet sech fir de Standuert Lëtzebuerg als Nodeel entwéckelt, besonnesch wou déi Pensiounsfongen e bestëmmte Montant vu Prestatiounen dem Salarié vum Grupp misst iwwerweisen. Déi lëtzebuergesch OPCe waren also ze deier, well se der Taxe d'abonnement ënnerworfen waren. Dofir hu mer esou OPCe vum der Taxe d'abonnement befreit, ob se prestations-définies- oder contributions-définies-orientéiert sinn. Awer et muss sech ëm OPCen handelen, déi als eenzeg Aktivitéit hunn, sech ëm d'Gestioun vum de Pensiounen ze bekëmmern.

Dese Projet ass vum Statsrot a vum der Chambre de Commerce, déi dese Projet aviséiert hunn, guttgeheescht ginn. De Rapport ass och an der Finanzkommissioun mat Unanimitéit uegholl ginn. Ech géif lech also bieden, dese Projet esou ze stëmme wéi en an der Annex vum Rapport steet an ech géif lech merci soe fir d'Opmierksamkeit an nach derbäi soen, datt d'CSV-Fraktioun voll hannert deemem Projet steet.

Merci.

M. le Président.- Den Här Alex Bodry ass als éischten Diskussionsriedner agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, ech wëll déi Eestëmmegeket net steieren, déi bei den Diskussiounen an der Finanzkommissioun zu Dag getratt ass, och haaptsächlech no dem ausféierleche mëndleche Rapport, deen de Patrick Santer hei virgedroen huet, wou en op all technesch Detailler agaangen ass. Och an den

Ae vum eiser Fraktioun ass dat hei e Projet, deen zur Festegung vum der Finanzplaz Lëtzebuerg bäidréit, deen also, mengen ech, insgesamt eis Wirtschaft ka stäipen an dese méi schwéieren Zäiten an dofir wäert eis Fraktioun och deen heiten Text stëmme.

M. le Président.- Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi et scho richtegerweis hei vu menge Virriedner ënnerstrach ginn ass, ass dat hei e ganz wichtige Projet fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maachen. Ech wëll awer och nach dem Patrick Santer e Merci aussprieche fir seng Rapporten. Besonnesch an där ganz komplexer Matière hei ass dat jo net ëmmer esou evident gewiescht a selbstverständlech bréngen ech och den Accord vum der DP-Fraktioun.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här François Bausch.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, ech kann et och ganz kuerz maachen. Och mir als gréng Fraktioun sinn der Iwwerzeugung, datt dat hei e ganz wichtige Projet ass fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg a mir wäerte selbstverständlech och dese Projet stëmme. Ech mengen, den Här Santer huet alles erkläert. Et ass net méi vill dozou bäizefügen.

M. le Président.- Den Här Jacques-Yves Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, et ass wichtig datt mer Mesuren huelen en faveur vum onser Finanzplaz, mä och en faveur vum deenen Entrepreneuren, déi sech grënnen, déi investéieren, déi Risikobereitschaft weisen, an hei ass e Moyen fir deene Gesellschaften ze hëllefen. Dofir kënnen mer och den Accord vum der ADR-Fraktioun zu deemem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Minister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass en techneschen Text, mä en ass fir d'Diversifikatioun vum der Finanzplaz vum ausserst grouser Wichtigkeet. Et ass d'Zil vum der Regierung eng zolidd, gutt iwwerwaachten, diversifizéiert Finanzplaz ze hunn. An et ass dofir datt d'Regierung an deser Legislaturperiode eng ganz Rei Projeten op den Instanzewege ginn huet, déi och dest Parlament guttgeheescht huet, fir méi Aktivitéiten an innerhalb vum deene verschiddenen Aktivitéitsbranchen nei Produkter ze developpéieren.

D'SICARen ass ee vum deene Projet-de-loien an ech sinn dofir frou, datt desen Text hei esou eng breet Zoustëmmung fënn. Dat wäert op der Finanzplaz nei Aktivitéite bréngen an doduerch och nei Aarbechtsplazen an nei Steierrecetten.

Mir hunn an deser Legislaturperiode Texter bruecht iwwert d'Pensiounsfongen, iwwer eng Reform vum dem Investitiounsfong. Mir hunn e Gesetz gemaach iwwert den Trust an d'Fiducie. Mir hunn eng Steiergesetzgebung op den Instanzewege bruecht, déi et mat sech zitt, datt haut d'Finanzplaz Lëtzebuerg méi oder grad esou attraktiv ass wéi aner Finanzplazen an Europa. Dat war eist Zil an ech mengen, datt dat eis gelongen ass. An dofir ass dese Projet och wichtig, net nëmme well en eppes mécht fir d'SICARen, mä mir hunn och un dese Projet de loi Steiermoossnamen ueghaangen, déi am Beräich vum de Pensiounsfongen Aktivitéite wäerten op Lëtzebuerg zéien, déi haut op enger anerer Plaz an Europa ugesiedelt ginn, en l'occurrence an Irland. An dofir, mengen ech, ass dese Projet een, dee fir

d'Entwécklung vun der Finanzplaz vun äusserst grousser Wichtigkeet ass. Hei maache mer eppes, datt déi Finanzplaz och muer eng Zukunft huet, datt wann och emol déi eng oder déi aner Aarbechtsplaz ewechfällt, erëm nei Aarbechtsplaz kënnen geschafte ginn duerch nei Aktivitéiten an dofir sinn ech wirklech frou, datt, wann och zum Enn vun dëser Legislaturperiod, mer dëse Projet hei mat grousser Zoustëmmung duerch d'Parlament kréien. D'Finanzplaz ass ee wesentleche Piliere vun eiser Economie. Mir wëlle se weider ausbauen an dofir brauche mer esou Texter wéi déi heiten.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 45 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert dee virleien- de Projet de loi 5201.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthal- sech.

De Projet de loi ass eestëmmege ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Marco Schroell), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel et M. Marco Schroell;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Lydie Err), Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Mutsch (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussion vun der Proposition de loi 4754 iwwert d'Revisioun an d'Schafung vu verschiddene Verfassungsartikelen. Ech wëll drun erënneren, dass bei dëser Verfassungsännerung den Artikel 144 vun der Verfassung beim Vote applizéiert gëtt. Dat heescht, dass mindestens dräi Véierel vun den Deputéierte mussen present sinn an zwee Drëttel derfir stëmmen. De Vote par procuration ass net zougelouss. Ech géing also bieten net wäit fortzuegoen.

Et si schonn ageschriwwen bis elo: den Här Bodry, d'Madame Beissel an d'Madame Wagener. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der

Proposition de loi, den honorablen Här Paul-Henri Meyers.

8. 4754 - Proposition de loi portant

1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;

2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all Artikelen vun der Verfassung si gläichwäerteg. Et gëtt tëschent den Artikelen vun der Verfassung keng Hierarchie. Et ass awer esou, dass, wa mer eenzel Artikelen vun der Verfassung kucken, mer feststellen, dass et Artikelen gëtt, déi méi eng grouss Bedeitung oder eng aner Bedeitung hu fir eis Institutionen an och fir d'Rechter vun de Bierger wéi verschidden aner Artikelen. Deen, dee mer haut ofänneren, den Artikel 36, deen de Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc festleet, ass ee vun deenen Artikelen. Déi vieregte Chamber hat och deen Artikel an d'Rei opgeholl vun den Dispositionen, déi sollten ofgeännert ginn.

D'Kommission vun den Institutionen a vun der Verfassungsännerung huet sech där Aufgab ugeholl a si huet ganz séier een neien Text ausgeschafft, deen de 24. Januar 2001 hei an der Chamber konnt deponéiert ginn. De Statsrot huet säin éischten Avis ofginn den 19. Februar 2002. D'Kommission huet sech mat deem amendéierten Text ausernee gesat a si huet selwer nei Amendementer zu dem Artikel 36 presentéiert. Dat war den 30. Mee 2002.

De Statsrot huet dorophon en zweeten Avis gemaach, en Avis complémentaire, dee mer de 16. März 2004 kritt hunn. D'Kommission huet dee Rapport, deen Avis, analyséiert a si huet déi Textännerungen, wéi de Conseil d'État se proposéiert huet, majoritairement ugeholl. Et sinn och déi Texter, déi am Rapport, deen de 4. Mee 2004 guttgeheescht gouf, zréckbehalde si ginn.

De Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc, esou wéi en an den Artikelen 36, 37 an awer och 32 vun der Verfassung verankert ass, gesäit elo vir, dass dee Pouvoir eenzeg an eleng beim Grand-Duc läit. Et kann ee sech also d'Fro stellen, firwat dann elo deen Artikel 36 ofgeännert muss ginn. Wat sinn d'Grënn fir eng Ännerung ze proposéiere wou mer jo awer wëssen, dass een net liichtfankeg mat der Verfassung soll emgoen an dass, wann een Ännerung mécht, se gutt mussen iwwerleucht sinn an dass een och Grënn muss hu fir d'Verfassung op eenzelnen Artikelen, op eenzelnen Dispositionen ze änneren?

Wann ee méi genee de Pouvoir réglementaire kuckt, esou wéi en elo an der Verfassung verankert ass, a wou ech gesot hunn, dass dee Pouvoir beim Grand-Duc läit, da stellt ee fest, dass deen eng Rei Problemer stellt an der Ausféierung vum Grand-Duc selwer, awer och an der Ausféierung wat aner Organer vum Stat betreffen. Ech hu gesot, de Grand-Duc eleng huet dee Pouvoir réglementaire, mä de Grand-Duc kann awer, wat dee Pouvoir do ugeet, net maache wéi e wëllt. De Grand-Duc muss sech selwer un d'Verfassung an un d'Gesetzter halen. De Grand-Duc kann och, wann e seng Reglementer hält, net iwwert d'Portée vun de Gesetzter erausgoen an e kann och net en retrait bleiwen. Hei kann also weder d'Gesetzter ausdehnen nach se aschränken.

Et gëtt och an der Verfassung selwer verschidden Texter, déi de Pouvoir vum Grand-Duc aschränken. Dat sinn déi Artikelen, déi virgesinn, dass eenzel Matière eleng dem Gesetz ennerworf sinn, dass also fir déi Matière ze reglementéieren oder do Gesetzter, Dispositionen ze huelen, dat nëmmen iwwer e Gesetz ka geschéien. Et sinn eng 15 där Artikelen an der Verfassung, déi esou eng Disposition virgesinn, wou also Matière dem Gesetz duerch d'Verfassung selwer reservéiert sinn. Do huet sech an der Vergaangenheet ëmmer d'Fro gestallt: Muss dann d'Gesetz an deenen dote Beräicher alles virgesinn oder bleift do nach eng Méiglechkeet, dass och de Grand-Duc Reglementer kann huele fir eenzel Detaildispositionen ze reglementéieren?

De Conseil d'État war ëmmer der Meenung, dass et géing duergoen, dass am Gesetz selwer déi grouss Linne géife festgeluecht ginn, an dass duerch de Pouvoir réglementaire Detailfroer kënnte gekläert ginn. Déi Meenung do gëtt och elo vum Verfassungsgericht gedeelt, dat an zwee Arréten déi do Theorie, wann een esou ka soen, festgehalen huet. Wéi mer iwwert déi Artikelen geschwat hunn, ware mer der Meenung, dass et gutt wär wann een déi dote Fro an der Verfassung selwer och kënnt klären.

Et gëtt en zweete Beräich wou sech Problemer gestallt hunn, e Beräich, deen ëmmer erëm all Joer an der Chamber hei diskutéiert ginn ass, dat ass déi sou genannt Loi habilitante. Dat ass dat Gesetz wat der Regierung erlaabt, an eenzelnen urgente Situatiounen Reglementer ze huelen, déi sech am Intérêt vum Stat opdrängen. D'Chamber huet dat Gesetz do zënter 1946 regelméissig all Joer gestëmmt, huet also der Regierung Pouvoir ginn, fir am finanziellen an ekonomesche Beräich Reglementer ze huelen an an deene Reglementer souguer Dispositionen virzesinn, déi contraire wieren zu bestehende Gesetzter.

D'Chamber war awer ni bereet, der Regierung de Pouvoir ze ginn, fir an deene Matière, déi op Grund vun der Verfassung engem Gesetz reservéiert sinn, e Reglement ze huelen. Mä ofgesinn dovun hu sech awer an deene Reglementer, déi och an deene leschte Jore geholl si ginn, zwee Problemer gestallt, wann ech emol sou ka soen, déi och an der Chamber hei an deene leschte Jore vu verschiddenen Deputéierten ervirbruecht si ginn, déi och de Conseil d'État an engem Avis vun den 90er Joren opgeworf huet.

Dat eent ass d'Fro ob d'Regierung, wa se e Reglement hält, deen am ekonomesche Beräich geholl gëtt, dann och d'Dispositionen kann dran huelen, déi gegebenenfalls géint d'Liberté de commerce et de l'industrie géife verstoussen, well déi zwee Beräicher, den ekonomeschen a finanzielle Beräich an de Commerce leie ganz enk beieenen an et ass schwéier festzestellen, wéiwäit ee Reglement dann och do géif géint d'Verfassung a géint d'Habilitatiounsgesetz verstoussen. Dat huet d'Kommission dozou bruecht fir an hirem Text, dee se proposéiert hat, virzesinn, dass de Grand-Duc dann och kënnt am Beräich vun der Liberté de commerce Reglementer huelen an dass dat souguer an der Verfassung verankert géif ginn.

En drëtten Beräich betrëfft d'Reglements ministériels. An der Vergaangenheet, bis mer ee Verfassungsgericht haten, Métt vun den 90er Joren, war de Règlement ministériel gang und gäbe. En ass ëmmer erëm ugewannt ginn an trotz de Warnungen och vum Statsrot huet d'Regierung sech ganz oft net un déi Recommandatiounen,

wann een esou ka soen, gehalten. Et si ganz vill Règlements ministériels geholl ginn, vun alle Regierung, déi um Pouvoir waren, zënter dem Krich. Do soll ee keng Ausnahm maachen.

D'Regierung huet och do am gudde Glawe gehandelt. Well och d'Theorie net ëmmer kloer war a well et eenzel Juristen och gi sinn, déi der Meenung waren, dass och de Règlement ministériel eng Méiglechkeet kënnt sinn, wann de Gesetzgeber der Regierung déi Pouvoir géif ginn duerch ee Gesetz, fir och Règlements ministériels ze huelen.

Déi Meenung ass allerdéngs vum Conseil d'État net gedeelt ginn. Besseresch an deene leschte Joren huet de Conseil d'État sech ëmmer dergéint gewiert, dass duerch Règlement ministériel kënnten normativ Regele gesat ginn, déi allgemeng gültige Charakter hätten.

D'Cour constitutionnelle huet dat do confirméiert an hiren éischten Arréten an huet gesot, dass et net méiglech ass, dass Règlements ministériels geholl ginn, well de Pouvoir réglementaire eenzeg an eleng beim Grand-Duc läit, dass et also eng Prérogative exclusive vum Grand-Duc ass an dass och d'Verfassung keng aner Form vun normativen Akte géif zouloossen.

Si huet och festgehalen, dass de Grand-Duc, deen déi Pouvoiren hält, kengem aneren déi Pouvoir kënnt delegéieren. Well awer an eenzelne Beräicher d'Noutwendegkeet besteet, fir duerch Règlement ministériel Dispositionen ze huelen, well och de Conseil d'État dat a sengem Avis ennerstrach huet, esou wéi d'Kommission et d'ailleurs an hirem Exposé des motifs seet, ware mer och der Meenung, an och de Conseil d'État, dass een och déi do Matière soll an der Verfassung regelen.

De leschte Problembereich betrëfft déi Mesuren, déi en normative Charakter och hunn, déi vun aneren Organisme geholl ginn, notament vun Organismes professionnels réglementés. Och do huet d'Verfassungsgericht Arrêté gersprach, wou festgehalde gouf, dass och keen aneren Organisme soll Regele kënnen festsetzen. Hei war den Ordre des Avocats viséiert. Allerdéngs ass deen net eleng. Datselwecht gëllt och fir d'Professions de la santé, fir d'Notaires, fir d'Réviseurs d'entreprises a fir aner Beruffer, wou et also och gegebenenfalls noutwendeg ass fir ze kucken, wéi een do géif weiderfueren.

De Conseil d'État selwer huet déi Matière opgegraff an am Fong geholl den Débat erweidert iwwert d'Pouvoirs réglementaires an huet zousätzlech och d'Établissements publics mat abezunn, well an deene leschte Joren och Établissements publics geschafte gi sinn, déi dee Kontrollcharakter hunn an déi och Weisungsrecht hunn. Dat ass notament de Fall fir de Commissariat aux Assurances, ech nennen der hei zween, oder fir d'Commission de Surveillance du Secteur financier, dee ganz oft och de Banken esou Normen, esou Reglementer imposéiert, déi also och e reglementaresch Charakter hunn.

Compte tenu vun där doter Problematik ass de Conseil d'État méi wäit gaange wéi d'Kommission vun der Chamber. D'Kommission hat proposéiert, eleng den Artikel 36 ze änneren an do verschidden Dispositionen mat eranzehuelen, déi souwuel de Pouvoir réglementaire vun de Ministere wéi och Spezialmesur fir de Grand-Duc virgesinn hunn. De Conseil d'État huet proposéiert och ze reglementéiere wat d'Liberté de commerce ugeet, dat heescht déi Beruffer, déi dorënner falen, an dofir huet e proposéiert den Artikel 11 (6) ofzënnere. Hien huet déi Spezialmesuren, esou wéi dat och richtig ass, an den Artikel 32 gesat, deen also och ofgeännert gëtt. Hei proposéiert de 36 ze änneren, de 76, wou d'Pouvoirs réglementaires vun de Minis-

tere virgesi ginn, an en huet proposéiert en neien Artikel 108bis virzesinn, wat d'Établissements publics betrëfft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Wat sinn elo déi nei Mesuren, déi virgesi sinn? Ech wäert mer erlabe se ganz kuerz virzestellen.

Éischtens emol bleift den Artikel 36 bestoen. D'Kommission ass der Meenung, dass de Règlement grand-ducal ëmmer nach dee wichtigsten an haaptsächlech deen normalsten Akt ass vun der Exekutioun vun de Gesetzter. De Règlement grand-ducal ass mat enger ganzer Rei vu Garantien ëmging. Et ass virgesinn, dass de Conseil d'État muss gefrot ginn. Et sinn also eng Rei Garantien do am Intérêt vun Administré, esou dass och d'Kommission der Meenung war, de 36, wat de Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc ugeet, esou bestoen ze loossen.

Mir proposéieren allerdéngs dee leschten Zousaz, esou wéi de Conseil d'État et och virgesinn huet, dee seet: «...sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution...», ewechzeloossen, well e souwisou net erlaabt, dass de Grand-Duc déi Mesuren hält. Well de Grand-Duc huet net béid Pouvoiren, déi d'Verfassung him gëtt. An déi nei Dispositionen, déi mer am 32 virgesinn, kënnten eventuell mat deem doten Text net am Einklang sinn.

Dofir kritt elo den Artikel 36 eng méi einfach Form, déi folgendermoossen ausgesäit: «Le Grand-Duc prend les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois.»

En zweete Beräich betrëfft déi ganz Matière réservées, déi duerch d'Verfassung dem Gesetz reservéiert sinn, a si betreffen och d'Lois habilitantes oder d'Pouvoirs exceptionnels. Well et sech erausgestallt huet, dass déi Schwierigkeiten, déi ech virdu skizzéiert hunn, dozou féieren, dass et zu enger Rechtsunsécherheet kënnt, wéi wäit dass dann d'Pouvoir vum Grand-Duc bei de Matière réservées ginn; well op där anerer Säit, esou wéi ech et och duerchgeleucht hunn, d'Lois habilitantes net kloer émrass sinn, hate mir proposéiert, dat an der Verfassung virzesinn. De Conseil d'État ass an déi lwwerleeunge mat eragaangen.

D'Kommission hat urspringlech virgeschloen, dass d'Regierung kënnt reglementaresch Mesuren huelen, déi och Ausnahme géifen duerstelle par rapport zu bestehende Gesetzter. Mir haten allerdéngs gesot, dass déi Reglementer enner Form vu Gesetz an d'Chamber misste kommen, bannent engem kuerzen Délai, an dann hei missten entweder gestëmmt oder net gestëmmt ginn. Wann dat net de Fall wär, wieren déi Reglementer hifälleg.

De Conseil d'État seet mat Recht, dass et hei eventuell zu enger Vermischung vun dem Pouvoir réglementaire an dem Pouvoir législatif kënnt kommen. Dofir seet en: „Bleift am Domän vum Pouvoir réglementaire“, an e geet souguer méi wäit. E gëtt souguer hei dem Grand-Duc d'Méiglechkeet, wat d'Lois habilitantes ugeet, fir a gewëssene Fäll Reglementer ze huelen, souguer an deene Matière, déi an der Verfassung engem Gesetz reservéiert sinn.

D'Kommission huet laang doriwwer diskutéiert, ob mer op deesewechte Wee solle matgoen. Mir waren der Meenung, dass een dat kënnt maachen. Éischtens well den Text virgesäit, dass déi do Mesuren nëmme kënnen geholl ginn en cas de crise internationale an dass se nëmme kënnen geholl gi wann d'Urgence ginn ass. Déi Urgence muss sech och aus dem Text an aus dem Préambule vun deem Règlement grand-ducal erginn an déi Reglementer hunn nëmme eng Dauer

vun dräi Méint, esou dass ee kann unhuelen, dass och an deem Beräich se nëmme geholl ginn, wann et onbedéngt noutwendeg ass.

Wat d'Matières réservées ugeet, huet de Conseil d'État d'Propositionne vun der Kommissioun quasi-immerhol an e gesäit och vir, dass de Grand-Duc Reglementer kann huelen, fir och déi Gesetzer ze exekutieren, wann d'Gesetz selwer him déi Pouvoirë gëtt. Dat heescht, wann an deem Gesetz, wat eng Matière réservée betrëfft, dee Reglement och duerch d'Chamber virgesi ginn ass.

De Conseil d'État huet da proposéiert den Artikel 76 ze änneren. D'Kommissioun selwer hat, wat d'Reglemente ministériels ugeet, an dem Artikel 36 eng Dispositioun dragesat, dass och d'Ministere kënnen Reglementer huelen, souwäit wéi dat duerch Gesetz oder duerch Gesetzer virgesi war. De Conseil d'État ass der Meenung, dass do de Règlement ministériel op deeselwechten Niveau gesat gëtt wéi de Règlement grand-ducal, dass et esou wäit ka kommen, dass déi Pouvoirë vum Grand-Duc, wou jo awer hei de Règlement grand-ducal kloer determinéiert ass, kënnen méi verschwonne ginn.

An de Conseil d'État ass och der Meenung, dass ee soll d'Hierarchie des normes hei bestoe loosse. Dofir proposéiert hien eng Léisung, wéi se augenblécklech och an der Belsch besteet, fir virzugesinn, dass d'Ministere kënnen par délégation du Grand-Duc an engem Règlement grand-ducal de cas en cas Pouvoir kréien, fir Règlemente ministériels ze huelen.

No laangen Iwwerleeungen an och compte tenu vun deene juristische Argumenter vum Conseil d'État huet och d'Kommissioun majoritairement déi dote Propos ugeholl. Den Artikel 76 kritt dann een Zousaz, dee seet, dass am Kader vun deene Pouvoiren, déi de Grand-Duc huet, op Grond vun den Artikelen 36 a 37 vun der Verfassung, de Grand-Duc och an deene Fall, déi hie selwer determinéiert, Membere vun der Regierung ka chargéieren, Ausféierungsbestimmungen ze huelen.

De Conseil d'État, hunn ech gesot, huet den Débat ausgeweit an huet och virgesinn, dass den Artikel 11 (6) soll geännert ginn, dat op Grond vu rezenten Arrêté vun der Cour constitutionnelle, wou festgелеcht ass, dass Organismes professionnels keng Regeln, déi normative Charakter hunn, kënnen huelen. De Conseil d'État ass der Meenung, dass een an der Verfassung selwer déi do Dispositioun soll virgesinn an hien huet selwer proposéiert, dass d'Gesetz kann den Organismes, déi eenzel Beruffer verrieden, déi ech och virdrun opgezielt hunn, ee Pouvoir gi fir Reglementer ze huelen. D'Gesetz selwer fixéiert déi Domänen, wou esou ee Reglement ka geholl ginn; d'Gesetz leet och d'Prozedure fest.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Et leet och fest, wéi Reglementer kënnen annulléiert oder suspendéiert ginn, an et leet fest, wann deen Organisme enger Tutelle ënnerläit, dass dee Moment eben eventuell och de Pouvoir de tutelle kennt esou e Reglement annulléieren.

Eng ähnlech Iwwerleeung huet de Conseil d'État gemaach fir d'Établissements publics. De Conseil d'État huet iwwregens rappéléiert, dass d'Établissements publics duerch Gesetz geschafe ginn, dass se eng Mission spécifique hunn. Ech mengen, et ass och gutt, dass dat rappéléiert gëtt, well net méi spéit wéi geschäit hei nach d'Fro opgeworf ginn ass, wat fir eng Pouvoiren een Établissement public hatt.

Or, et ass kloer dass den Établissement public op Grond vu senger spezifischer Missioun nëmme déi

Pouvoiren huet, déi d'Gesetz him gëtt. Wann also d'Gesetz näischt seet, kann een net doraus schléissen, dass dat, wou näischt driwwer gesot ass, den Établissements publics fräi wär. Dat ass falsch. D'Établissements publics hunn ëmmer nëmme déi Pouvoiren, déi d'Gesetz hinne gëtt. Si hunn eng Mission spécifique a si kënnen och nëmme am Kader vun där Mission spécifique handelen.

D'Établissements publics ënnerleien och der Tutelle, an de Conseil d'État huet, well et eenzel där Établissements gëtt, déi also esou Norme mussen huelen, proposéiert, en neien Artikel 108bis anzeféieren, deen also och den Établissements publics, déi d'Personnalité juridique hunn, d'Méiglechkeet gëtt, dass déi Reglementer kënnen huelen am Kader vun hire spezifische Missiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Reform hei huet ee ganz wäitreechende Charakter. Am Numm vun der Kommissioun proposéieren ech och, dass déi Reform, esou wéi d'Kommissioun se festgehalen huet, mat den Artikelen 11, Paragraph (6), 32, 36, 76 an 108bis, soll gestëmmt ginn. Ech bréngen och hei den Accord vu menger Partei, der CSV.

Ech wëll allerdéngs och feststellen, dass dat hei déi lescht Reform ass, déi déi hei Chamber iwwert d'Vefassung wäert stëmmen. Mir hu ganz vill iwwert d'Vefassung diskutiert. Et sinn och eng ganz Rei Artikelen, déi nach sollen ofgeännert ginn, déi beim Conseil d'État leien. Et sinn och verschidden Artikelen, wou schon Avisen do sinn, vun deenen d'Kommissioun awer der Meenung war, si wieren net sprochräif.

(Interruption)

Ech mengen, Madame, et sinn eng ganz Rei Dispositiounen, déi sou wäit gediehe sinn, dass ech géif mengen, dass och déi nei Chamber se relativ séier kennt verabschieden, wa sech eng Majoritéit fënn, well Dir hutt jo awer och gesinn, dass net all Dispositiounen och eng Majoritéit an der Kommissioun fonnt hunn. Ech ginn dovun aus, wa se keng an der Kommissioun fannen, dass et och schwierig ass an der Chamber eng Majoritéit dofir ze fannen.

Am Generellen, mengen ech, misst ee soen, dass déi Aarbecht, déi mer ugefaangen hunn, awer e gewëssene Succès hat. Ech géif och heimat alle Memberen - alle Memberen! - vun der Kommissioun merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. Ech hoffen, dass déi Zesummenaarbecht sech dann och am Vote hei néierschléit.

Merci.

■ M. le Président. - Merci, Här Meyers. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Alex Bodry ageschriwwen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de President vun der Kommissioun huet de Membere merci gesot. Ech géif de Merci och gären erëmginn un de President vun där Kommissioun, den Här Meyers. Et war eng flott Zesummenaarbecht an deene leschte fënnef Joer, och wann dat, wat d'Regierung sech als Ambitioun eigentlech virgeholl hat 1999 - eng nei Verfassung, eng nei modern Verfassung fir Lëtzebuerg, mat engem Referendum natierlech -, wéi Dir elo haut feststellt, net wouer ginn ass an deene fënnef Joer.

Dat war net d'Schuld vun der Opposition. Mä dat war, mengen ech, esou, dass och déiselwecht Majoritéitsvertreider an der Kommissioun net iwwerzeegt ware vun der Richtigkeet vun deem, wat d'Parteichefen an de Koalitionsverhandlungen uitgemaach hunn. Dobäi ass et dann och bei der Neterfëllung vun deem dote Regierungsprogramm bliwwen.

Mir haten awer vill Sitzungen. Et ass vill an och, mengen ech, seriö an an engem awer frëndschafleche Geescht geschafft ginn iwwert déi lescht fënnef Joer. Et bleift awer, dass mer net schrecklech vill eigentlech un eise Verfassungstext geännert hunn an och hei maache mer nëmme eng hallef Aarbecht, an deem Sënn, dass et nëmme eng éischt Lecture ass an dass déi nächst Chamber deeselwechten Text nach eng kéier muss stëmmen.

Et bleift, dass, wann een de Bilan zitt, mer eigentlech zwee méi wesentlech Punkte vun der Verfassung ugaange sinn. Dat ass éischens mol de Modus vun der Revision vun der Verfassung, wat eigentlech mat de wichtigsten Text ass - Wéi kann eng Verfassung erëm ëmgeännert ginn? -, wou mer, mengen ech, nei Weeër gaange sinn, wou mer et vereinfacht hunn op där enger Säit, op där anerer Säit awer och d'Méiglechkeet vun engem direkte Matsproocherecht vun der Bevëlkerung mat agebaut hunn. Dat ass - mengen ech - och richtig esou.

Hei ass elo déi zweet wesentlech Verännerung vun der Verfassung, vun eppes, wat haaptsächlech d'Regierung geplot huet, muss een och soen. Et ass eigentlech d'Exécutive, déi gehäit war iwwert déi lescht Jore mat eiser Cour constitutionnelle an der Interpretatioun, déi eis Cour constitutionnelle gemaach huet vun eise Verfassungstexten.

Et ass, mengen ech, dat agezerrt, wouvir e puer Leit - zu deenen ech mech bescheidenerweis zielen - gewarnt hate sengerzäit bei der Schafung vun der Kontroll vun der Verfassungsméissegkeet vun eise Gesetzestexten iwwer eng Cour constitutionnelle. Et ass dat agezerrt, wat ee konnt fäerten. Dat heescht, dass d'Cour constitutionnelle eigentlech dee Wee geet an eng wuertwärtlech Interpretatioun vun der Verfassung an eng relativ enk a restriktiv Ausleeung vun de Verfassungstexten mécht.

Dat geet e bësse wéi e Fil rouge duerch déi eenzel Décisiounen, déi eis Cour constitutionnelle scho geholl huet, an dat war op eng fracsant Aart a Weis an deem heiten Domän de Fall an der Fro vun der Interpretatioun vum Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc. De Président-rapporteur huet ëmmer insistéiert op de Grand-Duc; et muss een awer soen, dass dee Pouvoir natierlech vun der Regierung am Numm vum Grand-Duc exercéiert gëtt. Mä och hei, wéi gesot, géllt d'Regel vum Contresein ministériel. Wann de Grand-Duc net ee Regierungsmember fënn, deen de Règlement grand-ducal contre-signéiert, da gëtt et kee Règlement grand-ducal, sou dass een awer och an der Praxis ëmmer deen heiten Text muss liesen.

Hei geet et och ëm eng ganz kruzial Fro an enger parlamentarescher Demokratie, an zwar ëm déi sensibel Matière, wéi wäit de Pouvoir vun der Législative vum Parlement reecht a wéi wäit de Pouvoir vun der Exécutive geet, notament och bei der Exekutioun vu bestëmmte Gesetzestexten duerch d'Chamber?

Dat huet an der institutioneller Geschicht, net nëmme zu Lëtzebuerg, mä an alle Länner, fir munch oppgereegten Diskussiounen a munch Konflikter gesuergt. Mir hunn et awer eigentlech, mengen ech, mat der néideger Sérénitéit fäerdeg bruecht, un deen u sech dach ganz sensibelen Dossier vun der Délimitatioun vun der Sphère de décisions vum Parlement a vun der Exécutive vun der Regierung hei erun ze goen.

Wéi gesäit elo déi Léisung aus, déi schlussendlech vun der Kommissioun

sioun zréck behale ginn ass, wou eech gären agestinn, dass mer an eenzelne Punkten net zu 100% zefridde si mat deem heiten Text, wat eis awer net dozou wäert verleeeden, fir géint déi heite Propositionen ze stëmmen?

Wat sinn déi Punkte mat deene mir zefridde sinn a wat sinn déi Punkte wou mir manner zefridde sinn? Ech mengen, wat gutt ass, dat soll een direkt soen an dat ass, dass mer hei endlech déi leedeg Fro vum Vollmactegesetz geregelt kréien. Wann d'Chamber och nach an enger zweeter Lektür am Hierscht dést Joer deen heiten Text bestätegt, da wäert déi Dezemberdiskussioun eriwuer sinn, wou mir all Joers der jeeweileger Regierung fir ee Joer Vollmacte ginn, wa gewësse Konditiounen erfëllt sinn, fir da Reglementer ze huelen, wou normalerweis eigentlech de Législateur hätt missten tätég ginn.

Hei gi mir an eng aner Richtung an zwar fir déi Méiglechkeet eigentlech ouni zäitlech Aschränkung virzuschreien. Dat heescht, an Zukunft ass et esou, dass d'Regierung, wann Urgence virläit an am Fall vun engem internationale Konflikt - dat schéngt mir ganz wichtig ze sinn, et muss eng Krise internationale virleien - also kann dohinner goen a schnell iwwer e Reglement Dispositiounen huelen, déi normalerweise eigentlech vum Législateur senger Kompetenz sinn. Mä wat wichtig ass, ass, dass déi dote Méiglechkeet an deem Sënn zäitlech ageschränkt ass, dass dat Reglement, wat d'Regierung dann an Urgence hält, nëmme eng Liewendauer huet vun dräi Méint. Gëtt et bannent deenen dräi Méint net duerch e Gesetz confirméiert, da verfält dat Reglement, wat d'Regierung an där Noutsituatioun do geholl huet. Dat gëtt eis Satisfaktioun, dat entsprécht och grosso modo deem, wat et och an anere Länner a vergläichbaren demokratesche Systemer op deem dote Punkt gëtt, och wann ech natierlech déi Dezemberdiskussioun wäert an Zukunft vermessen.

Deen zweete Punkt, deen eis Satisfaktioun gëtt, dat ass, dass mer op Grond vun deem méi rezenten Uerteel vun der Cour constitutionnelle och kloerheit schafen an op där enger Säit gewësse liberale Beruffer, déi sech intern organiséieren, d'Méiglechkeet ginn, wann de Législateur dat esou virgesäit, fir sech intern Regeln ze ginn, déi sech dann an deem Berufsstand imposéieren. Dat géllt fir d'Affekoten, dat géllt fir d'Dokteren, fir d'Architekten an all méiglech aner liberal Beruffer, dat géllt och vläicht eng kéier fir d'Journalisten - dat ass jo eng Fro, déi mir nach wäerte muer hei an der Chamber diskutieren.

Ech mengen duerch déi Décisioun vun der Cour constitutionnelle sinn do immens Schwierigkeiten an der Praxis entstanen, well do eng jorzéngtelaang Traditioun eigentlech vun Geriicht als illegal erkläert ginn ass an et ass also elo, mengen ech, eng gewëssen Urgence do, dass hei an der Verfassung eng zolitt Basisgrondlag geschafe gëtt, fir kënnen an Zukunft deene liberale Beruffer do och d'Méiglechkeet ze ginn, sech selwer ze reglementéieren, wann de Législateur dat esou wëllt an och nëmme an deene Limiten, déi vum Législateur festgehalen ginn.

Datselwecht soll och wouer si fir d'Établissements publics; dat war de President selwer, deen déi Initiative geholl huet, fir och deen dote Gesichtspunkt hei mat eran ze huelen. A verschidden auslännesche Verfassungen gëtt et och ähnlech Modeller, wou also och elo kloer ass, dass, wann de Législateur dat esou wëllt, dass dann och kann en Établissement public an deene Grenzen, ënner deene Konditiounen, déi am Gesetz festgeschriwwen sinn, intern Regeln erloossen, déi da bindende Charakter hunn an deem dote Beräich vum Établissement public. Dat schéngt mir also eng ganz nütz-

lech Aarbecht ze sinn an an där dote Matière ass och gutt Viraarbecht vum Conseil d'État geleescht ginn, sou dass mir hei och kënnen Neel mat Käpp maachen.

E bësse méi Problemer hunn ech mam Règlement ministériel a mat enger zevill staarker Opweechung vun der Notioum vum Domaine réservé à la loi par la Constitution. Do muss mer oppassen, dass mer net eis Constitutioun selwer an hirer Substanz hei total an eenzelne Punkten zerstéieren, andeem mir dat dote géife wëlle gläichschalten an eigentlech net méi vun engem regelrechten Domaine réservé à la loi schwätzen, well da könnte mer eng Retsch vu Sätz aus eiser Verfassung eraus huelen, dann hätten déi eigentlech guer kee Sënn méi. Dofir si mir also e bësse méi kritesch, wat d'Formuléierung ugeet, déi schlussendlech zréckbehalte ginn ass, ënner dem Drock um Enn vun der Period an e bëssen och ënner dem Drock vum Statsrôt, sou dass mir also do eng Rei Bedenken hunn.

Wat sinn déi Bedenken? Ee Bedenken ass deen, dass mir eis mussen eens sinn, dass Règlemente grand-ducaux sécherlech néideg sinn, dass Règlemente grand-ducaux och an Domäne kënnen néideg sinn, wou d'Vefassung seet, dass dat eigentlech eng Matière ass, wou misst normativ iwwer e Gesetz verfuert ginn. Mä bis elo war et no der Jurisprudenz esou, dass dat eigentlech nëmme technesch Detailer waren. D'Jurisprudenz vun der Cour constitutionnelle a vun eise Verwaltungsgeriichter gesäit an deem Sënn esou aus, dass am Domaine réservé à la loi par la Constitution de Pouvoir réglementaire, dat heescht de Grand-Duc, ka Reglementer huelen, mä dat sollen eigentlech nëmme Detailfroe sinn, déi dann iwwert de Règlement grand-ducal behandelt ginn.

Hei gëtt elo eng Formule iwwerholl, déi dat doten net esou erëmgëtt. Hei gëtt net méi vun Detailfroe geschwat, mä hei gëtt gesot, wann d'Gesetz selwer dat virgesäit, dann ass dat méiglech; dat kënnen à la rigueur och net nëmme technesch Detailfroe sinn. Mir ginn also hei liicht méi wäit wéi d'Jurisprudenz haut vun eiser Cour constitutionnelle an eise Verwaltungsgeriichter ass, an ech hoffen, dass mir an där dote Méiglechkeet, déi d'Exécutive an Zukunft iwwert dee Verfassungstext kritt, net e Schritt ze wäit ginn.

Op jidde Fall muss d'Chamber vigilant bleiwe wa se hei iwwer Texter ofstëmmt an ëmmer kloer virun Aen hunn, dass muss verhénnert ginn, dass hei an der Chamber just nach reng allgemeng Kadergesetzer ofgestëmmt ginn, wou dann awer eigentlech d'Texter herno mat Liewen erfëllt ginn duerch Décisiounen, duerch Reglementer, déi vun der Regierung respektiv vun eenzelne Ministere geholl ginn a wou d'Chamber net ëmmer weess, a wat fir eng Richtung dass d'Regierung wëllt goen.

Mir haten och grad des Woch vill Beispiller vun Texter, wou wichtig Règlemente grand-ducaux am Gesetz virgesi sinn, wou awer déi Texter vun deenen ausféierleche Bestëmmungen vun der Chamber bei der Décisioun iwwert de Gesetzestext net virlougen. Nach geschter bei der Diskussioun iwwert d'Gesetzesprojeten iwwert d'nohaltig Entwécklung ass d'Regierung am leschte Moment higaangen an huet d'Zesummesetzung vun deenen zwee Gremien, déi an deem Gesetz virgesi sinn, net méi an de Gesetzestext erageschriwwen, mä huet gesot, dat gëtt iwwer e Reglement grand-ducal festgeluecht.

Den Text vum Règlement grand-ducal loug awer net emol als Projet vir, sou dass d'Chamber eigentlech net weess, wat d'Regierung an där dote Matière wëlls huet an dat ass, mengen ech, eng Aart a Weis wéi een net sollt verfuere, an ech hoffen also, dass dat do elo net

systematesch wäert geschéien an dass een do ganz virsiichteg ass. A wa wichteg Froen, déi iwwert den Detail erausginn, an Ausféierungsbestëmme solle geregelt ginn, dass dann awer d'Chamber en connaissance de cause ass vun der Grondausrichtung vun deenen Ausféierungsbestëmmungen, soss - mengen ech - brauch een net méi vill Zäit op Debatte ronderëm d'Gesetzestexte ze verwenden.

En zweete Punkt, dee mer méi kritesch kucken, ass dee vum Règlement ministériel. Ass et néideg, dass niewer der Regierung oder no der Regierung och nach en eenzelne Minister nëmmen Detailfroe regelt a sengem Zoustännegkeetsberäich. Och do muss et kloer sinn, dass dat muss d'Ausnahm bleiwen. Et dierf net sinn, dass d'Chamber an engem Gesetz dem Grand-Duc, lies der Regierung, de Pouvoir gëtt fir d'Bestëmmungen ze detailléieren, an dass dann d'Regierung an deem Règlement, wat si hält, déi sämtlech Pouvoire géif zum Beispill un en eenzelne Minister weiderginn. Dat wär eigentlech contraire zum Esprit zumindest vun der Décisioun vun der Chamber, esou dass also villes vun deem wat sech hei deet dovunner ofhänkt, wéi d'Praxis wäert ausgesinn, wéi wäit déi nei Bestëmmung mat deem néidege Fangerspëtzegefill wäerte vun der jeeweileger Regierung applizéiert ginn, am Respekt vun de Prerogative vum Parlament a mat der Noutwendegkeet och fir natierlech dofir ze suergen, dass d'Texte och kënnen um Terrain applizéiert ginn.

No menger Interpretation, an ech wär frou, wann ech do awer kënt Sukkurs kréie vum Rapporteur, ass et esou, wann ech den Text liesen, dass de Règlement ministériel net méiglech ass an dem Domaine réservé à la loi. Dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn; dat geet net 100%eg kloer aus den Texter ervir. Dat schéngt mer eng ganz wichteg Fro ze sinn, dass dat klorgestallt ass, well soss huet déi Notioun vum Domaine réservé à la loi guer kee Sënn méi. Et muss also esou sinn, dass an där dote Matière an Zukunft et muss méiglech sinn, dass e Règlement grand-ducal och an engem Domaine réservé à la loi ka geholl ginn, mä et dierf net sinn, dass an esou engem Domän, wou d'Constitution seet, d'Gesetz muss déi dote Matière bestëmmen, ee Minister ka Bestëmmungen huelen. Dat kann net sinn, well soss kann een déi ganz Theorie vum Domaine réservé vergiessen, dann huet déi guer keng Substanz méi, an dat wär, mengen ech, dramatesch fir den Opbau vun eisem ganze Rechtssystem an dem normative System hei zu Lëtzebuerg.

M. le Président. - Här Bodry, ech wollt lech froen, ob den Här Meyers lech kënt eng Fro stellen?

M. Alex Bodry (LSAP). - Ech wär frou wann den Här Meyers géif Stellung bezéien.

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Här President, ech wollt am Fong geholl keng Fro stellen, mä soen, dass, esou wéi den Text agencéiert ass, stinn déi Pouvoiren, déi de Grand-Duc kritt «dans la matière réservée à la loi par la Constitution» ënnert dem Artikel 32. Dat sinn also Pouvoiren, déi nëmmen de Grand-Duc kritt, «parce que tous les pouvoirs sont d'attribution» an déi, déi «d'attribution» sinn, kann en net weider ginn. Dat ass op jidde Fall och déi Interpretation, déi ech deem doten Artikel géif ginn.

Esou wéi och net en matière d'urgence e Règlement grand-ducal kënt geholl ginn, well déiselwecht Fro kéint sech och do stellen, wann en cas d'urgence, en cas de crise internationale, e Règlement grand-ducal geholl géif ginn, dass de Grand-Duc géif soen, ech huelen nëmmen e Kaderreglement, an d'Regierung hält Règlements ministériels en matière d'urgence. Dat geet net. Déi Pouvoiren hei

sinn «d'attribution», esouwuel en matière d'urgence, wéi och d'Matière réservée à la loi par la Constitution.

M. Alex Bodry (LSAP). - Bon, ech si frou ze héieren, dass mir déiselwecht Lecture vun den Texter hunn. Ech mengen, et ass wichteg, dass och keng Onklarheet an deenen dote Punkte soll opkommen, dass et essentiell ass, dass mer als Chamber déiselwecht Interpretation vun deem Text hunn, dee mir eis wellen an deenen nächste Minutte stëmmen. Dat berouegt mech an deem dote Sënn. Et bleift, wéi gesot, dass do nach Diskussiounen op sinn, mä global ginn ass dat hei awer e Schrott, deen an déi richteg Richtung geet. Mir wellen net pingelech sinn op eenzelnen Detailformulationen. Et ass wichteg, dass de Stat flexibel bleift, fir d'Gesetzestexte kenne praktesch unzewenden, dass mer do net schwéierfällg kënnen agéieren, dass mer eis déi néideg Mëttele gi fir Rechtssécherheet op där enger Säit ze hunn, awer och relativ schnell Prozeduren op där anerer Säit ze hunn, fir dass - wat an engem Rechtsstat wichteg ass - d'Norme kënnen uerdentlech um Terrain applizéiert ginn. Déi Zilrichtung ass do, déi hu mer gemeinsam gedroen, mir hu se gemeinsam definéiert, an dofir wäert och d'sozialistesche Fraktion deen heiten Text stëmmen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Bodry. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Simone Beissel ageschriwwen. Madame Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech well natierlech och fir d'éischt dem Rapporteur Paul-Henri Meyers merci soe fir säin ausféierleche mündlechen a schréffleche Rapport an dësere Matière, déi relativ komplizéiert ass.

Et ass hei schonn op der Tribün gesot ginn, mä mat dëse Verfassungännerungen, déi mir haut huelen, wäert eist Verfassungsrecht, esou wéi et scho laang besteet, ech géif mengescho säit iwwer 155 Joer, fundamental ofgeännert ginn. Et wär dofir och wichteg, dass mir dës Ännerungen am Detail an der zoustänneger Kommission virbereet hunn. Dofir wäert ech och net méi op all Detail agoen. Meng Virriedner hunn dat scho gesot. Ech mengen, et ass Knachenaarbecht gemaach ginn an der Verfassungskommission an hei kënnen mir lech elo haut d'Resultat presentéieren.

Mir hunn eis nämlech net mat minimalen Émännerungen zefridde ginn, mä duerch déi heite Changeementer gëtt de Pouvoir réglementaire an all senge Formen nei geregelt a virun allem nei organiséiert. De Rapporteur ass schonn am Detail op déi Modifikatiounen agaangen. Dofir well ech mech kuerz helen.

D'Problemer, déi iwwer Joren opgetaucht sinn an déi mer op de Métier geholl hunn, sinn eischtens de Pouvoir réglementaire; dat ass eng exklusiv Prerogativ vun eisem Groussherzog. Hien exekutéiert déi Attribution am Aklang mat der Verfassung an eiser Lëtzebuurger Gesetzgebung. Wat d'Urspréng vun dem Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc uginn, si se dueler Natur. Deen eischten ass dee vum Droit commun a gëtt ofgeleet vun den Artikelen 36 a 37, Alinéa 4 vun der Verfassung, an déi zweet Source kënt vun den Artikelen 32, Alinéa 3 an 33 vun der Constitution.

Zweetens, haut gëtt endlech duerch dës Verfassungsännerung de Problem vun de Lois habilitantes oder de System vun de Pouvoirs spéciaux geléist. Dir kënt lech erënneren, ech hu schonn öfters op dëser Tribün zu deem Problem geschwat. Mir kennen all de Pro an de Contra, deen d'Majoritéit

an d'Opposition a Saache Pouvoirs spéciaux ëmmer hei vum Stapel gelooss hunn, an et ass gutt, dass mir elo eng Léisung fonnt hunn an engem gudden Sënn.

Awer och de Stellwäert vun de Règlements ministériels gëtt endlech gekläert. Do wor jo duerch d'Arrêté vun eise Verfassungsgerichter e bestëmmten Nohuelbedarf. De Rapporteur ass schonns am Detail op déi verschidden Décisiounen agaangen. Deemno war méi wéi genuch Matière do, fir eng Verfassungsännerung an deem Domän ze maachen, an ech fanen, dass mir mat deenen heiten Dispositionen déi verschidde Problemer net nëmme beschmeiglech, mä wierklech richteg geléist hunn.

Ech well nach ganz kuerz op déi verschidden Ännerungen agoen. Dat Éischt ass d'Pregorativ vum Grand-Duc oder d'speziell Virrecht. De Grand-Duc als Chef d'État soll de Pouvoir exécutif no der Verfassung an eiser Législatioun ausféieren. Hie brauch dofir Vollmachten, déi him erméigleche fir all Moosnamen ze huelen, fir d'Gesetze ze exekutéieren. Deemno, an ech well et nach eng Kéier ënnersträichen, well et wär fir eis e wichteg Punkt an eisen Diskussiounen an der Kommission, soll de Règlement grand-ducal d'Ausféierungsmesure par excellence bleiwe vun de Gesetze.

Dat Zweet betrëfft déi Matière, déi dem Gesetz reservéiert sinn, an dann doniewent d'aussergewéinlech Vollmachten. Do wor jo als éischt ze klären, ob fir d'Matière réservée à la loi de Grand-Duc nëmme kënt Reglementer an Arréten huelen, ech zitieren: «dans les conditions et suivant les modalités spécifiées par la loi».

Den zweete Problem war jo dee vun de Lois habilitantes oder Autorisationsgesetze. Dir wësst, mir hunn an der Kommission an och ëmmer all Joer ëm Chrëschttag dës Matière a Problematik des Laangen an des Breeden diskutéiert.

Drëtens, wat de Problem vun de Règlements ministériels ugeet hate mir an der Kommission um Ufank festgehalen, dass ee kënt envisagéieren, de Règlement ministériel engem Règlement grand-ducal gläichzestellen. Et huet mer awer vum éischte Moment u Kappzerrbriechen gemaach, well ech hat domat meng Problemer an ech wär frou, wéi de Statsrot dunn a sengem Avis proposéiert huet, fir de Pouvoir réglementaire ministériel, entre Guillemets, ze gesi wéi e Pouvoir, deen de Grand-Duc delegéiert huet. Domat kann ech liewen, an ech si frou, dass mer déi Solutioun elo zréckbehalen hunn.

Véiertens, d'Reglementer vun den Organes professionnels a gewesenen Établissements publics, dat ass eng grouss Verbesserung fir allegeruerten déi professionell Korporatiounen, déi d'lescht Joren op engem relativ onstabile Standbee mat Momenter intern Reglementer geholl hunn, déi effektiv keng seriö Base légale haten. Mat deem heite System kënnen mer dat elo endlech regulariséieren, an ech mengen, dat ass am Intérêt vun all deene betraffene Korporatiounen an notament vun de liberale Beruffer. De Statsrot huet de Problem a sengem Avis complémentaire vum 16. Mee 2004 opgeworf a kommentéiert, a mir sinn an der Kommission do sengem Avis gefollegt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu schonn am Ufank gesot, dass duerch déi Ännerungen, déi mer hei huelen, eisen Droit constitutionnel no 156 Joer an enger bestëmmter Richtung a Saache Pouvoir réglementaire grondleeënd geännert gëtt. Et ass u sech e bësselche schued, dass

mer dat elo déi lescht Deeg hei maachen, well et wär nach munch aneres ze soe gewiescht, mä ech mengen d'Technique législative, déi an deem Projet ugewannt gëtt, ass an der Rei, an dofir ass jo d'Resultat wat zielt. Déi Changeementer si wichteg, mir moderniséieren eist Verfassungsrecht am Intérêt vum ganze System, am Intérêt vun der Clarificatioun a vum Versteesdemech, an ech meng mir hunn hei an deem Projet déi richteg Décisioun geholl.

Ech wäert dës Projet stëmmen, soen lech merci a bréngen an engems den Accord vum menger Fraktion.

M. le Président. - Merci, Madame Beissel. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, fir d'éischt e puer Wierder vum Merci un de Rapporteur fir seng excellent mündlech a schréfflech Ausféierungen. Mä awer och e Merci un de President vun der Commission des Institutions, well en ons Debatten an der Kommission excellent geleet huet. Ech wollt em vun hei aus merci soe fir déi gutt Aarbecht.

Et ass evident, dass een an der Commission des Institutions ganz oft a vill a laang diskutéiert huet an dass een et dann herno awer net onbedéngt fäerdeg bruecht huet, an alle Punkten en Text erauszekréien. Et ass och net einfach well ee gesäit, dass, wann een eng Cour constitutionnelle huet, an déi huet en Texte de base op dee se sech baséieren kann, dann huet se natierlech eng Tendenz fir deen esou auszelee wéi si et fir richtig féint. An déi richtig Ausleung ass nun eben déi wéi et am Text steet, wéi et kloer ass, an net wäitleefeg Ausleungen, déi net deem entspriechen wat mer am Text nidergeschriwwen hunn. Ech mengen, wann een déi Optioun vun der Cour constitutionnelle, vum Verfassungsgericht kennt, da weess een och, dass ee bei der Redaktioun vun den Texter muss oppassen.

Wat elo déi virleidend Virschléi ugeet, esou mengen ech, dass et richteg ass, dass een iwwert déi Prozedur vun der Loi habilitante, dem Vollmachtgesetz, dat zu laangen Debatten hei an der Chamber gefouert huet, ewechkommen an elo der Regierung erlaben, en fait esou Mesuren ze huelle während enger Zäitdauer vun dräi Méint, an duerno muss entweder e Gesetz komme respektiv muss versicht ginn, fir déi provisoersch Gesetzgebung dann op en Enn ze bréngen.

Dat wat am meeschten Diskussioun bréngt, ass déi vun dem Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc, lies an deem Fall vun der Regierung. D'Chamber kritt duerch dës Gesetzgebung eng wichteg Roll ze spillen, méi wichteg wéi nach an der Vergaangenheet. Et kann net esou sinn, dass eng Regierung higeeet an iwwert d'Règlement grand-ducal all Méiglech an eng Gesetzgebung erabréngt, vun där de Législateur näischt weess. Beispill: Doduerjer dass een iwwer e Règlement grand-ducal integral Direktiven an ons Gesetzgebung erabréngt, wéi dat an der Zäit bei dem Marchés-publics-Gesetz de Fall war; dat bréngt herno onméiglech juristesche Situatiounen, wou een net méi weess ob d'Gesetz de wichteg Text ass oder de Règlement.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Dat Wichtigst ass, dass déi groussherzoglech Reglementer, déi geholl ginn, Mesures d'exécution si vum Gesetz an dass et net dorwiler erausgeet, dass et nëmmen an deem Kader ass. Dat bedéngt natierlech och, dass mir an der Chamber d'Responsabilitéit hunn, fir am Gesetz déi Mesuren, déi Marges de manoeuvre festzeleeën,

déi d'Regierung zougestane kritt am Kader vum Gesetz. An dat beid natierlech relativ vill Aarbecht. Do muss ee ganz gutt oppassen, dass een der Regierung net ze vill gëtt, mä do hu mir als Chamber eng Responsabilitéit matzedroen. Dat gesot, wollt ech den Accord vun der ADR-Fraktion zu dës Propositionen ginn.

M. le Président. - Als lescht Diskussionsriednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRENG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert hei net op den Inhalt vun der Proposition de révision agoen, déi hei virgeschloe ginn ass. Aner Leit sinn do mengen ech méi kompetent wéi ech fir dat ze maachen. Ech wéilt just op den Artikel 11 ze schwätze kommen, dee jo hei och viséiert ass, an et dämmert lech vläicht schonn ëm wat et mer hei geet.

De Conseil d'État huet nom Verfassungsuerteel jo d'Fro opgeworf gehat, ob den Artikel 11, Paragraph (6) iwwert d'Liberté des commerces vun der Constitution net misst ergänzt ginn, fir déi reglementaresch Funktiounen vun den Organer vun de Professions libérales an der Verfassung festzehalen. Doropshin huet d'Kommission dann och zwee Alinéae bäigesat, déi mer haut mat deenen aneren Texter votéieren. D'Chamber ass schonn zënter 1999 mat där gesamter Thematik befasst. Dee leschten Avis vum Conseil d'État ass awer eréischt Méit Mäerz vun deem Joer erakomm.

Et ass interessant ze gesinn, dass dës Problematik, déi jo ganz kloer hir Wichtigkeet an hir Drénglechkeet huet, elo nach hei duerch dës Chamber geet, während déi méi global Reform vum Artikel 11, un där d'Commission des Institutions zënter zéng Joer schafft, virun enger Woch definitiv buede gang ass. Déi hätt nämlech och eiser Meinung no eng gewëssen Drénglechkeet gehat an do gëtt och scho relativ laang dru geschafft. Do sollten nämlech wichteg Punkten an den Artikel 11 iwwert déi perséinlech Fräiheeten ageschriwwen ginn.

Deen eischten ass dee vun der Chancéglichheet téschen Fraen a Männer, well ech wéilt hei och nach drun erënneren, dass schonn 1995 ech selwer eng Proposition de révision an deem Sënn gemaach hat, nodeem sech den Här Garcia schonn an där Legislaturperiod virdru fir en Aschreiwe vun der Chancéglichheet staark gemaach hat. An där Proposition hat ech och scho souwuel d'Gläichheet wéi och den Oprag vum Stat fir déi Gläichheet ze suergen ageschriwwen. D'Commission des Institutions huet sech duerno dunn ënnert dem Här Biltgen senger Présidence dësere Fro ugeholl an huet op deenen Texter geschafft. Leider huet déi Textproposition, déi deemools - ech mengen dat war och knapps virun de Wahlen 1999 - festgehalen ginn ass, keng Gnod vum Statsrot fonnt.

Déi nächst Kommission ënnert dem Här Meyers huet dunn nach eng Kéier zwou Textproposen un de Statsrot ginn. Menger Meinung no war déi zweet och déi wäitgehendst an déi bescht. Och hei krute mer leider kuerz viru Schluss en negativen Avis. Et wär awer duerch mengescho méiglech gewiescht, wa mer eise Courage zesummegeholl hätten, fir iwwert déi Avisé vum Statsrot ewechzagoen an deem Text, dee jo eigentlech e Konsens-text war, hei ze stëmmen.

Mä Dir wësst et alleguerter schonn, virun enger Woch huet sech d'DP aus deem Konsens verabschit, dee mer do fonnt haten, an dat anscheinend mat der unanimen Zoustëmmung vun hire weiblechen Deputéierten an hire Ministerinnen. Dat ass ëmsou méi erstaunlech, Här President, well dee leschte Rapport pour avis vun der Chancéglichheetskommision, deen de

27. Abrëll datéiert ass, also zéng Deeg virdrun, unanime d'Chamber opfuert, fir déi lescht Textversiou vum der Institutionskommissioun ze stëmmen.

Do muss ee sech jo dann awer och Froe stellen, well d'DP jo och an der Chancëgläichheitskommissioun vertrueden ass, wéi dann do déi Unanimitéit zustane komm ass, déi herno op eemol ganz kloer net méi do wor. Mä bon, dat muss dann d'DP vläicht mat sech selwer ausmaachen.

(Interruptions)

Här President, et sollten nach aner wichteg Reforme gemaach ginn. Dat eent wor de Schutz vum Privatlienen, dee sollt an den Artikel 11 ageschriwwen ginn. Dat anert wor d'sozial Integratioun vum den handicapéierten Leit. A last but not least den Émweltschutz, wou mer och laang iwwer en Text gestriden hunn, wou och schonn 1994, mengen ech, déi éischt Texter virlouchen a wou awer eigentlech e ganz gudden Text an der finaler Versioun zustane komm wor, deen du jo och bei de Statsrot gaangen ass. An hei wor et dann awer enger Partei, nämlech d'CSV, déi an där berüchteter Kommissiounssëtzung vum 4. Mee op eemol émgéfall ass a fonnt huet, deen Text géif hir ze wäit goen an aus dem „l'État garantit“ wollt se nach just e „veille à garantir“ maachen, sou datt mer och hei den noutwendige Konsens net méi haten.

Här President, mir haten awer donieft och nach eng Diskussioun ronderëm den Déiereschutz an der Verfassung. Och hei haten déi Gréng am Juli 2002 d'Initiativ geholl fir en Text ze proposéieren. Och déi aner Parteien hu Propose gemaach, well se anscheinend net wollten op där grénger Proposition schaffen. Et sief. Op alle Fall louchen hei Texter vir an et ass dann och décidéiert ginn, dass den Déiereschutz net sollt an den Artikel 11 kommen, mä als Zousatzartikel hanner de bestehenden Artikel 11 derbäikommen. An hei, grad wéi bei deenen anere Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, gétt et anscheinend och keng Urgence fir ze handelen, well och hei leescht sech also des Chamber et, fir am Joer 2004 ëmmer nach déi Punkten net an hirer Verfassung ze verankeren. Dat heescht also, datt mer op déi nächst Legislaturperiod mussen waarden, an och do ass et guer net sécher mat deene Majoritéitsverhältnissen, déi et aktuell gétt an déi wahrscheinlech nom 13. Juni och net esou vill anescht wäerte sinn, dass mer hei e Stéck virukommen.

Lëtzebuerg steet also net nëmmen a Saache Chancëgläichheit tëschent Fraen a Männer, mä och a Saachen Émweltschutz, a Saache sozial Integratioun vum den Handicapéierten a schliesslech och am Beräich vum dem Déiereschutz, wat den Anrage vun deene wichtige Punkten an der Verfassung betrëfft, ganz schlecht do. An et gi sécherlech och eng Rei vu Konventiounen, ech denken do haaptsächlech an d'Chancëgläichheit, déi eis soen a gesot hunn, dass mer dat dréngend misste maachen. Déi Urgence ass hei leider net uerkannt ginn. Ech wëllt och op dëser Plaz meng perséinlech Enttäuschung doriwwer ausdrécken, well an deenen zéng Joer, wou ech hei an deem Parlament matgeschafft hunn, hätt ech mer wierklech gewënscht kënnen derbäi ze sinn, fir d'Reform vum Artikel 11 matzëerlienen.

(Interruptions)

■ **Une voix.** - Mir wiere frou wann Der nach hei wiert.

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Dat ass ganz schéi vun lech. Mä ech erliuwen dat dann ebe vu bausen. Ech weess just net, ob Dir et esou gutt maacht, wéi ech et gemaach hätt.

■ **Plusieurs voix.** - Oh!

■ **Une voix.** - Mir wäerten eis Méi ginn, Madame Wagener.

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Här President, wéi gesot, ech hätt dat gär nach materlieft. Fir de Rescht wëll ech awer soen, datt ech et émsou méi schued fannen, datt mer awer an der Institutionskommissioun iwwer laang Strecken eng gutt Zesummenaarbecht haten an dass déi gutt Ambiance, an och sachlech Ambiance, zu ganz groussen Deeler hirem President ze verdanken ass.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

■ **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net üblich, datt zu Texter vum der Verfassung an zu Verfassungsrevisiounen d'Regierung Stellung hëlt. Dat ass awer beim Artikel 36 vum der Verfassung ganz sécher anescht an et ass och dofir, wou d'Regierung scho virun enger längerer Zäit och schréftlech Stellung zum Artikel 36 geholl huet. Well do geet en en fait ëm de Fonctionnement vum der Regierung. Et ass dofir, mengen ech, logesch a gutt, trotz allen institutionelle Prerogative vum der Chamber am Beräich vum der Verfassung, datt d'Regierung sech dozou ausdréckt.

Deen Text, deen de Mëtten der Chamber virläit an dee schéngt, no deenen Debatten, déi mer elo grad verfollegt hunn, hei zu enger ganz breeder Zoustëmmung ze féieren, ass aus der Siicht vum der Regierung op zwee Punkten eng wesentlech Verbesserung.

Deen éischte Punkt ass deen, datt mer de Pouvoir réglementaire fir d'Ministernen erëmkreien, géif ech soen. Erëmkreien an deem Sënn, datt laang Zäit an deem Land d'Regierungen, d'Ministere konnten iwwer Règlements ministériels fueren, obschonns datt déi no enger Lecture vum der Cour constitutionnelle - mä déi ass et jo fréier net ginn, déi hu mer jo réischt geschaffen - Ausféierungsbestëmmunge vu Gesetzter maachen. Ech mengen, datt et zu enger Verbesserung, zu enger Vereinfachung an zu enger Verschnellerung vum der Fassong, wéi mer légiféieren a wéi mer regéieren, féiert, wann d'Ministere kënnen iwwer Règlements ministériels technesch Detailler regelen.

De Fait, datt mer a leschter Zäit hu missen iwwer e Règlement grand-ducal fueren, war en fait näischt anescht, wéi dass mer déi Texter och nach hu missen duerch de Regierungsrat an a verschiddene Fäll duerch de Statsrot goe loossen, wat awer bei ganz technesch Ausféierungen d'Maschinn vum dem Régéiere lues gemaach huet, iwwerméisseg bürokratesch an och näischt Zousätzlech bibruecht huet.

Heifir begrëisse mer ausdrécklech, datt hei am Text vum der Verfassung de Pouvoir réglementaire fir d'Ministernen zréckkënn an deene Fäll wou d'Gesetz respektiv de Règlement grand-ducal et virgesäit. All déi Texter, wou do steet „de Grand-Duc“, dat ass also d'Regierung, wou de Règlement grand-ducal et virgesäit, kann an Zukunft de Minister dat iwwer Règlements ministériels maachen. Dat begrëisse mer.

Zweetens begrëisst d'Regierung ausdrécklech, datt mer endlech elo an der Verfassung e modernen Text hu wat d'Regierung ka maachen am Fall vum enger internationaler Kris, wou et eng Urgence gétt. D'Habilitatiounsgesetz, wat Är Chamber eemol d'Joer gestëmmt huet, a wat nach nëmmen an ekonomesch a finanzielle Matière gespilt huet, wou et ganz reell Froen iwwert d'Rechtskräftergkeet vum deenen Texter ginn ass, be-

sonnesch am strofrectleche Beräich, huet esou vill Froen opgeworf, datt et héchstwahrscheinlech der Regierung et net méiglech gemaach hätt, an enger internationaler Kris mat deene richtege Rechtsinstrumenter ze regéieren.

Deen Text, dee mer hei elo an der Verfassung virgesinn, erlaabt et der Regierung zu all Moment, wann eng internationaler Kris a wann eng Urgence ass, anzespringen an déi Moosnamen ze huelen, déi noutwendeg sinn, fir d'Land adequat duerch déi Kris ze féieren.

Dofir mengen ech sinn dat zwou Verfassungsännerungen, déi d'Regierung extrem begrëisst. Well iwwerall do, wou jo an deem Text de Grand-Duc steet, ass no eisem Verfassungssystem d'Regierung zoustänneg, an dofir kritt also hei d'Regierung Pouvoiren. D'Regierung wäert déi Pouvoiren ausüben, selbstverständlech ënert parlamentarescher Kontroll. Déi parlamentarescher Kontroll ka sech jo während dem ganze Joer exercéieren. Mä et gi Momenter wou eng Regierung muss këne schnell handelen, wou eng Regierung net kann à tout moment d'Parlament convoquéieren, an do ass deen Text wesentlech. An dofir wäre mer dankbar als Regierung, wann d'Chamber dëse Mëtte géng des wichtig Verfassungsännerung stëmmen.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vum den Article vum dëser Verfassungsreform.

Ech maachen drop opmierksam, dass laut dem Artikel 114 vum der Verfassung dräi Véierel vum den Deputéierte mussen present sinn an dass och zwee Drëttel müssen derfir stëmmen. Et ass net zoulasseg, dass ee fir een anere ka stëmmen.

Lecture du texte de la proposition de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 6 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen also elo of iwwert déi virleiend Proposition de loi.

Premier vote constitutionnel

Déi derfir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

Nach eng Kéier: Et gétt kee Vote par procuration.

D'Proposition de loi 4754 ass eestëmmeg ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger et Marco Schroell;

Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch et M. Georges Wohlfart;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Interruptions diverses)

Pardon, mir brauche jo keng. Sécherheetshalber. Et muss een ëmmer oppassen.

(Hilarité et interruptions diverses)

Net dass et herno heescht, si hunn net gemaach wéi et genau virgesinn ass.

Elo komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar zum zweete Vote constitutionnel vum Revisiounsvorschlag 5047/5039 vum den Artikelen 63 a 65 vum eiser Verfassung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: den Här Bodry an d'Madame Wagener. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum der Proposition de révision, den honorablen Här Paul-Henri Meyers.

9. 5047/5039 - Proposition de révision des articles 63 et 65 de la Constitution - Second vote constitutionnel

■ **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.** - Här President, mir hunn déi Annerung do an éischer Liesung gestëmmt. Ech géif net mengen, dass zu deem, wat mer dee Moment gesot hunn, nach eppes bäizefüge wär. Ech géif also och hoffen, dass déi Proposition de révision, déi virgesäit, dass de Vote par article ofgeännert gétt an deem Sënn, dass deen an Zukunft nëmmen méi stattfënn, wa weinstens fënnf Deputéierten dat froen, wat jo och e ganz breede Konsensus hei am Plenum fonnt huet, dass déi Proposition och am zweete Vote wäert gestëmmt ginn.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Den Här Krecké huet d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Ech mengen eleng mat deem, wat mer dëser Deeg hei erliuwen, mierke mer, dass déi Aart a Weis, wéi mir nach de Vote virhuelen, article par article, net méi appropriéiert ass, Här President. Dofir kann ech och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu där Emännerung vum der Verfassung bréngen.

■ **M. le Président.** - Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Jo, Här President, dat, wat mer hei stëmmen, huet näischt ze doe mat deem, wat mer apparentment hei erliuwen déi lescht Deeg, sondern dat hei geet ganz einfach ëm eng Vereinfachung vum dem Vote. Selbstverständlech si mer domadder d'accord. Mä all dat anert ass déi üblich Prozedur Scharmützel.

(Hilarité)

■ **M. le Président.** - Den Här Urbany huet d'Wuert.

■ **M. Serge Urbany (déli Lénk).** - Här President, ech wëll just soen: Ech enthalte mech bei deem heite Vote. Net datt ech géint dee Prinzip hei sinn - et ass selbstverständlech eng lästeg Pflichtübung, déi elo hei ofgeschaaft gétt -, mä ech fannen hei gétt de Prinzip vu fënnf Deputéierten, déi besonnesch Rechter solle kréien, an eiser Prozedur, och nach an der Verfassung nach eng Kéier zousätzlech verankert an zementéiert. Ech wäert mech dofir bei deem Vote hei enthalen.

■ **M. le Président.** - Den Här Jaerling huet d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Ech mengen, während d'Proposition vum anere Kollege vu menger Partei d'Zoustëmmung kritt, wäert ech mech bei deem Artikel 65 do enthalen, sou wéi och aner Deputéiert, net well elo déi laangwiereg Prozedur vum Virlesen ofgeschaaft

gëtt, mä och weinst deene fënnf. Well en Deputéierte muss effektiv fënnf Ennerschrëften hunn, fir hei säin Initiativrecht kënnen ze gebrauchen.

(Interruptions)

Ech mengen, wann dës Majoritéit gär gehat hätt, dass soll den Artikel 50 esou émgännert ginn, dass de Fraktiounszwang effektiv agefuert gétt an dass d'Mandat de Parteie gehéiert, dann hätt se sollen dee Courage hunn an dat maachen an net hei op Émweeër versichen eenzelnen Deputéierten e Maulkuerf unzedoen an domadder kann ech...

(Interruptions)

...domadder kann ech...

(Interruptions)

Ech wëll just hei Eent soen: Ech wënsche jo kengem heibannen et, mä wann nom 13. am Broochmount eng Partei do ass, déi nach véier Sëtz hei am Parlament wäert hunn, da wäerte mer gesinn...

(Interruption)

...da wäert hei en anere Wand bloesen an da wäerten déi, déi elo vläicht hei sech selwer e Maulkuerf opgesat hunn, nach u mech denken.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

■ **M. Serge Urbany (déli Lénk).** - Konkret war natierlech d'LSAP gemengt bei deem Beispill!

(Hilarité)

Lecture du texte de la proposition de révision de la Constitution (par M. Jean Spautz)

■ **M. le Président.** - D'Artikelen 1 an 2 si gelies an ugeholl.

Et ass also eng vun deene leschte Kéieren, wou dat doten elo nach eng Kéier geschitt, dass d'Lecture vum den Article gemaach gétt, an dofir, mengen ech, maache mer dat, dass dat awer och genau klappt, dass net herno iergendwéi een nach een Hoer an der Zopp fënn a seet: Elo hu se dëst net gemaach an dat net gemaach. Also, ech mengen, mir ginn do op Nummer sécher. An dofir stëmmen mer dann elo of.

Second vote constitutionnel

Déi mat där virleiender Verfassungsännerung d'accord sinn, stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Proposition de révision ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen an 3 Absentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger et Marco Schroell;

Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch et M. Georges Wohlfart;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera et Aly Jaerling;

M. Serge Urbany.

Dir Dammen an Dir Hären, mir fue-re weider mat eisem Ordre du jour a kéimen zur Diskussioun vum Pro-jet de loi 5213 iwwert d'Friddens-geriichter. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Klein, Bettel, Henckes an d'Madame Wagener. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Patrick Santer.

Mir hunn nach zwee Gesetzer vum Ordre du jour vun haut de Moien ze erleedegen. An duerno gétt d'Sit-zung dann opgehewen an da kënn d'Méttessitzung. Dat hei ass jo nach alles d'Fortsetzung vun deem, wat mer de Mueren uge-faangen hunn.

(Hilarité)

Et ass scho spéit am Mueren a fréi am Mëtten, mä...

(Interruptions et hilarité)

D'Wuert huet den Här Santer.

10. 5213 - Projet de loi ayant pour objet d'augmenter le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix et de modifier certaines dispositions:

- du Nouveau Code de procédure civile;

- de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation;

- du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer;

- de la loi modifiée du 21 avril 1908 concernant les vices rédhibitoires des animaux domestiques;

- de la loi modifiée du 10 juin 1898 concernant les dégâts accidentels causés à la propriété superficielle par les travaux d'exploitation des mines, minières et carrières;

- de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gétt Gesetzesprojeten, déi wichteg sinn, mä déi duerch hir Komplexitéit oder Technicitéit net ze begeeschtere wëssen. A wann et sech nach dobäi ëm Prozedurfroen...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...handelt, da gétt wierklech d'Be-geschterungsfaegkeet uerg strapazéiert.

Wann Dir lech fir technesch Proze-durfroen an deemem Projet de loi 5213 interesséiert, dann hutt Dir lech bestëmmt schonn op de schrëftleche Rapport gestierzt. Fir déi aner wëll ech dann an e puer Wieder erklären, ëm wat et hei geet.

De Projet de loi reforméiert eis Zi-vilprozedur op véier Punkten. Éischtens gétt den Taux de compé-tence en dernier ressort vum Frid-densgeriicht an d'Luucht gesat, ausser wann ee Gesetz dem Frid-densgeriicht eng exklusiv Kompe-tenz zouerkennt, zum Beispill an Affäre vu Bail a Loyer ass d'Kom-petenz vum Friddensgeriicht op

Affäre begrenzt, wou de Sträitwäert 10.000 Euro net iwwerschreit.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Mir kënnle vill méi séier iwwert d'Bühn goen.

Doriwwer eraus, iwwer 10.000 Euro, sinn dann d'Bezirksgeriichter zoustänneg. Wann eng Partei mam Uerteel vum Friddensgeriicht net averstanen ass, kann se déi Affär dann en appel op d'Bezirksgeriichter bréngen, da fungéiert d'Be-zirksgeriicht als Juridiction appel vun de Friddensgeriichter.

Fir ze vermeiden, dass déi kleng-sten Affär an Appel geet, ass en Taux de compétence en dernier ressort festgeluecht ginn. Dësen Taux ass elo haut op 750 Euro, dat heescht, datt géint en Urteil vum Friddensgeriicht, bei deem de Sträitwäert manner wéi 750 Euro ass, keen Appel kann ageluecht ginn. A Frankräich läit dësen Taux bei 3.800 Euro, an der Belsch bei 1.860 Euro.

Am Projet de loi, deem d'Regierung am September 2003 agereecht hat, sollt den Taux de compétence en dernier ressort vu 750 op 2.500 Euro gehewe ginn; dat géif dem Exposé des motifs no eng wesent-lech Erlichterung um Niveau vun de Bezirksgeriichter mat sech bréngen. De Statsrot huet a sengem Avis d'Pertinenz vun esou enger Argumentatioun a Fro gestallt an huet sech à titre principal géint dës Ännerung ausgesprach. À titre subsidiaire wollt de Statsrot, datt dësen Taux de compétence en dernier ressort net op 2.500 Euro, mä op 1.250 Euro sollt festgeluecht ginn. An der Kommissioun hu mer eis laang mat dëser Problematik auserneegesat a schlussendlech hu mer eis fir en Taux vu 1.500 Euro entscheet, wat dat Duebelt ass vum heitegen Taux.

De Statsrot huet sech vehement a formell dëser Proposition oppo-séiert. Mir hunn d'Argumentatioun vum Statsrot verstanen, mä eis huet d'Ursach vun der Opposition formelle net agelicht. Ech wëll hei soen, datt vu Säite vun der europäescher Konventioun fir Mën-scherechter den double degré de juridiction nëmmen am Strofrecht spillt, wat hei net de Fall ass; hei si mer op den Zivilgeriichter. D'Kom-missiouen huet dëser Opposition formelle awer Rechnung gedroen an d'Proposition vum Statsrot, fir den Taux op 1.250 Euro festze-leeën, ugeholl.

Fir beim Friddensgeriicht ze blei-wen integréiert de Projet de loi en europäesch Reglement iwwert d'Zoustännegkeet vun den Aar-bechtsgeriichter a Fäll, wou en Aarbechtsvertrag mat engem Lët-zebuurger Employeur net hei am Land, mä an engem anere Mem-berstat vun der Europäescher Unioun ausgefouert gétt.

Den zweete Punkt, deem am Projet de loi ugeschwat gétt, sinn d'Dé-lais de distance. Huele mer mol eng zivilrechtlech Affär vum Be-zirksgeriicht. Wann eng Persoun ugesicht gétt, huet déi 15 Deeg Zäit fir dem Bezirksgeriicht d'Identitéit vun hirem Affekot mat-zedeelen; wa se dat net mécht, ka se par défaut condamnéiert ginn. Wann déi ugesichte Persoun awer am Ausland wunnt, komme bei déi 15 Deeg nach Délais de distance dobäi. Den heitege System ass deem heiten: Bei déi 15 Deeg kommen nach 15 Deeg derbäi, wann een am noen Ausland wunnt: Frankräich, Däitschland, Belsch an esou weider; ee Mount, also 15 Deeg plus ee Mount, wann een an engem aneren europäesche Land wunnt, inklusiv Zypern an d'Türkei, mä d'UDSSR - dat steet nach dran - net mat abegraff; a 15 Deeg plus zwee Méint fir all déi aner Länner.

Dëse System gétt doho goend geännert, datt d'Opléschung vun de Länner der politescher Realitéit ugepasst gétt. Gott sei Dank ass d'UDSSR net méi dobäi, an déi europäesch Memberlänner gi gleich behandelt. D'Délais de distance gi verkierzt fir deene moderne Kom-

munikatiounssystemer Rechnung ze droen.

Elo sinn d'Délais de distance esou gestaffelt: 15 Deeg plus 15 Deeg fir en anere Memberstat aus der Unioun oder der Association euro-péenne de libre échange, 15 Deeg plus 25 Deeg fir en anert Land an Europa - d'Türkei a Russland sinn do net mat abegraff -, a 15 Deeg plus 35 Deeg fir de Rescht vun der Welt. Wann Der mengt, dës zwee éischt Punkte wären technesch an onverständlech genuch, dann hutt der nach nächst gesinn, well elo komme wierklech déi technesch Aspekter vum Projet de loi, dofir maachen ech et nach méi kuerz.

Den drëtten Punkt handelt ëm d'Re-cevabilitéit vu Pourvoié virun der Cour de Cassation. Déi zwou Än-nerungen, déi gemaach ginn, droen den Observatioun vum Par-quet général, déi am Aktivitéitsber-icht vum Justizministère fir d'Joer 2002 gemaach gi sinn, Rechnung. Wann Der mat engem Uerteel, wat en dernier ressort gesprach ginn ass, net averstane sidd, kënn Der dëst Uerteel virun der Cour de Cassation ufechten. D'Cour de Cassation befaasst sech net mam Fong vun der Affär, mä nëmme mat der Fro, ob d'Gerichter d'Règles de droit anstänneg ugewannt hunn. Scho bedéngt eng einfach Klärung vum Pourvoié de cassation eng Pädagogie, déi nëmme wéi-neg Leit op dëser Welt intus hunn, mä fir d'Recevabilitéit vun esou en-gem Pourvoié op eng einfach Aart a Weis ze erklären, dat ass eng Saach vun der Onméiglechkeet an Dir wësst jo: „à l'impossible, nul n'est tenu“.

Déi zwou Ännerunge betreffen also éischtens d'Cassatioun, wann en Appel op engem Uerteel gemaach ginn ass wat nach net definitiv eva-kuéiert ginn ass, an zweetens d'Recevabilitéit vun engem zweete Pourvoié, wann den éischte Pourvoié als irrecevabel erkläert ginn ass, well en ze fréi gemaach ginn ass.

De leschte Punkt, dee per Amen-dement op den Instanzeweie komm ass, dréit sech ëm d'Interventioun vum Parquet an zivilen Affären. Verschieden zivil Affäre mussen dem Parquet communiquéert ginn, fir datt de Parquet Stellung kann huelen, besonnesch par rapport zu de Froen, déi den Ordre public uginnt. D'Lëscht vun den Affären, déi dem Parquet iwwermëttelt ginn, ass opgefërcht ginn, d'Scheedun-gen an d'Séparations de corps sinn do erausgeholl ginn, mä beim Référé-divorce intervenéiert de Parquet nach ëmmer, opgrond vun engem aneren Artikel - dat ass den Artikel 267bis vum Code civil, deem duerch dëse Projet de loi net geännert ginn ass. Dobäi kënn, fir dem Parquet ze vermeiden, datt e syste-matesch an allen Affären interve-néiere muss an an der ganzer Pro-zedur, inklusiv de Plädoirien, do muss sinn, dass d'Méiglechkeet vun der Interventioun vum Parquet méi flexibel gestalt ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Prozedur virun de Ge-riichter muss dauernd iwwerpräift ginn, fir ze kucken, ob se nach zäit-geméis ass oder net méi Froen opwerft oder Hürden opbaut, wéi et néideg ass. Niewent den tech-neschen Ännerungen, wéi déi, déi an deemem Projet de loi stinn, mus-se sech och méi grondsätzlech Froen diesbezüglich stellen, wéi zum Beispill eng generell Iwwer-prüfung vum Regime vun der Cour de Cassation oder eng generell Iwwer-prüfung vun den Interventiou-ne vun Ministère public. Dës méi schwierig Froen däerfen awer net aus den Ae verluer ginn.

Ech géif lech also bieden, dëse Projet de loi, deem unanime an der Kommissioun ugeholl gouf, vläicht well kee sech dofir interesséiert huet,...

(Interruptions diverses)

...esou ze stëmme wéi si e virge-schloen huet an ech ginn den Ac-cord vu menger Fraktioun.

Une voix.- Dir ënnerschätzt all déi aner Leit.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jean-Pierre Klein.

Discussion générale

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur merci fir seng Berich-ter. Wéi de Rapporteur schonn erkläert huet, geet et an deemem Projet ëm d'Eropsetzung vum Taux de compétence an éischter a leschter Instanz bei de Friddens-geriichter, d'Upassung vun den ter-ritorialen Zoustännegkeetsregele vun eisen Aarbechtsgeriichter, d'Reform vun de sou genannten Délais de distance an d'Emänne-rung vun de Regele vun der Recevabilitéit vun dem Pourvoié en cas-sation. Ech wëll weider net op déi juristesche, technesch Detailler vun deemem Projet agoen, dat huet de Rapporteur gemaach an deem ass nächst bäizefügen. Par contre, wëll ech eppes zu deem wichteg-ste Punkt vun deemem Projet soen an zwar deem vum Eropsetze vum Taux de compétence an éischter a leschter Instanz bei de Friddens-geriichter.

(Interruption)

Här Bausch, jo, Dir sidd grouse Spezialist hei, Dir kennt eppes do-vunner.

Am Moment läit den Taux de com-péence an éischter a leschter Ins-tanz bei de Friddensgeriichter bei 750 Euro, dat heescht, datt an den Affären, wou den Enjeu manner wéi 750 oder genau 750 Euro bedréit, keen Appel méiglech ass. D'Regie-rung wollt deem Taux op 2.500 Euro eropsetzen, wat méi wéi eng Ver-dräifachung vun deem Taux duer-stellt an dat géing ech iwwerdriw-we fannen. D'Argument vun der Regierung ass fir ze soen: Eis Ge-riichter missten entlaascht ginn. Genau wéi de Statsrot kann ech dat Argument net deelen.

An eisem Rechtssystem kenne mer de Prinzip vum double degré de ju-ridiction, dat ass e Recht dat all Justiciablen huet. Mam draste-schen Eropsetze vum Taux de compétence gétt d'Recht vum Jus-ticiable, deen en Appel an enger Affär wëllt maachen, wou den En-jeu méi kleng ass, ewechgeholl. An deenen Affäre wou et ëm net vill Sue geet, zitt de Justiciable net vi-ru Geriicht wéinst de Suen, déi um Spill stinn - souwiso si meesch-tens d'Affekotekäschte méi héich wéi den Enjeu vun der Affär selwer -, mä bei esou enger Affär geet et dem Justiciable ëm de Prinzip, ob-wuel datt een aus enger klenger Affär kee Prinzip sollt maachen. Och net all Bierger huet dat néi-degt Vertrauen an eis Justiz an net selte kënn et vir, dass e Justiciable sech ongerecht vun der Justiz be-handelt fillt. An deene Fäll ass et gutt, wann en da kann an Appel goen a seng Affär nach eng Kéier ka virdroen a behandele loossen. Wann een elo higeet an et hëlt een dem Justiciable d'Recht fir Appel an esou klengen Affären ze ma-chen ewech, dann ass dat net gutt an dat dréit net dozou bäi, fir d'Ve-trauwe vum Bierger an eis Justiz ze stäerken.

Dat heite gesot, sinn ech net prinzi-piell géint eng Erhéijung vun dë-sem Taux de compétence, well ebe vun Zäit zu Zäit deen Taux an d'Ge-gebenheete muss adaptéiert ginn. Ech sinn awer dergéint, fir den Taux esou drastesch eropzeset-zen, wéi d'Regierung dat Wëlles hat ze maachen, dat heescht eng méi wéi Verdräifachung vum Taux, wat, wéi ech scho gesot hunn, iwwer-driwwen ass. Et wäert jo net esou sinn, dass de Justizminister hei de Riichter wëll entlaaschten op Käschte vum Justiciable, fir Per-sonal bei de Geriichter anzespueren respektiv net musse weider Personal anzustellen; dat wier e fal-scht Signal. Andeem sech de

Statsrot deem widderst huet, fir den Taux op 2.500 eropzesetzen, ass elo am Projet festgehale fir den Taux op 1.250 Euro eropzesetzen.

Här Minister, wa mer schonn iwwert d'Friddensgeriichter schwätzen, da wëll ech lech un d'Zoustänn erënneren, wéi d'Leit zu Esch um Friddensgeriicht schaffen. Déi schaffen do ënner ganz schlechte Konditiounen et ass och schonn décidéiert ginn, dass zu Esch sollt en neit Friddensgeriicht kommen. D'Décisioun um Niveau vun der Regierung ass geholl. D'Gemeng Esch huet och schon hire PAP an deem Sënn arrétéiert an approu-véiert; et hänkt elo nach just drun, dass d'Regierung soll viru maache fir d'Baugenehmegung ze froen, fir dass dat kann exekutéiert ginn.

Voilà, dat gesot, géing ech fir dëse Projet de loi d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun bréngen.

M. le Président.- Den Här Xavier Bettel ass als nächste Ried-ner agedroen. Den Här Bettel huet d'Wuert.

(Interruptions)

M. Xavier Bettel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Pa-trick Santer merci soe fir säi Rap-port. Hien huet virdru gesot, dass et net vill Leit interesséiert huet an der Kommissioun. Dat ass net wouer, an der Kommissioun hu mer jo awer konstruktiv matgeschafft a mir hunn et jo selwer fäerdeg bruecht - ech hunn et am Rapport gellies -, fir dee Montant vun 2.500 Euro, wou d'Regierung jo am Ufank zréckgehal hat, duerch zwee ge-deelt ze kréien an op 1.250 Euro erofzesetzen.

Dir sot, et géif net vill Leit an der Kommissioun interesséieren, mä dofir awer d'Leit dobaussen. Wann een ee Prozess mécht an et ver-léiert een eng Affär vun 2.500 Euro, dat heescht 100.000 LUF, da sinn dat vill Suen. A fir de Bierger, deen net vill finanziell Moyenen huet an dee mengt e géif an éischter In-stanz Recht kréien, well en iwwer-zeegt ass, dass e Recht huet, an e geet op d'Gericht an e kritt do On-recht, ass et dann eben domm gaangen. Dann ass d'Uerteel eben definitiv an dann huet e säi Prozess verluer a wann een dat op 100.000 Frang fixéiert hätt, da wier et eben definitiv gewiescht. An dofir sinn ech frou, dass d'Kommissioun, och wann an eisem Amendement am Ufank vu 1.500 Euro Rieds war, elo duerch d'Opposition vum Conseil d'État dee Betrag op 1.250 Euro zréckgesat huet.

Une voix.- Dir gesitt heiansdo e bësse grouss.

M. Xavier Bettel (DP).- Also mir waren et net, mir hate jo déi Montante proposéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deenen anere Punkte wëll ech net an d'Detailler goen; ech mengen, et ass immens tech-nesch an et wäert och net vill Leit interesséieren à part d'Affekoten.

(Hilarité et interruptions di-verses)

Här Henckes, maacht emol den Avoué an dann diskutéiere mer do-riwwer.

Mä op jidde Fall musse verschidde Punkte vun der Procédure civile verbessert ginn an och déi mat den Délais de distance a mam Droit du travail. Deen eenzege Punkt, deem nach wichteg ass, dat ass dee vum Parquet bei den Divorcen. Do souz nämlech de Substitut dann de gan-ze Moien an de ganze Mëtteg an enger Sitzung, fir, wann en d'Wuert kritt huet, ze soen: «Je me rapporte à prudence et à sagesse de votre Tribunal.» Dofir wou deen d'ganz Woch blockéiert, konnt net schaf-fen, konnt seng Dossier net maa-chen, konnt op jidde Fall net am In-térêt vun der Justiz schaffen, an dofir ass et och ganz wichteg deem heite Punkt ze reforméieren.

Et ass gesot ginn, dee Montant muss gehéicht ginn, well zevill Affären um Geriicht sinn. Mir hu vill nei Riichter an agestallt an dëser Legislaturperiod. Fir mech ass dat de richtige Wee. Et soll een net kucke fir d'Gerichter ze désengorgéieren andeem een den Appel a verschiddene Punkten ofschaaft. Ech mengen, den double degré de juridiction ass ganz, ganz wichteg fir de Bierger, well en d'Gefill huet, dass en d'Méiglechkeet huet, wann e mat engem éischten Uerteel net averstanen ass, awer Appel ze maachen.

Op jidde Fall bréngen ech den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, ech wollt just nëmmen den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojekt bréngen. Et ass wichteg, datt mer e puer prozedural Vereinfachunge maachen, déi dem gesonde Mënschverstand entsprechen an dofir kënn Der och op d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun rechnen zu dësem Projet.

M. le Président. - D'Wuert huet d'Madame Renée Wagener.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Här President, mir soe Jo zu deem Projet.

M. le Président. - Den Här Minister seet och Jo. Da maache mer elo d'LECTURE vun den Artikelen vum Projet de loi.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 5 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme elo of iwwert de virleien de Gesetzesprojekt 5213.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi ass mat 52 Jo-Stëmme an 1 Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM.

Théo Stendebach, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Théo Stendebach) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Emile Calmes (par M. Gusty Graas), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

M. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jeannot Krecké), Mme Lydia Mutsch et M. Jos Scheuer (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Girra, Jean Huss (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

An da kéime mer zum Projet de loi 5232 iwwert d'Akommessteieren. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Krecké a Rippinger.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Norbert Haupt.

11. 5232 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu et de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupt (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5232 huet éischens als Objektiv d'Ëmsetzung vun enger Direktiv vun der Europäescher Kommissioun, déi am Fong geholl d'Ofschafung vun der Duebelbesteuerung op den Zënsen a Redevancen, déi grenziwwerschreidend vun enger Gesellschaft un eng aner associéiert Gesellschaft oder en Établissement stable ausbezuelt gëtt.

Dës Ofschaffung vun der Duebelbesteuerung geschitt doduerch, dass d'Redevance à la source, d'Besteuerung à la source op den Zënsen an de Redevancé soll ausbezuelt ginn.

En zweeten Objektiv ass am Fong de Corollaire vun dem Ëmsetze vun der Direktiv. De Projet gesäit vir, dass all déi Elementer vun dem Verméigen, déi en Non-résident bei eis, oder an esou engem Land huet, an iwwert déi en déi Revenué bezitt, dann och vun der Vermögenssteuer befreit ginn an doduerch gëtt den Artikel 77 vun dem Bewäertungsgesetz ëmgeännert.

En drëtten Objektiv ass dee fir verschidden Ëmännerungen um Steiergesetz virzugeséit fir méi Klarheet an d'Gesetz eranzebréngen. Dat sinn d'Artikelen 15, 59, 113, den Alinéa 8 vum Artikel 156, an den Alinéa 6 vum Artikel 154 vum Steiergesetz. Ech wëll net an d'Detailer vun deenen Artikelen agoen.

E véierten Objektiv ass dee fir eis Dispositiounen, déi am Gesetz virzugeséit sinn, an zwar am Artikel 164bis vum Steiergesetz iwwert d'Intégration fiscale an deen iwwert de Besteuerungsregime vun de Mammen- an Duechtergesellschaften, déi am Artikel 166 vum Steiergesetz virzugeséit sinn, méi kloer un d'Dispositiounen vum europäeschen Traité unzepassen.

Ganz kuerz wat d'Ëmsetze vun der Direktiv ubelaangt. D'Direktiv gesäit also vir, datt d'Bezuele vun Zënsen a Redevancen tëschent associéierte Gesellschaften, déi an zwee verschiddenen EU-Länner etabléiert sinn, am Fong geholl vun der Retenue à la source befreit sinn. Wéi gesot, den Objektiv dovun ass fir d'Duebelbesteuerung ze verhënnern. D'Direktiv gesäit d'Méiglechkeet vun enger Derogatioun vir an deem Fall vu Créancen, vun deenen eng Klausel vun enger Gewinnbedeelegung virzugeséit ass.

Eis Gesetzgebung gesäit de Moment just nach vir, dass eng Retenue à la source fir Non-résidenten am Fong geholl just op den Zënsen fir Hypothéksscholden, dat heescht Scholden, déi am Registre des hypothèques agedroe sinn, ka gemaach ginn, och nach beim Ausbezuelt vun engem Undeel un engem Benefiss un ee Créancier, wat d'Klausel vun enger Gewinnbedeelegung virzugesäit an drëtten déi supplementär Zënsen, déi un den Obligataire, dat heescht un de Besëtzer vun Obligatiounen bezuelt gëtt, wann d'Obligatioun virzugesäit, dass eng Benefissbedeelegung ka virgeholl ginn.

Am Prinzip ass déi Besteuerung, déi Retenue à la source ëmmer vir-

gesinn an dem Duebelbesteuerungssofkomme wat mer mat deene verschiddene Länner hunn an am Prinzip ginn déi Zënsen am Fong nëmmen do besteiert wou de Bénéficiaire wunnt. D'Duebelbesteuerungssofkomme gesäit awer ëmmer vir, dass eng minimal Besteuerung à la source ka gemaach ginn. Esouwuel fir d'Zënsen wéi fir d'Redevancé gesäit also elo eist Gesetz vir, fir déi vun der Retenue à la source ze befreien. D'Gesetz geet an deem Sënn méi wäit, well virzugeséit ass, datt net nëmme vun de Redevancen an den Intéréten, déi tëschent associéierte Gesellschaften ausbezuelt ginn, mä déi egal un en Non-résident ausbezuelt ginn, dat heescht, och wann dat eng Privatpersoun ass, keng Retenue à la source méi gemaach gëtt. Mä de Projet mécht de Gebrauch vun der Derogatioun, déi an der Direktiv virzugeséit ass, dat heescht, datt déi Zënsen, déi am Fong geholl an enger Klausel vun der Bedeelegung vum Benefiss virzugeséit sinn, de Moment nach ëmmer der Retenue à la source ënnerleien.

Voilà, d'Chambre professionnelle an de Statsrot hunn en Avis favorable zu dësem Projet ofginn. D'Kommissioun huet och unanime de Rapport vun der Kommissioun ugeholl a si proposéiert lech, d'Gesetz esou ze stëmme wéi et hei am Rapport annexéiert ass an ech bréngen domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

M. le Président. - Éischten Diskussionsriedner ass den Här Jeannot Krecké.

Discussion générale

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, vu datt dat do e Bestanddeel ass vun deem Paquet fiscal, deen u sech ofgemaach gi war schon 1997 ënner Lëtzebuerger Présidence, bréng mir och den Accord no den Explikatiounen vum Rapporteur, dee wéi ëmmer dat ganz explizit gemaach huet. Domat soen ech lech merci, Här President.

M. le Président. - Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Här President, et wonnert mech, dass den Här Krecké net kritiséiert, dass dat esou laang gedauert huet, well et schon 1997 ënner hirer Herrschaft zustane komm ass. Mä ech wëll dem Här Haupt villmoos merci soe fir säin excellente Rapport a well hien deen esou gutt gemaach huet, stëmme mir et och.

M. le Président. - Mir kommen dann zur Lecture vun den Arti-

kelen a stëmme iwwert de Projet of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmme elo of iwwert dat virleien de Gesetz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmme an 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Jean-Paul Rippinger), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. John Schummer) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par Mme Lydia Mutsch), Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch et M. Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Girra, Jean Huss (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eisem Ordre du jour vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass um hallwer véier. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.20 heures)

Ordre du jour

- 5092 - Projet de loi portant organisation des lycées et lycées techniques
(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motions)
- 5113 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil économique et social et portant modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; Mme Anne Brasseur et M. François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.33 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da komme mer elo als éischte Punkt zur Diskussioun vum Projet de loi 5092 iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën an den technesche Lycéeën. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et sinn agedroen den Här Wiseler, d'Madame Delvaux, den Här Meisch, d'Madame Reuter an den Här Scheuer. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Agny Durdu.

1. 5092 - Projet de loi portant organisation des lycées et lycées techniques

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Mme Agny Durdu (DP), rapportrice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee virleien de Projet de loi ass den 29. Januar d'lescht Joer deponéiert ginn. En ass aviséiert gi vun der Chambre des Employés privés a vum Statsrot, an d'Syndikater - APESS, Fiduse, CGFP, SEW, OGB-L - hu souguer eng Pétitioun lancéiert géint dese Projet de loi, wou se bestëmmten Ännerunge gäre gehat hätten, an op Basis do dovun hate mer si zesumme mat der Pétitiounskommissioun de 4. Dezember 2003 gehéiert.

Op Basis vun all dësen Avisen an Aussoen hu mer eis Aarbechten an der Chamberskommissioun ugefaangen. Ech wëll hei profitéieren, fir alle Kollegen, sou gutt deene vun der Oppositioun wéi deene

vun der Majoritéit, e ganz häerzlech Merci ze soen, sou gutt fir déi schrëftlech wéi fir déi mündlech Amendementer, déi erakomm sinn. Well ech kann lech versécheren, vun dësem Projet de loi sinn nach vläicht eng hallf Dosen Artikelen, déi ouni Amendementer hei wäerten duerch de Plenum goen, wat drop schlësse léisst, dass mer intensiivst un dësem Text geschafft hunn, wou och en Avis complémentaire vum Statsrot dozou virläit.

Dese Projet de loi gëtt am Volleksmond, wann ech dat esou däre soen, normalerweis mat Autonomiesgesetz ëmschriwwen, mä et ass am Fong geholl wäit méi. Well et sinn am Fong geholl dräi Voleten, déi an dësem Gesetz beliecht ginn. Éischens gëtt hei definéiert, wat d'Roll vun dem Lycée respektiv vun der Schoul ass. Et gëtt hei definéiert, wat dann d'Autonomie vun de Lycéeën ass. An dat drëtt ass, datt d'Strukture vun de Lycéeën definéiert ginn, respektiv vun de

Partner, déi an der Schoul sinn. Et gëtt definéiert wéi se schaffen a wéi se Décisiounen an Iddie kënnen erabréngen an de Fonctionnement vun der Schoul.

D'Philosophie, déi deem Gesetz ennerläit, ass am Fong geholl d'Erkenntnis, dass een d'Lycéeën net méi onbedéngt esou ka géréieren, wéi een et momentan nach mécht, mat der Iddi, dass een eng zentral Autoritéit huet, an dat ass dann de Ministère; an dann huet ee Lycéeën, déi allegueren no deem nämlechte Schema musse funktionéieren. Mir stellen ëmmer méi fest, dass d'Schoulpopulatioun wäit méi zahlreich ass, dass se ganz einfach aneschtens ass, dass d'Elteren och e ganz aner Liewen hunn. Dofir muss een och méi d'Schoule kennen op de Rhythmus an op d'Liewensphilosophie vun der Schoulpopulatioun astellen.

Déi ganz Problematik an deem Gesetz war am Fong geholl ëmmer, eng richteg Gewichtung ze fannen tëschent deene Kompetenzen, déi mer dann zentral an dem Ministère loosse, an deene Kompetenzen a Méiglechkeeten, déi mer deem eenzelne Lycée wëlle ginn. Déi dräi Volet wäert och dann och eenzel analyséieren.

Fir d'éischt d'Missiouen vun der Schoul. Dat war deen éischten Artikel, iwwert dee mer intensiivst an der Kommissioun diskutéiert hunn. D'Missiouen, déi de Lycée respektiv de Lycée technique huet, si folgendermoossen ëmraus: Déi éischt Missiou, déi de Lycée nach ëmmer huet, dat ass de Kanner eng Formation scolaire ze offréieren. An zwar soll déi Formation scolaire dann och esou sinn, dass se op en Diplom hischafft, fir dass all Kand méiglechst en Diplom kriit, eng Certification reconnue, wéi et esou schéin heescht am Text; dass se awer och de Kanner eng Allgemengbildung mat op dee Wee ginn an dass och d'Kanner an der Schoul op déi berufflech Exigence an op dat berufflech Liewe virbereet ginn.

Deen zweete Volet vun der Schoul ass awer och deen, d'Kanner ze éduquéieren. Hei ass awer eng Nuance, déi mer an d'Gesetz ageschriwwen hunn, an zwar esou, dass d'Schoul en complément agéiert vun der Educatioun vun der Famill. Dat heescht d'Famill huet hei d'Haaptlaascht nach ëmmer, mä d'Schoul léisst se awer net eleng.

An am Fong geholl, déi drëtt Missiou ass am Allgemengen, dass d'Schoul de Kanner eng Hëllefstellung gëtt fir déi perséinlech Entwécklung a fir hir Orientéierung. A sou wéi mir an der Kommissioun dann d'Missiouen vun der Schoul festgesat hunn, wöllt och dann analyséieren, wat dann de Schüler un Offerte féint an deenen eenzelne Schoulgebaier an déi een dann och muss an all Schoulgebaier erëmfannen.

Mol éischtens a puncto Formatioun ass et esou, dass an deem Gesetz festgehalen ass - wat awer net verwonnerlech ass -, dass d'Grille horaire, de Programm, d'Schoulvakanzen festgehalen ginn iwwer Règlement grand-ducal. Bon, dat ass näischt Aussergewöhnlech. Dir erlaabt mer trotz allem déi eng oder aner Remarque heizou ze maachen.

Éischtens, mir hunn an deem Gesetz net festgehalen, wéi vill eng Schoulstonn misst minimal hunn. Dat war eng Suggestioun vum Statsrot. Dat hu mer net zréckbehalen, well mer der Meenung sinn, dass mer dat sollten eréischt an engem Règlement festhalen, wat an dem Projet de loi iwwert d'Loi de base vun der Schoul wäert kommen. Bon, en Amendement, wat mer also vum Statsrot net gutt gehalen hunn, wou deen zwar net extra frou war driwwer, mä wou en awer eis Argumentatioun verstanen huet.

Déi zweet grouss Diskussioun, dat sinn ëmmer an ëmmer erëm d'Programmer. Déi éischt kritesch Approchen, déi mer am Fong geholl

zu deem Gesetz kruten, an ier am Fong geholl de Projet deponéiert war, dat war ëmmer déi grouss Angscht: Ah, Autonomie vun de Lycéeën, dat bedeit lo, dass all Schoul ka maachen, wat se wëllt.

Deem ass net esou. Ech hat gesot, déi ganz Philosophie vun deem Gesetz ass eng gutt Gewichtung ze fannen tëschent den nationalen an de Lycéeskompetenzen. Et ass och esou, dass, wat d'Programmer selwer betrëfft, déi nach ëmmer national ausgeschafft ginn, fir dass mer jo och op eng Certification reconnue kënnen kommen, wou awer jidderee soll méiglechst dat nämlecht léieren an all Schoulgebaier.

Mä erlaabt mer hei nach eng Kéier ze schwätzen ze kommen op déi allgemeng Remarque, déi nach ëmmer heiansdo kënnt, dass et heescht, eis Programmer sinn iwwerlueden. Ech dierf drun erënneren, dass d'Programmer zwar festgeluecht ginn an deem Règlement grand-ducal, mä do gi se nëmme festgeluecht op dat, wat an de Programmkommissiounen geschafft gëtt. Ech dierf drun erënneren, dass des Majoritéit de Programmkommissiounen Infrastrukturen zur Verfügung gestallt huet, dass se hinnen dat didaktescht Material zur Verfügung gestallt huet an dass also d'Programmkommissiounen, zesummegeallt aus Enseignanten, déi sinn, déi d'Verantwortung hu fir Programmer auszuschaffen. Ech ka se nëmmer nach eng Kéier erëm invitéieren dëszer Aufgab beschtméiglech nozekommen - eenzel Programmkommissiounen maachen dat mat Brio, anerer di sech méi schwéier, an un déi maachen och ganz besonnesch nach eng Kéier en Appel, intensiivst ze schaffen.

Deen zweete Volet, deem all Kand awer soll begéieren an der Schoul oder am Lycée respektiv am Lycée technique, dat ass d'Prise en charge. Wéi gesäit déi Prise en charge aus? Éischtens ass et mol Orientéierung, zweetens ass et d'Présenz vum SPOS, drëtens ass et den Appui scolaire, véiertens eng adequat Surveillance, fénfens d'Activité périscolaire, sechsens de Centre de documentation et d'information an dann d'Restauration scolaire respektiv d'Internat. Ech analyséieren déi eenzel Punkten.

All Student muss ënnerstëtzt ginn a senger Orientéierung. Him soll gehollef gi sech selwer ze erkennen an duerno ze kucken, geméiss sengen Talenter, senger Méiglechkeeten an och sengen Aspiratiounen, wéi e sech soll uleeën, fir dee beschtméigleche Wee duerch d'Schoul ze maachen. Déi nämlecht Informatioun soll awer och den Elteren zoukommen. Dofir mussen och si kënnen informéiert ginn iwwert d'Progressen, déi realiséiert ginn, respektiv iwwert déi Echechen oder déi Momenter, wou et méi schwéier ass.

An all Schoulgebaier fanne mer ee SPOS, dat heescht e Service psychologique et d'orientation scolaire. Op dee mussen all Kand respektiv all Elteren zréckgräife kënnen, wa se et froen. Länger Diskussiounen hate mer an der Kommissioun driwwer, wéi dese SPOS dann elo soll konkret funktionéieren. Ech erkläre mech.

De Problem ass, dass de CPOS am Fong geholl - wéi soll och soen - éischer en nationale Service ass, deen am Ministère organiséiert ass, an da gëtt et déi eenzel SPOSen an de Lycéeën. Déi grouss Fro war dann ze wëssen, wou mer de SPOS positionnéiere par rapport zum Direkter respektiv par rapport zu deenen anere Schoulpartner. A mir hunn eis an der Kommissioun dozou ausgesprach, fir ze soen, de SPOS gëtt am Fong geholl vum CPOS chapeautéiert. Et ass deen, deen déi grouss Richtlinie gëtt, an déi eenzel SPOSen an de Schoulgebaier mussen dann och op hir Schoulpopulatioun kënnen agoen.

Aus deem Grond sote mer dann, dass administrativ gesinn de SPOS aus deenen eenzelne Gebaier en-

nerter der Leedung dann also vum Schouldirekter steet, mä wat awer hir Orientéierung an de Contenu vun hiren Aufgabe ugeet, déi ginn awer dann éischer ausgeschafft am MEN. Nun, dës Deeg hunn ech awer dat betreffend e ganz ogereegte Brëif vun der APESS kriit, déi do déi grouss Angscht hunn, mat deem System, dee mer erausgewielt hunn, géife mer souguer de Schouldirekter ënnert d'Tutelle setze vum CPOS. Ech muss lech wierklech soen, dat ass iwwerhaapt net de Wonsch an net d'Anliege gewiescht vun der Kommissioun.

Ech mengen, mir waren eis an der Kommissioun och relativ all eens iwwert déi Modifikatioun, déi mer abruucht hunn, esou dass mer och den Text wäerten esou stoe loosse, wéi mer en an der Kommissioun guttgeheescht hunn. Mir sinn der Meenung, dass mer absolut net den Direkter ënnert d'Tutelle setze mat eise System, mä au contraire, dass mer eben am Fong geholl zwee verschidde Servicer, wann een et esou wëllt, hei hunn. Dat engt ass den Direkter a seng Schoul an dat aner ass de SPOS. Déi zwee mussen op der Basis zesummeschaffen. Mä d'Ausrichtung vun deem engem an deem anere gëtt eben op anere Plazen ausgeschafft.

Dat zweet Anliegen, wat vun der APESS komm ass, och a puncto SPOS, dat war fir eis drop opmierksam ze maachen, do wier awer am Artikel 28 bei den Attributiounen vum SPOS een Artikel, dee géing soen, de SPOS géif „collaborer à l'évaluation des enseignements“. Ech muss lech ganz éierlech soen, an der Kommissioun hat kee Mënsch sech un deem Saz gestéiert gehat. Weder d'Majoritéit nach Oppositiounen hatten d'Problematik opgeworf. Et hat keen Aviseur et opgeworf, an d'APESS selwer respektiv déi eenzel Syndikater hatten eis och näischt dovunner gesot an där Entrevue vum 4. Dezember 2003.

Och hei, muss ech soen, sinn d'Angschten, déi hei opgeworf ginn, menger Meenung no iwwerspézt, well, bon, ech mengen, éischtens ass et esou, wann een deen Artikel 28 e puer Zeile méi erop liest, do ass et och esou dass de SPOS kollaboréiert fir Activités périscolaires ze organiséieren. E kollaboréiert ëmmer, et ass net hien, deen d'Activités périscolaires organiséiert, an et ass och net hien deen d'Enseignement évaluéiert. Hie kollaboréiert dozou.

Ech mengen dat Ganzt muss een an deem Zeeche gesi wat mer wëllen no bausse setze vun Dialog an Zesummeschaffen, an do ass et och esou dass de SPOS muss kënnen soen, wat e gutt oder wat e manner gutt an engem Schoulgebaier féint, ouni dass en awer do derfir an op eemol iwwert den Enseignant soll stoen an iwwer déi soll jugéieren, wat déi grouss Angscht vun der APESS ass. Ech mengen och liesen lech elo léiwer net dee Brëif vir, dee mer do kriit hunn, well mir riskéieren do nëmmer onnéideg schwerwiegend Diskussiounen tëschent de Professeuren an tëschent dem SPOS ze kréien.

Den Appui scolaire ass deen nächste Service, deen eis Kanner musse kënnen offréiert kréien an all Schoulgebaier. Deen ass entweder obligatoresch oder fakultativ. Dat hinkt am Fong geholl e bëssen dovunner of, wéi schwach dass e Schüler ass. De Conseil de classe ka soen, dass den Appui obligatoresch ass, an deementspreechend sinn och d'Sanktiounen, wann e Schüler beim obligatoreschen Appui scolaire net present ass, oder beim fakultativen Appui scolaire.

Deen nächste Service deen d'Kanner kréien ass eng Surveillance. Elo kënnt Der soen, dat ass awer

nu wierklech kee Service. Ech mengen awer dach. D'Surveillance ze assuréieren an engem Schoulgebaier während de Schoulstonden an och doriwwer eraus, soulaang wéi d'Kanner oder respektiv déi Jugendlech am Gebai oder am Schoulhaff oder ronderëm sinn, ass mengen ech ee Service, dee mer hinne mussen assuréieren an deen och dofir deementspreechend dann an dat Gesetz hei ageschriwwen ginn ass.

Activités périscolaires solle kënnen, mä mussen zwar net, an all Gebai organiséiert ginn, an zwar ausserhalb vun der Schoul, kultureller oder sportlecher Natur. Hei hate mer eng kleng Diskussioun mam Statsrot. Dee wëllt par force, esou bal ee sech aschreift an déi Activités périscolaires, dass d'Schüler dann och mussen obligatoresch an des Aktivitéite goen. Mir hatten an der Kommissioun gemengt, dat misst een net obligatoresch maachen. De Statsrot sot dann a sengem Avis complémentaire, mir wiere laxistes. Gutt, ok, mir sinn op eis Décisioun erëmkomm an deem gemäss, esou bal wann ee sech dann also aschreift an déi Aktivitéiten, muss dann och all Schüler dohinner goen. Mir wëllen domat een Zeeche setzen, d'Kanner e bëssen zu Konsequenz ze erzéien. Ech hoffen dann, dass dat riicht rässt an dass de Statsrot eng besser Visioun hat wéi déi, déi mir als Kommissioun hatten.

Da soll a muss an all Schoulgebaier e Centre de documentation et d'information present sinn an dee muss dann och vun engem Bibliothécaire-documentaliste gefouert ginn. Deen huet och Missiouen, an zwar soll en de Kanner am Fong geholl d'Lectione méi no bréngen, a wann ech un d'PISA-Etüd dierf erënneren an un déi Campagne, déi de Ministère gestart huet, do ass jo ganz kloer eng Erkenntnis déi, dass eis Kanner net genuch liesen. Hei solle se och gutt Material zur Verfügung gestallt kréien, fir dass se och ugespourt ginn dozou fir ze liesen.

Dann ass et natierlech och esou, dass d'Kanner do solle geléiert ginn, wéi se sollen hir Recherche maachen, wéi se do sollen eng gutt Lecture och fannen, déi se interesséiert, an dann, wann en Autonomiesprojet an engem Lycée leeft a wann ee sech dann op en Thema zum Beispill spezialiséiert, muss natierlech de Centre de documentation et d'information hei mat schaffen, fir dass och eleng d'Kanner déi richteg Dokumenter fanne fir hir Recherchen ze maachen.

Restauration scolaire ass e Must. Et muss och an all Lycée eng Restauration scolaire kënnen offréiert ginn. Ech mengen dat ass och ganz gutt esou an entsprécht de Besoinen, déi mer an eiser Populatioun hunn.

Internater sinn net obligatoresch fir all Lycée, mä ech mengen och maachen och hei nach eng Kéier mäin Appel. Ech sinn der Meenung, dass mer net genuch Internater am Land hunn an dass mer eis sollten nach do applizéieren, fir méi öffentlech Internater ze kréien. Dat wier net vu Mutterwëll.

Ech ginn elo op den zweete Volet vun deem Gesetzesprojet an. Dat ass dann d'Autonomie selwer. Wéi ech et well an der Entrée gesot hunn zu deem Text, geet et eis drëm, dass all Lycée kann op seng Schoulpopulatioun agoen. D'Besoiné vun där enger a vun där anerer Schoulpopulatioun sinn net onbedéngt ëmmer déi nämlecht. Dofir wëlle mer de Lycéeën d'Méiglechkeet ginn, fir op déi Besoiné vun de Kanner a vun de Familljen anzegoen. An de pair mat där Iddi vun Autonomie geet an deem Gesetzesprojet och d'Iddi vun dem Lycée de proximité.

De Lycée de proximité bedeit, dass Kanner tëschent 12 bis 15 Joer d'Recht hunn, fir an deen noost méiglechte Lycée an hirer Emgéigend kënnen ze goen. Wat de Lycée de proximité fir deen Einzelnen ass, gëtt am Fong ge-

holl festgehalen iwwer Règlement grand-ducal. D'Iddi ass och, dass een an all Lycée dann och, ech kann net soen eng total homogen, mä zumindest eng méiglechst homogen Populatioun erëmféint, wou d'Besoiné méi oder wéineger déi nämlecht sinn a wou een deem gemäss och d'Autonomie ka besser organiséieren.

Déi Autonomie bedeit, dass dee Lycée, deen déi Autonomie wëllt, well déi ass net obligatoresch - e Lycée ka sech autonom organiséieren, muss et awer net maachen - eng Marge de manœuvre an der Grille horaire huet vun dräi Stonnen wöchentlech. A priori hate mir och an der Kommissioun alt gemengt, dat ass awer net schrecklech vill. Et gouf eis awer erkläert, dass op Basis vun deene Pilotprojeten, déi doruechter waren, sech ëmmer erëm erausgestallt huet, dass déi dräi Stonnen normalerweis duergegaange sinn, fir de Lycéeën déi néideg Méiglechkeeten ze ginn, fir sech kënnen selbstständig ze organiséieren, esou dass mer dann och déi dräi Stonnen op Wonsch vum Statsrot hin an d'Gesetz ageschriwwen hunn. Dat gesot muss ech awer dobäifügen, dräi Stonnen kënnen se variéieren, mä am Endeffekt muss se awer hir global Stonn vu Lektioenen anhalen.

Wat fir eng Méiglechkeete bidde sech dann elo dem Lycée? E kann e puer Projekte lancéieren, e Projet d'établissement, e Projet d'innovation pédagogique an e ka Spezialklassen organiséieren.

De Projet d'établissement: Hei kann de Lycée pedagogesch Initiativen starten. E kann och périscolaire Aktivitéite lasstréppelen an e ka sech an Aktiounen lancéieren, wou een am Fong geholl d'Kanner op déi berufflech Zukunft, an esou wéi eben de konkrete Beruff funktionéiert, ka virbereeden.

Beim Projet d'innovation pédagogique muss ech hinzufügen: Dat ass am Fong geholl ee Projet, deen erakomm ass duerch d'Usponne vun der LSAP. Et war am Fong geholl esou, de Projet d'innovation ass am Projet de loi de base virgesinn, mä e war net an deem Gesetz virgesinn. Mir waren awer dann an der Kommissioun der Meenung, mir sollen dese Projet d'innovation pédagogique virgesinn. Mir hunn en och ageschriwwen. De Statsrot war mam Prinzip d'accord, huet awer bemängelt, dass, bon, e Projet d'innovation pédagogique, dat bréngt mat sech, dass ee misst zur Grille horaire an eventuell och zu de Programmer kënnen dérogéieren, dass dat awer net de Minister eleng kéint maachen, mä do misst een iwwer Règlement grand-ducal fueren. Dem Wonsch si mer nokomm, an ech mengen dat ass och eng gutt Initiativ, déi mer hei als Kommissioun agedroen hunn.

Spezialklassen organiséieren ass déi nächst wichteg Erausforderung, laanscht déi mer net kommen. Sportsklasse muss kënnen e Lycée organiséieren, deen de Besoin do derfir huet. Dat nämlecht gëllt am musikalesch Beräich oder am kulturelle Beräich. Da muss een natierlech och Spezialklasse kënnen schafe fir iwwerduerchschnëttlech begabte Kanner - och där hu mer, Gott sei Dank -, den Accueil organiséieren an dann och mol agoen op speziell Sproocheproblemer, déi een huet.

All Kéiers ass et bei dese Projeten dann esou, dass dem Conseil d'éducation säi Feu vert muss kommen. Normalerweis kënnt de Wonsch no méi eegen Initiativ jo och vun ennen erop, wat mer och absolut begréissen a wat mer och wëlle mat deem Gesetz usponnen a wou mer och hoffen, dass et riicht rässt an der Realitéit.

Den drëtte Volet vun deem Gesetz, dat ass dann d'Organisatioun vun de Strukturen an der Schoul a ganz besonnesch natierlech d'Zesummenaarbecht vun deene verschiddene Partner, déi mer hei virfannen. D'Strukture vun de Lycéeën bleiwen zwar natierlech, do sinn

net nëmmen nei Saachen déi hei kommen. Ech mengen et ass klasesch fir ze soen, e Lycée ass opgedeelt a Klassen. Mä mir hunn awer hei eng Conférence du Lycée agesat. A ween ass an där Conférence du Lycée Member? Dat sinn all d'Enseignanten an all Leit aus deene verschiddenste Servicier aus de Lycéeeën. Dat bedeit esou gutt de SPOS wéi d'Sekretärin vum Direkter, wann ech dat mol esou därë soen, déi hei kënnen hiert Wuert matschwätzen.

Eng länger Diskussioun hate mer an deem Kontext ebe mat de Profefgewerkschaften. Ech werfen déi Diskussioun elo hei op. Ech hätt se grad esou gutt kënnen bei der Conférence des Professeurs opwerfen. D'Diskussioun, déi mer mat hinnen haten, dat war fir festzehalen: Ween ass Enseignant? Si hätte léiwier gehat wann e Règlement grand-ducal - dat geet elo méi bei der Conférence des Professeurs - festgehalten hätt, ween do därë draegen. Si wollten am Fong geholl keng Stagiairen dran hunn an hunn et och net schrecklech gäre gesinn, datt mer Profresseren do hätten, déi vläicht nëmmen eng oder zwou oder puer Stonnen an engem Schoulgebaai wäeren.

Mir hunn doriwier an der Kommissioun des Längeren an des Breede geschwat a mir sinn zur Konklusioun komm, datt wa mer wëllen Autonomie hunn, datt wa mer wëllen datt all Partner an der Schoul soll mat diskutieren, dass mer se dann och all un den Dësch kréien. An deem gemäss hu mer gesot, an dofir hu mer den Artikel 1 ëmgeändert a mir hunn definéiert, datt den „Enseignant“ all Enseignant aus engem Schoulgebaai ass, esougutt en ausgebildete Professor wéi e Stagiaire, esougutt wéi deen deen nëmmen eng, zwou oder säi ganze Schoulprogramm an engem Schoulgebaai mécht.

Dann ass natierlech ëmmer nach de Conseil de classe. Pro Klass besteet e Conseil de classe, wou den Direkter derbäi ass, respektiv den Adjoint, an dann eben d'Enseignanten aus der ganzer Klass. Am Artikel 20 sinn d'Attributioun vum Conseil de classe virgehale. Déi bekanntsten ass natierlech d'Promotioun, déi de Conseil de classe assuréiert, an ech mengen ech bräicht elo net weider op de Conseil de classe anzugeen. Dee kennt natierlech all Kéiers zesummen, wann den Direkter et wënscht. Minimum am éischten Trimester awer op alle Fall an all Kéiers, wann d'Halschent vun den Elteren et froen, oder wann d'Situation esou ass an der Klass, datt e muss aberuff ginn.

E Conseil de discipline gëtt natierlech och agesat, pro Schoulgebaai. An zwar ass do den Direkter dran an dräi Enseignanten, déi vun der Conférence du Lycée genannt ginn. Do gëtt dann, wann e Problem ass, de Régent gehéiert, an dann och de Schüler mat sengen Elteren, a wann et e Schüler ass dee scho majeur ass, dann huet en d'Recht drop fir eng Persoun matzehuelen, wat da ganz dack wäert en Affekot sinn. Et muss zwar net onbedéngt ee sinn, mä et kéint awer mol ganz gutt sinn. Da gëtt et natierlech och e Comité de sécurité an en Délégué à la sécurité, mä do sinn, mengen ech, keng Diskussiounen an der Kommissioun gewiescht iwwert déi Roll, déi déi haten, an dofir wëll ech och hei net weider drop agoen.

Den Direkter ass am Fong geholl an deem Projet de loi eng Zentralpersoun an dat ass elo déi nächst wichtigst Struktur - respektiv Schoulpartner -, déi ech hei wëll analysieren. Den Direkter ass also eng ganz staark Perséinlechkeet, déi mer hei asetzen. Dat ass och e Sträitpunkt gewiescht an der Kommissioun. Et sinn Einzelner, déi hu gemengt, mir missten an eiser Schoul eng bicéphale Direktioun hunn; anerer hu gemengt, mir missten eng Direction collégiale hunn. Mir hunn eis awer an eiser Majoritéit dozou ausgeschwat fir een Direkter ze hunn, deen zwar

Adjointen huet, déi em assistieren, mä den Haaptpoids läit um Direkter, deen eng Mission pédagogique an eng Mission administrative huet an deen och d'Responsabilitéit vun der Representatioun huet, engersäits par rapport zum Ministère an anerersäits och par rapport zu den Tiersen am ronderem d'Schoulgebaai. Dat ass natierlech en Diskussionspunkt, wou ganz bestëmmt herno nach wäert driwwer debattéiert ginn.

Mir waren awer der Meenung, dass et wichtig wier, dass een en Haaptgesprächspartner an all Lycée hätt a mir sinn der Meenung, dass den Direkter déi Persoun kéint zur Genüge sinn. An et schéngt am Fong geholl, dass dat och déi Ausrichtung ass, an déi des Regierung an d'Madame Brasseur ginn. Well wann Der festgestallt hutt: All Kéiers wa mer elo e Lycéesgebaai gestëmmt hunn, hu mer och méiglechst séier d'Organisatioun vun deem Lycée gestëmmt, an dann ass och méiglechst séier den Direkter genannt ginn, fir datt e gesäit, wéi säi Lycée erop wisst a well en esou am Virus ka seng Iddie mat eraginn. Dofir wäerte mer an der Zukunft natierlech och eng Ausrichtung vu ganz staarke Perséinlechkeeten an deem Beräich hunn; déi, déi do sinn, maachen hir Aarbecht natierlech och well ganz gutt, an ech mengen déi Ausrichtung ass richtig.

Da geet et awer ëm d'Schoulpartner, datt mer am Schoulgebaai hunn, an dat sinn d'Proffen, d'Elève an d'Elteren. Ech fänke mat de Proffen un. D'Profgegwerkschaften hunn eis natierlech och e bësse virgeworf, dass an deem Projet de loi den Direkter esou eng schrecklech staark Perséinlechkeet wier. Dofir hu mer och déi eng oder aner Brems agereecht an dobäi gesat, esou dass am Fong geholl den Direkter muss informéieren. Well mir kruten do esou d'Iddi mat, dass den Direkter anscheinend net ëmmer, oder net all Direkter, säi Personal esou richtig informéiert; och zum Beispill iwwert d'Formation continue. Dat hu mer deemtsprechend extra ageschriwwen, datt den Direkter muss de Comité des Professeurs informéieren.

Fir och sécher ze sinn, dass de Comité des Professeurs dat, wat soll am Conseil d'éducation gestëmmt ginn, richtig diskutéiert huet, ass och festgehalten, datt de Comité des Professeurs am Virus muss iwwert déi Problemer diskutieren, déi am Conseil d'éducation virgeluecht sinn an déi do sollen ofgestëmmt ginn. Dat war och deen Diskussionspunkt, dee mer mat de Syndikater hei haten, fir festzelleen, wee Professeur ass. A wéi gesot, mir bestinn drop, dass dat eng méiglechst large Definitioun ass, ween Enseignant ass, a mir sinn och der Meenung, dass dat, wéi dee fonctionnéiert, net soll iwwer Règlement grand-ducal definéiert ginn, mä datt do all Comité soll selwer festhalen, wéi e sech zesummesetzt a wéi e fonctionnéiert.

Déi zweet sinn d'Elève, d'Schülercomitéen, ech mengen déi si bekannt. Bei deene soll ee pro Schoulgebaai fonctionnéieren an hei hu mer och eng Differenz gemaach mat de Proffen a mat den Elteren. Nämlech, fir hiert Fonctionnement hu mer gesot: Do muss mer per Règlement grand-ducal fueren, well déi Kanner nach vläicht méi Ennerstëtzung brauche wéi erwuesse Leit.

Dann de Comité vun den Elteren; och hei hate mer gréisser Diskussiounen. Och bei den Eltere soll ee Comité vun den Eltere pro Lycéesgebaai sinn an och hie soll sech selwer säin eegent Règlement ginn, fir ze kucke wéi e fonctionnéiere soll. Och do hu mer vun der FAPÉL e ganz laange Bréif kriit, op deen ech dann nach wéilt zum Schluss agoen. An och do hu mer Reproché kriit, dass mer d'Elteren net richtig géife representieren, ënner anerem um Niveau vun der Klass. Déi Diskussioun hate mer an der Kommissioun.

Mir hunn awer an der Majoritéit gesot, mir wieren net der Meenung, dass mer pro Klass och nach sollen en Elterendelegierten afügen. Mir hätten nämlech onbedéngt gären, dass all Eltere mat de Proffe schwätzen an all Proff mat den Elteren. Mir wëllen net onbedéngt en Elterendelegierten asetzen, well mer eben déi Angscht hunn, dass dann nach op eemol den Dialog tëschent deenen engen an deenen aneren nëmme méi iwwert den Delegierte leeft an datt et awer eng Partie Problemer ginn, déi een op déi Aart a Weis net esou gutt ka regelen; dass mer also léiwier den direkten Dialog hunn. Dofir hu mer dovunner ofgesinn.

Dann huet d'FAPÉL nach bemängelt, datt si net egal par rapport zu deenen anere Schoulpartner wieren, si géingen „une représentation égale et équivalente aux autres partenaires scolaires“ froen. Also ech froe mech, wou si net egal si par rapport zu deenen anere Schoulpartner, à moins datt ee seet, am Conseil d'éducation wier eng Iwwergewichtung fir d'Enseignanten. Ech mengen, datt d'Schoul d'Haaptplaz oder d'Haaptmissioun awer trotz allem nach ëmmer fir d'Enseignanten ass. Si hunn awer op alle Fall hiert Matsproocherecht do an ech mengen, geméiss der Roll an der Importance, déi si hunn, hu si och hir Méiglechkeete kriit.

Si haten och d'Problematik opgeworf, datt och si géinge fäerten, net richtig informéiert ze ginn. Ech mengen och do ass et esou, dass mer Garantien agebaut hunn, fir datt se déi néideg Informatiounen zur Zäit kréien. An ech hoffen dann awer och, datt se eng Plaz an all Lycée fannen, wou se sech kënnen zesummeffannen. Déi nämlech Angscht ass ausgedréckt gi vun de Professyndikater, vun de Gewerkschaften a vun den Enseignanten, si géinge keng Plaz fannen an de Schoulgebaier fir hir Réuniounen. Ech muss jo awer soen, ech hoffen, dass awer an all Schoulgebaai dat esou seriö geholl gëtt, datt se do eng Plaz an eng Struktur fannen, fir där Iddi kënnen nozekommen.

Voilà, Dir Dammen an Hären, ech hu well meng Zäit ëm bal fénnef Minuten iwwerschratt. Ech halen duerfir op mat mengem Exposé. Ech hoffen, datt ech all wichtige Punkt an deem Gesetz belicht hunn.

Eng Iddi an deem ganze Gesetz, wat och de roude Fuedem an deem Gesetz ass, déi ëmmer an ëmmer erëmkënn, dat ass datt all déi Projeten, all déi Servicier, déi ofréiert ginn, ëmmer regelméisseg évaluéiert ginn, an zwar tantôt intern vum Ministère, tantôt intern vun den eenzelne Strukturen am Lycée oder vum Direkter, tantôt extern wann et de Ministère selwer ass. An ech kann nëmmen hoffen, dass deen nei forméierte Conseil d'éducation, dee mer elo hei virfannen, beschtméiglechst d'Lycée wäert an der Zukunft kënnen géréieren an eis Schoul ginn.

Ech soen lech merci fir d'Nolautschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsrieder ass den Här Claude Wiseler agedroen. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ob mer et wëllen oder net, PISA huet en anert Bild vun eiser Schoul gemooht an dat ass d'Realitéit vun haut. Dat ass zwar elo schonn e puer Méint, e puer Joer hir, datt ass fir munchere scho vergiess, mä trotzdem denken ech, datt all déi Resultater, déi mer konnten an der PISA-Etüd ge-

sinn, nach ëmmer wouer sinn, an ech wëll dat just nach eng Kéier kuerz widderhuelen, well et mer awer wichteg ass, wa mer esou en Text wéi deen heite stëmmen.

PISA huet eis gewisen, datt déi Sproochkenntnisser, déi eis jonk Leit hunn, oft theoretescher Natur sinn, datt de Gebrauch vun der Sprooch fir d'Verständnis an d'Kommunikatioun, sou wéi si et am Alldaglieue brauchen, oft ganz schwierig fir si ass. D'PISA-Etüd huet eis gewisen, datt de soziale Milieu an eiser Schoul eng ganz grouss Influenz huet an datt eis Schoul zu engem Deel déi Differenz vergréissert.

Bei eis an der Schoul ass et esou, datt nougedrongenerweis vill Zäit un de Sprooch verbraucht gëtt, consacréiert gëtt, well mer vill Sprooch léieren. Dat mécht awer eng Rei Lacunen op an de wëssenschaftleche Fächer wéi der Mathematik an d'Resultat dovunner ass, datt bei eis zu Lëtzebuerg 16,8% vun eise Studenten duerno wëssenschaftlech Studie maachen, an domat si mer op der zweet- oder drëttescher Stell vun den europäesche Länner. A wann een et vergläicht mat anere Länner wéi Irland, déi hu 35% vun de Kanner, déi op deen Type vu Studie ginn, oder Finnland, déi hu 36% vun de jonke Leit, déi deen Type vu Studie maachen. A wann ee weess, datt vill vun der Innovatioun vun der Recherche vun deem, wat d'Zukunft bedeit, iwwert deen Type vu Studie leeft, da gesäit een, datt mer och an deem Kader nach ganz grouss Efforten ze maachen hunn, fir eent vun den Objektiv, wat d'Éducatiounsministere sech zu Lissabon gesat hunn, ze errechen.

D'Antworten op d'Froestellungen, déi PISA gestallt huet, sinn net evident. PISA ass och deelweis confirméiert ginn duerch de Bericht „Éducation et Formation 2010“, deen d'Kommissioun erausginn huet. Mir kënnen awer net an aner Länner kopéiere goen. Mir kënnen awer op där anerer Säit Rezepten kucken, Ingredienten kucken, Zutaten benotzen, déi an anere Länner gebraucht ginn, fir Resultater ze errechen.

Ech mengen, déi ganz Problematik an eiser Schoul ass manner eng Fro vu Struktur wéi eng Fro vu Flexibilitéit, vun der Méiglechkeet fir Diversifikatioun anzeféieren a vun der Méiglechkeet fir op d'Besoin vum deenen eenzelne Kanner, vun den eenzelne Schüler anzugeen; eng Fro vun der Méiglechkeet eng wierklech Autonomie ze liewen, fir Responsabilitéit a Responsabilisatioun op deenen eenzelnen Echelon vum eise Schoulwiesen, do wou Décisiounen geholl ginn, anzeféieren; fir Evaluatioun iwwert alles dat hierstellen, wat mer maachen, fir nach méi Transparenz an all déi Décisiounen an Evaluatiounen eranzebréngen. Et ass manner eng Saach vu Wëssensvermittlung wéi eng Saach vu Pedagogie an Engagement a schlussendlech och vu Motivatioun vun allen deene Schoulpartner, déi haut zu Dags vum Ministère bis den Enseignant an de Schüler an den Elteren d'Schoul gestallt hunn. Dat si Stéchwierder ronderëm déi sech eis Schoul an hire Forme muss dréien.

Deen Text, deen haut virläit, hëlt eng Rei Punkten ervir a geet an déi richteg Richtung. Ech wëll och der Rapportrice, der Madame Durdu, merci soen an ech wëll net all déi Punkte widderhuelen, déi si hei évoquéiert huet, déi si hei ënnerstrach huet. Ech wëll der just e puer ervirsträchen, fir Kommentaren op deene Punkten ze maachen, well d'Zäit eis och fortleeft. Et si siwe Punkten, déi ech wollt ervirsträchen.

Deen éischten ass deen iwwert d'Missioun vun de Lycéeeën. Dësen Text mécht eng nei Definitioun vun der Missioun vun de Lycéeeën. E seet op där enger Säit, datt d'Missioun vun de Lycéeeën déi ass fir eng Schoulformatioun ze ginn. Dat ass evident. Op där anerer Säit seet en, datt natierlech déi aner

Missioun déi ass fir an d'Éducatioun, an d'Erzéiung vun de Schüler mat anzegräifen, an do bréngt en dat wichteg Element eran „en complément avec l'action des familles“. Fir mech ass dat e ganz wichteg Element.

Wien ass zoustänneg fir d'Éducatioun vun de Kanner? Dat si selbstverständlech, an deenen Text seet et och, d'Elteren, an d'Eltere ginn hei ënnerstëtzt vun der Schoul. Dat ass eng Missioun, déi muss gemeinsam gemaach ginn. Dat ass eng Missioun, déi net deen een an deen anere Partner géintenee maachen, mä déi se muss gemeinsam maachen. Fir mech ass dat en extrem wichteg Element an huet och duerno eng Rei Konsequenzen op dat wéi mer d'Schoul gestalten, op dat wéi mer d'Partenariat an eise Schoule wëllen an op dat wéi mer d'Realitéit vun deem Partenariat duerno an de Schoulen ëmsetzen. Et ass also eng kompletter Missioun, fir deen een a fir deen aneren.

Wéi gesot, elo ass et um Pabeier hei definéiert an dat ass a mengen Aen extrem positiv. Et muss een natierlech nach kucken, wéi een déi positiv Definitiounen duerno an dem Klasseraum, da wann d'Dieren zou sinn, da wa Schoul gehale gëtt, da wa mat den Elteren diskutéiert gëtt, an der Réalitéit ëmgesat kriit.

Dat zweet, datt ass d'Charte scolaire, déi an deem Text steet. Den Text gesäit vir, datt déi eenzel Gebaier müssen eng Charte scolaire maachen. E gesäit och vir, datt déi Règles de conduite, déi do ausgeschafft ginn, gemeinsam tëschent deene verschiddene Schoulpartner ausgeschafft ginn. An och datt ass wesentlech. Et muss ee sech einfach, wann ee Schoul mécht, an enger Schoul eens sinn, no wat fir enge Prinzipien déi Schoul soll gemaach ginn, wéi déi Schoul soll gestallt ginn. A wann een am Virus sech eens ass a wann een dat am Virus zesummen definéiert, dann ass een och vill méi sécher fir op deem gemeinsame Wee, deen ee muss goen, déi Méint, déi een zesumme muss verbréngen, déi Joren, déi een zesumme muss verbréngen, während deene Joren zu engem gudden Schluss ze kommen. Et ass bal wéi an engem Koalitionsprogramm. Wann de Koalitionsprogramm gutt ass an am Detail definéiert ass, da kennt een ouni Problemer bis zum Schluss. Hei muss och d'Charte scolaire gutt definéiert sinn an allen Detailler, mat alle Partner, da kennt ee gutt bis zum Schluss.

Drëtte Punkt, deen ech wollt évoquéieren hei, ass dee vun der Evaluatioun vun den Enseignanten. Et ass a mengen Aen e wesentleche Punkt, dee mer an dese Gesetzestext aschreien. Et muss gekuckt gi wat fir en Impakt déi Enseignanten, déi mer an der Schoul weiderginn, hunn, wat fir eng Resultater se hunn. An de Lycéeeën gëtt och gesot, datt se alles müssen zur Verfügung stellen, all déi Donnéeën, déi se hunn, fir et ze erméiglechen déi Evaluatiounen uerdentlech a korrekt ze maachen. Den Text gesäit dat vir. Ech fannen dat extrem positiv. D'Fro, déi ee sech natierlech muss stellen, ass: Wéi gëtt d'Applikatioun heivun gemaach? Wéi fënt dat do elo an der Schoulréalitéit vun all Dag säin Nidderschlag?

An do, muss ech soen, ass et a mengen Aen extrem wichteg, datt mer eis dann och déi Moyenné gi fir déi Evaluatioun, déi mer alleguer wëllen - a mir waren eis alleguer an der Kommissioun eens, fir esou eng Evaluatioun ze maachen -, datt mer eis dann och déi Moyenné ginn, fir déi Evaluatioun korrekt eriwuer ze kréien. Well Evaluatioun ass néischt Evidentes. An Evaluatioun mécht een net esou niewebäi an Evaluatioun, dat kennt een net einfach esou well ee Schoul hält oder well een an der Schoul ass. Evaluatioun ass zu engem Deel e Beruff fir sech. Ech ka mer virstellen, datt an de Schoulgebaier Autoevaluatioun gemaach gëtt. Ech ka mer virstel-

len, datt deelweis Evaluatioun an de Gebaier selwer gemaach gëtt. Mä ech mengen awer, datt Evaluatioun och eppes ass wat muss vu baussen erakommen, wat seng Spezifisitéiten huet, wat seng Charakteristiken huet, wat e Beruff ass, deen ee korrekt muss maachen, fir duerno och déi Resultater erauszekréien, déi engem en objektivi Bild gi vun deem wat en Enseignement ass.

Also verschidden Aarte vun Evaluatioun, verschidde Methode vun Evaluatioun a verschidde Methoden och, déi an der Schoul ugewannt ginn. An da muss een och sech bewusst sinn, an dat ass heiansdo zu Lëtzebuerg nach de Feeler an de Problem, datt Evaluatioun net Sanktioun ass, datt Evaluatioun näischt Negatives ass, datt am Fong d'Evaluatioun, wa se regelméissig gemaach gëtt, wa se richtig gemaach gëtt, en extrem positivt Element ass, wat engem nëmme hëllef weiderzuekommen. Et geet drëm seng Stärken, et geet drëm seng Schwächen kennen ze léieren, an et geet drëm, wann ee se bis kenne geléiert huet, sech och d'Moyenen ze ginn, fir do, wou ee méi schwach ass, einfach besser ze ginn. An dofir kann Evaluatioun nëmme mat Formatioun an alles wat ronderëm do schwieft verbonne sinn. Et ass an deem Kontext, wou et sai wirkleche Sënn féint; et ass an deem Kontext, wou et ka motivant sinn; an et ass och an deem Kontext, wou et eis sécherlech an der Schoul weider bréngt.

Evaluatioun op där enger Säit, Motivatioun op där anerer Säit, Transparenz als drëtter Punkt sinn déi dräi Wierder, déi a mengen Aen zesummegehieren. Dofir mengen ech, a mir hunn och an der Kommissioun doriwuer geschwat, mir hunn et net am Text ageschriwwen, mä fir mech ass et awer an der Realitéit eng Evidenz, datt d'Evaluatioun muss transparent sinn, datt déi Resultater och gréisstendeels solle public sinn. Wéi gesot, et steet net am Gesetz, mä an der Realitéit ass et awer machbar. Ech mengen och perséinlech, datt et wichtig ass, datt eng Evaluatioun ëmmer soll transparent sinn.

Véierte Punkt, deen ech wollt uschwätzen, dat ass och ee wichtige Aspekt vun deem wat an dem Text steet, an zwar d'Prise en charge éducative vun de Schüler. D'Schoul, an ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier gesot, ass a mengen Aen net eriwuer wann et schell. Et geet net duer, datt just Schoul gehale gëtt wann d'Dier bis zou ass, well d'Schoul ass nach Villes ronderëm wéi just Schoulstonnen. An dem Text beschreift et zu engem Deel. Appui, Orientatioun, Assistenz, Surveillance, Activités périscolaires, dat si jo schon alles Saachen, déi an der Realitéit vun der Schoul vun haut existéieren. Et ass u sech näischt Neies, mä de Mérite vun dem Text ass awer deen, datt een eng prezis Description gëtt vun deem wat soll an der Schoul gemaach ginn, datt et hei an engem Gesetzestext, an enger Logik sech erëmfënnt an datt et eng Partie intégrante ass vun deem wat eng normal Schoul all Dag, Stonn fir Stonn muss kennen ubidden. Et ass also richtig an dat ass gutt esou.

Mä hei gëllt natierlech déiselwech Fro wéi an deem Aspekt virdrun. Et gëllt elo eppes, wat mer an der Description prezis am Text ageschriwwen hunn, wou mer eng kloer an daitlech Definition um Pabeier stoen hunn an och wäerten ofstëmmen, fir déi grouss Fro, dee grouse Problem, dee wesentlechen Aspekt vun der Schoul vun haut op den Terrain ëmzesetzen an domat der Schoul eng nei Qualitéit ze ginn, andeem mer en och an der Qualitéit op dem Terrain ëmsetzen.

Et geet net duer d'Beschreibung ze maache vun der Orientatioun. Et ass wichtig opzueklären, duerno och an der Realitéit, prezis a wellechen Etappen ee wëllt déi Orientatioun maachen. Et ass och wichtig

ze schreiwen, wat prezis dann elo fir eis Orientatioun bedeit. Orientatioun ass net datselwech wéi Evaluatioun vun de Schüler. Evaluatioun ass sécherlech en Deel vun der Orientatioun, mä ass awer net dat eenzeg Element wat zur Orientatioun bäidréit. An dee Modell, deen an dem Secondaire technique existéiert a verschiddene Schoulgebaier als Projet pilote, huet jo och virgesinn - do musse mer kucke wat d'Realitéit dorauer ergëtt -, datt um Enn vun der 9ième eng Orientatioun gemaach gëtt, déi sech nach op eng ganz Rei aner Kritäre baséiert wéi déi strikt Evaluatioun vun dem theoretische Wesse vun de Kanner, wat duerch d'Prüfung getest gëtt.

Ee vun deene positivste Beispiller fir mech, an ech soen dat ëmmer erëm a gär, als Elteren an dem Fall, ass déi Transitioun tëschent dem 6. Schouljoer an der 7ième. Déi ass ëmgeännert ginn an do gëtt eng Orientatioun gemaach. An déi Orientatioun, déi do gemaach gëtt, ass eng Orientatioun, déi sech sécher op Nationaltester an op Resultater stäipt, déi déi eenzel Kanner an den nationalen Tester gemaach hunn, déi also och zu engem Deel eng objektiv Ofmëssung vun de Resultater ass, well se landeswäit ass, well se norméiert ass, a well een do effektiv och kann an enger nationaler Norm aschätzen, wou déi eenzel Kanner, a Pourcentagen, staark sinn a wou se manner staark sinn.

Mä wat fir mech wichtig ass an där Orientatioun, datt war datt ech als Elteren do als eng vun den eenzege Kéieren an der Schoulcarrière vu menge Kanner d'Méiglechkeet am Fong hat fir mat Enseignanten, Psychologe mech eng laang Zäit dohinner ze setzen, déi Tester unzucken am Detail, wou et gutt war, wou et manner gutt war, mat hinnen ze schwätzen, wat d'Stärkte vum Kand sinn, net nëmme schoulescher, mä och a sengem Comportement, och wéi et sech géing behuelen, och a senger Approche vum Léieren, vum an d'Schoul goen, mat dem Enseignant eens ginn, mat deenen anere Kanner eens ginn an esou gemeinsam de beschte Wee fir d'Kanner ze fannen.

Dat ware fir mech enorm wichtig Elementer fir eng Orientatioun korrekt ze maachen, well een do d'Méiglechkeet hat, éischtens sech Zäit ze huele mat den Enseignanten, mat deene Leit, déi den Enseignement gemaach hunn, Psychologen, déi ronderëm waren a Profen aus dem Enseignement secondaire, fir einfach ze gesinn, wou si mer mat deene Kanner drun, wat hu mer am beschte mat hinnen ze maachen zu hirem Gutts, wou kenne se hir Schoul mat Succès weiderféieren. E wesentlech Element vun der Schoul.

Zweete Punkt vun deem véierte Punkt, dat ass dee vum Appui scolaire, deen och hei am Text definiert gëtt. Do ass eng Innovatioun déi seet, datt de Conseil de classe den Appui scolaire och zu engem Deel kann obligatoresch maachen. Ech kann de Sënn dovunner verstoen, firwat dat esou gemaach gëtt, well ech och weess wéi an der Realitéit den Appui scolaire heiansdo suivéiert gëtt, datt dat net ëmmer esou ass wéi et a Wierklechkeet fir Guddes vum Léieren och soll sinn. Ech hoffe just, datt et uerdentlech applizéiert gëtt, well déi Obligatioun vun engem Appui scolaire stellt mer awer eng Rei Problem. Ganz einfach well ech der Meenung sinn datt, wann deen Appui scolaire net wellentlech ass, wann en net volontär ass, wann en net gewollt ass, da stellen ech mer d'Fro, ob e pedagogesch effikass ka sinn.

Wéi gesot, ech verstinn, datt e gemaach gëtt, stelle mer awer eng Rei Froen. Ech hoffen, datt, wann en obligatoresch elo gëtt fir eng Rei Kanner, dann och d'Qualitéit okay ass. Well ech sinn der Meenung, datt fir den Appui et net nëmme esou ka sinn, datt dann an deem Appui nach eng Kéier de

Programm, deen ee moies gesinn huet, ënner enger anerer Form méites widderholl gëtt, mä datt do eng besonnesch Pedagogie muss sinn, datt och en individuellt Agoen op d'Problemer vun deem Einzelne muss sinn, datt et net just wéi gesot eng Widderhuelung ass, mä e pointéierten Apprentissage vu Lacunen, déi deen een oder deen aneren individuellt kann an deene Stonnen hunn. Well soss huet den Appui, a mengen Aen, net vill Sënn.

An ech mengen och, wann ee wëllt am Appui weiderkommen, da kann et net esou sinn, datt een net déi bescht Enseignanten op den Appui setzt, well et ass do wou d'Kanner ganz oft sinn, déi Schwierigkeiten hunn, an et ass do wou een déi bescht pedagogesch Kenntnisser muss hu fir déi Kanner, déi Schwierigkeiten hunn, och weiderzuebréngen. Dofir mengen ech, misst een déi bescht Enseignanten dohinner setzen an net onbedéngt, wéi dat zu menger Zäit nach war, ech weess net wéi et haut ass, Chargé-de-coursen oder déi jonk Profen, déi vläicht ganz gutt sinn, mä déi awer manner Erfahrung hu fir an deene dote Beräich eranzugeen.

Datselwech gëllt fir d'Activités périscolaires. Ech verstinn och, an de Conseil d'État huet eis et jo gesot, datt déi Assiduitéit do muss obligatoresch sinn, datt se also, wann déi Kanner bis eng Kéier ageschriwwen sinn, dann och sollten an déi périscolaire Aktivitéite goen. Okay, ech kann déi Obligatioun do akzeptéieren. Ech muss awer soen datt ech hoffen, datt dat elo net d'Kanner ofhält fir dann ze soen: Mä wann et esou ass, wann ech muss dohinner goen, mä da maachen ech léiwer eppes anescht, da ginn ech net an déi Activités périscolaires. Well ech mengen, datt esou Aktivitéiten an de Schoulen enorm wichtig sinn. Ech mengen et ass wesentlech, datt mer se entwéckelen, well et gehéiert zu engem Schoulliewen derbäi.

Et ass och en Deel vun enger, ech wëll net soe Ganzdagsschoul, well dat hei de ganzen Terme wär, mä vun enger Ganzdagsoffer, déi mer kënnen an de Schoule maachen, déi a mengen Ae wichtig ass. Dofir sinn ech och der Meenung, datt esou vill Kanner wéi méiglech sollten dovunner profitéieren. Ech hoffen, datt dat hei elo net de Contraire erreicht, well ech awer och weess, datt eist Schoulliewen an de Rhythmus vun all Dag vun de Kanner an der Schoul awer ganz variabel sinn.

Ech ka mech erënnere un déi Prüfungszeiten, wou eng Woch dräi oder véier Prüfungen waren, vu chargéierten Horairen, déi geännert hunn, déi och net ëmmer esou prévisibel waren, well et sinn heiansdo Wochen, déi net an der Prüfungszeit leien, wou d'Kanner awer duerch Zoufall, well dat net esou koordinéiert ass, dräi oder véier Prüfungen an enger Woch hunn. Datt se da soen: „Ech kann net an déi Activités périscolaires goen“, schéngt mer net falsch ze sinn. A wann ech et als Eltere kucken, hätt ech heiansdo d'Tendenz ze soen: „Haut bleifs de léiwer doheem, well s de léiers a well s de muer eng Prüfung hues.“ Mä et sief dann.

Dofir soen ech, et muss een domadder esou reell a konkret ëmgoen - de Conseil d'État huet eis dat esou gesot -, datt et och am schouleschen Alldag Sënn mécht, well soss hu mer am Fong net dat erreicht wat mer alleguete gemeinsam, souwuel de Ministère wéi d'Kommissioun, wollten.

De fënnefte Punkt, deen ech wollt uschwätzen, dat ass dee vun de Conseils de classe an de Conseils de discipline. Déi hunn elo an dem Text, esou wéi en hei steet, eng Missioun daitlech a kloer be-

schriwwe kritt. Ech fannen et ass wichtig an där juristescher Welt wou mer haut liewen, datt mer wëssen, wie wat fir eng Décisioun wéini prezis ze huelen huet. Mir hunn och eng Kompositioun vum dem Conseil de discipline esou gemaach, datt se och de juristeschen Normen entsprécht.

Am Conseil de discipline sëtzt elo net méi deen, deen op där enger Säit oder op där anerer Säit kann d'Partie sinn. Et sëtzen do Leit, déi dat solle ganz neutral a vu wäitem kucken an dann och kënnen en objektivi Jugement iwwert eng Affär oder iwwert e Fait maachen. Dat ass och richtig esou, dat ass och dee Wee, deen een an där Zäit eben, wou mer haut liewen, huet misse goen. Déi Clarificatioun war ganz einfach noutwendeg, suite vun all deene Jugementer, déi mer an der leschter Zäit kannt hunn, datt ee souwuel de Conseil de classe wéi de Conseil de discipline kloer an de Missiounen a kloer an hirer Kompositioun definéiert.

De sechste Punkt, deen ass och scho méi laang vun der Madame Durdu ugeschwat ginn. Dat ass dee vun der Participatioun vun de Schoulpartner. An dem Text gesäit kloer vir: dem Comité des Professeurs seng Definition, seng Kompositioun, seng Aart a Weis wéi e sech zesummesetzt. Datselwech gëllt fir de Comité vun de Parents d'élèves, datselwech gëllt fir de Comité des Élèves. E gesäit Electioun vir, e gëtt och deenen eenzelne Comitéen eng Legitimitéit an de Schoulgebaier, fir iwwert dat ze schwätzen zu deem se beruff sinn ze schwätzen.

Dat gëtt hei elo organiséiert an et kann een natierlech elo soen, datt dese Gesetzestext deen een oder deen aneren Detail hätt misse méi beinhalten, fir nach méi wäit ze goen, fir nach méi kloer ze sinn. Dat mag richtig sinn, et mag awer och net richtig sinn. Well ech sinn do och der Meenung, wéi Verschiddener et geschriwwen hunn, datt et wichtig ass, datt een och am Fonctionnement vun deene representativen Organer hinnen eng gewëssen Autonomie léisst an hinnen d'Fräiheet léisst, an deenen eenzelne Gebaier hire Fonctionnement esou ze organiséieren, wéi se dat als richtig ëmfannen.

An et ass jo och an dem Text kloer an daitlech virgesinn, datt déi eenzel Assembléeen intern vun de Schoulgebaier d'Méiglechkeet hunn, sech hire Fonctionnement esou ze gi wéi si et mat hire Particularitéite vu Gebai als richtig ëmfannen. An datt Gebaier Particularitéiten hunn, ma dat wëlle mer jo, well mer de Gebaier wëllen eng gewëssen Autonomie ginn, well mer hinne gewësse Méiglechkeete wëlle ginn, hir Gestaltung an der Fräiheet vun deem wat se wëlle maachen och esou ze maache wéi si dat als richtig ëmfannen. Dofir fannen ech déi Approche hei richtig.

Dat ass elo déi offiziell Participatioun esou wéi se organiséiert am Gesetz virgesinn ass a wéi se hei och ëmgesat gëtt. Et gëtt natierlech nach eng aner Participatioun, déi fir mech och eminent wichtig ass, an dat ass - d'Madame Durdu huet et scho virdrun ugeschwat - déi individuell Participatioun vu jiddfer Elteren an dem Schoulgeschehen. A fir mech ass dat quasi-ment déi wichtigst. Well do geet et net iwwert institutionnell Froen, do geet et net iwwert Froen wéi elo d'Schoulorganisatioun oder de Projet d'école oder wat och ëmmer fonctionnéiert. Dat sinn och wichtig Saachen, dat muss iwwert déi institutionnell Participatioun lafen.

Op där anerer Säit gëtt et ëm d'Participatioun vun deem eenzelnen Elterendeel, dee Kanner an der Schoul huet. Déi Participatioun besteet doranner, datt déi Eltere kënnen an d'Schoul kommen, datt se mat den Enseignanten, mat den Direktiounen d'Méiglechkeet hunn ze schwätzen, wann et noutwendeg ass. Déi Kollaboratioun, déi mer u sech elo an den Artikel 2 vum Gesetz an d'Missiounen dra-

geschriwwen hunn, besteet doranner, datt d'Educatioun vun de Kanner gemeinsam gemaach gëtt vun der Schoul a vun der Famill, vun den Elteren. Mir hunn déi do och drageschriwwe well mer wëllen eng Orientatioun maachen a well déi Orientatioun och muss mat den Elteren duerchgeschwat a gedeelt ginn.

Dat ass fir mech déi Participatioun, déi am wesentlechsten ass. Do gëtt et nach eng ganz Rei Efforten ze maachen, déi net onbedéngt Efforte sinn déi elo an dese Gesetzestext passen, mä déi Efforte sinn, déi een awer muss an der Realitéit nach maachen, well do geschitt dat Wesentlechst an der Schoul: d'Ofstëmmung vun der Educatioun tëschent deenen zwee Partner, déi responsabel si fir d'Educatioun vum Kand.

An dat Lescht, wat ech wëll soen, de leschte Gedankendeel, deen ech wollt évoquéieren, dat ass dee vun der Autonomie vun de Schoulen. Et ass evident, datt d'Autonomie vun de Schoulen net nëmme eng finanziell Autonomie ass. Déi muss et och sinn, datt ass an dem Gesetzestext festgehalen, dat kenne mer elo maachen an deene Schoulgebaier, déi dat wëllen, an ech hoffen, datt der vill dat wëllen. Dem Text gesäit och nach Autonomie op aneren Deeler vir, quitte datt hei d'Programmer an d'Grille-d'horaires obligatoresch sinn an datt Autonomie hei d'Méiglechkeet gëtt, fir eng Adaptatioun bis zu dräi Lektionen ze maachen.

Et geet awer hei aus dem Text ervir, wéi gesot, datt kenne Projets d'établissement gemaach ginn, datt kenne Projets d'innovation pédagogique gemaach ginn, datt kenne Classes spéciales gemaach ginn am Kader vun der Participatioun, déi an dem Text festgeschriwwen ass, fir Autonomie Realitéit ginn ze loosse. Dat ass sécherlech schonn e groussen Deel Autonomie, deen duerch dem Text méi agefouert gëtt.

Ech ka mer natierlech och virstellen, datt een Autonomie nach weider ka féieren, obwuel ech och der Madame Durdu hir Bedenke sécherlech ausdrécke wa gesot gëtt, mir wëlle eng Autonomie vun de Programmer maachen. Dat soll och net sinn. Par contre kann ech mer awer virstellen, wann ee bis eng Kéier kloer an daitlech Zilsetzungen definéiert huet, wann ee kloer an daitlech definéiert huet, wou ee wëllt no deenen eenzelne Klassen oder eenzelnen Zyklen inhaltlech hikommen, wat muss gewosst sinn, wann een déi Standarden, déi Qualitätsminimumen kloer an daitlech definéiert huet an och iwwert d'Tester, iwwert d'national Tester oder iwwert d'schoulesch organiséiert Tester kann no Normen offroen, déi unanime sinn, déi kloer sinn, wann een dat alles bis genau an daitlech weess, datt een zumindest awer an de Methoden eng gewëssen Autonomie huet.

Ech sinn zwar der Meenung, datt dat net onbedéngt eng pedagogesch Autonomie vun deem Einzelne soll sinn, därerf sinn, mä ech si par contre der Meenung, datt awer kann eng Autonomie vun engem Schoulgebaier sinn; datt ech mer awer ka virstellen, wann d'Zilsetzung kloer sinn, wann et kloer an daitlech ass, wou ee soll hikommen, datt ee Schoulgebaier sech ka soen: Mä mir huelen eis déi do Method, fir déi Ziler ze errechen, déi d'Education nationale eis fixéiert huet an déi national fixéiert sinn.

Ech mengen, dat ass och een Deel vun der Autonomie, iwwert deen ee kann nodenken: De Choix vun de Methoden am Kader vun de Schoulgebaier an der Autonomie vun de Schoulgebaier. Ech mengen, dat géng Motivatioun a Responsabilisatioun bréngen. Ech mengen, datt dat och een Element ass, dat evidenteweis muss evaluéiert ginn. Sou datt déi Autonomie, déi hei definéiert ass, e wichtige Punkt ass, deen awer an Zukunft nach kann an deenen Etappen, wann een déi hei elo ëmsetzt,

weiderspannen, wéi ee se weiderféiert.

Voilà, dat waren déi puer Elementer zu deemem Text, déi ech wollt soen. Et sinn also sécherlech eng ganz Rei extrem positiv Usätz an deemem Text, mä an dem Rumm vun der PISA-Situatioun, wou mer haut sinn, mengen ech awer, datt et absolut noutwendeg bleift fir eng ganz Rei Diskussiounen, déi mir ugefaangen hunn, weiderzeféieren: Eng Diskussioun iwwert d'Inhalter an iwwert d'Ziler; eng Diskussioun iwwert d'Evaluatioun, an ech hunn an der FAPEL hirem Bréif jo och eng Remarque doriwwer héieren - déi Diskussioun, mengen ech, muss nach weidergeféiert ginn -; d'Diskussioun iwwert d'Methoden; eng Diskussioun iwwert d'Schoulzäit an d'Ganzdagschoul; eng Diskussioun iwwert d'Relatiounen Enseignant-Schüler-Elteren - net nëmmen am Generellen, mä wéi ech et virdru gesot hunn, vu jiddfer eenzelnen Elterendeel an der Schoul.

Déi Diskussiounen, mengen ech, muss gefouert ginn, a wa mer d'Konklusiounen, déi mer aus deenen Diskussiounen zéien, dann och an d'Realitéit an der nächster Zäit ëmsetzen, denken ech, hu mer villes fir d'Schoul gemaach. Op jiddede Fall ass et ganz kloer, datt d'CSV-Fraktioun wäert fir diesen Text stëmmen an ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP). - Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken der Presidentin vun der Kommissioun merci soe fir déi Manéier, wéi se déi Kommissioun presidéiert huet. Mir haten Zäit fir op all Artikel am Gesetz eenzel anzegoen. An deenen hekteschen Zäiten, an deene mer elo sinn, ass et jo eleng derwäert, dass een et ervirsträicht.

Mir haten als sozialistesche Grupp 29 Amendementer zu deemem Gesetz abuecht, déi och all diskutéiert gi sinn. Eng Rei dovunner sinn ugeholl ginn, déi eng an der originaler Form, anerer no Diskussiounen ënner ofgeänneter Form. Ech géif soen, datt doduerch verschidden Deeler vum Gesetz verbessert gi sinn. Ech kann dat awer net generell fir dat Gesetz soen. Ech hunn nämlech beim Liesen elo vum Text, wéi déi lescht Versioun erauskomm ass, nach eng Rei Inkohärenzen am Text festgestallt. Ech bedauern eigentlech, dass net eng richteg Relecture vun deem Ganze gemaach ginn ass.

Déi Komplimenter, déi ech dann der Presidentin maachen, déi kann ech net onbedéngt der Rapportrice maachen, well mir hate gefrot, datt wéinst - wéi een esou schéi seet - der historescher Wourecht dann och am Rapport erimmt géif ginn, dass mer déi Amendementer gemaach hätten als eenzege Grupp, sou hate mer der jo erageeicht. Dat ass awer net akzeptéiert ginn. Ech wëll net weider drop agoen. Ech géif just mengen, dass dat net vun enger immenser Grandeur en Zeechen ass.

Ech wëll a menger Interventioun, Här President, net de ganzen Débat vu PISA erëm nei hei oprullen. Ech wëll mech wierklech op dee Projet, deen hei virläit, beschränken. Et ass allerdéngs erstaunlech, dass an der Démarche, an där ugekënnegt ginn ass: „Mir maachen eigentlech eng ganz grouss Reform vun der ganzer Gesetzgebung iwwert d'Schoul“, wou jo och eng grouss Loi de base déposiert gëtt, an da sollen déi eenzel Gesetzer iwwert déi eenzel Ordres d'enseignement dann dorobber opbauen, dat hei Gesetz natierlech virun deenen anere Gesetzer déposiert ginn ass. Et gëtt och elo gestëmmt ouni déi aner Elementer vun deem Gerüst, wat eigentlech herno e bässe gelungen ausgesäit. Mä an der Haaptsaach, wann ech elo zu deemem Gesetz kommen, géif

ech mengen, et wär elo net e grouse Worf. Dat Gesetz formaliséiert vill bestoend Saachen, déi et elo schonn an de Lycéee gëtt, un deem u sech näischt auszusetzen ass, et innovéiert awer eigentlech net wesentlech. Ech ginn net op all Punkten an, mä d'Majoritéit oder haaptsächlech d'Presidentin, déi schwätzt jo ganz oft vun deemem Gesetz als Autonomiegesetz. Et wär ee Gesetz, wat d'Autonomie vun de Lycéeeën elo géif op fest Féiss stellen. Dat Wuert kënnt och ganz oft am Text vir. Et steet an e puer Artikelen. Nom Artikel 3 vum Gesetz besteet d'Autonomie vun de Lycéeeën doranner, dass se Actions autonomes kënnen maachen am pedagogesche Beräich, am administrative Beräich an am finanzielle Beräich.

Wat deen administrative Volet ugeet, weess ech eigentlech net richteg, wouranner déi Actions autonomes bestinn, well de Lycée bleift jo awer ee Bestanddeel vum Statsbetrib. Den Direkter ass de Chef hiérarchique, esou festgeneelt wéi en et bis elo net war, sou dass ech am Fong net gesinn, wou déi grouss administrativ Fräiheeten do wären.

Wat déi finanziell Autonomie ugeet, sou gëtt effektiv festgehalten, datt e Lycée kann als Service de l'État à gestion séparée duerch d'Budgetgesetz awer deklaréiert ginn. Dat war also och scho virdru méiglech. Dat ass jo och scho mat eenzelne Lycéee geschitt.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Mir ass et nach ëmmer net kloer, wéi dann e Lycée an d'Budgetgesetz kënnt, fir als Service à gestion séparée kënnen unerkannt ze ginn. Et wär och interessant gewiescht ze wëssen, wat d'Expérience si vun deene Lycéeeën, déi déi Méiglechkeet bis elo haten.

Mä wat eis jo richteg interesséiert ass déi pedagogesch Autonomie vun de Lycéeeën. Mech jiddefalls interesséiert se méi wéi déi aner. An do gi véier Pisten opgezeechent am Gesetz. Dat Eent ass, dass Lycéeeën kënnen Activités périscolaires maachen. Dat ass eppes, wat se elo scho konnte maachen.

Dat zweet, den Artikel 6, erlaabt de Lycéeeën dräi Stonnen ofzeweiche vun der Grille horaire, déi am Règlement grand-ducal festgeluecht ass. Do ass d'Fro - an d'Madame Durdu huet et scho gesot -: Firwat dräi Stonnen? An de Ministère huet eis da gesot, dat wär aus der Erfahrung eraus, dass déi dräi Stonne géife festgehale ginn. Dat heescht jo, dass dat jo näischt Neies ass, dass et dat jo schonn alles ginn ass. Ech verstinn awer nach ëmmer net d'Argumentatioun vun deenen dräi Stonnen. Et wär interessant gewiescht ze wëssen, ob dann aner Schoule méi Autonomie hätten an ob dat dann e besert Resultat ginn ass. Vu dass et awer nëmme Lycéeeën mat dräi Stonne gëtt, kënnen mer do jo also net en expérience schwätzen.

Déi drëtt Pist ass, dass all Lycée kann ee Projet d'établissement opstellen. Och dat ass näischt Neies. Sait dem Minister Fischbach kënnen d'Lycéeeën Projets d'établissement opstellen.

Véiertens kann e Lycée e Projet d'innovation pédagogique planen. Dat ass en Artikel, dee war an der Loi de base, a mir hunn deen elo an deemem Gesetz iwwerholl. Da kann dérogéiert gi vum Programm an der Grille horaire, dann huet een also méi Latitude wéi dräi Stonnen, an och an de Programmer kritt ee méi Latitude. Deesen Artikel ass allerdéngs no Interventioun vum Conseil d'État esou formuléiert ginn, dass, fir esou eng Dérogatioun ze kréien, ee Règlement grand-ducal geholl muss ginn, wat ech u sech bedauern.

Do ass eng vun den Inkohärenzen, well den Artikel 8 gesäit vir, datt d'Classes spéciales och kënnen dérogéieren vu Grille horaire a Programmer, an do ass kee Règlement grand-ducal virgesinn, sou

dass ech am Fong elo net weess, ob dat dann heescht, dass een am Artikel 8 och eng muss hunn. Dat ass jiddefalls net ganz prezis am Text.

Ech wëll och soen, dass mir fir Autonomie vun de Lycéeeën sinn. Allerdéngs werft déi Autonomie vun de Lycéeeën eng Rei Froen op, déi eigentlech net beäntwert sinn an déi eigentlech och kaum diskutéiert gi sinn. Dat éischt ass déi, dass mer jo mat aller Autonomie - dat hei si kleng Schrëtt, mä och wann ee se wëll méi grouss maachen - jo eng national Unitéit vun den Diplomer wëllen halen, vum Wäert vum Enseignement.

Well de Prinzip ass jo, dass d'Schoul fréi ass an de Methoden, wéi se d'Schüler zu enger Qualifikatioun soll féieren, mä d'Autonomie geet awer nëmmen, wann et dann national festgeluechte Standardé gëtt, déi soen op all Niveau, praktesch fir all Cycle, wat d'Schüler fir Kompetenze mussen hunn. Or, esou national Standarden hu mer awer net. Mir hunn zwar Programmer, déi national sinn. Ech wëll elo net op d'Diskussioun vun den iwwerfrachte Programmer agoen, mä dat si keng Standarden, déi misste fir all Cycle festgeluecht ginn.

Ech denken, dass Autonomie ouni esou Standarden, ouni Tester, fir déi Standarden och ze kontrolléieren, nëmme ganz schwéier ka fonctionnéieren an dass dann d'Autonomie riskéiert sech op Gadgeten ze limitéieren, awer net op de wesentlechen Unterricht.

Déi zweet Fro, déi sech stellt am Zesammenhang mat der Autonomie, dat ass déi vum Profil vun de Lycéeeën. All Lycée ka sech jo e Profil ginn. Déi eng setze méi op Konscht, déi aner méi op Sport, anerer kënnen méi sozial engagéiert sinn. Dat implizéiert jo och, dass Elteren a Schüler sech a Fonctioun vum Profil vun engem Lycée och derzou decidéieren, an déi Schoul ze goen. Ech hunn eigentlech da Schwierigkeete fir nozevollzéien, wéi dat zesammenzebréngen ass mat der Charte scolaire, déi jo awer hei virgestallt ginn ass, wat jo eng grouss Vereinfachung fir den Transport ass, mä wat awer Froen opwerft, wéi wäit een da fréi ass, fir an dee Lycée mat deem Profil kënnen dann hin ze kommen, wann ee gär géif dohinner kommen.

An déi drëtt Iwwerleeung, déi ech wëllt am Kader vun der Autonomie maachen, dat ass éischerlech eng vun der pedagogescher Innovatioun. Ech mengen, also ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass de Wee, deen d'Autoritéiten an all Land ageschloen hunn, fir op Autonomie ze setzen, eigentlech aus der Erkenntnis kënnt, dass et onheemlech schwéier ass, ee ganzen Apparat ze moderniséieren an ze flexibiliséieren. Dat ass net nëmmen zu Lëtzebuerg esou, dat ass mengen ech an all Land vun Europa a vun Amerika esou. Och well mer festgestallt hunn oder well d'Wëssenschaft festgestallt huet, dass all Kand verschidden ass an dass also deeselwechten Unterrichtsrecht an deeselwechte System net bei all Kand onbedéngt dat Resultat mat sech bréngt, wat ee sech erhofft. An duerfir, fir d'Chancéglichheet ze realiséieren, muss den Unterrichtsrecht individualiséiert ginn.

D'Autonomie erlaabt et dann enger Schoul innovativ ze ginn an nei Weeër ze goen, en fonction och vun den Talenter, vun de Motivatiounen, vu sengen Enseignanten, an awer och en fonction vun de Schüler, déi an där Schoul sinn. Déi Autonomie implizéiert awer, dass évaluéiert gëtt, wat déi nei Weeër bréngen, ob et positiv ass, wou d'Avantage sinn a wou d'Désavantages sinn. An dat erëm implizéiert och, dass den traditionelle Schoulunterricht och évaluéiert gëtt. Well

soss kann ee jo net d'Avantages an d'Désavantages vergläichen.

An da komme mer zum nächste Mot-clé vun deemem Projet, dat ass d'Evaluatioun. Den Terme kënnt a fënnf Artikelen vir. Nom Artikel 3 gëtt all Action autonome enger interner Evaluatioun ënnerluecht, an enger externer duerch de Minister. An da seet den Artikel 7, 8 an 11, dass d'Actione mussen duerch de Minister évaluéiert ginn. Do ass dann net méi Rieds vun der interner Evaluatioun. An da schliesselech seet den Artikel 24, dass den Direkter all Enseignementer och soll évaluéieren.

Et ass also net dass dat Wuert net am Text virkënt. Ech fannen et allerdéngs net déi beschte legislativ Aarbecht, wann een iwwert déiselwecht Fro e puer Artikelen huet, an och nach mat verschiddene Formulationen. Well do ass och eng vun den Inkohärenzen vum Gesetz. Wann also am Artikel 3 steet, all Action autonome misst enger interner an eng externer Evaluatioun ënnerleien, awer d'Projets d'innovation pédagogique, d'Projets d'établissement, déi brauchen awer nëmmen eng Evaluatioun duerch de Minister. Dat ass dann deen Text, un deem ee sech herno muss halen, well och e Projet d'établissement an e Projet d'innovation ass jo awer eng Action autonome. Also mir ass dat jiddefalls net kloer, no der Lecture vun deenen Artikelen.

Mir waren als LSAP souwisou der Meinung, dass all Evaluatioun soll intern vun der Schoul a parallell extern vun Experte gemaach ginn. Ech mengen dat wär eng Kohärenz gewiescht, déi méi grouss gewiescht wär wéi dat, wat elo besteet. Mir hätten och gären e System vun agréierten Experten, well mer der Meinung sinn, dass iwwert dee Wee mer mol eng Definitiou eis misste ginn: Wat ass eng Evaluatioun? Fir mech ass eng Evaluatioun net eng Statistik an et ass och net d'Resultat vun enger Émfro. Eng Evaluatioun ass jo eppes méi komplexes, wat e ganze Koup Faktoren muss beinhalten, an et wär wichteg, wa mer eis Kritäre ginn hätten, an dann och Experten déi amstand sinn, des Kritären ze erfëllen.

Dat ass awer vun der Majoritéit net esou gewollt ginn. Et ass och net esou am Text zréckbehalde ginn, well d'Ministesch eis erkläert huet, si misst méi fréi si fir och am Haus, duerch de Ministère, Evaluatiounen maachen ze loossen. Ech muss soen, dass ech dat Argument net richteg verstanen hunn.

Mir waren och der Meinung, dass d'Evaluatioun misst öffentlech gemaach ginn. Ech hunn elo just mat Freed den Här Wiseler héieren, dass hien eigentlech och der Meinung ass, dass dat misst transparent sinn. Dat ass awer och net zréckbehalde ginn am Gesetz, well gemengt gëtt, eng Evaluatioun öffentlech maachen, dat géif nëmme Sträit tëschent de Schoulen an tëschent den Enseignanté provozéieren. Ech mengen, dass dat eng falsch Aschätzung ass dovu wat d'Evaluatioun ass. D'Evaluatioun ass jo net fir eng Schoul un de Pranger ze stellen an ze soen, déi si schlecht. D'Evaluatioun ass jo fir feststellen, wou sinn d'Stärkten, wou sinn d'Schwächen, an haaptsächlech fir erauszefannen, wat kann ee verbessern, fir de Schoulsystem, fir den Enseignement besser ze maachen, an da Weeër sichen, fir do Remedur ze schafen.

Iwwert déi Evaluatioun geet et jo drëm, de Schoulsystem besser kennen ze léieren an och eng Schoul un den Experimenter vun enger anerer Schoul Deel huelen ze loossen. Dat ass awer net méiglech, wann all Evaluatioun am Tarrang verschwënt a wa se net public gemaach ginn ass, oder si ass dann e Geheimwëssen, wat nëmmen e puer auserwielten Initiéierter reservéiert ass, an déi aner Leit kënnen do net matmaachen. Ech fannen dat falsch.

En anere Punkt, an deem mer u sech fundamental Divergenzen haten zu deemem Gesetz, dat ass dee vun der Direktioun. D'Madame Durdu huet och richteg dorobber higewisen. No deemem Text huet den Direkter alles ze soen. Hien ass de Chef hiérarchique, hien ass administrativ verantwortlech, hien ass pedagogesch verantwortlech. Hie muss d'Inspectioun vun de Coursé maachen, d'Programmer kontrolléieren, d'Evaluatioun vum Unterrichtsrecht maachen. En huet d'Fonctioun d'Schoulcommunautéit ze representéieren no baussen an de Minister no bannen. Da kann den Direkter delegéieren u seng Sous-direkteren an u seng Attachéen, e muss awer net. Et steet net am Gesetz, dass en iergend eppes muss delegéieren.

Dat ass u sech e ganz klassesch autoritäre System oder eng Pyramid, wou een eleng un der Spëtzt steet, deen da fir alles, wat gutt oder schlecht leeft, muss Verantwortung droen.

An alle Rieden, an allen Exposéés des motifs iwwert d'Schoul, déi ech do liesen, geet awer ëmmer dovunner Rieds, dass d'Schoul eng Communautéit ass, dass et wichteg ass den Esprit d'équipe an der Schoul ze favoriséieren, dass et eng Equipe ass, déi zesumme wär, ech zitieren aus dem Exposé des motifs: «...une équipe tendant vers un objectif commun». An ech mengen, wann een déi Equipe gären hätt, da soll ee vun uewen no ënnen och den Equipégescht esou favoriséieren. Duerfir ware mir der Meinung, dass eng kollegial Direktioun deenen Uspréich besser géif entsprechen. Mir hunn och dofir plädéiert, allerdéngs ouni Erfolg, well mer jo an der Oppositioun sinn.

Et ass ee Punkt nach an der Direktioun, deen ech nach wëllt ervirsträichen. Den Artikel 26 gesäit vir, dass den Enseignement préparatoire e Chargé de direction kritt. Ech muss soen, ech verstinn och net firwat just de Régime préparatoire e Chargé de direction kritt an net en Direkter. Ech weess, dass dat an der Saach net fundamental vill ännert, mä et wär awer e Signal gewiescht fir ze weisen, dass de Régime préparatoire eng Schoul ass, en Ordre d'enseignement, wéi déi aner an dass en net manerwäerteg behandelt gëtt, schonn an der Direktioun. Ech fannen dat zimlech aarmséileg, dass et do net méiglech war, engem Sous-direkter des Attributioun ze ginn. Ech géif just mengen, dass de Régime préparatoire déi bescht Enseignanté bräicht an och déi gréisst Encouragemente.

Da wollt ech zum Punkt vun der Participatioun kommen. Et ginn elo am Gesetz déi verschidde Schoulpartner definéiert, si kréien hir Gremien. No laangen Diskussiounen an der Chamber hu mer och e gewisse Parallelismus an de Gremien tëschent deene verschidde Comitéen hikritt. Mir sinn net zefridde mat deenen Texten, wéi se do virleien. Och do wëllt ech net op déi ganz Diskussioun erëm agoen. Mir hätten et u sech besser gesinn, wann och d'Elteren en Delegéierten an der Klass gehat hätten. Ech gesinn nämlech net déi Contradictioun, dass dat verhënnert hätt, dass déi eenzel Elteren dann awer hätte kënnen mat de Professe schwätzen. Et ass jo net doduerch, dass se och nach e gewielte Représentant hunn, dass deen hinne verbitt an d'Schoul ze kommen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg keng grouss Traditioun vu Participatioun an der Schoul an et liicht mer och an, dass een dat muss progressiv opbauen an dass een dat sécher net vun haut op mar fäerdeg kritt. Mä ech denken, dass mer an deemem Gesetz awer och eng Chance verpasst hunn, fir eng eescht Participatioun hierzustellen. An ee Beispill, wat ech guer net kann novollzéien, ass den Artikel 17. Do ass eng Kommissioun virgesinn, déi iwwert d'Contingenté vun de Stonnen an de Lycéeeën soll Propositionen maachen. D'Iddi ass jo, dass all

Schoul, en fonction vun hirer Schülerzuel a vun de Klassen, déi se huet, eng Zuel X vu Stonne kritt, an déi kann dann de Lycée verdeelen, jee no senger Schwéierpunkten. Ech denken un d'Marge de manoeuvre, déi ass net riseg grous, mä da ka se soen, mir maache méi Appui oder mir dédoubléieren éischer eng Klass.

Elo gëtt et, fir dass d'Gerechtigkeit am Land soll hiergestallt ginn, eng Kommissioun vu fënnef Leit, déi da soll kucken, dass dat gerecht tëschent de Lycée verdeelt gëtt. Elo ginn ech mol dovunner aus, dass kee Lycée esou vill Stonne kritt wéi en der freet a sengem Contingent. Well d'Demande ass jo ëmmer méi grous wéi dat wat heron kann accordéiert ginn. Dann denken ech mer och, dass do vill Roserei entsteet, vill Onzufriedenheit an dass dann ee Lycée mengt, deen anere wär awer besser ewech komm, a si wäeren defavoriséiert ginn.

Dofir hat ech gemengt dat heite wär wierklech e gutt Beispill, wou een och eng Participatioun kéint eigentlech fir de Pouvoir public méi einfach maachen. Wann een Elteren a Schüler an där Kommissioun do mat associéiert hätt, dann hätte se en Abléck kritt an d'Schwierigkeiten, déi sech stellen, wéi schwéier dass et ass och déi Gerechtigkeit do hierzustellen, mat deene Moyenen eens ze ginn, déi een huet. Awer och do ass refuséiert ginn, an där Kommissioun, d'Elteren oder d'Schüler ze bedeelegen. Dat wär nëmme eng interministeriell an do wär et net gutt, wann aner Leit géifen en Abléck dra kréien. Dat ass eng Haltung, déi mir net kënnen deelen.

Interessant ass och d'Haltung zu deene verschiddene Schoulpartner vun der Majoritéit. Mir haten eng laang Diskussioun, ob d'Proff missten obligatoresch an der Conférence du Lycée present sinn, an et ass majoritär an der Chamber zréckgehalde ginn, dass déi Präsenz net obligatoresch misst sinn. Et misst en Appel un d'Proffemaach ginn, dass se vu sech aus dohinner kommen. Ech kann dee Raisonement absolut deelen. Ech fannen et ëmmer besser d'Leit ze motivéieren dohinner ze kommen, wéi se ze forcéieren.

Mä da wonnen ech mech awer iwwer d'Haltung par rapport zu de Schüler, well do gëtt dann awer gesot, d'Schüler, déi sech an enger Activité pécuniaire aschreiw, déi also fräiwëlleg an hirer Fräizäit Sport, Theater oder Musek niewent der Schoul maachen, déi mussen dann awer obligatoresch un deene fräiwëllegen Aktivitéiten Deel huelen an dat gëtt einfach an dat Gesetz hei ageschriwwen. Ofgesinn dovunner, dass des Bestëmmungen an der Praxis kaum wäerte spillen, well éischtens, mengen ech, wann déi Aktivitéite flott sinn, da ginn d'Kanner souwiso dohinner; wa se net flott sinn, dann ass bei där nächster Geleeenheet kee méi dee sech bei deenen Aktivitéiten do mell; a wa Prüfungszäit ass, denken ech och, dass déi Leit, déi déi Activités périscolaires organiséieren, verstänneg genuch si fir dann nach net vill Activités périscolaires ze maachen. Dat heescht, déi Bestëmmung do spillt an der Praxis net, mä si ass awer en Indicateur dofir, dass eigentlech déi Jonk awer anescht behandelt gi wéi déi erwuesse Leit.

Elo gëtt gesot: De Conseil d'État huet eis forcéiert, dat doten an d'Gesetz ze maachen. Also do hunn ech awer elo eng fundamental aner Lecture vum Avis vum Conseil d'État. Sécher huet de Conseil d'État gesot, hien hätt léiwer, dat wär dran, mä en huet awer haaptsächlech d'Kommissioun op hir inkohärent Haltung higewisen, dass et bei de Proffen net obligatoresch wär an dass et par contre bei de Schüler obligatoresch wär. Dat war d'Remarque vum Conseil d'État an en huet och net fonnt mir wäer laxistesche mat de Schüler. En huet fonnt mir wäer laxistesche mat de Proffen, well mir deenen d'Obligatioun net géifen dra schreiw. Dat ass jiddfalls meng Lecture vum Avis vum Conseil d'État.

Ech fannen eigentlech déi verschiddenen Haltungen zu deem engem an zu deem anere Grupp ganz signifikativ a bedauere se, well mir schwätze jo esou vill dovunner, dass mer d'Schüler, déi jonk Leit, mussen Eescht huelen, dass mir se sollen zur Autonomie erzéien, an da just op engem Punkt, wou et kaum spillt, gi mir se esou encadréieren, dass mir hinnen eigentlech déi Maturitéit, déi mir vun hinne verlaangen, net zoutrauen. Ech fannen dat net gutt an ech fannen, dass mir an där Haltung wäit ewech sinn, dass mer d'Partner vun der Communauté scolaire als gläichberechtigt behandeln. A wann ech soen, mir, da mengen ech dat Gesetz wat hei gestëmmt gëtt, an ech wëllt mech a meng Fraktioun dovunner distanzéieren.

Zum Schluss, Här President, wëllt ech och feststellen, dass dat Gesetz nach erheblech Mängel huet. Et feelen einfach verschidde Punkten am Gesetz. D'Missioun vun den Enseignanten ass net dran definiéiert. Déi sollen, wéi den Exposé des motifs et seet, an engem anere Gesetz verankert ginn. Et ass kee Wuert dran iwwert d'Integratioun vu Kanner „à besoins spécifiques“, obschonn an der Loi de base, déi jo awer net gestëmmt gëtt, festgehale gëtt, dass all Ordre d'enseignement d'Missioun huet, fir des Kanner esou wäit wéi méiglech ze integréieren. Et ass näischt dran iwwert den Esprit d'équipe, deen awer ëmmer an de Rieden héich gehale gëtt; keng Mechanismen, keng Incitatiounen fir des Esprit d'équipe ze förderen. Et ass keng Réflexioun iwwer Inhalter, et ass näischt iwwert d'Benoutung dran, näischt iwwert d'Promotiounskriterien, wat jo awer eigentlech déi gréisst Suerg de Moment ass vun de Leit dobaussen.

Dat Gesetz schreift also am Wesentlechen dat bestoend fest an da wot et, probéiert et e puer Elementer, eng kleng Innovatioun; an dat si Froe wou mir da fundamental enger anerer Meinung si wéi d'Majoritéit. Mir sinn éischtens net d'accord mat där pyramidalen Struktur vun der Direktioun. Mir hätte gären eng kollegial Equipe un der Spëtzt vun der Schoul. Zweetens, mir fannen d'Partnerschaft net zefriddestellend organiséiert an der Schoul. Mir hätte gären, dass d'Schüler als responsabel Mënschen ugekuckt ginn an dass d'Eltere méi e groussen Abléck a méi eng grous Matbestëmmung an d'Funktionéiere vun der Schoul kréien. Drëtens kënnen mir net akzeptéieren, dass d'Evaluatioun am Ministère au cas par cas gemaach gëtt, a mir kënnen haaptsächlech net akzeptéieren, dass se net bekannt gemaach gëtt. Aus deenen Ursachen, Här President, wäert d'sozialistesche Fraktioun dëst Gesetz net stëmmen. Mir wäerten dogéint stëmmen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Delvaux. D'Madame Durdu huet nach eng Fro, oder?

Mme Agny Durdu (DP), rapportrice. - Neen, ech wollt nach just eng eenzeg Remarque maachen zu deene Besuerger, déi d'Madame Delvaux a puncto Evaluatioun hat, well ech hunn dat elo nach eng kéier nogekuckt.

Den Artikel 11 seet ausdrécklech: „L'organisation et les résultats des enseignements des différents lycées peuvent faire l'objet d'une évaluation par le ministre. Les lycées mettent à disposition les informations et données nécessaires à cet effet. Les évaluations prennent en compte les expériences pédagogiques afin de faire connaître les pratiques innovantes.“

Ech mengen an dësem Artikel ass Plaz genuch, fir dass all Projeten, sief et klassesch Projeten oder sief et nei Projeten, solle kënnen vum Ministère évaluéiert ginn.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP). - Hunn ech nach ëmmer d'Wuert, Här President?

M. le Président. - Jo.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP). - Ech protestéieren net, dass dat am Artikel 11 steet. Ech hu just drop higewisen, dass am Artikel 3 eppes anescht steet an dass an den Artikelen 7, 8 an 11 nëmme vun der Evaluatioun vum Minister an net vun der interner Evaluatioun Rieds geet. Dat ass dat Eenzege wat ech gesot hunn.

Ech hu festgehale, dass an deem Text hei d'Formulatioun vun der Evaluatioun net ganz kohärent ass an dat riskéiert an der Praxis e Prétexte ze sinn, fir dat eent oder dat anert net ze maachen. Méi wollt ech net soen dozou, Madame Presidentin.

M. le Président. - Bon, ech menge mir kënnen och elo hei keen Dialog féieren. D'Madame Ministesch wäert herno vläicht nach dodrop agoen. Ech géif deem nächsten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Claude Meisch, d'Wuert ginn. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch (DP). - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert d'Organisatioun vun de Lycées an de Lycées techniques reit sech an an eng Serie vu Reformen, déi zënter e puer Joer an der Educatioun realiséiert goufen. Et ass ee vun deenen insgesamt dräi Gesetzesprojeten, déi e grondleeënd neie legislative Kader fir eise Schoulsystem schafe sollen.

Niewent dësem Gesetz sinn och nach d'Reform vum 1912er Gesetz iwwert de Préscolaire an de Primaire an e separat Basisgesetz fir de ganze Schoulsystem op de Leescht geholl ginn. Déi zwee Projete befanne sech nach um Instanzewe. Si goufe vun der Educatiounsministesch Anne Brasseur de 15. Oktober 2003 hei an der Chamber deponéiert an et gesäit leider esou aus, wéi wann nach just dese Projet hei iwwert d'Organisatioun vun de Lycées an de Lycées techniques virum Enn vun deser Legislaturperiod kéint gestëmmt ginn.

Et gëtt also näischt duerchgebauscht, soss hätte mer sämtlech Schoulgesetzter um Ordre du jour stoen. Neen, et gouf eng anstänneg legislativ Aarbecht gemaach. Punkt fir Punkt, Artikel fir Artikel ass dese Projet an der Kommissioun duerch diskutéiert ginn an d'Chamber huet net wéineg Passagé kënnen änneren. Och um Schluss vun enger Legislaturperiod ass also hei, wéi a villen aneren Dossieren, seriö geschafft ginn. E grouse Merci dofir un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, d'Madame Agny Durdu, net nëmme fir hire schréfflechen a mündleche Rapport, mä och fir déi Aart a Weis, wéi se als Presidentin d'Diskussiounen iwwert de Projet geleet huet; e Projet, wéi mir jo elo héieren hunn, dee leider net d'Unanimité mécht.

Här President, dese Projet de loi gëtt jo och als Autonomiegesetz bezechent, an dat zu Recht. Ee vun deenen Haaptpunkten ass effektiv d'Autonomie vun deenen einzelnen Etablissementer aus dem Secondaire an aus dem Secondaire technique. Des Autonomie gëllt souwuel op administrativem, mä besonnesch och op pedagogeschem Plang.

Dat ass ze begrëssen, well wa mir och hei am Land an engem klengen Land liewen, ginn et dach ganz ënnerschiddlech Regione mat hirer

Geschicht, hire Spezifitéiten an enger industrieller, ländlecher oder urbaner Gégend. Eng Schoul zu Wolz ass also net onbedéngt mat enger vun Esch oder aus der Stad ze vergläichen. Dann hu mir och Etablissementer, déi sech op d'Ausbildung fir e spezifescht Berufsbild konzentréieren, wéi zum Beispill de Lycée technique Josy Barthel vun Mamer, wou de Schwéierpunkt um Baufaktor läit. Dofir ass et ze begrëssen, dass mat dësem Projet de Spillraum vun deenen einzelnen Etablissementer vergréssert gëtt an dass op där anerer Säit d'Grenze vun esou enger Autonomie awer och kloer definiéiert ginn, dat besonnesch wat de Contrôle, d'Interventioun, d'Iwwerwaachung an d'Zoustännegkeet vum Ministère ubelaangt.

Och definiéiert dëst Gesetz d'Kompetenzen an d'Zoustännegkeet vun deene representativen Organer vun deenen eenzelen Schoulpartner. Et sinn dat de Comité des Professeurs, de Comité des Élèves, de Comité des Parents an och de Conseil d'éducation - e Gremium, wat déi verschidde Schoulpartner an och d'Direktioun regruppéiert. Des eenzelen Organer hu kloer definiéiert Aufgaben, woubäi d'Matsproochrecht virum allem iwwert de Wee vum Conseil d'éducation geregelt ass.

D'Zoustännegkeet vum Conseil d'éducation ass dobäi besonnesch wäit gefaasst ginn. Esou ass et de Conseil d'éducation, deen d'Charte scolaire ofseent. E gëtt den Accord iwwert déi eenzelen Projeten am Kader vun der Schoulautonomie, notamment de Projet d'établissement. E gëtt en Avis iwwert de Budget vun der Schoul, en accordéiert de Stonneplang, etc..

All Schoulpartner huet also mat dësem Gesetz e konkret Matsproochrecht, dat se am Conseil d'éducation kënnen geltend maachen. Am Fall vun engem Désaccord tëschent dem Conseil d'éducation an der Direktioun gëtt während engem Mount gekuckt, fir en Accord innerhalb vun deem Etablissementerbäizeféieren. Ass dat net de Fall, eréischt da wäert den zoustänneg Minister tranchéieren.

Och wann d'Décisionen esou wäit wéi méiglech um Terrain solle geholl ginn, dierf méi Autonomie a méi Matsproochrecht net dozou féieren, dass d'Schoul net méi funktionsfäeg bleift. Méi Autonomie par rapport zum Ministère, méi Matsproochrecht vun de Schoulpartner, dat heescht méi Motivatioun fir jiddereen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de loi reit sech also an an eng Bildungspolitik, wéi se Schratt fir Schratt elo schon zënter fënnef Joer vun der Madame Minister Anne Brasseur emgesat gëtt. Niewent deenen zwee anere Projeten, déi ech hei schonns ernimmt hunn, sinn zählreich weider Neierungen an eise Bildungssystem agefloss. Eng Reform vun der Division supérieure am Secondaire, d'Iwwerdenke vun den Dispositiounen fir d'Kompensatioun, d'Modifikatioun vun de Stonneplang, nei Formatiounen am Technique, nei Unterrechtsformen am Primaire wéi den Teamteaching, Léierzyklen am Ennergrad, nei an zousätzlech Bewäertungsmethoden, etc..

E Plan sectoriel „Lycées“ gouf erstallt fir sécher ze stellen, dass mëttelfristeg trotz enger steigender Schoulpopulatioun genuch Schoulgebaier zur Verfügung stinn. De Bau vun neien Etablissementer zu Jonglënster, zu Réiden an zu Esch/Belval goufe vun deser Regierung decidéiert. Weider Sitë sollen déi nächst Joren zréckbehalen ginn, een an der Region Zentrum/Süden, een am Süden an een am Norden, an dat no kloer definiéierte Kriterien.

Ech erënnere hei un deser Plaz och gären nach eemol drun, dass des Regierung a fënnef Joer méi Investitiounen a schoulesch Infrastrukture gemaach huet, wéi dat déi 15 Joer virun zesummen de

Fall war. Déi budgetär Moyenen, déi am Statsbudget fir den Enseignement reservéiert sinn, sinn tëschent 1999 an 2004 ëm iwwer 30% an d'Luucht gaangen. Doniewent schaffen haut 15% méi diploméiert Enseignanten an eise Schoule wéi nach 1999. An nient deenen 800 neien Enseignanten, sinn elo schonns bis 2008 1.000 weider Enseignantsplaz virgesinn. All eenzelen Reformen, sief et déi vum Inspektorat vum Coursexamen, vun der Ofsecherung vun de Chargéen, vun den neien Programmer, oder déi zählreich Pilotprojeten, elo opzezielen, géif ze wäit féieren.

Des Regierung a besonnesch d'Educatiounsministesch Anne Brasseur huet eng Unterrechtspolitik an d'Wee geleet, déi jo net fir näischt als Bildungsoffensiv bezechent gëtt. Eng Bildungsoffensiv, déi vill beweegt huet, wou awer nach esou munches ze maache bleift. Eng Bildungsoffensiv, där hir Noutwendegkeet zënter der PISA-Etüd och nei méi a Fro gestallt ginn ass, wat virun emmer de Fall war. Eng Bildungsoffensiv, déi souwiso net als eng eemoleg Aktioun geplangt war, mä déi villméi zu engem kontinuierleche Prozess muss ginn.

A wéi fir ze ënnersträichen, dass des Offensiv nach laang net wäert um Enn sinn, huet d'Madame Ministesch elo viru kuerzem eréischt dräi nei Projeten deposéiert. Dat sinn d'Reform vum CPOS, de Projet fir d'Aféierung vun engem Congé d'éducation an d'Kreatioun vun engem neie Lycée pour professions éducatives et sociales. Och des nei Projete weisen däitlech, dass den Erfolleg am Bildungswiesen an der Evolutioun an net an der Revolutioun läit. Den Ufank ass gemaach, also gëllt et des Aarbecht weider ze féieren, fir ons Schoulen op déi gesellschafts- a bildungspolitesche Erausforderunge vu muer virzebereeden.

Domadder wëll ech den Accord vun der Demokratescher Partei bréngen an ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - Merci, Här Meisch. Ech gesinn hei op menger Lëscht, dass den Här Colombera net agedroen ass. Ech wollt d'Madame Reuter virhuelen, mä esou wéi et ass, Här Colombera, da kommt Dir dann elo, an duerno d'Madame Reuter. Wann Dir d'Gläichberechtigung net spille loosst, da sidd Dir vir.

Den Här Colombera huet d'Wuert.

M. Jean Colombera (ADR). - Merci, Här President. Fir unzefänken e Merci un d'Rapportrice, d'Madame Agny Durdu, fir hire mündlechen a schréffleche Rapport. Et war kloer, dass no der PISA-Katastroph déi Responsabel vun der Education nationale sech eppes afale loosse missten. No dem PISA-Debakel ass jiddereen waakreg ginn. Jiddereen - sief et d'Schüler, d'Elteren, d'Syndikater, d'Schoulpersonal, ouni wëllen d'Politiker ze vergiessen - hat ganz schnell eraus wat besser gemaach misst ginn, a jiddereen hat och ganz schnell eraus, wien de Schellege vun deser Katastroph war. Et war jiddereen schëlleg ausser eis führend Politiker, déi guer net dofir zoustänneg woren, an déi waren och frou, datt kee mam Fanger op si gewisen huet.

Wat eng Chance, wann een 20 Joer un der Spëtzt vum Educatiounsministère ass, an herno, wann eng Katastroph erabrächt, da gëtt een emol net zur Rechenschaft gezunn. Esou eng Chance kann nëmme déi Partei hunn, déi op hire Wahlplakater de Leit dobausse weise wëllt, wou de séchere Wee ass. Ob et elo de séchere Wee ass der Sakgaass eraus oder de séchere Wee an eng nei Sakgaass eran ass, dat spillt keng Roll.

Fakt ass, datt mir mat eise Schoulsystem hei déck beläffelt sinn. No dem PISA-Debakel an am Kader vun der Bildungsoffensiv versicht dese Gesetzesprojet, fir

d'Qualitéit vum Enseignement ze entwéckelen mat zwou spezifesche Missiounen.

Éischters den organiséierte Parteneriat ze entwéckelen an zweetens eng limitéiert Autonomie anzeféieren. Hei gëtt versicht fir en Equilibre ze fannen tëschent dem Ministère, mat senger zentraler Décisioun, an de Lycéëen, déi méi fräi handelen a sech méi autonom um Terrain beweegen kënnen.

Wat de Parteneriat ugeet, sinn ausser der staatlecher Autoritéit, déi duerch den zoustännige Ministère ausgeübt gëtt, d'Enseignanten, d'Schüler an d'Eltere mat agebonnen. D'Relatioun tëschent dëser Gruppe gëtt strukturéiert trotz enger verschiddener a komplexer Ausgangsbasis. Dëse Gesetzesprojet versicht e Gläichgewicht ze fannen tëschent enger Dezentralisatioun, déi genügend ass fir d'Kreativitéit an d'Innovatioun ze förderen, an enger Zentralisatioun, déi noutwendeg ass, fir d'Qualitéit an d'Kohärenz vun der Schouloffer ze kontrolléieren.

D'Autonomie ass u sech nëmme begrenzt, zum Beispill d'Fräiheet fir Spezialklasse kënnen ze organiséieren, d'Fräiheet fir verschidde Schoulprojeten, déi spezifesch vun engem Lycée sinn, kënnen auszeschaffen, an déi eng oder aner Fräiheet, wat d'Kontabilitéit vun den eenzelne Schoulen ugeet, kënnen ze bestëmmen.

Dëse Projet huet zum Deel en innovativen Charakter. Hie stéisst awer trotzdem u verschidde Grenzen. Esou fannen d'Elteren zum Beispill, dëse Projet géif net wäit genuch goen, an d'Professeren anerersäits fannen, datt dëse Projet ze wäit féiert. Alles an allem schafe mir hei e Klima mat verschiddene Spannungen, déi, esou mengt mir, net ganz zum Virdeel vun der Schoul sinn.

Här President, ech wëll mat der Analys vun de verschiddenen Artikelen ufänken.

D'Schoul soll d'Kanner ausbilden an erzéien, dat ass richteg. E Schüler soll en Ofschlossdiplom kréie mat enger Culture générale, fir e responsable Bierger a Mënsch ze ginn. Mir bestinn drop, datt d'Schoul sech un dem Aarbechtsmaart orientéiere soll, fir ze verhënnere, datt nach méi Chômeuren entstinn.

D'Lycéeë kënnen verschidden autonom Aktiounen ënnerhuelen - an ech ënnersträichen d'Wuert kënnen - am Domän vun der Pedagogie, der administrativer Organisatioun an a finanzieller Hinsicht, dëst alles mam Accord vum Conseil d'éducation wou Schüler, Elteren, Professeren an och Direkteren dra vertrauede sinn. Dës Aktiounen sollen de Profil vun Lycée ausmaachen. D'Fro, déi ee sech hei muss stellen, ass, ob et net soll obligatoresch si fir esou autonom Aktiounen ze treffen. Et kënn ee jo awer d'Geforlafen, datt guer näischt am Lycée passéiert an et éischter fakultativ ass.

De Stonneplang kann och verännert ginn, ouni dräi Stonnen an der Woch ze iwwerschreiden, fir eng partiell pedagogesch Autonomie ze förderen. Esou kann ee sech virstellen, datt e Projet zur Drogebekämpfung an de Schoulen ausgeschafft gëtt, wat sécherlech zum Virdeel vun der Schoul wier.

Vergiesen dierf een awer net, datt den normale Schoulprogramm duerchgefuert muss ginn. Dofir kann een net beliebig alles duerchzéie wat interessant ass. Wichteg ass et och dofir, datt d'Schoul bis zum leschten Dag funktionéiert, an net wéi elo, datt d'Vekanden zwou Woche virum festgeschriwwenen Datum ufänken.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ech kommen zum Artikel 11, deem hei scho kontroverséiert wor. Do steet geschriwwen, datt d'Organisatioun an d'Resultater vum Unterrecht an de verschiddene Lycéeë kënnen vum Erzéiungsminister éval-

uéiert ginn. Mir sinn der Meenung, datt dëst awer obligatoresch misst sinn, an d'Madame Rapportrice hat op der Sait véier vun hirem Rapport esouguer geschriwwen: «La commission suit les auteurs du projet de loi qui entendent faire évaluer par le Ministre l'organisation et les résultats des enseignements.»

Comme la commission a introduit les projets d'innovation à l'art. 8 il s'en suit logiquement que l'évaluation des innovations pédagogiques doit également être entreprise.»

An deem Sënn, Här President, ginn ech en Amendement eran, fir am Artikel 11 dat Wuert „peuvent“ duerch „doivent“ kënnen ze ersetzen.

Amendement 1

L'article 11 - 1^{er} alinéa est amendé comme suit:

Art. 11 - 1^{er} alinéa: L'organisation et les résultats des enseignements des différents lycées doivent faire l'objet d'une évaluation par le ministre.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Merci.

D'Surveillance muss optimal funktionéieren. Et kann net sinn, datt d'Schüler an de Pausen an d'Geschäfte gi fir Alkohol ze kafen oder datt si an de Pausen Drogen zou sech huelen.

Am Artikel iwwert de Conseil d'éducation, wou d'Schüler, d'Elteren, d'Léierpersonal an den Direkter vertrauede sinn, kann en Direkter eng Décisioun vum Conseil ufechten. Dës Décisioun kann ee Mount en suspens gehale ginn. Wa keen Accord fonnt gëtt, dann décidéiert de Politiker, an anere Wieder de Minister.

Här President, ech mengen awer, dat hei ass de Contraire vun enger Autonomie. Eeenge Responsable muss den Direkter sinn an net de Politiker, dee souwiso seng Décisioun an engem reng elektoralesche Geescht hält.

Op eng ganz zolidd Kritik ass den Artikel 28 vum SPOS, dat heescht vum Service de psychologie et d'orientation scolaire, bei der APESS, dat heescht d'Associatioun vun de Professeren, gestouss, well dës Struktur dem Schouldirekter nëmme op administrativem Plang ënnerläit. Dat heescht, datt den Direkter keng Handhab méi huet, ob eng psycho-sozioedukativ Aktioun duerchgefuert soll ginn oder net.

De SPOS ass esou e friemen Organismus, deem an der Schoul ugebonnen ass a praktesch tëschent dem Ministère an dem Direkter intercaléiert ass, ouni engem vun dësen zwee brauche Rechenschaft ofzeleeën. D'Associatioun vun de Professere fënn et och skandaléis, datt de SPOS den Unterrecht évaluéiert, eleng schon dofir well d'Leit vum SPOS kee pedagogesche Stage vun héijem Niveau matgemaach hunn. Heimat, géif ech mengen, misst ee mat de Professeren awer d'accord sinn. Ech ginn dofir den zweeten Amendement eran, fir dat Wuert „administrative“ ze sträichen. Här President, merci.

Amendement 2

L'article 28 - 1^{er} alinéa est amendé comme suit:

Art. 28 - 1^{er} alinéa: Il est créé dans chaque lycée un service de psychologie et d'orientation scolaires placé sous l'autorité du directeur du lycée.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Den Direkter soll fir alles, wat an der Schoul geschitt, déi ganz Responsabilitéit droen.

En drëtten Amendement soll déi lescht Missioun vum SPOS sträichen. Merci, Här President.

Amendement 3

L'article 28 - dernier tiret:

Le dernier tiret est supprimé.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

D'Federatioun vun den Elterevereeningungen, d'FAPEL, ass och net ganz waarm mat dësem Gesetzesprojet. Si mengt, datt dëse Projet net demokratesch genuch wier. Si wëllt e Recht op eng méi grouss Participatioun a Matbestëmmung op alle schouleschen Niveauen, mat enger legaler Basis fir onofhängeg Comitéen an der Schoul an enger onofhängeger Federatioun op nationalem Plang. Dat alles soll materiell a finanziell besser encadréiert ginn, mam Zil fir déi verschidde schoulesch Partner méi ze responsabiliséieren an de participative Geescht ze förderen.

D'FAPEL wëllt méi déif an d'schoulesch Struktur agräifen, mat zum Beispill engem anere Punktesystem. Amplaz Punkte fir Feeler ofzezéien, solle méi positiv Fäegkeete vum Schüler an der Vierdergrond gestallt ginn. Esou kënnen d'Schüler besser orientéiert gi gemäss hire Fäegkeeten a gemäss hire Präferenzen. Och sollen an den eenzelne Klassen differenziert Coursen ugebuede ginn, fir jiddfer Kand säin eegene Léierrhythmus ze erméiglechen.

Här President, mir gesinn op Basis vun dësem Aussoen, datt dëse Gesetzesprojet net d'Léisung vun eiser Bildungsnout wäert sinn, an trotz enger timider, zaghafter Ouverture si mer awer als ADR der Meenung, datt ee méi wäit muss goe fir international besser matmëschchen ze kënnen, am Hibleck och vun der Lissabonner Strategie fir d'Joer 2010.

Fir den ADR ass dëse Projet e kleng Schratt no vir. Et bleift nach vill ze maachen. De Sekundarunterricht misst eiser Usicht no no privatwirtschaftleche Grondsätz gefouert ginn, ouni déi öffentlech Schoul wëllen opzeginn. Déi verschidde Schoule sollen eng méi grouss Autonomie kréien an zuzeneen a Konkurrenz trieden. E Verwaltungsrat, wou d'Elteren, d'Schüler an d'Léierpersonal vertrauede sinn, soll méi grouss Befugnisse kréien, wat de Budget an de Schoulplang ugeet. D'Rémunératioun vum Léierpersonal soll mat senger Leeschtung gekoppelt ginn, an d'Méiglechkeet vun engem Rappel à l'ordre bis zu enger Entloossung a schwierge Fall misst envisagéiert ginn.

Et mussen all Joer, esou wéi an den USA, a Frankräich an an Däitschland, op nationalem Plang Fäegkeetstester agefuert ginn, woubäi d'Elterevereeningung eng Kontrollfunktioon an e Matentscheidungsrecht krit. Dat ass gutt fir festzustellen, ob d'Bildungsvirgaben erreicht goufen oder net, wou Schwaachstelle sinn a wéi se ze behiewe sinn.

D'Allgemengbildung muss mat 18 Joer ofgeschloss sinn. D'Schüler vum modularen Unterrecht solle scho mat 12 oder 13 Joer mat enger praktescher Berufsausbildung ufänken, well d'Praxis scho bewisen huet datt et kee Sënn mécht, dës Schüler méi laang an engem theoretischen Unterrecht ze loos-

sen. Wat déi ganz intelligent Schüler ugeet, esou mussen Eliteklasse geschafe ginn, fir datt si optimal fir een Opnahmexamen an den auslänneschen Universitéite virbereet ginn. Mir sinn och dofir fir um PITA-Test, dat heescht um Test fir d'Léierpersonal deelzuelen, fir festzustellen, wéi et mat der Ausbildung vum Léierpersonal bestallt ass. Mir sinn dergéint, datt Alkohol an Drogenofhängeger d'Qualitéit vum Schoulunterrecht bëinträchtigen. Déi Drogenofhängeger sollen a Spezialklassen ënnerrecht ginn, wou d'Schoul mat der Drogentherapie verbonden ass. Méi human a

méi alternativ Schoulmodeller mussen och favoriséiert ginn.

Fir ofzeschléissen, kënnen mir als Fraktioun mat dësem Projet net d'accord sinn. Ech weisen op eis dräi Amendementer hin. Et ass zwar eng Ouverture zu enger méi grousser Demokratiséierung an Transparenz am Schoulwiesen. Et ass net eis Idealvirstellung, mir sinn awer bereit fir all Verbesserung matzedoen. Et gëtt gesot, „alle Wege führen nach Rom“. Ech hoffen, datt dëse Projet eis op Roum féiert an net op Pisa, wat bekanntlech niewent Roum läit. Sieg an Nidderlag leie bekanntlech ganz no beieeneen. Et hängt alles vun der Strategie of, déi ugewannt gëtt.

(Interruption)

Mir als ADR loosse eis iwwerrassen, Här Loes, a mir wäerten eis bei dësem Projet hei enthalten.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg agedroen. D'Madame Reuter huet d'Wuert.

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen hei iwwert e Projet of, deem u sech misst eng grouss Bedeutung hunn. Bei enger ganzer Rei vu Problemer a Schwierigkeiten, déi mir an dëser Zäit hei zu Lëtzebuerg hunn, fällt ëmmer erëm den Hiweis op d'Zoustänn an eise Schoulen, an dass d'Politik endlech misst nei Jalonné setzen, dass mer nei Perspektive brauchen an dass eis gesamt Schoulpolitik misst ëmgekrepelt ginn.

Wann een deem heite Projet de loi kuckt, da muss ee soen, dass déi noutwendeg Reformen an Ännerungen nach ëmmer net oder héchstens ganz zaghaft ugaange ginn. Op deene ville Saiten vun dësem Projet de loi steet ganz wéineg, wat net scho längst gewosst ass. Sécher, et ginn e puer Saachen endlech festgeschriwwen, déi längst iwwerfällig waren, awer essenziell Usätz feelen einfach.

Et huet an dësem Moment kee Wäert fir ze polemiséieren. Mir Gréng géifen d'Diskussioun ëm eis Lëtzebuerg Schoul gäre sachlech a konstruktiv halen, well mir onbedéngt musse virkommen. Et kënn een awer net derlaanscht, seng Enttäuschung doriwier auszedecken, dass dës Regierung zwar mat dem Versprieche vun enger grousser Bildungsoffensiv ugetrueden ass, mä dass doraus just e Stuerm am Waasserglas ginn ass. Et kënn een net derlaanscht fir musse feststellen, dass PISA zwar ëmmer erëm erwähnt gëtt, mä dass esou gutt wéi keng Konklosure gezu ginn oder Moosnamen ergraff ginn, fir déi fundamental Schwächen an eisem Schoulsystem unzegoen, déi PISA esou brutal entlarvt huet.

Dat vill zitéiert „back to basics“ war just e konservatiiv Schlagwuert, dat där ganzer Problematik eng komplett falsch Perspektiv ginn huet. Statt sech un deene Länner ze inspiréieren, déi erwisenermoosse méi en effikassen, kompetenten an eben och e gerechte Schoulsystem hunn, gouf bei eis op eng falsch Kontinuitéit an Tradition gesat a just e bëssen erëmgepléischert a sech virun der Verantwortung fir eng wierklech Reform an alle Beräicher vun eiser Schoul gedréckt.

Mir Gréng wëllen awer och hei festhalen, dass de Lëtzebuerg Schoulsystem an iwwerhaapt déi ganz Situatioun an eise Schoulen esou verfuert ass, dass den Educatiounsministère net alles eleng ka maachen an dass och mat engem blousse Regierungswissel d'Saach net gerett ass. Déi verfuere Situatioun ass éischters net vun enger Regierungsperiod eleng ze verantworten, an zweetens féiert se déif an d'Struktur vun eiser Lëtzebuerg Gesellschaft eran.

Mir Gréng sinn net midd ginn, konkret a praktesch verwaertbar Pro-

positionen ze maachen, fir d'Kar aus dem Dreck ze zéien. Virun allem hu mir Gréng och probéiert fir net op där enger Plaz dat eent an op där anerer Plaz dat anert ze fuerderen. Et war eis wicteg, dass mer e kohärenten Usatz entwéckelen, e Gesamtkonzept, an dass déi eenzel Mesuren dann och passe sollen. Mir all kommen nëmme viru wa mer vun esou engem Gesamtkader ausginn, an deem et keng festgefuere Positionen oder helleg Kéi gëtt, mä wou vun alle Säiten eng nei Verantwortung iwwerholl gëtt.

Unilateral Scholdzouweisungen, dass einfach d'Politiker schold sinn, déi sech aus elektorale Grënn virun onpopuläre Moosnamen drécken, oder dass all Schold op eis Enseignanté géif falen, déi net bereit wäeren, en neie Wand an d'Klassesäll eranzublosen, oder dass et d'Eltere wäeren, déi hir Erzéiungsaarbecht géife vernoléisegen, oder dass eis Kanner ëmmer méi domm ginn, féieren nëmme zu engem Stellungskrich, aus deem näischt Positives a Konstruktives kann erauskommen. Déi rezent Gerichtsaffären, a wéi eenzel Schoulparteien domat ëmgaange sinn, si leider weider e Beispill dofir, wéi festgefuert d'Situatioun ass, an dass keng Sait wierklech bereit ass, eege Positionen ze hannerfroen oder där anerer Sait hiert berechtigt Bedenken ze verstoen.

Dëse Projet de loi schwätzt zwar vill vum Parteneriat, beléisst et awer nëmme bei den Usätz, den Absichtserklärungen an de Selbstverständlechkeeten, a setzt kaum Akzente, wéi de Parteneriat ka konkret duerchgezu ginn, fir dass endlech Bewegung an eis Schoul kënn.

Mir Gréng proposéiere siwe Moosname fir eng besser Schoul. Siwe Moosnamen, déi sécher och net einfach ze realiséieren sinn, déi awer op där anerer Sait wierklech net onméiglech sinn a ganz vill wäerten an d'Wëer leeden. Gréng Bildungspolitik bedeit, dass d'Programmer sollen ofgespeckt ginn. Dat heescht net, wéi vill Concerneiert fäerten, dass doduerch den Niveau erofgeet. Am Géigendeel. Doduerch dass een dat Wesentlech erwirht a manner Wicteges ewechléisst oder dem Choix vum Enseignant iwwerléisst, kann een dat, wat een onbedéngt wësse soll, verdéieren an deem esou méi eng grouss Valeur bäisetzen.

Mir Gréng wëllen also an de Programm déi Grondkompetenzen a Grondkenntnisser festschreiwen, déi d'Elève matkréie sollen, an domat den Enseignanten oder engem Team vun Enseignanten de Fräiraum schafen, fir Inhalter ze verdéieren, op déi spezifesch Bedierfnisser vun hirer jeeweileger Klass anzugeen, oder och komplett nei Initiativen ze huelen an eegen Aktivitéiten duerchzuführen.

Gréng Bildungspolitik bedeit och d'Aféierung vun neie Léiermethoden an eng Reduzéierung vum Frontalunterricht. Mir wëssen, dass vill Enseignanten dat längst agesinn hunn, a mir Gréng wëlle se dobäi ënnerstëtzen. Duerch Projektaarbechten eleng oder am Team, thematesch Reportagen an eege Virtrag erléieren d'Elève vill besser, vill méi grëndlech an och vill méi séier, sech nei Kompetenzen an nei Kenntnisser unzëeene wéi duerch de frontalen Unterricht, dee scheinbar nëmme drop ass, d'Käpp mat Stoff ze fëllen, ouni dass en Elève léiert autonom domat ëmzegoen.

Mir Gréng gesinn doraus och d'Méiglechkeet, dass d'Elève innerhalb vun hirer Schoulzäit u méi wéi engem Praktikum ausserhalb vun der Schoul deel kënnen huelen. Esou Praktikaen hannerloosse bleiwend Spuren an och gëtt d'ueen eestëmme festgestallt, dass Elève bei esou enger Geleeenheet méi geléiert hu wéi an engem Mount passiv an hirer Bänk. Esou kréie se éischt Erfahrung fir d'Beruffswelt an hu ganz aner Erfolgserlebnisse, wa se dat, wat se ge-

liert hunn, och praktesch kënnen uwenen. A grad dat an der Praxis kënnen unzewenden ass jo der PISA-Studie no ee vun eise Schwaachpunkten.

D'Motivatioun vun eisen Elève kënnen mer nëmmen erhéien, wa mer hinne méi Rechter a méi Verantwortung ginn. D'Aféierung vun engem Comité des Élèves ass nëmmen den éischte Schrëtt. Et geet drëm och wierklech Weeër opzemaachen, praktesch Strukturen ze schafen, fir dass d'Schüler op méiglechste ville Pläng vum Liewen an der Schoul kënnen matbestëmmen, an dat am Partenariat mam Léierpersonal.

Mir Gréng si fir méi gemeinsamen Unterrecht a géint déi regelrecht Segregatioun, déi grad hei zu Lëtzebuerg vis-à-vis vun den Ausländerkanner a vun de Kanner aus sozial schwache Schichten bedriwwen gëtt. Et kann een et net einfach ewechrieden, dass mir hei am internationale Vergleichen extrem schlecht ofschneiden. D'Zuele si bekannt, wéi ongläich dës Kanner sech iwwer de Secondaire classique, iwwer den Technique an iwwer de Modulaire verdeelen. A kengem Land ass dee Clivage, déi Diskrepanz esou grouss wéi hei zu Lëtzebuerg. Et steet am gläichen Zesammenhang, dass mir esou vill jonk Leit hunn, déi ouni Diplom, ouni Schoulof Schloss entloos ginn. Um Enn vun hirem Wee steet dann d'Aarbeitslosigkeit an d'Ofrennung.

Gréng Bildungspolitik bedeit laangfristeg Aféierung vun engem Zesummebleiben iwwer d'sechst Schouljoer eras bis zum 15. Liebensjoer. Innerhalb dovun besteet Fräiraum, fir op individuell Schwächen an och op Begabung vum deenen eenzelen Eléven anzugeen, zum Beispill duerch engersäits Stützcourses an anerersäits duerch gezielte Fördercourses.

Do wëllt ech och eng Motioun ofginn am Kader vun deene Cours d'appui.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le taux d'échec élevé de l'école luxembourgeoise;

- considérant le nombre élevé d'élèves qui abandonnent l'école sans diplôme ou certificat et qui sont confrontés à un risque de chômage et d'exclusion sociale élevé;

invite le Gouvernement à

- généraliser l'offre de cours d'appui dans tous les lycées et à tous les niveaux par du personnel qualifié pour cette tâche;

- mettre à disposition les lignes budgétaires nécessaires pour la réalisation du projet d'appui;

- réformer le stage pédagogique des professeurs-stagiaires de manière à ce qu'un accent plus fort soit mis sur les méthodes pédagogiques pour aider les élèves ayant des difficultés d'apprentissage.

(s.) Dagmar Reuter-Angelsberg, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Esou kann d'Chancëgläichheet och nach nom sechste Primärschouljoer erhale bleiwen an eréischt méi spéit géif spezialiséiert ginn. PISA huet beluecht, an dat ass eigentlech och längst bekannt, dass schwaach Elève grad esou vill vun hire méi staarke Mitschüler kënnen léieren a vun hinne kënnen profitéieren, ouni dass dës an engem bestëmmte Beräich méi staark Eléven dobäi benodeelegt ginn.

Gréng Bildungspolitik bedeit och Aféierung vun enger méi konstruktiver an differenziierter Bëuerstellung vun deem, wat geléiert gouf. Dat soll eng Bëuerstellung sinn, déi net d'Feeler bestrooft, mä déi d'Fortstärker belount. Doduerch entsteet bei den Enseignanten an den Eléven eng vill méi produktiv Approche, déi vill manner op Angscht a Bestrafung opbaut, mä op Selbstvertrauen, Ennerstëtzung, Luef an Erfollegserlebnissen. D'Re-

sultat ass eng vill besser Motivatioun op alle Säiten.

Duerfir wëlle mir Gréng eng deskriptiv Zensur aféieren, déi d'Kompetenzen, d'Stärkten an d'Schwächen vun de Schülerinnen a Schüler opléicht. Wann den Elève d'Schoul verléisst, kritt jiddereen - mir betoune jiddereen - en Diplom, an deem dat gesamte Spektrum vu senger Kompetenzen opgeléicht ass, deen dës Schülerin oder dës Schüler sech am Laf vu senger Schoulcarrière ugeegent huet.

Domat stellt eng Datz an engem Fach, soulaang dat Fach net zu Schlëselfächer vu senger Ausbildung gehéiert, keen Hindernis méi duer, fir en Ofschlossdiplom ze kréien. Dat géllt an héijem Mooss eben och fir Sproochen, déi esou zu enger Stärkt, zu enger Chance an net zu enger Barrière ginn, déi d'Leit ausschléisst.

Zu deenen neien Usätz, déi vill méi konsequent musse gefördert ginn, gehéiert eng Reform vun der Ausbildung vun den Enseignanten a vun der Formation continue. D'Enseignanté musse systematesch d'Geleeenheet kréien, hir Methodekompetenz ze erweideren, fir enner Emstänn festgefuere Schinne kënnen ze verloossen an op ëmmer erëm nei Situatiounen am Unterrecht kënnen anzugeen.

Dozou wollt ech och eng Motioun ofginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats des différentes études sur les performances des élèves de l'école luxembourgeoise, comme l'étude PISA, publiée en décembre 2001, ou le rapport «Education et formation 2010» de l'Union européenne, publié en mars 2004;

- considérant que l'école et les méthodes doivent constamment être adaptées aux besoins d'une société en évolution;

- considérant qu'à cette fin une évaluation continue de la qualité de l'école et de l'enseignement est nécessaire;

- considérant que les travaux d'évaluation faits par le ministère de l'Éducation nationale doivent être complétés par une évaluation externe;

invite le Gouvernement à

- mettre en place un Observatoire de l'école luxembourgeoise dans le cadre de la faculté pédagogique de l'Université de Luxembourg;

- donner à cet observatoire la mission et les moyens personnels et financiers d'évaluer d'une manière continue la qualité de l'enseignement dans les différentes écoles et lycées au Luxembourg ainsi que d'élaborer des mesures d'amélioration.

(s.) Dagmar Reuter-Angelsberg, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Och hei mussen d'Strukture geschafe ginn, déi dës Formation continue ouni weider onnéideg Belaschtung vun den Enseignanté méiglech maachen. Zu deenen neien Usätz, déi mir Gréng net erfondt hunn an déi och vu ville Pedagoger selwer verlaangt an och zum Deel schon duerchgezu ginn, gehéiert déi konsequent Aféierung vun der Teamaarbecht, déi engersäits den Enseignant a schwierige Beräicher net méi eleng stoe léisst an déi anerersäits et erlaabt, den Elève méi ganzheetlech ze betreien.

Gréng Bildungspolitik bedeit eng eescht Kultur vum Dialog a vun der gemeinsamer Verantwortung an der Schoul, an dat amplaz vu Reoursprozeduren. Eltere gi wuel virun hir Verantwortung gestallt, awer och an d'Schoulliewe matagebonnen an hu Matsproocherecht bei der schoulescher Orientéierung vun hire Kanner. Grad hei wier immens produktiv, wann all Sait géif d'Dialektik vun dësem Matsproocherecht akzeptéieren, dat heescht datt Eltere wéi och Proffen e Recht an eng Pflicht hu fir matze-

schwätzen, dass anerersäits awer och muss kloer sinn, wou Elteren oder Geriichter net kënnen erschwätzen.

Et ass immens wichteg, dass begraff gëtt, wéi schwéier de Beruff vum Enseignant ginn ass, an dass de Rôle vum Enseignant erëm déi allgemeng Unerkennung kritt, déi e verdéngt. Zu deem neie Rôle gehéiert och, dass d'Léierpersonal méi Fräiraum kritt fir den Unterrecht ze gestalten an e gréissert Matsproocherecht kritt beim Opstelle vun de Schoulprogrammer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass keen Zoufall, wann an deene Länner an an deenen d'Schoulen, déi an der PISA-Etüd excellent Resultater opweisen, wéi zum Beispill an der Helene-Lange-Schule zu Wiesbaden, all déi Leit, déi an enger Schoul zesummekommen, eben dës Schoul als hir Schoul emfannen, zu där si eng enk Bezéiung hunn an déi si als Deel vun hirem Liewe gesinn.

Usätz dozou si sécher och hei bei eis ze fannen. Et gëtt där och hei am Land an et sinn der net weineg, déi an deem Sënn schaffen, mä déi Usätz ginn net ëmmer gefördert. Dozou gehéiert, dass e Strukturschaaft, duerch déi Eléven eben och iwwer déi normal Unterrechtszäiten ewech kënnen an der Schoul bleiwen oder an d'Schoul kommen. D'Wichtigkeet vun de périscolairen Aktivitéite muss méi wéi jee unerkannt ginn. Eng Schoul, an där nëmme geléiert gëtt, ass eng aarm Schoul. Dozou gehéiert also och, dass an eiser Schoul kulturell Wäerter vermittelt ginn. Am Moment ginn do net déi richteg Schwéierpunkte gesat. D'Reduzéierung vu Museks- a Konschunterrecht huet do sécher ee ganz falscht Zeeche gesat.

Zesummeffaassend wëll ech lech soen, dass mir Gréng wuel eng Autonomie entscheidend begréissen, dass dës Autonomie de Stat awer net aus senger Verantwortung därer entloossen, an dëst am Interesse vun der öffentlecher Schoul. Vill vun deenen noutwennege Mesuren, enner anerem wat den Equipement vun eise Schoule verlaangt, kënnen net genuch betount ginn.

Iwwer dës Projet de loi bleift ze soen, dass hien eis op dem schwéiere Wee vun eise Schoulweise kaum weider hëllef, vill ze vill oft eben déi falsch Zeeche setzt. Duerfir kënnen déi Gréng en net stëmmen. Ech soen awer der Madame Rapportrice merci fir hiren ausféierleche Bericht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo d'Madame Erziehungsminister Anne Brasseur.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géng gär, éier ech zu dëser Debatt Stellung huelen, e Rapport op Arem Büro déposéieren, wou ech lech géng bidden dee virun ze ginn un d'Membere vun der Commission de l'Éducation nationale. Mir haten am November 2000 hei eng Debatt iwwer d'Schoul vun der Intéegratioun. Do huet d'Chamber eng Motioun gestëmmt mat 24 Punkten. Am Ministère hunn ech gekuckt, dass déi Punkte géingen emgesat ginn, dass de Wënsch an de Suggestiounen an den Décisiounen vun der Chamber géng Rechnung gedroe ginn. En éischte Rapport hutt Der de 14. Dezember 2001 kritt, en zweete Rapport den 2. Abrëll 2002. Dëst ass den drëtten Rapport iwwer déi Intéegratioun an der Schoul an ech wollt lech soen, dass déi 24 Punkten, déi an der Motioun waren, emgesat gi sinn oder amgang sinn emgesat ze ginn.

Da wollt ech, Här President, en zweete Pabeier hei déposéieren, an zwar en Avant-projet de loi iwwer d'Formation professionnelle, d'Beruffsausbildung, déi jo enorm wichteg ass, wou d'Regierung vrun annerhalfe Woch en Avant-projet de loi ugeholl huet, deen ech och schon der Tripartite „Formation professionnelle“ konnt virstellen. Et ass also en Avant-projet de loi, deen elo soll esouwäit wéi méiglech diskutéiert gi vun alle concernéierte Milieuen, an ech géng lech och bidden deesen Text iwwer den Apprentissage an d'Formation professionnelle un d'Chamberkommissioun weider ze reechen.

(Mme le Ministre Anne Brasseur dépose un rapport au sujet de l'intégration scolaire et un avant-projet de loi concernant la formation professionnelle.)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, dee mer hei diskutéieren, ass d'Resultat vun enger ganzer Rei vu Consultatiounen a vu Concertatiounen mat ganz ville Schoulpartner. Ech wëll deenen, déi zu där Diskussioun bäigedroen hunn, och wann d'Meenungen ausernaner gaange sinn, e grouse Merci soen. Fir d'éischt wëll ech den Deputéierte merci soen, déi a sechs Sitzungen dës Projet analyséiert hunn, déi a sechs Sitzungen dës Projet amendéiert hunn an ech wëll allen Deputéierte e grouse Merci soen, an och der LSAP fir déi schréfflech Amendementer, déi se erabruucht hunn, wou Verschiddener konnt ugeholl ginn, anerer awer net. Mäi Merci geet un d'Présidentin vun der Kommissioun, d'Madame Agny Durdu, déi och de Rapport gemaach huet an déi wierklech probéiert huet a ganz ville Sitzungen, dat do am Detail mat der Kommissioun ze analyséieren.

De Conseil d'État huet a sengem fondéierten Avis eng ganz Rei vu Virschléi gemaach. Virschléi, déi och vun der Kommissioun zum Deel ugeholl si ginn. Am Fong hunn am Text ganz vill Virschléi vum Conseil d'État hiren Nidderschlag fonnt.

Am Ministère sinn d'Diskussiounen iwwer dës Text schon 2001 ugaange mat engem Groupe d'accompagnement. An dësem Groupe d'accompagnement woren d'Enseignanten, d'Direkteren, d'Elteren an d'Schüler vertrueden, an déi kruten en éischten Text den 30. September 2001 virgeluecht. Dës Grupp huet net manner wéi 6-mol siégéiert.

De Conseil supérieur de l'Éducation ass mam Text befaasst ginn. De Collège des Directeurs krut den Text ennerbreet, genee wéi d'Syndikater, d'Elteren an d'Schüler. Ech selwer hat eng Rei Entrevuë mat de Schoulpartner.

Opgrond dovun sinn erëm eng Rei Annerunge virgeholl ginn an d'Konferenze vun de Schüler si consultéiert ginn, genee wéi d'Konferenze vun de Schoule selwer an och aner Ministären. All déi Concertatiounen a Consultatiounen hunn dozou gefouert, dass en definitiven Text de 6. Dezember 2002 vum Regierungsrat ugeholl ginn ass. En Text, deen ech hei an engem groussen Débat, dee mer haten iwwer d'Schoul, den 29. Januar 2003 konnt déposéieren.

Bei deene verschiddene Punkte wor trotz alle Beméiungen - mir hate jo vill Concertatiounen - net ëmmer eng Eenegung ze fannen, an an deem Fall ass et dann um Minister ze tranchéieren an eng Suggestioun ze maache fir d'Texter un d'Kommissioun. D'Majoritéit vun der Kommissioun huet esou eng ganz Partie vun de Virschléi ugeholl.

Et ass besonnesch de Punkt vun der Representativitéit, deen diskutéiert ginn ass, dee kritiséiert ginn ass, souwuel vun den Eltere wéi och vun den Enseignanten an den Enseignantsgewerkschaften. D'Federatioun vun den Elteren ass der Meenung, dass am Conseil d'éducation - dat heescht, an all Schoul

kënn e Conseil - missten all d'Partner, d'Paritéite vertruede sinn. Där Meenung sinn ech och an et ass jo och zréckbehale ginn am Text.

Den Text gesäit nämlech vir, dass an dem Conseil d'éducation d'Schoul mat véier Verrieder, Enseignanté vertrueden ass, an dass d'Elteren an d'Schüler och véier Verrieder hunn. Et huet een also engersäits d'Schoul mat véier Verrieder an anerersäits d'Utilisateuren, wann een dat kënn esou nennen, mat véier Verrieder. Allerdéngs gëtt et d'Federatioun vun den Elteren déi gären hätt, dass et en Drëttel wier, dat heescht dass d'Schüler an d'Elteren zwee Drëttel vun der Representativitéit hätten an dann d'Enseignanten een Drëttel.

Ech muss lech soen, dass d'Enseignanten net kënnen domat d'accord sinn, an ech och net kann domat d'accord sinn, well ech mengen, dass d'Paritéit awer hiergestallt ass téschent engersäits den Usageré vun der Schoul an anerersäits der Institution Schoul selwer.

Et huet een also missen, vu dass et hei contradictoire wor, tranchéieren, an ech hu gemengt et misst een et bei deem urspringlechen Text loosse.

En aneren Diskussiounspunkt vun den Elteren an der Petitioun, déi mer soumettéiert kruten, wor deen iwwer d'Evaluatioun vun de Schüler. Ech muss lech soen, dass ass jo an dësem Gesetzestext iwwerhaupt net beréiert an huet och mat dësem Projet de loi näischt ze dinn, sou dass ech op dee Punkt och net hei wëll gien.

D'Elteren, déi hätten och gär gehat, dass fir all Schouklass Elterendelegéierte géinge gewielt ginn. Ech opposéiere mech net där Iddi, wann d'Schoul da mengt si soll dat maachen, an dat soll ee jo am Kader vun der Schoulautonomie, vun der Charte scolaire maachen. Wann eng Schoul mengt d'Elterevertrieder sollen um Niveau vun der Klass gewielt ginn, kënnen se dat maachen. Ech sinn awer net der Meenung, dass de Gesetzgeber soll virschreiwen, wéi se sech sollen organiséieren.

Eng weider Fuerderung vun der Federatioun vun den Eltere wor materieller Natur, dass se Ennerstëtzung kréische raimlech, mat Maschinnen, mat Equipementer, fir dass se kënnen an de Schoule schaffen. Ech sinn der Meenung, dass all Schoul dat op där Plaz soll mat de Schoulpartner regelen a menger Meenung no ass do och eng Léisung ze fannen. Et ass net um Législateur mengen ech fir an den Detail ze goen, dass een e Büro op enger bestëmmter Plaz kritt.

D'Federatioun vun den Elteren, wëll ech lech soen, gëtt och scho säit Jore staatlechersäits ennerstëzt, engersäits duerch e Loyer dee bezuelt gëtt fir se fir Büren hei an der Stad, an anerersäits duerch d'Subventioun fir eng hallefdaags administrativ Kraaft.

D'Gewerkschaften vun den Enseignanten hätten och gär d'materiell Bedingungen am Gesetz festgehalte gehat. Woubäi ech einfach der Meenung sinn, dass dat net an de Gesetzestext gehéiert.

Aner Punkten, déi vun de Gewerkschaften haaptsächlech ennerstrach gi sinn, ass dee vun der Kompetenzerweiderung vum Conseil d'éducation, an e ganz groussen Deel vun deene Punkten, déi se am Virfeld, éier mer den Text déposéiert hunn, opgeworf hunn, sinn och am Text zréckbehale ginn.

D'Hauptoppositioun vun de Gewerkschaften kënn duerch d'Positioun vum Direkter. D'Gewerkschaften sinn der Meenung, dass d'Positioun vum Direkter ze staark ass. Ech muss lech soen, dass ech frou sinn, dass d'Majoritéit an der Kommissioun mengt d'Propositioun suivéiert huet an dem Direkter och déi Kompetenzen an déi Méiglechkeete gëtt fir seng Responsabilitéit ze erfëllen.

Ech sinn nämlech net der Meenung, wéi d'Madame Delvaux, dass een eng Compétence collégiale an eng Direction collégiale soll hunn, mä den Direkter muss wierklech d'Responsabilitéit hunn an e muss och d'Moyenë kréie fir déi Responsabilitéit kënnen auszufüllen. En Direkter muss selbstverständlich vu sengem Schoulgebai ënnerstëtzt ginn, mä wann een e Collège des Compétences mécht, dann huet een eng Dilution vun de Kompetenzen an da kann en dee Rôle net méi esou erfëllen, wéi eng Schoul, a mengen Aen, misst organiséiert ginn. Dat ass also eng politesch Décisioun, déi hei geholl gëtt, an ech si ganz kloer fir hierarchesch Kompetenzen, déi esou opgebaut sinn, wéi mer dat am Text zrëckgehalen hunn.

Am ursprénglechen Text war ee Punkt dran, wou den Direkter, wann am Conseil d'éducation d'Partner sech net eens waren, en Droit de veto hat, fir ebe verschidden Décisionen net einfach ze blockéieren. Deen Droit de veto ass awer erausgeholl ginn an do sinn ech och der Meenung, dat wat ze wäit gaangen. Dunn hu mer festgehalen, dass den Direkter muss probéiere fir d'Leit op een Nenner ze bréngen a wann en dat net fäerdeg bréngt, dann ass et de Minister, deen d'Responsabilitéit do muss huelen. Ech muss lech soen, dass de Conseil d'État och déi Positioun vum Text ënnerstëtzt an deelt an e seet, domat wieren d'Rechter vun deene verschiddene Partner gewahrt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der Diskussioun iwwert d'Representativitéit ass am Fong de But vun deem Gesetz an den Hannergrond geroden. Et geet nämlech hei drëm eng Struktur an e Kader fir ons Lycéeën ze schaffen, déi hinnen et erméigleche sech als Schoul esou ze entwëckelen, dass se déi méi spezifesch Besoinen an Aspiratioune vun de Schüler kënnen a Considération zéien an deene Besoinen an Aspiratioune och kënnen gerecht ginn.

Bis elo gouf et eng Rei vu Praktiken, vu Reglementer a vun Dispositionen, mä déi stoungen net kohärent an engem Text zesummen. De But vun deem Projet de loi ass et, all déi Texter kohärent an e Ganzt ze maachen, fir dass mer elo e Projet de loi, en Text aus engem Goss hunn, wou de Fonctionnement vun de Lycéeën virgesinn ass. A verschidde Schoule gouf et verschidde Praktiken, et ass gesot ginn: Elo gëtt et näischt neies. Mä mir hate keng Base légal fir dat ze maachen an et ass awer wichteg, dass een eng Base légal kriit. Wat hei zum Beispill och eng Neierung ass, de Comité des Professeurs an de Comité des Parents kréien elo eng Base légal. Si hu wuel virdu bestanen, mä mir hate keng gesetzlech Basis.

Ech wëll hei net op all Punkten agoen, déi si vun deene verschiddene Riedner belicht ginn, virun allem och vun der Madame Durdu als Rapporteur. Ech wëll just e puer Punkten nach eng Kéier ënnersträichen. Dat éischt ass dee vun der Autonomie. Et schéngt mir enorm wichteg ze sinn, dass mer eng Base légal schafen, dass d'Schoule kënnen autonom Projets pédagogiques entwëckelen an dass mer heifer an deem Gesetz de Kader schafen, deen engersäits net ze rigide däerf sinn, well et muss een engem e Spillraum loosse, op där anerer Säit muss mer awer garantéieren, dass de Schoulprogramm agehale gëtt an net dass et op eemol ausufert, well dat wier net am Intérêt vun de Kanner.

Et ass also wichteg, dass mer hei d'Méiglechkeet fir méi pedagogesch Autonomie schafen, an déi ass schon am Versuch a verschidde Schoulen duerchgefëiert ginn. Zum Beispill ass an enger Schoul festgestallt ginn, dass d'Schüler wierklech de Besoin hätte fir méi franséisch ze maachen,

an dunn hu se aner Fächer anesch organiséiert an doduerch och méi franséisch de Kanner enseignéiert. Anerer pochen zum Beispill op d'Sciencen.

Nieft där pedagogesch Autonomie gëtt et och d'Autonomie finanziéiert, an do hunn d'Schoulen eng enorm Responsabilitéit. Wa se déi Autonomie financière wëllen, dann ass et net nëmme eng Opération comptable, déi se muss maachen, mä an där Autonomie financière hu se eng gewëssen Enveloppe a mat där muss se hir Schoul géieren. Mir hunn zwee Lycéeën an deene mer dat ausprobéiert hunn, sou dass mer Erfahrungswäerter hunn, wat déi Enveloppe da muss sinn. An esou kann dann zum Beispill eng Schoul, wa se eng Enveloppe huet a si spuert Energiekäschten, well se dorop oppasst, da falen déi Suen d'nächst Joer net an d'Économie - an ech fannen dat ekologesch an och pedagogesch sënnavoll -, déi Sue këne se da fir pedagogesch Projeten huelen. An ech fannen dat e gudden Usaz, esou dass een d'Autonomie financière wierklech och kann notze fir an d'Pädagogie afléissen ze loosse. Allerdéngs bréngt dee Volet vun der Autonomie vill méi Flexibilitéit, mä op där anerer Säit fuerdert en awer och vill méi Responsabilitéit vun alle Schoulpartner.

Den zweeten Aspekt, dee wichteg ass, dat ass dee vun der Charte scolaire. All Schoul muss sech eng Charte scolaire ginn. Eng Charte scolaire, déi vun de Partner ze elaboréieren ass an där Charte scolaire ginn d'Droits an d'Devoirs vun de verschiddene Schoulpartner definéiert, mä et kann awer och doriwwer eraus de Profil vun der Schoul definéiert ginn an et kann doriwwer eraus eng Charte geholl ginn, firwat si sech als Schoul besonnesch asetzen. Et ass der Schoul iwwerlooss, wéi si déi - Charte scolaire mat alle Schoulpartner wëllen aushandelen. An all Schüler, deen an déi Schoul kënnt, kriit déi Charte scolaire, wann en dann an der Schoul ageschriwwen ass, iwwermëttelt a muss sech och engagéieren, déi Charte scolaire ze respektéieren.

En drëtten Aspekt, deen duerch d'Gesetz geregelt gëtt, ass, dass an all Lycée Spezialklasse kënnen geschaf ginn. Dat si Sportsklassen, wéi se beispillsweis elo am Lycée Aline Mayrisch funktionéieren, et kënnen awer och Klasse si fir Museker oder et kënnen och Klasse si fir Intégratioun vu Kanner à besoins spécifiques.

D'Madame Delvaux hat virdu gesot, do géif näischt an deem Projet stoen. Et ass festgehalen, dass Klasse beispillsweis kënnen dofir geschaf ginn, an d'Madame Durdu huet dat och virdrun an hirem Exposé gesot, genee wéi Klasse kënnen geschaf gi fir Kanner, déi extra douéiert sinn. An da kënnen och Classes à régime linguistique geschaf ginn, an hei gëtt d'Base légal elo kreéiert, dass Classes à régime linguistique kënnen kommen, well mir hunn déi Sprochevielfalt an am Secondaire technique ass et jo esou, dass d'Sprooch en Atout soll si fir en Diplôm ze errechen, mä net eng Barrière, an dofir hu mer eng ganz Partie Formatioune, Klasse mat Régime linguistique spécifique.

An, Här President, mir hunn eng ganz einfach Publikatioun gemaach, fir och d'Elteren an d'Schüler ze informéieren. Ech géing och esou eng Publikatioun hei zur Informatioun hannerleeën.

De véierte Punkt, deen ass vu villen ugeschnidde ginn, dat ass d'Évaluatioun vun der Schoul selwer. Bis elo hu mer vun der Evaluatioun vun de Schüler geschwat, mä d'Évaluatioun vun der Schoul, vun den Enseignement, vun der Qualitéit vun der Schoul ass eppes, wat mir net an onsem Gebrauch bis elo hunn. Or, wa mer soen Autonomie, wa mer soe vill Projete sollen dévelloppéiert ginn, da mussen déi och évaluéiert ginn, fir dass een och

d'Qualitätsstandarde kann halen. Well wat mer zu Lëtzebuerg musse hunn, ass, dass mir eng Schoul musse hunn, déi gutt funktionéiert, mä och eng Schoul, déi ganz héich Qualitätsstandarde huet, an dofir brauche mer eng Evaluatioun. Eng Evaluatioun déi intern ass an eng Evaluatioun déi extern ass.

Wat déi Diskussioun ubelaangt, déi hei geféiert ginn ass, ob déi public ginn oder net, do muss ech soen, dass selbstverständlich d'Resultater net däerfen am Tirang verschwannen, wéi dat hei suggéiert ginn ass. Wat ech wëll évitéieren, dat ass, dass mer op eemol e Ranking vu Schoule kréischen, well do Saache matenee verglach ginn, déi awer net matenee ze vergläiche sinn, an dass dann do an deem Ranking Schoule géinge penaliséiert ginn. Dat wier ongesond an et ass dat wat ech wëll évitéieren. Ech wëll awer op jidde Fall, dass déi Evaluatioun esou gemaach gëtt, dass och déi richteg Konklusione kënnen draus gezu ginn, well soss nützt d'Evaluatioun näischt. Dat ka jo net de l'art pour l'art sinn.

Dann de fënnefte Punkt, deen ech wollt ervirsträichen, dat ass dee vun der Prise en charge vun de Schüler. Fréier war d'Schoul e Lieu d'enseignement, haut ass et méi wéi e Lieu de formation et d'enseignement, haut ass et e Lieu de vie, an dofir brauch een en Encadrement vun de Schüler. Si mussen orientéiert ginn, si mussen psychologesch assistéiert kënnen ginn an et muss och en Appui scolaire kënnen organiséiert ginn, an d'Surveillance gehéiert och dozou. Ech hu vun Ufank u gesot, mir brauchen eng Schoul, wou sech em den eenzelne Schüler gekëmmert gëtt, an et ass dat wat ech gären hätt an et ass dat och wat hei an deem Projet zum Ausdrock kënnt.

Dann d'Structure vun der Participatioun. De Conseil de classe gëtt hei festgehalen, deen et awer scho gouf. Wat nei ass, ass e Conseil de discipline, well bis elo huet de Conseil de classe dat gemaach an et ass schlecht, wann ee „juge et partie à la fois“ ass. Nei ass och d'Conférence du Lycée, wou all Acteuren, déi am Lycée professionnell schaffen, an där Konferenz bedeelegt sinn. Dat ass esouwuel de Bibliothécaire wéi och den Enseignant. Dat ass also nei. Et sinn och vill Schoulen, déi dat schon esou praktikéieren, mä ech fannen, jiddereen, dee sech an der Schoul em d'Schoul këmmert, em d'Kanner këmmert, soll och an där Conférence du Lycée vertruete sinn.

An da kënnt de Conseil d'éducation dobäi, dee wierklech elo eng nei Ausrichtung an eng nei Verantwortung kriit. E Conseil d'éducation, wou paritétesch Vertrieeder dra sinn. Dat hunn ech uganks gesot. Engersäits d'Enseignant mat véier Vertrieeder an anerersäits d'Elteren an d'Schüler mat jeeweils zwee Vertrieeder, esou dass do den Equilibre hiergestallt ass. Dee Conseil d'éducation huet am Fong d'Fonction, wann ee wëllt vergläiche mat engem Conseil d'administration vun enger Entreprise, fir d'Politik vum Haus mat ze bestëmmen, mat ze definéieren. Si mussen hiren Accord gi fir autonom pedagogesch Projeten. Si mussen d'Charte scolaire akzeptéieren, well do si jo d'Partenaires scolaires. Si mussen de Budget aviséieren. Si aviséieren och d'Rapporten iwwert d'Evaluatioun, an do si jo d'Elteren och derbäi. Et ass also net, dass d'Elteren do géingen ausgeschloss ginn. Si mussen och beispillsweis hiren Accord iwwert d'Horaire ginn, wou all Partner mussen matagebonne ginn.

Iwwert d'Missioun vum Direkter hunn ech am Ufank geschwat, wou ech wierklech der Meenung sinn,

datt den Direkter enorm wichteg Missiounen huet, wou déi wichtegst déi ass, dass en de pedagogesch Contrôle vun der Schoul muss maachen an dat en och d'Inspektioun muss kënnen maachen, dass d'Programme agehale ginn. Ech wier frou, wann dat net misst sinn, mä mir wëssen awer, dass d'Realitéit esou ass, dass et leider noutwendeg ass, an et muss een dem Direkter och d'Méiglechkeet ginn des Missiounen all ze erfëllen.

Dann nach ee Wuert zu de Services de psychologie et d'orientation scolaire fir d'Schoul méi mat agebonnen. Schoulbibliothéike ginn elo emol iwwerhaapt kreéiert. Déi hate bis elo nach keng Base légal. Et goufen zwar Bibliothécairen, mä et schéngt mer och wichteg ze sinn.

D'Restauration scolaire gëtt an all Gebai virgesinn an en Internat kann och kreéiert ginn, an do sinn ech der Madame Durdu hirer Meenung, dass mer där nach net genuch hunn. Öffentlech Internater, och wa gëschter zu Dikrech de Bauprojet vun engem vun der Bauteverwaltung virgestallt ginn ass. Dat erméiglecht ons dann eng Prise en charge ze huelen, déi méi komplett ass.

Iwwregens, et gi scho Schoulen, déi eng Offre scolaire bis véier Auer hunn. Dat ass beispillsweis de Mamer Lycée, mä nëmme 10% vun de Schüler maachen dovu Gebrauch.

An dann d'Inscription prioritaire, Här President. Déi ass virgesinn am Plan sectoriel an am Kader vum Aménagement du territoire muss dat esou sinn. Dat gëtt eng Garantie, dass ee sech kann aschreiw an dee Lycée, wou een am noosten derbäi wunnt. Dat heescht awer net, dass een net däerf an en anere Lycée goen. De Choix besteet awer nach, esou laang Plaz an engem anere Lycée ass. Dofir, fir et nach eng Kéier ze verdäitlechen: Et wier jo wierklech onsënneg wann een, deen um Lampertsbiereg wunnt, um Lampertsbiereg keng Plaz an engem Schoul géing fannen, op Bouneweg an d'Schoul géing ginn, well ee vun Diddeleng um Lampertsbiereg ageschriwwen ass. Et muss een einfach kucken, dass d'Kanner fir d'éischt emol do ënner Daach komme wou se wunnen, a wann dann nach Plaz ass, dann ass fir déi aner d'Méiglechkeet dohinner ze goen.

Dat sinn déi Punkten, Här President, déi ech wollt relevéieren. Ech wëll lech soen, dass mer dräi Amendementer krute vum ADR, wou ech d'Kommissioun bidden déi net unzuhuelen.

Da krute mer nach zwou Motiounen vun deene Gréngen iwwerrecht, iwwert den Appui scolaire, dass Lignes budgétaires missten do sinn. Selbstverständlich muss mer dat ënnerstëtzen, dass de Stage pédagogique misst reforméiert ginn, dass se solle méi op pedagogesch Inhalter gemaach ginn. Ech muss soen, dass ass eppes wat meng Appréciatioun och huet. Ech fannen, dass den theoretischen Iwwerbau, deen op deem Stage ass, eng Zoumudung fir d'Stagiaires an an näischt bréngt. Mä ech mengen awer, dass et och näischt bréngt, dass mer à ce stade déi hei Motioun unhuelen, esou dass ech géing der Chamber proposéieren déi ze verwerfen, genee esou wéi déi zweet Motioun, d'Mise en place vun engem Observatoire vun der École luxembourgeoise. Ech hunn en Observatoire kreéiert, mä ouni formell dat ze maachen, iwwert d'Qualité des enseignements am Ministère, an hei gi Personalmoyenë virgesinn. Ech mengen, mir hu Moyenë fir dat do auszufüllen, esou dass ech lech géing proposéieren, Här President, dass d'Chamber déi Motiounen net esou unhält.

Dann zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech all Deputéierte merci soen, dass dese Projet haut hei konnt debattéiert

ginn. Et ass nämlech enorm wichteg, dass en elo nach gestëmmt gëtt, well d'Schoul fonctionnéiert nun eemol esou, dass all déi Dispositionen, déi mer huelen, bei der Rentrée applicabel ginn. Wann et net méiglech gewiescht wier elo nach dese Projet ze stëmmen, da kënnen d'Schoulen net mat deem Text den nächsten Hierscht ufänken. An ech muss lech soen, dass eng ganz Partie Schoulen op dem Text effektiv waarden, esou dass dat enorm wichteg ass.

Dese Projet setzt virus, dass all Schoulpartner seng Responsabilitéit muss kréien. E muss déi Responsabilitéit och huelen a mat där Responsabilitéit muss en dozou bäidroen, dass seng Schoul am beschten Intérêt vun der Formation an der Education, am wäiteste Sënn vum Wuert, vun de Kanner an de jonke Leit bäidréit. Dat setzt natierlech virus, dass ee Vertrauen huet an all Schoulpartner. An ech muss lech soen, Här President, ech hunn dat Vertrauen.

Ech soen lech villmools merci.

M. le Président. - D'Diskussion ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5092.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 10 si gelies an ugeholl.

Den Artikel ass gelies.

Amendement 1

Zum Artikel 11 hu mer en Amendement virleie vum Här Jean Colombero. Deen Amendement ass virgedroe ginn. Dir hutt e schréfflech virun lech leien, esou dass mer direkt kënnen driwwer ofstëmmen. Mir stëmmen of iwwert de virleien Amendement vum Här Colombero.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement ass verworf mat 40 Neen-, 6 Jo-Stëmmen an 1 Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero (par M. Jean-Pierre Koepf), Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Lucien Clement (par M. Nicolas Strotz), Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferry Nicklaus-Faber, M. Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par Mme Simone Beissel) et John Schummer (par Mme Maggy Nagel);

Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Jean-Pierre Klein), Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Den Artikel 11 ass also ugeholl an där Form, wéi e vun der Kommissioun virgeschlo gouf.

D'Artikelen 12 bis 27 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 28 ass gelies.

Amendement 2

Beim Artikel 28 hu mer dann erëm en Amendement vum Här Colom-

bera virleien, deen och verdeelt ginn ass. En ass erkläert ginn, esou dass ech mengen, dass mer direkt kënnen iwwert deen Amendement 2 vum Här Colombera ofstëmmen.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 2 ass verworf mat 41 Nee-, 7 Jo-Stëmmen an 1 Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Lucien Clement (par M. Nicolas Strotz), Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, M. Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps) et John Schummer (par Mme Maggy Nagel);

M. Jean Asselborn (par M. Jeannot Krecké), Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Jean-Pierre Klein) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Amendement 3

Den Här Colombera huet zum Artikel 28 nach en drëtten Amendement abruucht, deen lech och virläit, deen och explizéiert ginn ass. Da géinge mer dann elo iwwert deen Amendement 3 ofstëmmen.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

Den Amendement 3 ass verworf mat 41 Nee-, 7 Jo-Stëmmen an 1 Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Lucien Clement (par M. Nicolas Strotz), Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nelly Stein), Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Maggy Nagel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger et John Schummer (par Mme Simone Beissel);

Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Jean-Pierre Klein), Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Domat ass den Artikel 28 ugeholl an där Form wéi e vun der Kommissioun virgeschloen ginn ass.

D'Artikelen 29 bis 46 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wär d'Lection ofgeschloss a mir kéimen zum Vote vum Projet de loi 5092.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 31 Jo-, 16 Nee-Stëmmen a 7 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement (par M. Nicolas Strotz), Mme Marie-Josée Frank (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Paul Helminger), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps) et John Schummer (par Mme Maggy Nagel).

Ont voté non: MM. Jean Asselborn (par M. Jeannot Krecké), Alex Bodry (par Mme Lydie Err), Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par Mme Lydia Mutsch) et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener; M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jean-Pierre Koepp), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

An da kéime mer elo zum nächsten an zum leschte Projet...

(Interruptions diverses)

Ah, d'Motiounen nach, jo.

Motion 1

Dir hutt zwou Motioune virleien. Dir hutt se och explizéiert kritt, esou dass ech mengen, dass mer direkt kënnen ofstëmmen.

■ Une voix.- Par main levée.

■ M. le Président.- Par main levée?

■ Une autre voix.- Oh neen, op kee Fall!

■ M. le Président.- Et géing méi séier goen.

■ Une voix.- Oh neen, neen, neen!

■ Une autre voix.- Et ass awer méi schéin.

■ M. le Président.- Et kéim awer op datselwecht eraus.

(Interruptions diverses et hilarité)

Mir stëmmen also of iwwert d'Motioun 1.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 1 ass verworf mat 30 Nee-, 21 Jo-Stëmmen an 1 Abstentiuon.

Ont voté oui: M. Alex Bodry (par M. Marc Zanussi), Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Jeannot Krecké), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch, MM. Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement (par M. Nicolas Strotz), Mme Marie-Josée Frank (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nelly Stein), Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, M. Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Jean-Paul Rippinger), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger et Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps);

M. Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydie Err).

S'est abstenu: M. Fernand Greisen (par M. Jean-Pierre Koepp).

Motion 2

An da stëmme mer of iwwert d'Motioun 2.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 2 ass verworf mat 30 Nee- géint 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Jean Asselborn (par M. Jeannot Krecké), Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch et M. Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener; M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), Marie-Josée Frank (par M. Nicolas Strotz), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nelly Stein), Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger et Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps).

Domadder wier also dee Punkt ofgeschloss a mir kéimen zum leschte

te Projet de loi vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5113 iwwert de Conseil économique et social. Et sinn ageschriwwen bis elo: déi Häre Bodry, Rippinger, Gibéryen an d'Madame Wagener. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Paul-Henri Meyers.

2. 5113 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil économique et social et portant modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

■ M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5113 huet als Objet, fir d'Gesetz vum 21. März 1966 iwwert de Conseil économique et social ofzeänneren. De Projet ass den 1. Abrëll 2003 an der Chamber deponéiert ginn. D'Avisé vum de Beruffschamberen hu mer kritt vu Mee bis November 2003, den Avis vum Conseil d'État de 16. März 2003.

Opgrond vu verschiddene Remarque vum Conseil d'État huet d'Kommissioun e puer Amendementen gemaach, an zwar de 26. März 2004, an deen zweeten Avis vum Conseil d'État ass de 27. Abrëll komm. Dee war positiv zu den Amendementen, déi d'Kommissioun gemaach hat.

Gläichzäiteg mat deem heite Projet hu mer allerdéngs och d'Proposition de loi 5036 examinéiert, déi hei an der Chamber déposéiert ginn ass vun den Deputéierten.

(Interruption)

Dach, Madame, mir hu se examinéiert, an zwar nëmmen deen Deel, dee sech mam Conseil économique et social befaasst hat, well de Rescht net an d'Kommissioun eragaangen ass. Dat war net vun der Kompetenz vun eiser Kommissioun.

Déi Proposition de loi ass hei déposéiert gi vun den Deputéierte Garcia a Gira. Si betrëfft d'Schafung vun engem Institut national du développement durable; an duerch d'Schafung vun deem Institut, dat gewëssen Aufgabe vum Conseil économique et social sollt iwwerhuelen, wärend d'Auteuren der Meinung, da géif de Conseil économique et social iwwerflësseg ginn an et kënn en deen ofschafen an d'Aufgabe vum Conseil économique et social dem Institut national de développement durable iwwerdroen.

Wéi mer déi Proposition de loi an deem dote Kapitel examinéiert hunn, hu mer allerdéngs festgestallt, dass déi Aufgaben, déi hei vum Conseil économique et social op dat Institut iwwerdroe solle ginn, een Deel vun den Aufgabe si vum Conseil économique et social, mä net alleguer seng Aufgaben, a besonnesch och net déi nei Missiounen, déi de Conseil économique et social duerch dat heite Gesetz sollt kréien. Dofir ware mer der Meinung, dass mer net an déi do Richtung géinge goen. Och d'Majoritéit vun der Kommissioun huet sech der Proposition ralliéiert, fir deen dote Virschlag net unzehuelen.

De Projet de loi, dee mer haut hei virleien hunn, gesäit vir, engersäits d'Missioun vum Conseil économique et social ofzeänneren, zweetens gesäit e vir, dass d'Kommissioun soll ofgeännert ginn, an drëtens de Statut vum Personal.

Fir d'éischt, wat d'Missioun vum Conseil économique et social ugeet, wëll ech hei rappeléieren, datt de Conseil économique et social ee konsultatiivt Organ ass vun

der Regierung, wat och op d'Demande vun der Regierung oder op Eegeninitiative sech fir déi ekonomesch, finanziell a sozial Problemer soll interesséieren, déi verschidde Secteure vun der Economie oder déi ganz Economie interesséieren. Zweetens soll en all Joer ee Rapport maachen iwwert d'Situatioun vum Land, wou dann och d'Situations économique, financière et sociale ze berücksichtegen sinn.

Déi Objektiv bleiwe voll a ganz bestoen, mä d'Missioun gi preziséiert a compléiert duoderch, dass de Conseil économique et social och ee Rôle vu Coordinateur an ee Rôle vu Concertatioun soll kréien um regionalen an europäeschen Niveau.

De Conseil d'État ass mat deem dote Rôle d'accord. Domat géif och den Dialogue social am Conseil économique et social weider gefördert ginn. De Conseil d'État huet allerdéngs rappeléiert, dass de Conseil économique et social net an der Procédure législative involvéiert ass, dass en also net gefrot brauch ze ginn, wann d'Projeten unhängeg sinn. Domat huet de Conseil d'État eigentlech nâischt Neies gesot. Dat ass elo schonn esou. Et hätt een eng aner Meinung kënnen hunn, wann ee deen alen Text gelies huet - dat ass awer net de Fall. Et war zwar gutt, dass de Conseil d'État et rappeléiert. Hie wollt deen Text, wou e gemengt huet, e wär zweideutig, ofgeschaaft hunn. Däer Meinung war d'Kommissioun allerdéngs net, sou datt deen alen Text bestoe bleift an déi nei Missioun komme bäi.

Zweete Punkt ass d'Zesummesetzung vum Conseil économique et social, déi opgebaut ass op der paritéitescher Verriedung vun de Sozialpartner a vu Regierungsvetrieder. An der jëtzege Zesummesetzung kënnen och véier Membere cooptéiert ginn; déi Méiglechkeet gëtt an deem heiten Text ofgeschaaft. Also, d'Membres cooptés falen ewech. Derniewent gëtt d'Zuel vun de Membere vum Conseil économique et social vu 35 op 39 eropgesat. Et kommen also véier nei Membere bäi. Véier nei Membere plus déi cooptéiert, déi net méi cooptéiert ginn, mä déi awer als Member bestoe bleiwen, ginn tëschent de Sozialpartner verdeelt, sou dass d'Zuel vun de Membere vun dem Groupe patronal vu 14 op 18 kann eropgoen an déi vum Groupe salarial och vu 14 op 18. Déi dräi Membere vun der Regierung bleiwe bestoen. Dat maachen zesummen 39 Membere. Och déi Proposition ass vun de Chambres professionnelles an och vum Conseil d'État ugeholl ginn.

Eng drëtt Ännerung betrëfft de Statut vum Personal. D'Personal vum Conseil économique et social hat bis elo de Statut vun den Employés publics, opgrond vum Gesetz vum 1972. Et gëtt hei proposéiert, souwuel vum Conseil économique et social selwer wéi och vun der Regierung, fir dem Personal de Statut vum Fonctionnaire ze ginn, well et eng öffentlech Verwaltung wär a well kee Statut besser géegent wär, der Situatioun vun dem Personal vum Conseil économique et social Rechnung ze droen. Och dat fénn den Accord vun deene verschiddenen Instanzen, déi gefrot si ginn.

Allerdéngs ass een Text dran, mat deem de Conseil d'État net d'accord war. Am Text stoung dran, dass de jëtzege Generalsekretär, deen agestallt ass als Employé, als Fonctionnaire genannt géif ginn. De Conseil d'État seet, dass opgrond vum Artikel 35 de Grand-Duc d'Fonctionnaire nennt, dass duoderch de Pouvoir vum Grand-Duc ageschränkt wär. De Conseil d'État hat een aneren Text proposéiert. D'Kommissioun war allerdéngs der Meinung, et géing duergoen, wann ee géif soen „peut être nommé“, an net „est nommé“; domat wären d'Pouvoir vum

Grand-Duc net ageschränkt. De Grand-Duc géif all Méiglechkeet behalen, fir säi Choix ze treffen, a mat där Propos ass dann och de Conseil d'État d'accord. Esou dass een elo ka feststellen, dass den Text, wéi d'Kommissioun e proposéiert, keng Schwierigkeete méi duerstellt. Ech géif der Chamber proposéieren, den Text esou ze stëmmen, wéi d'Kommissioun e proposéiert huet. Ech bréngen och heimat den Accord vun der CSV.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als Éischten huet d'Wuert den Här Jeannot Krecké.

Discussion générale

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, am Prinzip kënnen mer eisen Accord zu deenen Emännerunge ginn, woubäi ech awer well bemierken, dass dat do nëmme kleng Emännerunge sinn an ee sech d'Fro awer muss stellen, wa mer amgaange sinn am Kader vun der Nohaltegkeetsdebatt e gréissere Gremium ze schafen, dee sech domadder ofgëtt, ob et net besser wier, mir géingen dee besteende kompléitéieren, em dat Element, wat mer do wëllen era-bréngen, a mir géingen op enger Plaz déi Saachen debattéieren an net op x Plazen. Dofir, menger Meinung no, muss dat doten nach eng Kéier hannerfrot ginn. Mä fir de Moment kënnen mer eis d'accord erkläre mat deenen Emännerungen, sou wéi se elo proposéiert sinn.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Minireform vum Conseil économique et social rässt eis net vum Hocker. Et hätt ee kënnen profitéiere vun der Geleeënheet, fir eng méi profund Reform ze maachen. Ceci étant dit soen ech dem Här Meyers villmools merci, dass en eis déi Explikatioun ginn huet. Deenen ass näischt bäizéifügen an énnert deene Reserve kënnen mir dann deen Text och stëmmen. Et war allerdäns gutt, dass d'Kommissioun nach iergend esou eng kleng Incongruitéit am Text gesinn huet an déi du geännert huet. Sou datt ee gesäit, datt d'Chamber awer hir Aarbecht mécht.

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Här Meyers merci soe fir säi Rapport, deen e gemaach huet. Ech menge mir hunn deen Text hei an der Kommissioun duerchgeholl. Et war vu kenger Säit aus e Problem. Hei féiere mer eng Paritéit kloer an tëschent de Verrieder vum Patronat a vum Salarat, an ech mengen dee Projet hei féint och duerfir eis Zoustëmmung.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Renée Wagener.

Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG).- Här President, mir hu gëschter schon am Kader vum Développement durable e bëssen iwwert déi Aspekter hei geschwat. Mäi Kollege Camille Gira huet do och déi Proposition de loi, déi hie sengerzäit mam Här Garcia zesumme gemaach hat, virgestallt iwwert den Institut national de développement durable an och drop higewisen, dass déi Aspekter eigentlech all zesumme gehéieren.

Dofir fanne mir et émsou méi bedauerlech, datt dat net konnt eng global Debatt sinn. Dass et eben och um Niveau vum Projet de loi schon net méiglech wor, fir méi an d'Richtung vun enger déifgräifender Reform vum Conseil économique et social ze goen. Ech hat och an der Kommissioun proposéiert, wéinstens eng Commission jointe mat der Émweltkommissioun

ze maachen. Och dat ass awer net zréckbehale ginn. Dat alles bedauere mir als Gréng.

Dat hei ass eng Reförmchen allerhéchstens, keng wierklech Reform mat deenen inhaltlechen Aspekter. Domat kann een averstane sinn, mä et ass awer trotzdem en enttäuschende Beitrag a mir wënschen eis, datt do nach méi nokënn.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*.- Merci, Här President. Elo kann ee soen et ass eng Reförmchen. Et muss een awer kucke wat drasteet, an ech soen dat elo net nëmmen als Parlamentsminister, mä awer och als Aarbechtsminister.

Et ass eppes Wesentlech heider dran, nämlech d'Koordinatioun vum Sozialdialog. Dat ass och fir d'Zukunft vun eiser Wirtschaft erhieflech, fir dass mer dee Sozialdialog, dee mer iwwerall hunn, koordinéiert kréien.

Mir hunn e risege Sozialdialog an Europa. Wann d'nächst Joer Lëtzebuerg d'Présidence kritt, wäert dat ee vun de Punkte ginn am Kader vum Lissabonprozess. Mir stellen elo scho fest, dass deen europäesche Sozialdialog net ëmmer verzahnt ass mat deem nationale Sozialdialog.

An dann hu mer Sozialdialog an der Groussregioun an hei an do, an dofir, wa mer elo d'nächst Woch, den nächsten Dënschen am Prinzip, hei d'Kollektivvertragsreform stëmmen, wou mer och erëm

eppes Neies aféieren am Sozialdialog wéi d'Accords interprofessionnels, da gesi mer wéi wichteg et ass, dass een awer eng Rumm huet wou d'Sozialpartner dat zesumme gesinn a sech net verzettelen. An deem Sënn wëll ech drop hiweisen, dass dat elo vläicht net vill Sätz sinn déi hei dra stinn iwwert déi Koordinatioun vum Sozialdialog an där Reform vum Sécherheets- a Sozialrot, mä et ass awer wesentlech net nëmme fir d'Sozial-, mä och fir d'Wirtschaftspolitik zu Lëtzebuerg, an dofir sinn ech ganz frou wa mer nach haut déi dote Reform stëmmen.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5113.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen I bis IV si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen also of iwwert de Projet de loi 5113.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi d'fir si stëmme mat Jo, déi d'ergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi 5113 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen an 1 Abstention.

Ont voté oui: Mme Marie-Josée Frank (par M. Nicolas Strotz), MM. Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marcel Sauber (par M. Paul-Henri

Meyers), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Lucien Weller (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps) et John Schummer (par Mme Maggy Nagel);

Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydie Err), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mueren a fänt um 9 Auer un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.18 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Hommage à la mémoire de M. Fernand Kons, député honoraire page 745

Communications page 745

Ordre du jour pages 745-749

5148 - Projet de loi portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes (suite) page 749

4816 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'autre part, signé à Luxembourg, le 6 mai 1999;

4824 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté flamande et la Région flamande, signé à Bruxelles, le 15 décembre 2000;

5288 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région de Bruxelles-Capitale, signé à Luxembourg, le 29 octobre 2001 et

5289 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté germanophone de Belgique, signé à Luxembourg, le 19 novembre 2002 pages 749-750

5301 - Projet de loi portant approbation

- d'Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

- d'Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers en matière maritime pages 750-751

5126 - Projet de loi portant approbation de l'amendement à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, signée à New York, le 7 mars 1966, adopté à la quatorzième Réunion des États parties à la Convention le 15 janvier 1992 (suite) page 751

5177 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1999, faite à Londres, le 13 avril 1999 et des Annexes A et B pages 751-752

5268 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg pages 752-758

5315 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} mars 1973 autorisant le Gouvernement à accorder la garantie de l'État et une aide financière au profit de la «Société des Foires Internationales de Luxembourg», Société anonyme à Luxembourg pages 758-760 page 781

5256 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques pages 760-762 page 782

5159 - Projet de loi relative à la coordination de la politique nationale de développement durable pages 762-767 page 782

4946 - Projet de loi relative aux effets légaux de certains partenariats;

4162 - Proposition de loi sur la réforme du mariage

et pages 768-781

4110 - Proposition de loi sur l'union libre

Dépôt d'une motion relative à la politique d'embauche du groupe Arcelor page 782

5313 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à l'article 1^{er} de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, adopté par le Conseil des gouverneurs par une résolution du 30 janvier 2004 pages 782-783

5201 - Projet de loi relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR) et portant modification de

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu

- la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune

- la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif pages 783-784

4754 - Proposition de loi portant

1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;

2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution

pages 784-787

5047/5039 - Proposition de révision des articles 63 et 65 de la Constitution - Second vote constitutionnel pages 787-788

5213 - Projet de loi ayant pour objet d'augmenter le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix et de modifier certaines dispositions:

- du Nouveau Code de procédure civile;

- de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation;

- du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer;

- de la loi modifiée du 21 avril 1908 concernant les vices rédhibitoires des animaux domestiques;

- de la loi modifiée du 10 juin 1898 concernant les dégâts accidentels causés à la propriété superficielle par les travaux d'exploitation des mines, minières et carrières;

- de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique pages 788-789

5232 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu et de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs page 789

5092 - Projet de loi portant organisation des lycées et lycées techniques pages 789-798

5113 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil économique et social et portant modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 798-799

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 17 / 2003-2004

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2716	Nancy Arendt	Réinsertion professionnelle du sportif de haut niveau en fin de carrière
2718	Gast Gibéryen	Demandes de pensions d'invalidité auprès des Chemins de fer (CFL)
2722	Ben Fayot	Emplois d'étudiants à l'Université du Luxembourg
2725	Maggy Nagel	Service de secours sur l'autoroute A13
2735	Jean Huss	Rapport de la Police grand-ducale "Dysfonctionnements généralisés"
2739	Jean-Pierre Koepp	Heures supplémentaires du personnel s'occupant de l'évacuation des animaux atteints de la peste porcine
2742	Renée Wagener	Emission de programmes télévisés à partir de l'émetteur de Dudelange
2743	Renée Wagener	Patrimoine industriel du sud du pays
2744	Jean-Marie Halsdorf	Droit au chômage pour les personnes prestant des soins à des personnes parentes
2745	Jacques-Yves Henckes	Essais scientifiques sur les voies publiques
2747	Norbert Hauptert	Accès à l'autoroute A13 à partir de Frisange
2748	Norbert Hauptert	Passage de la ligne de bus RGTR par Peppange-Hellange

Question 2716 (26.4.2004) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant la réinsertion professionnelle du sportif de haut niveau en fin de carrière:

Pour un sportif d'élite, la fin d'une carrière professionnelle engendre toute une série de changements qui s'expriment à plusieurs niveaux. Le manque de revenus réguliers et l'absence d'un emploi ou d'une formation professionnelle en sont deux exemples.

Sur le plan psychologique, la fin d'une carrière de haut niveau peut engendrer les problèmes suivants:

- Crise d'identité: le sportif construit son identité au travers de ses mérites et de la reconnaissance du public. En fin de carrière, le sportif qui était sous les feux de la rampe perd normalement peu à peu de sa renommée. Le retour à l'anonymat peut être difficilement vécu par certains qui risquent de connaître alors une crise identitaire profonde.
- Perte du pôle central de sa vie: le sport constituant le moteur essentiel de la vie d'un sportif de haut niveau, l'arrêt de sa carrière professionnelle laisse un vide immense qu'il parvient difficilement à combler par d'autres centres d'intérêts.
- Perte de contacts sociaux: la fin de carrière pour un sportif induit souvent le démantèlement de son réseau social établi principalement dans le domaine du sport avec les membres de son équipe, ses fans et les représentants des médias. Elle peut alors devenir synonyme de solitude et d'isolement.

Personne ne peut garantir une transition réussie d'une carrière de sportif d'élite à la vie ordinaire, mais diverses mesures appropriées peuvent certainement faciliter cette reconversion.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

- Est-il envisagé d'instaurer un encadrement psychologique et professionnel pour nos sportifs d'élite en fin de carrière professionnelle qui leur permettrait de disposer d'un appui social suffisant pour mieux surmonter les difficultés qu'ils peuvent rencontrer?
- Dans l'affirmative, sous quelle forme cet encadrement serait-il offert?

Réponse (14.6.2004) de Mme Anne Brasseur, Ministre de

l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

C'est un fait qu'une réintégration sociale et professionnelle s'avère nettement plus aisée pour les sportifs d'élite qui, parallèlement à leurs activités sportives, ont su suivre et achever leurs études ou leur formation professionnelle. Le défi du changement de carrière, la redéfinition d'une position sociale et la reconnaissance de la compétence professionnelle sont autant de facteurs qui influencent favorablement le redémarrage dans la vie d'un athlète à l'issue de sa carrière sportive.

Le problème de la réintégration est autrement plus difficile auprès des sportifs de haut niveau qui abandonnent les études et la formation ou qui renoncent aux possibilités offertes par la section „Sports d'élite“ de l'armée pour se consacrer entièrement à une carrière sportive professionnelle, par trop souvent éphémère. Tout choix professionnel - et notamment celui d'une profession indépendante - comporte des risques que l'État, dans son rôle subsidiaire dans le sport, ne peut assurer.

Pour les sportifs professionnels, il est certainement opportun de prévoir un encadrement psychologique et professionnel tout au long de leur carrière sportive et éviter ainsi, autant que possible, le creux à l'issue de celle-ci. Ceci est d'ailleurs le cas, dans une certaine mesure, pour les sportifs qui profitent de l'accompagnement du suivi que l'organisme central du sport réserve à l'heure actuelle aux membres de son cadre d'élite. Les dispositions y prévues pourraient constituer une base fructueuse pour développer davantage un service d'encadrement adéquat pour sportifs professionnels. De toute évidence, l'État ne se soustrairait pas à appuyer cette démarche.

Question 2718 (26.4.2004) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les demandes de pensions d'invalidité auprès des Chemins de fer (CFL):

An hirer Äntwert op meng Ufro vum 10. März 2004 (cf. *compte rendu N°13/2003-2004*) deklaréiert d'Madame Minister vun der öffentlecher Fonctioun aus Kompetenzgrënn net kënnen ze soen, wéi déi zueleméissseg Entwécklung vun den Invalidensiounen am gesamten öffentleche Secteur, also och ausserhalb vun der renger staatlecher Verwaltung, téschent 1995 an 2003 verlaf ass. Déi staatlech Eisenbahngesellschaft CFL stellt awer

ee wichtegen Deel vum öffentlechen Dëngscht duer.

Dofir dës Froen:

1. Wéi vill Demandé fir eng Invalidensioun si Joer fir Joer zënter 1995 bis 2003 ageschloss an der CFL gestallt ginn?
2. Wéi vill vun all dësen Demandé goufen all Joers refuséiert respektiv accordéiert?

Réponse (21.6.2004) de M. Henri Grethen, Ministre des Sports:

L'honorable Député souhaite être informé sur le nombre des demandes introduites ainsi que sur celui des pensions d'invalidité accordées pour des raisons d'infirmité ou de santé concernant le personnel des CFL.

Le tableau ci-après regroupe sous forme synoptique les données demandées pour la période de 1995 à 2003.

	demandes introduites	demandes accordées	demandes refusées
1995	35	31	4
1996	21	21	0
1997	18	15	3
1998	33	30	3
1999	33	32	1
2000	31	30	1
2001	23	22	1
2002	49	46	3
2003	98	91	7
Total	341	318	23

Toutefois, les données précitées qui m'ont été fournies par les CFL nécessitent les observations suivantes:

Les CFL se sont fixés un cadre dans lequel la sécurité et la santé au travail jouent un rôle de premier ordre et qui définit clairement les conditions d'aptitude physique exigées pour l'accès ou le maintien dans des fonctions intéressant la sécurité tout en sachant que le nombre de cheminots engagés journalièrement dans ce processus est très significatif.

En vue d'une meilleure intelligibilité des chiffres cités, il est indiqué de rappeler la procédure appliquée en cas d'inaptitude ou en cas de maladie prolongée du personnel des CFL.

L'inaptitude physique aux fonctions normales d'un emploi ou à l'occupation d'un poste déterminé doit être constatée par le médecin du

travail des CFL qui exerce ses fonctions en toute indépendance professionnelle par rapport à l'employeur et aux agents CFL conformément aux dispositions relatives à la loi du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail.

D'abord, l'agent CFL qui est trouvé provisoirement inapte ou qui présente des capacités de travail réduites, est affecté à des fonctions qui ne se heurtent pas à l'inaptitude jusqu'au moment où, lors d'une visite ultérieure, le médecin des CFL prend une décision définitive comportant soit la réaffectation aux fonctions normales, soit l'affectation à un autre poste, soit la mise à la retraite pour inaptitude définitive.

Dans le cas d'une inaptitude définitive à l'exercice des fonctions les CFL recherchent pour l'agent concerné une occupation dont l'exercice ne se heurte pas à la cause ou à la nature de l'inaptitude physique. À cet effet, il est fait appel, par écrit, soit au service d'attache dont relève l'intéressé, soit aux autres services CFL pour savoir s'ils ont la possibilité d'occuper utilement l'agent en cause. S'il y a lieu, l'agent inapte est mis en stage de formation au nouveau poste pour une durée appropriée. À l'expiration du stage, le chef de service en question fait parvenir au Service Ressources humaines un rapport sur l'aptitude professionnelle de l'agent aux nouvelles fonctions lui dévolues. Si à la fin du stage de formation l'agent n'est pas encore à même de remplir les fonctions du poste qu'il occupe, le chef du service concerné propose dans un rapport circonstancié et motivé l'affectation éventuelle à un autre poste.

Si l'agent inapte s'avère également professionnellement inapte aux nouvelles fonctions lui dévolues ou si son affectation à un autre poste est impossible compte tenu de son inaptitude professionnelle ou de son aptitude physique voire de son état de santé, c'est-à-dire que l'agent est physiquement inapte à

telles que par exemple la surveillance dans une salle de lecture de la bibliothèque. D'autre part, des assistants de recherche préparant un doctorat ou travaillant comme directeurs de recherche sont souvent appelés à fournir un nombre restreint d'enseignements dans leur spécialité.

Par ailleurs, je rappelle que dans le rapport de la commission d'immigration il était proposé de permettre à des étudiants d'accomplir des tâches rémunérées dans le secteur privé.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si dans l'état actuel du droit du travail de telles pratiques sont possibles?

- Dans la négative, que faudrait-il faire pour les rendre possibles?

Réponse (22.6.2004) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

J'ai l'honneur de vous informer qu'en ce qui concerne l'occupation d'élèves et d'étudiants contre rémunération au service d'employeurs du service privé ou du secteur public, la loi du 22 juillet 1982 concernant l'occupation d'élèves et d'étudiants pendant les vacances scolaires permet de conclure des contrats spécifiques, mais soumis à des conditions restrictives notamment par rapport à l'âge des étudiants et à la durée d'occupation et la période pendant laquelle ils peuvent être occupés, c'est-à-dire uniquement pendant les vacances scolaires.

Par ailleurs, la même loi prévoit que n'est pas considérée comme occupation soumise à la conclusion d'un contrat d'étudiant le travail à caractère essentiellement éducatif presté dans le cadre d'un stage de formation ou d'un stage probatoire, organisé et contrôlé par un établissement d'enseignement, luxembourgeois ou étranger, ou organisé par un employeur sur base d'un contrat de stage entre l'employeur et l'élève ou l'étudiant.

Le règlement grand-ducal du 10 août 1982 fixe les conditions et modalités des stages de formation et des stages probatoires.

Pour être considéré comme travail essentiellement éducatif au sens du stage de formation ou du stage probatoire, ces stages doivent:

- faire partie intégrante de la formation
- être organisés par un établissement d'enseignement, luxembourgeois ou étranger
- être contrôlés par le même établissement d'enseignement
- avoir un caractère d'information/d'orientation
- ne pas affecter l'étudiant ou l'élève à des tâches requérant un rendement comparable à celui d'un travail normal.

Par ailleurs, et au-delà des dispositions relatives à la loi sur l'occupation d'élèves et d'étudiants pendant les vacances scolaires, rien n'empêche la conclusion de contrats à durée déterminée avec les étudiants en question, alors que l'article 5 § 2(9) de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail prévoit que l'emploi pour lequel l'employeur s'engage à assurer un complément de formation professionnelle au salarié, on peut recourir au contrat à durée déterminée et que, par ailleurs, conformément à l'article 8 § 3 de la même loi, le Ministre du Travail et de l'Emploi peut exceptionnellement autoriser le relèvement de la période maximale de 24 mois pour la conclusion de contrats à durée déterminée pour ce genre d'emploi.

Par dérogation à la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, la loi du 12 août 2003 sur l'Université de Luxembourg stipule

également dans son article 29 que le personnel enseignant chercheur de l'Université peut être engagé sous contrats de travail à durée déterminée qui peuvent avoir une durée supérieure à 24 mois et être renouvelés plus de deux fois.

Il est clair toutefois que toutes ces dispositions ne s'appliquent qu'aux ressortissants de l'un des États membres de l'Espace économique européen étudiant sur le territoire luxembourgeois, alors que les étudiants d'un pays tiers sont soumis aux obligations concernant l'obtention d'un permis de travail.

Question 2725 (29.4.2004) de Mme Maggy Nagel (DP) concernant le service de secours sur l'autoroute A13:

Sur l'autoroute A13 reliant la croix de Bettembourg avec la frontière allemande à Schengen (dite „Saar-Autobunn“) de nombreux exercices de secours ont été exécutés depuis la mise en service en juillet 2003.

Les sapeurs-pompiers des communes de Mondorf-les-Bains, de Burmerange, de Remich, de Dalheim, de Remerschen ainsi que les pompiers de Wellenstein ont participé à ces exercices. Afin de garantir un maximum de sécurité pour les sapeurs-pompiers en cas d'intervention réelle, l'acquisition de matériel spécial a été décidée.

Il s'avère cependant que ce matériel a bel et bien été livré, mais qu'il n'a toujours pas été mis à la disposition des corps de pompiers. Afin de ne pas mettre en danger la vie des pompiers, beaucoup de bourgmestres songent à interdire à leur corps d'intervenir jusqu'à ce que ce matériel soit mis à leur disposition. D'après mes informations ce matériel se trouve actuellement dans les dépôts des Ponts et Chaussées.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Dans le contexte d'un exercice prévu dans un proche avenir dans le tunnel Markusberg, et afin d'améliorer les conditions de travail des pompiers et de garantir un service de secours le plus performant possible sur l'autoroute A13, Madame la Ministre peut-elle m'indiquer quand le matériel mentionné sera mis à la disposition des services de secours?

- Quelles sont les raisons qui retardent la distribution du matériel?

Réponse (28.6.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

L'administration des Ponts et Chaussées vient de fournir aux services d'incendie et de sauvetage concernés une réserve de mousse AFFF pour le système Lensing, des cônes de signalisation ainsi qu'une remorque de signalisation.

Par ailleurs, dans une réunion de concertation en automne 2003 entre les responsables des Ponts et Chaussées et l'inspecteur cantonal de Remich accompagné des responsables du Corps des sapeurs-pompiers de la commune de Burmerange, une liste d'équipements à acquérir pour les corps intervenants sur l'autoroute A13 (Liaison avec la Sarre) a été discutée et il avait été décidé quelles acquisitions seraient à charge des Ponts et Chaussées et quelles acquisitions seraient à charge du Ministère de l'Intérieur.

Étant donné que le même problème se pose pour tous les corps intervenants sur autoroute, l'inspecteur cantonal de Remich a été invité de se concerter avec ses collègues et de fournir à l'administration des Ponts et Chaussées une liste complète du matériel à acquérir. Cette liste n'a pas encore été

communiquée aux Ponts et Chaussées, ce qui explique le retard dans la livraison du matériel.

Question 2735 (10.5.2004) de M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) concernant le rapport de la Police grand-ducale „Dysfonctionnements généralisés“:

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale en date du 7 mai 2004, son Président a évoqué un rapport intitulé „Dysfonctionnement organisé...“ établi par un agent de la Police grand-ducale et transmis à l'Inspection Générale de la Police.

Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le contenu de ce rapport?

Réponse (15.6.2004) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Le Président du Syndicat national de la Police grand-ducale a évoqué à l'occasion de l'assemblée générale du 7 mai 2004 un rapport adressé à l'Inspection Générale de la Police faisant état de prétendus dysfonctionnements au niveau opérationnel de la Police.

L'enquête administrative menée par l'Inspection Générale de la Police (IGP) n'a révélé dans ce contexte aucun dysfonctionnement, mais l'IGP a constaté un manque de communication entre des unités centrales et des services régionaux. La Direction Générale de la Police a tiré les conclusions appropriées de cette opération.

Question 2739 (12.5.2004) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant les heures supplémentaires du personnel s'occupant de l'évacuation des animaux atteints de la peste porcine:

Am Kader vun der Schwéngspeschtt sinn an eisem Land verschidde Sammelplazen a Form vu Containeren ageriicht ginn, fir Schwaarzweild eng gewëssen Zäit ofzehänke bis d'Analysen aus dem Laboratoire virleien. Bei der Ofliwwerung vum Schwaarzweild an dës Containeren ass ëmmer kompetent Personal zur Plaz fir dëst uerdnungsgeméis ze garantéieren. D'Gesetz schreift vir, datt dëst Weild nom Ofschoss muss bannent dräi Stonnen op dës Plaz sinn, wann et fir de weidere Verzier ageplangt ass. Dëst bedéngt, datt dëst Personal och muss ausserhalb den normale Bürosstonnen disponibel sinn.

An dësem Kontext ass festzestellen, datt dat betreffend Personal dës Iwwerstonnen nach net verrecht kritt huet, an zwar aus den Jore 2002, 2003 an och bis elo am Joer 2004. D'Finanzkontroll géing dës Ausbezuellung refuséieren, well nach keng Justifikatioun vum Umweltministère géing virleien!

An dësem Kontext hätt ech dofir folgend Froen un den Här Minister:

1. Wat sinn déi genee Ursache firwat dëst Personal seng Iwwerstonnen nach net justifiéiert kritt huet?
2. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir dës Réckstand opzehuelen a fir datt dat och an Zukunft net méi virkënt, well laut allgemengem Aarbechtsrecht ass dëst Jo no mengen Informatiounen net konform zum Gesetz?

Réponse (17.6.2004) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

- De 14. Oktober 2002 huet de Conseil de Gouvernement säi prinzipiellen Accord dozou ginn, datt Personal vun der Forstverwaltung am Kader vun der Schwéngspeschtt kënn bezuelten Iwwerstonne maachen, dat am selwechte Moment, wou och Iwwerstonne fir d'Personal vum Veterinärlaboratoire formell autoriséiert gi sinn.

- Doropshin huet d'Forstverwaltung den 8. November 2002 eng formell Demande beim Umweltministère gemaach, fir déi néideg Autorisatioun fir d'Prestitioun vu bezuelten Iwwerstonnen, och owes a während dem Weekend, ze kréien.

- Den 8. November 2002 huet de Minister vun der Fonction publique säin Accord dozou ginn.

- Den 12. Januar 2004 ass eng „Proposition d'engagement“ gemaach gi fir d'Kreditter ze reservéieren, fir déi geleeschten Iwwerstonne kënnen ze bezuelen.

- De 26. Januar 2004 huet de Finanzkontroll dës „Proposition d'engagement“ refuséiert, mat enger duebler Motivatioun: a) den Engagement muss gemaach ginn ier d'Aarbecht geleescht gëtt; b) eng Dépense, déi 2002 respektiv 2003 ufällt, kann net iwwert de Budget 2004 bezuelt ginn, mä et muss ee fir de Budget 2005 en „restant d'exercices antérieurs“ virgesinn, fir déi Dépense ze begläichen.

- Den 18. Februar 2004 si mëttels „Arrêté ministériel“ och d'Prestitioun vun Iwwerstonne während der Period vum 1. September 2003 bis den 29. Februar 2004 autoriséiert ginn.

- Fir datt dat betreffend Personal seng Iwwerstonne méiglechst séier ka bezuelt kréien, proposéiert den Umweltminister en „Passer outre“ zum Refus vum Finanzkontroll ze maachen, wéi dat am Artikel 59 vum Comptabilitéitsgesetz vum 8. Juni 1999 virgesinn ass.

- Wat d'Motivatioun fir déi geleeschten Iwwerstonnen ubetrëfft, dierft se kloer sinn: d'Opdache vun der Schwéngspeschtt an den Haus- a Weildschwéngspopulatiounen huet zu enger Krisensituatioun gefouert, besonnesch fir d'Landwirtschaft, wou direkt huet misse gehandelt ginn. Wéi d'Forstverwaltung der Regierung Ufank 2002 hir Hëllef ugebueden huet beim Ariichten a Bedreiwe vu Sammelplaz fir d'Wëlschwäin, war am Ufank net ofzegeséit wat dat un Aarbechtsstonnen an och u Materialkäschte géif bedeuten. Am Hierscht 2002 huet sech ofgezeecht, datt et net méiglech wier, all déi geleeschten Iwwerstonnen duerch Congé ze kompenséieren, wouropshi jo dann och eng Demande gemaach ginn ass, fir déi Iwwerstonne bezuelt ze kréien.

Question 2742 (12.5.2004) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant l'émission de programmes télévisés à partir de l'émetteur de Dudelange:

Il y a quelques jours, RTL a arrêté l'émission de la plupart des programmes télévisés par ondes hertziennes à partir de l'émetteur de Dudelange. Cette décision s'inscrit dans la lignée d'une tendance de plus en plus poussée

vers la câblodistribution, promue par les gestionnaires de la télédistribution par câble.

- L'accès au câble étant relativement cher, le Ministre n'est-il pas d'avis que cette tendance va à l'encontre d'un égal accès aux médias?

- Pour le moment, le programme en langue luxembourgeoise „RTL Television“ reste accessible par voie de fréquence terrestre. S'agit-il d'une décision provisoire ou définitive?

- Une suspension de l'émission par ondes hertziennes de „RTL Television“ serait-elle compatible avec le cahier des charges d'RTL qui contient des obligations de service public?

- Quel est le rôle de l'État dans cette problématique?

Réponse (15.6.2004) de M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications:

En février 2004 la CLT-UFA a arrêté la transmission en mode analogique du programme allemand RTL Television par la fréquence luxembourgeoise canal 7 à Dudelange. La diffusion terrestre des autres programmes pour lesquels la CLT-UFA bénéficie d'une concession ou permission luxembourgeoise, à savoir RTL Télé Lëtzebuerg, RTL 4, RTL 5, RTL TVi et Club RTL, n'est pas affectée par cet arrêté.

La CLT-UFA n'a pas l'intention de renoncer à la diffusion du programme RTL Télé Lëtzebuerg par sa fréquence terrestre. Je peux d'ailleurs confirmer que la diffusion terrestre de ce programme, qui fait partie des obligations de service public de la CLT-UFA, est prévue par le dispositif de concession.

La véritable question qui se pose en la matière est liée au passage de la diffusion analogique au numérique. En effet la transition vers le numérique terrestre est en cours en Allemagne et programmée en France. L'arrêt de la radiodiffusion terrestre en mode analogique est dès lors également inéluctable au Luxembourg.

Actuellement le Broadcasting Center Europe (BCE, filiale luxembourgeoise de RTL Group spécialisée dans les services techniques) étudie les possibilités et opportunités d'une numérisation du canal 7 en vue d'une remise en exploitation éventuelle du canal en mode numérique, permettant la diffusion simultanée de plusieurs programmes de télévision. Grâce à la mise en service en mode numérique du canal 41 utilisé pour la diffusion du programme Club RTL depuis 2002, le Gouvernement est en mesure de faire réaliser des études de terrain par la BCE avec l'Institut luxembourgeois de Régulation (ILR) en vue de préparer le passage au numérique.

Je rappelle cependant que la réception des signaux numériques obligerait les ménages à s'équiper d'un récepteur numérique en plus de l'antenne traditionnelle. Elle permettrait toutefois de diffuser par un seul canal un multiplex comprenant plusieurs programmes de télévision.

Question 2743 (12.5.2004) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant le patrimoine industriel du sud du pays:

Une visite récente m'a permis de constater que certains témoins de l'ère industrielle du sud du pays sont en mauvais état respectivement exposés au risque d'une destruction:

- Le Bâtiment de direction Hadir à Differdange: ce bâtiment, datant de 1901, a accueilli des pionniers de l'industrie luxem-

bourgeoise comme Paul Wurth, Max Meyer, Xavier Brasseur, mais également Henry Grey, l'inventeur des poutrelles à larges ailes (Differdinger Träger). L'édifice, dans lequel les plans pour la première poutrelle Grey ont été élaborés, risque de devenir la filiale d'une chaîne de restaurants „drive-in“.

- L'ancienne centrale à gaz de l'ARBED: cet édifice industriel datant de 1910 est actuellement inutilisé.

- Le Parc industriel et ferroviaire Fond-de-Gras inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux: contrairement aux assurances de la Ministre dans sa réponse à la question parlementaire N°2210 de Monsieur le Député Ben Fayot du 4 juin 2003 (cf. *compte rendu N°18/2002-2003*), le site n'a pas été valorisé ni les différents objets historiques témoignant de l'ère de l'industrie sidérurgique protégés (convertisseur Thomas, canon pour boucher le trou de coulée des hauts-fourneaux, turbine, partie d'un broyeur, wagon transporteur en pièces détachées, etc.). Concernant les pièces lourdes déposées sur le site, un train de laminage a été restauré de façon incorrecte (p.ex. niveau oblique au lieu d'horizontal; cabine de commande en blocs de béton, format ultramoderne; traitement des surfaces non compétente).

Des rouleaux compresseurs ont été déposés sur le site qui n'ont aucun rapport avec l'histoire de ce dernier. Les rouleaux compresseurs sont protégés, mais le „laminoir“ se trouve exposé aux intempéries. Il n'existe aucune indication concernant l'origine, l'année de construction, produits de laminage arrêt et nom de cette installation, comme d'ailleurs pour les autres pièces exposées sur le site ainsi que le Hall „Paul Wurth“. Les panneaux signalétiques annoncés en juillet 2003 ne sont toujours pas installés. L'impression générale que donne le site est celle du laisser-faire et du délabrement.

- Le Moulin Waxweiler à Pétange, appartenant à la commune de Pétange et inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux: inhabité depuis plusieurs années, en train de se détériorer.

- Le Moulin de Lamadelaine, domaine de l'État et inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux: le moulin qui avait été restauré entièrement et remis en état de marche est vide depuis un an, des projets pour une nouvelle utilisation ne semblent pas avoir abouti. Sans mise en marche, les parties en bois (notamment l'arbre) se détérioreront au plus vite, et le perce-bois détruira les charpentes, les planchers et les escaliers, ce qui rendra à la fin une seconde restauration inévitable. Les recettes potentielles d'une location en vue de l'exploitation de l'immeuble sont également perdues.

Ancienne écurie du „Tételbiërg“: détruite en février 2003 sans raison apparente.

Face à ce constat, plusieurs questions s'imposent:

- Comment sont réparties pour les sites énumérés les compétences et les responsabilités entre Etat et communes concernées?

- Quel est le rôle du service des Sites et Monuments dans ce contexte?

- Existe-t-il une démarche systématique et des critères précis pour la conservation du patrimoine industriel?
- Concernant le bâtiment Hadir, ne faudrait-il pas procéder d'urgence à un classement en tant que monument historique?
- L'ancienne centrale à gaz de l'ARBED ne pourrait-elle pas être revalorisée par une nouvelle vocation, par exemple en tant que musée d'histoire syndicale et sociale de la région?
- Pourquoi les sites inscrits à l'inventaire ne sont-ils pas protégés et valorisés?
- Quelle est l'utilité d'une inscription à l'inventaire supplémentaire si les édifices continuent à se dégrader?
- Pourquoi des projets déjà élaborés concernant ces sites n'ont-ils pas été transposés?
- Ne faudrait-il pas, dans une approche plus globale du patrimoine industriel de la région Minette Ouest, relier les différents sites par un concept régional de protection et de revalorisation, par exemple par la création d'un parc régional du patrimoine industriel? Ne pourrait-on pas intégrer dans un tel concept, en collaboration avec les autorités respectives, des sites transfrontaliers?
- Une seule personne semble s'occuper actuellement du patrimoine industriel au sein du Service national des Sites et Monuments. N'est-il pas indispensable, dans l'hypothèse d'un concept global pour la protection du patrimoine industriel, de se donner des moyens financiers, des ressources humaines et un concours de spécialistes plus importants?

Réponse (14.6.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

En réponse à votre question parlementaire concernant le patrimoine industriel du sud de notre pays, je me permets de vous apporter les précisions suivantes:

Bâtiment Hadir à Differdange

L'État n'est pas propriétaire de cet immeuble et une acquisition n'est pas envisagée actuellement. Selon nos informations, un promoteur a acquis l'immeuble de la Société Arcelor.

En ce qui concerne le classement d'urgence, en tant que monument historique, je vous signale que tout citoyen dispose du droit de formuler une telle requête auprès du service compétent, à savoir la Commission des Sites et Monuments nationaux. À ce jour, aucune demande de ce genre n'a été introduite.

Ancienne centrale à gaz de l'ARBED

L'État n'est pas propriétaire de cette ancienne centrale et son acquisition ne figure pas parmi ses priorités. Votre proposition de revaloriser ce site par l'implantation d'un musée d'histoire syndicale et sociale est concurrencée par un projet semblable, voire identique, poursuivie par la commune de Differdange dans l'ancien Hôtel de Ville.

Comme pour le bâtiment Hadir, la Commission des Sites et Monuments nationaux, compétente pour soumettre des avis de classement, n'a pas encore été saisie d'une demande de classement de l'ancienne centrale à gaz de l'ARBED.

Parc industriel et ferroviaire du Fond-de-Gras

Dans la question parlementaire N°2210 du 4 juin 2003, j'avais répondu à Monsieur le Député Ben Fayot, que des travaux de valorisa-

tion allaient débiter au courant de l'année 2004. Une soumission publique a été adjugée, signée et approuvée en date du 10 mai 2004, et par conséquent les travaux d'aménagement du site ne tarderont pas à commencer.

Pour ce qui est des panneaux signalétiques, j'ai déjà précisé dans la réponse à la question parlementaire N°2210 du 4 juin 2003 qu'ils ne seront installés qu'après achèvement de tous les travaux. Nous respectons donc pleinement le programme annoncé dans la réponse de la question parlementaire N°2210.

Le train de laminage N°5 a été démonté de l'ancien site sidérurgique de l'ARBED à Esch-Belval et remonté selon les règles de l'art en présence d'experts sur le Fond-de-Gras. Ainsi je tiens à vous préciser que ce que vous appelez „niveau oblique“ n'est pas une erreur technique: il s'agit plutôt d'une table relevée, installée correctement. En outre la cabine de commande n'est pas construite en blocs de béton, mais en blocs de ciment, tout comme à son emplacement original à Esch-Belval. Le format effectivement plus récent était inévitable au regard du fait qu'il est impossible de disposer aujourd'hui des blocs de ciment originaux datant du début du 20^e siècle.

La raison de la présence des rouleaux compresseurs se justifie par le fait que le Parc industriel et ferroviaire du Fond-de-Gras se donne une mission de promotion de la culture industrielle en général et celle du Parc en particulier (article 2 des statuts de l'a.s.b.l.). Je vous signale que le Hall Paul Wurth, le laminoir, le Musée du Fond-de-Gras et l'Épicerie Binck se situaient tous initialement à d'autres endroits et ont été amenés sur le site du Fond-de-Gras dans un esprit de conservation du patrimoine industriel. La présence des rouleaux compresseurs s'inscrit dans la même logique.

En bref, j'espère qu'à la fin des travaux d'aménagement, dont, je le rappelle, la soumission est adjugée et approuvée, l'image du site vous donnera entièrement satisfaction.

Moulin Waxweiler à Pétange

Comme vous l'avez déjà indiqué, ledit moulin est la propriété de la commune de Pétange. La Commission des Sites et Monuments nationaux a été saisie (date!!!) pour avis par les autorités communales de Pétange et elle s'est rendue sur place pour procéder à une visite des lieux en date du 25 mai 2004.

Moulin de Lamadelaine

Depuis son acquisition par l'État, le responsable du patrimoine industriel du Service des Sites et Monuments nationaux inspecte hebdomadairement ledit moulin, afin d'éviter des détériorations de tout genre. Même sans cet entretien continu, il me paraît difficile à imaginer comment du perce-bois puisse détériorer les charpentes, les planchers et les escaliers.

En ce qui concerne son utilisation, je vous informe qu'une convention entre l'État et la commune de Pétange, prévoyant que cette dernière s'occupe de la gestion dudit moulin, est en cours de préparation.

Ancienne écurie du „Tételberg“

L'état de délabrement de l'ancienne écurie était tellement avancé qu'une restauration n'était plus possible. Elle fut donc démolie par les soins de l'Administration des Bâtiments publics. De toute façon, la valeur historique de cet immeuble était tellement secondaire qu'une mise en valeur n'aurait probablement pas été prise en considération. D'ailleurs elle ne figurait pas sur la liste des monuments protégés.

Quant aux questions précises, quelques-unes ont déjà trouvé leurs réponses dans le texte précédent. Quant aux autres, elles vous seront expliquées ci-dessous:

- Quel est le rôle du service des Sites et Monuments dans ce contexte?

Le Service des Sites et Monuments nationaux s'occupe surtout des sites protégés et y intervient financièrement.

- Existe-t-il une démarche systématique et des critères précis pour la conservation du patrimoine industriel?

Priorité est donnée aux urgences.

- Quelle est l'utilité d'une inscription à l'inventaire supplémentaire si les édifices continuent à se dégrader?

Voir ci-après un extrait de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux:

Chapitre VII.- De la Commission des Sites et Monuments nationaux

Art. 10. L'immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni changer d'affectation, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque que si le Ministre y a donné son autorisation. La décision du Ministre doit parvenir à l'intéressé dans les six mois de la demande; passé ce délai, la demande est censée être agréée. Les travaux autorisés s'exécutent sous la surveillance du Service des Sites et Monuments nationaux.

Le Ministre peut toujours faire exécuter par les soins de ce service et aux frais de l'État, avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés n'appartenant pas à l'État.

Pour pouvoir constater la nécessité des travaux visés à l'alinéa qui précède, le Ministre peut faire procéder à des visites des lieux périodiques des immeubles classés. Les particuliers en sont informés, au moins quinze jours à l'avance, par lettre recommandée à la poste. Les agents désignés pour procéder à ces visites des lieux doivent justifier de leur qualité à toute demande.

Art. 11. Indépendamment des dispositions de l'article 10, troisième alinéa, lorsque la conservation d'un immeuble classé est gravement compromise par l'inexécution de travaux de réparation ou d'entretien, le Ministre peut mettre en demeure le propriétaire de faire procéder aux dits travaux, en lui indiquant le délai dans lequel ceux-ci doivent être entrepris. Une part appropriée de la dépense doit être supportée par l'État.

Cette mise en demeure doit être motivée et doit préciser aussi bien les travaux à effectuer par le propriétaire que les taux de participation à supporter par l'État.

Un règlement grand-ducal, à prendre sur avis du Conseil d'État et de l'assentiment de la Commission de Travail de la Chambre des Députés, définit la participation financière de l'État et toutes autres conditions et modalités d'exécution. Les contestations relatives à la participation financière de l'État et aux autres conditions et modalités d'exécution sont jugées en premier ressort par le tribunal d'arrondissement dans le ressort duquel se trouve l'immeuble classé.

- Pourquoi des projets déjà élaborés concernant ces sites n'ont-ils pas été transposés?

J'aimerais savoir quels projets sont visés par cette question.

- Ne faudrait-il pas, dans une approche plus globale du patrimoine industriel de la région Minette Ouest, relier les différents sites par un concept régional de protection et de revalorisation, par exemple par

la création d'un parc régional du patrimoine industriel?

Le concept du Service des Sites et Monuments nationaux est celui d'un musée éclaté, par exemple:

- l'extraction minière à Rumlange

- la sidérurgie pour le haut-fourneau à Belval

- le volet ferroviaire de grande ligne à Pétange

- le transport de minerais au Fond-de-Gras inclus avec des témoins industriels qui n'ont pas pu être sauvegardés in situ.

Le Service des Sites et Monuments nationaux entretient de multiples contacts dans la Grande Région (Saar-Lor-Lux) ainsi qu'en Europe. En ce qui concerne la Grande Région, une charte de coopération a été signée le 9 octobre 1998 entre le site du Carreau de Wendel (F), celui de Völklingen (D) et celui du Fond-de-Gras (L). Le Service a également participé à la trilogie d'une publication concernant les sites industriels dans la Grande Région Saar-Lor-Lux.

Au niveau européen, le Service des Sites et Monuments nationaux fait partie du réseau Nektar (Europäisches Netzwerk der Kultur der Arbeit) par lequel le projet européen Weiku (Wege der Europäischen Industriekultur) a abouti à la réalisation d'un stand international destiné aux grandes foires européennes, notamment à la ITB de Berlin.

Un stand d'information renseigne sur les grands sites industriels en Europe:

- Rammelsberg (D)
- Völklingen (D)
- Ironbridge Gorge Museum (GB)
- Fond-de-Gras (L)
- Crespi d'Adda (I)
- Museo de la Ciencia y de la Técnica de Catalunya (E)
- Steyr (A)

Une seule personne semble s'occuper actuellement du patrimoine industriel au sein du Service national des Sites et Monuments. N'est-il pas indispensable, dans l'hypothèse d'un concept global pour la protection du patrimoine industriel, de se donner des moyens financiers, des ressources humaines et un concours de spécialistes plus importants?

Au Service des Sites et Monuments nationaux, chaque domaine (féodal, religieux, industriel, paysager, rural et urbain) est géré par une seule personne qui doit se rendre sur le terrain, réaliser le travail administratif au bureau, rester en contact avec des spécialistes à l'étranger, etc...

Question 2744 (12.5.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant le droit au chômage pour les personnes prestant des soins à des personnes parentes:

La loi du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi, 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, dispose dans son article 16 que pour être admis au bénéfice des indemnités de chômage complet le chômeur doit avoir travaillé comme salarié par un ou plusieurs contrats de louage de services pendant au moins 26 semaines (182 jours de calendrier) au cours des douze mois précédant le jour de l'inscription comme demandeur d'emploi.

La loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance permet de prendre en charge les cotisations pour l'assurance pension pendant la période durant laquelle une personne apporte des soins à une personne dépendante ou demandant des

soins, et ce conformément à l'article 357 du code des Assurances sociales. Un des objectifs de la loi du 19 juin 1998 a été de créer les meilleures conditions afin de garantir le maintien à domicile des personnes dépendantes.

À ce qui paraît, la prestation de soins par une personne privée pour le compte d'une personne parente est reconnue pour le calcul de la sécurité sociale, mais ne peut pas être prise en compte pour les indemnités de chômage, du fait que les soins apportés ne résultent pas de l'existence d'un contrat de travail et ne donnent pas lieu à déclaration de salaires auprès du Centre commun de la Sécurité sociale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux deux Ministres concernés:

- Est-ce que vous pouvez me confirmer cet état des choses?
- Dans l'affirmative, y a-t-il un moyen d'apporter une modification à la législation actuellement en vigueur afin que les personnes prestant des soins à des personnes parentes puissent bénéficier des indemnités de chômage, ce qui correspondrait à l'esprit de la loi du 19 juin 1998 sur l'assurance dépendance?

Réponse (22.6.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Historique:

La loi du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi, 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, dispose dans son article 16 que pour être admis au bénéfice de l'indemnité de chômage complet, le chômeur doit avoir travaillé comme salarié lié par un ou plusieurs contrats de louage de service pendant au moins 26 semaines au cours des douze mois précédant le mois de l'inscription comme demandeur d'emploi.

Même si l'assurance dépendance prend en charge les cotisations pour l'assurance pension d'une personne qui assure avant l'âge de 65 ans des aides et des soins à une personne dépendante à son domicile jusqu'à concurrence d'une cotisation calculée sur base du salaire social minimum prévu pour un travailleur non qualifié de 18 ans au moins, cette prestation ne saurait être considérée comme contrat de travail tel qu'il est prévu par les dispositions de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

En effet les soins apportés à une personne parente ne résultent pas de l'existence d'un contrat de travail dont la caractéristique principale, c'est-à-dire le lien de subordination, fait défaut. Il s'y ajoute qu'aucun salaire n'est ni déclaré au Centre commun de la Sécurité sociale, ni virée à la personne s'occupant d'un parent malade, mais cette personne touche simplement une indemnité payée dans le cadre de l'assurance pension.

Étendre le bénéfice de l'indemnité de chômage à des personnes ayant presté des soins à domicile pendant 26 semaines au moins irait à l'encontre des dispositions prévues par l'actuelle législation en vigueur.

Question 2745 (12.5.2004) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les essais scientifiques sur les voies publiques:

Am Zesummenhang mat engem Accident Enn Abrëll op der Streck tëscht Schieren a Steeën gouf mir zougedroen, datt d'Goodyear op dës, als geféierlech bekannten, Strooss regelméisseg sou genannt „essais scientifiques“ géing duerchféieren, woubäi et schonns

öfters zu geféierleche Situatiounen koom. Dat wier och beim genannten Accident esou gewiescht: En Testpilot hätt d'Gewalt iwwer säi Gefier verluer an huet de Won vun enger Fra ze pake kritt, déi dobäi liewensgeféierlech blesséiert gouf. Trotz dësem schwéieren Accident wieren d'Testfahre weidergaangen.

Dofir dës Froen:

1. Sinn Testfahre vun enger Privatfirma op öffentleche Stroosse legal - a wa jo, wéi eng spezifesch gesetzlech Bestëmmungen huet se dofir an dobäi anzehalen?
2. Huet den Här Minister Kenntnis vun esou wëssenschaftlechen Testfahren op eise Stroossen?
3. Sinn op Lëtzebuurger Stroossen, a besonnesch op der genannten Streck, Testfahren erlaabt ginn, a falls jo, sinn och an Zukunft esou Tester geplangt oder schonns genehmegt ginn?
4. Ass den Här Minister net och der Meenung, datt esou Fahren aner Verkéiersteilnehmer onnéideg a Gefor bréngen?

Réponse (16.6.2004) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

Dei virleidend parlamentaresch Ufro betrëfft d'Testfahren, déi op öffentleche Stroosse gefuer ginn.

Testfahre vun enger Privatfirma op öffentleche Stroosse si legal, wa se duerch eng entsprechend Autorisatioun vum Transportminister ofgedeckt sinn. D'Bestëmmunge vum Paragraph F) vum Artikel 49 vum Code de la Route gesinn nämlech vir, dass Gefierer, déi no neien Techniken oder no net reglementéierten oder mat de Bestëmmunge vun den Artikelen 2 bis 54 vum Code de la Route net kompatibel Prinzipie konzepéiert sinn oder déi fir technesch oder wëssenschaftlech Tester déngen, zum Verkéier zougelooss kënne ginn, ënnert der Konditioun, dass si vir an hannen ee vum Transportminister agreeéiert Kennzeechen hunn, dat d'Opschrëft „essai scientifique“ dréit. De Punkt b) vum Paragraph 4 vum Artikel 139 vum Code de la Route erlaabt, dass d'Gefierer, déi fir wëssenschaftlech Tester benotzt ginn, ausserhalb vun den Uertschafte mat méi héijer Vitesse fue-

re kënnen, wéi dat fir déi aner Gefierer de Fall ass, ënnert der Voraussetzung, dass si mat enger gieler Warnluucht équipéiert sinn.

- Déi vum Transportminister ausgestallten Autorisatiounen fir Testfahren als „essai scientifique“ beinhalten eng Rei vu Konditiounen, un déi sech de Bénéficiaire vun der Autorisatioun hale muss:
- D'Gefierer mussen mat engem Bremssystem a Steierorganen équipéiert sinn, déi e sécher Fueren erlaben;
- Dat vum Code de la Route zougeloossen Héchstgewicht fir d'Gefierer a fir hir Achsen dierf net dépasséiert ginn;
- D'Testfahre mussen op Strecken gemaach ginn, déi festgelooscht sinn an déi duerch e Schëld signaliséiert mussen ginn, dat déi aner Verkéiersteilnehmer op d'Tester opmierksam mécht;
- All Testfuerer muss eng Kopie vun der ministerieller Autorisatioun bei sech hunn;
- All Testfuerer muss op d'Bestëmmunge vum Artikel 140 vum Code de la Route opmierksam gemaach ginn, déi d'Virsiichtg Fueren an d'Maîtrise vum Gefier an alle Verkéierssituatiounen virgesinn.

Där Firma, déi an den Accident vun Enn Abrëll op der Streck tëscht Schieren a Steeën verweckelt war, sinn Testfahren op dëser Streck an och op anere genehmegt ginn. D'Autorisatioun leeft den 31. Dezember 2005 of a kann duerno erneiert ginn, wéi dat schonn zënter Jorzéngten de Fall ass.

Ech wëll awer och nach preziséieren, dass, gläich nodeem meng Servicer vum Accident Kenntnis kruten, ech si ugewisen hunn, sech bei der betraffener Firma ze emfroen, fir d'Emstänn gewuer ze ginn an d'Firma ze invitéieren, mir hir Virschléi ze ënnerbreeden, fir an Zukunft Accidenter an esou enger oder enger ähnlecher Situatioun ze évitéieren.

Aus der Äntwert vun der Firma geet ervir, dass d'Konsequenze vum Accident méi grave gi sinn do duerch, dass zwee Autoen onerwaart hannert enger Kéier mat reduzéierter Siicht stungen an do duerch de Chauffeur vum Testwon

gezwonge ginn ass, en Auswäichmanöver ze maachen, dee leider net gutt ausgaang ass.

Ze bemierken ass awer och, dass dësen Accident zënter 15 Joer deen éischten ass, wou eng drétt Persoun zu Schued komm ass duerch d' Schold vun engem Testfuerer vun där Firma. Méi wéi 6 Millioune km si gefuer ginn ouni Accident, un deem d'Firma responsabel gewiescht wär.

Fir d'Risikoe vun dësen Testfahren ze minimiséieren hunn ech no Récksprooch mat der Firma folgend Mesur virgesinn:

- en Iwwerpräiwe vun den Teststrecken, d'Eliminatioun vu risikoraichen Zonen an eventuell d'Relokaliséierung vu verschiddene Strecken;
- eng medezinesch Qualifikatioun vun den Testfuerer fir séier an ugepasste Reflexer ze garantéieren;
- eng unhalend Fortbildung vun de Fueregkeete vun den Testfuerer;
- en Transfert vun engem Deel vun den Tester vun der öffentlecher Strooss op en eegene Site. Sou huet dës Firma wëlles, op engem eegene Site Spezialpistë fir Kaméidi a Komforttester ze aménagéieren;
- d'Entwécklung vun Testmethoden am Laboratoire, déi et erlaben, d'Zuel vun den Testfahren op öffentlecher Stroosse zousätzlech ze reduzéieren.

Question 2747 (17.5.2004) de M. Norbert Hauptert (CSV) concernant l'accès à l'autoroute A13 à partir de Frisange:

L'autoroute A13 en direction de la Sarre est ouverte à la circulation depuis un bon moment déjà et ce à la satisfaction surtout des habitants des localités attenantes à cette voie. Or, l'accès sur l'autoroute en direction de l'Allemagne à Frisange reste toujours barré bien que l'aménagement de cet accès soit terminé. Cette situation aussi malheureuse qu'incompréhensible oblige les automobilistes en provenance de France ou de Frisange à

faire un détour vers Hellange pour pouvoir accéder sur l'autoroute dans la direction de l'Allemagne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Travaux publics:

- Pouvez-vous me confirmer cet état des choses et quelles en sont les raisons?
- Quelles sont les mesures prises pour y remédier?
- Quand est-ce qu'on peut compter pouvoir lever l'interdiction d'accès en question?

Réponse (28.6.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

Une partie de la bretelle d'accès sur l'autoroute en direction de l'Allemagne à Frisange se situe sur une parcelle de +/- 15 ares faisant l'objet d'un échange de terrain en voie de litige entre les représentants du comité d'acquisition et un privé.

Selon l'appréciation du comité d'acquisition, le seul moyen de devenir propriétaire de cette parcelle - (laquelle vient d'être déclarée d'utilité publique par la Cour administrative il y a deux mois) - consiste d'entamer la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Or, par son arrêt N°16/03 du 7 février 2003 la Cour constitutionnelle a jugé que les articles 28 et 32 de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, pour autant qu'ils prévoient l'envoi en possession de l'expropriant contre consignation d'une indemnité provisionnelle sommairement évaluée, ne sont pas conformes à l'article 16 de la Constitution.

Par conséquent l'envoi en possession après dépôt d'une indemnité provisionnelle à la caisse de consignation n'est plus possible, de sorte qu'il est à l'heure actuelle impossible d'avancer une date pour l'ouverture de l'accès à la bretelle.

Question 2748 (17.5.2004) de M. Norbert Hauptert (CSV) concernant le passage de la ligne de bus RGTR par Peppange-Hellange:

Les nouvelles lignes de transport par bus introduites dans le cadre du système RGTR connaissent un succès certain auprès du grand public. Il reste néanmoins que certaines localités se trouvent écartées de ce système qui offre un transport sans changement vers la capitale. Hellange fait partie de ces localités.

Dans ce contexte je voudrais demander à Monsieur le Ministre s'il ne serait pas possible d'accrocher la localité de Hellange à la ligne de bus venant de Sandweiler en passant par Kirchberg, Luxembourg-Gare, Alzingen, Roeser, Crauthem, Peppange pour se terminer à Bettembourg. Un crochet Peppange-Hellange pourrait avantageusement servir les habitants de cette dernière localité.

Réponse (14.6.2004) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

L'honorable Député note que les lignes publiques d'autobus RGTR, dont l'offre a été considérablement développée ces dernières années, connaissent un succès certain auprès de la population. Il est vrai que plus de 100.000 voyageurs se déplacent tous les jours grâce à l'offre RGTR en place.

Quant au projet d'englober la localité de Hellange dans le parcours de la ligne RGTR 194 Bettembourg-Roeser-Luxembourg-Kirchberg-Sandweiler, un tel détour entre Roeser et Bettembourg augmenterait le temps de parcours de cinq minutes au détriment d'une clientèle régulière déjà nombreuse sur cette partie de la ligne. Les habitants de Peppange et de Bettembourg/rue de Peppange seraient à leur tour privés de toute communication, sachant que la route reliant Peppange à Hellange n'est pas praticable pour les autobus et que le détour devrait dès lors se faire à partir de Crauthem.

L'alternative a dans ces conditions consisté à relier, à partir du 30 mai 2004 (date du changement officiel des horaires des lignes publiques d'autobus) la localité de Hellange à la ligne 200 (Bettembourg-Luxembourg) par huit nouvelles courses par jour, qui complèteront avantageusement l'offre de transport public actuelle de la ligne RGTR 304 (Mondorf-Hellange-Bettembourg) desservira au rythme horaire.

Chamber TV



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un